

Une autre histoire du développement
Tome 3 – Essai sociopolitique d’une théorie du développement

Éric Mollard

C'est me conseiller là,
sous couleur de vouloir remédier à la folie des autres,
de délirer en leur compagnie

Thomas More¹

Mais quoi, ce sont des fous ;
et je ne serais pas moins extravagant si je me réglais sur leurs exemples

René Descartes

Plusieurs choses gouvernent les hommes :
le climat, la religion, les lois, les maximes du gouvernement, les exemples des choses passées,
les mœurs, les manières ; d'où il se forme un esprit général qui en résulte

Montesquieu²

Nos contemporains sont incessamment travaillés par deux passions ennemies :
ils sentent le besoin d'être conduits et l'envie de rester libres

Alexis de Tocqueville³

J'écris mal parce que je lis mal ;
Je lis mal car je généralise⁴.

Anonyme

- 2022 -

¹ L'Utopie ou Le Traité de la meilleure forme de gouvernement

² L'esprit des lois

³ De La Démocratie en Amérique

⁴ Je comprends le mot « généralise » comme la séquence : signification possible, interprétation relative et généralisation.

Le succès éblouissant de deux paysanneries avant l'ultra-libéralisation des années 1980 démontrait la faisabilité d'un « Grand développement » par les prix incitatifs et un crédit adapté. Ce tome 3 d'une Autre Histoire du Développement dépasse l'approche **socio-économique** pour positionner le développement dans une théorie **sociopolitique**⁵. Il peut être lu de manière indépendante des deux ouvrages précédents.

La sociopolitique examine les rapports que tissent l'individu et son groupe et, au-delà, un peuple, une bourgeoisie et un Etat. Les attentes réciproques des groupes sociaux relèvent de ce qu'on peut appeler une culture au sens non pas de caractéristiques ouvertes à la récupération partisane mais des principes qui régissent durablement ces rapports. Or, il se trouve que le développement libéral des derniers siècles est étroitement lié aux « blocs culturels ».

La culture sociopolitique éclaire les développements clairement répartis par continent avec peu d'exceptions (Israël au Moyen-Orient par exemple). Schématiquement, je classe le développement depuis le degré zéro jusqu'au degré 3, lequel inclut les pays développés et la Chine. Le degré 2 s'applique à la trajectoire de l'Asie du Sud-est et le degré 1 à l'Amérique latine. L'Afrique et le Moyen-Orient sont encore au degré 0 pour n'avoir expérimenté aucun développement autonome (considérant que le développement n'est pas la croissance économique que mesure le PIB puisque ce dernier inclut les ressources pétrolières). Le degré zéro du développement effectif inclut aussi le Grand développement qui est l'effort minimum à consentir pour qu'un transfert de ressources modernise la paysannerie.

Le tome 4 à venir évaluera l'écart entre ces **principes sociopolitiques** et **les dispositifs actuels de développement** avant d'expliquer pourquoi ces dispositifs ne les prennent jamais en compte. Ici, je propose d'étudier les plafonds de verre que les politiques économiques, institutionnelles et techniques ont du mal à dépasser. Il est d'ores et déjà possible d'ajuster les politiques de développement volontaire aux blocs culturels avec, par exemple, le don direct et le Grand développement plus efficaces que les dispositifs actuels avant l'amorce éventuelle du cycle du développement.

La **première partie** reconsidère le climat, la densité démographique et la géographie pour ébaucher les trajectoires sociales d'une humanité qui colonise singulièrement chaque continent. Cette sociopolitique naissante construit des niveaux variables de règles, de solidarité et de confiance. Les règles sociales définissent un potentiel pour réguler l'individualisme, le souhait d'ordre social et le conservatisme sur lesquels le développement libéral avec armée, commerce, technologie et capital prendra pied plus ou moins tôt dans l'histoire. Sur cette base sociopolitique, la **seconde partie** confirme l'invariant sociopolitique à partir des modalités repérées dans les trajectoires socioéconomiques des derniers siècles. Chemin faisant, la démonstration repère les limitations des explications académiques du développement.

⁵ Dans un ouvrage précédent (<http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010080709>), une sociopolitique de **l'environnement** reconnaissait la difficulté à imaginer des solutions clés en mains. La sociopolitique du **développement** révèle également des plafonds de verre délicats à dépasser avec les politiques actuelles.

Table des matières du Tome 3

Table des matières du Tome 3.....	3
Introduction du Tome 3.....	6
Le mot développement.....	6
Ma position.....	6
Répondre au doute.....	8
Croissance et développement.....	9
Les degrés du développement.....	13
Blocs culturels.....	13
Quelques idées saugrenues sur le développement.....	15
Bloc culturel et développement.....	17
L'ouvrage.....	18
Objectifs généraux.....	18
Méthodes.....	20
Plan.....	22
Partie 1 : La différenciation sociopolitique de l'humanité.....	25
1. Sociopolitique des institutions.....	26
Démographie.....	26
Innovation comparée.....	27
Femmes et liberté dans les religions antiques.....	29
L'innovation en contexte.....	30
Indicateurs sociopolitiques du conservatisme.....	36
2. Le modèle du fond diffus.....	38
Le fond diffus des chasseurs-cueilleurs.....	40
Out-of-Africa.....	44
Les différenciations des chasseurs-cueilleurs.....	58
3. L'Afrique du lignage.....	59
<i>Back-to-Africa</i>	59
Le particularisme social.....	72
Le lignage en perspective.....	76
4. Le Moyen-Orient des tribus et des empires.....	78
Les tribus.....	79
Empires du Moyen-Orient.....	86

5. L'individualisme holiste en Asie	96
Chine.....	97
Japon.....	101
Asie du Sud-Est	103
6. La liberté réglée en Europe.....	104
Grèce	106
Communauté celtique	109
Rome.....	110
L'Europe.....	120
Conclusion	125
7. Le conservatisme sur 5 continents	129
Défier le conservatisme	129
Leçons pour le développement	144
Conclusion : L'histoire du développement libéral.....	145
Partie 2 Un plafond de verre culturel ?.....	146
Le conservatisme en question	146
La séquence libérale	147
Sociopolitique de l'innovation	150
Les invariants sociopolitiques de l'Europe	153
Les sources sociopolitiques.....	154
Comparaison avec les États-Unis	156
Aujourd'hui	158
Les invariants	159
Japon Corée Taiwan.....	161
Les invariants sociopolitiques	161
Les scénarios sociopolitiques.....	167
Chine.....	168
Les invariants sociopolitiques	169
Les scénarios sociopolitiques.....	175
Asie du Sud-Est	177
Les invariants sociopolitiques	177
Les scénarios sociopolitiques (Chine, Japon, Europe).....	185
Amérique latine	189
Les invariants sociopolitiques	189
Les scénarios sociopolitiques.....	195
Moyen-Orient	204
Les invariants sociopolitiques	205

Les scénarios sociopolitiques	212
Afrique	214
Les invariants sociopolitiques	215
Les scénarios sociopolitiques	224
Conclusion générale	228
L'ambition d'une méthode	228
Définir le développement libéral	229
La sociopolitique dans l'histoire.....	230
Retour en Afrique	232

Introduction du Tome 3

Peut-on imaginer « développer » sans connaître les principes qui ont permis le « développement » d'un pays ou d'un autre ? Ou qui l'ont retardé ou empêché ? La question se pose dans les mêmes termes à ceux qui veulent établir la « démocratie » sans connaître les principes historiques qui ont commandé ses avènements particuliers et conditions d'exercice, ni le système sociopolitique du pays récipiendaire. Quand on reconnaît les échecs massifs du développement volontariste (tout comme de la démocratie imposée) aux exceptions près, la réponse est évidemment : non. Développer n'est pas une action banale comme le prétendent les acteurs qui veulent s'abstenir de tous débats au nom de l'action ou de l'urgence. Si l'action montrait une certaine efficacité, ils auraient raison de juger les discussions stériles, mais ce n'est pas le cas. Avant toute diffusion de modèles qui échouent les uns après les autres, il faut produire l'effort de s'interroger sur les trajectoires divergentes de l'Occident et des pays du Sud. On ne peut plus affirmer que les échecs sont l'effet majeur de l'oubli mineur du contexte parce que les modèles eux-mêmes sont erronés à l'origine. Le développement exige dès à présent une mise en pause pour réfléchir à ce qu'il a été pour envisager ce qu'il devrait être. En attendant, les dons directs aux pauvres et un protectionnisme de type Grand développement sont plus efficaces que l'ensemble des actions menées jusqu'à présent.

Mais le développement, le progrès et tout ce qui relève d'un optimisme de bon aloi⁶ ne fait plus recette. Il en va de même du mot culture quand l'universalisme humain est hégémonique, mot que, pour comble, j'associe à développement. J'utilise même le terme de « bourgeoisie » tombé en désuétude depuis les analyses des années 1970⁷. Les doutes contemporains sur le développement, curieusement, ne sont nullement l'effet des échecs, mais des inquiétudes sur la notion même de développement. Par exemple la Révolution verte qui a donné un prix Nobel de la Paix est désormais refusée au nom d'effets néfastes sur l'égalité et sur l'environnement. Le développement avant le développement durable et même ce dernier sont également voués aux gémonies. Pour désamorcer les incompréhensions, je dois définir la notion de développement : qu'est-il ? Et pourquoi suscite-elle tant d'appréhensions ?

Après avoir défendu l'idée de développement dans les premiers tomes, le présent tome a pour objectif de dévoiler les principes du développement libéral en parties avant qu'un tome 4 interroge les raisons du refus persistant à les prendre en compte.

Le mot développement

Ma position

Le mot développement compte deux notions majeures : le développement passé des pays dont on fait l'histoire ; et le développement aux sens de l'action volontaire qui peut être locale, relever d'une politique sectorielle ou s'inscrire dans un dispositif intégré dans le but d'une amélioration collective. Dans cet ouvrage, les deux acceptions ont du sens puisque les principes fondamentaux issus des trajectoires historiques sont confrontés aux réalités du volontarisme appliqué. Pour les distinguer, il faudrait parler de « changements historiques » pour le passé et de dispositifs de développement pour le second. Quoi qu'il en soit, les deux développements s'accordent sur des dispositifs d'amélioration collective dont les modalités sont disputées, surtout dans l'histoire comme c'est le cas de la colonisation ou la dépendance qui seraient les sésames du non-développement. Aussi les trajectoires

⁶ Le mot développement s'est imposé à la fin de la Seconde guerre mondiale pour éviter le mot « progrès » que les métropoles coloniales avaient galvaudé pour justifier des politiques controversées tel le travail forcé.

⁷ On évoque de nos jours l'élite marchande ou, plus individuellement, les entrepreneurs selon que l'approche est dénonciatrice ou gestionnaire. L'usage du mot bourgeoisie s'inscrivait jadis dans la lutte des classes qui, même si elle était partisane, prenait en compte les dimensions collective, historique et politique.

passées sont-elles sous l'influence d'actions publiques et de résistances collectives. En régime démocratique, les majorités et des minorités influencent l'action gouvernementale et contribuent au changement social et économique. L'action sociale, qui est permanente, forge le « développement » historique. Encore faut-il distinguer deux types de dispositifs. Le premier concerne les pays développés où personne n'utilise le mot développement, sauf de manière sectorielle (dans l'agriculture par exemple). L'action gouvernementale est proche des secteurs professionnels et incorporent les différents niveaux de décision, voire les partis d'opposition et l'opinion : « En somme, la société invente, régule, accompagne, cherche, à chaque moment de son développement, des niveaux intermédiaires de cohésion sociale⁸ ». Les politistes parlent de « triangulation » entre État, acteurs et publics ou encore de « régulation croisée » car le programme volontariste est soumis à l'action sociale. Dans le jeu démocratique, le programme même bien négocié avec les partenaires sociaux connaîtra un sort inégal, en particulier selon le jeu des veto-players qui, même minoritaires, peuvent faire capoter le projet. Le second type de dispositif, très clairement appelé Développement, concerne les pays du Sud. Ces derniers sont bien sûr soumis à la régulation croisée, toutefois avec des modalités différentes, mais aussi aux injonctions, prêts conditionnés et actions locales conçues à l'étranger, qui sont autant d'actions volontaristes soumises également aux veto-players (acteurs qui bloquent une action collective) après un simple vernis participatif qui légitime les opérateurs et les financements étrangers. L'absence de contre-pouvoirs, que ne sont pas les dispositifs participatifs, empêche toute remise en cause des croyances du développement volontaire ou projeté. Ce dernier se rétrécit au sens unique de l'apport d'une aide extérieure vers le pays démuné considéré comme une feuille blanche : le Nord est classiquement le pourvoyeur et le Sud le bénéficiaire.

Outre le jeu de l'action et des résistances ainsi que celui des croyances du développement international, les dispositifs de développement oublient la différence de nature entre pays développés et pays en développement, d'ailleurs ceci parfois au nom de l'universalisme humain. J'ai montré ailleurs que la différence entre Nord et Sud tenait au niveau d'État de droit qui explique le développement précoce de l'Europe et, plus généralement, du niveau des règles sociales (appliquées) qui rendent compte des degrés actuels de développement. Ces derniers sont plafonnés par les structures sociopolitiques propres à chaque bloc culturel, structures qui correspondent aux rapports entre bourgeoisie, peuple, État et valeurs locales. On verra que l'État de droit à l'occidentale n'est pas la seule façon de sécuriser les investissements.

Dans cet ouvrage sur le développement international orienté au Sud, je suis critique du développement volontaire qui mobilise des sommes astronomiques de manière éparpillée : à la fois parce qu'il est voué à l'échec et parce que son existence empêche une réflexion d'ensemble. Mais au-delà du « Petit développement », je crois au potentiel de l'aide internationale et au transfert de ressources publiques à l'instar du Grand développement vu dans les deux premiers tomes. A contre-courant du Petit développement et du confort de l'action immédiate, cet ouvrage défend un développement volontaire qui n'oublie pas que les niveaux de développement sont en correspondance avec les liens entre les acteurs d'un pays. Dans les pays du Sud (sous-développés), l'inégalité sociale et la dégradation de l'environnement ne sont pas l'effet de la Révolution verte, mais du *degré de régulation* qui fixe le niveau d'application de la loi en général et l'atténuation de la pauvreté en particulier. Il en va de même pour l'environnement où des programmes coûteux ne produisent aucun résultat tangible pour la même raison d'un État de droit limité.

Par développement, j'entends la volonté de nourrir et de soigner au-delà du don ou du pansement humanitaire. La réalisation de ces buts louables repose non pas sur des changements cosmétiques dans une sorte d'esthétique du développement, mais sur la création d'emplois par les sociétés, en

⁸ <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2005-2-page-159.htm>

particulier la bourgeoisie. Cette capacité suppose la confiance dans son pays, confiance garantie par l'État de droit dans les pays occidentaux ou par d'autres moyens ailleurs. Les sociétés doivent trouver des formes (coopérative, réseau, « ligue » de négociants, libéralisme ou autres) où les contrats commerciaux puissent être respectés. La confiance entre égaux ou dans l'Etat est l'horizon du développement, que l'Etat joue un rôle d'arbitre ou de promoteur. Le développement implique des mécanismes de dépassement de seuils, par exemple pour briser le cercle de la pauvreté ou initier la création d'emplois. Cette conception s'est trouvée renforcée depuis la réduction inouïe de la pauvreté en Asie.

La thèse sociopolitique du bloc culturel repose sur la confiance nécessaire aux contrats commerciaux, comme le rappelle la citation suivante : « *La question qui se pose est de savoir sur quoi repose la défiance ou la confiance politique. La confiance, rappelons-le, est la capacité de s'engager dans une relation sociale avec les autres, qu'il s'agisse de particuliers ou d'institutions, sur la base du pari qu'ils tiendront leurs engagements et respecteront la parole donnée. La confiance suppose donc un engagement moral mais aussi le respect et donc la revitalisation permanente d'un lien social pour que les individus puissent faire « communauté » et puissent ainsi garantir la sécurité de leurs échanges*⁹ ». Les succès d'entrepreneurs montrent que rien n'est impossible, mais il ne suffit pas d'avoir des milliardaires quand ces derniers sont issus de la rente d'un secteur privatisé comme les télécommunications ou l'aciérie. L'investissement avec des emplois durables à la clé est nécessaire. Il s'agit moins de croire de manière patriotique à son pays que d'instaurer un climat de confiance entre égaux (ligue de négociants) avec l'Etat ou sous l'Etat. Le développement n'élimine pas l'inégalité et la quête de l'égalité seule a souvent produit la négation du développement et la privation de liberté. La dynamique vertueuse suppose d'augmenter la taille du « gâteau » économique, même avec des produits de qualité médiocre sous certaines formes de protectionnisme¹⁰. L'efficacité productive avec des emplois à la clé est nécessaire. Même limitée, la confiance crée à la fois bourgeoisie et emplois, lesquels contribuent à la redistribution sociale. Pour être complet, il ne s'agit pas de démonter les aides aux pauvres, l'objectif étant d'associer une forme régulée de protectionnisme et des mesures de confiance.

Répondre au doute

Parce que le développement n'aurait résolu ni le problème environnemental ni la pauvreté, autrement dit parce que le développement durable qui conjugue croissance économique, lutte contre la pauvreté et écologie aurait échoué à cause de lobbys et de puissances maléfiques, ou encore parce que les millions de dons publics seraient tombés dans l'escarcelle de dictateurs, des critiques se portent contre l'aide internationale. Les raisons ne manquent pas pour dénigrer l'aide et certaines ONG, ceci au nom des hyper-normes du doute général et de l'environnement hégémonique. Doute particulier instillé à une époque où règne le doute général, le doute sur la notion de développement exigerait de particulariser le développement, admettre les échecs et reconnaître les erreurs pour réamorcer la croyance en l'aide efficace. Pourquoi ne pas révéler aussi l'idéologie populiste, décroissante, égoïste ou dénataliste des faiseurs de doute ? Car une poignée d'acteurs bénéficient d'une certaine influence avec des arguments à charge et jamais à décharge, ce qui aurait été vain à une autre époque, mais qui n'est pas sans écho depuis les années 2000. Hier, la narration mettait en avant l'alimentation pour tous de manière optimiste et aujourd'hui elle déclare la ruine de l'environnement et dénonce une pauvreté toujours présente.

⁹ <https://theconversation.com/la-confiance-politique-exige-la-reconnaissance-du-merite-183281>

¹⁰ L'agriculture protégée en Europe n'a pas vu son taux d'innovation réduit, bien au contraire. Le protectionnisme est resté en deçà des excès alors que le secteur est fortement subventionné.

Le doute contre le développement ne s'appuie pas sur les échecs car les hésitants restent attachés aux ONG. Leur doute s'adresse aux institutions publiques qui servent de bouc-émissaires à une époque de doute général. Le doute devenu populiste pousse au développement de type participatif et aux vagues intellectuelles, comme les Communs, dont les acteurs du développement se servent quand ils rejettent catégoriquement les actions publiques et le marché privé. La critique contre la Révolution verte est paradigmatique de ce doute particulier alors que la critique n'est pas adressable à la Révolution verte, mais aux pays du Sud peu capables de réguler la pauvreté, d'ajuster les dérives environnementales et de faciliter le développement. Autrement dit, la critique considère la Révolution verte comme l'incarnation des excès alors que l'enjeu est la faiblesse de l'État et de l'État de droit dans les pays en développement.

Concernant la préoccupation environnementale, à travers le surdosage des engrais de synthèse et l'épandage de pesticides parfois interdits dans les pays développés, la Révolution verte a pu dégrader les sols, la qualité des nappes phréatiques et la santé des ouvriers et des consommateurs. Mais la Révolution verte n'était que le rattrapage des retards accumulés dans les pays en développement. L'agriculture intensive aux USA ou en Europe est de même nature mais les pratiques nocives sont sous contrôle du fait de lois strictement appliquées. Le doute environnemental qui pèse sur la Révolution verte manque donc son objectif : c'est un Etat de droit limité qui est en cause.

Il en va de même concernant l'inégalité. L'endettement des petits paysans qui ont bénéficié de la Révolution verte n'a pas posé de problèmes partout. Dans le tome 1, le Mexique illustre que l'appui aux petits paysans n'a pas conduit à leur aliénation. L'Inde n'a pas les mêmes considérations, mais là encore, ce n'est pas la Révolution verte qui est en cause sinon le régime sociopolitique.

D'autres critiques ont été portées au développement. Aussi son échec est-il de plus en plus visible même si les acteurs du développement font mine de le dépasser par des actions régulièrement renouvelées. Les nouvelles modes sont devenues nécessaires pour justifier la dépense des flux permanents de dons dans un dispositif peu enclin à réviser ses croyances. Tant que les dons et les prêts continuent à exister, le dispositif de développement n'a aucun intérêt à changer ses croyances. Il n'est nullement paradoxal que ceux qui critiquent le développement puissent faire œuvre philanthropique selon l'idée qu'un don modeste n'est pas en mesure de bousculer l'ordre des choses, idée fautive car la masse des dons doit être dépensée.

Une autre critique du développement est qu'il cautionnerait les dictateurs et la corruption. Si cette critique peut être vérifiée localement, elle n'est pas généralisable. Le monde du développement est simplifié pour en faire une affaire morale et émotionnelle. Les opérateurs du développement s'enferment dans le cercle de la double méconnaissance des capacités du dispositif et du système sociopolitique des pays récipiendaires. L'ignorance conduit le dispositif à adhérer aveuglément aux normes faute d'avoir le recul pour examiner d'où viennent ces normes. Les fausses bonnes idées continuent à irriguer le dispositif et le doute enfle dans l'esprit des donateurs quand l'ignorance devient visible. Mais ce sont moins les promoteurs du développement qui sont un objet d'opprobre que les pratiques, comme la Révolution verte.

Croissance et développement

Si « L'argent n'achète pas le bien-être », autrement dit si la richesse d'une nation n'est pas égale à son bonheur, le développement ne se réduit encore moins à l'un ou à l'autre. Une richesse gonflée par une ressource demandée est loin de créer des emplois au-delà de ceux directement en lien avec son exploitation. Les économistes qui distinguent en théorie croissance et développement s'intéressent bien plus à la croissance qu'au développement de nature plus sociopolitique qu'institutionnelle et économique. Le développement ne se résume ni au PIB ni au bien-être ni même à la répartition des richesses encore que les pays développés font partie de ceux qui redistribuent le plus.

La science économique a dérivé depuis les idées fondatrices. A l'origine, le PIB rapporté au nombre d'habitants évaluait le niveau de richesse du pays. On n'assimilait nullement croissance et développement puisque ce dernier avait une dimension autocentrée. La richesse n'est même pas une condition nécessaire du développement car, comme on vient de le voir, le pétrole ou une ressource fournit un capital qui peut servir des buts autres que le bien-être général et le développement. On appliquait alors le modèle propre à l'histoire occidentale sans examiner les fondements culturels d'une croissance interne avec ou sans rente (la rente naissant avec l'exploitation des gisements houillers). La richesse des nations reposait sur le commerce à courte et longue distance et sur l'emploi qui servait de moyen de redistribution sociale et alimentait le marché intérieur par les demandes des classes solvables. La pauvreté n'a pas été éradiquée immédiatement et on peut avancer qu'elle s'est accrue avec les premières classes ouvrières. Il ne s'agit pas de prendre la dramaturgie romanesque d'Emile Zola au pied de la lettre, mais la misère se maintenait. Les nouvelles classes sociales potentiellement rebelles face à une bourgeoisie plus pragmatique qu'autoritaire ont progressivement animé le changement politique et la redistribution des richesses.

La mesure du développement s'est perdue dans les indicateurs d'endettement, de compétitivité et de niveaux d'investissement en lien avec les politiques économiques et la sécurité pour l'investisseur. Or le développement et le niveau de confiance qui lui est associé sont davantage approchés par des indices qualitatifs de gouvernance et de fiabilité institutionnelle. Alors que le PIB était accablé de critiques par les gouvernants effrayés du recul de leur pays dans les classements internationaux ainsi que chez les scientifiques, des économistes zélés ont construit des indices qui tentent d'associer richesse et redistribution sociale. Le plus connu est l'indice de développement humain qui compose bien-être et richesse générale. Il a du mal à inclure les vrais pauvres et les pondérations sont critiquables. En effet, comment pondérer l'autonomie, la santé, l'alphabétisation et le revenu sans que l'indice soit entaché d'arbitraire ? L'idée ne résout ni l'approche du développement (confiance dans le pays) ni les limites du PIB. On perçoit l'idée d'équilibrer la redistribution sociale vers les secteurs en retard, mais pourquoi adosser la richesse à l'inégalité ? La mesure du pourcentage de pauvres absolus et relatifs à la richesse du pays est pourtant facile à mettre en place.

Vouloir apparaître en tête des classements internationaux avec l'IDH pour suppléer à un éventuel déclassement du PIB est un objectif de prestige pour les gouvernants et social pour les associations. Les économistes sont alors pris au piège de leur critique du PIB. Le développement qualitatif devient alors « un processus multidimensionnel avec augmentation concomitante du capital, de la production et de la consommation », ce qui est la croissance assortie de la redistribution. Aussi fumeux sont les changements sociaux et politiques « qui élargissent les choix offerts aux individus » selon le concept de capabilité du prix Nobel Amartya Sen. Les chantres de la croissance se perdent dans les méandres du développement faute d'une théorie sociopolitique dont le culturalisme effraie. Alors que les pays pauvres doivent produire des emplois, la pensée occidentale leur impose chaque fois de nouvelles conditions dont la plus récente est la bonne conscience environnementale (mais on pourrait évoquer les soins de santé, la démocratie, les droits de l'homme, etc.) avec l'Indice de richesse inclusive qui rend compte à la fois de la croissance économique et du montant des destructions des capitaux humains et naturels¹¹. Les méandres entre économie et bonne conscience n'aident nullement à mieux comprendre les sociétés ni à trouver des solutions.

Dans l'idéal, le développement pourrait être approché à partir du PIB dont on soustrairait ce qui est imputable à une rente. On peut lui adjoindre des indices complémentaires : indice de répartition des revenus dans un pays (indice de Gini) ou impact environnemental afin d'orienter les stratégies dans la mesure du possible. Jean Nanga rappelle la formule théorique du développement en Afrique, appelée

¹¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_richesse_inclusive

mécanisme de transmission des effets de l'investissement sur la croissance : l'**investissement** augmente l'**emploi** qui augmente la **consommation** qui augmente la **richesse** qui augmente l'**investissement**¹². Le problème est l'investissement initial, non pas le capital (il ne manque pas dans les pays pétroliers), mais la méfiance. Pour cet économiste, l'accumulation reste liée aux rentes de situation dans l'appareil d'État et à sa mauvaise gestion. La bourgeoisie africaine existe pourtant dans la production et la banque. Mais elle n'est pas présente dans tous les secteurs (tels les mines et le pétrole) et elle est rarement en position de leadership¹³.

Obnubilés par le conseil en gestion, les économistes oublient la nature qualitative du développement alors que ne manquent pas, comme Jean Nianga, les rappels des limites de la bourgeoisie africaine. D'autres indices visent à identifier ou améliorer les avantages comparatifs tel l'indice de complexité ou l'avantage comparatif révélé¹⁴. Aussi l'avantage comparatif révélé permet-il de comparer la Chine et l'Inde, la première ayant dépassé la seconde pour devenir un leader mondial dans des secteurs à forte valeur ajoutée (machines, automobiles, semi-conducteurs, appareils électroniques, chimie). L'indice évalue la compétitivité en décrivant la complexité économique, mais sans interroger les bases sociopolitiques qui font que les Chinois investissent dans leur pays. Le holding indien Tata illustre les obstacles pour prendre les commandes d'Air India vingt ans après la première tentative de privatisation. Les milliardaires indiens investissent dans leur pays non sans mal car la méfiance est réciproque : l'État se méfie des profiteurs, permanents dans l'histoire, et les investisseurs estiment peu fiables l'État et le peuple.

Le concept de bourgeoisie nationale, marqueur du marxisme au siècle dernier parmi les intellectuels, est devenu tabou alors qu'il rend compte des relations avec la population et l'État. Si la bourgeoisie est un concept qui mérite d'être défini, elle reste essentielle pour analyser les bases sociopolitiques du développement. La pauvreté aussi doit être conceptualisée sans devenir l'acmé des problèmes d'un pays, surtout s'il est en transition, ceci d'autant plus que les idéologues confondent pauvreté absolue et pauvreté relative (dans les comparaisons). Il en va de même du PIB qui demeure une mesure intéressante : comme le PIB ne permet pas d'identifier l'origine des investissements dans l'exploitation d'une ressource, j'ai identifié les degrés de développement sur la base schématique des blocs culturels.

L'inégalité sociale est considérée comme injuste quand progresse la richesse des nations. L'inégalité dans les pays pauvres est bien plus visible mais on estime avec raison que la croissance doit entraîner une redistribution. Elle n'est prise en compte qu'indirectement dans l'IDH pondéré avec l'espérance de vie moyenne. Des indices de Gini de concentration de richesse ou de patrimoine sont plus utiles, mais n'épuisent pas la question du lien entre la bourgeoisie et l'inégalité. Outre sa mesure qui est controversée, principalement dans le détail pour des raisons politiques, l'interprétation des inégalités inclut des considérations morales et politiques. Dans cet ouvrage, je pose que la richesse « ruissèle » par les emplois puis par les changements de régime. Comme le ruissellement qui est avant tout économique exige du temps, il doit être complété par des aides à destination des pauvres. Ici se posent les questions du volume des aides et de leur efficacité. Quant à la définition de la pauvreté, les innombrables controverses (scientifiques et politiques) sur les statistiques montrent que rien n'est acquis. Les aides publiques, de leur côté, sont intéressées car elles entrent dans le clientélisme électoral qui n'a pas d'obligation de résultats sur la pauvreté.

¹² L'effet multiplicateur des keynésiens distingue l'investissement de productivité qui accroît la compétitivité de l'entreprise. L'investissement entraîne une diminution des salariés qui sont réembauchés dans les fournisseurs de cette entreprise.

¹³ Jean Nanga, Inprecor n°592-593 avril 2013

¹⁴ <https://theconversation.com/quel-est-le-secret-des-villes-qui-sillustrent-a-lechelle-mondiale-lexemple-de-laval-161043>

Le développement n'éloigne pas immédiatement la pauvreté d'abord parce que les pauvres restent une réserve de travail peu aidée jusqu'à ce que les emplois mieux rémunérés touchent tout le monde. Ensuite la pauvreté devient relative car, s'il n'y a plus de misère, les pauvres demandent de meilleures conditions de vie. On ne peut pas comparer le paysan chiapanèque au Mexique qui cultive un ha de maïs et un américain pauvre qui bénéficie d'aides et qui, dans une certaine mesure, peut travailler. En revanche, les doléances de ces deux types de pauvreté sont moralement légitimes au vu des inégalités dans les deux pays.

Les pays occidentaux et la Chine marxiste, chacun à sa manière, ont produit de la richesse et l'ont redistribuée. Le gouvernement chinois profite de la redistribution pour affirmer son autorité, parfois de manière inique avec les migrants qui arrivent en ville. Les pays libéraux ne sont pas moins généreux sur le long terme même si des différences distinguent les pays. Les États-Unis sont plus inégaux par le nombre élevé de milliardaires (souvent jeunes) et par l'ultralibéralisme qui affecte les pauvres ou les classes moyennes, comme ce fut le cas de l'ouragan Katrina en Louisiane où les pauvres étaient mal protégés ou au moment de la crise des *subprimes* en 2008. Les Occidentaux ne sont pas plus sympathiques que les autres cultures, mais deux mécanismes, d'ailleurs à l'origine de leur développement précoce, ont fonctionné. Le premier est l'État de droit qui octroie le droit effectif d'association, ceci en particulier aux syndicats qui ont largement obligé les riches à partager. Cette coopération forcée a d'ailleurs produit la démocratie qui doit être vue comme une alliance au profit des deux parties : bourgeoisie et peuple. La démocratie est alors devenue la seconde source pour rabattre la pauvreté. En effet, les partis d'opposition peuvent s'appuyer sur les classes déshéritées pour se faire élire et améliorer leur condition. Sous cette double tutelle, les pays libéraux se sont dirigés peu à peu vers l'Etat Providence.

On doit souligner le rôle des syndicats comme contrepouvoirs suffisamment forts pour forcer la redistribution sans tomber dans la dictature. Les syndicats jouent aussi la carte corporatiste avec des effets plus ambigus sur l'intérêt collectif. Aussi les syndicats agricoles négocient-ils pour le soutien de leurs revenus, ce qui participe tout de même au développement du secteur. Alors que ces contrepouvoirs contribuent à la redistribution, au marché intérieur et au développement, ils sont snobés par les ONG pourtant soucieuses de développement et de redistribution dans les pays du Sud. Il est vrai que les ONG refusent la politique (alors qu'elle est essentielle au développement) et que de nombreux pays ont horreur des syndicats corrompus sous les régimes de partis uniques, ceci du fait simplement de pays mal régulés.

L'accroissement de richesse non seulement n'enlève pas la pauvreté, mais elle produit mécaniquement de l'inégalité surtout si les premiers à s'enrichir deviennent très riches. Dans une certaine mesure, même la Révolution verte qui favorise des petits paysans laisse de côté ceux qui n'y ont pas accès. Une autre difficulté du développement est d'équilibrer les secteurs privés et publics. Les fonctionnaires et les dépenses publiques à la fois consomment un capital et accroissent le pouvoir d'achat et le marché national, mais le problème demeure entier : la bourgeoisie nationale est-elle en mesure de profiter de l'extension du marché national ? Pire, les nouvelles classes moyennes qui exigent une alimentation à bas prix et des biens d'importation favorisent le riz importé et l'endettement du pays. Les pauvres ne reçoivent même plus les miettes de la croissance car les prix diminuent et ils s'appauvrissent.

Mettre fin à la pauvreté ne signifie pas mettre fin à l'inégalité qui, en l'état, est inhérente à l'humanité (ce qui pourrait se guérir) et au développement (ce qui lui laisse un avenir certain). Pour être durable, la redistribution passe par les prix agricoles, les aides et les emplois même si les emplois publics peuvent aider le développement. L'emploi de type soviétique est exclu moins parce que la planification a échoué qu'à cause du défaut de régulation dans les investissements et de la piteuse motivation au travail. Une organisation sociale doit être équilibrée sur tous les plans sauf l'inégalité

(qui n'est pas pauvreté) et légitime sous régime libéral comme sous régime marxiste. Même si les salaires sont faibles au départ, ils éradiquent la pauvreté et les emplois sont une source de richesse autonome à l'image de l'Asie. La pauvreté générale disparaît sans faire disparaître la pauvreté relative.

Les degrés du développement

Blocs culturels

Comme évoqué plus haut, le développement est défini par une trajectoire durable. Dans cette conception, une partie du pays est engagée dans la dynamique auto-entretenu comme ce fut le cas en Chine avec les zones littorales motrices. Créer des emplois urbains, augmenter la richesse par la productivité et répartir les revenus sont un idéal qu'atteint le degré trois du développement incarné par les pays développés Chine incluse. Le degré deux correspond à l'Asie du Sud-Est, le degré un à l'Amérique latine et le degré zéro aux autres continents que peut améliorer le protectionnisme du Grand développement.

Le PIB n'évalue pas le développement quand la richesse est issue d'une ressource. Aussi le Petit développement (voir tome 1¹⁵), les dons ou une rente ne relève-t-il pas d'une dynamique autocentrée. Si le Petit développement est en échec, le don gonfle les dépenses, enrichit les commerçants et alimente un capital qui peut, en théorie, alimenter les investissements. Le don répété sous la forme du revenu universel, qui donne confiance, engendrerait plus d'investissements, mais on peut les supposer insuffisants pour extraire un pays de la pauvreté. En effet, le développement amorcé par des transferts (mandats des migrants mexicains) ou des rentes n'a jamais été constaté. Par ailleurs, un pays pauvre signifie moins un manque de ressource qu'une entrave à l'investissement comme l'a montré le développement historique de pays européens pauvres en ressources (tel le Portugal qui a construit un empire maritime).

Il manque au développement la confiance dans les investissements et dans le respect des contrats commerciaux. Le degré zéro du développement signifie qu'un pays est en mesure de promouvoir un développement minimal avec des prix et des crédits adaptés dont la pérennité alimente la durabilité et la confiance dans les investissements si ces derniers sont eux-mêmes aidés. Dans les tomes précédents, j'ai distingué deux niveaux de prix agricoles : celui entretenant une modernisation qui doit être aidée et celui d'autonomie où le prix agricole permet une épargne suffisante pour une modernisation autonome et non subventionnée. Le prix d'autonomie permet un décollage économique alors que le prix de modernisation exige des subventions qui sont des formes de dons ou de transfert de ressource pour la modernisation.

Concernant le prix d'autonomie qu'on a vu en Thaïlande pour les cultures maraîchères, le riz et des cultures destinées à l'exportation, il correspond au degré deux du développement. Quant au prix de modernisation non autonome vu au Mexique, il a entraîné la modernisation durable des petits producteurs et impacté positivement l'économie. Je place donc le soutien des prix de modernisation non autonome au degré zéro du développement alors que les dons, sauf s'ils sont pérennes, engagent une modification trop restreinte de l'économie. Les dons ont une moindre capacité à générer des emplois et ne permettent que la sortie momentanée de la pauvreté. Ils engagent un échange de biens à petite échelle qui va toutefois au-delà du développement induit par la micro finance (qui relève du Petit développement).

¹⁵ Le Petit développement est l'innombrable somme des projets locaux (participation sociale, vulgarisation, microcrédits, aides diverses, etc.) voués à l'échec par le malentendu paternaliste sur la nature des paysanneries et par l'absence d'intérêt envers le Grand développement (soutien des prix et crédit adapté).

Tout développement autonome sans rente ni protection particulière accède au degré un. Ce développement peut intervenir à l'échelle locale comme ce fut un rare succès durable de développement volontariste. Cet exemple édifiant qui remonte à un demi-millénaire concerne les villages d'artisanat en Amérique latine. Impulsé par les premiers évêques, cet artisanat spécialisé existe toujours sans toutefois se répandre dans le pays. Un de ces promoteurs fut l'évêque Vasco de Quiroga qui a développé une zone indienne au Mexique. Les compétences d'artisans qualifiés qu'il a implantées chez les Purépechas de la région de Pátzcuaro sont encore présentes dans les villages de Paracho de Verduzco qui produit des guitares, de Tzintzuntzán des poteries, Santa Clara des objets d'art en cuivre et de Nurío la laine tissée. Il s'agit d'un transfert technique qui a singulièrement réussi du fait de civilisations amérindiennes avancées dans de nombreux domaines et en retard pour d'autres. En général, les programmes de transfert volontariste de technologie ne fonctionnent pas comme les deux tomes précédents l'ont montré pour la vulgarisation agricole. Le degré un est d'ailleurs incarné par l'Amérique latine dont on découvrira les raisons dans la deuxième partie, ceci même s'il existe des écarts selon les pays une fois ôtées les ressources et les rentes qui relèvent de la croissance économique.

Les pays d'Asie du Sud-Est incarnent le deuxième degré du développement, en excluant Vietnam, Laos, Cambodge et Myanmar (ex-Birmanie). Le libéralisme d'ouverture des frontières et de stabilité des politiques économiques (malgré les changements de régime) permet aux investisseurs de profiter des faibles coûts d'une production qui trouve des débouchés dans les pays solvables. La docilité syndicale est un atout même si les révoltes incitent au retour de régimes musclés. Dans des pays où le peuple est soucieux d'ordre social, ceci par peur du chaos, la militarisation bénéficie d'une certaine légitimité sous conditions qui sont moins celles du Vietnam ou de Myanmar que du Japon. Le souhait populaire d'ordre mâtiné d'atteintes contre la liberté ne semble pas être une entrave pour parvenir à un degré plus élevé de développement. Mais quel est l'élément qui distingue le développement de l'Asie du Sud-est de celui de la Corée du Sud, du Japon et de la Chine ? L'université et l'éducation constituent un point de départ pour saisir la différence de nature avec le degré trois. En effet, le niveau universitaire reste faible dans le Sud-Est asiatique plus sensible à la scolarité de la tête « bien pleine » qu'à la critique d'une tête bien faite. La religion conservatrice (islam en Indonésie, bouddhisme en Thaïlande et catholicisme aux Philippines) peut être un facteur aggravant du conservatisme. En Thaïlande, ce sont les croyances animistes et les tabous de divers ordres concernant la personne royale qui traduisent l'absence de toute critique. Le conservatisme peut être dépassé comme l'a montré l'Asie du nord quand les élites y trouvent leur intérêt : le peuple qui a foi en elles suit le chemin qu'elles ouvrent (empereur japonais, parti communiste chinois). Une élite moderniste qui bénéficie d'une légitimité dans le peuple semble concrétiser cette éducation alors que le conservatisme conjoint de l'élite et du peuple bride la critique, la liberté et le développement. Une population qui bride les velléités de changement peut être transcendée par une élite, mais cette dernière doit accéder aux postes de responsabilité et garantir le pays avec une légitimité qui renvoie à minima au bien public. Un gouvernement fort et durable y est possible, mais la source de sa légitimité doit être garantie tant par des pratiques acceptables que par une culture partagée. Intérêt public et croyances locales sont en jeu. La religion est alors autant un lest conservateur qu'un régulateur moral et identitaire auquel l'élite est soumise. En Thaïlande, le lien entre Sino-thaïs et Thaïs s'est révélé économiquement bénéfique mais sa solidité est de plus en plus remise en cause comme l'a montré l'opposition brutale des chemises jaunes et rouges. Le décollage, l'autonomie technologique, des institutions et la confiance sont incomplets en degré deux de développement.

Le degré numéro trois, qui est le développement maximum à l'heure actuelle, concerne chronologiquement l'Occident qui brise le premier les entraves du conservatisme. L'accouchement n'est pas sans douleur avec les bûchers qui éradiquent ceux qui doutent. Les victimes étaient des progressistes, critiques, libertins, sorcières, scientifiques, hérétiques, révolutionnaires et opposants

qui ne plaisaient pas à un roi, au parlement ou au clergé. En pleine Renaissance, le bon vouloir d'un Henri VIII a fait assassiner ses proches à la manière médiévale. Mais le renouveau artistique et scientifique émerge en Europe du sud puis du nord également éduquée et gagnée au libre arbitre. Les guerres et le conservatisme religieux, politique et social (tels les luddites) n'offrent plus d'attraits pour une élite attirée par la liberté. L'ordre ancien reflue, mais la liberté est un danger par la compétition des uns avec les autres et l'élimination des sauvegardes sociales, d'ailleurs entamées. La curiosité devient un eldorado et lance l'aventure intellectuelle que renforcent les avancées technologiques.

La connaissance de l'univers qui se défait des fariboles et la découverte des Amériques montrent les limites de la Bible et des explications divines. L'Europe occidentale redécouvre le foyer grec et s'approprie l'exception alors que les empires moyen-orientaux et le monde slave accentuent leur retard à cause du servage et d'une élite peu légitime encline à la violence. Le monde des empires n'est alors que la continuité du monde des tribus. Avec l'éducation, la Russie parviendra un temps à faire illusion avant de revenir à sa structure impériale quand la liberté devient anarchie et recrée l'ordre despotique. Il y manque des égaux, de la confiance et de la légitimité. Récemment, le Japon et la Corée du Sud ont rejoint le degré trois du développement à tout point de vue : économique, social, universitaire et politique. La Chine en fait partie avec un régime politique distinct qui a géré l'économie et la société dans un climat de corruption élevée. La Chine semble dévoiler la possibilité d'une autre voie au développement libéral.

Quelques idées saugrenues sur le développement

Depuis toujours, le secteur du développement est propice au jugement. Un pays prétend son modèle plus avancé que celui d'un autre jugé rétrograde ; c'est le cas aussi de penseurs qui dénoncent un régime. Les premiers livres d'agronomie romains et chinois dénonçaient les routines paysannes sur la base des meilleures pratiques vues de ci de là. Aucune tentative n'a tenté d'expliquer la rationalité des routines, « archaïsmes » et traditions avant les années 1970. Sous la Renaissance, le genre littéraire est celui de l'utopie qui pouvait être symbolique pour dénoncer et qui pouvait aussi, comme aujourd'hui, être constructive. De nos jours, le développement a été capturé par les technocrates d'un côté et les idéologues de l'autre. Dans ce fatras, il est délicat de distinguer ce qui est sérieux, ce qui est politique et ce qui relève de l'analyse¹⁶. Dans les lignes suivantes, j'examine deux utopies, la seconde de nature « économiciste » selon l'idée que l'économie est l'alpha et l'oméga en dépit des autres dimensions du changement social. L'idée de ce paragraphe est de montrer que les montages intellectuels non seulement sont des invariants issus des avant-gardes progressistes¹⁷ normatives (dans les mêmes impasses), mais aussi constituent des blocages d'une réflexion sur le développement : il a fallu attendre 1970 pour reconnaître la rationalité des paysans du monde.

On a vu plus haut l'action de Vasco de Quiroga au Mexique. N'opérant pas dans un vide théorique, ce qui serait surprenant de la part d'un lettré qui est conservateur par essence et progressiste par humanisme, l'évêque applique concrètement les spéculations des humanistes de la Renaissance. Les écrits de Thomas More, en contact avec Erasme, Budé et d'autres dans la ligne de Platon, conceptualisait la cité idéale à partir d'une organisation citoyenne la plus rationnelle possible au nom du bonheur de chacun et de l'intérêt collectif pour tous. Aussi Vasco de Quiroga aurait organisé les communautés d'indiens regroupés selon différents niveaux d'encadrement dont il ne reste, bien sûr, rien, sauf l'artisanat.

¹⁶ En 2021, le Sri Lanka a interdit l'importation d'engrais et de pesticides au nom de l'agroécologie prônée comme la voie royale de l'écologie. Le résultat fut une baisse immédiate des rendements en riz et en thé avec crise alimentaire et balance commerciale en berne. Peut-être que les avocats occidentaux inconséquents du développement seront déclarés coupables pour ce type de crise dans les pays du Sud.

¹⁷ Certains parlent de « créatifs culturels », d'autres plus péjorativement de « bobos ».

Dans un non-lieu (*u-topie*), les humanistes imaginent la meilleure forme de communauté politique. L'Utopie est un horizon pour faire tendre les réformes dans le respect des préceptes chrétiens. Son auteur Thomas More fut béatifié en 1886, canonisé en 1935 et fait saint patron des responsables de gouvernement en 2000, mais sa promotion de la communauté de biens fut aussi considérée comme le prédécesseur du communisme socialiste. Toujours est-il que l'ouvrage fait le lien entre régimes politiques et développement. Pour Guillaume Budé, l'ouvrage est une dénonciation : « Tandis que j'étais aux champs et que j'avais ce livre en main, tout en allant et venant, prenant garde à tout, donnant des ordres aux ouvriers [...], j'ai été tellement affecté à la lecture de ce livre, quand j'eus connu et pesé les mœurs et institutions des Utopiens, que j'ai quasi interrompu et même délaissé le soin de mes affaires domestiques, voyant que tout l'art et toute l'industrie économiques, qui ne tendent qu'à augmenter le revenu, sont chose vaine ». Sous couvert du Christ, Budé déconstruit le droit positif qui, sous couvert d'instituer une « communauté établie par le droit civique » excite les passions. Il en va de même des « droits que l'on appelle civil et d'Église » qui, sous couvert d'équité, sont manipulés par les uns, détournés par les autres. Seul Jésus Christ est digne d'attention. Au nom de la morale et d'un idéal très actuel, Budé dénonçait son époque.

L'idéal de Guillaume Budé est « l'égalité des biens ou des maux » entre les citoyens, « un constant et persévérant amour de la paix et de la tranquillité », « le mépris de l'or et de l'argent ». Ces « trois piliers des lois utopiennes » viserait à faire disparaître orgueil et convoitise, ainsi que le « grand amas de volumes de droit ». Il espère le retour du « siècle doré de Saturne » quand, à Rome, Cronos identifié à Saturne introduisit l'usage de la faucille et apprit aux hommes à mieux utiliser la fertilité spontanée du sol. Moralisateur des guerres, de l'argent, de la privatisation et du droit contre les voleurs, More cherche des solutions concrètes : « Mieux vaut procéder de biais » avec adresse « de façon que, si vous n'arrivez pas à obtenir une bonne solution, vous avez du moins acheminé la moins mauvaise possible ». Ce à quoi rétorque le personnage Raphaël, voyageur ayant côtoyé l'île d'Utopie et pur produit de la dénonciation : « C'est me conseiller là, [...], sous couleur de vouloir remédier à la folie des autres, de délirer en leur compagnie ». La pureté l'amène aux causes premières qui seraient, pour lui, « que là où existent les propriétés privées, là où tout le monde mesure toutes choses par rapport à l'argent, il est à peine possible d'établir dans les affaires publiques un régime qui soit à la fois juste et prospère ». C'est l'idée éternelle du phalanstère remis à l'ordre du jour trois siècles plus tard par Charles Fourier ou de nos jours par les hippies, les peuples premiers et les « créatifs culturels ». Le développement ne doit être qu'égalité et frugalité alors que la science, l'économie et le droit ne sont que pures fantaisies ou hypocrisies : le populisme des intellectuels est ancien.

De son côté, la science économique a accaparé la notion de développement en escamotant le volet sociopolitique. C'est l'inconvénient de jongler avec les chiffres qui deviennent des buts en soi dans une discipline spécialisée. L'économie actuelle se plaît alors à dénoncer le non-développement des pays au chevet desquels elle prodigue des conseils et des politiques depuis longtemps. Pour exemple la critique permanente des politiques internationales quand la Banque mondiale cherche à lutter pour la bonne gouvernance, à mettre en place des droits fonciers ou encore à formaliser le secteur informel¹⁸. Sur le plan conceptuel, l'économie a imaginé des explications au non-décollage comme le piège des pays de revenu intermédiaire qui indique, sans l'expliquer, l'incapacité à suivre le rythme des économies plus développées sur le marché des biens à forte valeur ajoutée. Les économies nouvellement industrialisées comme l'Afrique du Sud et le Brésil n'ont en effet pas quitté un niveau de produit national brut par habitant entre 1000 et 12000 dollars (constants de 2011) pendant des décennies par faible investissement, croissance lente du secteur secondaire, diversification industrielle limitée et mauvaises conditions du marché du travail. On ne peut plus évoquer une périphérie depuis

¹⁸ <https://theconversation.com/the-world-bank-and-imf-are-using-flawed-logic-in-their-quest-to-do-away-with-the-informal-sector-170325>

que les pays asiatiques ou l'Europe il y a longtemps ont dépassé cette contradiction et bien d'autres dès lors que les fondamentaux sociopolitiques sont présents.

Bloc culturel et développement

Bien sûr, on observe des variations dans la relation entre bloc culturel et degré de développement. Les résistances politiques ou l'ouverture commerciale sont en jeu, d'ailleurs non sans rapport avec les structures sociopolitiques. Je rappelle aussi que la richesse en ressource que prend en compte le PIB n'est pas une mesure du développement. Elle est même son contraire quand une rente diminue l'intérêt d'une bourgeoisie à investir. Les pays pétroliers opposent les rentiers qui ont distribué et gaspillé l'argent dans des projets improductifs et ceux qui ont lancé des activités : Moyen-Orient et Nigéria pour les premiers et Mexique et Indonésie pour les autres, les deux derniers ayant financé la Révolution verte des années 1950 et 1960 (Grand développement). En termes d'aide, si l'argent ne lance pas le développement, il est préférable d'envisager une politique de dons ou de Grand développement avec peu d'emplois induits.

La variabilité intra-bloc est visible dans tous les blocs à commencer par l'Europe occidentale. L'homogénéité y est relative par les différences entre le nord et le sud même si le développement de degré 3 relève de la même nature sociopolitique. Le bloc africain présente l'exception de l'Afrique du Sud et, jadis, de l'Algérie. Le bloc moyen-oriental également de développement absent est homogène faute d'une colonisation de peuplement, ce dernier montrant l'importance de la confiance dans les institutions même si les liens privilégiés avec les métropoles et les dominations financière et foncière sont des facteurs cruciaux. Ce qui est important de noter ici est que le départ des colons a enrayé le développement pour le ramener au niveau des pays voisins. L'Asie et l'Amérique latine sont plus variées et des pays comme le Népal, le Cambodge ou le Guatemala ont le même développement que les pays africains. La continentalité n'est pas une explication pour tous ces pays et il faut revenir aux guerres ou au type de bourgeoisie rentière aux manettes. Des pays d'Amérique latine sont manifestement de degré 2 quand le continent est clairement de degré 1. Le Mexique par les trois rentes de son pétrole, du tourisme proche des États-Unis et des mandats des migrants demeure de degré un alors que l'industrialisation du Brésil et l'agriculture chilienne et argentine relève presque du développement autonome de degré 2. L'Amérique latine n'a pas connu le degré 2 par des coûts élevés qui sont l'effet du contrôle d'une ancienne bourgeoisie sur l'État, des dépenses clientélistes de ce dernier et des revendications sociales. Quand le clientélisme devient dérégulé, le pays s'effondre comme au Venezuela. Faute de régulation des uns par les autres, l'équilibre entre peuple et bourgeoisie est rompu. La population est peu docile et l'élite peu soucieuse d'intérêt public. Même une élite corrompue mais soucieuse de l'intérêt public vaut mieux qu'une élite détachée des intérêts collectifs.

L'équilibre est d'ordre sociopolitique. C'est le même qui est à l'origine du développement et qui garantit la régulation ultérieure. Les chercheurs qui ont brandi la morale en refusant les approches culturalistes sont coupables d'avoir outrepassé leurs droits sur la science en refusant de considérer le lien entre culture (sociopolitique) et développement. Les faits sont que l'installation d'Occidentaux au-delà des ligues de commerçants étrangers a souvent produit du développement par l'apport de l'État de droit et de la confiance, que ce soit dans l'Amérique latine européenne (Argentine, Chili, Uruguay et le sud du Brésil), l'Algérie ou l'Afrique du Sud. Les faits montrent aussi que leur installation ne produit pas partout le développement comme dans le reste de l'Amérique latine ou en Indonésie. La différence entre Mexique et États-Unis est en effet d'origine culturelle moins du fait d'une religion (catholique versus protestante) que par la domination bourgeoise sur les Amérindiens asservis et par les compromissions et les violences induites avec l'issue du non-développement. Le retrait des colons européens des empires a eu le même effet du départ de la confiance et du retour des valeurs moins

réglées des cultures locales. Le développement est culturel par les rapports de confiance qui dépendent des blocs culturels.

Il ne s'agit pas ici de chercher les différences de développement durant la colonisation. Une recherche rigoureuse (délicate à mener de nos jours) opposerait sans doute la colonisation de peuplement et la prédation simple avec les variantes en rapport aux densités démographiques de colonisateurs et de population locale. Les faits à théoriser doivent éviter l'essentialisation des races et tout classement ethnocentrique, ceci sans écarter les différences prouvées. Pour ma part, j'avance l'aptitude au libéralisme et à la régulation politique des Occidentaux alors que, sur le plan économique, les Occidentaux pêchent par l'ultra-libéralisme et le défaut de régulation économique. S'il faut se méfier des tabous anthropologiques, il faut tout autant écarter les discours de légitimation des propres colons, comme l'aptitude au travail qui n'est bien sûr pas avéré. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que les colons se soient aveuglés avec une explication fautive de distinction alors que la confiance dans les lois, trop naturelle pour eux, ne pouvait être revendiquée. L'économie libérale a aussi produit un ensemble de mythes. Mythe fondateur élaboré par les économistes classiques, la doctrine de l'harmonie des intérêts reposait sur l'idée qu'en cherchant son bien-être, l'individu libre d'entreprendre réalisait celui de la collectivité¹⁹.

Si dans le passé l'innovation était d'une autre nature, le développement est de nos jours libéral. Tant qu'on n'aura pas démontré le succès d'un autre régime, il mérite l'attention, ce qui n'empêche pas d'examiner d'autres options et leurs variantes (coopératives, plus d'égalité, lutte contre la corruption, appuis sur la religion et certains leaders, etc.), mais à condition d'examiner aussi les échecs de ces options dans le passé. Le libéralisme a lui-même plus de « cinquante nuances » non seulement en termes de ressources, de sous-cultures et de programmes économiques et de régimes politiques, mais aussi de gouvernance (jeux plus ou moins réglés entre les principaux acteurs dans une société). L'option la seule efficace durablement est le libéralisme avec croissance et redistribution, ce que la Chine conforte. Ce pays ouvre en même temps le champ du possible avec un moindre libéralisme politique. De son côté, l'Allemagne présente un régime de négociations efficaces, le Royaume-Uni et les États-Unis un ultralibéralisme qui n'est pas toujours un succès pour eux et la France un centralisme qui a des avantages et des inconvénients.

L'histoire sert à théoriser le développement d'abord par la différenciation des cultures au cours de l'aventure d'Homo sapiens (partie 1). Des principes concernant l'ordre social et l'égalité apparaissent dans les trajectoires. La partie 2 compare les trajectoires socioéconomiques des derniers siècles pour expliquer le degré de développement actuel. Peut-on pourra-t-on démentir le philosophe Hegel pour qui « L'histoire et l'expérience enseignent que les peuples n'ont absolument rien appris de l'histoire ».

L'ouvrage

Objectifs généraux

Ce troisième tome explore les bases d'une théorie sociopolitique du développement pour, dans un second temps, relancer la réflexion sur les aprioris des dispositifs d'action. Il semble curieux que les opérateurs du développement international méconnaissent les principes des développements historiques. Si ces principes ne débouchent pas nécessairement sur des actions concrètes, un nouveau développement peut s'en inspirer, qu'il s'appuie sur le libéralisme ou sur d'autres formes socioéconomiques en mesure de stimuler confiance et légitimité. Les principes historiques expliquent les échecs récurrents, ceci avant de baliser des pistes pour approfondir les connaissances sociopolitiques. Dans un ouvrage précédent²⁰, je défendais le divorce avec le Nord pour que le Sud

¹⁹ <https://books.openedition.org/iheid/2818?lang=fr> (également cité plus loin pour l'Argentine)

²⁰ <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010080709>

non seulement prospecte et expérimente des solutions adaptées, mais aussi se sèvre de références condamnées à l'échec. Le même ouvrage soulignait la difficulté des solutions sociopolitiques qui doivent d'abord convaincre de la réalité de cette dimension (on vient de voir que la Révolution verte dirige les critiques sur les symptômes) pour ensuite imaginer des solutions adaptées à la sociopolitique du Sud. L'esthétique morale et normative du développement volontariste est le principal obstacle. Restent les solutions économiques, comme les dons et le Grand Développement, qui sont faciles à mettre en place même si leur impact est forcément limité.

Les deux premiers tomes ont démontré l'importance de la dimension sociopolitique dans le Grand développement. Du côté pratique, il semble ne s'agir que d'économie avec des prix soutenus et des crédits qui prennent en compte des risques particuliers des petits producteurs agricoles. Mais la dimension sociopolitique intervenait avec la mise en place politique de ce crédit particulier au Mexique ou en reconnaissant la confiance culturelle dans l'Asie du Sud-Est libérale. Dans ce tome 3 à visée théorique, il s'agit de démontrer l'importance de la culture sociopolitique pour une prise en compte dans les dispositifs, par exemple en privilégiant le don en lieu et place des programmes d'amélioration technique ou organisationnelle. L'analyse sociopolitique portera aussi sur ces dispositifs pour comprendre les blocages et, là aussi, envisager une réforme. Il y a donc deux systèmes sociopolitiques à examiner : la nature des pays du Sud et celle des dispositifs de développement où interviennent les pays du Nord. L'examen portera sur les acteurs en relations, les croyances partagées et les actions-réactions des uns et des autres. Les dispositifs ne sont pas seulement occidentaux ou coloniaux car ils doivent s'accorder aux attentes des élites du Sud sans souffrir d'un refus des récipiendaires. Quant au développement dit durable, il ne pouvait que faillir du fait d'abord de la nature sociopolitique du problème environnemental, l'économie fonctionnant mal dans ce cas (ouvrage cité) et ensuite parce que la durabilité ajoutait des difficultés supplémentaires aux échecs du développement antérieur. Ajouter des contraintes sociales et environnementales aux politiques classiques déjà en échec ne pouvait que déboucher sur plus d'échec. On peut même affirmer que le développement durable a dévoyé le développement. L'environnement et la lutte contre l'inégalité ne connaissent le succès qu'après avoir atteint une certaine efficacité économique et institutionnelle. La constatation empirique des échecs pousse à réduire les ambitions de la durabilité pour refonder le développement avant tout sur l'économie modeste du Grand développement où le crédit adapté compense les déficiences de confiance.

Les dispositifs suscitent des critiques croissantes moins de nature empirique qu'au nom d'une idéologie désormais affichée jusque chez les ONG. En effet, ces acteurs majeurs du développement sont les premiers à verser dans le populisme antisystème. Je ne m'étendrai pas sur l'enjeu démographique²¹ dont les liens avec la pauvreté et la migration sont controversés²² et qui sert parfois à détourner l'attention et éviter une aide matérielle aux pays pauvres. L'idéologie de chercheurs est également en cause quand ils critiquent un dispositif qui, selon eux, appuie le libéralisme. C'est une tautologie car le libéralisme économique régulé est une condition du développement efficace. Si ces chercheurs mettent en évidence d'autres voies que le libéralisme, ce sera à leur honneur, mais faut-il qu'ils s'appuient sur une documentation qui incluent les utopies du passé. La politique partisane n'a pas à interférer avec le développement quand la droite avance l'explication démographique²³ et la gauche la critique du libéralisme. Inversement, les chercheurs sont complices du dispositif de développement s'ils adoptent sans examen critique ses normes et sont incapables de dépasser les solutions propres à leur discipline : taxe pour les économistes, planification pour les géographes,

²¹ ...ou l'obésité et tout thème qui sert, dans les documentaires télévisuels, à accuser le cynisme de l'agro-alimentaires ou le laxisme des gouvernements. Jadis, les documentaires et les associations appelaient à l'éducation des pauvres. Trop peu de chercheurs montrent les limites de ces examens superficiels.

²² Comme l'ont démontré empiriquement les trois prix Nobel d'économie de 2021.

²³ La gauche décroissante prône la dénatalité : <https://www.demographie-responsable.org/>

réforme foncière pour les anthropologues, réforme agraire pour les sociologues, participation pour les politistes, etc.

Les modes du développement se sont écarté progressivement de la réflexion pour favoriser l'action. Les diagnostics en lien avec une recherche approfondie furent simplifiés et devinrent les *Rapid Rural Appraisal*. Puis vint la mode du participatif qui épargne toute recherche au nom de la vérité autochtone. La recherche a suivi avec des théories à fondement idéologique comme les Communs (ni Etat ni privatisation) dont la dimension normative bloque jusqu'à la possibilité d'une nouvelle connaissance sociale. Dans tous les cas, la priorité accordée à l'action a effacé jusqu'à l'intérêt de comprendre une société dans ses multiples dimensions. La parole autochtone devient magique et aucun chercheur n'est plus capable de faire le tri entre ce qui relève de l'anecdote ou d'un point de vue structuré. Les ignorances accentuent le besoin de normes et de modes et il est devenu facile d'appeler le développement un néocolonialisme. S'il l'est, il faut le démontrer avant de concevoir des aides réalistes.

Méthodes

La méthode sociopolitique testée dans deux ouvrages précédents²⁴ prend appui sur l'histoire pour de nombreuses raisons. L'une d'elles est la traque des invariants dans l'histoire longue, ceci pour étayer les interprétations alors qu'un passé trop récent conduit à confondre invariants et événements, par exemple parmi les facteurs de l'émergence du capitalisme européen. L'histoire réduit aussi la propension idéologique des auteurs qui cherchent un coupable. Pour certains, ce serait un homme, Descartes en l'occurrence, et pour d'autres, l'atomisme grec²⁵. Les « coupables » désignés seraient étonnés d'être montrés du doigt alors que la spécialisation académique actuelle réduit les connaissances aux normes partagées dans une discipline : modernité pour les uns, grecs pour les autres. Une étude sérieuse des hérésies dans le premier christianisme montre, si on prend soin d'inclure la religion dans le répertoire du conflit social, les invariants de l'intellectualisme et des accusateurs du système. On ne peut isoler une période et a fortiori un homme de sa culture. Utiliser une période ou un homme pour dénoncer une culture dont ils sont les représentants n'est pas acceptable car toute culture prise dans son ensemble montre autant de bien que de mal.

L'autre ligne directrice de l'analyse sociopolitique est le comparatisme. Un pays révèle des vérités, mais comment les départager des erreurs si on ne prend pas appui sur d'autres pays et d'autres époques ? Les deux principes sociopolitiques mobilisés dans des ouvrages antérieurs le sont à nouveau avec des modifications et des ajouts pour prendre en compte les changements d'échelle temporels et culturels. Je pourrais ajouter la transdisciplinarité pour faire valoir l'histoire non seulement politique, mais aussi économique et sociale, transdisciplinarité qui suppose une critique des disciplines et le choix des plus pertinentes car il n'y a aucune raison que toutes aient une pertinence égale selon le sujet. Il en découle qu'une discipline qui cite des références comme principale légitimité scientifique n'est pas certaine de détenir la vérité tant les normes partagées sont répétées. La matérialité qu'elle soit biologique comme l'évolution humaine, physique comme les ressources ou plus généralement technique est un autre principe majeur, mais je ne tiens pas à dresser la liste exhaustive du « petit nécessaire » à l'analyse sociopolitique. Un dernier principe est celui de la déconstruction raisonnée. Les mots liberté, démocratie et inégalité sont souvent associés au développement, encore faut-il examiner qui les utilisent et pour quel objectif ? Seul le contexte du locuteur permet de saisir ce qu'il signifie. Les mots courants sont des armes si l'auditeur ne s'en

²⁴ 2020, Une autre histoire de la nature : la pensée environnementale et ses acteurs. 2020, Une autre histoire de l'environnement : pour le divorce du Nord et du Sud

²⁵ <https://theconversation.com/how-ideas-from-ancient-greek-philosophy-may-have-driven-civilization-toward-climate-change-169714>

préoccupe pas faute de s'en apercevoir. Pensons simplement à la Révolution verte adulée hier et stigmatisée aujourd'hui sans qu'un terme médian n'ait été trouvé car les zéloteurs et les détracteurs poursuivent moins des objectifs de développement qu'ils défendent un conformisme normatif ou révolutionnaire. La déconstruction est bien sûr à manier avec rigueur car elle n'est pas une critique absolue qui ouvre à la licence interprétative. Par exemple, parce que les interprétations classiques pèchent sur différents points, un auteur comme Bruce Pascoe refait l'histoire des aborigènes qui auraient été des agriculteurs alors que les preuves pour cette interprétation font encore plus défaut²⁶. La recherche des controverses est nécessaire dans la progression transdisciplinaire, controverses qui doivent elles-mêmes être déconstruites selon les connaissances qui les ont construites. Les idéologies et les jeux de pouvoirs existent aussi chez les spécialistes, mais la déconstruction et le comparatisme rend plausible une voie plus qu'une autre.

Sur la base de quelques principes, l'idée particulièrement développée dans la deuxième partie est de se reposer sur le triplet **Bourgeoisie-Etat-Peuple** auquel j'ajoute des **Valeurs** culturelles (autrement dit B-E-P-Valeurs). Les tomes précédents ont signalé les valeurs culturelles du Mexique et de la Thaïlande qui représentent partiellement leur continent. Avec le terme de bourgeoisie, je reviens aux analyses sociopolitiques des années 1970 que les intellectuels déclinaient sous les deux modes du marxisme et de la décolonisation. J'y reviens et, si je ne fais pas ici mention de l'armée, des fonctionnaires ou des paysans, c'est parce que le peuple ou la bourgeoisie ou une ethnie peuvent y faire appel.

Un modèle qui conjugue sociopolitique et développement fait nécessairement appel à d'autres facteurs que le B-E-P-Valeurs, l'idée étant de dépasser à la fois le régime politique et les politiques économiques pour entrevoir le fait culturel. J'introduis alors la notion de plafond de verre sociopolitique (ou culturel au sens des rapports entre les quatre entités) qui pose que ni le régime ni les politiques économiques ne peuvent crever à court terme un plafond fait de confiance et de légitimité.

Ma reconstitution suggère des forces sociopolitiques qui, dans la plupart des situations, favorisent le conservatisme. La résistance est peut-être passive du fait des religions et des intérêts en place, mais elle est surtout active dans un régime qui écrête toute possibilité de dépassement (ou de remise en cause) en refusant le commerce et toute curiosité « malsaine » qui irait contre la volonté des dieux. Parmi ces conservatismes, on a la résistance active à la modernité qui doit être distinguée d'un conservatisme par défaut où le manque de confiance interindividuel empêche tout dépassement commercial et intellectuel²⁷. Je souligne enfin que l'innovation est possible dans les systèmes conservateurs, comme l'agriculture chinoise l'a montrée depuis des millénaires : l'innovation empirique est peu ou pas adossée à un dispositif intellectuel de rupture.

Les liens entre B-E-P-Valeurs sont faits moins de pouvoirs que de coopérations, de symbioses et de légitimité (que d'autres nomment curieusement servage volontaire) où chacun trouve intérêt à participer au commun. La démocratie fait partie de la symbiose quand une bourgeoisie qui veut prospérer doit, par valeurs et intérêts, composer avec le peuple. Notons que la démocratie à l'échelle

²⁶ <https://theconversation.com/how-the-dark-emu-debate-limits-representation-of-aboriginal-people-in-australia-163006>

²⁷ La querelle des Modernes et des Anciens en France, issue des rangs de l'Académie française au XVIII^e siècle, fait comprendre le caractère indépassable des Anciens incarnés dans les auteurs antiques. Le fait qu'elle touche l'Europe montre des crispations d'époque et, si les Anciens gagnent puisque les auteurs anciens et ceux qui s'en revendiquent demeurent des références, les Modernes ont raison au sens où la littérature ne peut qu'innover dans des sens imprévisibles. Le problème de nombreux Modernes alors est de défendre d'un peu trop près le roi et sa cour.

d'un pays est historiquement associée au bloc culturel occidental, là où justement le commerce a bénéficié d'une confiance entre familles étendue via l'État de droit étendu à un pays et à une culture.

Finalement j'assimile bourgeoisie et développement. On objectera que la posture est libérale (je suis d'accord), qu'il y a bourgeoisie et bourgeoisie (ce qui sera précisé dans le texte), ou encore que bourgeoisie et développement est une tautologie qui réduit le développement historique aux bourgeoisies, car ce sont elles qui investissent, créent des emplois, se montrent arrogantes ou despotiques quand aucun contrepouvoir ne leur est imposé, et prennent des risques. Je rapporte surtout la bourgeoisie à la confiance et je reconnais que la bourgeoisie est labile pour être soumise à la concurrence et aux faillites même si le capital culturel sert un temps des intérêts de classe. Je ne nie pas que des formes coopératives ou étatiques sont possibles, mais en attendant une consécration qui se fait attendre, je reste attaché à la notion de bourgeoisie comme moteur prouvé du développement libéral. Pour être durable, elle doit négocier avec l'État et le peuple et son degré de légitimité dépendra des valeurs partagées dans sa culture.

Plan

Une autre série de controverses renvoie au colonialisme. J'examine les dispositifs de développement dans le quatrième tome et mes critiques portent plus sur leur inefficacité récurrente que sur le colonialisme, qui pourrait en effet s'appliquer aux ONG, aux organisations multilatérales mais aussi aux élites du Sud. Ce terme juge l'histoire et un dispositif en faisant l'économie d'une analyse factuelle. Non seulement de telles normes n'aident pas à comprendre, mais aussi on ne peut pas découper une culture en tranches avec le colonialisme occidental. Le capitalisme est l'objet d'attaques du même genre, ce que je ne reprends pas dans cet ouvrage.

Le tome 4 précisera les invariants historiques en mesure de rendre compte du fonctionnement délétère des dispositifs de développement. Le tome 3 ci-devant explicite le système sociopolitique des pays du Sud et du Nord dans une perspective comparatiste. Il tente de préciser les principes historiques des développements différenciés avec, en toile de fond, l'idée que ces principes demeurent et demeureront inconnus des dispositifs du développement volontaire. L'ignorance est issue de préjugés qui traversent l'histoire depuis deux millénaires. Alors que l'erreur n'est pas nouvelle, elle bute aujourd'hui sur l'évidence des degrés de développement en lien avec les blocs culturels. Le conservatisme des valeurs dans une débauche permanente d'ajustements discursifs repose sur l'absence d'obligation de résultats, l'obligation de moyens résultant elle-même du flux ininterrompu des dons qui se maintiennent par de nouvelles promesses discursives. Les opérateurs du développement et leurs conseillers ne font face à aucun contrepouvoir pour réaliser leurs erreurs et rectifier l'action. De plus, la priorité donnée à l'action élimine toute possibilité de réflexion et les penseurs se situent soit dans le camp normatif des révolutionnaires soit dans celui aussi normatif du changement cosmétique. Tout le monde veut réformer le dispositif, mais personne ne prend en compte les structures sociopolitiques. Il est fréquent aussi que l'économie elle-même soit minimalisée dans la conception des projets alors que toute visée d'amélioration devrait au moins reposer sur le fait que les bénéficiaires y trouvent un intérêt. C'est le cas de la vulgarisation agricole qui escamote le volet économique, par exemple en fournissant les semences d'une nouvelle culture ou en subventionnant un équipement de transformation sans qu'un marché ou une filière existe, ceci au seul motif qu'une demande existe. Face au flux monétaire du Nord, des dispositifs normatifs légitimés bien que voués à l'échec s'exonèrent de toute critique.

Dans ce tome 3, la **première partie** relit l'histoire de l'humanité pour rendre compte de l'échelle continentale des blocs culturels. L'unicité de la période de sortie d'Afrique d'Homo sapiens est peut-être liée à des phénomènes climatiques, ce qui contrevient toutefois à l'adaptabilité reconnue de cette espèce. J'examinerai d'autres explications tels les isthmes ou encore des sociétés eurasiatiques

efficaces qui contrôlent et gèrent le retour de Sapiens vers l’Afrique. L’expansion des bandes de chasseurs-cueilleurs doit rendre compte des divergences précoces selon des séquences parallèles depuis l’Afrique, la sortie d’Afrique, les tribus, les cités-Etats et les empires. On connaît les points d’arrivée dans la diversité des génomes, des langues et des institutions. Toutefois, l’histoire du développement sociopolitique est plus embrouillée que celle de la génétique déjà passablement touffue et il faut s’interroger sur les pièges. La matérialité des données est bien sûr en cause : artefacts archéologiques et interprétation des ADN actuels et fossiles ; et méthodes spécialisées d’analyse des mythes, institutions et langues qui ne se superposent pas. Plus retorses sont les notions controversées ou, pire, qui ne le sont pas alors que l’ambiguïté règne. La vieille notion de races et la plus récente d’environnement sont devenues des tabous ou des hyper-normes qui expliquent tout. L’entre-deux académique est commode mais il faut parfois lever les ambiguïtés avec une prise de risque certaine. Les notions de bourgeoisie et de colonialisme galvaudées d’abord par le courant marxiste puis récupérées par de nombreuses disciplines servent plus à dénoncer qu’à comprendre. Pourtant ces concepts pour réducteurs qu’ils puissent être doivent être récupérés une fois désamorçés les charges politiques.

L’évolution humaine a eu son lot de controverses avec les classifications factorielles entre dolicho- et brachycéphales, sur la couleur de la peau et sur les aptitudes intellectuelles. L’idéologie fut particulièrement vive dans un domaine où les classements devenaient des hiérarchies. Si on fait abstraction des dérives ethnocentriques pour privilégier le fait, tout en essayant de dépasser le fait isolé pour le replacer dans un ensemble des caractères, ceci de manière comparable, peut-être peut-on progresser. Déjà la génomique de l’ADN et des haplogroupes fournit un cadre solide aux tendances de la progression humaine. Elle est suffisamment cohérente avec la géographie et les données archéologiques pour être prise comme la base des vagues de migrations. Tout est une question d’échelle : d’un côté, les langues et les groupes sanguins avaient fourni des analyses célèbres en leur temps alors que la langue, depuis lors, a montré qu’elle recoupe mal les vagues de migration ; mais d’un autre, le mot père dans les langues du monde relève d’un tronc commun²⁸. Il en va de la génomique car si les haplogroupes expliquent la migration humaine, le détail des génomes est plus complexe à décrypter. On ne peut donc en rester à ces matérialités auxquelles on doit adjoindre les cultures, en particulier les structures sociopolitiques qui remontent peut-être aux protocultures (je tente de valider l’hypothèse). En gros, un roi celte et un roi Thaï semblent identiques et pourtant chacun est le résultat d’une trajectoire culturelle. Voir seulement les institutions ou les cultures au sens large n’a pas beaucoup de sens, surtout pour expliquer la précocité du développement libéral. Dénicher les indices ténus dans le passé permet d’évaluer la plausibilité des degrés de développement. Mythes, institutions, cultures et haplogroupes mis en correspondance permet d’imaginer des troncs communs aux valeurs et aux attentes sociopolitiques. La bourgeoisie n’existait pas aux époques reculées, mais les niveaux de confiance ou de méfiance, d’individualisme ou d’holisme (l’individu n’est rien sans ses communautés²⁹ à l’inverse des cultures où « chaque individu ne porte pas en lui le tout de l’État³⁰»), de paternalisme culturel ou économique pouvaient prévaloir de manière distincte. Chaque culture pourrait décliner la notion de groupe selon ses caractéristiques sociopolitiques.

Par exemple, la partie occidentale de l’Europe peut s’aborder sous la forme d’un empire comme au Moyen-Orient ou sous la forme de tribus irréductibles ou d’ethnies comme en Afrique. La première explique l’empire romain et la seconde une Europe fragmentée et concurrentielle au point de ne

²⁸ <https://theconversation.com/from-dada-to-darth-vader-why-the-way-we-name-fathers-reminds-us-we-spring-from-the-same-well-184370>

²⁹ Chantal Delsol, *Revue des deux mondes*, Novembre 2020

³⁰ <https://journals.openedition.org/cpuc/1122>

jamais reconstruire un empire durable. Le partage de valeurs en fait un bloc culturel caractéristique qui, si on y prête attention, n'a jamais perdu sa nature originelle de communautés d'égaux vues en Grèce (démocratie), à Rome (citoyens) et dans le monde germanique. Malgré le piège des mots comme droit et liberté, les institutions communales ont resurgi au Moyen-âge pour répéter la caractéristique communautaire au niveau des Etats. La confiance entre égaux en droit a pu être une source du développement libéral précoce. Une société habituée aux tensions entre ordre et liberté associées à une certaine légitimité du droit communal a moins difficilement été séduite par les élites impériales, féodales puis bourgeoises. Comme cet exemple le montre, la méthode sociopolitique est de repérer les sources ténues (ici d'ordre et de liberté) dans les cultures sociopolitiques. La **seconde partie** de nature historique éclaire la socio-économie des derniers siècles par bloc culturel. La bourgeoisie y occupe une place prépondérante ainsi que ses rapports avec l'Etat et la société. Elle s'inscrit aussi dans les liens interindividuels, dont la confiance, vus la première partie, qu'elle confirme.

Partie 1 : La différenciation sociopolitique de l'humanité

Les percées décisives ont touché tous les continents. L'Afrique a inventé des industries lithiques dont l'acheuléen identifié en Afrique de l'Est il y a 1,8 millions d'années et repéré en Afrique du Sud et au Maroc avant de gagner d'autres continents ; elle a inventé des mythes astronomiques avant leur diffusion mondiale³¹; le Moyen-Orient a créé l'écriture, l'Asie la boussole, ceci sans compter les découvertes simultanées comme le zéro en mathématiques (dont les Mayas). L'Europe n'a inventé ni l'écriture ni le char ni la métallurgie ni aucune grande religion. L'art pariétal abouti y fut précoce, mais cette précocité peut être l'effet du biais ancien de recherches précoces dans les grottes par les spéléologues. Plus éclairante est la découverte de la grotte de Lascaux où trois enfants montrent une quête de sensation qui exprime une liberté, une proximité avec la nature qui exprime l'absence de peur vis-à-vis des grottes, et même la transgression des traditions et des peurs sociales. La faiblesse des découvertes romaines et du Moyen-âge est devenue proverbiale alors que les Grecs, au sein d'un monde oriental prolifique, ont été des précurseurs. En matières de sciences et d'art, il faut attendre les avancées de la Renaissance pour que l'Europe se fasse connaître du monde. Quant à la généralisation de la démocratie, elle date du XIX^{ème} siècle seulement avec des ratés sans nombre.

D'où vient l'inventivité européenne que personne n'imaginait alors ? Des signes avant-coureurs ont-ils échappé à la sagacité des observateurs objectifs ? Cette 1^{ère} partie explore les sources culturelles des institutions favorables au développement libéral, en particulier la confiance, la liberté et les règles régissant l'ordre social effectivement. L'histoire sociopolitique de la lutte contre le conservatisme tente de cerner les principes propices au développement ou au contraire favorables au « plafond de verre sociopolitique ». Repérer des traits sociopolitiques dans l'histoire de l'homme est bien sûr une affaire spéculative et elle n'est pas nouvelle depuis le XVIII^{ème} siècle et même au-delà. Le mot culture est déjà sujet à polémique comme le mot développement vu dans l'introduction. L'angle sociopolitique donné à la culture écarte les rites idiosyncrasiques et les essences culturelles pour se focaliser sur les rapports entre les groupes sociaux, en particulier l'élite et le peuple. Toutes les institutions ne sont pas non plus pertinentes et l'objectif est davantage de cerner des principes en mesure d'orienter des trajectoires.

La différenciation des cultures a probablement débuté avec Homo sapiens colonisant l'Afrique puis les autres continents. Le point d'arrivée des trajectoires est le degré de développement actuel, qui sans avoir rien de définitif, sera révisable au gré des émergences économiques futures. Evoquons ici un événement intermédiaire dans la divergence entre l'Europe et la Chine. L'amiral Zheng He peut être comparé avec l'aventurier Christophe Colomb dans la mesure où il s'agit de deux entreprises commandées par un souverain. Quelques décennies avant Colomb, ce musulman qui connaît l'islam mais n'a aucune expérience maritime commande sept expéditions successives dans l'Océan indien. Il rejoint la Mecque où il acquiert le titre de Hadj. Ses grands navires embarquent une armée pour déloger les pirates, en particulier dans le détroit de Malacca, mais ni le commerce ni le prosélytisme ni l'expansionnisme n'animait ses commanditaires impériaux et il n'y aura pas de huitième aventure. Par comparaison, Colomb part avec trois caravelles deux fois plus petites et une foi quasi-mystique qui spéculait sur un passage court vers les Indes. Colomb aurait pu échouer et il aurait fallu plus de temps pour combattre le conservatisme européen tant la découverte remettait en cause la Bible. Mais les seules motivations des Rois catholiques d'Espagne Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon montrent un progressisme spéculatif teinté d'intérêt pour gagner des places sur l'échiquier de la concurrence européenne. Le roi du Portugal avait décliné l'offre avant que Colomb ne se mette au service de l'Espagne. On savait alors la terre ronde, les Açores étaient connues et l'ambiance d'interrogations

³¹ <https://theconversation.com/the-worlds-oldest-story-astronomers-say-global-myths-about-seven-sisters-stars-may-reach-back-100-000-years-151568>

intellectuelles rendait possible une telle aventure. Le succès de Colomb a aidé les progressistes dans leur défi contre les conservatismes.

1. Sociopolitique des institutions

Démographie

Le point d'arrivée de l'ouvrage est connu : ce sont les blocs culturels que définit leur degré de développement économique actuel. Pour rappel, il ne s'agit pas du PIB par habitant qui relève de la richesse quand cette dernière mélange croissance autonome –qui est le développement- et croissance redevable d'une ressource, telle que le pétrole. Le développement autonome repose sur des institutions inscrites dans une culture, cette dernière devant être définie. Il ne s'agit pas de n'importe quelles institutions qui sont éminemment variées si on y inclut rites, croyances et mythes. Seules certaines institutions culturelles ont un rapport avec l'économie et je donne de l'importance aux institutions de nature sociopolitique au sens où les valeurs et les institutions qui lient ensemble les riches et les pauvres sont distinctes selon les continents. En gros, sont nécessaires au développement : des forces en mesure de lutter contre le conservatisme et une légitimité de l'ensemble social sous peine de revenir au despotisme conservateur des uns contre les autres.

La différenciation des cultures qui suit l'expansion de l'homme permet d'identifier les principes de longue durée qui augurent des degrés actuels de développement. La reconstruction rétrospective d'une culture est tendue par l'élucidation d'une genèse sociopolitique qui cherche à révéler, au-delà des contingences guerrières et des déstructurations sociales, un type de lien social, qui n'est pas de même nature dans une communauté ou une tribu, a fortiori dans un empire. Le lien avec les chefs, la confiance dans une chefferie, la place réservée à l'éducation, l'importance des règles sociales, l'enjeu de la liberté ou de l'égalité révèlent autant de dispositions inscrites dans les cultures.

On peut penser que chaque société humaine a connu à un moment ou un autre, depuis la bande de chasseurs cueilleurs, les stades de la bande de type communautaire, de la tribu et de l'empire. Toutefois, la mentalité communautaire suit des règles plus strictes que la bande ou la famille. Elle n'est pas une simple économie d'entraide, ni la proximité d'une parenté, ni la juxtaposition géographique de familles ou une juridiction représentée auprès d'une instance supérieure. Elle doit instiller la confiance, par exemple dans l'égalité des attentes et des droits qui légitime les structures de puissance ou de domination. Une dose de liberté est possible si le groupe ne s'impose pas à l'individu. Le chef ne peut longtemps sévir que par la force, mais une culture communautaire a pu connaître des périodes autoritaires et des invasions. On doit aussi distinguer la différence entre états de guerre ou de déréliction et états de paix qui sont deux moments propices pour révéler le type d'un lien social. Accorder une légitimité au chef est plus aisé dans les sociétés holistes qui donnent la préférence au groupe à condition que le chef respecte les valeurs paternalistes de la société qu'il chapeaute. Dans une communauté, le respect dû au chef n'est pas toujours évident. Dans les sociétés communautaires et holistes, une domination despotique peut occulter et même pervertir le lien social.

La confiance entre membres d'une communauté ou vis-à-vis de chefs légitimes servira un jour le commerce, l'innovation et les règles sociales au-delà du cercle des familles, des ligues de commerçants et des corporations professionnelles. Mais les contingences des guerres ou l'invariant du conservatisme peuvent rendre impuissantes les meilleures aptitudes au commerce. Aussi pendant des millénaires l'Europe et la Chine n'ont-elles pas présenté de développement majeur. Il faut aussi distinguer le niveau de destruction des guerres car l'Europe de Louis XIV a connu des développements remarquables, pas autant que l'Angleterre libérale et peu touchée par les conflits. Les impôts déviés du commerce réduisent les flux monétaires et les investissements publics ou privés. La *pax romana* et les paix coloniale et impériale ont montré l'impulsion donnée au commerce, mais la prospérité ne peut augmenter au-delà des technologies disponibles (et de la productivité), du niveau de

conservatisme, du risque à investir et des emplois qui accroissent la demande des consommateurs. Les contingences brident les structures sociopolitiques les plus aptes au développement.

Comme les degrés du développement actuel sont en lien direct avec les blocs culturels, l'échelle continentale des blocs de développement suggère une explication culturelle au développement. La variation interne d'un continent n'efface pas les différences entre continents. Les différences entre blocs varient avec les époques et la réputation des civilisations d'hier n'est pas la même que celle d'aujourd'hui : des civilisations ont sombré ; d'autres avaient usurpé le titre en asservissant des populations pour construire des temples ; les critères de réussite étaient plus variés que de nos jours où tout se résume dans le profit, sa répartition et l'innovation. Toujours présente, la domination a changé de nature.

Le développement est une aptitude qui s'exprime par une configuration sociopolitique et des conditions fixées par les contingences. Des lecteurs estimeront que les seules contingences historiques expliquent les retards, mais ces contingences n'expliquent pas les degrés de développement et leur correspondance avec les blocs culturels. L'hypothèse de cet ouvrage est d'envisager la possibilité d'une lecture civilisationnelle du développement. Dans ce cadre, la culture présente deux facettes : des institutions favorables contrecarrées, par exemple par le conservatisme et les contingences longues. Les contingences logues mériteraient un détour quand on pense au conservatisme romain et aux remaniements profonds des structures sociales à la suite des invasions germaniques.

Innovation comparée

L'Europe a longtemps été en retard en science alors que la Grèce philosophait, innovait, organisait ses colonies commerciales et spéculait dans le monde de l'esprit, ceci malgré des guerres permanentes. L'art y était célébré alors que les citoyens romains ont plus brillé avec l'urbanisme. De nombreuses avancées de civilisation, comme l'urbanisation, l'écriture ou l'irrigation, sont nées de la **densification démographique** associée à la nécessité d'administrer et d'organiser les échanges. Il y a quelque chose de mathématique dans la progression humaine même si l'écriture n'est pas associée à toutes les civilisations urbaines. On pouvait s'en passer, mais on se passait aussi des transcriptions des mythes et des procès, c'est-à-dire d'une mémoire même si ce ne fut pas le premier souci de l'invention de l'écriture. Après la densification, une deuxième variable est à prendre en compte : la **dynamique involontaire** générée par une invention.

La démographie a précocement favorisé le Moyen-Orient au carrefour des continents puis des civilisations où l'environnement désertique concentre la population dans les plaines irrigables et la met à l'abri des parasites africains. De son côté, la Chine perfectionnait la soie dans le secret impérial, qui n'est d'ailleurs qu'une technique agricole qui ne remet nullement en cause les croyances. Il suffit de créer une divinité expliquant l'invention pour que chacun y trouve son compte : le polythéisme a du bon. La soie mise à part, l'innovation se diffuse si les conditions locales s'y prêtent. Une technique agricole ou l'agriculture se répand si les locaux y trouvent leur intérêt ou bien avec les migrants qui en ont fait leur mode de vie et qui voyagent avec outils, animaux et semences. Les innovations disruptives ou de style de vie ne sont pas nécessairement des mieux et disparaissent dans les creux démographiques. L'agriculture intensive redevient extensive sur défriche-brûlis quand les migrations se dispersent dans des forêts vierges. La densité démographique est un facteur-clé dans l'innovation mais le fait culturel prend le relais quand des rizicultures intensives irriguées se multiplient dans des zones faiblement peuplées.

Aussi les migrations par perfusion démographique ou en tribus organisées ont-elles marqué le génome européen il y a 10 000 ans avec les agriculteurs venus du Moyen-Orient puis avec une migration inconnue des archéologues avec les éleveurs des steppes ukrainiennes (vague des

Yamnayas³²) il y a 5 000 ans. Ces migrations disruptives apportent un style de vie avec outils et semences que re-sélectionnent les locaux dans une création polycentrique. L'innovation peut être universellement accessible ou bien exiger des spécialistes. Un mode de taille de pierre ou le savoir-faire issu d'un apprentissage passait par ces derniers. L'écriture devait trouver un empire organisé pour s'y implanter, souvent un empire commercial qui dépasse l'administration d'un domaine ou d'un État. Dans le « fond diffus » (voir plus loin) puis dans les tribus et les empires, les obstacles physiques à la diffusion étaient peu nombreux hormis la densité démographique. Les échanges au long cours étaient fréquents dès les temps préhistoriques où circulaient des artefacts rares tels les quartz taillés³³. Là encore, la démographie jouait un rôle majeur, mais aussi le degré d'ouverture des sociétés. A l'époque en effet, le changement était lent et, si l'on testait bien des variantes technologiques ou organisationnelles, personne n'attendait des améliorations et aucune start-up s'attelait à des mises au point sophistiquées. Le conservatisme était inhérent à la croyance dans un monde certes réflexif mais plus figé que dynamique. Mais déjà le commerce et les migrations faisaient circuler les idées sans compter le besoin de luxe ou de nouvelles armes. Les élites pouvaient être remises en cause si elles protégeaient mal une population contre les incursions armées dotés d'un matériel inédit et des formations militaires issues d'autres contrées. Le brassage des organisations sociales, avec l'importance des premières concentrations démographiques, ébranlait épisodiquement le conservatisme. Parallèlement, les moindres concentrations démographiques en Afrique à cause du parasitisme endémique ont retardé les innovations.

Aux premiers siècles de l'islam, les pays musulmans ont connu des avancées sociales et scientifiques inédites. Si on avait parié alors sur les chances de développement des continents, l'Europe aurait été à cent contre un. Selon les époques, la Crète minoenne, les cités mayas ou l'île de Pâques auraient été plébiscitées alors que ces civilisations se sont effondrées, moins par un déséquilibre de ressources que par une fragilité sociale ou la diffusion de maladies comme pour l'île de Pâques peu diverse sur le plan génétique. Dans le vaste mouvement des démographies et des échanges, chaque culture avait des potentialités au-delà des péripéties temporelles du militarisme et du conservatisme. Mais quel critère sociopolitique, au-delà de la démographie, des contingences et du conservatisme, cernerait le mieux l'aptitude au développement ? Chez les Grecs, l'art pourrait être un indice de valeurs partagées et d'élite culturellement unie au sein d'une communauté. Qui dit valeurs partagées dit morale et règles communes. Et qui dit élite avec des règles dit aussi légitimité des élites qui éduquent le peuple dont elles se distinguent mais qui leur est proche. On revient à la notion de communauté non pas organique ou automatique, mais faite d'équilibres entre factions et de moyens de temporiser les tensions. Plus généralement, l'art est-il un marqueur sociopolitique ? Les peintures rupestres au Paléolithique n'ont pas encore prouvé qu'elles relevaient de valeurs partagées tant qu'on n'a pas mis en évidence un art non caché³⁴. L'art peut être un marqueur de liberté contre le conservatisme, mais on sait aussi que l'art n'est jamais totalement libre et sert les élites, qu'elles soient conservatrices ou prennent l'apparence du progressisme. Les papes furent des mécènes au nom d'un conservatisme dogmatique. Les peintures dans l'obscurité des grottes, souvent loin d'une entrée, témoignent peut-être de l'absence de liberté d'expression si l'artiste devait cacher son œuvre. En fait, l'art qui est ancien sur tous les continents est la manifestation autant de la liberté que du conservatisme. Retenons que l'art avait pignon sur rue chez les Grecs qui en avait fait un élément de distinction au sein de la communauté et face aux étrangers dans une sorte d'art de vivre poussé à l'extrême. La

³² <https://www.letemps.ch/sciences/origines-multiples-europeens>

³³ https://www.researchgate.net/publication/341072750_Industrie_en_silex_et_en_quartz_tailles

³⁴ Très probable car les dessins aboutis ont été l'objet d'apprentissage des techniques et des normes picturales ailleurs que dans les grottes (on peut alors imaginer différents scénarios : des peintres qui représentaient ce que demandaient leur public, peut-être des motifs religieux- et des peintures interdites ou bien initiatiques dans les grottes inaccessibles au public).

littérature est aussi une forme tangible de liberté, mais là encore, sa signification sociopolitique dépend du contexte. Il faut en effet distinguer la littérature libre de la littérature conservatrice telle qu'elle a proliféré en Chine ou autour des théologies juives, chrétiennes et musulmanes. Dans la littérature libre, il y a celle qui exprime un écart à la norme. Enfin, le contexte du pays compte quand les pays littéraires (Chine incluse) se scindent selon la manière dont le livre est utilisé. Aussi les écoles coraniques actuelles produisent-elles moins de lettrés que de théologiens. Il ne me semble pas que la poésie constitue une forme d'expression sociopolitique car elle célèbre plus l'amour ou l'exaltation que l'interdit. Ce dernier n'est une exploration autorisée que dans les démocraties européennes et récemment dans l'est asiatique (comme en a statué la Cour Suprême de Justice de la Corée du Sud à propos des textes du Marquis de Sade –voir plus loin). L'amour est de toutes les cultures et les troubadours ne sont pas un marqueur particulier sur les continents. En revanche, le troubadour et l'amour courtois qui s'adresse aux femmes montrent le rôle de ces dernières, en particulier leur pouvoir qui est une forme de liberté. Elles sont en mesure d'imposer une mode artistique et par conséquent le respect qu'on doit à leur personne et à leurs valeurs. La place des dominés ou de l'un d'entre eux dans la majorité patriarcale peut être un indice d'ouverture et de respect, voire d'égalité au sens des valeurs communautaires. J'y reviendrai car la littérature féminine scande l'histoire européenne depuis les légendes de Tristan et Iseult, voire dans le panthéon polythéiste préchrétien.

Femmes et liberté dans les religions antiques

Les religions du livre qui visaient à organiser la société ont automatiquement relégué les femmes et affermi le patriarcat au nom d'un classement rationalisé qui exacerbait les différences antérieures. Les doctrines ont fini par s'immiscer dans les familles et les comportements individuels de manière totalitaire tout en éradiquant les voies déviantes. La place tenue par les femmes dans les sociétés avant et après les religions révélées permet-il de découvrir un indice sur la divergence des trajectoires culturelles ? Dans les polythéismes antiques, les femmes « porteuses de sacré » sont les égales des hommes, telles les Vestales soumises à la stricte observance de l'obligation de virginité. Le culte des déesses, mais aussi des dieux comme la Pythie pour Apollon, est assuré par des prêtresses soumises aux interdits même si elles sont mariées. L'abstinence des femmes et des hommes permet de dépasser la condition humaine pour égaler les dieux et servir d'intermédiaires. Si la division sexuelle existe dans la religion comme dans la société, le rôle des femmes est essentiel aux cultes majeurs qui décident parfois les choix collectifs auxquels se soumettent les hommes. Il semble normal dans une communauté que tous ses membres, hommes et femmes, soient impliqués dans la religion. Comme les femmes sont autant portées au divin que les hommes, si ce n'est plus comme l'indiquent les saintes et les béates du mysticisme médiéval, les femmes du peuple suivent selon leur tempérament les leaders religieux femmes ou hommes. Là encore, l'égalité de traitement est la norme dans le cadre traditionnel des relations entre genres. Avec la littérature, la religion fut alors pour les femmes un moyen d'expression particulier qu'elles ont préservé. Sous régime du Livre, la sorcellerie faisait partie de ce répertoire d'engagement. L'extase et la fusion directe avec la divinité sans intermédiaires furent alors condamnées au même titre que le pélagianisme individualiste qui prétendait se passer du clergé pour accéder au salut. Mais la plupart des femmes et des hommes privilégient la soumission aux règles collectives et à l'ordre général³⁵.

La question est entremêlée car il reste à savoir si la liberté dont jouissent les femmes en régime antique peut être attribuée à la communauté originelle ou au polythéisme. On retrouve ce dernier partout avec, au Japon qui est une société réglée, leur absence des positions publiques. Les déesses y sont importantes mais ne sont aucunement l'expression d'une place honorable dévolue aux femmes.

³⁵ <https://journals.openedition.org/clio/485>

C'est plus dans le rapport des dieux et des déesses ainsi que dans celui entre les divinités et la société que s'expriment la sociopolitique.

Si les femmes sont maintenues à la périphérie des actes sacrificiels au nom de l'éloignement symbolique de la violence ou du versement du sang, inversement, les hommes sont exclus de fêtes féminines. Tout dépend du rite qui relève de l'opposition du pur et de l'impur à laquelle femmes et hommes sont soumis. Si le patriarcat exclut ou marginalise, il attribue symboliquement une place à chacun. La religion verrouille alors les positions, mais ni les religions du livre ni les polythéismes ne sont totalement an cause quand la sorcellerie en Afrique ou en Russie³⁶ est une affaire d'hommes. Alors que les prêtres sont masculins dans une large mesure y compris dans le bouddhisme et l'hindouisme, les femmes ont su plus ou moins délimiter un champ de compétences propres dans les religions.

Les femmes en religion ne fournissent que des indices indirects sur leur liberté car la religion est conservatrice et reflète l'ordre général. Un second problème est que les femmes ont leur propre sensibilité face au divin. Ces raisons rendent délicates l'identification d'un troisième niveau d'indices de liberté qui dépasserait l'ordre social et l'inclination à peine plus marquée des femmes pour la religion. Quant aux religions païennes où l'on a signalé le rôle possible des druidesses ou la prépondérance de la déesse-mère avant l'advenue des dieux mâles, les preuves sont ténues au point qu'elles servent de support aux idéologies les plus bariolées. Le système religieux repose aussi sur la fécondité qui est cruciale dans les familles ainsi qu'à la fertilité de la terre où le genre féminin est l'homologue symbolique de la terre labourée. C'est un ordre symbolique sanctifié par une déesse-mère dont le patriarcat pouvait s'accommoder. Avant de revenir à d'autres indices sur les blocs culturels, signalons tout de même l'existence des prêtresses romaines et grecques ainsi que la place particulière des femmes dans la sorcellerie en Europe.

L'innovation en contexte

Chine et Grèce

Les innovations techniques constituent un indicateur des divergences culturelles à condition de les contextualiser. La Chine a incarné le conservatisme car la science, en avance en maints domaines, a été bloquée. Des empereurs condamnaient l'enrichissement, ainsi que les innovations utiles à leurs seuls intérêts, des commerçants. Dans la veine conservatrice, l'élite évitait la spéculation intellectuelle et toute quête d'universalisme. Seules les applications utiles étaient valorisées et les penseurs s'inscrivaient dans ce registre. L'harmonie était la base des croyances et les traditions servaient l'harmonie. Reconnaître que le présent n'est pas le mieux possible remettait en cause les structures sociales. L'avenir était aussi en cause quand un changement portait les germes de difficultés incontrôlées. Dans ce cadre logique, la tradition (travail, respect dû aux anciens, rites, etc.) garantissait l'harmonie sur terre et au ciel.

L'amiral Zheng He vu plus haut fut l'incarnation de l'application immédiate : s'il n'y a pas de bénéfice, on arrête. A l'instar de nombreux empires, la Chine a percé dans l'observation des comètes, des éclipses solaires et des supernovæ. Mais l'astronomie chinoise fut précédée plusieurs millénaires auparavant par d'autres empires (Sumer et l'Égypte) et les avancées procèdent de l'observation nécessaire aux rites agraires et à la divination. Autrement dit, l'innovation astronomique servait le conservatisme. Il faut attendre le « miracle grec » pour interroger la nature des planètes et essayer de comprendre pourquoi elles suivaient des trajectoires particulières. L'innovation non contextualisée n'est pas en soi un indice d'aptitude au développement libéral. En matière de magnétisme, la

³⁶ <https://theconversation.com/where-the-witches-were-men-a-historian-explains-what-magic-looked-like-in-early-modern-russia-182392>

déclinaison terrestre fut évaluée avec précision en Chine avec la boussole, mais là encore, il s'agit d'observations certes minutieuses mais sans réflexion théorique sur la terre. L'empirisme médical a donné les savoirs précis en acupuncture et dans l'usage des plantes médicinales : « Shennong a goûté de nombreuses substances pour tester leurs vertus, à la suite de quoi il a écrit une des premières pharmacopées incluant 365 remèdes issus de minéraux, plantes, animaux³⁷ ». Les lettrés taoïstes proches de l'alchimie testaient, mais n'ont semble-t-il jamais été tentés par une explication autre que celle définie précocement depuis l'unification chinoise des territoires et de la pensée. L'empirisme du savoir-faire a touché, outre la soie, la porcelaine, le papier, l'imprimerie, l'acier, le gouvernail, la brouette, l'abaque, le papier monnaie et les allumettes. Le lettrisme fut un obstacle comme c'est souvent le cas sous des apparences progressistes. En Chine, il n'a jamais permis de dépasser l'empirisme car la recherche appliquée s'épuise si elle n'est pas nourrie ni ne nourrit une recherche sur les causes ultimes. Les causes ultimes sont souvent des utopies qui peuvent être dangereuses. En termes sociopolitiques, une utopie dévoile la quête inlassable d'individus dont la motivation, proche de l'*hubris*, est la reconnaissance de soi, laquelle est aux antipodes de la prépondérance du groupe et de sa codification. Sous ces structures sociopolitiques, l'astronomie impériale ne visait pas à comprendre l'ordre cosmique et ses singularités, mais à justifier l'élite qui devait anticiper le temps agricole et harmoniser les liens entre terre et ciel. Le conservatisme social réduit la spéculation et les généralisations³⁸. Ne pas se tromper évite, pourrait-on dire, de perdre la face.

En Egypte, l'empire fut également conservateur avec une théocratie omniprésente dans l'agriculture et des savoir-faire en lien avec les besoins du pharaon. Le nilomètre prévoyait d'ailleurs mieux la crue du Nil, la richesse annuelle et les rentrées fiscales que la position des astres. Alors qu'il en alla de même de l'urbanisme romain, de l'agriculture mésoaméricaine et des sciences indiennes et musulmanes, rien ne rapproche les empires de la spéculation grecque ou des interrogations théologiques du Moyen-âge européen. En Grèce au temps de Périclès, l'immensément riche Cimon ouvrait ses vergers aux citoyens. On a stigmatisé un clientélisme ostentatoire alors qu'on peut déceler une légitimité des riches sous la pression des citoyens pauvres. L'enrichissement individuel avec redistribution ni forcée ni libre (c'est-à-dire en tensions) montre des équilibres sociaux à entretenir. Non seulement les Grecs ont créé un empire et se sont enrichis inégalement, mais ils ont défendu en citoyens leur pays. Le lien entre innovation et citoyenneté ne repose pas seulement sur la démocratie mais, plus profondément, sur la confiance réciproque, que la démocratie met en musique de manière permanente du fait des heurts entre classes sociales ou entre cités. Ce lien entre innovation et citoyenneté a produit l'art et la liberté. Cette liberté également intellectuelle avait pour prix celui de l'égalité des droits et de la légitimité. La spéculation intellectuelle doit tout à la communauté d'égaux en droit et d'inégaux devenus des dépendants réciproques.

La prospérité, le commerce, l'organisation militaire, la notion d'intérêt public peut-être et la liberté artistique et scientifique sont autant d'indicateurs qui préfigurent le développement, courte en Grèce même et durable plus tard en Europe. On a donné une importance cardinale aux structures politiques alors qu'elles ne sont que l'outil nécessaire d'ajustement des remises en question perpétuelles. Inversement, les obstacles à la prospérité, à la légitimité et à la liberté sont innombrables. Le conservatisme est une évidence quand les sociétés et leurs élites croyaient ce qu'elles voyaient et ne croyaient pas dans les promesses d'une vie matérielle meilleure par un changement quelconque. L'idée de la promesse prométhéenne est grecque puis européenne parce qu'elle est la première à voir les effets d'un paradigme moins conservateur. Le conservatisme était la norme et, dans ce cadre, chaque société se maintenait par la réaction faite d'ancrage culturel et de force brute, souvent en combinaison.

³⁷ Voir l'encyclopédie *Science and Civilisation in China (1954, etc.)* en 25 volumes de Joseph Needham et al.

³⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_des_sciences_et_techniques_en_Chine

Art chinois

L'art chinois peut-il signaler une aptitude sociopolitique ? Longtemps snobé par les Européens qui y voient redites et monotonie, il est devenu incontournable quand les avant-gardes en ont percé la transcendance et l'esprit. Le peintre Wang Hui (1632-1717) a écrit : « J'ai peint pendant dix jours les montagnes, et pendant cinq autres les rivières. Je voudrais traverser ces paysages et gravir ces hauteurs jusqu'à leurs cimes. Mais aujourd'hui je n'ai point l'élan pour mettre mes chaussures de voyageur, je préfère contempler ces esquisses qui sont autant de voyages immobiles ». Il n'est même pas sûr qu'il ait traversé ces paysages mais, sous la rapidité du pinceau, l'immobilité du voyage a plu aux Européens alors en quête de retour sur eux-mêmes, quitte à faire un contresens sur l'image de la société que l'artiste chinois englué dans les codes et une liberté hautement surveillée donne à voir. L'art dépend des yeux des publics et des époques et c'est au-delà des normes qu'il faut déceler la dimension sociopolitique de l'art en soi, un art émique si on veut.

Aussi délié soit-il en Chine, l'art d'empire est figé comme le sont les statues égyptiennes et mésopotamiennes. Inversement, le Moyen-âge européen redécouvre l'élégance à l'image du bas-relief sur le Jugement dernier de la cathédrale de Bourges³⁹. L'art abouti est bien sûr le signe du professionnalisme des artistes que l'on retrouve dans de nombreux empires. Il est donc nécessaire de distinguer l'artisanat, fut-il stylé, qui produit des figures codifiées et l'artiste dont les variantes sont la revendication d'une liberté. Aussi les lettrés chinois se démarquent-ils des professionnels « qui aiment les détails ». La sobriété et le souffle intemporel de l'art chinois viennent ainsi des « marges » du système, marges au sein du système. Par analogie, on pourrait dire que les artistes occidentaux sont à la limite du système, mais en dehors car ils le critiquent. Déjà l'inégale longévité des modes artistiques (brèves en Europe) distingue les cultures. Même si le contenu est fluide, la permanence de l'art chinois est palpable comme le manuscrit Hengxian écrit au IV^e siècle av. J.-C le signale. A propos de la création du Ciel et de la Terre, les termes sont les suivants : « Au début, dans l'Immuable, il n'y avait rien, tout était écu, inerte, vide. Dans ces immensités écruées, inertes et vides, paisiblement sans contrainte, quelque chose s'activa. Ce quelque chose étant advenu, advinrent aussi le souffle, puis l'existence, puis un commencement, puis un déploiement... Puis les souffles lourds engendrèrent la Terre, les souffles légers engendrèrent le Ciel. Divin est ce souffle. Il engendre les choses avec générosité et emplit le Ciel et la Terre⁴⁰ ». A la limite, ce texte peut être lu comme une critique. D'abord, son titre est illustratif : L'avant immuable. Ensuite, le choix de la création n'est pas neutre. Il se pourrait que son auteur ait insisté sur le fait que *seulement* avant, tout était immuable et qu'une société comme la chinoise doit nécessairement changer. Dans ce cas, l'auteur est un artiste qui revendique une philosophie révolutionnaire dans un monde figé.

Les révolutions artistiques ne peuvent être associées à la créativité en soi (qui existe partout) mais à ses contraintes d'expression. L'art en Chine à la fois professionnel et abouti se situe à la jonction des créativités socialement acceptées entre le Moyen-Orient et l'Europe, ceci, pour l'Europe, jusqu'à ce que les normes picturales tombent les unes après les autres jusqu'à ce que la séquence débouche inéluctablement d'abord sur de nouvelles modes puis sur un art contemporain qui conceptualise la vacuité de l'absence de règles et une déconstruction généralisée qui s'en remet au seul ego. L'art bien plus réglé s'inscrit tout de même dans la créativité individuelle dans le moule paradoxal de l'éternité. Wang Hui évoque les "mountains and rivers without end" de ses maîtres. Toutefois, la nature est un détour pour révéler la montagne singulière et l'anomalie picturale du dragon. La brume estompe les détails et rend l'atmosphère impermanente. On y a vu le souffle et l'impression d'éternité, on a moins

³⁹ De nombreux artistes sont conscients de cette dérive individualiste alors qu'ils discutent sur la place sociale de l'artiste dans la société. Pour réduire la dissonance cognitive, ils reprennent la morale environnementale (ou une autre comme le monde magique chez Basquiat) au nom du bien collectif, sans toujours convaincre.

⁴⁰ <https://maa.departement06.fr/expositions-thematiques/44064-genese-de-l-empire-celeste-39446.html>

perçu le singulier (individuel) dans l'éternité (tradition) évolutive (retour au singulier). Alors que la montagne singulière renvoie à l'homme singulier, l'artiste nie cette liberté à la face de sa société quand il reprend les mêmes thèmes avec les mêmes techniques. Pourtant, l'art chinois évoque en permanence le singulier dans un cadre convenu. On pourrait aller plus loin si on veut bien considérer que la fluidité picturale s'oppose à l'architecture convenue des blocs de charpente remplis de fioritures et de détails, fussent-ils harmonieux. Dans un pays qui a fait de l'harmonie un principe, cette dernière est partout et il faut débusquer la singularité dans les interstices qui la rendent possible. Les notions d'immortalité, de nature immuable, de souffle (transparence, élimination des détails, brume) propre à la tradition ainsi que la notion d'indépassable (comme dans la calligraphie⁴¹) occultent les détails qui s'y nichent « tels les petits personnages perdus dans les décors majestueux peints par Lan Ying (1585-vers 1664)⁴² ». Aussi « une maison à toit de pagode est-elle perdue dans une forêt dense, plongée dans une brume cotonneuse, accrochée comme en équilibre au flanc d'une montagne escarpée, posée près d'un lac, d'un torrent ou d'une cascade, au risque d'être emportée ». Le déséquilibre figuratif n'est-il pas une manière de questionner l'harmonie pour rehausser le statut de l'homme dans la société ?

Si les anciens artistes affichent un professionnalisme zélé dans l'exécution des codes (Wang Hui étudie et copie les Anciens car il n'y a pas d'avenir sans eux), ce qui est normal dans un empire conservateur, la « créativité à niveaux » illustre l'aptitude au détour, à la déviation et au développement. Derrière le style convenu, l'individualisme perce de différentes manières comme on vient de le voir. Autre normalité : les artistes se méprisent entre eux, ceci au nom du bon goût. Wang Hui dénonce les professionnels adeptes du détail (alors demandé par les acheteurs soucieux de réalisme) alors que lui et les lettrés qui l'accompagnent incarnent le bon goût et l'innovation pour une esthétique fluide qui rejette tout élément descriptif non essentiel. Les querelles d'artistes ne sont pas nouvelles, mais ici, c'est au nom du bon goût qui est un humanisme progressiste en même temps qu'un individualisme. L'art chinois fluide, vivant et profond tout en étant plaisant se distingue des styles qui plaisent. L'impression devient profondeur d'âme quand l'homme est rehaussé. L'esthétique est l'aboutissement d'une quête qui se traduit par le beau et le sens. L'empire conservateur présente des fissures quand l'art d'empire laisse transpercer les émotions d'une avant-garde. L'empereur qui s'ennuie et dont l'éducation cherche des dérivatifs était proche des lettrés. La politique de la distinction n'est jamais loin du bon goût, mais l'objectif didactique a échoué : l'art convenu a, aux millénaires suivants, côtoyé l'artiste devenu fluide pour l'éternité.

Romains

A contrario, les Romains n'ont brillé ni par leurs découvertes astronomiques ou médicales ni dans l'art. Gallien était grec et Rome privilégiait la santé publique. Dans le domaine du ciel, leurs rites agraires étaient suffisants et la divination reposait sur des évidences (vol d'oiseaux, foies d'animaux sacrifiés) aux mains de spécialistes. Ils ont reçu l'héritage grec et l'ont diffusé dans l'empire sans l'accroître. On a parlé de barbares ou de conservateurs, mais n'a-t-on pas oublié l'essentiel ? Les Romains ne sont pas une exception culturelle au cadre sociopolitique européen du fait des contingences impériales.

L'expansion celte passe par des migrations militaires de tribus qui essaient en particulier sur les marches italiennes. Les Suèves, en lien avec la Souabe, avec la peuplade des Sénons sur la Seine s'installent au nord de l'Italie. Brennus vainc les Romains et pille Rome en 390 av. JC. Les tribus s'allient et se militarisent dans un cadre belliqueux, duquel Rome n'échappe pas. Aux premiers temps les mœurs s'organisent autour des fermiers qui sont aussi des militaires. La communauté existe car la

⁴¹ <https://www.cairn.info/revue-diogene-2010-3-page-115.htm>

⁴² https://www.lemonde.fr/culture/article/2021/12/02/peindre-hors-du-monde-a-cernuschi-la-montagne-une-source-d-inspiration-pour-les-lettres-chinois_6104448_3246.html

République, comme les régimes à contre-pouvoir de la Grèce antique, y prend place dès que le roi ne fait plus l'affaire. La République sera militaire en plus d'être citoyenne.

Dès le départ, Rome semble être une communauté dure qui fut sa force mais aussi sa faiblesse dans le domaine culturel qui, pas plus qu'un autre, ne remettait en cause le consensus social. La *potestas* (à laquelle s'ajoute l'*imperium*) est clairement définie comme le pouvoir dévolu aux magistrats (force est donnée à la loi) et aux pères de famille, chefs incontestés qui ont droit de mort dans leur famille. Quand la communauté s'étoffe et s'organise à plus grande échelle, la *potestas* conduit à la loi : *dura lex, sed lex* (la loi est dure, mais c'est la loi) quels qu'en soient les coûts sociaux et le statut du contrevenant. En même temps, le souci de « l'intérêt général » se traduit par l'expression de *res publica* (la chose publique). Le collectif par la loi s'associe à la dureté des mœurs dans le clan dont témoigne la militarisation des fermiers. Le passage à la cité, communauté d'égaux à l'origine, produira les tribunaux et les contre-pouvoirs tribuniciens gagnés sous des régimes variables, mais qui restent d'essence communautaire et empreints de violence. Comme dans la démocratie athénienne, la République romaine essaie de limiter le pouvoir des dirigeants par la collégialité des fonctions (2 consuls chefs de l'exécutif, 10 tribuns de la Plèbe, etc.) ; des magistratures d'un an ; leur contrôle et la non rééligibilité immédiate ; l'élection des magistrats. Sous l'influence des westerns spaghetti, Paul Veyne s'étonne en ne voyant qu'un aspect de cette société : « Il y a une espèce de folie pour le trône et puis il y a aussi que cette classe dirigeante ou gouvernante romaine, cette richissime aristocratie qui occupe tous les postes du gouvernement, n'a ni foi ni loi. Ne nous imaginons surtout pas des Romains conformes à la morale... c'est la lutte au couteau. Ils n'ont aucune barrière morale, il n'y a pas d'institutions, pas de syndicats, pas d'églises : on peut faire ce qu'on veut, c'est le terrain libre, il n'y a de haies, de barrières nulle part⁴³». Cette violence sera consacrée et institutionnalisée dans les stades et les arènes ; quant à la liberté, elle est assujettie à l'intérêt public lui-même réglé par des institutions à contre-pouvoir et des liens non pas relevant de la morale mais de la loyauté (voir plus loin). Ces forces vont être façonnées par l'ambiance militaire et clientéliste de l'empire.

A l'origine, le clan militarisé a besoin d'alliés pour une protection mutuelle contre les autres tribus⁴⁴. Le lien entre alliés se renforce si le leader passe les épreuves du partage du butin et des renversements d'alliance. Les épreuves sont souvent fatales mais des victoires préliminaires consolident le leadership et l'égo de la tribu gagnante. La victoire dans des épreuves en série souligne ici une efficacité sociopolitique, l'organisation originelle devant s'adapter quand la tribu gravira l'échelle qui conduit à l'empire avec des problèmes inédits. Rome qui bat successivement les tribus du Latium, les gaulois et bien d'autres était nécessairement soumise à des principes et des valeurs adaptables aux situations. Elle battra les Grecs tout en reconnaissant le dû culturel au monde grec, que ce soit avec le poète Horace ou par Denys d'Halicarnasse en 30 av. J.-C. : « par ses mœurs, sa langue et ses institutions, Rome était elle-même une cité grecque ». Si le legs grec est essentiel (science, dieux, art), Rome n'a rien ou très peu développé, comme si la science, les dieux, l'art et la philosophie de la liberté ne furent que des artefacts futiles au vu d'une économie politique. En fait, Grecs et Romains partagent la communauté de citoyens qui est essentiel. Evoquer un héritage renvoie à un patrimoine sur lequel on peut capitaliser, mais à Rome, le conservatisme a empêché la fructification. Par conséquent, les poètes qui reconnaissent leur dû servent à combler un manque, qui n'est pas essentiel aux romains, ou qui l'est de manière discursive pour se dédouaner du matérialisme ambiant. Dans ce cas, l'indicateur artistique ne peut être mobilisé pour identifier les sources du développement, ce qui montre ses limites. Aussi doit-on prendre en compte non seulement la communauté de départ soumise aux épreuves contingentes, mais aussi la militarisation avec des

⁴³ <https://www.radiofrance.fr/franceculture/paul-veyne-ce-qu-on-appelle-la-culture-romaine-mais-c-est-la-culture-grecque-4332669>

⁴⁴ <https://www.cairn.info/revue-dialogues-d-histoire-ancienne-2019-1-page-37.htm>

effets économiques favorables à la société. La vitesse de l'expansion de l'empire et une économie favorable au conservatisme ne rendaient pas nécessaires les ajustements culturels dans l'élite accaparée physiquement par l'armée d'un côté et la société romaine de l'autre. La trajectoire gagnante exigeait violence extérieure et clientélisme intérieur sous le trait de leur institutionnalisation propre à une société réglée. Dans une communauté avec les valeurs afférentes d'égalité en droit, les propriétaires plus riches des butins fastueux en esclaves et en terre doivent apaiser les citoyens pauvres : le droit pour les riches d'éviter le totalitarisme est de même nature que le droit des pauvres de profiter de leur richesse.

L'attrait envers les Grecs et le blocage patrimonial ont reçus des explications partielles. Michel Humm⁴⁵ explique que l'hellénisme romain fut « organique », ce que l'on peut comprendre par le fait qu'il est le fruit de nécessités historiques (peut-être en lien avec la culture sociopolitique communautaire) et le résultat d'un contrat social. Les barbares celtes ou latins sont sous l'influence et commerciale des Grecs depuis des siècles. La domination culturelle qui ressemble au soft power américain du XXe siècle procure aux Grecs aisance dans l'invention et confiance dans leur système. Les Romains sont de fait hellénisés avant toute conquête alors que les fermiers soldats ressemblent plus à ceux de Sparte qu'Athènes. Ils diffèrent de Sparte par un Latium qu'ils vont enrôler alors que Sparte est régi par la violence d'un système trop particulier pour être partagé. Le village provincial qu'est alors Rome se partage entre, d'une part, une jeunesse et des artistes attirés par la Grèce et ses pédagogues et, d'autre part, les conservateurs qui s'en méfient. La rusticité originelle a été maintenue moins parce que les Romains n'avaient pas le goût pour la spéculation et un art transcendé, mais parce que la militarisation citoyenne fut une spirale qui les aspirât. Confrontés plus tard à des horizons culturels insoupçonnés, ils ont alors rapatrié des cultes orientaux plus proches de la variété des destins individuels sans que l'élite ne se départisse à Rome de la religion traditionnelle.

On a affirmé la statuaire grecque indépassable, mais l'art détient la surprenante propriété, avec la science, d'être toujours dépassable par la gestuelle, les thèmes, les couleurs et les rêves. Et si ce n'est pas la statuaire qui, pour être publique, est soumise à des exigences plus conservatrices⁴⁶, l'art est aussi la peinture, la littérature, la philosophie ou la musique restées hellénisées. Le conservatisme était puissant comme il convient à un empire. L'empire, que l'on reverra plus loin, est soumis au conservatisme et Rome n'y a pas échappé malgré le tremplin grec. D'ailleurs, la Grèce aurait-elle pu se dépasser elle-même, ceci en admettant qu'elle eût préservé son indépendance ? Rien n'est moins certain car elle pouvait redevenir conservatrice, surtout si elle avait annexé de vastes territoires. La Chine a montré la finesse originale de son art quand l'empereur s'est rapproché des lettrés ; Néron a tenté d'être un artiste et Marc-Aurèle fut un philosophe, mais, sortis de Rome, ils n'étaient rien car ils devaient composer, pour cohabiter, avec les tribus colonisées. Introduire un art controversé, décadent diraient certains, n'étaient pas possible ni souhaitable et l'évidence ne fut pas discutée. Des écrivains (Lucrèce, Virgile, Horace, Cicéron, César, Tite-Live, Martial, Juvénal, Sénèque, Pline) et des historiens (Salluste et Tacite) ont montré un génie universel, mais l'élite a préféré le classicisme quand le public dévoilait un goût pour les pantomimes et les arènes aux spectacles violents et aux reconstitutions kitsch. Les farces peuvent être des chefs d'œuvre, mais elles restent confidentielles quand elles ne sont pas relayées par l'élite⁴⁷. On sait que l'éducation grecque était recherchée et elle a donné de grands auteurs chez les premiers chrétiens quand la religion, le système sociopolitique et l'élite

⁴⁵ La République romaine et son empire, éd. A. Colin, 2018

⁴⁶ Oscar Wilde dans *L'âme humaine* établissait le constat que plus l'art est public, plus il est conforme aux attentes du public : « Le public d'un pays utilise ses classiques comme pierre de touche pour contrôler la progression de l'art ».

⁴⁷ Wilde (op.cit.) insiste sur le frein populaire à la créativité : « En suivant les règles du burlesque et de la farce, on peut produire une œuvre délicieuse et, à cet égard, l'artiste jouit d'une grande liberté en Angleterre. Mais qu'on en arrive aux formes élevées du drame, et l'on constate le résultat de la pression populaire ».

romaine demeurait provinciale. Dans le domaine technique, Rome a privilégié les savoir-faire à la spéculation. Les contingences ont fait que les conditions de départ (les tribus) et la militarisation postérieure ont détourné les élites et les empereurs (eux-mêmes des militaires) de l'art. L'évergétisme aurait pu être novateur dans les provinces comme à Rome, mais il est resté convenu car il servait le public et les empereurs, deux forces conservatrices.

Avec l'art ou la place des femmes, il n'est pas facile d'identifier chez les Romains des indices de développement, peut-être parce que les historiens n'ont pas cherché des traces d'individualisme sous les règles, les rites et la logique militaire. Comme rien n'est centré sur l'individu, ses interrogations et ses déviances, « l'empire a empiré » le conservatisme, il en a fait un facteur consubstantiel. Reste le fondement communautaire qui a donné la république avec ses institutions complétées par la *fides* (loyauté) comme forme pratique de confiance. La base culturelle de la citoyenneté n'a jamais été remise en cause malgré les régimes militaires. Si Rome a finalement chuté, c'est moins par trahison de la base républicaine (y compris sous l'empire) que par un empire entraîné dans le militarisme et le conservatisme. Le christianisme aurait pu affaiblir l'unité politique en distillant des bribes identitaires tant la religion a une base culturelle, mais les chrétiens se sont évertués à s'intégrer, la reconnaissance et plus tard l'hégémonie du christianisme venant de deux empereurs. L'individualisme est resté minoritaire face à la communauté et les spiritualités orientales n'ont pas davantage affaibli Rome. C'est l'immensité géographique de l'empire et la démographie des peuples du nord et du nord-est (Perses) qui sont les causes du démantèlement. Le conservatisme n'aurait été que plus tard un facteur de dissociation.

Indicateurs sociopolitiques du conservatisme

La science, l'art et la place des femmes ne sont pas directement des critères précoces qui dévoileraient une aptitude au développement. Les critères doivent être contextualisés car le professionnalisme de l'art abouti montre déjà une économie élitaires dont l'examen doit ensuite amener à soupçonner des traces d'individualisme et de créativité. Schématiquement, les critères peuvent ne pas exister dans l'état des connaissances actuelles, mais s'ils existent, l'examen sociopolitique détaillé est en mesure de distinguer la confiance de la méfiance et le conservatisme de la liberté. La recherche historique ne s'est guère penchée sur les sources sociopolitiques des différences culturelles. Mais de nos jours, l'histoire comparée en pleine effervescence intellectuelle aurait intérêt à orienter son questionnement sur le développement⁴⁸. Une théorie du développement doit en effet sonder l'histoire dans ce qu'elle a de ténu à partir du moment où l'on pressent des invariants culturels. On peut trouver des défauts à cette ambition théorique en commençant par les classements d'aujourd'hui qui ne seront pas ceux de demain. Qu'importe quand l'absence de questions est justement la marque du conservatisme.

Plus généralement, science et art sont moins à concevoir comme une évolution que comme des invariants aux contingences historiques près. La place des femmes (ou le type d'esclavage ou la place des minorités) relève d'une progression qu'on espère irréversible même si elle connaît des temps d'arrêt. Dans les trois cas (science, art et femmes), chaque société a ses ouvertures, parfois des interstices qui permettront la lutte politique et le progrès social. Dans ces interstices, l'élite joue un rôle de médiateur : D'abord, est-elle progressiste (ce qui entraîne la question des raisons qui rendent une élite progressiste) ? Ensuite le peuple conservateur lui fait-il confiance ? L'imitation d'une innovation efficace est fréquente, mais l'innovation peut ne pas modifier les structures conservatrices.

⁴⁸ La presse se fait l'écho de timides résonances culturalistes chez les historiens : e.g. https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/23/ukraine-il-y-a-une-filiation-entre-l-ideologie-nihiliste-qui-a-marque-la-russie-au-xixe-siecle-et-cette-facon-de-mener-la-guerre_6131725_3232.html

L'innovation renvoie aux valeurs qui lient élite et population car toutes les organisations ne se prêtent pas au déverrouillage du conservatisme.

Alors que l'innovation n'est pas toujours une valeur acceptée, les déclinaisons du conservatisme méritent d'être considérées. L'affirmation d'un « peuple conservateur » (comme l'inverse du peuple qui prend des risques comme on le lit parfois) n'est pas une vérité absolue, ceci sans compter que le peuple montre des intérêts divergents qui, selon le pouvoir dont chacun dispose, peuvent faire basculer le conservatisme non pas dans la profession de foi progressiste, mais dans l'ouverture provisoire. Les révolutions relèvent autant des idées partagées que des tensions objectives. Le conservatisme impérial n'est pas de même nature que le conservatisme familial, tribal ou corporatiste. Qu'on supprime une clé de voute et le système bascule dans l'anarchie ou le progrès. Comme c'est souvent les deux à la fois, une société favorise le conservatisme dont le dépassement est un parcours semé d'embûches avec des accords provisoires et des veto-players (acteurs qui bloquent une action collective) qui bloquent les avancées.

Chaque pays aujourd'hui mériterait que la recherche dresse le bilan des obstacles sociopolitiques pour parvenir au développement. Certains seraient proches de le faire alors que d'autres sont organiquement conservateurs. L'Algérie laïque actuelle, au vu d'un simple article de presse⁴⁹, demeure sous la coupe de la religion en général et des fondamentalismes en particulier, du parti unique soumis à l'armée et aux clans, du pétrole, du clientélisme, des espoirs issus du printemps arabe et du mouvement Hirak, des libertés existantes, de l'aspiration à l'ordre et à la modernité, et des arguments anticoloniaux sans compter les tensions avec le Maroc ou l'influence iranienne. Selon l'évaluation qui va de l'aptitude au développement autonome jusqu'à la régression en passant par la rente simple, on peut ajuster les modalités de versements de l'aide internationale : dons, crédits, technologie, aide institutionnelle, philanthropie privée, protectionnisme agricole ou autres. Car il ne s'agit plus de formaliser l'informalité ou de lutter contre le clientélisme au nom des normes occidentales, mais de débattre sur leurs causes structurelles. Les Etats-Unis religieux, ultra-libéraux et confrontés à des tensions inédites depuis la présidence Trump invitent à réfléchir de manière sociopolitique. Quand on lit: « if Americans have always been so angry and ready to snap, it is because they care – at least at some level, at least instinctively⁵⁰ », on note que les Etats-Unis « concernés de manière instinctive », culturelle donc, ont un rapport particulier au politique : alors que ce rapport est aujourd'hui violent, chacun jouit de la liberté de l'exprimer et l'individualisme de pensée demeure indexé à des valeurs partagées qui sont le droit et une vision de l'intérêt collectif⁵¹.

Dans l'objectif d'une théorie du développement qui propose de comprendre l'aptitude au développement libéral, la première partie examine les obstacles au saut développemental dans la différenciation des cultures sur l'histoire longue de l'humanité. Avec pour horizon à expliquer les degrés actuels du développement libéral, l'histoire depuis les premiers hommes en Afrique examine les critères sociopolitiques en mesure d'expliquer ces degrés. Cette histoire millénaire se poursuit en deuxième partie par la sociopolitique qui se cachent derrière l'économie et les sociétés des derniers siècles. Traquer des principes a pour enjeu de concevoir une action utile de nos jours. Il ne s'agit pas de dresser l'ordre logique d'élimination des obstacles, ambition peu légitime, mais de respecter les invariants sociopolitiques difficiles à changer même par la révolution. Il s'agit plutôt de déceler les

⁴⁹ https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/06/05/l-algerie-dans-l-impasse-autoritaire_6082984_3232.html

⁵⁰ « Si les Américains ont toujours été aussi en colère et prêts à craquer, c'est parce qu'ils se sentent concernés - au moins à un certain niveau, au moins instinctivement. »: <https://theconversation.com/political-rage-america-survived-a-decade-of-anger-in-the-18th-century-but-can-it-now-172179>

⁵¹ Il faudra imaginer d'autres méthodes que celles des obstacles nationaux et continentaux au développement, par exemple en établissant la chaîne qui a permis à Albrecht Dürer de passer du statut de fils de bijoutier à celui d'artiste international, séquence qui inclut son voyage à Venise et pour laquelle des chaînons sont manquants ailleurs en Europe et ailleurs dans le monde.

frémissements institutionnels et les interstices pour un développement en mesure d'enrichir et de réduire la pauvreté par les emplois (l'inégalité n'est pas le but premier de l'analyse alors que la légitimité l'est). Sont visés les éléments favorables à la science et au développement au-delà des circonstances, contingences et résistances qui entretiennent le conservatisme. On aura compris qu'il ne s'agit pas d'ériger l'Europe en modèle à suivre, ce serait même le contraire comme « Une autre histoire de l'environnement- pour le divorce du Nord et du Sud » en avait défendu l'idée. Les principes sociopolitiques qui régissent chaque bloc culturel sont en revanche à prendre en compte sérieusement.

2. Le modèle du fond diffus

Les blocs culturels présentent une unité culturelle certaine ET un degré actuel de développement similaire : Afrique noire ; Moyen-Orient auquel j'ajoute l'Afrique du nord⁵² et l'Inde (qui présente des traits d'empire) ; Europe de l'Ouest ; steppes eurasiatiques ; Asie de l'Est ; Asie du Sud-Est ; Océanie et Amérique latine. La solidarité organique d'Afrique se distingue des solidarités plus contractuelles ou réglées d'Eurasie. En Eurasie, la différenciation ancienne des peuplements de Sapiens se traduit par des règles qui parviennent inégalement à contrer l'individualisme et la méfiance comme si l'empire et les religions autoritaires étaient naturels au Moyen-Orient. L'Asie de l'Est a dépassé l'individualisme par holisme en soumettant l'individu au groupe. L'Occident a dompté l'individualisme par les contrats, autrement dit par un État de droit encore évanescent dans les communautés et plus performatif depuis le Moyen-âge.

Les penseurs à de nombreuses reprises jusqu'au XIXe siècle avaient noté l'étagement des cultures en fonction de la latitude. Mon schéma suit cette observation où le climat semble jouer un rôle sur les sociétés. Pourquoi ne pas envisager, en effet, que le climat froid soumettait la survie des chasseurs-cueilleurs au groupe bien au-delà de la coopération nécessaire de l'homme désarmé face aux prédateurs, à la vieillesse et à la vulnérabilité des faibles ? Et si Montesquieu avait vu des différences entre l'Afrique sub-saharienne, le nord du Sahara, le sud de la France, le nord de la France, les pays germaniques et les pays scandinaves, la théorie n'a-t-elle pas récemment reçu une certaine confirmation avec le nord et le sud de l'Italie, ainsi qu'avec le développement du Japon, de la Corée du Sud et de la Chine ? L'exclusion du groupe était une condamnation certaine à la mort en hiver et l'individu était alors attaché au groupe de manière organique. Pour survivre collectivement, le groupe édictait des règles plus marquées que dans les pays chauds, les solidarités accrues permettant d'échapper finalement, semble-t-il, à cette organicité. Mon schéma n'explique pas tout, mais il explore à nouveaux frais la théorie du climat. Les universitaires du XXe siècle se sont démarqués d'une théorie jugée obsolète. Aujourd'hui encore, le sujet est évincé et le coupable remis à sa place. Pourtant, le rejet n'est pas justifié scientifiquement, mais on en comprend les raisons morales (les explications étaient ethno-centrées voire racistes), d'autant plus que les chercheurs n'ont pas d'explications de la différenciation climatique des sociétés.

Précisons ce que disaient les anciens sur la nature climatique des sociétés. Aristote mélangeait analyse de caractère et régime de liberté pour conclure sur le caractère « régulé » des Grecs : « Les peuples qui habitent les climats froids, les peuples d'Europe sont en général pleins de courage ; mais ils sont certainement inférieurs en intelligence et en industrie ; et s'ils conservent leur liberté, ils sont politiquement indisciplinables, et n'ont jamais pu conquérir leurs voisins. En Asie, au contraire, les peuples ont plus d'intelligence, d'aptitude pour les arts, mais ils manquent de cœur, et ils restent sous le joug d'un esclavage perpétuel. La race grecque, qui topographiquement est intermédiaire, réunit toutes les qualités des deux autres ». Au-delà des stéréotypes, Aristote insiste sur le degré variable de régulation dont disposent les peuples, ceci sans le discuter en fonction du degré d'intégration

⁵² C'est la région MENA (*Middle East and North Africa*) définie par la Banque mondiale.

politique : les tribus en effet combattent en ordre dispersé alors que les empires ont des armées ordonnées mais peu aguerries. Il connaît aussi les dissemblances des peuples qui composent la Grèce multiculturelle : « Dans le sein même de la Grèce, les divers peuples présentent entre eux des dissemblances analogues à celles dont nous venons de parler : ici, c'est une seule qualité naturelle qui prédomine, là elles s'harmonisent toutes dans un heureux mélange ».

Expéditif, Nicolas Boileau conforte l'antienne : « Des siècles, des pays, étudiez les mœurs, Les climats font souvent les diverses humeurs » à laquelle répond Montesquieu : « Ce sont les différents besoins dans les différents climats, qui ont formé les différentes manières de vivre ; et ces différentes manières de vivre ont formé les diverses sortes de lois ». L'Encyclopédie n'est pas en reste : « On ne sauroit contester l'influence du climat sur le physique des passions, des goûts, des mœurs. Les plus anciens médecins avaient observé cette influence ». Pour légitimer l'affirmation, l'Encyclopédie s'appuie sur les médecins de l'Antiquité⁵³.

Quant à Buffon, sa vision naturaliste est fixiste même si la biologie évolutionniste actuelle ne nierait pas ses propos : « Dès que l'homme a commencé à changer de ciel, et qu'il s'est répandu de climats en climats, sa nature a subi des altérations (...) Les changements sont devenus si grands et si sensibles qu'il y aurait lieu de croire que le Nègre, le Lapon et le Blanc forment des espèces différentes, si d'un côté l'on n'était assuré qu'il n'y a eu qu'un seul homme de créé, en de l'autre que ce Blanc, ce Lapon et ce Nègre, si dissemblants entre eux, purent cependant s'unir et se propager ».

Les modernes se rapprochent-ils de la réalité ou s'en dissocient-ils au nom du nationalisme ? Hegel avance les besoins et les intérêts de l'homme pour expliquer les cultures : « L'homme utilise la nature pour ses fins, mais là où elle est trop puissante, elle ne se laisse pas réduire à l'état de moyen. La zone chaude et la zone froide ne sont donc pas le théâtre de l'histoire universelle. Sur ce plan, l'esprit libre a rejeté ces extrêmes. En somme c'est la zone tempérée qui a servi de théâtre pour le spectacle de l'histoire universelle. Parmi les zones tempérées, c'est à son tour la zone nordique qui est seule apte à remplir ce rôle ». Plus porté à la sensualité, Lord Byron lie la culture au climat sans se douter des stéréotypes qu'il véhicule : « C'est fâcheux, je l'avoue; la faute en est à ce soleil indécent qui ne peut laisser en repos notre argile chétive, mais qui la chauffe, la cuit, la brûle, si bien que, nonobstant jeûnes et prières, la chair est fragile et l'âme se perd : ce que les hommes appellent galanterie, et les dieux adultère, est beaucoup plus commun dans les pays chauds ».

Le florilège de citations montre à n'en pas douter que les autres sont moins chanceux que soi et il faudrait l'opinion précoloniale des lettrés de autres cultures pour non pas équilibrer mais généraliser le point de vue ethnocentrique. Il faudrait donc des lettrés moins influencés par Aristote, par Montesquieu ou par l'Encyclopédie pour obtenir un point de vue mieux assis. Les penseurs devaient suggérer à leur public une explication plausible de l'avance de leur pays en termes militaires, économiques et organisationnels, et même pour l'art pourtant subjectif et pour la dimension sociale où la notion d'avance est encore moins évidente. Ce qui pose la question suivante : entre Aristote et Montesquieu, quelle explication était donnée à la différence des cultures ? En fait, les Albert le Grand, saint Thomas d'Aquin et Roger Bacon reprenaient la théorie des climats avec le courage au nord et la subtilité au sud. Plus tard, la théologie de Malebranche convenait que « la causalité est propre à Dieu et à Dieu seul » alors que Montesquieu avançait au moins le climat ainsi que d'autres principes pour expliquer les différences observées. L'Esprit des Lois révèle un « esprit tourné vers le monde réel où la raison découvre que toute société politique, par l'interconnexion des rapports qui sont autant de lois, forme une totalité spécifique⁵⁴».

⁵³ https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1989_num_98_547_20910

⁵⁴ <https://www.cairn.info/les-valeurs-dans-la-sociologie-de-montesquieu--9780000000001-page-9.htm>

Le fond diffus des chasseurs-cueilleurs

La nature est violente aux yeux des humains mais on ne cesse depuis quelques années d'identifier des pratiques d'entraide et de solidarité sous certaines conditions, par exemple hors alimentation et hors pratiques sexuelles. Les végétaux communiquent et signaleraient des dangers alors que les animaux seraient « bons » même pour d'autres espèces que la leur. A la différence de l'éthologue Konrad Lorenz qui privilégiait la domination et la soumission, un Frans de Waal évoque désormais, à travers ses études, la possibilité d'une morale chez les animaux. Concernant les singes, il n'est pas certain que leur empathie soit plus développée que chez les animaux qui en font preuve, comme l'éléphant, mais Homo aurait développé cette aptitude avec un cerveau qui sert le bien collectif, ceci sans réduire l'agressivité⁵⁵. Il a fallu d'ailleurs des milliers d'années de morale, d'éducation, d'apaisements, de religion, de détournements divers (armée, sport, jeux du cirque, etc.) et de lois pour tendre vers une convivialité jamais définitivement établie. L'évolution naturelle n'a pas éradiquée la violence et seule l'histoire que l'homme se raconte l'a remise sous le tapis.

Le saut qualitatif concerne le genre Homo que particularisent la sexualité, le cerveau, l'aptitude au langage, la réflexivité intellectuelle, la néoténie de la progéniture et les techniques. Les échanges verbaux et non verbaux s'enrichissent avec le rejeton Sapiens dont l'efficacité organisationnelle éradique les australopithèques⁵⁶, Neandertal⁵⁷ et les Homo précédents en même temps que la mégafaune préhistorique. Les tribus actuelles de chasseurs-cueilleurs d'Amazonie et d'ailleurs, dans le cas où elles seraient proches des chasseurs-cueilleurs du paléolithique, donnent à penser que la disparition des espèces chassées fut « involontaire » au sens où une économie ou une religion de la parcimonie n'avait aucun intérêt à leur disparition. Pourquoi en effet tuer gratuitement si l'épuisement de la ressource doit pousser à aller la chercher loin ? Les leaders des premières nations et les anthropologues défendent cette version qui semble raisonnable même si elle est surtout morale, les tribus étant supposées ménager le gibier grâce à la réflexivité du cerveau individuel et une intelligence collective faite d'interdits utilitaires et de mythes performatifs. Cependant, cette version n'explique pas la disparition du cheval ou du paresseux géant même si le bison s'est maintenu. L'intelligence collective semble ne pas s'être limitée aux espèces dangereuses. Les gens des campagnes du monde actuel, qui ne sont pas des chasseurs-cueilleurs mais dont les religions et leur rapport à la nature sont variées, n'hésitent pas à écraser serpents, scorpions et autre animal dangereux. Leurs ancêtres chasseurs-cueilleurs ont éradiqué les ours des cavernes (disparus) et éloigné les loups à titre préventif pour sécuriser un territoire⁵⁸. Sapiens est efficace et c'est son plus grand défaut en plus d'être un beau parleur⁵⁹.

⁵⁵ Deux autres traits marquent l'émergence de l'intelligence humaine : des canines moins agressives et la libération de la main (Jean-Jacques Hublin, Une histoire des civilisations. In : Comment l'archéologie bouleverse nos connaissances. Jean-Paul Demoule et alii ed.)

⁵⁶ <https://www.cairn.info/revue-communications-2014-2-page-19.htm>

⁵⁷ Les causes de la disparition de Neandertal sont discutées mais la disparition concomitante d'autres espèces montre l'efficacité du Sapiens moderne : <https://www.nature.com/articles/s41467-021-22506-4>

⁵⁸ C'était la vision des anthropologues des années 1960 comme Roy Lewis, journaliste spécialisé dans l'anthropologie, l'a rapportée dans le roman humoristique Pourquoi j'ai mangé mon père.

⁵⁹ « Évidemment, la société ancienne a le souci de l'autre : nul ne doit vivre uniquement pour soi » (<https://www.cairn.info/revue-d-ethique-et-de-theologie-morale-2013-4-page-25.htm>). Pour Philippe Portier et les philosophes comme Jürgen Habermas, la solidarité avec la morale, la liberté, etc. est un fil directeur dans les trajectoires humaines. Mais une sociopolitique réductrice fait que « Habermas ne comprend pas en particulier que le président des États-Unis puisse prêter serment sur la Bible, et prier en public ». Dans son histoire de la philosophie (2021), Habermas brode sur l'invention de la démocratie en Grèce sans voir les contingences militaires ni le fond culturel avant d'aborder le rôle des intellectuels (qui diffèrent des prophètes qui mettent des mots sur une situation) afin d'expliquer la période axiale. Tout est sujet à caution sans compter ses changements d'opinion (alors que des chercheurs continuent à s'inspirer de ses premiers écrits).

Toutes les espèces d'Homo qui ont parcouru la terre sont issues des lignées africaines. Homo erectus et habilis ont colonisé les continents sous la forme de bandes poursuivant le gibier, cueillant les ressources et charognant les carcasses. Les savanes de l'est et du sud et sans doute d'autres parties d'Afrique sont également à l'origine des singes qui, avant les hommes, ont colonisé les continents. Les changements climatiques perpétuels et la perte de la couverture forestière auraient engendré la diversification vers une mobilité plus terrestre qu'arboricole. La forte pression de sélection exercée par les animaux sauvages et les difficultés de la vie mobile ont aidé à la différenciation de singes et d'hommes mal armés physiquement pour contester la prédominance des carnassiers, mais réflexifs voire intelligents si ce n'est individuellement du moins collectivement. Les singes présentent une grande variété de comportement avec l'affaiblissement de la préférence sexuelle donné à quelques mâles (chez les *geladas* d'Ethiopie par exemple) ou l'affaiblissement de la domination pure et simple. Le conflit est même réduit chez les bonobos où la femelle est sexuellement attractive à tout moment (l'inceste est absent). La vigueur de la descendance n'est plus l'objectif primordial, ceci au bénéfice de la diversité génétique avec des répercussions sociales. Chez les hommes et quelques singes, l'ovulation masquée réduit la compétition des mâles et favorise le couple où le mâle s'occupe de sa descendance⁶⁰. A son tour, la protection paternelle renforçait l'attachement et permettait l'éducation.

Bien avant l'usage du feu et donc bien avant Sapiens, solidarité et apprentissage étaient des qualités vitales pour la survie du groupe confronté aux périls dont les congénères humains n'étaient pas les moindres. Par exemple, les qualités que Sapiens a développées en Afrique ont servi une chasse plus proactive que l'opportunisme charognard. Les chasseurs-cueilleurs ont alors suivi le gibier avec une expansion géographique moins aléatoire et omnidirectionnelle. Mais la pression parasitaire n'a cessé d'empirer avec les millénaires au point d'entraver ultérieurement l'essor démographique qui avait initialement permis l'expansion géographique et le brassage génétique en Afrique.

Le modèle du fond diffus tente d'articuler les paramètres génétiques, démographiques et territoriaux qui ont contribué à l'organisation sociale et à la précocité de la différenciation culturelle. Le modèle s'applique à l'Afrique dans les premiers cent mille ans de maturation de Sapiens moderne puis à l'Eurasie au prix de quelques ajustements. Je pose en effet l'hypothèse que les bandes de chasseurs-cueilleurs *out-of-Africa* ont été soumises à la nécessité d'une organisation stricte. La dynamique démographique pourrait y avoir été vigoureuse ultérieurement du fait qu'une espèce invasive prospère sous faible pression parasitaire, du moins après que l'homme se soit adapté génétiquement aux territoires, ressources et maladies locales. L'ensemble eurasiatique aurait alors produit une variété génétique et un brassage institutionnels propres.

Le chasseur-cueilleur perfectionne ses outils et ses organisations par essais et erreurs dont les résultats, selon les hasards d'une plus grande efficacité ou d'une croyance dans cette efficacité, se répartissent par imitation au sein d'un milieu compétitif. Les spécialistes, tailleur de pierre, chasseur ou chamane, partagent leur savoir de bonne ou de mauvaise grâce. Mais améliorer pour améliorer n'est pas dans l'esprit conservateur quand nul ne pouvait imaginer le potentiel du savoir non connu, comme c'est le cas aujourd'hui avec la croyance dans la science ou les discussions sur un type de gouvernement. « Pourtant elle s'améliore » pourrait-on dire de la société car la découverte, l'adaptation et la concurrence exigent le dépassement sous peine de disparition. Sur cette base, le cerveau a apporté à la fois imagination individuelle et langage pour partager les idées. Un cerveau proactif améliorerait l'alimentation, la santé et les organisations même s'il était incapable de réguler la compétition, l'identité et la violence.

⁶⁰ Rolf Schächli, 2002, La femme est le propre de l'homme : de l'éthologie animale à la nature humaine. Odile Jacob, 369p

Une brève parenthèse est ici nécessaire pour les lecteurs qui douteraient qu'une organisation puisse être plus efficace qu'une autre et que la compétition opère un certain tri darwinien dans les organisations en fonction de cette efficacité. L'histoire montre sans l'ombre d'un doute que l'efficacité libérale est supérieure à toutes les formes de planification, que les ONG sont plus efficaces (au dire des gouvernements eux-mêmes) que les accords intergouvernementaux, que les coopératives n'existent que là où le libéralisme est peu efficace. Il ne suffit pas, bien sûr, de constater, pour un dirigeant du Sud, que le libéralisme est efficace car ce dernier exige des conditions dont cet ouvrage témoigne. Mais l'efficacité ne fait pas de doute et elle peut être imposée par la force, du moins un temps. Toutefois, une efficacité en lien avec le substrat sociopolitique est beaucoup moins facilement transposable ou imitable. Pour fermer la parenthèse, notons que le capitalisme n'est pas toujours libéral au sens de l'individualisme. En effet, les coopératives y fonctionnent là où le libéralisme est moins efficace. La mutualisation des capitaux est aussi une forme de coopérativisme, qui semble moins fonctionner dans le travail de l'entreprise.

Avec des attributs de nature et de culture, Sapiens occupe tous les milieux : ouverts et fermés, humides et arides, montagnes et plaines non par volonté d'aventure ou d'isolement, mais par quête de ressources saisonnières et mobiles. Les tribulations dirigent la bande vers un milieu prometteur où elle demeure, de manière itinérante ou semi-itinérante, jusqu'à trouver mieux. Comme les terres vierges offrent un gibier abondant, l'attrait est plus grand et la probabilité de s'y rendre plus élevée si Sapiens parvient à écarter les carnassiers. Les ressources côtières sont une ligne de progression privilégiée. Sans horizon autre que le gibier, la bande se déplace sans but prédéfini et peut revenir à son point de départ avec, dans ce cas, la rencontre d'autres bandes. Alors que l'expansion est remarquable par la vitesse (20 km par génération), elle est finalement le résultat de mouvements dans toutes les directions pour pister les animaux et traquer les ressources végétales et lithiques.

Les généticiens estiment pouvoir dater les mutations à partir de différents calibrages de l'horloge génétique. Les effectifs originels qui ont peuplé l'Eurasie n'auraient pas dépassés mille individus pendant des millénaires. Des chiffres aussi bas mettent l'accent sur le facteur chance et évince toute idée de régularité avec retour possible lors du passage d'un bras de mer. Mais une fois l'obstacle vaincu, l'expansion continentale repose sur un mécanisme banal. Le modèle du fond diffus n'a pas à s'en préoccuper dans un premier temps pour expliquer son maintien pendant des milliers d'années. Dans un second temps, il faudra l'enrichir pour expliquer les adaptations génétiques en lien avec l'expansion géographique. La différenciation culturelle issue de la création permanente de diversité dans le conservatisme fait partie du fond diffus. On verra que la différenciation qui éloigne les cultures sur fond de diversité renvoie aux épreuves passées avec succès au passage des isthmes, à l'isolement partiel des cultures et aux brassages épisodiques.

Le fond diffus couvre rapidement d'un voile de population les continents même séparés par des bras de mer. Les ressources ne manquent pas avec gibier, poissons et volatiles qui abondent en toute saison –ou, si ce n'est pas le cas, obligent à constituer des réserves⁶¹- car la démographie humaine augmente peu (voir plus loin). Quelle est la nature sociale du tissu diffus qui explique les isolats génétiques et culturels relatifs, la continuité humaine qui garantit les contacts entre bandes de chasseurs-cueilleurs et les hybridations génétiques massives ultérieures ? Les contacts sont nécessaires pour renforcer une bande sur le déclin (qui a perdu ses chasseurs par exemple), éviter l'exogamie, préserver le lien avec la bande-mère et échanger information technologiques et commerciales (les objets circulaient sur de longue distance). Ce tissu gracile doit expliquer également les migrations massives révélées par les flux de gènes ultérieurs. Les contacts entre bandes ont pu être coopératifs ou agressifs, le cerveau se prêtant à la mémoire des méfaits et donc à la vendetta si

⁶¹ http://www.alaintestart.com/chasseurs_cueilleurs.htm

l'honneur était une marque identitaire. De nos jours, la mémoire culturelle est toujours présente dans le « paradoxe de l'intégration » des hôtes : une communauté peut chercher à « accroître son poids démographique tout en préservant les lignées fondatrices du dépérissement qui profiterait aux étrangers intégrés⁶² ». La société de chasseurs-cueilleurs n'a donc pas réduit la violence car la violence échappe à la morale, aux arts, aux lois et même à la raison quand identité, honneur et survie sont en jeu. La culture, parce qu'elle soude un groupe, produit de la violence car elle exclut et conduit à s'entretuer au nom d'une croyance. Il est probable que l'humain ait accentué les traits violents d'un côté et empathique de l'autre⁶³. Avec une fécondité faible, qui donnait de l'importance aux enfants vivants tout en banalisant la mort, la violence qui unit fut un facteur de maintien de la démographie.

La violence présente des avantages même si chaque société met toujours des barrières morales, religieuses et civiles aux débordements, n'autorisant que la violence hégémonique d'Etat et la guerre. Avant l'Etat et la justice officielle, le groupe autorisait la violence familiale sous des conditions précises, sans toujours la contrôler. Il faut dire que la violence est une arme d'effroi qui évite souvent la lutte. Elle tranche aussi dans les conflits en imposant le plus fort qui a alors les moyens de préserver l'ordre et garantir un régime. Mais comme les archéologues, on peut s'interroger sur le maintien de la violence dans l'homínisation de plus en plus réflexive et de plus en plus ordonnée par les règles sociales. Aussi les Moriori sur les îles Chatham dans le Pacifique⁶⁴ avaient-ils édicté la « loi de Nunuku » qui interdisait guerre, cannibalisme et mise à mort, code appliqué depuis le XVIe siècle. Mais à la fin du XVIIIe siècle, des Maoris de Nouvelle-Zélande envahirent ces îles avant de décimer et de mettre en esclavage cette société qui avait oublié que la violence doit être déracinée sur la planète entière car il suffit d'un unique groupe pour écraser les pacifistes.

Le fond diffus doit être durable pour que les isolats, ou quasi-isolats selon le principe de continuité, aient le temps de différencier des populations sur les plans génétique et culturel. Sur le front pionnier que dépassent les bandes vers des zones jamais prospectées (sauf par les antiques Homo), la densité reste faible pendant quelques générations puisque les bandes s'égrènent vers les avant-postes vierges. Mais le fond diffus en arrière est parcouru par des bandes et il aurait dû se densifier grâce aux ressources. Ce ne fut pas le cas pendant des milliers d'années, soit par chute malthusienne des ressources, soit plus vraisemblablement par la violence et les maladies qui limitent les niveaux de population⁶⁵. Les zones de peuplement ancien, ceci afin de conserver les principes requis pour le front diffus, étaient en équilibre démographique balançant entre léger surcroît de population et violence. Il faut attendre l'adaptation génétique aux maladies, dont les zoonoses, pour que la fécondité dépasse la mortalité par violence.

Les archéologues ont fourni des preuves matérielles de coopération entre bandes à l'occasion de la chasse aux grands mammifères. La solidarité était également nécessaire après qu'une bande ait perdu ses forces vives. Inversement, une bande prospère se scindait et gardait des liens organiques avec la bande mère. Mais une crise, des vendettas ou le rapt de femmes enflammaient les passions et se gravaient dans la mémoire collective. Les preuves de violence non accidentelle sont ainsi fréquentes dans les fouilles ainsi que celles d'anthropophagie sans que l'on puisse distinguer toujours endo- et exo-cannibalisme pratiqué dans la famille ou sur des prisonniers. Dans tous les cas, l'ambiance n'était pas *peace and love* même si l'empathie régnait aussi. La nature était une source d'épreuves sans fin que la culture n'enrayait pas. La mort côtoyée ne donnait pas le luxe d'une philosophie d'un bien

⁶² <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/4797>

⁶³ https://www.monde-diplomatique.fr/2015/07/PATOU_MATHIS/53204 Pour une critique des thèses de Patou-Mathis : Christophe Darmangeat, Sociétés Plurielles, Presses de l'INALCO, 2019 - Hal-02506923

⁶⁴ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Moriori>

⁶⁵ Le fatalisme de Thomas Malthus contrevient aux réalités souvent mieux décrites par la théorie concurrente d'Esther Boserup qui stipule une intensification (proto-élevage ou agriculture) quand les ressources diminuent.

universel. La religion pouvait être celle du bien et du mal, mais le bien était une promesse pour l'outre-tombe.

En quête de ressources, les bandes sont organisées parce que d'essence cynégétique, et hiérarchisées parce que guerrières. La communauté d'égaux est possible, mais dans ce cas, elle s'articule à une chefferie permanente ou tournante (guerriers, familles fondatrices, vieux ou femmes⁶⁶). Les chamans sont parfois de simples guérisseurs, mais leur savoir donne accès au monde surnaturel et à l'art de la divination avant se servir à initier les jeunes à la magie du courage voire de l'invincibilité. Nature, surnature et société réglée et légitime (l'inégalité peut être légitime) alimentaient le sentiment de sa cohérence. La sécurité et l'unité pouvaient aussi concerner la tribu où les clans autonomes partageaient valeurs, entraide et alliances. Les croyances religieuses étaient une nécessité autant pour apaiser l'émotion que pour éviter qu'elle se retourne collectivement contre un bouc-émissaire. Le chef ou le chaman risquait leur vie en temps de désordre et, suite à un lynchage, le nouveau guide élaborait des rites réputés plus efficaces que ceux de son malheureux prédécesseur. Les rites ont détourné les peurs et les colères contre les marginaux, les vierges, les prisonniers, un animal ou un symbole. Autrement dit, des organisations émergent, se singularisent et particularisent les croyances dans une organisation qui donne une place à chacun. Des organisations efficaces ont pu disparaître fortuitement, mais la chance pouvait aussi favoriser les organisations résilientes. Organisation et croyance efficaces pouvaient alors diffuser jusqu'à la survenue d'un nouveau coup du sort. Entre temps, des règles sont inventées et le fond diffus bruit d'une diversité au sein de laquelle efficacités et chance sélectionnent et diffusent. L'isolement partiel permet d'en faire des protocultures. Toujours est-il que la bande mobile reste peu nombreuse et qu'un empire est alors impossible du fait des mobilités et des échanges limités. Les proto-institutions même distinctes ne révèlent guère leur potentiel si ce n'est que l'efficacité dans la chasse, la survie ou la guerre sélectionne des lignées au gré de la fortune. De la divergence des lignées génétiques et culturelles, une diversité bourgeonnante produit une différenciation par échantillonnage fondateur, sélection de l'efficacité et principes concernant des règles moins organiques.

Out-of-Africa

Le fond diffus a essaimé et s'est densifié lentement, plus rapidement quand les adaptations génétiques ont permis de lutter contre les maladies en lien avec la nature. Des ressources localement abondantes ont pu accroître la densité humaine, mais sur un temps court car la ressource diminuait faute d'intensification technique. Suivant le gibier et inventant de nouvelles manières de le piéger, les bandes d'*Homo sapiens* sont sorties d'Afrique à plusieurs reprises entre 220 000 et 60 000 ans. Des vestiges ont été retrouvés en Indonésie et en Chine sans qu'ils aient laissé de traces génétiques dans l'humanité actuelle. En effet, celle-ci est entièrement issue de la dernière sortie d'Afrique il y a 55 000 ans. Ou 70 000 ans qui est une autre date possible de sortie d'Afrique, hiatus temporel qui permet de comprendre la colonisation précoce de l'Australie. Quoi qu'il en soit, la diversité biologique en Afrique ainsi que l'ADN répartie dans les populations de la planète et les plus vieux vestiges pointent tous vers une sortie d'Afrique dans cette fourchette.

Cette sortie ne fut pas la seule, mais ce fut la plus significative au point de gommer quasiment les sorties antérieures, y compris celle du cousin *Sapiens* archaïque et du cousin éloigné Neandertal. En quelques centaines de générations, l'Eurasie était peuplée par le pistage de ressources. Au cours de son expansion, le *Sapiens* moderne a rencontré les espèces humaines antérieures comme les hommes de Neandertal, Denisova, Florès en Indonésie, Callao aux Philippines et sans doute les derniers représentants d'*Homo erectus* en Asie du Sud-Est. Des hybridations ont laissé de rares traces dans le génome actuel. Des pêcheurs devaient faire partie de l'épopée planétaire car la traversée de larges

⁶⁶ <https://journals.openedition.org/clio/454?lang=en>

bras de mer par des petits groupes pourrait ne pas avoir été le fait de radeaux de fortune. Il n'est toutefois pas établi que des allers retours aient eu lieu, d'autant qu'un retour volontaire eut conduit le groupe à partager un territoire déjà occupé. Quelques groupes, chaque fois, sont parvenus à passer les isthmes. J'appelle isthmes humains les rétrécissements et les obstacles dont la gêne a produit sans doute un changement de structure sociale, ou bien qui a généré des modifications ultérieures du fait des solidarités nouvelles exigées par ces obstacles. C'est par exemple la longue vallée du Nil, la Mer rouge ou encore le détroit de Behring, parfois praticables à l'occasion d'une baisse du niveau de la mer en lien avec le refroidissement planétaire et les glaciations ou au contraire sous un climat plus clément ayant aménagé un passage dans les glaces. Les vastes étendues désertiques comme le Sahara ont constitué des barrières effectives jusqu'à la domestication du chameau mais leur verdissement lors des millénaires plus humides a permis colonisations et traversées au cours de fenêtres temporelles. Les obstacles n'étaient pas permanents, mais certains l'ont été longtemps comme en témoignent des îles jamais colonisées en Atlantique et dans l'Océan indien.

Les obstacles filtrants ont laissé percoler une fraction minuscule des sociétés africaines, ce qui constitue un premier élément de différenciation génétique et sociale. Les individus ou les bandes qui ont passé l'épreuve des isthmes avec succès ont imprimé leurs particularités dans l'évolution eurasiatique y compris la fréquence de leurs gènes et leurs maladies. De surcroît, les faibles populations concernées ont été soumises au hasard de la dérive génétique qui réduit davantage la diversité et oriente les lignées. L'Eurasie s'est créée à partir de lignées séminales qui ont imprimé leur marque. Puis, comme en Afrique, les mêmes mécanismes de création de diversité génétique et sociale ont produit non pas un patchwork de bandes singulières qui se neutralisent dans une monotonie médiane, mais une trajectoire où quelques groupes avec leur religion et leur langue, telles des couches qui se superposent, se sont imposés avant, bien plus tard, de s'hybrider partiellement. Le mécanisme est le même, mais la trajectoire eurasiatique est particulière du fait des éléments fondateurs, puis de la démographie ultérieure et enfin de solidarités moins organiques. Au départ, une résidence sous les tropiques de l'Eurasie a nécessité peu d'ajustements et ce sont les remontées vers les territoires du nord aux hivers rigoureux qui exigeaient de la solidarité et la soumission au groupe qui ont fondé des communautés réglées. Le fond diffus eurasiatique s'est distingué de l'Afrique de manière subtile sans qu'un observateur d'alors eut pu noter des différences appréciables.

Le fond diffus s'étend sur l'Eurasie comme il l'a fait en Afrique. En soi, il n'explique pas la différenciation des cultures ni les blocs culturels, mais l'Eurasie se distingue immédiatement par le départ d'une part réduite, non représentative donc, des populations africaines et par la dérive occasionnée par ces populations réduites. Les déserts et le froid vont à leur tour sélectionner au hasard les sociétés organisant mieux leur solidarité (au prix de l'exclusion, de la mort et donc de la violence volontaire). Enfin, l'adaptation génétique aux zoonoses rencontrées avec le contact de nouvelles populations sauvages donnera l'élan du décollage démographique ultérieur. Déjà Neandertal maîtrisait le feu qui permet de mieux digérer les aliments, d'éliminer des maladies, de chauffer en saison froide et de conserver les viandes, mais l'adaptation de Sapiens est plus rapide d'autant qu'il a pu bénéficier des adaptations de Neandertal malgré des croisements limités. La distinction avec l'Afrique est que les populations de chasseurs-cueilleurs en Eurasie échappent aux maladies endémiques de l'Afrique, en particulier le paludisme qui, en Eurasie, semble plus limité.

Le modèle génétique

L'épopée humaine est connue grâce à l'archéologie, aux marqueurs sanguins et surtout à l'ADN des restes fossiles et des populations actuelles. Concernant les langues, leur répartition actuelle permet de préciser les reconstitutions du passé mais elles se superposent aux déterminants structuraux sans concordance étroite, y compris pour les langues tonales qui semblent ne pas être un critère aussi discriminant qu'il paraît. La plasticité des langues, l'ancrage territorial de certains peuples, les types de

migration et le rôle de l'élite politique ou commerciale dans la marginalisation des strates rurales produisent autant de superpositions approximatives. Toutefois la diversité des langues (ou densité linguistique) pourrait être liée au climat tropical⁶⁷. L'idée de protolangues originelles avant la sortie d'Afrique est contestée. Les langues nombreuses confirment seulement l'isolement relatif des bandes de chasseurs-cueilleurs qui ont parfois transporté et ont maintenu leur langue au sein d'une région à l'histoire mouvementée. Langues (langues à clic, tonal et non tonales) et gènes forment des familles distinctes, les groupes de langues ne correspondant pas aux génotypes ou aux ethnies.

La flexibilité touche aussi les organisations quand, par exemple, les enfants d'esclaves doivent être gérés par la lignée féminine et initient le lignage matrilineaire. A partir de situations particulières naissent donc des lignées qui se maintiennent et enrichissent la diversité du fait d'une grande liberté vis-à-vis des règles et d'un certain isolement. Il en va de même des mythes recueillis par les voyageurs européens mais leur cartographie présente des correspondances intercontinentales inexplicables. Si on a repéré les migrations indoeuropéennes par ces méthodes, personne n'avait suspecté les migrations depuis les steppes, encore moins les hybridations paléolithiques. Les superpositions en nappes factorielles sont encore sujettes aux controverses sur le plan scientifique, ceci au-delà des considérations nationalistes ou des spécialistes qui minimisent les différenciations en races voire en cultures selon l'idée qu'une culture n'est qu'une variante mineure du grand tout qu'est l'humanité. Dans le domaine des institutions, matériellement présentes dans les formes d'inhumation, les témoignages de violence sur les os, l'usage de l'anthropophagie, des indices d'inégalités sociales, parfois l'endogamie et plus rarement l'esclavage, la spéculation est nécessaire. Elle n'est pas gratuite dès lors qu'on « modélise » en rassemblant les indices de nature diverses pour façonner la trajectoire plausible des blocs culturels jusqu'au développement actuel. J'y reviendrai.

La génétique avec des techniques d'investigation performantes fait désormais parler les restes archéologiques et les lignées actuelles. Les fossiles matériels ne sont plus un prérequis depuis qu'on traque l'ADN dans les sédiments, comme dans la séquence Denisova, Neandertal et Sapiens à la grotte Denisova⁶⁸. Les variantes de l'ADN que partage une population permettent de construire des haplogroupes. Les mutations ont lieu au hasard et, sans présenter nécessairement un avantage adaptatif, elles caractérisent les populations issues du mutant originel. Elles sont suffisamment stables pour que la progéniture du mutant perpétue les mutations ou le gène marqueur, façonne une lignée humaine et génère une fréquence d'apparition dans les populations actuelles. La fréquence de cette singularité dépend de l'ancienneté de la mutation et du taux d'endogamie. Si la lignée migre, on la détecte dans les territoires colonisés. La fréquence d'un haplogroupe permet de suivre les mouvements humains que ce soit les déplacements browniens (dans toutes les directions) dans le fond diffus, l'expansion géographique et les migrations de retour ou transversales. Le schéma des diffusions se complexifie d'autant que les haplogroupes sont nombreux. Alors que la diffusion à l'échelle continentale est relativement claire, il n'en va pas de même dans le détail d'une région, telles les migrations Hutus et Tutsis au Rwanda. Au niveau régional, il est également délicat d'associer les lignées génétiques à une ethnie ou à une langue, ce qui rend délicate la quête des origines d'un groupe particulier.

Les recherches en cours affinent les mouvements humains à partir de l'ADN muté. On parvient à connaître la couleur de la peau, la taille moyenne et d'autres aspects physiques et mentaux qui posent parfois des problèmes éthiques⁶⁹. Les haplogroupes pris ensemble et associés aux indicateurs sociaux

⁶⁷ <https://lacito.hypotheses.org/243>

⁶⁸ <https://theconversation.com/dirty-secrets-sediment-dna-reveals-a-300-000-year-timeline-of-ancient-and-modern-humans-living-in-siberia-161585>

⁶⁹ <https://theconversation.com/new-technology-lets-police-link-dna-to-appearance-and-ancestry-and-its-coming-to-australia-173334>

(langue, mythe) ou génétiques (ADN fossile) précisent les trajectoires territoriales et les périodes migratoires. La fréquence des maladies génétiques et des traits adaptatifs permet parallèlement de montrer la coévolution de l'homme avec les parasites et les maladies. Aussi le code génétique du virus de l'herpès confirme-t-il les migrations humaines⁷⁰.

Quoi qu'en disent les idéologues d'un bord ou d'un autre, les variations permanentes entre groupes humains n'empêchent pas les sauts qualitatifs entre races de nature génétique et/ou sociale. La confiance ou la méfiance au-delà du cercle familial s'hérite par l'éducation reçue et se prête différemment, par changement d'échelle, à des régimes sociopolitiques particuliers. Rien n'est définitif en la matière, mais les degrés de développement en sont une illustration notoire. Il ne s'agit pas de classer, mais de reconnaître des différences et d'en évaluer les raisons génétiques et sociales. Ce n'est pas en occultant les stéréotypes que l'on mettra fin au racisme mais en informant, les récupérations et le racisme n'ayant pas besoin d'arguments pour s'établir. Chaque groupe biologique se caractérise par des fréquences géniques (avec ou sans traits phénotypiques) et des organisations spécifiques. Ecarter a priori la possibilité de repérer un lien entre génétique et société est tout aussi dommageable. Le développement est un exemple d'écarts culturels dont il ne s'agit pas d'affirmer l'inéluctabilité, mais qui prend en compte les particularités, par exemple pour adapter les actions publiques. On sait qu'il est vain d'imposer la démocratie de type occidental à tous les groupes humains, y compris au sein de l'Europe (îles méditerranéennes par exemple). Encore faut-il savoir qu'est ce qui est testable.

Remontons le temps. La sortie d'Afrique a concerné singes et Homo pendant les millions d'années précédant l'Out-of-Africa du Sapiens moderne. Ce dernier a rencontré ce qui restait des vagues d'expansion antérieure et, avec peu de métissage, il est l'ancêtre des populations actuelles sur tous les continents. Apparue en Afrique il y a 300 000 ans, Sapiens s'est modernisé tout en voyageant. Se répandant hors d'Afrique il y a 70 000 ans, son efficacité a effacé les traces antérieures. Selon cette théorie aujourd'hui admise, l'âge du passage du Sapiens archaïque au moderne est moins clair. On ne note pas de rupture technologique dans le type de pierre taillée, le moustérien de Neandertal se prolongeant avec Homo sapiens alors que l'Aurignacien débute en Europe après l'arrivée de Sapiens. Les spécialistes estiment que les Sapiens archaïques sont sortis d'Afrique il y a 120 000 ans sans laisser de traces majeures⁷¹. Les sorties anciennes n'ont pas toutes été couronnées de succès et les échecs montrent l'importance de l'efficacité sociale et génétique. Des chercheurs estiment aussi que le comportement moderne en Afrique date de 50 000 ans et qu'il coïncide avec le départ vers l'Eurasie. La pratique de la pêche, la diversité des artefacts dont l'usage de l'os et l'existence de tombes seraient la marque précoce d'une efficacité supérieure. Pour les tenants de la théorie, l'art devient habituel après cette rupture qu'ils supposent être génétique : la mutation clé serait l'émergence du langage complexe lié au gène FOXP2 ou « gène de la parole »⁷².

La génétique et l'archéologie proposent une sortie d'Afrique il y a 60 000 ans avec passage par la vallée du Nil et la Mer rouge. Pour la traversée de cette dernière, la supposition est soutenue par la trace d'un gène particulier retrouvé sur chaque rive. Des passages par le détroit de Gibraltar expliqueraient de son côté une forme de hachereau trouvé près de Madrid, mais les trajectoires particulière des cultures lithiques de chaque côté du détroit montrent la faiblesse de la traversée⁷³. Les traversées de mer assez large, même sans volonté de traverser, suggère qu'il ne s'agissait peut-être pas de radeaux de fortune comme le suggère l'expansion de l'industrie lithique acheuléenne qui

⁷⁰ https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/un-virus-confirme-la-theorie-de-l-out-of-africa_21563

⁷¹ <https://www.hominides.com/html/actualites/sortie-afrique-de-Sapiens-120000-ans-1190.php>

⁷² https://fr.wikipedia.org/wiki/Modernit%C3%A9_comportementale

⁷³ https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_1998_num_142_1_15845 ;

https://fr.wikipedia.org/wiki/Premi%C3%A8res_migrations_des_Hominines_hors_d%27Afrique

chevauche l'Afrique et l'Europe de l'ouest (bifaces apparus il y a près de 2 millions d'années en Afrique pour disparaître il y a 150 000 ans). Toujours est-il que Sapiens est sorti d'Afrique par l'est d'où il a colonisé jusqu'à l'Australie. La traversée de bras de mer sustente l'idée d'une aptitude maritime même si on ne la retrouve pas partout. Les courants qui s'éloignent vers le large peuvent être une explication à moins que la raison se situe dans la densité de population ou une organisation spécifique au nord-ouest de l'Afrique. La découverte de nouveaux fossiles modifiera peut-être les dates de l'expansion humaine car on explique mal une arrivée en Australie il y a 50 000 ans alors que l'homme moderne s'installe au Moyen-Orient il y a 70 à 60 000 ans⁷⁴. Il est également étrange que l'Europe fut colonisée il y a seulement 40 000 ans, ceci comme dans le nord de l'Asie. Madagascar est une colonisation qui remonterait à 10 000 ans.

Pour terminer, les généticiens sont également en mesure de distinguer les lignées humaines qui passent par les femmes (ADN mitochondrial) et par les hommes (chromosome Y – cf. note 89) en plus des gènes partagés. Les divergences entre lignées féminines et masculines dévoilent des événements sociaux qui précisent parfois le type de migrations voire suggère des violences quand disparaît la trace génétique des hommes locaux.

Le modèle de l'isthme

Même si des singes et d'autres Homo sont sortis d'Afrique, la sortie n'est pas simple pour Homo sapiens. Quand le Sahara est désertique, il doit suivre l'interminable vallée du Nil peuplée de congénères et d'alligators avant de buter sur la Méditerranée. Il peut suivre les bandes côtières qui sont également des « isthmes humains » ou suivre le Jourdain bordé de déserts. Plus qu'un effet de type Venturi qui aspire, expulse et accélère le flux, toujours possible sur un isthme court qui attire et ne retient pas, l'interminable géographie des défilés n'est pas non plus une percolation sauf lors de fenêtres temporelles. C'est plus un enfer avec des épreuves qui exigent des prouesses adaptatives. Plus tard, les tribus, l'Égypte prédynastique et les royaumes du Croissant fertile contrôlent l'isthme de bout en bout et sont en mesure d'absorber ou d'éliminer les migrants car les ressources en quantité limitée sont défendues. L'isthme est moins un passage qu'un obstacle dès lors que les chasseurs-cueilleurs s'organisent sur place et filtrent les nouveaux arrivants. Il faut attendre une autre fenêtre temporelle, celle des royaumes, pour que reprennent les flux, qui ne sont alors plus des chasseurs-cueilleurs.

Lors de la première fenêtre temporelle de passage (la seconde étant les royaumes agricoles précédée par la fermeture tribale), la migration est fluide quand les chasseurs-cueilleurs s'y arrêtaient peu car les ressources en gibier étaient rapidement décimées sur une bande fertile entourée par le désert. L'abondance provisoire oblige au mouvement le long du couloir dans un effet d'accélération Venturi. Le télescopage des bandes de chasseurs-cueilleurs à la recherche de ressources épuisées fut l'épreuve inaugurale favorisant les plus organisées, mais sans blocage territorial faute de ressources (sauf le poisson abondant dans le Nil). La mobilité forcée des bandes efficaces n'a peut-être alors pas fait des vallées étroites un obstacle et les chasseurs-cueilleurs mobiles l'ont emprunté avant de conquérir l'Eurasie. Fausses terres de promesse, les isthmes ont peu retardé les pérégrinations tout en favorisant les bandes organisées. Plus tard avec l'agriculture et la sédentarisation, la densité de population et l'organisation politique fixaient les populations et bloquaient ce type d'isthme. L'organisation ultérieure sous la forme de royaumes entretenant armées, missionnaires et commerçants sans compter la demande de terres pour les nouvelles générations a poussé de nouveau

⁷⁴ <https://www.nationalgeographic.fr/sciences/la-grande-migration-de-lhomo-Sapiens>;
https://fr.wikipedia.org/wiki/Premi%C3%A8res_migrations_humaines_hors_d%27Afrique#/media/Fichier:Sprea_ding_homo_Sapiens_la.svg Plumet avance l'idée des détroits :
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1631068305001284>

les migrants vers un nord prometteur. Entre deux, l'organisation des tribus et la semi-sédentarisation, avec l'usage du poisson comme ressource, a fermé l'isthme. Les rencontres avec les autres tribus ont favorisé les mieux organisées qui sont celles qui maintenaient leurs membres dans une plus grande dépendance avec plus de solidarité et de règles. En gagnant plus tard les zones froides où l'hiver conduit l'ostracisé à la mort, la communauté a renforcé une seconde fois ses règles après l'efficacité nécessaire en lien avec le passage des isthmes : isthmes d'abord et froid plus tard ont forcé la coopération. Les règles furent une source d'organisation qui, même si elles sont nées au hasard des inventions sociales, ont construit la survie et l'efficacité collective qui allait se répandre en Eurasie. Au Moyen-Orient et dans l'Eurasie tropicale sans hivers rudes, les règles étaient seulement celles issues du passage des isthmes. Mais les migrations de retour depuis le nord organisé, telle la migration indoeuropéenne vers l'Inde, ont influencé ces régions.

La vallée du Nil n'a pas empêché les bandes de singes, Neandertal et Sapiens archaïques puis modernes de pénétrer en Eurasie. A faible densité, les chasseurs-cueilleurs percolent et le filtre géographique sélectionne les plus organisés. Les bandes parfois composées de peu de parents sont très mobiles, mais la densité croissante diminue la mobilité jusqu'à ce que les tribus s'opposent au transit. L'isthme humain est l'épreuve inaugurale de l'expansion vers l'Eurasie. Plus tard avec les ressources qui manquent, les migrations guerrières ébranlent tout l'isthme et forcent les déplacements jusqu'à expulser les populations les plus au nord qui, outre le gibier, pouvaient pêcher sur les bords de la Méditerranée.

Outre la vallée du Nil, la Mer rouge a été traversée alors que la péninsule arabique n'était pas aussi désertique. Quand elle fut désertique, des bandes de pêcheurs longeaient la côte en s'arrêtant aux points d'eau. Le contournement de la péninsule était possible sauf si une tribu temporairement fixée du fait du poisson abondant s'opposait à l'installation ou au passage des nouveaux venus. Inversement, un état de guerre entre bandes littorales rendait attractifs l'intégration de nouveaux venus car la bande renforcée par les recrues pouvait repousser les adversaires et prendre leur place. Il n'y avait pas alors de différences migratoires entre la longue vallée du Nil et le littoral arabique. Avec la mobilité des chasseurs-cueilleurs peu ou pas fixés, la fluidité était la règle jusqu'à ce que les tribus bloquent le passage. Les avancées côtières rapides expliquent la pénétration jusqu'en Australie alors que l'Europe fut explorée plus tard.

L'isthme humain de la vallée du Nil (qui n'est pas l'isthme géographique de Suez) en enfilade avec la péninsule arabique et les vallées fluviales du Croissant fertile se déroule sur des milliers de km entre les déserts. D'autres isthmes, détroits, bras de mer, marécages tropicaux et massifs montagneux, en particulier la barrière himalayenne bordée au sud-est par les jungles birmanes, ont exigé leur tribut adaptatif et on peut imaginer que les organisations plus aptes pouvaient les franchir. Plus exactement, les tribus suivaient le gibier en été dans les montagnes et s'y installaient. Comme pour les isthmes, de nouveaux venus poussaient les anciens à se déplacer plus loin d'autant que le gibier se raréfiait dans des montagnes peut-être moins giboyeuses et plus hostiles en hiver. Il ne s'agissait donc pas de les franchir directement, mais de les contourner tout en les explorant. La performance sociale reposait non seulement sur l'adaptation au milieu physique mais aussi sur la résistance en milieu concurrentiel des tribus en quête des mêmes ressources. Bien plus tard, les glaces du détroit de Behring ouvertes peu de temps, ceci bien avant les esquimaux, ou encore l'immensité du Pacifique ont été traversées par sauts fortuits puis par diffusion plus fréquente avant que les tribus qui s'égrenaient le long du rivage alaskien deviennent un obstacle. Il est probable que les hommes aient privilégié la violence à la coopération car, pour coopérer, il faut moins dépendre des aléas et mieux connaître l'état des ressources.

Le détroit de Behring et la frange sud de l'Alaska ont donc pu constituer un blocage de nature humaine du fait des peuplades résidentes. L'exploration par cabotage et l'information intertribale de

climats plus doux ont pu faire avancer les populations nomades, ou semi-nomades quand le poisson et les ressources côtières étaient abondantes. La glace s'opposait aux avancées mais l'exploration estivale et l'adaptation progressive au froid et aux ressources locales n'ont empêché la progression que lors des épisodes les plus froids. Il n'est même pas utile d'envisager une poussée démographique au nord de l'Asie comme moteur de l'expulsion des chasseurs-cueilleurs vers l'Alaska. En témoigne la progression analogue, et bien plus précoce, le long des côtes du Moyen-Orient vers l'Australie en contournant l'Inde et en franchissant les îles du Sunda. Quand les littoraux et l'arrière-pays se peuplent et s'organisent, l'avancée littorale sera bloquée jusqu'à la découverte de la navigation hauturière. Parallèlement, les bandes colonisent les arrière-pays et remontent vers le nord. C'est une raison supplémentaire pour penser un fond diffus qui s'est maintenu pendant des millénaires même si le voile démographique s'est déchiré lors des glaciations ou de la remontée du niveau de la mer.

Les 100 000 ans de maturation africaine du Sapiens archaïque ont produit une diversité originelle d'haplogroupes et de cultures qui permettra plus tard la colonisation des forêts tropicales et des montagnes sèches. En temps de crise, le chef associé au chaman devait s'expliquer face à la vindicte populaire. Le bouc-émissaire éliminé, un nouveau guide mettait en place des rites inédits. Les rites participaient à l'unité du groupe et à la légitimité des structures sociales. La différenciation culturelle s'est mise en place alors que les interactions entre bandes ont imposé les organisations efficaces. Les règles sociales n'ayant pas besoin d'être strictes, car un exclus pouvait créer une autre bande, l'Afrique dans son ensemble est caractérisée par son caractère, comme l'appelle, organique. Plus tard, la lignée a débouché sur les lignages et les ethnies qui particularisent le continent. Ce caractère organique peut être défini par la place de l'individu dans le groupe lui-même défini par ses règles : avec les solidarités croissantes, l'individu devient plus important car reconnu dans le groupe, ceci à la condition qu'il suive les règles car le groupe est impitoyable pour les contrevenants.

L'intense différenciation génétique et sociale en Afrique est d'abord réduite à presque rien du fait des groupes particuliers, peut-être originellement transgressifs, qui sont sortis d'Afrique avec, de surcroît, la particularisation associée à la survie le long de l'isthme nilotique. L'Eurasie est alors peu différenciée, mais ses paysages et le temps des adaptations vont accroître la différenciation culturelle et génétique à partir des groupes peu différenciés et de règles sociales qui ne sont plus celles du chasseur-cueilleur africain. A l'image de la dérive génétique où le hasard particularise une petite population, la « dérive sociale » au hasard des rites inventés et des organisations efficaces particularise les lignées culturelles en Eurasie en plus des règles sociales qui ont orienté l'histoire dans le sens du groupe assujettissant l'individu. Les principes d'une bande efficace diffusent avec la divergence entre Moyen-Orient, steppes boréales, Asie et Europe par le jeu du hasard et des lignées de départ. Plus tard, le type de ressources (comme le riz en Asie ou la communauté forestière en Europe du nord) accentue la divergence. La barrière physique et sociale d'une mer ou d'une cordillère occupée isole et accroît les différences.

Culture et génétique du fond diffus

Les ressources saisonnières et le gibier mobile commandent l'itinérance et la colonisation brownienne. Mais dans cet âge d'abondance, la violence est permanente, celle de la lutte contre la nature et celle entre les hommes au point d'expliquer la très faible croissance démographique du fond diffus pendant des millénaires. La violence interhumaine a peut-être une base génétique au vu d'une évolution qui ne l'a manifestement pas éliminée, ceci alors que certains animaux supérieurs ont réduit le recours à la violence. De son côté, la culture a canalisé la violence mais ne l'a pas éliminée, la haine et l'emportement mortifère n'ayant jamais disparu aux niveaux individuel et collectif. On ne constate d'ailleurs aucune différence entre les sociétés organiques et les sociétés réglées si ce n'est que les règles qui assujettissent l'individu produisent une mortalité massive aux échelles nationales. Car la violence ne repose pas seulement sur l'accès à une ressource, au contrôle d'un territoire de chasse ou

sur le rapt (femmes, jeunes guerriers, esclaves). En effet, l'homme a acquis la mémoire des crises passées, mémoire collective qui se distingue des éléphants à la mémoire individuelle. Dans des sociétés valorisant le courage, la notion du bien et du mal n'éteint pas la vengeance collective et le pardon reste individuel.

On lit parfois que la violence est redevable de ressources plafonnées et cette peur malthusienne est aujourd'hui le credo des chercheurs qui actuels qui voit dans la fin de l'eau et du pétrole la source de conflits planétaires. Outre le pessimisme survivaliste, ces chercheurs sous-estiment la capacité de coopération des sociétés sauf si, bien sûr, un leader profite d'une ressource convoitée pour faire valoir un argumentaire moins glorieux, simplement identitaire par exemple. Quoi qu'il en soit, la discussion du rôle des ressources ne peut être escamotée. Dans l'itinérance du chasseurs-cueilleurs, il y a la poursuite du gibier d'une part et l'épuisement local de ce dernier d'autre part. Le seul épuisement est malthusien au sens où la société, supposée incapable d'intensifier ses méthodes de piégeage, doit partir en quête de nouveaux territoires. Mais le fond diffus suppose que ces départs vont dans tous les sens, dont le sens du retour avec des rencontres avec les tribus en arrière. La violence a pu avoir lieu (elle n'était sans doute pas systématique), mais elle pouvait porter sur autres chose que les ressources. Autrement dit, les ciseaux malthusiens entre ressource et population (que Malthus utilisait pour expliquer les agricultures prémodernes) ne s'appliquaient pas nécessairement aux chasseurs-cueilleurs sauf dans des situations particulières. Dans la proposition antagonique d'Esther Boserup, la démographie croissante force l'intensification agricole et, selon cette théorie, l'absence d'intensification (avec un proto-élevage par exemple) renvoie à la faible densité de population du fond diffus. Si la démographie n'augmente pas, il n'est pas nécessaire de changer les techniques de chasse et de cueillette. Or la démographie n'augmentait pas du fait structurel des maladies qui seront vaincues par adaptation génétique et savoirs sociaux d'une part, d'autre part par la violence qui décimait un clan soit par plafond malthusien (cela reste une possibilité, à mon sens particulière), soit par vendettas.

Sur tous les continents, le croît démographique est nul du fait d'une fécondité basse, des décès en bas âge, des aléas de la chasse et de l'itinérance ainsi que de la violence qui fait disparaître les bandes. A très faible densité, la guerre était peu fréquente et les bandes n'avaient pas toujours intérêt à incorporer des membres extérieurs du fait d'une jalousie ou d'un chaman qui tenait sous sa coupe le clan. Il a fallu dépasser le seuil de densité où la violence et la guerre entre bandes est plus fréquentes pour rendre intéressantes les recrues venues de bandes en déshérence. Les maladies contractées dans la promiscuité avec les animaux sauvages contribuent à la stagnation. Le croît a juste créé le fond continu et autorisé l'extension territoriale, mais tout accroissement local de la démographie augmente la violence et déséquilibre le bilan. A très long terme, la démographie augmente par adaptation génétique où les plus aptes propagent leurs gènes ; Il en va de même des organisations sociales. L'adaptation génétique au milieu a concerné la malaria, la vitamine D, le lactose, les hautes altitudes, la résistance aux maladies émergentes, etc.⁷⁵ La fécondité en hausse à long terme est alors en mesure de dépasser le prélèvement dû à la violence qui augmente en moindre proportion. Les tribus limitent également la violence grâce aux mythes et à la morale même si l'identité tribale engendre la guerre⁷⁶. La conscience d'une unité humaine, sans doute bien avant l'époque axiale⁷⁷, a pu favoriser la coopération après qu'une tribu ait imposé ses règles aux autres. Les bandes s'organisent au-delà des parentés et des alliances, les tribus mettent en place des institutions plus politiques.

⁷⁵ Jared Diamond a insisté sur la résistance aux maladies humaines selon les continents.

⁷⁶ Les guerres n'étaient pas toujours destructrices telles les guerres fleuries des Aztèques qui s'arrêtaient dès que le nombre de prisonniers requis pour les sacrifices était atteint.

⁷⁷ Karl Jaspers définit la période axiale qui s'étend de 800 à 200 av. J.-C. par l'émergence de modes inédits de pensée en Perse, en Chine, en Inde et en Occident (Habermas op.cit.).

Outre le gibier et les ressources végétales pour l'alimentation et la santé, étaient recherchés l'eau saine, le sel et le silex. Pour le sel au moins, le fond diffus a dû impliquer rapidement des échanges, sauf à penser que les chasseurs-cueilleurs pouvaient se passer de sel et se contenter de la viande boucanée. Singulières sont les embarcations qui révèlent précocement des sociétés inventives. Quant à l'art préhistorique, les bijoux et les pierres travaillées témoignent non seulement une économie de l'opulence et du souci de soi, mais aussi des apprentissages et des spécialisations précoces, ce que confirme l'élégance maîtrisée des peintures rupestres. Leur esthétique intemporelle suggère l'accueil de la nouveauté et dévoile l'aptitude collective à l'universalisme. Cette maîtrise pendant des millénaires, même si on cache ses manifestations dans les grottes et alors qu'on ne connaît pas actuellement ses buts, suggère une conceptualisation qui ne peut être dissociée d'une morale. Les thèmes traités (principalement des animaux –en lien avec les hommes alors que les femmes s'occupent de la cueillette- et quelques manifestations humaines comme le sorcier) renvoient aux croyances d'une époque qui restent inconnues.

L'art dévoile des hommes soucieux d'animaux nobles en lien avec le monde de la chasse masculine. Peut-être des rites initiatiques ou propitiatoires ou encore la valorisation du courage, mais rien ne permet de l'affirmer même si des figures particulières suggèrent la possibilité de cette interprétation. Une grotte indonésienne atteste il y a 44 000 ans l'intérêt manifesté pour des créatures qui n'existent pas dans la nature. La fresque représente en effet des figures mi humaines mi animales chassant des cochons sauvages et des bovins nains, animaux peu nobles en l'occurrence⁷⁸. L'art pariétal n'est pas informatif. C'est principalement une esthétique à l'image d'une méditation sur la noblesse d'animaux libres et individualisés, même si leur image fait parfois partie d'un groupe. Aucun tabou ni sacralité n'apparaît et ils valent par leur existence individuelle avant d'être une ressource. Ceci pour le peintre qui est un spécialiste. Pour le commanditaire, s'il a existé, ce furent peut-être des ex-voto, mais cela reste spéculatif. Pour qu'il existe des spécialistes, il faut qu'ils se soient formés et que leur groupe les ait acceptés. On a du mal à imaginer qu'ils aient appris leur art au fond des grottes obscures. Il y avait une demande sociale auprès de spécialistes sans doute venus d'ailleurs car le fond diffus est continu et les échanges permanents. L'artiste n'est en effet pas le premier venu. Le commanditaire, qui fait peut-être partie de l'élite, apprécie l'esthétique intemporelle et il veut la pérenniser dans une grotte, sans que celle-ci soit nécessairement un sanctuaire car il n'a pas envie que des enfants ou des sauvages saccagent ce type d'art qui était donc reconnu comme tel. Cela montrerait que le vandalisme est ancien et qu'il était peu sanctionné quand les individus sont libres dans le groupe. Il est difficile d'imaginer le beau sans le bien et puisqu'il y avait des valeurs partagées autour du beau, qui dit valeurs partagées dit règles et morales partagées.

Quant aux structures sociales, les colonisations par voies de terre et de mer supposent des efficacités sociales croissantes. A court terme, les mutations génétiques, aux résultats aléatoires, facilitent la pénétration de certains paysages. Il en va de même de l'adaptation technologique qui opère rapidement via les pratiques résidentielles, vestimentaires, médicales, cynégétiques, etc. A moyen terme, les organisations innovantes, également soumises aux aléas et à la compétition sociale, sécurisent l'expansion géographique. Génétique et cultures avancent aussi par saut avec des innovations disruptives. Pour les organisations, c'est le cas par exemple quand une religion ou un chaman remplace une ou un autre tant les croyances et les peurs organisent notre rapport à l'environnement. Malgré des échelles variées, on peut parler de coévolution entre génétique, innovations et organisations. Aussi l'altitude fut-elle vaincue au Tibet, sans imposer une race humaine, tant le culturel s'imbrique avec le biologique. Le préalable de la mutation n'est pas nécessaire car trop aléatoire, mais la mutation génétique a permis finalement aux femmes et aux enfants de survivre

⁷⁸ https://www.lemonde.fr/sciences/article/2019/12/11/une-scene-de-chasse-vieille-d-au-moins-44-000-ans-decouverte-en-indonesie_6022536_1650684.html

davantage et de diffuser le gène d'adaptation à l'air raréfié. Plus tard, la tolérance au lactose, apparue au hasard des mutations, a permis l'expansion de l'élevage encore que la production de fromage contournait le problème. L'adaptation aux zoonoses et aux parasites issus de la cohabitation avec les animaux a également exigé du temps et le hasard des mutations. Quant à la blancheur de la peau, elle est un avantage quand le soleil manque, ce qui est le cas quand le froid exige de porter des vêtements. En attendant, la vitamine D provient des produits de la chasse et de la pêche. A ce moment, le facteur culturel est intervenu avec le refus social des teints clairs ou des complexions foncées. De nos jours, les albinos peuvent être pourchassés en Afrique et les mariages mixtes restent limités.

Les migrations, les isthmes et le froid ont structuré de nouvelles solidarités avec des règles et plus de confiance. Ils n'ont pas éradiqué la violence car plus les règles servent l'unité, plus le sentiment d'appartenance exacerbe l'exclusion. Coopération et violence opèrent de concert avec, de nos jours, un changement d'échelle depuis le clan jusqu'à l'Etat où les règles servent la violence. Il ne s'agit bien sûr pas de la violence hégémonique dont l'Etat a le monopole, mais d'une violence issue des identités créées. Toutes les cultures ont des organisations organiques basées sur la confiance entre égaux ou entre subordonnés et patrons avec en ligne de mire un certain intérêt collectif, mais l'Etat moderne caractérise les peuplements du nord de l'Eurasie. Au sud, la confiance de l'ethnie thaïe, par exemple, envers ses élites (l'aristocratie avant les commerçants sino-thaïs) établit des solidarités, mais l'Etat montre des carences institutionnelles. En Amérique latine aux règles inégalement appliquées, le voyageur occidental est surpris par la confiance dont il est l'objet alors que deux individus du même pays se méfient l'un de l'autre. Les communautés scandinaves au conformisme parfois vertueux ou le « holisme » asiatique où l'individu est subordonné au groupe se distinguent du lignage africain où l'individu est moins encadré, soumis à l'initiation et à la sorcellerie individualiste, à une dépendance indirecte des oncles et au conservatisme des castes et de la gérontocratie⁷⁹. Le lignage pourrait être la marque sociale des structures organiques des chasseurs-cueilleurs après la sédentarisation (ou la tribalisation pour les éleveurs itinérants).

Couleur de peau

Parler de la couleur de la peau est suspect pour des raisons idéologiques. Au nom de dérives historiquement avérées et des risques pas moins réels de nouvelles dérives, le moralisme empêche toute possibilité d'analyser les différences entre les groupes humains. Même une science pointilliste est détournée pour éviter la discussion d'ensemble. Aussi la peau serait-elle une affaire subjective quand les blancs estiment que tout ce qui est mat n'est pas blanc ou quand les Noirs estiment que l'Holocauste est une affaire de blancs⁸⁰. L'important est quand même de reconnaître le blanc et le noir. Les avancées en génétique ont assoupli le lien entre couleur de peau et cultures tout en montrant que la couleur dépend de nombreux gènes, mais le génome inclut tout de même le type de peau. Les notions de race et de couleur de peau devenues incandescentes pour des raisons de dominations et d'exactions commises au nom des races ne doivent toutefois pas empêcher d'explorer les différences sur une base multifactorielle, cette reconnaissance dût-elle ne pas dépasser le stade de l'hypothèse. Une relecture d'ensemble est donc nécessaire en commençant par la théorie des climats devenue objet de sarcasmes et jamais démentie. Je ne discuterai pas les controverses valables autour du QI dont l'analyse sociale n'a pas à s'encombrer. J'examinerai la controverse sur l'aptitude physique au sport de haut niveau car elle éclaire le processus démographique. La couleur de la peau reste un marqueur qui, avec précautions, ouvre la réflexion sur l'évolution humaine vue dans son ensemble.

⁷⁹ « Poor parenting bred terrorists » est mentionné en Afrique comme une cause du terrorisme <https://theconversation.com/nigerias-boko-haram-reintegration-process-weaknesses-and-how-they-can-be-fixed-174728>

⁸⁰ <https://theconversation.com/whoopi-goldberg-awkwardly-demonstrates-how-the-idea-of-race-varies-by-place-and-changes-over-time-176505>

Le Sapiens moderne a conquis le monde avec une peau noire. Les peaux blanches sont de création récente puisqu'elles remonteraient aux premiers agriculteurs dont l'alimentation avec moins de gibier et de poisson n'apportait plus suffisamment de vitamine D. Dans les régions du nord moins ensoleillées et exigeant des vêtements pour lutter contre le froid, la peau claire permettait de métaboliser cette vitamine. Les peaux blanches détenaient un avantage de survie qui s'est sans doute rapidement diffusé, peut-être depuis un centre géographique où les peaux claires ont migré et se sont imposées ailleurs. Une fois que la peau claire devint un standard accepté voire privilégié dans une population, surtout si l'élite migrante était blanche, l'attrait sexuel a pu fonctionner sans compter le rejet des peaux foncées considérées comme inférieure ou de moindre attrait. La peau blanche résulterait de la combinaison de facteurs génétiques et sociaux.

La peau claire a compensé l'apport vitaminique chez les populations insuffisamment exposées au soleil. De nos jours, la répartition des couleurs de peaux suit les bandes de latitude avec peu d'exception au point que la correspondance quasi-parfaite semble indiquer la rapidité du processus de sélection et son caractère inéluctable⁸¹. L'Amérique latine de peuplement plus récent suit le modèle latitudinal dans une gamme de tons toutefois plus claire et avec des exceptions, tel le couloir mexicain du nord au sud qui coupe le pays en deux parties est et ouest en lien avec des courants migratoires préhispaniques. Reste à expliquer la raison pour laquelle la peau claire a envahi presque tous les continents même ceux pourvus en soleil. De son côté, l'Asie accueille des îlots de negritos qui dérogent à la règle latitudinale. La quasi-perfection de la répartition latitudinale des teints clairs associée à des dérogations significatives à la loi physique (poches negritos et report au-delà du Sahara des peaux noires) suggère la surestimation du facteur physique et la sous-estimation du facteur culturel. Outre les migrations qui expliquent les Aïnous blancs au Japon et la quasi-absence de cheveux blonds en Sardaigne⁸², le rejet culturel, la préférence sexuelle voire l'élimination active des peaux foncées sont en jeu. A ce stade de la réflexion, on doit s'interroger sur l'émergence et l'accueil des peaux blanches dans un environnement foncé au sein duquel rien ne permet de penser que les premières peaux blanches furent bien accueillies.

Si l'adaptation génétique ne fait pas de doute, le renforcement de la peau blanche est redevable d'une acceptation sociale. Comment a-t-elle eu lieu ? Les albinos en Afrique sont pourchassés pour des raisons magiques qui rapportent les naissances différentes au domaine des êtres surnaturels. Toute société choisit ses bouc-émissaires et les premiers à faire les frais d'une crise quelconque sont les marginaux. Leur déshumanisation ôte de facto protection et droits aux naissances différentes. La mise à mort, souvent par délégation de l'opinion collective au bourreau ou au sorcier (qui détient les poisons et agit dans le secret tout en bénéficiant de l'accord tacite de la communauté), relève de croyances générales où toute marque physique ou handicap est stigmatisé. Toutes les sociétés du passé avaient des réflexes analogues et il faut chercher des mécanismes particuliers pour envisager la possibilité de l'éclaircissement de la peau.

Avant d'ébaucher des mécanismes qui touchent à la nature et à la culture, précisons ce que signifie l'adaptation génétique. La couleur de la peau est associée à la fécondité, ce que montre l'apparition de la peau sombre il y a 1,2 million d'années qui, outre la protection contre les rayons du soleil en Afrique, aurait empêché les UV de dégrader la vitamine B9 au rôle reconnu dans la grossesse⁸³. La fécondité et la survie des jeunes enfants traduisent l'efficacité directe d'un gène, efficacité que peut accroître le choix des partenaires quand la population fait sienne la norme associant santé et caractère physique. Dans ce cas, l'affaire est entendue, mais la peau redevenue claire en Eurasie ne semble aucunement en lien avec la fécondité. On revient à la question du groupe social : favorise-t-il

⁸¹ <https://www.hominides.com/html/dossiers/peau-pois-prehistoire.php>

⁸² https://en.wikipedia.org/wiki/Renato_Biasutti

⁸³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Couleur_de_la_peau_humaine

ou rejette-t-il cruellement un teint ? Il faut signaler que la seule préférence d'une couleur est peu explicative car les délaissés s'accouplent entre eux et toutes les couleurs se reproduisent. Le modèle en accord avec le polymorphisme génétique (de nombreux gènes concourent à une couleur de peau) est la progressivité dans le temps de la coloration (ou de la décoloration) qui n'exige aucun choix social et qui permet l'évolution vers la couleur la plus adaptée. Une couleur s'impose alors au cours des générations sans choix social ou sexuel. Avec le temps, la progressivité ôte une part d'explication au choix dans une société et donc à la culture.

La progressivité est une explication si elle s'accorde aux temporalités de diffusion de la peau blanche. Des doutes subsistent. Il faut d'abord accepter la rapidité des transformations physiques en dix mille ans (moins de 500 générations) depuis la naissance de l'agriculture. L'Amérique latine ayant été colonisée via le nord à la même époque, il faut imaginer que la population migrante était déjà claire de peau, ce qui ne s'accorde pas à un éclaircissement induit par l'agriculture arrivée au même moment. La descente rapide vers l'Amérique du sud n'a pas conduit aux populations noires comme en Afrique même si le polymorphisme génétique était plus difficile à vaincre dans ce sens. Si le modèle physique présente des lacunes, il en va de même des mécanismes culturels. Les migrations massives ou plus élitistes de guerriers clairs de peau (qui ont insufflé la valeur « clair de peau » au reste de la population) butent sur les limites de la préférence sexuelle simple qui semble peu effective. Il faudrait que les guerriers aient eu accès massivement aux femmes locales et aient éradiqué les peaux foncées ; il faudrait aussi expliquer l'acceptation originelle des peaux blanches.

Si la génétique progressive et la préférence culturelle d'une couleur présentent des faiblesses, il faut revenir au fond diffus des proto-agriculteurs clairsemés qui ont incorporé de manière massive les gènes d'autres civilisations. Les migrations blanches, à partir de sociétés que je suppose relativement organisées, solidaires et donc efficaces militairement (l'efficacité agricole n'est pas nécessaire), sont nées au nord. Le manque de soleil était suffisamment impactant pour que les rachitiques soient éliminés et que les peaux blanches émergent rapidement au cours de la progression vers le nord. Culturellement, il était facile aux populations concernées de distinguer les signes de vitalité parmi la progéniture claire de peau, ce qui a facilité les préférences sexuelles et éliminé les peaux sombres. Les plus guerriers étant les plus dynamiques, l'élite a imposé la valeur blanche. Culture et nature ont fonctionné en synergie aux hautes latitudes⁸⁴.

Une fois la base blanche établie au nord, le modèle latitudinal s'explique également par les migrations de retour vers le sud qui ont atténué les peaux noires, soit par préférence sexuelle soit par efficacité guerrière, soit les deux. L'émergence des peaux claires au nord en lien avec un saut qualitatif génétique et culturel (rejet du rachitisme) et un certain isolement, en lien avec des sociétés solidaires et efficaces –sur le plan militaire par exemple- aurait conduit à préférer et à diffuser les peaux claires au sud. L'étagement latitudinal des couleurs viendrait non pas de l'adaptation parfaite aux UV, mais au métissage asymétrique entre le noir originel et le blanc du nord. Les negritos asiatiques⁸⁵ auraient subsisté par isolement dans des zones refuges (à l'ouest, il n'y a pas de jungles ou d'îles éloignées pour autoriser cet isolement). Les populations d'Afrique du nord et du Sahara ensoleillés sont devenues claires de peau⁸⁶.

⁸⁴ Les peuples plus au nord, comme les Inuits, doivent un teint cuivré à une alimentation riche en graisse issue des animaux marins.

⁸⁵ Les Dravidiens, noirs de peau, n'ont pas la morphologie africaine. Des peaux noires en Asie ont été blanches par le passé, preuve de changements rapides en lien avec le polymorphisme génétique.

⁸⁶ Les théories anciennes assimilaient les mélanésiens aux aborigènes d'Australie. Les études récentes n'ont pas confirmé ce flux, mais elles restent controversées. On ignore si les Mélanésiens sont passés par la peau blanche fragile au soleil encore que l'obscurcissement de l'épiderme n'est pas aussi vital que la vitamine D aux latitudes boréales, surtout pour des Sapiens vêtus.

La culture est peut-être intervenue sur le choix des couleurs de peau par le nombre important de gènes nécessaires pour faire de l'adaptation un mécanisme progressif même si les différents gènes puissent aussi être liés à des mutations locales qu'ont mutualisées les migrations et les métissages. Ensuite, l'invasion des peaux claires jusqu'au-delà du Sahara suggère des efficacités sociales qui concernent l'aptitude à la mobilité par l'organisation de minorités en mesure de s'imposer et d'imposer leurs normes au reste du monde. Le recours à la violence pour se débarrasser d'une couleur et des atteintes au standard humain (infirmes, roux, etc.) est probable, mais il reste à documenter pour la préhistoire.

Attrait sexuel

L'attrait sexuel d'une couleur de peau est ambivalent dans la mesure où presque tous les nubiles trouvent un conjoint et transmettent leurs gènes. Les dominants ont accès à plus de partenaires, mais un dominant culturel n'est plus un dominant biologique aux gènes plus efficaces en termes de force ou d'intelligence. En revanche, la préférence d'une couleur de peau dans la caste dominante, en mesure de légitimer les rejets, peuvent avoir un effet notable sur l'ensemble du système social. C'est d'autant plus vrai si la caste dominante est composée de guerriers d'une couleur particulière.

Il y a donc plusieurs cas de figure : une société égalitaire ou qui ne l'est pas ; et avec présence ou pas de migration massive (par percolation constante ou tribale). Le choix libre du partenaire est rare mais il n'est pas exclu. Selon qu'il favorise la population locale ou les migrants ou une norme sociale, il peut favoriser un teint de peau. Le changement de teint est plus rapide avec la violence quand la norme est le harem ou l'accouplement avec le mâle dominant. Chez les singes et les premiers humains, le choix ou l'imposition d'individus forts maintient le groupe dans l'arbre de l'évolution compétitive car toutes les espèces, prédateurs et proies inclus, font de même. Mais la diversité génétique est sacrifiée ainsi que les capacités d'adaptation. En s'extrayant de la nature, l'homme a continué à composer avec elle tout développant des capacités adaptatives. La culture fut précocement une aide décisive sans qu'on sache comment l'homme s'est détaché du rameau simien. Les premiers hommes se sont distingués sur le plan sexuel et social avec la perte de la pilosité, la poitrine féminine permanente et l'ovulation cachée. Le cerveau a certainement développé l'imagination sexuelle (les fantasmes d'aujourd'hui) comme succédané aux phéromones ou chaleurs apparentes disparues. Ont pris de l'importance l'esthétique et les valeurs sociales de beauté féminine et de virilité masculine, au besoin par l'artifice chez les femmes comme chez les hommes (étui pénien, guerriers colorés).

Les hommes n'ont cessé de vouloir se distinguer des animaux avec la réflexivité consciente. Collectivement, la civilisation avec des règles qui les contraignent les distingue des animaux. Dans ce cadre, la société transforme la domination en virilité sans déroger à la nature qui exerce une grande importance sur la survie, la santé et la reproduction. La culture accentue l'écart avec les animaux pas seulement en termes de valeurs sociales, mais aussi sur le plan zoologique et physique. Les hommes doivent aussi démontrer leur responsabilité vis-à-vis de la progéniture quand la virilité est une manière d'institutionnaliser la compétition entre mâles. Les bandes de chasseurs-cueilleurs dans leur diversité n'ont pas réglé la sexualité directement parce qu'elle ne donnait pas un surcroît d'efficacité collective. En revanche, elles ont institué le mariage pour apaiser les rixes et enrayer l'emballement des vendettas. Avec le mariage, les jeunes, les femmes, les familles et même les hommes bénéficiaient d'une sécurité au prix d'une perte de liberté. Le choix du partenaire se réduit aussi quand il faut le ravir ou l'échanger dans une autre bande alors qu'hommes et femmes veulent séduire. Les rites d'initiation qui combinent virilité et responsabilité ont le même but : institutionnaliser pour canaliser. Quel que soit le régime, l'intelligence individuelle n'est pas mobilisée et devra se débrouiller seule pour devenir une propriété émergente.

Concernant l'attrait sexuel, les yeux bleus et les cheveux blonds sont deux marqueurs d'étrangeté qui peuvent attirer ou être rejetés⁸⁷. Les deux marqueurs sont d'ailleurs liés géographiquement même s'il existe des exceptions. Les yeux bleus apparaissent d'abord avec la peau noire. Si tout se mélange avec les mêmes probabilités sauf en cas de fécondité différentielle ou de domination généralisée, comment la blondeur et les yeux bleus se sont-ils imposés au nord de l'Europe ? Ces caractères sont peut-être apparus de manière progressive, comme pour la taille corporelle ou la couleur de la peau, mais au nord de l'Europe, les obstacles sociaux semblent moindres qu'ailleurs et les caractères différents peuvent cohabiter au cours du temps. Les préférences ou les valeurs peuvent jouer un rôle, mais à la marge et sur le temps long. On remarque que les caractères blonds ou roux, bleus et peaux très claires voire laiteuses sont liés territorialement et qu'ils se concentrent au pourtour de la mer Baltique. Il est possible que les mutants viennent d'ailleurs et, repoussés, se soient installés dans une zone vierge ou bien tolérante. Différentes interprétations de la concentration actuelle sont possibles. La première est que les attributs fortement liés soient apparus dans tout le monde eurasiatique, mais que les blonds aient été éliminés. L'autre explication est que seul l'isolat européen a produit les variantes blondes aux yeux bleus et la diversité rousse. Les chasseurs-cueilleurs baltiques auraient toléré non seulement le teint clair (qui prévient le rachitisme et qu'on retrouve en Asie), mais aussi les caractères associés. Outre un ethos de tolérance, on peut aussi imaginer une élite (éventuellement allogène) en mesure d'imposer ces caractères ou encore des communautés isolées qui ont accepté l'étrangeté. La blondeur a pu ensuite devenir une préférence sexuelle dans un milieu d'yeux marrons. Pour le prouver, il faudrait un ADN fossile, la tolérance sociale dans l'acceptation des individus marginaux ou des migrations blanches guerrières, preuves qui manquent encore.

La seconde explication repose sur la survenue ET la tolérance des cheveux blonds, deux conditions qui n'ont rien d'impossible. S'agit-il d'ailleurs de tolérance ou bien de la mainmise d'un roi blond sur les femmes du royaume ? Dans ce dernier cas, c'est le contraire de la tolérance qui est en jeu. Si les yeux bleus se sont diffusés parmi les enfants d'un roi, on peut imaginer que le caractère, qui n'a rien d'adaptatif, devienne une préférence quand la population y voit un augure favorable, un signe de santé ou une valeur sociale. Les bâtards du roi peuvent être rejetés par les mâles cocufiés, encore que les yeux bleus étant un caractère récessif, on a pu accepter que les deux géniteurs en produisent alors qu'ils ont des yeux foncés. On peut aussi imaginer une dérive génétique, par le seul fait du hasard dans une population tolérante mais de petite taille (un royaume isolé ou une classe sociale endogame), qui a imposé ce style localement avant d'être recherché plus globalement.

Certes, il est impossible de lier des spéculations sur les protocultures avec la Scandinavie moderne, sauf à conduire une analyse sociopolitique des invariants. Il serait vain de chercher par exemple des germes de tolérance comme les Pays-Bas en ont témoigné. En revanche, toutes les options examinées convergent sur l'importance à donner au facteur culturel même si on peut hésiter entre tolérance et domination, voire une combinaison des deux. Les preuves manquent mais les liens entre nature et culture suggèrent une extraction de la nature sans que celle-ci, dans les faits, soit jamais oubliée. Parallèlement, la culture n'est pas seulement ce qui distingue l'homme de la nature car la culture est faite aussi de la distinction réflexive avec la nature considérée comme le repoussoir des instincts et de la simple survie (même si c'est exagéré). Pour moraliser, l'homme a besoin d'un repoussoir alors que la culture se nourrit de la nature (et réciproquement). Le développement économique fait partie de cette réflexivité qui a permis les adaptations en même temps que la concurrence sociale des organisations. Dans ce processus, une étape est l'aptitude au développement libéral. Des caractères

⁸⁷ Concernant les yeux, les spécialistes se perdent en conjecture : « Récemment pourtant, on a pu montrer que les yeux bleus étaient sujets à un biais dans la sélection sexuelle dans certains pays nordiques, parce que les hommes aux yeux bleus préféraient les femmes aux yeux bleus ». <https://www.cairn.info/les-mondes-darwiniens-volume-1--9782919694396-page-59.htm>

génétiques utiles ou neutres ont été sélectionnés par les cultures qui à leur tour ont canalisé les lignées génétiques. Les organisations se sont complexifiées avec la densité de la population et le chasseur-cueilleur est devenu membre d'une tribu, vassal d'un empire et citoyen d'un pays avant de partager la planète.

Les différenciations des chasseurs-cueilleurs

Alors que la diversité de gènes aléatoires créait des lignées régionales, la diversité des lignées institutionnelles fut plus grande encore. Des institutions du passé, on ne sait quasiment rien si ce n'est le constat des particularismes aujourd'hui. L'industrie lithique ne se répartit pas selon les cultures actuelles et il en va de même des rites funéraires des chasseurs-cueilleurs. Les traces de violence sont partout et on distingue mal ce qui relève de l'accident ou de la violence interhumaine. On se doute que le fond diffus n'a cessé d'inventer au gré des besoins ou des opportunités et certaines règles sociales ont diffusé par goût, intérêt ou pouvoir. Le mécanisme est toujours le même dans un fond conservateur : une crise conduisait une bande, suite à l'assemblée clanique, à mettre à mort le chef ou le chaman, mort qui rebattait en permanence les règles. De la bourgeonnante diversité sont nées les lignées institutionnelles suite aux bandes qui ont imprimé leur marque fondatrice (dépendance au sentier) après la sortie d'Afrique. Le principe d'efficacité sélectionne et diffuse les organisations gagnantes (aux aléas près) et le principe de solidarité organique ou réglée fixe les hiérarchies et les attentes des uns envers les autres. Les règles éventuellement discutées et patiemment polies que remettait en cause une guerre ou une crise interne relevaient aussi du hasard. Peu visibles dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, les lignées ont commencé à prendre corps dans les protocultures. Malgré les millénaires de brassage humain, sont ressortis quelques types d'organisation qui géraient les rapports entre élite, chasseurs-cueilleurs et le reste de la bande. L'efficacité génétique et organisationnelle (qui n'est pas que positive quand elle accroît la violence) contribue au croît démographique et au changement vers les tribus avec de nouvelles alliances et de nouvelles règles. Les règles moralisaient, sacralisaient et canalisait avec des promesses d'avenir.

Le génome et les restes archéologiques ont révélé le schéma général de peuplement à partir d'Afrique, mais on ignore comment les cultures interagissaient avec l'expansionnisme et le conservatisme. Evelyne Heyer⁸⁸ a montré ce que les haplogroupes (individus ayant la même combinaison de mutations transmis ensemble) doivent aux cultures. Aussi le facteur culturel qui agit sur les migrations et la reproduction apparaît-il avec netteté chez les Pygmées. Les femmes de petite taille peuvent partir pour procréer dans les populations voisines de stature haute, mais leur petite taille les conduit à revenir dans les forêts natales avec les jeunes. La sexualité asymétrique se répercute dans l'ADN féminin du fait que le génome mitochondrial se transmet de mère en fille. On verra un phénomène analogue avec les esclaves noires chez les Touaregs⁸⁹.

La diversité était visible au temps de l'écriture de la Bible, autrement dit avant le nivellement mené par les religions monothéistes : prostituées sacrées de Babylone ou bandes réputées féroces⁹⁰ à l'image de la variété des tribus résiduelles dans le monde actuel. La diversité naît en permanence mais la sélection opère et diffuse quand un rite ou un mythe trouve son public. Une tribu dominante peut imposer ses croyances et il en va de même d'une migration, comme ce fut le cas des Indo-Européens, ou des religions qui balancent entre conventions unitaires et spiritualité personnelle. En Eurasie, a quasiment disparu la structure sociale propre à l'Afrique qui a produit le lignage moins réglé et des structures politiques tardives du fait d'une démographie plus lente. Dans la variété qui s'organise en

⁸⁸ L'odyssée des gènes. Flammarion 2020

⁸⁹ Les hommes se transmettant entre eux le chromosome Y, les haplogroupes masculins leur sont propres. Hommes et femmes partagent le reste du génome.

⁹⁰ Les Scordiques par exemple.

Eurasie, prennent corps les règles et la confiance qui donneront des sociétés en mesure de revenir en Afrique. L'Afrique n'a pas bénéficié du privilège d'être pourtant le premier continent à avoir conçu et façonné l'homme moderne. Elle contrevient au principe de la primauté qui est régulièrement constaté dans l'histoire, comme ce fut le cas du développement européen qui a dominé pendant des siècles. En Afrique, la pression parasitaire a limité la démographie et le besoin de changement social. De plus, un climat moins rigoureux, selon Montesquieu, n'a pas forcé à organiser les solidarités plus que nécessaire. Les organisations sociales ont maintenu le continent dans la tradition des solidarités organiques⁹¹. Le paludisme en particulier n'a cessé d'être le tamis retors des adaptations humaines. La trajectoire africaine montre une aptitude moindre aux règles rigoureuses jusque dans la sexualité et la confiance nécessaire au contrat commercial.

3. L'Afrique du lignage

A tout seigneur tout honneur : l'Afrique a créé les Homo. Mais c'est aussi le continent le plus pauvre, ce qui ouvre la question de structures sociales moins adaptées à la confiance nécessaire aux contrats et aux institutions. La confiance serait-elle moindre dans le lignage, au niveau interethnique ou envers l'Etat ? En lien avec la génétique décrite plus haut, examinons les preuves du retour en Afrique (*Back to Africa* bien après le *Out of Africa*) et le reflux de la peau noire au sud du Sahara en lien avec une moindre efficacité collective. Collectivité moins affirmée n'a rien d'essentialiste ou d'indépassable, surtout si c'est le résultat d'une densité démographique réduite et de solidarités organiques. Le développement est possible comme on le voit avec l'enrichissement de pays et la création d'entrepreneurs, mais le plafond de verre est plus bas quand la confiance est en jeu. Nous envisageons ensuite la trajectoire possible des structures sociales.

Back-to-Africa

Depuis la sortie d'Afrique de Sapiens moderne entre 55 000 et 70 000 ans, les mouvements browniens en Eurasie ont produit des retours en Afrique. Des migrations massives sont attestées en direction de l'Afrique du nord, mais il a fallu attendre les études génétiques pour confirmer cette présence dans le sud égyptien. Il est probable que les retours aient eu lieu avant l'agriculture quand les peaux étaient noires, la sédentarisation agricole figeant les limites des espaces culturels au sud du Sahara. Les mutations qui ont eu lieu en Eurasie sont des adaptations à la latitude, à l'altitude, aux maladies et aux aptitudes alimentaires (comme le lactose). Comme on les retrouve en Afrique noire, principalement à l'est et au Sahel chez les éleveurs, les populations ont donc repassé les isthmes en sens inverse : ce retour a-t-il eu lieu avant que les bandes installées dans les isthmes freinent ou empêchent ce type de mouvement ? L'isthme nilotique n'était pas le seul car la Mer rouge était traversable par bateau. Le Sahara semi-humide fut une autre option entre 5000 (désertification) et 2000 av. J.C. (domestication du dromadaire), mais l'agriculture était déjà présente partout.

⁹¹ Comparer les solidarités, les libertés ou les formes d'éducation entre cultures lignagère et non lignagères est une tâche difficile qui, de surcroît, n'a jamais tenté les chercheurs. Il faudrait quantifier les allusions comme celle-ci : « Certaines femmes non originaires de grandes familles ont dilapidé le troupeau et ont vécu tranquillement en profitant des biens hérités ». De même, peut-on interpréter l'observation suivante comme une solidarité organique : « Si la honte empêche le Peul de réclamer quoi que ce soit, elle l'empêche aussi de refuser à celui qui demande. Un vrai Peul ne peut pas dire non. C'est pour lui une obligation d'être doux et suave envers tout le monde. Cette suavité qui n'existe, dit-on, que chez les Fulbés se concrétise non seulement dans leur hospitalité et leur générosité mais dans tout leur comportement » ?

https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/b_fdi_03_05/010020412.pdf

Koush

Le retour d'Eurasie concerne des chasseurs-cueilleurs noirs puisque la blancheur s'est mise en place avec l'agriculture⁹². Ces migrants étaient organisés selon des règles sociales en mesure de booster l'efficacité collective. Si les bandes étaient guerrières, le surcroît d'efficacité dans les expéditions pouvait conduire à l'asservissement ou la fuite devant l'avancée armée. Si elles étaient associées à une technologie (fer, char, agriculture, bétail) ou un avantage génétique (tolérance au lactose), la migration plus lente et continue touchait forgerons, agriculteurs et éleveurs en petites bandes isolées sans capacité guerrière. L'assimilation était alors une issue pacifique, laquelle pérennisait la migration.

L'Égypte néolithique fut précocement un royaume blanc alors que Koush sur le Nil au sud, royaume plus tardif, est resté noir. Une fois organisé, le delta du Nil pouvait envisager des expéditions autant vers le Croissant fertile et la Lybie qu'au sud. Avec la densification démographique, les populations clairsemées ont cédé la place aux tribus. Koush est resté africain par la peau alors que ses pyramides et la métallurgie sont d'origine égyptienne. Fortifié précocement, le royaume ne fut jamais aussi puissant que l'Égypte. Génétiquement, Koush et l'Afrique de l'Est par les hautes vallées du Nil furent sous l'influence des flux eurasiatiques tout en gardant la peau noire. La barrière des déserts n'a permis qu'une pénétration lente de migrants dotés des gènes eurasiatiques.

En Égypte, la densification humaine connaît un saut lorsqu'un gène améliore la fécondité et la survie d'autant plus que le brassage migratoire provoque l'effet hybride. Les changements climatiques ont également opéré quand les éleveurs et les cultivateurs de mil du Sahara, qui connaissaient le cheval et le char de combat, se sont rabattus dans la vallée du Nil avec la désertification. L'augmentation des populations et des échanges a favorisé l'émergence d'une civilisation. L'agriculture égyptienne est signalée au VI^e millénaire avant notre ère. Au début du Ve, les habitats déjà structurés près du delta du Nil attestent les productions de blé, orge, bovins, ovins et porcs. L'élevage nomade perdure au sud jusqu'à la sédentarisation vers 4400 avant notre ère. La culture de Badari en Moyenne-Égypte se caractérise par l'artisanat, l'agriculture et des nécropoles.

Il est peu probable que la métallurgie soit née en Afrique où les organisations sont longtemps restées de type tribal, c'est-à-dire d'échelle locale⁹³. Faible densité démographique et sociétés organiques n'ayant pas passé les épreuves des isthmes et du froid n'ont pas permis ni rendu nécessaire la structuration précoce en grandes organisations politiques. Afin de préciser l'hypothèse des sociétés efficaces, nous examinons quelques cas de frontières entre les cultures d'Afrique noire et du Moyen-Orient. Alors que la peau noire était omniprésente, elle se restreint aujourd'hui au sud du Sahara comme si les peaux claires associées aux sociétés d'Eurasie avaient investi l'Afrique du nord et le Sahara et repoussé les résidents. Les sociétés pastorales du Sahel et d'Afrique de l'est sont concernées même si, dans ce cas, la peau est restée noire. On peut évoquer la génétique qui compense le manque de vitamine D produite par l'agriculture, mais on a vu que le blanc, désormais vêtu, a exclu tout noir des zones subtropicales où l'ensoleillement est abondant. De plus les dix mille ans d'évolution vers la peau claire auraient dû conduire à la peau noire les dix mille ans de colonisation humaine en Amérique latine, ce qui n'est pas le cas où la peau est restée claire. Il semble que les organisations du nord aient non seulement envahi massivement jusqu'au Sahara, mais aient repoussé les peaux noires pour des raisons culturelles.

⁹² « The Eurasian gene flow appears to have spread from north to south along the Nile and Blue Nile in a succession of admixture events » (15000-10000, 3000, 1000 BP). *Tales of Human Migration, Admixture, and Selection in Africa*. Carina M. Schlebusch and Mattias Jakobsson. *Annu. Rev. Genom. Hum. Genet.* 2018

⁹³ Dans cet ordre d'idée, le dromadaire sauvage peint sur les gravures rupestres en Éthiopie a été domestiqué dans la péninsule arabique 2000 ans apr. J.-C. Devenu le vaisseau du désert sous les Romains, il a accéléré tardivement les métissages avec une période vide après le verdissement du Sahara.

Comme on vient de le voir, le royaume nubien de Koush dont le territoire se situe actuellement au Soudan est noir. Nœud de communication, il articulait l'Afrique et l'Égypte et les liens entre les deux royaumes ont fonctionné dans les deux sens tant pour la domination que pour la culture, l'esclavage allant peut-être préférentiellement du sud vers le nord structuré précocement. Si les organisations sociales avec règles et solidarités se sont hybridées, les barrières du désert et du parasitisme endémique de l'Afrique, auquel l'Africain est mieux adapté, ont figé la frontière des dermes. En termes génétiques, les peuples noirs ont vu l'infusion d'haplogroupes eurasiatiques durant la vague de retour *Back-to-Africa* alors que l'inverse n'est pas vérifié. Les migrations claires après la naissance de l'agriculture s'accompagnaient de l'élevage. Depuis, la différence organisationnelle liée au différentiel démographique n'a jamais cessé jusqu'aux colonisations par les Arabes et les Occidentaux.

En Afrique de l'est, le Rwanda a fait couler beaucoup d'encre récemment à cause de deux ethnies phénotypiquement de peau noire et socialement contrastées. Les affrontements violents (Génocides rwandais et burundais, Première et Seconde guerre du Congo) ont conduit à interroger la nature de la différence entre les Hutus agriculteurs et les Tutsis éleveurs. Certains n'y ont vu que le résultat du choix colonial privilégiant les Tutsis alors que d'autres estiment que le seul choix colonial mérite d'être expliqué. Les deux ethnies partagent une origine bantoue, mouvement spontané qui est moins culturel que technique (agriculture, métallurgie), social (peu structuré et peu guerrier) et génétique (adaptation à la malaria)⁹⁴. Mais les Tutsis n'ont plus de disposition face au paludisme et ont gagné celle du lactose comme les Couchites (de Koush) du haut Nil et de l'Éthiopie, eux-mêmes des guerriers plutôt organisés. Qui sont réellement les Tutsis ? s'interrogent les autres ethnies. La complémentarité économique entre agriculture et élevage est appréciée par tous encore qu'elle se distingue de l'agriculture-élevage paysanne sur de nombreux continents. Le sujet d'un peuple éleveur mérite l'attention au-delà des idéologies car il pose le problème des cultures avec, incidemment, l'influence eurasiatique qu'on examine plus loin avec les Peuls. Le sujet montre aussi la difficulté à établir des certitudes sur l'histoire humaine au niveau régional.

En préalable, on peut noter que les agriculteurs ne pratiquent pas une agriculture-élevage intégrée (comme en Europe préindustrielle) et que les éleveurs sont venus d'ailleurs avec des animaux⁹⁵. On verra un phénomène analogue avec la caste exogène des forgerons. Tutsis et Hutus se sont associés par complémentarité organique sans que les agriculteurs changent leur monde physique, social et mythique. A faible densité de population, les avantages étaient évidents pour tous d'autant plus qu'aucune organisation supra-clanique ne pouvait s'imposer de manière durable. Sur ce préalable, les habitudes alimentaires, un phénotype différent et une organisation inégalement guerrière particularisent les deux groupes. Outre la densification, qui créera l'agriculture la plus intensive d'Afrique dans les collines ruandaises, les armes puissantes et la déstabilisation du Sahel (où transitent les armes) font qu'un conflit qui se réglait localement avec des javelots devient un conflit ethnique quand une ethnie se sent acculée⁹⁶. La guerre ethnique serait donc autant d'origine coloniale que le résultat de la densification de la population, le conflit à basse intensité jamais résolu devenant une guerre civile à haute intensité. Pour expliquer les différences à long terme, plusieurs explications ont été données. Aussi les Tutsis ne seraient-ils pas issus d'une migration massive : soit ils se seraient métissés avec les populations de la Corne de l'Afrique en gardant des traits bantous, soit ils auraient

⁹⁴ L'arrivée tardive dans les montagnes rwandaises est curieuse car la faible pression parasitaire aurait dû engager les chasseurs-cueilleurs à se densifier et à se sédentariser, ce qui suggère une certaine violence.

⁹⁵ Les bovins tolérants à la trypanosomiase sont élevés dans les zones de mouche tsé-tsé alors que les zébus sont partout ailleurs. L'origine des Peuls et de leurs animaux n'a pas été éclaircie (ils ne sont pas les auteurs des peintures rupestres trouvées au Sahara - <https://journals.openedition.org/africanistes/2231#tocto1n6>)

⁹⁶ https://en.wikipedia.org/wiki/Origins_of_Hutu,_Tutsi_and_Twa

pendant des milliers d'années développé l'élevage dans une zone aride avant de revenir au Rwanda⁹⁷ où ils auraient complétés l'agriculture sans animaux des Hutus. Bien des questions se posent sur cette agriculture simple : interdiction culturelle des animaux de travail ou bien interdiction par les dominants ? La question est encore sans réponse.

En résumé, l'est africain est une terre d'échanges humains intenses, mais se dresse une autre inconnue des raisons qui font que le Rwanda ait été finalement colonisé par les bantous assez tardivement. On comprend alors mieux les dynamiques si on introduit le *Back-to-Africa* avec son échelle régionale où intervient de manière non linéaire la pénétration des sociétés du nord à travers les déserts et les isthmes humains. La limite des peaux noires et des cultures africaines montre ainsi la pérennité du royaume de Koush face aux avancées eurasiennes et d'Afrique du nord. La relation entre peaux noires et culture organisationnelle au niveau général semblent donc établie. Les peaux noires qui ont créé des organisations plus strictes dans l'Eurasie des chasseurs-cueilleurs sont devenues blanches au Néolithique. L'absence de poches reliques noires au nord de Koush suggère un rejet culturel qu'ont stoppé les déserts et les migrations internes à l'Afrique noire. La peau et la race en eux-mêmes n'expliquent rien, mais les principes d'organisation diffèrent en matière de confiance dans les règles et les institutions. Ces règles ont produit des chasseurs-cueilleurs organisés en communautés réglées en Eurasie alors que les solidarités organiques débouchaient sur les lignages en Afrique. L'organisation guerrière des Tutsis ainsi que leur génome suggèrent des influences eurasiatiques qui, au niveau local, exacerbent les tensions avec les agriculteurs. De nombreuses questions restent toutefois irrésolues et les trajectoires sont moins tranchées car la génétique en interaction avec la culture fournit des données délicates à interpréter à l'échelle locale (proximité bantoue, organisations d'éleveurs et de guerriers proches des Couchites).

Le Sahel

L'ouest africain confirme-t-il les structures sociales et démographiques de Koush et de l'est africain ? Les éleveurs Peuls remontent à moins de 2000 ans et environ 20 % de leur haplogroupe est d'origine européenne et nord-africaine, le reste étant africain. Ils tolèrent le lactose alors que le bétail est probablement d'origine africaine. La mutation génétique a diffusé dans un substrat africain pour conformer un groupe à la fois adapté à l'élevage et de grande taille en complémentarité avec les agriculteurs. Malgré la jeunesse de cette population (quelques milliers d'années), les organisations peules sont variées avant que leurs empires se matérialisent, d'ailleurs sous influence islamique. On retrouve chez eux des traits Tutsis⁹⁸.

Alors que les flux génétiques de sortie d'Afrique puis du *Back-to-Africa* sont globalement validés, les flux régionaux là encore sont délicats à reconstituer du fait des populations paléolithiques, de la remontée des gènes africains vers le nord (dont l'esclavage) et des mouvements transverses entre Afrique de l'ouest et de l'est. Au temps du fond diffus des chasseurs-cueilleurs, la mobilité des bandes en Afrique ne connaissait d'autres obstacles que les forêts tropicales ainsi que le parasitisme qui jouera plus tard sur la sédentarisation et la densité démographique. Au temps des tribus, la mobilité était moindre et opérait d'un territoire contrôlé à un autre pour des motifs de nature agricole ou militaire. Mais sous faible pression démographique, a demeuré une mobilité interstitielle intemporelle, la faible densité démographique ainsi que la faiblesse des appartenances identitaires expliquant les changements d'ethnie signalés ici ou là de la part de clans ou de familles. Afin de préciser les organisations sociales à base de règles et celles à base de solidarités organiques, l'analyse

⁹⁷ Il est peu probable que des proto-Tutsis, comme les proto-Peuls, aient colonisé le Sahara dans sa période humide (de -11800 ans à -4900 ans B.P).

⁹⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Théories_sur_l'origine_des_Peuls

suivante examine l'hypothèse de flux génétiques du nord vers le sud à l'esclavage près. La région étudiée est la bande sahélienne depuis les agriculteurs Bantous jusqu'aux Peuls et aux Touaregs.

Le noir exclus d'Eurasie

La peau noire aurait disparu avec l'agriculture en Eurasie il y a quelques milliers d'années. A-t-elle laissé des traces ? Il est curieux que les mythes, toujours prompts à entretenir le souvenir des mœurs anciennes, soient muets. Le noir chez les Grecs anciens n'est pas l'esclave mais relève du monde interlope du pourtour méditerranéen. « Au Ve siècle, pour Euripide, il est juste que les Barbares obéissent aux Grecs comme les esclaves aux hommes libres - thèse qui est reprise au IVe par Démosthène et par Aristote. Pour Isocrate, entre Grec et Barbare, il n'y a pas moins de différence qu'entre l'homme et l'animal⁹⁹ ». Le sujet intéresse le public, sur le plan biologique, quand Aristote cite deux cas de relations sexuelles entre des Noirs et des femmes grecques : « toutes deux auraient donné naissance à un fils noir et à une fille blanche ! ». Cette hérédité approximative aurait brouillé les frontières chez les anthropologues de notre époque, mais dans l'Antiquité, c'est le caractère illégitime qui est mis en avant.

On trouve des Noirs dans la Bible et sur des monnaies étrusques (l'éléphant au revers fait supposer que le Noir est le conducteur du pachyderme). Les allusions littéraires deviennent plus nombreuses à l'époque julio-claudienne quand l'empire est consolidé. Les Ethiopiens crépus et la présence de filles noires se retrouvent dans les graffitis de Pompéi du fait des jeux et de leur présence dans les armées romaines. Outre le masque noir grec désormais objet de controverse dans le mouvement décolonialiste¹⁰⁰ ou le blanc et le noir des mythes locaux comme celui de Théagène et Chariclée qui détourne d'une possible méconduite sexuelle assortie de la légitimation d'une couleur de peau¹⁰¹, plus énigmatiques sont les vierges noires du Moyen-âge : « La Vierge, surtout quand elle était noire, a tenu une place considérable dans la spiritualité chrétienne du Moyen Âge¹⁰² ». L'incertitude a permis aux courants mystiques de les raccorder au culte moyen-oriental d'Isis ou à la grande déesse-mère, ceci sans preuves. La veine mystique en a fait aussi la protectrice des Chevaliers du Temple puis de l'ordre des chevaliers Teutoniques au regard d'un croisé marié avec une princesse noire. Dans les faits, les vierges noires ne remontent pas au-delà du Xe siècle. L'explication admise est le noircissement des statues dans les temples enfumés par les bougies ou par oxydation des pigments à base de plomb. Les médiévistes n'ont trouvé aucun texte qui mentionne la couleur d'une statue avant le XVe siècle et il faut attendre le XVIe et surtout le XVIIe siècle pour trouver des écrits précisant que telle ou telle Vierge est sombre ou noire. Devenues progressivement noires, personne n'a touché à des objets sacrés et, quand ce fut le cas, les paroissiens s'y sont opposés. Si cette histoire est vraie, la leçon est que la progressivité est un facteur de légitimité des couleurs.

« La Vierge est belle quoique noire » : c'est au nom du verset « Je suis belle mais noire » du Cantique des cantiques que les croyants ont pensé trouver l'explication des vierges noires. En fait, l'histoire de la Bible et de ses traductions montre l'ambiguïté attribuée à la peau noire. Le traducteur Saint Jérôme, né en Dalmatie, a introduit le « mais » qui n'existait pas dans la Bible hébraïque. Le Mais est resté car il ne choquait pas. Encore que les avant-gardes chrétiennes étaient gênées de ce racisme (envers le noir mais aussi tout ce qui renvoie aux minorités, aux déviants et au désordre). De plus, Moïse eut pour épouse une Éthiopienne et Salomon s'unit à la "reine du midi". Pour interpréter Jérôme qui introduit l'antagonisme entre noirceur et beauté, Origène (originaire de la cité cosmopolite d'Alexandrie) joue le symbolisme contre les préjugés. Les pères s'en inspirèrent jusqu'au Moyen-âge tel Saint Bernard qui

⁹⁹ https://www.persee.fr/doc/dha_0755-7256_1984_num_10_1_1621

¹⁰⁰ https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/03/29/non-le-masque-grec-n-est-pas-un-blackface_5443329_3232.html

¹⁰¹ <https://theconversation.com/un-roman-du-metissage-dans-la-grece-antique-theagene-et-chariclee-156888>

¹⁰² <https://www.potomitan.info/kauss/vierge.php>

écrivait : « Sans doute, sous vos regards profanes, par l'apparence que je donne au monde de moi-même, ai-je le teint sombre, mais dans la réalité de mon cœur, je suis belle¹⁰³».

Malheureusement, les poètes ne partagent pas ces préventions pour épouser l'opinion de leur époque. Chrétien de Troyes dans le Conte du Graal évoque la "demoiselle hideuse" qui vient révéler à la cour du roi Arthur la forfaiture de Perceval : « Jamais vous ne vîtes de fer aussi noir que l'étaient son cou et ses mains ». La peau blanche est promesse d'amour alors que la peau noire est rejetée des codes sauf dans les milieux avant-gardistes, peut-être les Chevaliers du Temple et les penseurs de l'église sous la forme contraire d'une morale universelle. En Catalogne, les vierges noires sont décrites comme *morenita*, *morena*, ou *muy morena* (hâlée), quasiment jamais comme *negra*¹⁰⁴. On peut y voir moins la suie des temples, plus d'affection de la part d'un peuple métissé ou encore un racisme affiché qui refuse le noir aux objets sacrés. Quoi qu'il en soit, le noir est connoté négativement. Mais alors, la vierge noire est-elle une magie plus forte que la blanche ?

Chaque culture inscrit le noir dans un système de significations multiples. En Chine, le noir évoque le sérieux et le blanc est la couleur des funérailles. Aucun lien univoque ne lie un élément à une signification et le noir y est associé avec l'eau dans l'alchimie. Des liens sont aussi tissés entre perception de la couleur de la peau et symboles, mais ils sont passablement élastiques. Le racisme populaire et l'antiracisme élitaire ne tissent rien entre les symboles sauf si ces derniers accentuent les valeurs populaires. On pouvait toujours isoler une signification dans un écheveau de sens qui réduit toute généralisation. Il en va de même avec la lecture littérale ou symbolique de la Bible et un raciste peut vénérer une vierge noire au nom d'un fait culturel qui n'a aucune correspondance avec son vécu. Aussi le noir en Chine demeure-t-il un signe de mauvais augure comme en Europe.

Autour de la Méditerranée, les voyages mêlent les gens qui se côtoient sans se mélanger. La couleur noire avec ses sens multiples peut être un repoussoir et elle l'est socialement malgré les penseurs, en particulier chrétiens qui prônaient l'universalisme. De leur côté, les penseurs grecs privilégiaient la scission ethnique, leur moindre souci d'universalité et de couleurs résultant peut-être de leur cosmopolitisme voire d'une couleur noire de peau qui faisait partie de la cité. Le repoussoir symbolique qu'est le noir suggère la thèse d'un vieux rejet social refoulé dans une couleur. S'il est impossible de déceler des signes directs de rejet, peut-être en lien avec une noirceur originelle des peaux, le noir demeure un marqueur populaire d'un refoulement ou d'une culpabilité depuis dix mille ans. Il est moins la couleur de la mort que la couleur du rejet, comme la Chine qui fait la différence le signale.

Depuis longtemps, les noirs sont connus, on les côtoie mais ils sont illégitimes dans le ressenti blanc. L'attrait du noir symbolique est celui que ressentaient les seuls voyageurs, légionnaires ou croisés fascinés par une spiritualité que leur société ordonnée (qui oppose le blanc et le noir) ne procurait plus. Le noir aussi est une magie supérieure parce qu'il échappe à l'ordre réglé des rituels dans les sociétés encadrées. Une vierge immédiatement noire aurait été rejetée, élite et peuple confondus, mais son noircissement progressif se rapprochait de la noirceur d'une magie finalement peu chrétienne et antisystème. La magie noire est plus forte que la magie blanche, mais sous le contrôle des prêtres. La vierge noire a acquis une charge transgressive d'efficacité. Le noir n'entretient un rapport avec la couleur de la peau qu'indirectement car le noir reflète le vieux réflexe d'un paganisme qui remonte haut dans le temps.

¹⁰³ <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:85438>

¹⁰⁴ Qu'est-ce qu'une "Vierge noire" ? À propos de la perception de la statue de Notre-Dame de Font-Romeu
Marlène Albert-Llorca

Le modèle de pression blanche

Si la latitude explique les couleurs de peau quand fait défaut la vitamine D dans l'alimentation, sa progressivité pose question comme on vient de le voir. Sur le plan génétique, les gènes multiples expliquent les variations fines, mais ils viennent aussi des hybridations avec, en particulier, l'efficacité sociale qui s'étend vers les latitudes basses avec le teint clair de la peau, le colonialisme du XIXe siècle étant l'ultime assaut. Cette même efficacité est aussi faite de règles communautaires qui, si elles ne font pas des blancs des barbares, peuvent expliquer les formes blanches de racisme, un racisme autant systémique que collectif. Alors que le racisme des autres cultures existe bien sûr, le racisme venu du nord est ambivalent puisque l'exclusion est en tension avec les morales et les lois collectives. En général, les règles elles-mêmes ne sont pas excluantes, mais leur internalisation peut conduire certains à en faire un marqueur identitaire qui, à son tour, peut conduire une petite minorité active à faire de l'étranger, et non seulement le marginal, le bouc-émissaire des crises.

L'autre curiosité est la présence des yeux bleus et des cheveux blonds là où la peau est la plus dépigmentée. Elle est laiteuse chez les roux et sa sensibilité aux coups de soleil la rend impropre aux pays ensoleillés, du moins avant les vêtements et la climatisation modernes. La partie septentrionale de la Baltique montre la plus grande concentration¹⁰⁵, ce qui ne signifie pas que cette région soit la source des mutations ou d'une acceptation sociale. Les mutations originelles sont dans cette région et, justement, une intolérance à ces mutations a pu conduire les exclus vers le nord de la Baltique alors peu peuplé. Plus tard, l'organisation sociale de ces marginaux obligés de surcroît d'établir des solidarités solides du fait des rigueurs de l'hiver s'est révélée plus efficace que le sud conservateur. Ce dernier a fini par blanchir jusqu'à essaimer en Europe, laquelle pouvait déjà avoir connu des territoires plus clairs par la présence d'une mutation et d'une tolérance sociale. La blancheur ne se retrouve pas en Asie à la même latitude, ni les yeux bleus et les cheveux blonds. Les généticiens ont discuté avantages et inconvénients de ces traits en terme de fécondité, de défense contre les prédateurs ou par préférence sexuelle, ceci sans avancée significative¹⁰⁶. Ils prennent rarement en compte la dimension sociale du problème alors qu'ils s'accordent sur le fait qu'il s'agit de traits non adaptatifs. Pour eux, une population blanche en accord avec les latitudes conduit à privilégier la gradation et l'adaptation progressive au saut quantitatif. Mais est-ce le cas ? Le nord de la Baltique est très froid et la région est maritime, ce qui n'est pas le cas de l'Asie. Une culture avec une alimentation et des mœurs particulières, de tolérance par exemple, a pu créer les traits a priori liés cheveux blonds-yeux bleus ? Les traits étaient probablement plus marqués avant le brassage des populations.

Si les invasions barbares et vikings ont joué loin au sud, peut-être jusqu'aux Kabyles par l'invasion Vandale dans la mesure de la continuité géographique du trait « yeux bleus » avec l'Europe¹⁰⁷, les Celtes semblent prépondérants du fait de la présence du caractère en Bretagne avec les roux à l'extrémité ouest des îles britanniques, qui est ici un reste celte plus que la source du phénotype. Les remontées latines et les transferts slaves ont au contraire fait diminuer ce caractère autour de la Baltique. Comme l'origine des blonds aux yeux bleus se trouve en Baltique et comme il ne s'agit pas d'un caractère adaptatif, force est d'admettre une certaine tolérance envers les premiers blonds qui est devenue une préférence sexuelle, ceci sans éliminer les cheveux foncés. Il est probable que Neandertal fut foncé de peau, mais avait-il les yeux bleus ? Il serait étonnant que la peau laiteuse, les

¹⁰⁵ https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Eye_colors_map_of_Europe.png

¹⁰⁶ http://www.ceacb.ucl.ac.uk/cultureclub/files/CC2006-03-07_Frost.pdf : « eye-color diversity results from another set of alleles at a locus that is at best weakly linked to hair color ». A propos de l'attraction sexuelle : « there is little consensus on the reasons why ».

¹⁰⁷ Le Maghreb est devenu blanc par les incursions plus *pulse* que *continuous*. Parmi elles, rien n'empêche de penser à l'intromission des yeux bleus.

yeux bleus ou roux et les cheveux blonds aient eu lieu à des époques très différentes, encore qu'on peut imaginer une peuplade isolée ayant eu successivement des traits pourtant dépendants.

Même si l'image des Vikings barbares et des Lapons isolés est commune, la Scandinavie fait partie des régions les plus réglées du monde. L'Etat-providence actuel peut trouver une origine qui remonte aux chasseurs-cueilleurs quand l'exclusion du groupe signifiait la mort. Mais communauté ne signifie pas tolérance (aux marginaux ou aux étrangers), on a même vu que c'est le contraire encore que j'ai fait allusion à une tension entre règles ou morales collectives et rejet par des franges dans la communauté. Imaginons une mutation récessive qui produit régulièrement des yeux bleus ou des cheveux blonds dans une société d'yeux foncés. L'exclusion peut produire des petites bandes partageant ces traits, bandes que le hasard aurait rendu dominantes et finalement appréciées. Si, de surcroît, les élites sont blondes, la préférence sexuelle accroît la diffusion du trait (ce phénomène n'est pas antinomique avec la thèse de l'expulsion vers le nord des marginaux vue plus haut). On peut même imaginer dans un élan d'imagination le rejet des cheveux châtain et des peaux foncées, la création culturelle d'une société de blonds n'est pas atypique dans une société réglée où l'intolérance collective est possible. Ce phénomène expliquerait la fréquence élevée des yeux bleus dans cette région et ce n'est que plus tard, au gré des échanges humains et des invasions, que ce caractère, attractif s'est adouci avant de diffuser jusqu'en Kabylie¹⁰⁸.

La couleur de la peau est un marqueur social et, à ce titre, on peut dire qu'elle incarne le rejet épidermique d'une autre culture. L'Afrique est raciste moins par la couleur de la peau qu'à travers le statut ancien des esclaves ou entre ethnies comme le Rwanda l'a montré il y a peu de temps. S'il fallait une preuve, la couleur de la peau n'est pas nécessaire au racisme, mais elle est un vecteur commode. Alors que les discours racistes doivent être combattus politiquement, ils ne peuvent servir à voiler les différences et l'antiracisme ne peut entraver l'analyse des interactions entre culture et nature. En effet, la culture a toujours joué sur le choix des phénotypes en marginalisant les déviants (peaux blanches en Afrique et peaux noires en Eurasie) ou, par défi élitaire, en optant pour la nouveauté. Dans l'Asie, l'Europe et l'Amérique actuelles, la peau claire est un signe de distinction, que les femmes soucieuses de leur parure soignent en se protégeant du soleil. La poudre de riz est largement utilisée en Asie et les Africaines se décolorent la peau. Mais les préférences sont labiles comme le montrent les Occidentaux qui ont opté pour le teint hâlé comme signe de santé alors que le teint blanc servait à s'opposer aux ruraux. Le terme de *blue collar* distingue encore les professions physiques d'extérieur non spécialisées. Si le teint doit être hâlé mais pas basané ou olivâtre (terme souvent péjoratif), le port des lunettes de soleil depuis les années 1960 fait partie de la même distinction de santé et de congés payés. Le sain, qui peut être un argument ambivalent pour éliminer les albinos en Afrique et pratiquer l'eugénisme en Occident, est une norme subjective qui n'a rien à voir avec les caractères adaptatifs. La blondeur et plus généralement les notions de beau, de bien, de fort et de sain peuvent être antinomiques – tel un dominant moche¹⁰⁹. Le subjectif fait partie des jeux évolutifs dès lors que la culture prend le pas sur la nature. Il a fallu de nombreux gènes pour permettre des adaptations pas

¹⁰⁸ Les analyses globales sur des milliers de loci permettent de dresser des cartes géographiques de répartition du génome. Si ces dernières montrent bien le détail régional des gènes (on sait désormais localiser la lignée d'un individu), on ignore encore les principes du brassage et du devenir des mutations qui dépendent de la nature et de la culture (<http://www.nature.com/nature/journal/v456/n7218/full/nature07331.html>). Les généticiens intègrent désormais des traits variés comme les phénotypes concernant la couleur des cheveux, de la peau et des yeux qui sont un premier pas pour inférer les facteurs sociaux.

¹⁰⁹ Les préférences des femmes et des hommes s'expriment différemment : place de la beauté pour les unes (normalisation que traduit la poupée Barbie) et haines épidermiques pour les hommes.

trop rapides pour que la société s'y adapte car les sacrifices portaient sur les membres atypiques, albinos ou sorcière.

Les Bantous

Le détour par l'Eurasie était nécessaire pour préciser le Back-to-Africa. Si le lien entre couleur de peau et culture doit éviter les amalgames classificatoires, la partie précédente souligne des organisations sociales et des efficacités collectives différenciées en fonction de la couleur de la peau. La peau reste un marqueur non univoque quand toute l'Afrique noire (avec le Moyen-Orient) demeure en dehors du développement libéral d'échelle nationale¹¹⁰. En Afrique deux facteurs sont en jeu : le retard démographique issu de la pression parasitaire avec un effet sur les organisations sociales ; et les solidarités organiques inscrites dans le lignage et redevables de règles sociales moins affirmées qu'au nord. Le Moyen-Orient qu'ordonnent des règles strictes a été jusqu'à maintenant sujet au conservatisme en dehors de nombreux épisodes progressistes. Alors que l'Afrique du Nord et le Sahara ont été noirs comme partout dans le monde, les deux régions sont désormais blanches. L'effet de la latitude joue sur la couleur de la peau, mais, dans le détail, les organisations du nord ont pénétré les sociétés noires alors que l'inverse n'est pas vrai sauf par l'esclavage ou le mercenariat antique. Les migrations bantoues issues du centre de l'Afrique éclairent les marges noires pénétrées de tradition blanche.

Les chasseurs-cueilleurs occupent l'essentiel de l'Afrique quand débute la migration des agriculteurs bantous depuis le Cameroun. Des langues proches, une métallurgie partagée même si elle est apprise en route, l'agriculture et les gènes sont les marqueurs de l'expansion vers l'est et le sud. Toutefois, la diversité sociale est maximale et les bantous actuels ne relèvent pas d'un modèle unique. Il est vraisemblable que l'expansion suivent le modèle imaginé par Ester Boserup où l'agriculture permet la densification de la population qui, une fois atteint un seuil qui exigerait une intensification coûteuse en travail selon la loi des rendements décroissants ainsi qu'une nouvelle organisation sociale, produit l'essaimage vers les contrées peu denses. Des agriculteurs désorganisés et peu guerriers s'imposent progressivement aux chasseurs cueilleurs du fond diffus. Les empires bantous viendront bien plus tard car l'agriculture est itinérante et les densités de population demeurent faibles. Ce n'est qu'entre le XIIIe et le XVIIe siècles que les États bantouphones dépassent le stade de la chefferie. Au XVIe siècle, la densification humaine engendre une division du travail plus poussée et l'armée prend de l'importance¹¹¹. Corrélativement, le phénomène migratoire devient plus difficile. Le Rwanda sera bantouisé tardivement alors que les montagnes saines auraient pu accueillir précocement une population dense.

La densité démographique en Afrique fait couler beaucoup d'encre depuis que le péril noir s'est substitué, semble-t-il, au péril jaune dans l'esprit de nombreux Européens contemporains. Il est vrai que les pays du Sahel renâclent à s'engager dans la transition démographique et que les projections font de l'Afrique un continent très peuplé. Il y a une trentaine d'années pourtant, les experts estimaient que l'Afrique était sous-peuplée. C'était l'explication de l'agriculture extensive qui y était pratiquée, ceci autant dans les savanes que dans les plantations des zones forestières. La densité passée nous intéresse puisqu'elle est une des deux causes du sous-développement organisationnel (l'autre cause est le manque de confiance interindividuel) : peut-on éclairer la controverse sans tomber dans une lecture idéologique ? En fait, tout semble compliqué en Afrique dont la démographie semble relever non seulement de la prévalence parasitaire, mais aussi du niveau tardif d'organisation

¹¹⁰ A l'échelle régionale, les ethnies Dioula et Haoussa et le maraboutisme au Sénégal ont montré leur capacité au commerce. Il s'agit moins de confiance, avec des tiers ou par le truchement de lettres de change garanties par des sanctions et des règles appliquées, que d'aventures familiales d'achat direct ou de troc à longue distance.

¹¹¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Expansion_bantoue

comme si elle n'avait pas dépassé le stade des mobilités browniennes du fond diffus, ceci malgré le passage à l'agriculture. « La logique du 'cueilleur-chasseur-pêcheur' a perduré jusqu'à nos jours avec les peuples dits khoïsan et pygmées¹¹² », remarque qui souligne le conservatisme tribal en lien avec une faible interaction entre tribus.

La malaria, ou paludisme, illustre l'impact du parasitisme. En fait, le lien cartographique entre densité humaine et malaria est très inégal car d'autres facteurs ont joué, mais on trouve en bonne logique les plus fortes densités rurales humaines dans les massifs montagneux du Rwanda. Or, s'il se confirmait que ces densités n'y sont pas très anciennes, cela serait une preuve de la très faible densité en Afrique, la population ne trouvant pas d'intérêt particulier à gravir les massifs montagneux. De son côté, la malaria est endémique dans les endroits peu peuplés comme le Bassin du Congo. Mais une plus faible présence au Gabon également peu peuplé interroge sur le lien direct entre démographie et malaria. La causalité est en effet « bouclée » comme le montrent les fortes densités humaines au sud du Nigéria (densités s'expliquant par d'autres facteurs) qui alimenteraient les moustiques et contribueraient à la propagation de la maladie. Des facteurs locaux de résistance génétique à la maladie ou la qualité des terres agricoles peuvent jouer un rôle.

L'Afrique était dans les années 1960 le continent de la mobilité familiale non organisée à l'image des migrations du nord vers le sud forestier au cours du XXe siècle. Des cantons perdaient parfois leur population pour des raisons mal connues : onchocercose, perméabilité des sols, etc. En fait, la faible densité humaine et l'absence d'organisations structurées ouvrent le champ de la mobilité. Au même moment, les observateurs notent des concentrations mais ils restent perplexes avec des expressions telles que : « on pourrait s'étonner de trouver les plus gros noyaux de densité... » ; « Plus étonnantes encore... » ; ou « Le cours des rivières est parfois attractif, parfois répulsif... ». La faiblesse des organisations collectives accentue le sentiment d'insécurité quand aucune organisation n'est suffisante pour se défendre. Outre les aspects sanitaires et les ressources défaillantes, la recherche d'esclaves par les Peuls ou les Zanzibarites entraînaient non seulement l'insécurité et les mobilités, mais aussi la faible productivité de l'agriculture. Tout converge pour maintenir la faible densité de population et les traditions. Les cultures du cacao et du café qu'autorisaient la paix coloniale et l'accès aux marchés étrangers sont restées une rente extensive jusqu'à aujourd'hui¹¹³.

Il en va de même en Afrique orientale¹¹⁴ : « si les récits et les traditions orales confirment la diversité des densités, la comparaison et le croisement de ces sources témoignent de perturbations qui dès 1880 se multiplièrent. Dans les royaumes riverains du lac Victoria, un déclin irréversible voire une dépopulation sont observés en plusieurs lieux [...] Le déclin de ces espaces économiques dévoile des phénomènes inquiétants de déstructuration démographique [...] à rapprocher d'observations similaires faites dès le milieu du siècle dans la cuvette zaïroise et dans l'hinterland de l'Afrique Orientale [...] Aussi les populations les plus susceptibles d'être asservies vivaient en marge des principaux royaumes, souvent dans des structures lignagères, qui n'offraient pas la même protection que les monarchies centralisées. Cette constatation n'a pas pour autant force de loi, puisque des espaces non étatisés servant de pôles commerciaux aux esclavagistes étaient préservés par ces derniers tandis que certains royaumes comme le Buganda et le Bunyoro officialisèrent le commerce des esclaves, qui ainsi s'y développa ». Les régions montagneuses centrales du Rwanda ont connu des perturbations analogues sans empêcher leur recomposition du fait de l'éloignement des centres esclavagistes.

¹¹² <https://journals.openedition.org/eps/7909>

¹¹³ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers15-04/08312.pdf

¹¹⁴ Thibon, C. (1989). L'expansion du peuplement dans la région des grands lacs au XIXe siècle. *Revue Canadienne des Études Africaines* 23(1) : 54–72 :

Revenons à la métallurgie comme facteur de développement, mais aussi comme indicateur d'innovation contre la tradition. On a vu que le royaume de Koush dépendait de l'Égypte au nord. En effet, peu de mines de cuivre sont présentes en Afrique et le travail du cuivre est actuellement supposé d'origine égyptienne. Il en va de même du fer car la découverte d'une métallurgie datant d'avant celle de l'Eurasie est controversée (le carbone ancien a pu être mélangé avec les scories de fer). D'ailleurs, même si l'invention est africaine, elle n'a pas essaimé. De plus, les forgerons jouent en Afrique un rôle qui n'a rien de prométhéen. Ils s'inscrivent dans des castes basses proches des sorciers et ils sont associés au reste de la population. Même considérés de manière positive, ils sont perçus comme un mal nécessaire dont le savoir est transmis au sein du groupe endogamique et soumis à des interdits.

Mais l'inverse est vrai également. Le forgeron est explicitement cité dans la cosmogonie dogon qui classe les dieux, l'homme et la nature. Dans cette création, le monde est issu du petit : graines cultivées et étoile Sirius. Les jumeaux y font des apparitions fréquentes ainsi que les moitiés mâle et femelle, l'opposition du jour et de la nuit, etc. La gémellité est à la fois une égalité originelle, peut-être en lien avec les solidarités organiques, et le double surnaturel du monde réel. S'y ajoute l'inceste propre aux premiers dieux qui doivent engendrer entre eux, inceste qui marque la différence avec les hommes soumis aux interdits. Les génies quant à eux mettent de l'ordre dans le monde car l'homme civilisé se situe entre dieux et nature¹¹⁵. La classification est essentielle pour fournir un ordre qui relève du verbe. Dans un monde régi par une organisation plus organique que réglée et solidaire, la place de l'individu est définie par des classements dans la parenté, dans l'ethnie, dans le monde réel et surnaturel, etc., ceci comme en Australie où le classement est particulièrement complexe mais où personne n'est oublié (Testart 2021).

Dans les castes, le forgeron vient d'ailleurs et il ne fait pas partie de la communauté. Il peut changer de village et, dans un monde qui reste flexible, des agriculteurs deviennent forgerons¹¹⁶. Reste que la caste est plus étanche que l'ethnie. La segmentation organique et classificatoire procède du classement performatif qui règle une société soumise à l'ordre surnaturel. Au début était « le Nommo mâle ressuscité, maître du verbe, du ciel et de l'eau¹¹⁷ ». La mention au maître du verbe montre l'importance du classement comme en Australie. L'individu est positionné dans des classements qui le spécifient sans lui donner d'autres droits que l'accès à un conjoint et à la terre. Ce droit qui relève du monde surnaturel ne lie l'individu à un groupe que par des solidarités organiques de classement. La société est hospitalière, mais l'individu demeure seul et peut se sentir abandonné. S'il a le droit à la terre lignagère, il est soumis aux vexations du chef de terre, du chef de lignage et de la palabre gérontocrate. Sans protection, il est mis en esclavage. En temps de paix, les classements dénotent une certaine flexibilité car l'individu et sa famille n'ont pas besoin de protection particulière. Il n'empêche que les forgerons se protègent dans des réunions corporatives (qui assurent la transmission des savoirs) et bénéficient de la protection nécessaire que procurent les sorts. Comme les chamans et les marginaux, le forgeron est le bouc-émissaire des crises.

Chez les Peuls au sud du Sahara, les très nombreuses castes signifient l'adjonction permanente de groupes à partir d'organisations venues d'ailleurs, des castes nouvelles ne signifiant pas que le concept de caste soit récent. Les règles gèrent moins la survie et la solidarité que l'exclusion, la segmentation et le classement à l'image du verbe dogon. Il n'est pas impossible que les Peuls aient deux types de règles : les formelles propres à l'organicité africaine et les organisations adaptatives

¹¹⁵ https://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2009.micheli_c&part=168905

¹¹⁶ Palethnologie-2012-FR-09-Robion.pdf

¹¹⁷ Dieterlen Germaine. Contribution à l'étude des forgerons en Afrique Occidentale. In: École pratique des hautes études, Section des sciences religieuses. Annuaire 1965-1966. Tome 73. 1964. pp. 3-28

venues du nord. Le classement formel à solidarité organique confirme l'individualisme en se contentant de fixer la place de l'individu alors que des règles strictes réduiraient sa liberté.

Quant aux Touaregs, leur teint clair les rattache à l'Afrique du nord et aux Berbères sur le plan génétique. Les Touaregs noirs existent, mais ils ne sont pas les reliquats du peuplement d'avant la naissance de l'agriculture. Ils sont le produit des razzias au sud pour ramener des esclaves, les Bellas, qui ont produit des métis à la peau de plus en plus noire car les femmes Bellas sont honorées en tant que concubines officielles, compléments de la vie conjugale ou femmes légitimes dans les tribus vassales. Les Touaregs forment des nations très hiérarchisées depuis les nobles jusqu'aux esclaves. Dans un système qui évite les mésalliances, la matrilinearité, selon l'adage « la couleur suit le ventre » fait dépendre les métis de leur mère pour préserver le sang noble. Ce faisant, « les femmes Tiklatin – ou Bellas – présentent une grande liberté sexuelle¹¹⁸».

Les périodes historiques complexifient le modèle régional des flux humains du fait de l'accès inégal au Sahara : Back-to-Africa, densification de la vallée du Nil, Sahara plus ou moins désertique, dromadaire qui facilite les razzias, expansion de l'islam, formations des empires tant au Moyen-Orient qu'au Sahel, tolérance au lactose, etc. Mais l'orientation générale est la pénétration du nord vers le sud qu'accompagne l'éclaircissement de la peau. Des inconnues demeurent comme ces « Harratines noirs longilignes des oasis sahariennes [qui] ne sont pas formés uniquement des descendants des esclaves achetés ou raziés¹¹⁹». On ne sait que dire non plus de « la présence de Négroïdes au Sahara pendant le néolithique » pourtant établie, dont les Harratines sont peut-être des restes à moins qu'ils ne viennent d'Afrique de l'Est. Les données d'anthropologie physique et sanguines montrent la progressivité depuis les traits européens jusqu'aux Africains noirs en passant par les Touaregs et les Peuls. Dans le détail, les Harratines sont proches des Peuls avec plus de variabilité, autrement dit des sang-mêlé, comme on peut s'y attendre pour une population soumise aux flux de gènes. Les Touaregs sont proches des Arabes qui sont toutefois plus variables par leur mobilité (Figure 3 op.cit). Dans la figure 2a, le Maghreb apparaît comme un intermédiaire génétique entre les Européens et les Noirs africains, ces derniers se dissociant en deux lignées : Afrique de l'est (Tutsi, Nubien, Nuer, Massai) et de l'ouest (Peul, Nubie).

Les Peuls ont des esclaves plus noirs de peau qu'eux (les Rimaïbés) à l'instar des Bellas (esclaves des Touaregs), ceci surtout pour les hommes car les femmes peuvent être plus claires de peau. Sauf exception, les esclaves viennent du sud alors que les maîtres sont génétiquement et socialement du nord comme si les sociétés du nord, dans des territoires variés (désert, Sahel, montagnes éthiopiennes), étaient efficaces pour agresser les sociétés moins solidaires. Quant aux empires du Sahel, ils ont eu besoin du liant d'un islam strict sans compter le fait que les Peuls ont peut-être une organisation un peu plus réglée. De l'interface entre peaux foncées et claires, ressort renforcée l'hypothèse d'organisations sociales de nature différente dont la couleur de la peau est un proxy.

Comme évoqué plus haut, l'âge des brassages est mal précisé : pas plus précoce que l'Islam ou faut-il remonter à la naissance de l'agriculture ou au fond diffus¹²⁰? Deux flux d'Afrique du Nord et d'Europe du sud-ouest sont connus : il y a 2000 ans avec les Romains et les Vandales et il y a 200 ans à l'époque coloniale. Remontons à la sortie d'Afrique qui a concerné il y a soixante mille ans une faible proportion de familles de chasseurs-cueilleurs. On ignore combien de temps ont duré les sorties par l'effet de la

¹¹⁸ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/carton01/010019909.pdf
¹¹⁹

https://www.researchgate.net/publication/32968645_Les_Bella_d%27Oursi_une_anthropobiologie_de_populations_dites_captives

¹²⁰ "It has been suggested that the sub-Saharan lineages for both mtDNA and Y-chromosome reached very recently North Africa through the slave trade routes across the Sahara".
www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4581715/

fermeture sociale des isthmes et l'organisation des tribus qui entravent les mobilités par perfusion. Les populations humaines de la planète sont alors de peau foncée et seules des règles moins organiques distinguent les sociétés eurasiennes. Dans le fond diffus, les retours browniens en Afrique sont précoces¹²¹ et c'est il y a moins de dix mille ans que l'Eurasie prend le tournant de l'agriculture et de l'élevage. Les infiltrations sporadiques et les migrations organisées gagnent l'Afrique du nord dont la peau blanchit au point de faire disparaître les peaux foncées. La barrière du Sahara se ferme entre -5000 ans avec le désert et -2000 avec l'arrivée du dromadaire. A partir de 2000 ans av. J.C., les Berbères et les Touaregs envahissent le Sahara et apportent la tolérance au lactose et peut-être les animaux d'élevage. Les Peuls restent noirs, mais leur génome est européen à 21 %. La couleur de peau, si elle est stratifiée avec la latitude, dépend des migrations qu'entravent des barrières, comme le Sahara qui rend les migrations venues du nord moins intenses que celles qui viennent du sud. La couleur de la peau au sud du Sahara reste noire. Mais la génétique montre l'intrusion du nord et leur ancienneté : aussi les Peuls ont-ils respectivement 74%, 21% et 4% des haplogroupes issus respectivement d'Afrique de l'Ouest, d'Europe et d'Afrique de l'est. S'il y a eu un esclavage blanc par les noirs, il est très ancien et il n'est pas attesté historiquement.

En résumé, l'avantage comparatif de la vitamine D explique un peu trop la stratification latitudinale des couleurs de peau quand les migrations et les préférences sociales jouent un rôle substantiel. Le modèle biologique doit inclure la possibilité de migrations à toutes les échelles et considérer les barrières physiques (Sahara) et sociales (vallée du Nil) aux différentes époques de l'évolution humaine comme des révélateurs sociaux. En effet, les Peuls et les populations de l'est africain ont de vraies ressemblances génétiques avec l'Eurasie alors que leur peau est carrément noire. Les couleurs de peau ne sont pas neutres dans les sociétés et leur apparition ou leur étagement progressif doit être pris en compte. Quant à leur acceptabilité différentielle, on ne peut pas conclure que quelques sociétés à peau claire ont pu être plus tolérantes car aucune société semble échapper à la malédiction de l'intolérance à la différence. Le modèle biologique a certainement joué dans la progression des Sapiens modernes vers le nord, mais au prix de sacrifices nombreux au point de favoriser la progressivité. Une fois le teint clair imposé, il a refusé les teintes foncées et seule la progressivité a permis la cohabitation : la culture est devenue le moteur prédominant du phénotype. La culture explique la stratification latitudinale des couleurs de peau au regard de l'efficacité des sociétés organisées et du refus des peaux noires une fois la peau claire acceptée socialement. Je rappelle que plus une société est organisée, plus elle peut être exclusive collectivement, du moins au stade tribal car l'empire peut être plus tolérant. De plus, les rapports entre l'élite et la population produisent des basculements de valeur (comme pour la couleur de la peau) sans doute moins prononcés dans les sociétés organiques d'individus. Quant à la préférence sexuelle, je crains qu'elle n'explique pas grand-chose sur des temps de dizaines de milliers d'année. Plus que la préférence sexuelle qui renvoie aux singes, il s'agit davantage de valeurs sociales d'inclusion et surtout d'exclusion, la progressivité pouvant être un moyen (mais ce n'est pas le seul) d'accepter une autre couleur de peau ou de cheveux. Les organisations sociales décident des valeurs et orientent les flux migratoires, les sociétés dominées les alimentant avec l'esclavage et les sociétés dominantes par les razzias.

Le désert du Sahara est devenu blanc de peau alors qu'il était foncé. L'organisation sociale venue du nord et plus tard l'élevage ont repoussé les sociétés organiques. Deux facteurs ont entreteenu longtemps ces dernières : une faible densité démographique pour des raisons parasitaires, sans nécessité donc de nouvelles organisations ; et des règles organiques, dont le lignage qui est un

¹²¹ "The autosomal genome-wide SNPs [Single Nucleotide Polymorphism] analysis also demonstrates the admixture of the Eurasian and African components in both Berber (Mozabite and Zenata) and non-Berber populations from Algeria in agreement with the general genetic North African landscape".
www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4581715/

classement. La tribu eurasiatique s'est organisée autour de solidarités réglées et la densité de population, longtemps atone du fait du nomadisme et des adaptations nécessaires, a fortement augmenté, comme en Chine, en profitant des avantages de l'hybridation entre humains et du caractère d'espèce invasive alors que l'homme est endémique dans le berceau africain. La faible démographie africaine réduisait la concurrence et le besoin de changer vers plus d'efficacité collective. Tout a été en retard en Afrique quand l'homme bénéficiait des avantages d'une espèce invasive en Eurasie avec moins de parasites, les prédateurs étant chassés et souvent éliminés sans vergogne. Premier sur la scène humaine, le berceau de l'humanité n'a pas été avantagé sur le plan collectif.

Le particularisme social

Alors qu'elle invente l'homme moderne, l'Afrique n'a pas profité de son avance biologique pour renforcer l'efficacité collective. La pression parasitaire empêchait le décollage démographique alors que les règles organiques facilitaient les mobilités individuelles sans enrayer la violence et l'esclavage. Le parasitisme n'a jamais été vaincu et il s'est même renforcé là avec la démographie comme on l'a vu pour le paludisme. Mais il fut contourné peu à peu par des moyens qui mériteraient examen. Quoi qu'il en soit, la démographie non seulement a amorcé une séquence de croissance à un rythme soutenu avec des effets sur les organisations (royaume, empire, modernisation étatique) mais a produit des particularités africaines tant individuelles que collectives.

« Anomie africaine »

Le mot anomie est souvent accolé à l'Afrique. L'usage est en lien avec des questions particulières comme le sort des jeunes filles maliennes en ville ou bien sert-il à dénoncer un Etat absent à cause du colonialisme ou de changements rapides en Afrique du Sud. Des penseurs assènt « l'anomie africaine » sans explication comme Marcel Gauchet. Sauf ce dernier qui ne s'explique pas, personne n'a associé la faiblesse des normes à une culture et c'est logique. Mais en termes relatifs, l'Afrique en retard sur le plan des règles appliquées montre peut-être une anomie relative que l'on envisage dans d'autres cultures seulement en situations de crises aiguës.

Une comparaison récente a été produite en Afrique du Sud sur les "races". Le premier travail fut de définir l'anomie: Selon Emile Durkheim "the concept refers to the absence of clear social norms and values and to a lack of sense of social regulation" alors que Robert K. Merton "focused on features of relative deprivation". Pour quantifier l'anomie, les chercheurs s'intéressent aux sentiments individuels : « On the most general level, anomie is associated with "great difficulties of individual adaptation, resulting in a loss of general social orientation, the development of feelings of insecurity and marginalization, uncontrolled rising expectations, feelings of relative deprivation and the questioning of the legitimacy of core social values". Le problème méthodologique jamais totalement résolu est que le sentiment de désintégration sociale dépend, avant la culture ('race-specific anomie' et 'ethnic bias'), du système d'apartheid et de la marginalisation raciale. Encore faut-il repérer ce qui tient aussi des facteurs socioéconomiques : « Though we found out that there are straightforward relationships between the socio-structural and racial factors on the one hand, and the level of anomie on the other hand, we do not yet know whether the socio-economic determinants operate similarly for all races". La part de l'anomie expliquée par la race une fois neutralisé le facteur socioéconomique est en lien avec l'histoire. Bien que "Further research is needed to throw more light on this", les chercheurs concluent prudemment au manque de normes sociales à la Durkheim¹²².

¹²² Huschka, D., & Mau, S. (2006). Social Anomie and Racial Segregation in South Africa. *Social Indicators Research*, 76(3), 467–498. <http://www.jstor.org/stable/27522566>

Si le mot reste à préciser pour éviter toute récupération politique dans l'avenir, l'anomie traduit des principes singuliers d'organisation sociale ainsi que le particularisme d'une attitude face aux changements. L'anomie est cohérente avec le lignage qui certes un mode d'organisation familiale, mais aussi l'organisation classificatoire d'une société organique à peu de règles collectives. Alors que le lignage cerne les droits (limités mais réels) et les devoirs (itou) de chacun, il est neutre en termes de d'affection, de solidarités et d'organisation politique. En fait, le problème du lignage n'est pas le lignage en lui-même, mais le fait qu'il n'est que cela. Alors que le classement est à la fois strict et sophistiqué (même si les principes de parenté sont accessibles à tous), l'organisation est réduite. Bien sûr, les réalités sociales en Afrique sont variées et se situent entre l'anomie et l'organisation réglée. Mais le lignage n'a servi de support ni à une confiance interindividuelle renforcé ni à des institutions plus solides. En Afrique, tout le monde cherche à rendre compte du particularisme et les penseurs n'y ont pas échappé. Aussi Léopold Senghor écrivait-il en 1939 : « L'émotion est nègre, comme la raison est hellène¹²³ ». Les leaders politiques désireux de voir se concrétiser le panafricanisme ont insisté aussi sur la culture africaine¹²⁴ avec des controverses qui, finalement, dévoilent des surprises. Ainsi alors qu'Amadou Hampâté Bâ insistait sur le fait qu'il ne fallait pas généraliser la "tradition africaine" : Il n'y a pas une Afrique, il n'y a pas un homme africain, il n'y a pas une tradition africaine valable pour toutes les régions et toutes les ethnies, il reconnaissait des constantes : présence du sacré en toute chose, relation entre les mondes visible et invisible, entre les vivants et les morts, sens de la communauté, respect de la religion de la mère, etc. Mais les différences sont finalement accessoires tant les dieux, les symboles sacrés, les interdits religieux, les coutumes varient parfois de village à village. En revanche, c'est cette variété qui souligne l'individualisme.

Aptitude à l'exploration

La distance entre le Japon et la Corée dépasse mille km et le Japon est habité par l'ancêtre de l'homme depuis cent mille ans. Or les îles africaines à plus de cent km de la côte n'ont jamais été habitées ou elles le sont depuis 3000 ans, peut-être 10000 pour Madagascar : « La mer a été une barrière qui justifie l'idée d'un espace continental africain enclavé¹²⁵ ».

Les îles du Cap-Vert étaient inhabitées lorsque des marins portugais y débarquèrent vers 1460. Aux Comores, les premières traces de peuplement datent du VI^e siècle, probablement des Bantous. Les recherches archéologiques suggèrent la possibilité d'un peuplement 3000 ans avant Jésus-Christ. Mayotte et Anjouan, plus difficiles d'accès avec leurs barrières de corail, ont été occupées plus tard et les deux îles se différencient de l'archipel par leur trajectoire linguistique. Sao Tomé à 200 km du Gabon était également inhabitée. L'île de Bioko à 40 km du continent est quant à elle habitée depuis le Néolithique, les matériaux étant ceux laissés par les populations d'Afrique centre-occidentale vers l'an 1000 av. J.-C. (chasseurs, éleveurs, cultivateurs). Il en va de même de Madagascar dont le peuplement fut principalement austronésien (malais). Les Africains avaient colonisé l'île plus tôt, peut-être il y a dix mille ans, mais ils sont restés sur les littoraux. Les Africains craignent le froid à l'image des Ivoiriens emmitoufflés le matin pour partir au travail sur leurs mobylettes. Le froid des Hautes terres les a-t-il rebutés, expliquant également que les massifs montagneux du Rwanda aient été colonisés tardivement avec les Bantous ?

Les îles africaines n'ont pas été colonisées ou elles le furent tardivement. Or, ce sont les Africains qui sont sortis d'Afrique, ont traversé la Mer rouge et plus tard débarquaient en Australie. Doit-on penser que les premiers à sortir furent déjà des groupes très particuliers et plutôt organisés ? Pour l'Australie, ne peut-on pas penser que la sortie d'Afrique par les isthmes puis le cabotage brownien a consacré

¹²³ Ce que l'homme noir apporte au monde.

¹²⁴ Vincent Capdepuy. La Réunion, Madagascar, îles d'Afrique? Tsingy, 2011, 51-94.

¹²⁵ Op. cit.

des collectifs mieux organisés ? Toujours est-il que l'Afrique est de nature continentale plus que maritime et que la tradition, malgré les mobilités terrestres, imprégnait fortement les bandes de chasseurs-cueilleurs.

L'exploration géographique comme mesure de l'efficacité d'un collectif ne peut être que schématique. C'est à peine une présomption si on ne la compare pas à d'autres traits culturels comme on le voit plus loin. Il faut aussi l'inscrire dans la mobilité qui est une constante en Afrique. On connaît ses variantes telle la motivation alimentaire des chasseurs-cueilleurs et des agriculteurs pratiquant la défriche-brûlis qui s'est matérialisée par la progression « individualiste » des Bantous. Cette variante souligne l'abondance de terre et l'insécurité ambiante. La capacité d'exploration lointaine doit s'apprécier à l'aune de trois archétypes qui ont pu s'exprimer sur des fenêtres de temps réduites. La première phase concerne les sauts de puce des chasseurs-cueilleurs qui contournaient les obstacles plus qu'ils les passaient. Mais la mobilité du fond diffus a pu produire une exploration lointaine fortuite. Ce fut sans doute le cas du franchissement répété de la Mer rouge à un moment où les rives étaient plus proches (climat frais et niveau de la mer bas). L'aventure restait hasardeuse d'autant plus que l'Arabie en face était désertique. On imagine des embarcations déroutées par les courants ou une tempête sans retour possible. La deuxième phase est l'exploration commerciale qui s'inscrit dans le monde socialisé des tribus. La découverte de Madagascar il y a peut-être dix mille ans est le fait d'embarcations plus grosses, mais également déroutées jusqu'à échouer sur l'île. Les populations locales n'ont pas poussé jusqu'à la Réunion ou l'île Maurice, et les hauteurs de l'île semblent avoir été délaissées. La traversée vers l'Australie, et pas seulement vers les îles de la Sonde en chapelet qui ont été l'objet de liens dans les deux sens, réitère l'exploit des rares couples qui avaient traversé la Mer rouge. Les isolats se sont acculturés pour inventer une nouvelle société. Finalement, les tribus s'organisent, parfois en royaume, mais cette nouvelle organisation verrouille les isthmes par contrôle territorial. La troisième phase produit l'expédition certes aventureuse mais organisée avec des moyens ad hoc et une pensée collective. Ce sont les vikings qui débarquent au Groenland et au Canada, c'est Christophe Colomb, ce sont les colonisations des îles du Pacifique par les Polynésiens connaisseurs des étoiles et de la navigation hauturière. L'Afrique n'aurait exploré qu'au gré des deux premières phases.

Controverse autour du sport

Pour l'historien Pap Ndiaye, les races n'existent pas d'un point de vue biologique¹²⁶. Pourtant, la génétique montre de plus en plus des combinaisons spécifiques d'haplogroupes selon les régions du monde ainsi que des adaptations aux maladies. Faut-il renoncer à discuter des races au nom d'une humanité idéalisée faite d'échanges permanents ou bien faut-il établir les forces et les faiblesses de chaque culture en montrant d'abord leur existence ? Le principal enjeu désormais est de se défaire des préceptes issus de la science moralisatrice. C'est l'enjeu qui entoure la controverse sur la suprématie des Africains noirs dans le sport.

« Les Noirs originaires d'Afrique de l'Ouest se caractérisent généralement par une quantité plus faible de graisses sous-cutanées au niveau des bras et des jambes, une masse musculaire proportionnellement plus élevée, des épaules plus larges, des quadriceps plus volumineux et une musculature générale plus développée ; une cage thoracique plus petite ; un centre de gravité plus haut ; un réflexe rotulien plus rapide ; une densité corporelle plus élevée ; un taux de testostérone plasmatique légèrement plus élevé, qui a un effet anabolisant, c'est-à-dire qu'il contribue théoriquement à accroître la masse musculaire, à faire baisser la quantité de graisse et à permettre des efforts plus intenses avec un temps de récupération plus court ; enfin, un pourcentage plus élevé de fibres musculaires à contraction rapide et d'enzymes anaérobies, qui peuvent se traduire par un surcroît d'énergie explosive ». Pour le journaliste scientifique Jon Entine, la biologie et la génétique

¹²⁶ <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2005-4-page-91.htm>

sont des évidences d'autant plus que l'Afrique bénéficie aussi d'une plus grande diversité génétique que les autres continents, ce qui renforce l'avantage génétique. Entine prend à cœur la controverse et démolit l'assertion selon laquelle les races n'existent pas : « Limiter l'utilisation rhétorique de concepts tels que la race, objectif noble s'il en est, ne fera pas disparaître les variations biologiques sur lesquelles ils sont fondés¹²⁷ ».

On a reproché à Entine le fait qu'aucune expérimentation n'est possible pour prouver ses dires. Ce à quoi Entine répond que cela revient à « refuser même de considérer qu'il puisse y avoir des talents athlétiques liés à certaines populations ». On lui rétorque que si certains descendants d'Africains dominent le 100 m des J.O. depuis des décennies et qu'un Européen a inventé la machine à vapeur, faut-il généraliser : les « Noirs » courent plus vite et les « Blancs » sont plus intelligents¹²⁸? La gauche intellectuelle explique que le commun est plus important pour considérer l'humanité et que c'est sans doute la marginalisation sociale qui conduit au sport et aux traits biologiques mentionnés (y compris le taux de testostérone ?). Les juifs ashkénazes n'ont pas la musique dans gènes.

Entine n'explique pas le mécanisme évolutif qui rendrait les Africains plus sportifs et l'usage du mot race est grevé d'une opposition immédiate au nom de son usage dans le passé. Alors que le parasitisme endémique bloquait la démographie et affaiblissait les corps, ces derniers ont survécu en se renforçant. Une fois la contrainte levée, le potentiel est atteint : démographie croissante et corps devenant athlétiques, ceci dans la diversité des morphologies car tous les Africains ne sont exceptionnels. La diversité génétique de l'Afrique elle-même ancienne alimente cette capacité à fournir des corps aptes au sport. Aussi l'Afrique de l'est, Kenya et plateaux éthiopiens, fournissent des coureurs de fond. Alors que les corpulences deviennent sportives (et sont propices à l'obésité en absence de sport), la médecine qui lutte contre les parasites explique aussi le rattrapage démographique. Quant au mot race, moins galvaudé chez les Anglo-saxons, il a été tellement attaqué qu'il est devenu tabou au point où même des généticiens de renom s'en méfient (Stephen Jay Gould, Richard Lewontin et Albert Jacquard par exemple) même si d'autres continuent à l'utiliser pour le genre Homo. La gauche, l'histoire et les anthropologues en ont fait un repoussoir moral et pseudo-scientifique pour défendre une seule humanité dont les variations nombreuses ne permettraient pas de distinguer des races, encore moins au nom de la couleur de la peau (que l'on a vu effectivement changeante mais qui mérite un questionnement).

Les entrepreneurs africains

L'anthropologie économique butte également contre le plafond de verre des croyances quand les chercheurs s'abritent derrière les normes de leur profession. S'ils reconnaissent des différences parmi les entrepreneurs en Afrique, ils n'en tirent aucune leçon générale de peur de sombrer dans le culturalisme ou la dénonciation néocoloniale. « Différentes études ont montré que les établissements africains sont des lieux où la maximisation financière et technique entre en conflit avec des obligations solidaires et, plus généralement, avec des codes interprétatifs locaux qui distraient une partie des ressources disponibles¹²⁹ ». Les communautés familiales et religieuses sont prépondérantes dans les recrutements et les salaires quelle que soit l'efficacité productive du travail. Alors que sont reconnus « la rationalisation partielle des techniques comptables, la confusion entre les fonds de l'entreprise et le revenu de l'entrepreneur, les impératifs de redistribution qui incombent au promoteur, la tendance aux dépenses ostentatoires », on critique toute généralisation au nom du « culturalisme d'entreprise ». Les Africains du Sud le disent de manière crue quand ils évoquent les

¹²⁷ <https://www.courrierinternational.com/article/2000/04/20/pourquoi-les-dieux-du-stade-sont-ils-noirs>

¹²⁸ https://www.cairn.info/revue-sciences-sociales-et-sport-2010-1-page-7.htm?try_download=1

¹²⁹ <https://journals.openedition.org/apad/1531#bodyftn16>

« *tenderpreneurs* » qui sont les hommes d'affaire qui s'enrichissent indûment avec les appels d'offre publics (*tenders*).¹³⁰

Pourtant, l'aptitude au travail dur est connue tant chez le producteur agricole que chez l'esclave. Le mouridisme sait amasser des capitaux sans munificence et avec un minimum de solidarités obligées. Les ethnies commerçantes sont connues, encore qu'on a vu qu'elles sont proches des lieux de pouvoir qu'elles noyautent ou alors elles sont le fait d'entrepreneurs isolés, tels les caravaniers qui ne portent aucune lettre de change. Bref, avant l'Etat qui aurait pu garantir les contrats, la confiance manque. Et avec l'Etat depuis les Indépendances, les entreprises proches du pouvoir peuvent prospérer un temps mais la sécurité des investissements fait défaut. La confiance manque parce que les règles sociales manquent. Comme l'Afrique n'est pas encore parvenue à généraliser à l'échelle nationale les liens personnels de confiance entre individus, le développement stagne.

Le lignage en perspective

Les chasseurs-cueilleurs et plus tard les agriculteurs-éleveurs ont délimité des territoires qu'ils s'attribuaient, ceci avec ou sans sédentarisation. La territorialisation plus ou moins tôt a dépendu de la densité démographique ou de la durabilité des ressources qui s'y trouvaient ; elle dépendait aussi de l'asymétrie des puissances car il faut disposer des moyens d'exclure les braconniers ou les intrus. C'est sans doute à ce moment que se met en place le lignage, qui est autant une forme de filiation qu'un système classificatoire des individus. Mais si les solidarités sont organiques au sens d'une obligation, les solidarités sont inégales faute de règles strictement édictées et appliquées. Aussi le chef de terre, qui n'est pas un propriétaire, peut-il favoriser certains solliciteurs sans interdire l'accès à un membre du lignage. En effet, tout individu qui atteste de l'existence d'un ancêtre commun peut se prévaloir d'un droit d'usage, mais un ami ou un étranger qui se prête aux rites et paie des bières de mil sera privilégié par le chef de terre. Le lien organique avec la terre est peu propice aux loyautés et il entretient les mobilités individuelles faute d'un droit codifié. A l'exception du géographe Paul Pélissier qui signale l'arbitraire de la désignation secrète d'un héritier¹³¹, le mot arbitraire n'est pas utilisé par les observateurs qui l'attribuent aux administrations. Ils lui préfèrent le terme de flexibilité, ceci en omettant la sacralisation dont bénéficierait le lignage (selon Luc de Heusch¹³²). Que le lignage soit aristocratique ou pas, cette sacralisation légitime la vengeance individuelle perpétrée contre ceux qui transgresseraient les solidarités organiques. Toujours est-il que le lignage est une caractéristique du continent pour Alain Testart¹³³ qui retrouve la classification de l'individu chez les aborigènes australiens. Pour solides qu'elles soient, les solidarités sont organiques, à la fois indiscutables et soumises au bon vouloir d'un chef. Ne lie les individus aucun contrat soumis à sanction autre que les rites et la vengeance par sorcellerie ou violence¹³⁴.

L'emprise lignagère ou aristocratique sur la terre ne relève pas de la pleine privatisation, laquelle devrait d'ailleurs s'appuyer sur un droit, une justice et des sanctions pour le contrevenant. La faiblesse des institutions en Afrique et la privatisation peu développée de la terre sont liées par une cause

¹³⁰ <https://theconversation.com/state-capture-in-south-africa-how-the-rot-set-in-and-how-the-project-was-rumbled-176481>

¹³¹ Paul Pélissier. Transition foncière en Afrique noire. Du temps des terroirs au temps des finages

¹³² <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-2-page-23.htm>

¹³³ Les principes lignagers se retrouvent dans des sociétés réglées d'Eurasie et du Pacifique. Un Polynésien par exemple a un accès à la terre s'il partage un ancêtre. Il resterait à comparer les lignages des sociétés organiques et réglées pour apprécier invariants et différences : Principes de sociologie générale. I. Rapports sociaux fondamentaux et formes de dépendance, Paris, CNRS, coll. Interdépendances, 622 p. 2021

¹³⁴ L'Afrique intertropicale est la région du monde où se rencontre depuis trente ans le plus grand nombre de conflits armés.
https://www.researchgate.net/publication/259799233_Guerres_africaines_De_la_competition_ethnique_a_l%27anomie_sociale

historique commune. Même si on s'interroge sur le sens de la causalité, l'absence de privatisation est plus la conséquence que la cause de l'absence de règles strictes. On ignore aussi pourquoi des régions du monde sont privatisées alors que d'autres relèvent de la propriété collective car trois facteurs semblent intervenir : la densité de population, l'existence de règles strictes et les contingences au moment de la possibilité d'un régime à un autre. On constate a posteriori que certaines terres privatisées sont corrélées au développement, mais sont-elles le facteur déclenchant ou bien le fruit d'une marchandisation précoce ? Quoiqu'il en soit, l'échec des révolutions prolétariennes soviétiques et chinoises a conduit les économistes à promouvoir la privatisation des terres collectives. La propriété collective se prête mal selon eux au développement agricole ou commercial pour les propriétaires désireux d'emprunter. Le défaut de sécurisation patrimoniale empêcherait d'accéder à la caution financière du bien et de garantir l'appropriation des améliorations apportés au fonds. Mais la privatisation n'est pas suffisante comme l'ont montré les haciendas latino-américaines. De plus, les innombrables difficultés de la titrisation rencontrées par les programmes fonciers actuels sur le terrain montrent l'absence d'un Etat fonctionnel et d'une justice légitime en cas de litige. Le problème est pour l'heure insoluble car le moindre ayant-droit lignager exige son droit même en cas de signature d'une majorité d'entre eux (quand ils sont répertoriés). Quant aux anthropologues, ils brandissent le pluralisme juridique comme explication des échecs.

Les droits organiques ont sans doute fonctionné dans une Afrique peu dense, mobile et d'agriculture extensive, mais la possibilité d'une émigration n'a pas conduit à leur consolidation. Ils étaient d'ailleurs consubstantiels de l'individualisme organique où chaque individu a peu de comptes à rendre au groupe. Mais la limitation de la solidarité-confiance est devenue un obstacle dans une société dynamique, ce qu'illustrent les aménagements de bas-fonds au Burkina-Faso. Le bas-fond est une série de dépressions de plusieurs km² le long d'une rivière saisonnière : en saison des pluies, il est inondé et en saison sèche, l'eau disparaît. Les ONG actuelles rencontrent les mêmes problèmes d'aménagement que les agences publiques et les administrations coloniales jadis. Selon les prix agricoles et les pluies, les bas-fonds sont abandonnés au profit du coton sur les plateaux. Face à cet abandon, l'aménageur voit la perte du profit d'une ressource (l'eau) et donc une opportunité d'aménagement pour le riz. Une fois aménagées, les parcelles intéressent les migrants, les jeunes ou les femmes car le rapport financier est faible. Mais elles peuvent aussi être revendiquées si leur répartition ne respecte pas la « propriété » originelle des lignages¹³⁵. Après qu'un cultivateur se soit mis en tête de définir une frontière entre deux clans, la zone contestée a produit deux morts suspects qui ont rendu la terre « tabou » (terme non utilisé en Afrique) car personne n'a plus sollicité cette zone. Il n'y a pas eu ici d'occupation collective ou de revendications officielles si ce n'est des tensions locales possiblement résolues par un sorcier. Dans cette configuration douce-amère où intervient la sacralité mortifère, on conçoit la difficulté à comprendre une réalité économique jamais éloignée du surnaturel sociopolitique alors que, si la ressource était profitable, aucun surnaturel n'entraverait son usage.

Dans un territoire peu peuplé, avec une marchandisation peu intense et dans une société peu soumise aux règles, la terre n'a pas besoin d'être appropriée par un individu. Ce dernier se contente de l'accès lignager flexible et égalitaire. Même l'esclavage est peu utile quand l'insécurité règne et quand le coût de surveillance de l'esclave est énorme sauf dans le désert. Les incursions militaires ne conduisent pas à répartir la terre abondante entre les guerriers, ce qui conduirait à sa privatisation. La territorialisation est labile au sens où un groupe mal défendu peut y être délogé. Aussi les Dogons installés sur des terres a priori stériles avaient-ils été chassés d'une terre ancestrale¹³⁶. L'ancêtre pionnier devient la référence classificatoire d'appartenance au lignage qui reste peu structuré en

¹³⁵ <https://www.cahiersagricultures.fr/articles/cagri/pdf/2019/01/cagri180232.pdf>

¹³⁶ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/ed-06-08/010044502.pdf p.288

règles et dont les solidarités sont limitées. Les enfants dépendent souvent d'un oncle et des étrangers leur sont parfois préférés. Le lignage n'est guère une communauté inclusive de confiance, de normes et d'exclusion, voire d'affection. La violence va s'accroître avec la densité démographique et la territorialisation ethnique. La communauté de banquets (telle la *syssitie* précisément réglée de Sparte) ou de *potlatch* ne semble pas être africaine faute d'une identité communautaire.

Le lignage semble un marqueur de l'Afrique à condition d'insister sur les liens avec la sorcellerie et la place de l'individu dans les solidarités organiques. Le parasitisme en Afrique et des principes sociaux différents du reste du monde expliquent les trajectoires africaines ainsi que la diversité génétique et sociale. Les gènes africains ont permis de lutter contre des maladies endémiques tout comme le génome a incorporé des traits eurasiatiques, du moins au Sahel et en Afrique de l'Est. Quant à la couleur de la peau, le recul géographique des peaux noires pourrait résulter de l'avancée des sociétés claires de peau dont l'organisation réglée favorise l'identité avec, par conséquent, l'efficacité collective et l'unité des normes. De ce faisceau de trajectoires, on retient des compétences pour les individus (sur les plans sanitaire et physique dans le sport) et pour les sociétés (solidarités organiques).

L'approche culturaliste qui ausculte les différences sociopolitiques doit s'appuyer sur le comparatisme. Faute de quoi, une culture révèle peu si ce n'est le constat du manque d'argent ou d'Etat. Alors que l'ex-président Barack Obama simplifiait quand il affirmait : « l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes¹³⁷ », les chercheurs doivent prospecter au-delà du sens commun ou de l'action politique. Une culture n'est ni un grand tout mal défini ni juste un élément décontextualisé, deux cotes mal taillées qui évitent le questionnement ou qui ouvre sur le racisme. Elle doit être la convergence d'un faisceau de présomptions pour étayer une interprétation d'ensemble. L'Afrique suggère une propension au patrimonialisme lignager-ethnique propice aux accusations ou, au contraire, propice à la dénonciation anthropologique de ces accusations. Les ethnies sont critiquées au nom de la domination coloniale alors qu'Ethiopie a inventé des ethnies sans l'aide des colons¹³⁸. L'ethnie se comprend moins en temps de paix qu'en temps de crispation quand les solidarités doivent fonctionner pour se protéger des autres. L'Afrique doit trouver des institutions conformes à ses structures familiales et collectives. Peut-être peut-on améliorer à long terme la confiance et le droit, mais à court terme, les régimes seront opérationnels s'ils sont en adéquation avec l'idiosyncrasie. Déjà les chercheurs africains se démarquent progressivement des normes occidentales (telle l'agroécologie¹³⁹) et testent la religion, l'éthique, la lutte contre la corruption ou encore la participation sociale comme ressource politique.

4. Le Moyen-Orient des tribus et des empires

Si le Moyen-Orient est connu pour son commerce et ses périodes de haute culture, l'économie est en berne depuis des siècles et elle n'a que la rente pétrolière, les mandats des migrants et parfois le tourisme pour l'embellir. Les anthropologues ont accusé les colonialismes romain, ottoman et occidental, mais déjà ces dominations en série soulignent les fragmentations et des organisations limitées, ceci alors que le Moyen-Orient est à la croisée des influences mondiales et qu'il bénéficie de sa *pole position* historique en Eurasie. Le croissant fertile a autorisé des concentrations de population et des empires précoces, mais je pose l'hypothèse que la culture moyen-orientale, réglée plus par le passage des isthmes que par les hivers rigoureux, a produit un individualisme réglé de type tribal avec, comme on le verra, une propension à la méfiance et à l'ordre comme refuge face au désordre qui guette. Inversement, le cas juif fondé sur la Loi est l'exception qui confirme la règle.

¹³⁷ Discours d'Accra en juillet 2009

¹³⁸ <https://theconversation.com/conflit-ethiopien-les-faiblesses-de-l'explication-ethnique-171683>

¹³⁹ <https://theconversation.com/no-perfect-solution-africas-smallholder-farmers-must-use-both-traditional-and-new-practices-173332>

De culture ancienne et pourtant en retard économiquement, le Moyen-Orient inclut non seulement l'Orient géographique, mais aussi les steppes du nord propice aux empires (ici soumis aux hivers rudes), l'Afrique du Nord et l'Inde même si des sous-cultures les distinguent. La prééminence des tribus est favorable aux empires quand l'une d'elles assujettit les autres. Particulièrement visible dans les guerres contemporaines depuis l'Afghanistan jusqu'au Maroc en passant par la Lybie, la nature tribale des empires diminue encore plus les possibilités de développement déjà limité par les tribus et un individualisme méfiant et soucieux d'ordre. Inversement, les empires sont enclins à l'accueil de la diversité, l'antisémitisme s'y construisant tardivement. C'est ce que rappelle Pascal Ory : « les récits antiques attestent de luttes et de répressions sous les Assyriens, Babyloniens et autres, jusqu'à Rome, les raisons n'en sont jamais que politiques, l'hétérogénéité tant ethnique que religieuse n'indisposant pas les dominants. L'historiographie a parfois privilégié des temps forts, tels que la destruction, en 70, du Temple de Jérusalem par Titus, dont la compagne Bérénice est du reste fille du dernier roi juif de Judée, ou la révolte du zélate Bar Kokhba qui conduisit Hadrien à raser Jérusalem (135) au terme d'une guerre atroce, mais l'empereur Julien envisagea en 362 la reconstruction du Temple¹⁴⁰».

Les tribus

Il n'est pas impossible que des cités aient surgi au sein du monde des tribus, villes qui ont pu disparaître par la suite. Au Néolithique, la ville de Liangzhu est creusée de canaux jusqu'à ce que les limons d'inondation la recouvrent pendant mille ans. Une ville ne recouvre pas facilement une gloire passée faute de retrouver les conditions démographiques, de paix et de légitimité d'une tribu par rapport à d'autres qui se sont développés entre temps. Une ville détruite peut aussi être reconstruite ailleurs¹⁴¹.

Quoiqu'il en soit, les tribus naissent avec la densification démographique du fonds diffus et par agrégation de bandes de chasseurs-cueilleurs quand il faut défendre un territoire ou se protéger des incursions. Sur le territoire, les familles s'organisent autour d'un chef qui peut être un sage ou un guerrier. Dans les deux cas, la violence est omniprésente même si elle n'est pas toujours bien rendue par les témoignages archéologiques limités. La violence poursuit la violence née dans la lignée des singes, elle est inhérente à l'activité de chasse et elle se renforce dans des tribus dont l'unité se construit sur des particularismes dont on se fait honneur de suivre les règles mais qui exclut l'étranger. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de compassion, d'alliances ou même d'inclusion d'éléments allogènes, mais la haine n'en est pas moins présente collectivement. L'histoire circonstanciée de l'Afghanistan illustre le monde des tribus enclines à la violence en période de désordre. Les témoignages actuels montrent une démocratie non réglée qui sert des intérêts non communautaires et une demande de sécurité dans la population soucieuse d'ordre. L'ordre des talibans ou de l'islam primordial a toujours été une garantie pour un ordre supra-tribal¹⁴². Contrairement aux suppositions occidentales, toujours selon les témoignages actuels, la sécurité des femmes s'est améliorée avec les talibans même si elles perdaient en même temps leur liberté. Dans un monde tribal violent, la démocratie ou le libéralisme libère un individualisme sans régulation. L'Afghanistan contemporaine rappelle l'Arabie anomique des tribus que Mahomet et ses adeptes avaient réglée.

¹⁴⁰ https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/12/03/dans-de-la-haine-du-juif-pascal-ory-dejoue-les-pieges-de-l-histoire_6104605_3232.html

¹⁴¹ https://www.lemonde.fr/sciences/video/2021/12/03/en-chine-une-culture-neolithique-a-ete-victime-d-aleas-climatiques-il-y-a-4-300-ans_6104616_1650684.html

¹⁴² <https://theconversation.com/what-my-20-years-in-afghanistan-taught-me-about-the-taliban-and-how-the-west-consistently-underestimates-them-167927>

La sortie d'Afrique

La sortie d'Afrique brise les structures sociales qui ne sont pas encore lignagères. Il faut en effet de l'aventurisme, une marginalisation, voire de la solidarité pour passer les isthmes. A l'origine, la diversité sociale et génétique est minimale alors que les règles sont nécessaires. Les premières bandes et les premiers ménages qui atteignent l'Eurasie sont particuliers du fait du nombre réduit d'individus prélevés aux franges de l'Afrique. Cette particularité fondatrice au sein de la diversité africaine se renforce avec des règles et des solidarités plus affirmées. A partir du delta du Nil, les petits groupes essaient et s'isolent partiellement pour étendre le fond diffus à l'Eurasie. La trajectoire sociale et génétique diverge de celle de l'Afrique en même temps que la diversité explose avant la montée vers le nord. Les lignées suivent désormais des principes d'organisation qui préfigurent les protocultures du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Asie après celles qui suivent le littoral jusqu'en Australie. On pourrait presque parler de communauté au sens d'égaux en droit, mais ce sont les premières hiérarchies et les croyances primordiales qui impriment leurs marques. En Asie, le paternalisme impose la sujétion de l'individu au groupe alors que les Grecs ou les tribus germaniques sont plus communautaires (sans égalité réelle).

Les protocultures suivent schématiquement trois prototypes selon le lien au territoire (qui pourra conduire à la privatisation des terres) et les types de solidarité : d'abord les deux sociétés les plus réglées : holisme asiatique, d'une part, et communauté occidentale, d'autre part, cette dernière étant plus libre avec des tribus fractionnées propices à l'union-désunion qui donnera l'égalité de droit et l'État de droit ; quant au Moyen-Orient, une nature tribale-impériale repose sur une confiance et des solidarités limitées du fait de règles sociales qui n'ont pas subi l'épreuve des hivers rigoureux. L'égalité n'existe nulle part et l'individualisme partout¹⁴³, mais sous des croyances et des principes fort divers. Des règles insuffisamment appliquées créent du désordre dont les individus s'effraient. Les règles faibles engendrent l'attirance pour un ordre autoritaire. Au Moyen-Orient, l'individualisme est aussi présent qu'ailleurs, mais la recherche de l'ordre fort est privilégié au détriment de la liberté. La tribu est guerrière parce que l'unité est à ce prix. L'empire comme agrégation de tribus sous la domination de l'une d'entre elles n'améliore pas (on pourrait utiliser le verbe « empire ») l'efficacité sociale qui reste guerrière par souci de protection et par les vengeances associées. L'empire ne crée pas un sentiment d'unité, bien au contraire.

L'Asie du Sud-Est est restée longtemps tribale du fait d'une faible densité dans les deltas et les jungles tropicales. Les infiltrations indiennes et les migrations chinoises ont créé des royaumes sur une base tribale, tels celui des Thaïs dans les vallées hautes puis basses. Dans ces régimes hiérarchisés et réglés à faible densité de population, l'holisme est analogue à celui du nord. De son côté, la Russie est soumise au froid mais la culture des steppes à faible densité semble avoir entretenu les formes tribales avec une solidarité réduite, la violence des incursions et l'esclavage. Les ressources abondantes, faciles à chasser mais clairsemées se sont amenuisées alors que la densité démographique augmentait. Si ce schéma est exact, on peut appliquer aux steppes le plafond malthusien de population quand n'est possible aucune intensification de l'usage des ressources. De plus, la stratégie défensive, en dehors des marais plus protecteurs, était réduite par rapport aux attaquants. Les hordes et les empires guerriers se sont succédés selon des alliances tribales éphémères jusque tardivement dans notre ère, ce qui rapproche les steppes du Moyen-Orient¹⁴⁴. Les

¹⁴³ La tribu est sans doute le régime démographique le moins individualiste comme l'attestent peut-être les tribus amérindiennes : <https://theconversation.com/we-are-facing-a-settler-colonial-crisis-not-an-indigenous-identity-crisis-175136>

¹⁴⁴ La légende de Sainte Olga de Kiev montre la présence des tribus au Moyen-âge et insiste sur la vengeance et la violence propres aux peuples mal défendus <https://theconversation.com/sainte-olga-de-kiev-patronne-de-la-resistance-et-de-la-vengeance-178218> L'âme russe a aussi fait couler de l'encre, comme sous la plume de

règles se déclinent non seulement selon les latitudes mais selon aussi les ressources et la démographie comme on vient de le voir. On est loin des *fides* romaines et féodales qui institutionnalisait la confiance avant que le droit ne s'impose. Le riz dans une société organisée a pu accentuer l'holisme dans la mesure où les grands travaux chinois ou communautaires au Japon accroissent la dépendance de l'individu vis-à-vis du groupe. Le Moyen-Orient précocement organisé, ce qui est normal puisqu'il est le lieu de concentration des peuples venus d'Afrique, en serait resté aux tribus fédérés en empires alors que les ressources en eau et en terre du croissant fertile (qui étaient le pétrole d'hier), si elles ont favorisé les cités, ne se sont pas concrétisées dans un régime sociopolitique plus réglé.

Protocultures

Lente à se mettre en place, la démographie eurasiatique devient explosive une fois réalisée l'adaptation aux zoonoses qui n'ont pas manqué d'infecter Sapiens¹⁴⁵. A la différence de l'Afrique, l'Eurasie voit l'homme comme une espèce invasive avec les avantages que cela confère sans compter les mélanges ultérieurs qui bénéficient de la vigueur hybride¹⁴⁶. Les tribus émergent et les règles fondatrices les rendent à la fois organisées et potentiellement exclusives. Les isolats culturels créent les protocultures et les tribus se protègent sous réserve que leurs membres adhèrent à ses traditions. Il est vrai que les règles sont inégalement appliquées et une comparaison serait possible avec les tribunaux peuls (autour du karité), grecs et romains¹⁴⁷. Quoi qu'il en soit, trahison et félonie sont de tous les continents du fait de l'individualisme et du souci d'émancipation des règles. La haine collective, en partie canalisée au sein d'une organisation réglée, devient incontrôlable entre groupes organisés et plus tard entre pays quand cristallise l'identité. Se protéger collectivement accentue le caractère guerrier et la vengeance des tribus. Dans cette logique évolutive, l'identité émerge avec la confiance et les deux attributs sont les deux faces d'une même monnaie, à savoir les règles. Bien entendu, la confiance dans les institutions d'Etat sera facilitée quand l'Etat existera. Les sanctions assénées au nom du collectif (que représente son leader et plus tard l'Etat qui détient le monopole de la violence) sont à la hauteur des règles sociales, ce que la justice de Dieu incarne au Moyen-âge jusqu'à ce que l'Etat de droit institue des procès équilibrés où plaignant et inculpé sont reconnus comme individus de plein droit.

L'appropriation d'un espace par les tribus entrave les migrations du fond diffus. Les tribus migrent alors collectivement comme les Gaulois en Turquie, les Atrébates belges dans les îles britanniques et les Helvètes et les Goths dans l'empire romain. Sous la pression démographique, les grandes invasions furent les derniers avatars de ces transmigrations en Europe. La territorialisation accentue les règles, l'inclusion, l'identité et donc l'exclusion, les pauvres pouvant être ceux qui sont les moins enclins à accueillir les étrangers. La couleur de la peau a sans doute joué encore que les élites de Rome et des Grecs, ces derniers considérant barbare tout ce qui ne relevait de la cité, aient montré une certaine

l'écrivain Arthur Larrue : « 'L'âme russe' est cette conscience que tout ce que nous pensons de solide ou d'un brin assuré dans notre existence peut être effacé en un instant, par le surgissement arbitraire de la violence. Il en irait donc de la Russie comme de l'orage ou d'une coulée de boue : elle vous rappelle à la dérision de votre vie ».

¹⁴⁵

https://www.medecinesciences.org/en/articles/medsci/full_html/2004/01/medsci2004201p14/medsci2004201p14.html

¹⁴⁶ Lluís Quintana-Murci. Le peuple des humains : sur les traces génétiques des migrations, métissages et adaptations. Odile Jacob, 2021

¹⁴⁷ <https://theconversation.com/why-translating-gods-law-to-government-law-isnt-easy-177310> Des historiens ont évalué le faible niveau d'Etat de droit à partir des contradictions entre codes (tel celui d'Hammourabi ou la Loi Mosaïque) et les décisions. La divinisation de la Loi chez les juifs est une exception culturelle au Moyen-Orient.

ouverture d'esprit ou du moins un pragmatisme qui montre que l'identité est encore loin du patriotisme ultérieur. Le racisme élitaire, qui ne préjuge pas du racisme populaire, a toutefois existé comme chez les premiers Chrétiens. Tertullien, mort à Carthage en 220, l'a illustré avec ses diatribes contre les femmes, les juifs et les spectacles¹⁴⁸. Le théologien ne cite pas les Africains alors qu'il les croisait, sans doute parce qu'ils n'étaient pas utiles à sa théologie. D'autres avant lui avaient fustigé les juifs également pour des motifs théologiques et c'est tout un courant qui transparait avec les attaques conjointes contre les juifs et les femmes. Le sectarisme sera plus marqué encore chez Donat, « attitude sectaire qui conduit au séparatisme sur le plan politique¹⁴⁹ ». Le traditionalisme intransigent du nord de l'Afrique relève de la nature tribale du Moyen-Orient et on le retrouve bien plus tard dans les dynasties berbères en Espagne qui mettront fin à la période des Lumières arabes¹⁵⁰. Il est possible d'établir un lien entre cette intransigeance, les règles identitaires et de respect de l'autorité (et de l'ordre) de nature tribale.

La mobilité de prospection des chasseurs-cueilleurs laisse la place aux migrations tribales orientées et à plus grande distance. Plus tard, les empires organisent les migrations pour réprimer et diviser. Au XIXe siècle, les empires coloniaux mettent en place des colonies de peuplement (États-Unis, Algérie) et favorisent la mobilité vers les zones forestières (boom du cacao et du café). Ce n'est que récemment que l'immigration individuelle de type fourmi touche à nouveau les pays occidentaux depuis les pays pauvres d'Afrique et du Moyen-Orient en guerre. La colonisation territoriale est de type *push* quand il s'agit d'une expulsion (tel le *ver sacrum* des jeunes gens à Rome –voir plus loin) ou de la saturation d'un territoire. Elle est de type *pull* par l'attrait relatif des ressources proposées. Les deux types peuvent se combiner, mais il est fréquent que l'une l'emporte sur l'autre si l'on se donne la peine d'analyser les modalités de la mobilité. Les migrations sont aussi devenues des enjeux politiques du fait d'une idéologie nauséabonde, comme celle de l'espace vital qui a justifié invasions et exterminations, ou du fait de l'externalisation du traitement des migrants par les pays intermédiaires comme la Lybie, le Maroc ou la Turquie de la part de l'Union européenne.

Sur un territoire sont créées des institutions de protection, de gestion et d'organisation qui relèvent du principe de solidarité réglée vu plus haut et se manifestent par une éducation stricte et des règles qui le sont moins où l'individu est à la fois assujéti au groupe et libre car les règles collectives sont mal appliquées. Dans ce cadre lâche, le hasard crée des institutions dont certaines d'entre elles s'imposent aux tribus voisines. La prime donnée à l'efficacité organisationnelle n'est pas automatique quand une tribu avec des institutions de valeur s'incline face à une plus grande puissance militaire. La création destructrice ébauche alors un style régional et la différenciation ne repose plus sur l'isolement mais sur la solidification des protocultures par adhésion des tribus à des valeurs partagées. L'adhésion est supposée rendre l'organisation solide et assurer sa survie. D'une certaine façon, il y a ici une prime précoce à la démocratie quand celle-ci, plus légitime, parvient à se maintenir face aux invasions militaires. Mais quand le groupe et son ordre prévalent sur l'individu ou quand les règles sont relâchées, la démocratie disparaît d'autant plus qu'elle devient une faiblesse quand les règles sont inégalement appliquées. Le chaos dont elle est porteuse devient même un repoussoir et les membres effrayés d'une tribu optent pour un pouvoir fort, fut-il despotique et liberticide. Une fois territorialisée, la tribu fait disparaître les reliquats des bandes éparses. Le monde plein est alors favorable à la circulation des informations. Arts et techniques diffusent même si ces dernières sont parfois l'objet de secrets de fabrication confisqués par des spécialistes : taille des pierres, artisanat, cheval, chien, proto-agriculture, céramique, soie, métallurgie, etc. Si les inventions émergent indépendamment à plusieurs endroits, encore faut-il des tribus ouvertes au changement. Une

¹⁴⁸ Tertullien et moi, Stéphanie E. Binder, Cerf, 184 p.

¹⁴⁹ <https://theconversation.com/quand-lafrique-du-nord-etait-chretienne-159088>

¹⁵⁰ Un autre carthaginois, Saint Augustin, combattit ce sectarisme hérétique.

technique peut en effet être refusée par conservatisme ou selon les ressources présentes (le gibier ou la forêt abondante n'aide pas à basculer à l'agriculture, à la charrue ou au chariot). Une tribu ouverte à la nouveauté innove et les améliorations techniques diffusent si l'amélioration est incontestable. L'élite trop conservatrice d'une tribu peut même être dénoncée par ses membres. Inversement, l'élite peut être très ouverte et impose la nouveauté à la tribu. L'invention voyage avec les migrants, des conquérants ou des spécialistes tels les Indoeuropéens avec leur structure sociale, leur langue et leurs gènes. Les peuples des steppes diffusent le cheval et le chariot et les agriculteurs moyen-orientaux les semences et le bétail. Les gènes confirment ces pressions permanentes : lignée maternelle, paternelle ou double. Aussi les faibles densités de chasseurs-cueilleurs ont-ils laissé peu de traces génomiques devant l'avancée des agriculteurs en familles, bandes ou tribus, ceci même si les chasseurs cueilleurs pratiquaient l'essart pour des raisons cynégétiques. L'espace est alors totalement occupé et les échanges de gènes et d'innovations n'empêchent pas la singularité culturelle de s'intensifier, du moins entre les grandes lignées régionales.

Institutions

Après les bandes, les tribus consolident leurs institutions autour des notions de communautés, de tribus et même de royautes quand les guerriers élisent un chef. A l'époque, tout un chacun adhère à l'explication naturaliste où magie et religion sont mêlées aux organisations sociales. Que le système fut totémique ou animiste, il était hégémonique au sens où chacun y accordait foi, ce qui n'empêchait nullement d'être réflexif, d'améliorer le sort de l'homme et de changer le système en temps de crise. Les organisations changeaient par contact avec les tribus voisines. Mais le conservatisme s'intensifiait avec les organisations réglées que verrouillaient la morale, l'identité, les hiérarchies et même les savoirs astronomiques et médicaux accaparés par la caste des sorciers officieux et des devins officiels.

Outre les principes d'organisation variables selon l'existence de règles et la rigueur dans leur application, outre l'hégémonie adaptative qu'on vient de voir, les tribus étaient plongées dans la compétition qui privilégiait les plus efficaces. L'efficacité concurrentielle protégeait mieux des attaques et des crises. Par exemple, l'accord au sein de la tribu légitimait les autorités et canalisait les tensions internes. Tous les continents n'étaient pas égaux en termes d'efficacité concurrentielle, le monde steppique privilégiant l'attaque, le servage et la cruauté¹⁵¹ à l'organisation statique, fut-elle défensive. Des alliances épisodiques ont montré la puissance éphémère de ces organisations telle la Horde d'Or ou les Huns. L'empire et l'urbanisation sédentarisèrent, mais l'empire demeurait le conservatoire des tribus et ne constituait pas leur dépassement.

L'identité d'une tribu sur un territoire repose symboliquement sur la reconnaissance d'une parenté. L'ancêtre commun est autant un signe de reconnaissance que d'exclusion. Le lignage suit ce schéma, mais la base institutionnelle de la tribu eurasiatique est plus marquée et plus diversifiée du fait de règles soumises à l'inventivité, même si elles suivent les principes énoncés plus haut. Le chaman crée des rites mais le métier n'est pas sans risque car il doit montrer leur efficacité au prix de sa tête. Encore faut-il distinguer le sorcier peu différencié dans la population du chaman reconnu publiquement et du pré-druide détenteur de savoirs au service de la collectivité. Le sorcier n'est pas nécessairement un bouc-émissaire alors que le devin peut l'être. Plus les institutions sont formelles, plus le métier est spécialisé et proche du pouvoir avec des conséquences fatales dont il faut se prémunir. Les clercs astucieux ont inventé des pratiques « paratonnerre » pour éviter que la foudre populaire ou royale leur tombe dessus. Et s'ils ne l'ont pas inventé, la sélection sociale l'a faite pour eux comme dans le cas de la Pythie incompréhensible et libre d'interprétation que des spécialistes

¹⁵¹ Cruauté diabolisée : Thierry Camous (2007), « Grattez le Russe et vous trouverez le Tartare », Orients/Occidents, vingt-cinq siècles de guerres : 245 à 284 ainsi que : <https://theconversation.com/la-rusia-de-putin-un-pais-vinculado-a-la-tirania-y-esclavo-de-sus-propias-decisiones-174263>

traduisaient sans en être pleinement responsables¹⁵². Les rites changent avec les aléas et des rites efficaces (efficacité qui porte sur la crédulité et sur la légitimité) diffusent. Sous l'hégémonie naturaliste plus marquée encore avant l'époque axiale, la divination était admise car elle faisait partie de l'explication du monde que formalisaient les clercs. Elle existe toujours tant l'humain refuse la vie nue et son absurdité quand manquent les motivations et les cadres en mesure de fournir des promesses sérieuses. La divination a traversé les âges et elle s'est installée dans les sociétés organisées à religion individualiste comme en Asie.

Les mythes témoignent des représentations sociales et des organisations de l'époque. Même s'il existe des mythes universels venus d'Afrique qui créent une histoire sur un savoir astronomique à l'exemple des Pléiades¹⁵³, d'autres naissent dans des protocultures spécifiques. Puis ils voyagent, se transforment et dépassent le niveau tribal. L'intertribalité facilite les alliances, mais qu'une crise éclate et les tribus s'embrasent pour des questions d'identité, de femmes ou de ressources. Les tribus numériquement importantes par l'efficacité à attirer ou mieux dotées en ressource soumettent les plus faibles au tribut, à l'alliance forcée, à l'exode voire les massacrent. Les esclaves ont pu exister tôt car ils ne pouvaient survivre en dehors des solidarités tribales. Sous la forme de dépendants familiaux, ils aidaient, chasse incluse, et servaient de sacrifices humains comme chez les Aztèques plus tard. Ils cultivaient comme chez les Peuls. Le sacrifice du marginal ou de l'étranger est une des mille manières pour détourner l'ire tribale du chaman ou du chef aux fonctions encore contestables. Le rite efficace fait partie de l'organisation efficace. Une fois le processus entamé, la tribu dominante s'étend jusqu'à rencontrer et combattre une autre tribu dominante. C'est le début des empires qui naissent à partir d'une densité démographique. L'échange est possible grâce aux mobilités jusqu'aux marges de l'empire, ceci pour administrer, recruter, prélever un tribut ou les protéger d'attaques extérieures. Les mobilités permettent aussi aux armées de se déplacer, mobilités qui peuvent se faire à cheval, en bateau et même à pied comme chez les Incas. Rome est née de l'agrégation de tribus du Latium et la tribu romaine a joué longtemps un rôle dans la royauté puis dans la République.

Le Moyen-Orient à l'origine

Le Moyen-Orient a joué plusieurs fois un rôle de pivot démographique, organisationnel et culturel dans le passé. Arrivé au pivot géographique, les chasseurs-cueilleurs découvrent à droite l'Asie jusqu'à l'Australie et à gauche l'Europe, qu'ils peuvent aussi atteindre par le détroit de Gibraltar. Les archéologues soupçonnent une possible maîtrise des esquifs, lesquels, avec les ressources littorales, facilitent la colonisation le long des côtes. Comme les coquillages marins ne sont qu'un pis-aller¹⁵⁴, la remontée dans les terres intérieures est rapide du fait des ressources en gibier. Le fond diffus se propage dans la zone tempérée et le Danube est une voie de pénétration en Europe si on considère l'ancienneté des artefacts laissés par Sapiens depuis la Bulgarie jusqu'en France. Comme l'atteste l'industrie néronienne atypique attribuée à Sapiens en pleine période néandertalienne, il est probable que des incursions sans lendemain aient précédé le fond diffus stabilisé¹⁵⁵.

Le retard d'une colonisation durable en Europe (après les restes néroniens) est-il dû à l'occupation préliminaire par Neandertal, à la forêt boréale ou encore à la colonisation préférentielle du littoral et des arrière-pays ? Ce dernier mécanisme expliquerait les retards européen et asiatique en rapport à l'Australie. L'installation durable en Australie a pu aussi être favorisée par l'absence préalable d'autres

¹⁵² <https://theconversation.com/the-ancient-greeks-also-lived-through-a-plague-and-they-too-blamed-their-leaders-for-their-suffering-176182>

¹⁵³ <https://theconversation.com/the-worlds-oldest-story-astronomers-say-global-myths-about-seven-sisters-stars-may-reach-back-100-000-years-151568>

¹⁵⁴ <https://theconversation.com/how-the-humble-limpet-helped-humans-develop-survive-and-thrive-173871>

¹⁵⁵ <https://theconversation.com/decouverte-des-plus-anciens-hommes-modernes-en-europe-et-ce-que-cela-change-de-ce-que-lon-pensait-de-ses-relations-avec-neandertal-176919>

Homo. Quant aux steppes de climat frais du centre de l'Eurasie, elles sont colonisées tôt le long des lacs et les fleuves où abondaient mammoths, bisons, chevaux et rennes. Mais le fond diffus y a probablement décimé le gibier plus rapidement qu'ailleurs. La densification humaine en a été retardée et il a fallu attendre l'élevage ou le cheval pour la reprise démographique. En Asie, des chercheurs soutiennent que les caractères mongoloïdes s'affirment comme un rameau reconnaissable dans l'anatomie des squelettes il y a 30 000 ans. Controversée, l'analyse des mâchoires distinguerait les Sinodontes peut-être précédés de quelques milliers d'années par les Sundadontes¹⁵⁶ (le Sunda était la péninsule du Sud-est asiatique il y a plus de deux millions d'années) qui ont donné les Polynésiens, Amérindiens et Aïnous. Tout est loin d'être clair dans les routes migratoires, les Aïnous du Japon à la peau blanche s'apparentant avec les Tibétains, les Australoïdes, les Amérindiens et les Sibériens. Ainsi les paléo-génétiens pensent avoir repéré des vagues migratoires variées en Asie, les premières étant pour partie européennes. Mais ce qui frappe est le maintien d'isolats en Asie et ce, pas seulement sur les îles comme les Papous. Ce sont par exemple les negritos dans différents pays d'Asie du Sud-est qui, s'ils ont une proximité génétique avec les populations locales à peau claire, ont préservé un phénotype foncé, peut-être par refus social ou exil des peaux claires. C'est la limite des analyses exclusivement biologiques qui omettent les déterminants culturels¹⁴⁶.

Chaque race trouve sa place dans l'arbre commun : à droite, les asiatiques ; à gauche, les européens ; au centre, des empires à la peau claire. Le continent indien est très mélangé sur le plan génotypique alors que prévaut une certaine unité de culture. L'un et l'autre ne sont pas asiatiques, un fait somme toute normal par les séparations du massif himalayen et des jungles birmanes. Des haplogroupes y sont spécifiques, mais quel pays n'en a pas ? Hormis de faibles retours asiatiques, l'Inde se rattache doublement au Moyen-Orient : par les flux géniques depuis la sortie primordiale d'Afrique et par l'imposition de la culture aryenne des steppes sur les populations préexistantes. De son côté, l'isolat asiatique a caractérisé indubitablement des populations fondées en gènes et institutions dans un isolement long malgré les brassages aux marges. L'isolat accentue l'endogamie de groupe et amplifie l'identité. Les règles relativement strictes de l'Asie de l'Est se sont accentuées avec l'isolement qui a abouti à un empire du milieu fermé aux influences. Il n'est pas sûr toutefois que l'empire chinois soit l'analogue de l'empire moyen-oriental basé sur les tribus. Quant à l'Europe, la notion d'empire y fut originelle mais pas durable. La diversité génétique semble similaire en Europe et en Chine, mais la diversité nationale et ethnique est propre à l'Europe car le destin de l'ethnie Han épouse celui d'un empire. L'Europe de son côté est soumise aux vents des migrants indoeuropéens, des agriculteurs moyen-orientaux et des éleveurs des steppes.

Le Moyen-Orient et les steppes russo-asiatiques demeurent de nature tribale pour n'avoir pas développé des règles strictes et des solidarités contractuelles. Dans ce cadre, « l'autoroute des steppes¹⁵⁷ » n'a jamais cessé de fonctionner avec les Huns puis les Turco-mongols en Russie, mettant un terme aux empires byzantin et arabe. Par accréation des tribus, cette zone est le lieu des empires et seul le concert des nations contemporain est à même de préserver l'indépendance des pays depuis les colonisations. L'exemple de l'Ukraine et de la Russie en 2022 est le dernier avatar de la logique impériale. Les cités anciennes mais aussi les villes modernes donnent l'illusion de la fin des tribus, mais les guerres récentes en Lybie, en Syrie et dans les Balkans montrent leur retour pour la raison que seule la tribu, dont personne ne parle en temps de paix, protège. La condition de la protection des individus et de leur famille est de prêter allégeance à la tribu. La sortie d'Afrique concentre la démographie tribale dans les vallées arrosées de la Mésopotamie où les cités commerçantes créent royaumes et empires. Mais les guerriers sont toujours nécessaires et les plateaux iraniens eux-mêmes sous l'influence des peuples des steppes étendent leur domination sur le croissant fertile. Carrefour

¹⁵⁶ <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1631068305001284>

¹⁵⁷ https://www.herodote.net/L_irruption_des_Turcs_1055_1092_-synthese-2943-556.php

ouvert aux influences mais lui-même source d'influences multiples, le Moyen-Orient organise le commerce et la guerre car il est le lieu de passage des caravanes qui sont alors le pétrole des cités. Les convoitises y sont nombreuses et la désunion ne parvient pas à les contrer. Il s'organise avant de tomber sous le coup des Huns, Romains et des Arabes dont l'Islam guerrier connaît un engouement sans précédent. L'Islam bénéficie de trois avantages à l'époque qui font florès du Maghreb à l'Asie du Sud-Est et dans les steppes : la pureté qui épouse les croyances locales ; le droit (qui sert non seulement le commerce mais aussi pacifie et sert de recours contre le chaos) ; et la guerre (qui garantit une dominance et donc la paix entre les tribus). Seule l'Inde repliée sur elle-même semble effacée dans ce panorama. De son côté, la Chine est également soumise aux steppes pour des raisons biogéographiques : le nord de la Chine est steppique alors que le nord de l'Europe est forestier. Mais la Chine ayant créé un empire unitaire ancien, les dynasties steppiques se glissent dans les habits de l'empereur. Unité ethno-politique des Han et steppes au nord distinguent la Chine de l'Europe tempérée ouverte au milieu méditerranéen qui est le berceau de l'empire romain alors que sa fin vient du nord fractionné des forêts (ainsi que des steppes). Après les Romains, les dissensions européennes s'aggraveront et empêcheront l'empire de Charlemagne de connaître un destin durable du fait des successions égales entre enfants et des invasions diverses.

Empires du Moyen-Orient

Les *Rous'* de Kiev furent l'objet de vifs débats historiques lors de la guerre de 2022 entre la Russie et l'Ukraine. Ces différents groupes slaves furent fédérés d'abord sous la houlette de Vikings puis du sultan issu de la Horde d'Or, ce dernier régnant pendant 250 ans. Une défense militaire réduite dans les steppes, défense limitée aussi par des tribus qui ne dépassaient pas le clan ou le petit royaume où la servilité était fréquente, a mis à la merci d'autres groupes les populations des steppes. Moscou avec ses princes devenus tsars sont arrivés en dernier, bien après Kiev et les grands duchés de Pologne et de Lituanie à l'ouest plus peuplés et peut-être mieux réglés, plus forestiers aussi. Les steppes courent du nord de la mer noire jusqu'en Corée et elles sont en contact étroit avec les plateaux iraniens et les territoires semi-arides en transition avec les déserts d'Asie centrale. Elles sont bordées au nord par une steppe boisée qui fait transition avec les forêts (forêt décidue, mixte tempérée et taïga). Les steppes n'existent pas en Europe et les steppes d'Ukraine et de Russie sont devenues des greniers à blé mondiaux. La question est double : en quoi ces steppes se rapprochent des tribus du Moyen-Orient ? Et pourquoi l'est mongol, le nord viking et l'ouest germanique, tous soumis aux hordes à un moment ou un autre, ont globalement mieux résisté, voire attaqué même si ce fut de façon temporaire lors d'alliances circonstancielles ? La non-durabilité des alliances pose également question. Il ne s'agit pas ici de répondre mais seulement de montrer la spécificité des steppes et leur caractère propice aux empires sur la base de tribus mal organisées mais dévastatrices lors des pics démographiques.

Dans le monde, tout a été empire ou presque. Toutefois, il y a des terres d'empire durable et d'autres qui le sont moins, comme si l'empire était inéluctable après les tribus, mais que sa fin était programmée selon les lieux, les cultures et les institutions. Il y a peu, l'URSS était formellement un empire que rassemblait le communisme, une forme de solidarité imposée par un groupe avec l'appui des peuples lassés des violences et des désordres. De nos jours, les empires existent par leur taille et la supervision policière, la Chine ayant survécu par unification ethnique ancienne et par l'appui populaire envers ses dirigeants qui garantissent un ordre. Pour qu'il y ait empire, il faut non seulement une tribu ou un pays dominant, il faut aussi des pays faibles et divisés. L'Inde a connu plusieurs empires, mais la mainmise aryenne a créé une sorte d'empire sans centre de pouvoir du fait d'organisations faibles. L'Inde a peu influencé ses voisins alors qu'Alexandre et les Arabes, après les Aryens, ont apposé une marque durable. Le Moyen-Orient y compris l'Égypte et l'Afrique du Nord ont été largement soumis aux pays européens ou du Proche-Orient. Chinois et Romains sont la

quintessence de l'empire durable même si seule la Chine s'est maintenue. On dit que les États-Unis sont un empire par l'hégémonie, le soft power, l'armée et les intrusions directes dans les élites locales (avec la CIA), mais la définition demeure discutable. En tout cas, les États-Unis ne sont nullement un empire tribal du fait du melting-pot même si les valeurs protestantes garantissent le fonctionnement et l'unité du pays. La question serait d'ailleurs pourquoi les États-Unis n'ont pas colonisé l'Amérique centrale. La doctrine Monroe est peut-être d'essence impériale encore qu'elle sert avant tout à éviter les influences externes, européennes au départ, soviétiques (avec l'affaire de Cuba) puis chinoises plus tard. C'est probablement une question d'images à une époque où ce pays doit montrer sa responsabilité dans les affaires mondiales ; c'est aussi pour éviter le choc culturel comme le montre Porto-Rico qui aurait pu être le 51^{ème} état. L'Amérique latine a connu des empires préhispaniques durables, bien plus brefs sous la colonie. En revanche, l'Asie du Sud-Est, la Scandinavie et les tribus isolées semblent réticentes à l'idée d'empire. L'Afrique précoloniale a connu des empires, mais ils semblent récents encore que les données manquent. La géographie et la démographie jouent certainement un rôle dans la faiblesse impériale africaine, mais elle doit aussi à la faiblesse des organisations tribales.

Je reviendrai sur les empires dans les chapitres chinois et européens, mais déjà le Moyen-Orient montre une série d'empires labiles du fait d'une fragilité fondatrice.

Notion d'empire

Comme on vient de le voir, la notion d'empire est vague et on connaît mal les structures sociopolitiques des temps anciens. Ici, le type de tribus est essentiel et il faudrait examiner les différences entre les tribus du Moyen-Orient et les tribus gauloises ou du Latium. Seule l'histoire ultérieure des empires avec leur renaissance éventuelle témoigne des différences originelles. Peut-on d'ailleurs assimiler une confédération d'États comme le Saint-Empire germanique et les empires modernes (coloniaux, interventionnisme américain) à l'empire né d'une tribu conquérante qui soumet ses voisins par effet boule de neige et dont le résultat est grevé de faiblesses et soumis au marchandage perpétuel ? Car l'empire n'est pas que violence, la carotte servant aussi à inclure une tribu dans l'empire. Tant que la tribu associée gagne quelque chose à l'alliance, par exemple en temps de guerre, elle servira au côté de la tribu dominante, mais que cessent les avantages et elle reconsidérera sa dépendance. Dans l'antiquité, l'empire était inéluctable quel que fut le type de tribus car il était surdéterminé par la faible mobilité de l'information et des armées. La domination était lointaine, les adaptations permanentes et la confiance passait par des satrapes ou des mandarins, deux types d'agents en lien avec les empires, mais aussi avec une légitimité dans les attentes et dans ce que peut supporter une population. Les tribus et les cités assujetties étaient en négociation permanente avec le satrape doté de moyens de police fiscale mais insuffisants militairement pour éviter son indépendance. Les marches de l'empire étaient les plus sensibles dans la mesure où elles pouvaient basculer à l'ennemi. Le marquis était soit un médiateur sous contrôle central soit un proche du pouvoir central et il pouvait conquérir une marge moins pour ses ressources que pour éviter qu'elle serve de base arrière à une rébellion. Cette logique conduit à un empire infini dans la mesure où l'éloignement géographique s'accompagne de l'éloignement des valeurs partagées.

Dans cet ouvrage où la culture est définie sur la base sociopolitique, l'empire relève de la logique tribale. L'Union Européenne n'entre pas dans ce cadre puisque les ex-pays de l'Est s'en rapproche pour bénéficier des avantages du développement. Il s'agit d'une confédération volontaire même si elle a tendance à s'aveugler sur les discours de valeurs partagées quand l'opportunisme de chacun en est le moteur. Dans un empire, les alliances, le despotisme et la méfiance y sont monnaie courante. L'empire n'est pas le prolongement politique des tribus, elle n'est qu'un agglomérat qui poursuit la logique d'expansion des tribus. Aussi cette logique (proche de celle des chefs de guerre et différente de l'empire féodal) distingue-t-elle les blocs suivants : l'Asie du nord-est avec des empires

culturellement unifiés (Japon inclus) ; l'Asie du Sud-Est de nature tribale, avec un empire khmer qui a duré 4 siècles et où les royaumes s'étendent autour de l'agriculture des plaines inondables à faible densité de population et maintien de groupes ethniques indépendants dans les jungles dangereuses encore dans les années 1950 ; l'Inde, le Moyen-Orient et les steppes qui incarnent l'idéal impérial tribal ; l'Amérique précolombienne de même nature impériale avec la mainmise de quelques tribus et royaumes tels les Incas et les Aztèques –ces derniers issus du monde nomade (les Mayas semblent ne pas avoir dépassé le stade de la cité-Etat forestière) ; et l'Europe moins sujette à l'empire pour des raisons à élucider.

Le Moyen-Orient illustre la logique d'agrégation tribale et urbaine sous l'emprise d'une tribu dominante jalouse de son pouvoir et incapable de faire confiance au-delà de la famille régnante. Les limites organisationnelles de l'unité politique de base (famille, clan et tribu) se répercutent dans l'incapacité à dépasser une unification autrement que par les armes et la violence, ceci du fait de l'individualisme. Outre les dominations, l'institutionnalisation de l'Etat n'a pas dépassé le stade militaire même si l'élite est urbaine et occidentalisée. Comme ailleurs, le Moyen-Orient a été attiré par le marxisme (c'était le zoroastrisme, le manichéisme et le donatisme il y a longtemps), mais l'armée appuyée par la population privilégiant l'ordre religieux y a mis un terme rapidement¹⁵⁸.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient a concentré les tribus sur l'espace réduit des plaines du Nil à l'Euphrate. Giboyeuses elles furent rapidement saturées et n'ont guère fixé longtemps les populations qui allaient explorer plus avant. Faute d'intensification dans l'usage des ressources, les tribus ne s'y organisèrent pas spécialement pour contrôler un territoire. La reprise démographique et l'organisation territoriale eurent lieu plus tard avec l'agriculture, d'abord de décrue. Toutefois, un élément à prendre en compte ici concerne les animaux domestiqués qui méritent l'attention avant d'aborder la construction des villes.

Entourées par les steppes, les plaines inondables étaient complémentaires avec le pastoralisme nomade. Il est même possible que le pastoralisme fut un moyen pour intensifier l'usage des ressources au moment de l'agriculture extensive, voire avant. Il est vrai que la vallée du Nil ne fut pas un lieu de domestication des animaux, ce qui tend à souligner l'importance des steppes et des plateaux bordant les vallées de la Mésopotamie. L'Egypte n'avait pas non plus besoin de ces animaux car elle se contentait de l'agriculture de décrue, qui a dû alors être concomitante avec la domestication mésopotamienne. Quoi qu'il en soit, le mythe biblique d'Abel et Caïn rappelle que la complémentarité est aussi sujette au conflit, un conflit millénaire entre agriculture et élevage qui n'est toujours pas réglé de nos jours dans de nombreux pays. Car il est un fait curieux : le pastoralisme nomade est distinct, par les populations et par des territoires qui se chevauchent partiellement, de l'agriculture. On sait que la polyculture-élevage est dominante sous d'autres latitudes et que la complémentarité est essentielle à l'intensification du travail et de la terre. Pourquoi alors chaque activité est restée aux mains d'un groupe ethnique particulier ?

Elevage et agriculture sont deux activités nées à peu près au même moment mais il n'est pas avéré que le nomadisme pastoral soit si ancien. Si de nos jours ces nomades ont pu être dénoncés comme les « représentants d'une formule sociologique obsolète¹⁵⁹ », la mainmise sur les animaux alors que ces derniers sont si utiles à la pratique agricole devait être à l'époque également une singularité.

¹⁵⁸ Le petit commerce, la petite paysannerie pratiquant l'irrigation et l'absence d'industrie et de prolétariat étaient peu propices au marxisme. Surtout, la religion musulmane comme garante d'un ordre non hiérarchique (car le peuple n'a pas confiance dans ses autorités) joue un rôle sociopolitique extrêmement important au Moyen-Orient.

¹⁵⁹ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/31582.pdf

L'Europe n'a quasiment pas de peuples pasteurs sauf les éleveurs de rennes du Grand Nord. Il en allait de même pour l'Amérique préhispanique faute de bétail, sauf pour les lamas d'altitude. Pour qu'il y ait des pasteurs, il faut de vastes espaces non arables et difficiles d'accès. Ce fut le cas du Far West états-unien jusqu'à ce que les fermiers relèguent les éleveurs dans les Rocheuses. La densité démographique et les aménagements (routes, irrigation) sont les principaux facteurs de disparition des peuples pasteurs. L'Europe a peut-être connu des peuples pasteurs, mais rien n'est sûr si les migrants du Moyen-Orient ont apporté à la fois l'agriculture et l'élevage. Plus tard, les éleveurs des steppes migrants vers l'Europe n'ont pas changé l'habitude de la polyculture-élevage. L'Europe n'avait d'ailleurs pas de vastes zones semi-arides à la différence de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Il n'est pas certain, même si les spécialistes mettent sur un pied d'égalité transhumance et pastoralisme nomade, que les grandes organisations de transhumance (comme la Mesta espagnole) soient un reliquat de cette époque lointaine car les fermiers stockaient le fourrage pour nourrir les animaux lors des saisons creuses. De plus, l'organisation des fermiers, petits producteurs ou nobles, a permis de profiter de la complémentarité altitudinale des ressources dans une logique win-win qui permettait justement aux habitants des montagnes de ne produire du foin que pour leurs propres animaux. D'un autre côté, on peut supposer une particularité génétique (telle que la digestion du lactose) ou encore culturelle, car seules certaines ethnies sont adaptées à la vie itinérante et violente.

Les deux frères Caïn et Abel étaient juifs, Caïn (le fermier) pouvant représenter une tribu nomade (les Qénites, paradoxalement des agriculteurs) que le meurtre d'Abel (l'éleveur) condamnait au nomadisme (agricole)¹⁶⁰. A l'image de la Bible, les pasteurs du Moyen-Orient étaient des clans proches des fermiers sédentaires, ils pouvaient même être des fermiers nomades (défriche-brûlis). Ils se distinguent donc des ethnies pastorales d'Afrique qui, si elles exploient comme ailleurs de vastes espaces non arables, figent chacune de son côté les traditions pastorale et agricole, cette dernière sans animaux. Les observateurs ont montré que les Peuls pouvaient se sédentariser et pratiquer une petite culture, mais cela reste des exceptions. Les parasites limitent les animaux en Afrique, mais ils n'expliquent pas cette opposition tenace qui renvoie sans doute au maintien des traditions et au partage des tâches entre ethnies.

Le pastoralisme nomade est peut-être ancien mais on ne le sait pas¹⁶¹. Il est possible que des ethnies arrivées tardivement se soient spécialisées, apportant un savoir-faire et les animaux, pour exploiter des espaces arides pour, ultérieurement, montrer une complémentarité avec les conflits associés. Ces ethnies n'ont jamais été isolées car elles pratiquaient des échanges avec leurs voisins sédentaires. Mais leur structure sociale est particulière, tellement particulière qu'elle n'a cessé de créer de l'incompréhension. Le nomadisme limite l'accumulation des richesses matérielles et les animaux sont cette richesse. Le vol de bétail est fréquent et constitue une forme d'insécurité parmi bien d'autres : insécurité alimentaire et hydrique, épizooties (elles déciment des territoires entiers), parasitisme, razzia, parasitisme, espèce toxique, etc. L'insécurité force la mobilité et réciproquement. Cette mobilité « atavique » dans une sorte de fuite en avant permanente empêche même un minimum de fensation de sécurité. On a souvent évoqué la psychologie des éleveurs fermés à toutes les options pour améliorer le troupeau et à tout ce qui venait de l'Etat. Cet isolement relatif passe même pas une caste marchande qui se charge de convoier les animaux vers les marchés.

¹⁶⁰ De nombreux jumeaux existent dans les genèses depuis la Sibérie jusqu'à Rome. Ils incarnent le droit (ou le pouvoir ou encore la culture) qui prend le pas sur la nature. Freud en profite pour asséner : « Nous sommes tous issus d'une longue lignée d'assassins », thème de la culpabilité originelle dont il faut se laver et qui soude le groupe (<https://www.cairn.info/revue-topique-2011-4-page-171.htm>).

¹⁶¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Pastoralisme_nomade

La structure sociale est fondée sur la mobilité. Selon un proverbe bédouin : « Moi contre mon frère ; moi et mon frère contre notre cousin ; moi, mon frère et notre cousin contre l'étranger¹⁶² » souligne un individualisme qui se ligue pour des raisons de sécurité. Ce sont des sociétés acéphales où le pouvoir royal n'est jamais affirmé. A la base, ce sont des sociétés segmentaires où chaque clan est peu lié aux autres et à une structure dominante. La violence semble inhérente aux pasteurs qui, sous une forme impériale ou sous la coupe d'un Attila ou un Gengis Khan, déferlent sur les sociétés sédentaires sans y demeurer, sauf pour prendre les habits de l'empereur de Chine. Les marges pastorales sont des partenaires en temps de paix, mais qu'une décadence survienne et les marges fondent sur les sédentaires. Mais ce monopole de guerre n'explique nullement que les agriculteurs africains soient rétifs aux animaux. Le parasitisme est peut-être un frein pour des animaux sédentaires. Il est possible aussi que les produits animaux soient peu rentables économiquement face aux coûts de production très faibles des pasteurs. Il n'y a donc rien de gravé dans le marbre dans une opposition économique associée à l'antagonisme ethnique¹⁶³. Les pasteurs posent seulement une autre question ; pourquoi les agriculteurs africains n'ont pas adopté les animaux, y compris sous la Colonie et dans le monde du développement ? Je laisse cette question aux spécialistes.

Nous ne sommes pas allés loin avec le pastoralisme dont les origines sont mal connues mais la séparation éclaire des traditions dont les fondements sociopolitiques restent à creuser. En termes de développement, l'échec est quasiment permanent y compris pour la vaccination contre des maladies qui ont décimé des troupeaux entiers. L'insécurité et le corrélat extensif sont en jeu en plus du verrouillage social à travers la segmentation et un mode de vie qui isole, y compris de l'Etat et de ses programmes.

Les premières cités sont nées avec les tribus avant d'amorcer l'empire quand les conflits commerciaux ont débouché sur l'emprise militaire. Les nomades aguerris ont pris le dessus jusqu'à ce que d'autres cités et d'autres tribus s'imposent. La densification des marges désertiques (plateaux iranien et anatolien, péninsule arabique, etc.) fut source de désordre jusqu'à l'imposition de l'empire organisé mais vulnérable. Au début, la logique est cumulative : la première tribu efficace qui triomphe de ses voisins parvient à agréger, en partageant les bénéfices, d'autres tribus jusqu'à ce que l'alliance réalise la mainmise sur le reste. La limite est atteinte avec l'affrontement avec un autre empire. Les alliances furent négociées ou imposées, mais la méfiance est de mise dans un égalitarisme qui ne reconnaît aucune autorité. Ce fut sans doute une différence avec la Chine et Rome.

La logique expansive a opéré dans des milieux écologiques variés : steppes est-européennes et africaines, vallées irriguées d'Amérique et d'Eurasie, pourtour méditerranéen, forêt dense, domaine maritime, etc. quand la densité de population était suffisante. Néanmoins l'échafaudage impérial reste branlant par la multiplicité des traditions, l'absence d'unité, une centralité nécessairement aveugle, l'esclavage des dominés, le renversement d'alliance, une loyauté réduite et des gardes prétoriennes tribales (tribu alaouite ou étrangère comme les mamelouks circassiens¹⁶⁴) qui fomentent des guerres de palais. L'empire classique à confiance réduite est nécessairement limité et l'URSS fut un colosse d'argile à la différence de la Chine et des États-Unis. La fragilité impériale dont le premier facteur est la méfiance s'accroît avec la coercition sociale même si l'économie est favorisée par la paix impériale. Encore faut-il que l'enrichissement des commerçants soit légitime, ce qui était rarement le cas quand le commerce n'entraîne pas de redistribution. La Grèce avec les liturgies et Rome avec le clientélisme et l'évergétisme pratiquaient une sorte de redistribution ostentatoire avec un gain de légitimité certain même s'il était limité.

¹⁶² <https://agritrop.cirad.fr/398729/1/ID398729.pdf>

¹⁶³ https://www.persee.fr/docAsPDF/cea_0008-0055_1972_num_12_47_2751.pdf

¹⁶⁴ Les gardes suisses n'ont jamais pris le pouvoir en France, ni au Vatican.

Les empires ont connu des phases de développement avec des innovations administratives, militaires et scientifiques : écriture, urbanisme, astronomie, irrigation... encore que l'écriture comme premier support de communication après la préhistoire sans écriture a repris à son compte des inventions anciennes. Aussi l'astronomie existait-elle avant les empires et la grande irrigation fut-elle communautaire avant un accaparement par les dominants qui en abandonnent la gestion au soin du clergé chargé d'organiser les travaux. Les villes et leur clergé ont également constitué le terreau des religions axiales qui auraient, selon certains, mis fin à la prégnance des mythes. La paix sous le sceau de l'empire facilite le commerce et la prospérité favorise la classe non productive. Une démographie précoce avait créé l'agriculture avant que la paix impériale, qui limite la guerre et canalise les migrations, fasse du Moyen-Orient le berceau de technologies disruptives comme la métallurgie. Le processus fut analogue dans les empires fondateurs en Chine et en Inde, moins à Rome du fait d'inventions antérieures en Grèce. Pour exister, l'empire doit suivre la mécanique de soumission des tribus faibles, la puissance militaire pouvant venir des nomades profitant des divisions internes. Les dynasties guerrières se moulent alors aux organisations impériales, religion incluse, et la survie de l'empire tient à la cohésion de son élite ainsi qu'au mode de domination. Si l'unité de l'empire n'est pas remise en cause, les marges invaincues et informées des techniques militaires peuvent plus tard mettre fin à l'empire. L'empire romain pliera face aux attaques conjuguée mais non coordonnées sur plusieurs fronts.

Les empires fragiles à l'origine le restent. Si les dynasties changent et l'empire demeure, il n'est fragile que par son armée. Mais si l'empire se disloque et se reforme de manière différente, la fragilité est culturelle. Préserver une cohésion, contenir les marges et absorber des élites soulignent la culture chinoise qui est sociopolitique dans la mesure où l'empire, malgré ses limites, bénéficie du soutien populaire. Dans ce cas, l'empire et ses dirigeants doivent leur légitimité à leur souci pour l'ordre social et la sécurité alimentaire. Se fracasser sur une marge, grecque pour les Perses ou perse pour les Romains souligne une limite qui n'est pas celle de la géographie mais de l'*hubris* qui régit l'élite impériale qui fonctionne en vase clos et ne se remet jamais en question. Il faut dire que, à Rome, les règles tribales ont été longtemps un atout de cohésion communautaire jusque sous l'empire, mais que la même structure sociale originelle des patriciens (qui sont aussi des sénateurs sans pouvoir réel face à l'empereur) vivant aux crochets de la guerre coloniale ne pouvait remettre en cause la militarisation impériale. Ailleurs, des empires disparaissent sans jamais revenir, comme ce fut encore le cas de Rome.

Examinons brièvement les cohérences internes et les modes de domination qui font la différence entre les types d'empire. La comparaison montre la force originelle d'une tribu à Rome dont les institutions, sous les régimes royal, républicain et impérial ne sont tombées que sous les coups non coordonnés des Germains, Goths et Perses sans que ceux-ci, divisés, reprennent l'empire à leur compte. Les institutions militaires de Rome sont primordiales avec l'infanterie lourde qui, à la différence de la cavalerie¹⁶⁵, est en soi une communauté précisément réglée, sans compter la logistique des *impedimenta* qui, même corrompue, doit briller par son efficacité. C'est aussi une armée citoyenne où les vétérans ne sont pas abandonnés à leur sort et sont même récompensés. L'armée citoyenne, l'intéressement des vétérans et la prospérité des peuples vaincus, qu'attire la paix impériale (mise au pas des guerres tribales et prospérité commerciale), sont des atouts alors que la religion joue un rôle mineur dans les empires pragmatiques et ouverts aux religions des vaincus. Inversement la religion est un pilier du conservatisme et de l'archaïsme comme en Egypte. A Rome, personne n'aurait remis en cause la religion du fait du conservatisme social. L'intérêt pour les cultes à

¹⁶⁵ La cavalerie gauloise est communautaire aussi. Une culture communautaire atteint son potentiel lorsqu'une configuration historique permet de dépasser les contingences.

mystères est resté privé et le christianisme qui s'impose par le haut (patriciens puis empereurs) est devenu un nouveau culte officiel.

L'empire est voué aux rites et au conservatisme. La tribu dynastique devenue hégémonique veut préserver sa place et divise pour régner. Elle gratifie ceux qui pourvoient une aide, mais la confiance fait défaut. Aussi la confiance entre égaux (les citoyens romains par exemple) est un atout, mais le plus souvent, la confiance est seulement familiale voire inexistante dans les dynasties mal réglées. Tout empire est sujet à la violence en période successorale. L'Occident y a échappé au terme de longues crises et les règles ont fini par se mettre en place au bout de plusieurs siècles, par exemple avec le Saint Empire germanique ou avec Philippe Auguste en France. La Chine résolut bien plus tôt les tensions successorales. En Europe, j'ai mentionné le rôle du hasard et de la féodalité qui a conduit les rois à s'appuyer sur les évêques et à privilégier l'influence latine, mais rarement le rôle des peuples, de leurs valeurs et de leur place dans l'échiquier sociopolitique. Je reviendrai sur l'exemple occidental, mais il suffit de retenir que l'empire n'hésite pas à recourir à la violence contre les peuples pour les assujettir et contre ses propres parents pour éviter d'être soi-même occis. Le leader s'appuie alors sur un groupe de guerriers dont il partage le sort, richesse ou déclin. Au-delà des circonstances tragiques, la question est d'identifier des atouts moins circonstanciels qui ont permis aux tribus et aux empires de se pérenniser sous certaines configurations sociopolitiques. L'histoire est pleine de surprises et de rebonds, mais certaines trajectoires surnagent pour orienter les destins jusqu'aux règles actuelles.

Un empire n'est pas seulement la loi du plus fort, ce peut être aussi les avantages espérés de la violence par une tribu qui s'allie au plus fort contre ses semblables quand les valeurs demeurent individualistes. Aussi l'empire tribal s'est-il maintenu davantage au Moyen-Orient¹⁶⁶. Les alliances et loyautés sont éphémères en dehors de la tribu dont les institutions, identitaires et morales, laissent une grande latitude à ses membres surtout quand l'un d'eux fait profiter à ses compatriotes d'une promotion. L'unité est factice et aucune tribu associée n'est partie prenante de l'empire. Comme une religion exogène ou une alliance éphémère peut renverser l'ordre impérial, la connaissance de ses propres fragilités accentue la paranoïa, la défiance et la violence. Dans son épopée, Alexandre a détruit des empires vacillants pour en redessiner d'autres. Ce prince a montré la fragilité d'armées peu mobiles et d'organisations insuffisamment motivées. La capacité à se défendre est faible quand la désunion structurelle se combine à la crise conjoncturelle. Les invasions de la Horde d'or ou les mobilités arabes ont autant déstabilisé les empires pour les reprendre avec une dynastie rarement stable. La guerre soude dans une fraternité provisoire, mais les généraux d'hier s'entredéchirent en temps de paix.

On pourrait penser que les empires sont de même nature et que les invasions vikings en Europe et arabes au Moyen-Orient sont analogues. Autrement dit que les structures sociopolitiques sont inopérantes face à la surdétermination des crises impériales. C'est certainement vrai tant qu'on n'a pas évalué le soubassement sociopolitique des sociétés, en particulier celui en vigueur dans les tribus. La furtivité des vikings le long des fleuves était remarquable mais ils ne se sont implantés durablement qu'en Normandie car même la Danelaw laissa la place au Wessex. Cette mobilité fut utilisée par les princes en lice en période de guerre civile, comme les Bretons contre les Francs. Reste que la dérégulation pré-féodale a accouché de la féodalité réglée des chevaliers, des croisades, des templiers et de la vie artistique avec l'amour courtois et les cathédrales, féodalité qui soumettait les seigneurs de guerre et qui est à l'origine de la centralisation et de l'amorce de l'État de droit. Rome est un autre exemple d'empire stable malgré les divisions internes entre légions et leurs généraux. Les mobilités méditerranéennes et l'armée citoyenne font partie de l'explication. Le « despotisme oriental » de la Chine doit moins être vu comme le placage de dynasties prédatrices que la structuration autoritaire

¹⁶⁶ Les crimes d'honneur, par exemple, témoignent au Pakistan et ailleurs la force des traditions tribales alors qu'elles sont interdites dans la législation.

des attentes populaire d'un ordre collectif, qu'il soit communiste ou mandarin : les seigneurs de guerre ne pouvaient être durables. Que la Perse ait buté sur la Grèce des citoyens, c'est indéniable mais il faut moins avancer l'identité panhellénique et la richesse de ses comptoirs commerciaux, comme les îles britanniques plus tard, que les limites physiques de l'empire. De plus, l'empire manque de soft power faute d'un art attractif des élites étrangères, les artistes étant considérés comme indociles aux yeux des dirigeants. Le soft power associé à une diplomatie informée de confiance aurait permis de comprendre l'union a priori improbable de cités grecques face à l'ennemi commun. Le soft power romain mieux diffusé, tels l'évergétisme et les jeux du cirque, valait celui des sports ou de la culture actuels¹⁶⁷, ceci sans toutefois lui attribuer une influence cruciale.

Avec la concentration démographique, la spécialisation professionnelle et le commerce, éclosent les cités états de type tribal et rapidement royal dès que les guerriers prennent le pouvoir. Le fond diffus est définitivement enterré et le retour vers l'Afrique n'est plus une option tant pour des raisons culturelles, géographiques (isthmes) et territoriales (verrouillage social). Le Moyen-Orient est le centre économique et politique du monde où affluent les migrants égyptiens, méditerranéens et des steppes. Le statut tribal des cités-états s'émousse avec une perte d'identité. Les rois tentent de mettre en place des codes de lois dans un proto-empire à défendre contre les nomades, comme les Hittites même si d'autres empires sédentaires leur disputent des territoires. La violence tribale que grossissent les vendettas n'est pas jugulée totalement. Les Grecs et les Germains parvinrent à circonscrire davantage les vendettas par la loi ou des codes fondés sur une justice souvent violente au nom du collectif. Dans les nombreuses tribus résiduelles, la vendetta devait s'incruster faute de pouvoir déraciner la violence. Bien plus tard, les empires s'affrontent comme Carthage avec Rome sans possibilité de négociation car les deux structures sociales sont pétrifiées dans deux visions du monde que rien ne peut médier. La violence est inhérente à l'empire qui non seulement exerce une influence culturelle limitée mais manque de capacité de négociation.

Les empires moyen-orientaux tendent à se disloquer pour se reconstruire sous la houlette d'autres tribus avec des dynasties différentes alors que Rome et la Chine furent plus stables. La géographie de ces deux derniers, bordés par un océan qui réduit les attaques d'un côté, est un avantage bien qu'il soit ténu. La force de l'empire consiste principalement en une armée qui s'impose face aux tribus divisées, mais ses faiblesses sont immenses. La première est la motivation des conscrits enrôlés de force et méprisés par la tribu centrale qui favorise la garde prétorienne. La deuxième est l'immensité et la diversité d'un territoire toujours plus vaste car les marges sont l'origine d'exactions et de pillages qui ne peuvent rester impunis, d'autant plus quand elles sont appuyées par un empire voisin. L'expansionnisme russe en Asie centrale au XIXe siècle, raconté dans Michel Strogoff de Jules Verne, est autant une sécurisation qu'un impérialisme. L'espace exige des satrapes ou des mandarins à faible reddition de compte dont la seule sanction est la révocation. Rome a eu des gouverneurs véreux, mais on sait que Cicéron en fit le jugement exemplaire. Car si la corruption existe partout, la sanction différencie les empires. Enfin les disputes de palais affaiblissent les élites. Les institutions restent tribales quand l'empire ajoute seulement une couche administrative. D'autres empires relèvent d'une nature plus universelle : le satrape est l'émanation d'une tribu alors que le mandarin est recruté pour ses connaissances et contrôlé par la structure pyramidale. Le mandarin qui applique les rites, respecte la tradition et est attentif aux crises frumentaires, s'il n'exclut pas l'arbitraire mais reste pondéré dans ses décisions (telle la pression fiscale) bénéficie de la légitimité populaire et de l'appui de l'empereur. De leur côté, les gouverneurs romains étaient encadrés par les militaires¹⁶⁸.

La corruption particularise l'empire tribal dont la domination et le contrôle peu stricts se traduisent par des accès de violence et d'arbitraire. La confiance, plus qu'une loyauté variable, est essentielle

¹⁶⁷ <https://theconversation.com/le-football-remonte-t-il-a-lantiquite-greco-romaine-176754>

¹⁶⁸ https://www.persee.fr/docAsPDF/dha_0755-7256_2004_num_30_2_2680.pdf

dans des situations où prime l'autonomie et où sont possibles les rébellions. La confiance renvoie aux règles alors que la loyauté se réduit à une camaraderie, une parenté ou une proximité ethnique peu fiable, d'autant plus qu'elle n'est pas scellée dans un pacte public. Il faut dire que la confiance ne régnait pas davantage dans les cours romaines ou européennes quand tout pacte était associé à un échange d'otages sous la forme de parents proches, souvent les fils héritiers. Là encore, les pratiques dépendent des contingences et il faut sonder les structures sociopolitiques sur le temps long ou dans l'exception, telle la légion romaine quand les peuples celtes en étaient encore à la cavalerie légère. Une rébellion dirigée contre l'empereur est grave et diffère de celle qui dévoile un malaise social sans remettre en cause le caractère sacré de l'empereur. La confiance dans les généraux est cruciale avec le double problème de l'autonomie : d'un côté, le général qui cherche à prendre le pouvoir et, de l'autre, le désastre de Varus quand l'armée sûre d'elle-même néglige le renseignement militaire et la diplomatie. A Rome, l'empereur fut souvent un militaire acclamé par ses légions, Rome devenant le théâtre de l'affrontement de légions parfois tenues par des parents ou des amis proches qui s'affrontaient jusqu'à la mort. Le général ne fuyait pas et remettait son sort dans le résultat de la bataille décisive qui, seule, lui accordait le sacre en plus de la légitimité militaire. Là encore, ce sont les règles plus ou moins appliquées qui commandent la passation de pouvoir ; soit par les armes, soit de manière apaisée selon l'adage : « Le roi est mort, vive le roi ». Inversement, le satrape sélectionné dans l'entourage de l'empereur, qui a ses faveurs plus que sa confiance, dispose des pleins pouvoirs et se fait haïr. L'empire s'écroule régulièrement jusqu'à ce qu'un outsider, arabe ou mongol, s'impose avec les mêmes vicissitudes.

Un empire gaulois ou germanique aurait pu exister sur la base des tribus. Un exercice d'imagination serait utile pour cerner la forme de son existence car la division peut être vaincue avec une tribu plus forte que les autres. La division est-elle rédhibitoire comme l'ont démontrée autant les Gaulois que les Germains au moment des invasions et plus tard sous les Mérovingiens et durant la décadence carolingienne après Charlemagne ? Cette division est-elle toutefois réglée par des valeurs partagées ? On peut en douter, mais l'exercice est trop périlleux pour être mené. De leur côté, les Vikings devenus Normands ont montré une certaine unité autour de leur chef, tant au moment de la constitution de la Normandie que durant la conquête des îles britanniques et du sud de l'Italie. Mais à l'exception nordique près, la division prévalait. L'inégalité tribale qui donnait la prépondérance à certaines d'entre elles aurait pu aider à la création de cet empire, mais il suffisait de deux tribus ennemies de taille égale, comme les Eduens et les Arvernes, pour empêcher que l'une prenne le pas sur le reste. Ceci à condition que les autres, jalouses de leur liberté, ne s'allient pas à l'une ou à l'autre. Un premier élément est donc que la division peut être telle qu'elle empêche la domination, soit par liberté, soit par les scrupules à s'engager dans la guerre quand bien même il y aurait des avantages à en tirer. Or de tels scrupules peuvent être eux-mêmes liés au fait que le leader tribal fait face à une communauté où s'expriment les contrepouvoirs, que ce soit les bardes, les druides ou les clans. Une communauté à élite régulée peut conduire à ce type de scrupules. Un second élément qui aurait pu limiter l'empire est que les tribus étaient déjà vastes, plus que celles du Latium. Elles avaient des ressources à leur disposition et étaient organisées avec une identité en mesure de brider l'empire de bric et de broc. Enfin, elles partageaient un fond culturel qui avait permis la mise en place d'institutions communes autour des druides, organisation réglée qui aurait pu limiter l'émergence d'un empire au bénéfice d'une fédération. Ces institutions communes congelaient le statu quo et forçaient à ce que toute prise de territoire soit finalement rendue sous la pression des autres dans une sorte de concert des nations avant l'heure¹⁶⁹. La Gaule illustre les difficultés à vaincre dans le passage à l'empire et que ce passage, s'il a eu lieu dans de nombreux endroits du monde, exigeait des organisations faibles et inégales. Au

¹⁶⁹ La Grèce ancienne avait conçu le même type d'alliances avec, en plus, des sanctions en cas de désobéissance à un arrêt du Conseil de la ligue : l'amphictyonie. Cette ligue était unie sous le sceau sacré de la charge de l'administration d'un sanctuaire.

Moyen-Orient, on peut imaginer que la richesse des premières cités a fondé cette inégalité dans la mesure où on payait des mercenaires et que les tribus étaient faibles du fait de leur isolement. Quoiqu'il en soit, les Romains précocement aguerris ont mis tout le monde d'accord sous leur joug. La démographie moindre à l'ouest (qu'en Chine et au Moyen-Orient) a pu jouer aussi.

Alors que les empires s'effondrent pour renaître de leurs cendres sous une autre lignée tribale, certains se délitent à jamais. Ce fut le cas des empires romains et des empires coloniaux qui ne se sont pas reformés. L'empire ottoman fut quant à lui repris par les empires coloniaux. Le « concert des nations », où les nations se surveillent (avant la Société des Nations), y est pour quelque chose alors que le nationalisme renforçait les Etats. A plus petite échelle, les tribus continuent à faire allégeance au roi ou à un dictateur comme au Maroc¹⁷⁰ et en Lybie. En Syrie, la petite tribu des Alaouites garde le pouvoir. Au Liban, le communautarisme règle également le pays avec peu de développement et des crises récurrentes. Si la Chine semble faite pour durer, Rome et le Saint Empire germanique ont également disparu car les tribus victorieuses étaient trop indépendantes. Cela ne signifie pas qu'elles ne suivaient pas de règles, bien au contraire comme on le verra plus loin.

Conclusion

Par sa structuration tribale, l'empire antique s'étend sur la planète. Il devient un pool de conservatisme pour que la tribu dominante se maintienne au pouvoir. En matière de religion, les empereurs sont pragmatiques du fait de l'éloignement des tribus dominées. L'ouverture d'esprit était toutefois limitée comme l'illustre la cour d'Iran au temps de Mani : l'enseignement de ce dernier mêlait le Christ, Bouddha et Zoroastre, mais le prophète fut exécuté quand il eut pris de l'influence. La tribu dominante n'est pas à l'origine du *primus inter pares* qui suppose une égalité de droit et la délégation du pouvoir à un membre de la communauté de confiance. Par exemple, à l'échelle des communautés berbères gouvernées par une assemblée des notables (la *djemaâ*), le chef élu *primus inter pares* était chargé de faire exécuter les décisions prises par l'assemblée¹⁷¹. L'empire du Moyen-Orient n'est pas de ce type car sa configuration originellement guerrière est de nature pyramidale et n'a jamais engendré une légitimité durable. La confiance au sein de la famille régnante ne sert même pas de garantie¹⁷².

La tribu gauloise a disparu avec l'empire romain et n'a pas réapparu à la chute de ce dernier. Soit elle était mûre sur le plan sociopolitique pour renaître sous une forme plus mûre avec plus de commerce, des organisations politiques différentes ou une démographie renforcée, soit les invasions ont interdit sa réapparition. La Bretagne a tenté de préserver son unité, mais les tribus la composant avaient disparu. Quant aux tribus germaniques, elles n'ont pas réussi à recréer un empire à l'exception du Saint Empire germanique criblé de problèmes et de divisions. Le pape dont les territoires étaient inclus dans les limites de l'empire n'est d'ailleurs pas pour rien dans cette fatalité après que la féodalité ait conduit l'empereur à se rapprocher des évêques jusqu'au séisme politique de la querelle des investitures. De son côté, le Moyen-Orient est resté tribal et il a perdu ses empires, mais pas ses tribus, comme la guerre en Lybie l'a révélé récemment. La confiance limitée entre individus se

¹⁷⁰ Notre ami le roi. Gilles Perrault, 1992. Gallimard

¹⁷¹ Frédéric Weisgerber, Au seuil du Maroc Moderne, Institut des Hautes Études Marocaines, Rabat : Les éditions de la porte, 1947

¹⁷² La confiance dans les familles régnantes lors des grandes invasions en Europe (hors empire donc) étaient limitée comme l'attestent les différends mortels entre Brunehaut et Frédégonde. En fait, la justice communautaire relevait de codes précis dans le droit germanique : la famille lésée possédait un droit de *faide* rendu par les juges dans les assemblées. Aussi un meurtre pouvait-il entraîner un autre, pas forcément celui du meurtrier, légitimé par le groupe. Plus tard, une compensation monétaire (*Wergeld*) fut acceptée avant que la puissance publique gagne le monopole du recours à la violence. L'application des règles aux familles régnantes amorça l'État de droit en Europe occidentale.

reproduit à l'échelle plus vaste des empires et des Etats modernes. Les tribus ne s'appliquent bien sûr ni aux Etats-Unis ni aux empires coloniaux qui se déclarent progressistes (même si le progrès social est discuté)¹⁷³ et sont donc loin du conservatisme que la Chine a longtemps incarné et qui était le lot de Rome et du Moyen-Orient. Le soft power des pays occidentaux et leur avance sociale et économique, pas seulement militaire, a joué sur la base des règles qui brident l'individualisme. La violence et l'arbitraire ont été utilisés par les pays occidentaux, mais pas de manière systématique du fait des contrepouvoirs en son sein, ainsi que par le soft power qui a attiré les élites. Frantz Fanon ne s'y est pas trompé quand il a écrit ses œuvres décolonialistes. La haine ne semble pas non plus avoir été courante en Chine et à Rome alors qu'elle faisait partie du répertoire de contrôle au Moyen-Orient et en Slavie où le village peu communautaire et peu protecteur réunit une égalité de pauvreté et de méfiance. Chacun préfère la soumission à l'ordre quand bien même la sécurité est imposée par un dictateur. Le romancier indien Naipaul a interrogé l'islam moyen-oriental qu'il assimile à l'aliénation¹⁷⁴, apparence qui renvoie au fatalisme avancé en Occident au siècle dernier. En fait, cette soumission est volontaire au sens où des sociétés réglées ont peur du chaos et de l'individualisme dérégulé. Ni l'individu ni le groupe n'ont une importance majeure et le nihilisme (propre aux Russes) conduit à la fuite vers les religions ritualistes. La conscription obligatoire et la pression fiscale entretiennent l'identité tribale, mais de loin et parce qu'elle octroie un statut aux guerriers, souvent minime d'ailleurs. La pauvreté, le brigandage et la piraterie entretiennent alors l'insécurité et rehaussent par conséquent l'aspiration à l'ordre. L'empire ottoman a perpétué l'empire arabe mais a raté la voie du développement. Les armées de janissaires éduqués au seul métier des armes ont renforcé le joug, la peur et le choc culturel avec les Européens plus libres. L'indivision européenne n'est pas neuve car non seulement elle existait chez les tribus, mais elle n'a pas fonctionné dans la mobilisation à Vienne, Lépante ou encore Malte (que seuls les Hospitaliers ont défendu). Quant aux croisades, elles ont duré quelques siècles quand un calife faible et lointain ne profitait pas de la désunion. Les croisés partis en Orient étaient mal coordonnés et l'Europe lointaine affadissait les règles, affadissement contre lequel se sont mobilisés Templiers et Hospitaliers. Au Moyen-Orient ou ailleurs, l'empire tribal n'est pas favorable au développement faute de confiance et de garantie institutionnelle. Le commerce bénéficiait seulement de la paix, telle la *pax romana* ou la paix coloniale.

5. L'individualisme holiste en Asie

Tout le monde le dit : l'Asie n'existe pas. Un Thaïlandais n'a rien à voir avec un Chinois lui-même bien différent du Japonais. Et les penseurs d'ajouter que les cultures sont des construits sociaux de la différence pour la domination. Tout est vrai, mais doit-on pour autant fermer les yeux sur ce qui rapproche les Japonais et les Chinois et les distingue des Africains et des Européens ? Retenons que l'Asie est diverse et qu'il faut se méfier des stéréotypes. Mais ne nous privons pas des points communs significatifs et examinons l'invariant sociopolitique au-delà des contingences de l'histoire. Dans ce sens, les voyageurs, intellectuels et artistes n'ont de cesse de particulariser l'âme ou l'esprit ou la tradition d'un lieu sans que puisse nécessairement leur être attribué chauvinisme ou exotisme. Simplement leur perception des différences les conduit à saisir en même temps leur pays d'origine et leur lieu de villégiature par comparaison¹⁷⁵.

¹⁷³ Kapil Raj montre l'hybridation des sciences occidentales et orientales dans : Science moderne, science globale. Circulation et construction des savoirs entre Asie du Sud et Europe (1650-1900). Brepols (2021)

¹⁷⁴ https://www.lemonde.fr/archives/article/1998/07/17/v-s-naipaul-juge-la-realite-islamique_3673296_1819218.html

¹⁷⁵ La curiosité du voyageur sur les différences s'oppose aux normes universitaires. En France, les analyses de la démocratie (abstention, résultats, etc.) ou de la religion en Asie sont analogues à celles conduites en Occident. Les universitaires s'en revendiquent au nom des dérives de l'essentialisme soutenu par quelques exemples : <https://theconversation.com/assassinat-de-shinzo-abe-quel-est-vraiment-le-poids-de-la-secte-moon-au-japon-187194>

Chine

Prenons l'exemple du *guanxi* qui signifie connexions et relations dans le monde des affaires et plus généralement dans la société. Le « piston » existe partout, mais pourquoi s'y réfère-t-on peut-être plus souvent qu'ailleurs y compris entre Chinois ? La mise en relief à la fois stigmatise et atténue d'autres traits. Le *guanxi* découvre à la fois une pratique et, par effet de miroir, l'idéal qu'elle inspire. Et cet idéal est nettement moral avec d'un côté des règles et de l'autre une application inégale.

La règle est importante en Chine tout comme la communauté mais l'empire n'a pas permis qu'elles soient pratiquées. On verra que le Japon resté tribal est moins individualiste et applique davantage les règles collectives. Si l'individualisme est présent partout du fait de solidarités circonscrites à la famille, le Chinois aspire à un ordre puissant comme seul garant des règles, son individualisme s'accommodant de la corruption. Cet ordre souhaité et donc légitimé est la contrepartie d'un individualisme effrayant qu'il perçoit comme le germe de l'anomie. Mais aussi, la Chine est « communautaire » au sens d'un fort sentiment unitaire local. Tout le monde se surveille car chacun estime, à bon droit pourrait-on dire, que son voisin comme lui-même doit appliquer les règles collectives. La dénonciation n'est pas un mal en soi. Dans un monde où la famille sert de référence et où l'ordre autoritaire garantit la paix et la sécurité, le Chinois est sans défense hormis la révolution car manquent les corps intermédiaires, ceci faute de confiance interindividuelle. Les rebellions sont massives ou ne sont pas. Dans un régime policé qui est supposé contenir l'individualisme, les pauvres se gèrent eux-mêmes et ils n'hésitent pas à recourir, en famille, à la violence contre les riches et contre les pauvres, comme le film sud-coréen *Parasites* le montre crûment.

L'empire réglé par les aspirations individuelles mais insuffisamment par les institutions a laissé libre cours à la religion au sens où l'empereur ne contrôle pas ni ne cherche à contrôler le clergé. Cette posture s'inscrit bien sûr dans la logique de l'empire pyramidal, mais ici, l'empire demeure une structure légitime s'il n'interagit pas avec l'individualisme normé des Chinois. Aussi les formes élémentaires de la magie sont-elles toujours vives par la divination et le taoïsme, les valeurs suprêmes demeurant le respect dû aux ancêtres (qui incarnent la valeur cardinale de la famille). Mais l'empire réglé et éduqué devait institutionnaliser les magies et savoirs divers avec le taoïsme. Finalement, le confucianisme pour la morale sociale (du travail, de la famille et des règles), le taoïsme individualiste et le bouddhisme tout aussi individualiste mais plus spirituel ont fait bon ménage depuis la nuit des temps et chacun trouve son confort dans les pratiques individuelles et dans le cadre de la famille.

En Chine la religion est libre comme l'individualisme. Elle n'est pas formatée comme le christianisme qui, s'il était demandé par les sociétés, formait les consciences en réduisant le souhait de liberté. L'individualisme chinois est aussi en lien avec un matérialisme quotidien qui fait de l'argent l'acmé de la réussite, ceci sans péché, morale ou raison. L'idéalisme est lointain et ses horizons trop vagues pour mériter l'attention du Chinois. Aussi croit-on aux rites, aux ancêtres et à l'animisme d'origine agraire dont l'empereur est la clé de voûte dans l'harmonie et le conservatisme. L'empire correspond bien à la Chine comme il correspond aussi à la Russie des steppes pour des raisons différentes. Les empires laissent chacun se débrouiller et ne s'encombrent pas de transcendances, de spéculation intellectuelle et de généralisations. La Chine a probablement connu les communautés d'égaux avec des assemblées éventuellement sous un roi, ceci comme en Europe voire comme en France où la communauté s'est dissoute dans l'empire romain et les invasions avant de renaître sous la féodalité avec les guildes et dans la république jacobine avec la démocratie. Mais l'empire chinois précoce a brisé les réflexes communautaires et décrété l'égalité par le bas avec une liberté peu enviée car individualiste. Dans ce schéma peu citoyen, la confiance envers l'Etat et envers les compatriotes est faible et les élites, issues de la même défiance, n'ont aucun problème avec la corruption faute de croire dans le bien collectif.

C'est l'analyse qu'en faisait le préfet Charles Lavollée¹⁷⁶ qui essayait alors d'être plus objectif, ou du moins compréhensif, que les Anglais lors du sac du Palais d'été par les troupes anglo-françaises en 1860. Le sac, explique-t-il, doit être vu comme un acte symbolique certes exagéré mais compréhensible dans un contexte où aucune autre représaille contre l'empereur n'était possible. Le moment est intéressant car les Européens essaient de comprendre les actes chinois alors que l'empereur est pleinement fonctionnel : « Ne nous lassons pas de signaler et de mettre en relief tous ces petits faits à mesure qu'ils se rencontrent à l'occasion d'événements (sic) plus graves. Ils donnent la clé de bien des énigmes, ils nous font comprendre ce qui, à première vue, paraît inconcevable, et, par leurs détails ridicules, souvent même grotesques, ils révèlent les causes les plus sérieuses de la faiblesse d'un gouvernement auquel sont confiées les destinées de trois cents millions d'âmes ». La première singularité était la « singulière position (des alliés) d'avoir à défendre l'empereur de la Chine dans le sud (contre les insurrections) pendant qu'on allait le combattre dans le nord. Tout est anormal dans ce curieux pays ». Ayant pris le fort commandant l'accès à Pékin, les documents administratifs saisis expliquaient ces singularités. Il y a bien sûr l'incompréhension mutuelle au sein de laquelle les Chinois ne comprennent pas l'attrait pour le commerce d'une part et la volonté absolue, et ridicule à leurs yeux, de vouloir traiter avec l'empereur directement entre égaux et ceci à Pékin alors que les mandarins et vice-rois sont largement suffisants et compétents. On notera la différence radicale de points de vue avec le roi du Siam et avec l'empereur du Japon qui avaient, comme les mandarins du reste, pris la mesure de la puissance et de l'ego européen (par les Jésuites en particulier ou les commerçants hollandais).

Aussi les documents secrets des Chinois révèlent l'état d'esprit de l'empire à la fois ouvert et prudent en affaires religieuses : « En temps ordinaire, les chrétiens ne sont pas dangereux; mais, comme il y a entre eux une grande unité de doctrine, il se pourrait, aux époques de trouble, qu'un chef intelligent sorti de leurs rangs entraînât le peuple et mit le trouble dans le pays. C'est ainsi que l'on a arrêté dans la province du Chen-si plusieurs individus qui professaient la doctrine du Seigneur du ciel, et que l'on soupçonnait de connivence avec les révoltés ». Les persécutions dirigées contre les religions étrangères sont inspirées non par un sentiment de fanatisme mais par un intérêt de police. Les Européens découvrent aussi que l'empereur est en permanence informé de l'avancée des troupes, qu'il existe un débat dans sa cour sur les décisions à prendre, qu'il existe une stratégie et que tous les acteurs, y compris les généraux, sont sous ses ordres. De plus, le style ampoulé de l'administration reflète le paternalisme chinois plus que son despotisme. L'empereur est le père qui écoute, qui peut tuer mais aussi qui donne une chance de réhabilitation au général vaincu et dégradé. Les mandarins sont écoutés mais ils ont peur de mourir ou d'être rejetés. La corruption n'est que le signe de l'individualisme et de la personnalisation des rapports dans un pays où la loi n'est pas rigoureuse. La loyauté n'est pas une vertu car elle va à l'encontre du bien collectif ; on est obséquieux envers les supérieurs et méprisants envers les sous-fifres. Mais chaque place dans la hiérarchie est respectée. Alors que la loyauté est essentielle pour les Européens comme gage de confiance, sans toutefois que cette loyauté vire à la brigues, les négociations donnent à ces derniers l'impression d'être baladés d'un mensonge à l'autre derrière une acceptation permanente et jamais exaucée. D'ailleurs les documents secrets montrent qu'on peut tromper les étrangers, qu'on est injurieux et méprisants et qu'on est obséquieux vers les strates élevées du pouvoir. L'égalité n'existe pas quand chacun a sa place dans l'édifice social. Du côté de la population, les Européens sont étonnés de leur « humeur accommodante de pareils ennemis », souvent souriantes et aimables qui aident les bateaux ennemis à se désenvaser comme si la guerre contre l'empereur n'était pas la leur. Dans ce cas de figure, l'empereur est là pour éviter les problèmes, mais le peuple ne se sent aucunement lié à l'empereur, voire à la structure impériale ou à l'identité chinoise. Mais l'inégalité est associée à l'idée de ne pas perdre la face, morale interpersonnelle qui compense l'inégalité et rend les gens théoriquement égaux. Enfin, la violence

¹⁷⁶ <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54106395.texteImage>

envers les marginaux est terrible comme celle tournée vers les prisonniers européens dans les geôles chinoises, les étrangers étant traités comme les bougres locaux. Une population qui n'est pas derrière son armée et sa jeunesse confirme la brèche entre la superstructure impériale et la population qui ne supporte la première que par désir d'ordre. Après des millénaires de conservatisme, chacun a sa place et tout n'est qu'apparences sans sincérité. Les régulations sont faibles, tout comme les solidarités faute d'idéal serait-il nationaliste. L'unité n'existe que dans les yeux des étrangers.

Dans ce cadre, la communauté des solidarités réglées entre égaux a pu exister, mais le village ou le quartier n'est qu'une entité encadrée où l'entraide est de nature purement économique, comme pour l'irrigation ou le repiquage du riz. La méfiance est généralisée quand l'individualisme est ritualisé. Ni l'éthique ni la loyauté ni les sanctions sont légitimes quand l'arbitraire règne, ceci sans despotisme, totalitarisme ou violence permanente. Les lettrés sont corrompus mais ce sont les gardiens de l'ordre contre la déstabilisation et l'insécurité.

Les tribus ont rapidement construit une Chine des royaumes avec une hiérarchie marquée et une taille géographique en mesure de créer villes et commerce à l'image de Liangzhu au Néolithique. La liberté et la solidarité tribales n'ont pas eu le temps de mûrir sans compter le possible effet fondateur des familles originelles à la sortie d'Afrique. Le groupe est essentiel et il s'est rangé sous une hiérarchie réglée qui soumettait l'individu au groupe. Autrement dit, le groupe s'est entièrement imposé à l'individu avec la remontée vers le nord qui exigeait des règles comme si l'égalité n'était pas seulement de droit (comme en Europe) mais était de fait. L'égalité réalisée au détriment de la liberté est peut-être liée à une prédation particulièrement forte ou, plus tard, à la riziculture irriguée. Cette soumission de l'individu n'a rien de nouveau car le christianisme augustinien n'a pas opéré différemment si ce n'est que la liberté préalable exigeait une soumission au groupe. La Chine a réalisé tôt cette soumission sans donner la possibilité d'une liberté et d'une citoyenneté communautaire comme en Grèce protégée dans ses massifs arides ou dans les pays celtiques protégés par ses forêts. Les rites verrouillaient l'unité hiérarchique et le groupe apportait une sécurité non seulement par rapport au monde extérieur mais aussi face à l'individualisme. L'empire a pris naturellement le leadership sur ces royaumes et les dynasties impériales se sont succédées au hasard des guerres et des luttes de palais. Les guerriers nomades issus des steppes voisines (alors que le nord de l'Europe boisé fut longtemps propice aux communautés comme en Grèce) prenaient l'habit de l'empereur sans changer les rites ni la société. La population devait être associée à l'édifice impérial car les rébellions ne l'ont jamais remis, seulement l'empereur ou ses bureaucrates qui n'auraient pas agi correctement. On retrouve le chamane et ses rites évincés quand la tribu faisait face à une crise et avait besoin d'un bouc-émissaire.

Les dynasties qui se succèdent et l'envahisseur qui se contente d'enfiler l'habit impérial illustrent le conservatisme qui repose sur le culte des ancêtres et de la famille au niveau local jusqu'à l'empereur qui est le père quasi-divinisé. Sacré il n'est pas fait Dieu, ce qui montre aussi des limites à l'acceptation sociale où le père est toujours soumis à un maître, l'empereur ne faisant pas exception. Il faut dire que la transcendance a peu d'influence en Chine qui reste matérialiste à tous les niveaux. Les institutions sont les gardiennes du conservatisme et la force militaire brisent les seigneurs locaux et les rébellions. Les recrues sont peu attachées au général en chef et les identités tribales sont suffisamment faibles pour éviter les seigneurs de guerre et les caudillos. La population était soumise à un appareil qu'elle trouvait légitime et qui correspondait à ses aspirations. La famine, l'impôt et l'enrôlement ne conduisaient à la révolte que de manière massive, ceci sans changer le système. Un système confit est un facteur de longévité.

D'où vient ce conservatisme ? D'une institutionnalisation tout azimut sans a priori idéologique. D'abord du confucianisme impérial, mais aussi du taoïsme. Les lettrés ne sont pas des entrepreneurs et sont les garants de la tradition, comme on le voit dans un art varié mais gelé. Rien n'est propice à

l'innovation, le bouddhisme donnant plus de liberté mais le salut est individuel et n'entraîne personne sur les pentes de la spéculation intellectuelle. Les dimensions morales et religieuses doivent moins à leur caractère propre qu'aux fondements de la communauté rizicole, voire des chasseurs cueilleurs qui ont misé sur la famille soumise au père et au groupe. La gérontocratie n'est pas à l'africaine qui dépouille les jeunes et qui est peu réglée, elle est l'intermédiaire entre la famille dédiée aux ancêtres et au royaume issu rapidement des règles, d'ailleurs efficace car le premier royaume semble avoir rapidement absorbé les autres.

Le riz intensif ou repiqué exige travail et organisation du groupe qui a en outre la charge de l'irrigation à la construction puis en opération. La correspondance avec la mentalité chinoise a été remarquée depuis longtemps au point d'en faire l'origine de cette mentalité. Pourtant le millet était cultivé au nord et le riz flottant ou le riz pluvial était cultivé de manière plus individualiste. On a aussi insisté sur les grands travaux de nature impériale qui présupposaient le sens du collectif que le riz irrigué aurait structuré. Cela paraît peu probable et il est préférable de penser que le riz irrigué intensif fut plus facilement cultivé par les chasseurs-cueilleurs qui avait misé sur le patriarcat. Par la suite, les royaumes ont pu faire creuser des canaux et l'empire entreprendre des grands travaux avec l'appui d'un patriarcat travailleur et soumis au groupe et à son représentant, autrement dit les ferments culturels préexistaient au riz. Le riz irrigué est peu sensible au climat et il favorise l'impôt et la sécurité alimentaire, mais l'insécurité détruit les canaux et on peut imaginer que les royaumes ont sécurisé précocement les infrastructures. Si on peut produire du riz hors irrigation, une société hiérarchisée en tirera un meilleur profit, plus encore quand la société s'organise pour récolter les engrais urbains. La communauté rizicole chinoise est une économie, elle n'est pas une essence. Les familles sont désunies et l'entraide a un soubassement économique d'intérêt bien compris. La gestion réglée de l'irrigation a épousé les bases de la culture des ancêtres dans une communauté paysanne fondée sur le travail et la règle, ceci sans être jamais égaux même si tous étaient demandeurs d'une structure autoritaire. L'empire était accepté s'il pourvoyait la sécurité alimentaire et n'exigeait pas trop d'impôts ni trop d'enrôlement. Le mandarin n'était ni un satrape sanguinaire mal réglé ni un druide savant imprégné de chamanisme communautaire. Il devait veiller à la paix sociale selon une justice impériale entre corruption et règle. L'argent ni le commerce n'était ses priorités, comme on le voit avec Lavollée ou encore sous certains empereurs qui infligeaient des sanctions et des mesures vexatoires contre les commerçants. Le commerce n'est pas favorisé ni les expéditions sur mer ou sur terre ni les règles. Un vice-roi et un mandarin sont maîtres chez eux comme dans une famille.

Dans le passé, la Chine a souvent perdu la guerre. Les rebellions y furent meurtrières et ont laissé des séquelles jusqu'à Mao. Un dispositif d'encadrement qui bénéficie d'une certaine légitimité mais qui est imposé ne favorise pas l'identité nationale. Cette dernière émerge depuis peu avec l'embellie économique, le maintien de la sécurité et des avancées scientifiques qui placent la Chine dans les pays les plus productifs et peu à peu les plus responsables de la planète. Mais dans le passé, les recrutements forcés et le manque de motivation des soldats peu valorisés, s'ils ont maintenu le système, l'ont fait de manière bancale.

La durabilité de l'empire est en lien avec le conservatisme à tous les étages de la société. L'unité Han est un plus même si la religion et le fait culturel ne sont pas essentiels dans un empire. La Chine depuis Confucius jusqu'à Tiananmen a toujours oscillé pour, sur le temps long, opter pour l'ordre. Aussi Confucius a-t-il gagné avec sa justice et sa confiance populaire contre les Légalistes dont l'État de droit aurait été une dictature. Et Tiananmen en 1989 doit être perçu plus comme un mouvement contre la corruption que pour la démocratie.

Japon

Le parallèle entre l'Europe et l'Asie, qui sont deux ordres réglés, est frappant. Si l'empire romain ressemble à la Chine, le Japon serait proche de l'Allemagne. Les deux régimes militaires ont œuvré de concert avant la Seconde Guerre mondiale et pas seulement à cause de l'ennemi commun qu'était les Etats-Unis. L'ancien polythéisme germanique semble à peine différent de celui des Japonais.

L'industrialisation est arrivée très vite dans chaque pays. La soumission de l'individu au groupe y est plus prononcée relativement. Outre que ces deux pays n'ont pas connu le rouleau compresseur d'un long empire, leur structure tribale (communautaire, plus morale et plus égale en droit chez les Allemands) a préservé la structure sociopolitique faite de confiance dans les autorités qui doivent, surtout au Japon, prendre soin de leurs ouailles. Le droit est valorisé en Europe quand le Japon est conservateur comme en Chine. L'unité tribale a été réalisée dans les deux cas, le commerce étant plus important en Allemagne. Samouraïs dotés d'un code de l'honneur (comme les yakuzas) et attachés à un maître et chevaliers teutoniques institutionnalisés sont deux formes de guerriers relativement libres et rituellement encadrés. Cette liberté surveillée et la confiance dans le groupe (via les institutions éventuellement) ont, plus que sous un empire, débouché sur un développement économique et intellectuel. Le caractère tribal encore en vigueur sous le shogunat a basculé avec l'empereur du Japon dépassant alors son rôle d'icône nationale. Sous son égide, le conservatisme a laissé place au pragmatisme éclairé de l'ère Meiji avec la confiance de la population. Plus tard, un parlementarisme s'est timidement installé et la démocratie s'est consolidée avec l'appui états-unien encore que cette démocratie molle n'enthousiasme guère. La loyauté et la légitimité d'une population à moindre salaire et productive avec le riz ont finalement favorisé le développement.

Allemagne et Japon sont industriels depuis longtemps. Par exemple, ils excellent dans les porcelaines et les faïences. L'art y est ancien et l'éducation, plus récente, est l'aboutissement d'une culture du détail et de l'attente rigoureuse des clients. Cette sophistication fondée socialement, et pas seulement au sein de la cour, se traduira plus tard par l'excellence des produits exportés. En matière d'art, le Japon pourtant isolé a produit architecture, estampes, sculpture, céramique, jardin, laque, textiles, ikebana (« voie des fleurs »), littérature, poésie, théâtre, musique, danse japonaise jusqu'au cinéma intimiste actuel. La calligraphie date de l'avant Meiji (avant 1868). C'est un art de cour, c'est aussi un art religieux où se concurrençaient les puissants, y compris les généraux. Plus que de distinction sociale, c'est un art de vivre associé à une morale et des règles même si le luxe côtoyait les famines. L'élite devait être un exemple pour un peuple accoutumé au paternalisme. Il n'y avait pas, avant l'époque Meiji, un terme qui distinguât art et artisanat car ce dernier devait être de grande qualité et il faisait partie de la morale élitaire, esthétique adoptée aussi par les guerriers, mais aussi populaire (cérémonie du thé). La création n'est pas son leitmotiv comme c'est le cas en Europe et l'innovation, qui existe, n'est pas particulièrement valorisée¹⁷⁷. On se rappelle Roland Barthes¹⁷⁸ pour qui la littérature est seulement un acte de création. Sous cet angle très fermé, l'essayiste identifiait artificiellement ce qui tient de la création et ce qui tient du donné telles la langue et le style.

L'art japonais a connu l'exubérance, mais la discipline et la sobriété ont fini par s'imposer. L'art maîtrisé du détail est associé à l'expression du pouvoir et au bouddhisme selon les codes originels chinois. L'inachevé et les matières "pauvres" et naturelles font partie de cette culture sans la rendre

¹⁷⁷ Kawanabe Kyosai, un des derniers adeptes de l'ukiyo-e (« image du monde flottant ») en 1887 et considéré comme un « individualiste », disait qu'un artiste devait consacrer sa vie à s'entraîner à la perception d'images pour les recréer plus tard. Le peintre Ingres ne s'exprimait pas autrement quand il affirmait que l'artiste devait porter la nature de telle manière dans sa mémoire qu'elle soit elle-même insérée dans l'œuvre créée (<https://theconversation.com/que-hacen-los-artistas-cuando-crean-190676>). Kyosai défend la création artistique tout en la soumettant au dur travail de la mémoire.

¹⁷⁸ Le degré zéro de l'écriture

mélancolique ou ascétique. Quant à l'éducation, elle demeure dans l'enceinte des monastères jusqu'à l'unification du pays sous le shogunat Tokugawa (1600–1867). L'académie néo-confucéenne, alors la principale institution éducative, forme les bureaucrates. À la fin de cette période, l'alphabétisme est généralisé. Les samouraïs deviennent des bureaucrates et on ne sera pas surpris que les programmes d'études mettent l'accent sur la moralité autant que sur les formations militaire et littéraire sur la base des classiques chinois mémorisés. Les samouraïs demeurent attachés à leur *han* (domaine) dont ils fréquentent les écoles.

Le Japon tient plus de l'empire tribal que féodal. Dans ce monde réglé, la relation entre élite guerrière et population est peut-être moins conflictuelle, moins frustrée aussi, du fait de la durée d'une relation empreinte de règles et d'éducation confucéenne. Après les clans, l'empire du Soleil levant préservait l'autonomie locale même si s'y greffait la centralisation vue plus haut. Tôt hiérarchisée, la société des grands propriétaires¹⁷⁹ a perdu son rôle religieux dans l'animisme au profit du bouddhisme. Les paysans alors libres sont devenus des métayers sous l'égide du paternalisme seigneurial. A quoi servaient alors les guerriers ? Les conflits de famille et d'héritage avaient besoin d'une résolution qui fut sans appel. La guerre était ce moyen pour établir un ordre durable. La résolution militaire présente en effet l'avantage de trancher un conflit et d'imposer la paix durant un certain temps. Les petits clans luttèrent pour leur survie et les alliances n'étaient jamais définitives. Dans ce contexte, les samouraïs ne sont que l'institutionnalisation et la professionnalisation de bandits qui s'attachent à un domaine. Leur liberté n'est pas affectée car l'attachement est libre et sous couvert d'un code d'honneur qui les rend loyaux. La morale est si élevée dans ce monde viril qu'il va jusqu'au sacrifice.

Dans une île protégée des invasions, la noblesse est conservatrice sans excès car l'empereur est lointain et la concurrence militaire exige l'innovation. Le féodal européen est plus dur avec la population car c'est souvent un étranger. La culture est également moins paternaliste en Europe et les tensions plus vives limitent la morale et l'art jusqu'à ce que ces derniers prennent corps dans une certaine institutionnalisation. Car le fond européen est institutionnel avec le commerce et la religion universelle. La monarchie et la bourgeoisie se sont renforcées avec un État de droit d'essence culturelle (communautaire). Les solidarités européennes n'ont pas toujours été institutionnalisées par des règles, mais par un équivalent comme la fides romaine, la solidarité communautaire ou encore le serment féodal. Les termes fiefs et féodalité viennent de la loyauté institutionnalisée, peut-être pas aussi stricte qu'au Japon (pas d'harakiri en Europe), mais sans être arbitraire. La bourgeoisie et la concurrence permanente réduisent le conservatisme européen soumis par ailleurs aux invasions qui exigent des prouesses de renaissance sociale et d'efficacité précoce. Le conservatisme est variable du fait d'un système sociopolitique verrouillé par la religion contre laquelle les innovations devront se montrer elles aussi efficaces. Pour tenir, surtout les pays continentaux, l'Europe a mis en place des régimes politiques efficaces faits d'autoritarisme, de centralisme et de légitimité en perpétuelle négociation. Autrement dit, des régimes agonistiques.

L'empereur au Japon s'est imposé tardivement du fait de la prégnance des tribus et de la force du lien entre le seigneur et sa population. La maison impériale (cour de Yamato) est, au IIIe siècle, issue de l'alliance de clans qui conservent le leadership sur leur région. Chacun se réclame du lignage sacré sans procurer à l'empereur les moyens d'unifier le pays. Des circonstances exogènes conduisent à épuiser le modèle shogunal au profit du paternalisme impérial. Le Shogun faisait office de premier seigneur de guerre sans administration centrale et sans vision d'ensemble. Il était encore plus conservateur que l'empereur qui, lui, a misé opportunément sur l'ouverture aux étrangers. Dans le monde guerrier et tribal, les monastères des vaincus étaient détruits. Le pardon était peu prisé car il contrevenait à l'honneur et au sacrifice. Les samouraïs tuaient et se tuaient en cas d'échec. La morale

¹⁷⁹ <https://www.histoire-pour-tous.fr/histoire-par-pays/4590-histoire-du-japon-1-lempire-du-soleil-levant.html>

réprouvait comme ailleurs la violence mais la religion était une affaire individuelle et rituelle plus que transcendante car le bouddhisme n'avait pas marginalisé les multiples divinités. L'art des lettrés fait de nuances et de sobriété était aux antipodes de la violence, mais le raffinement artistique touchait toutes les classes de la société. Plus qu'en Chine, la tribu ou le clan japonais a accentué l'holisme où l'individu et son maître sont attachés mutuellement par des relations de réciprocité. Plus tard, le souci pour le raffinement et l'honneur guerrier ringardisé ont détruit l'attachement tribal et permit à l'empereur de devenir le père de la nation. Ni la violence ni l'exclusion n'ont été éliminées comme l'expansionnisme militaire l'a montré à plusieurs reprises. Inversement, l'empereur et sa cour ont été suivi par l'ensemble de la population quand il a fallu modernisé le pays.

L'Allemagne et les pays anglo-saxons partagent avec le Japon une vie quotidienne où chacun surveille son voisin, parfois avec des amendes fortes en cas de non déneigement ou de gazon mal entretenu. Chez les premiers, veille la communauté horizontale au sein de laquelle la dénonciation est civique et n'a pas toujours le poids négatif glané aux époques sombres de l'histoire. Au Japon, l'égalité citoyenne n'est pas le fondement du lien social qui est plutôt vertical comme en Asie en général. Au Japon, la verticalité fonde le loyalisme et produit l'attachement aux règles avec en conséquence l'exclusion des étrangers qui, par définition, n'appliquent pas les règles.

Asie du Sud-Est

Les racines sociopolitiques de l'Asie du Sud-Est auraient pu apparaître au début du chapitre asiatique voire comme chapitre indépendant (comme dans la partie suivante). Les sociétés sont moins réglées pour avoir été moins confrontées aux rigueurs hivernales du nord mais, d'un autre côté, la longue perfusion des populations chinoises fait de l'Asie du Sud-Est une entité hybride en termes de solidarités culturelles. L'intromission des peuples organisés venus du Nord a probablement plus marqué la région que le Moyen-Orient. L'Asie du Sud-Est est en effet assujettie au holisme asiatique dans lequel l'individu, toutefois moins régulé, est le sujet de son groupe. Cet holisme se manifeste par des relations verticales plus que communautaires entre égaux. D'ailleurs l'égalité n'y existe pas : le souci immédiat de deux inconnus qui se rencontrent est de savoir qui doit plus de respect à l'autre. Enfin, ne pas faire perdre la face est la marque d'une convivialité qui atténue l'inégalité.

Dans ce cadre, l'individualisme est marqué (sauf dans les tribus réglées du Japon et des amérindiens) car chacun n'est redevable qu'à son supérieur. Les relations horizontales sont limitées et violence, corruption et dénonciation peu civique sont légion. En Asie du Sud-Est, il manque l'institutionnalisation comme le taoïsme chinois ou le code samouraï japonais pour établir la confiance. Il manque le confucianisme qui règle les vies et les institutions. Le bouddhisme est d'essence individualiste puisqu'il s'agit de la petite voie où la compassion est réduite (à la différence du bouddhisme mahayana chinois).

Le Myanmar depuis l'Indépendance en 1948 et la Thaïlande jamais colonisée sont largement contrôlés par les militaires et ce, depuis longtemps malgré des accalmies démocratiques. Les pays fortement individualistes ont peur du chaos et les militaires sont une garantie d'ordre. Les militaires, entend-on, serait une réponse à la corruption galopante et au malaise ressenti par les populations, mais l'explication est erronée car la corruption militaire est connue et tout le monde vit avec la corruption quotidienne¹⁸⁰. En revanche, si l'élite corrompue est d'origine étrangère, indienne ou chinoise, le ressentiment se déporte sur les minorités. L'idéologie sert aussi à légitimer un régime qui préserve du chaos et le communisme est autant une idéologie pour les pauvres qu'une forme policière d'encadrement désiré. On a vu des pays basculer du communisme totalitaire au nationalisme

¹⁸⁰ <https://theconversation.com/aung-san-su-kyi-trial-how-myanmars-judicial-system-is-stacked-against-the-deposed-leader-162901>. L'article signale aussi : « nominal rule of law under Myanmar's 2008 constitution [...] as a tool for – rather than a limit on – the military ».

autoritaire comme ce fut le cas de la Russie et pourrait être le cas de la Chine un jour. L'idéologie permet de justifier un régime autoritaire par ailleurs demandé par la population. En Asie du Sud-Est, le Cambodge a sombré dans la barbarie communiste, mais les militaires dans d'autres pays, s'ils ne semblent pas suivre une idéologie claire autre qu'un nationalisme mou, servent surtout à éviter le communisme. Au Myanmar, la Chine joue un rôle curieux puisqu'elle a d'abord soutenu les tribus du nord alors que, aujourd'hui, la Birmanie s'est rapprochée par souci géopolitique de la Chine quand l'Occident lui tournait le dos. Le rapprochement est d'ailleurs circonspect du fait d'une junte xénophobe¹⁸¹. La xénophobie a des racines populaires comme en Malaisie alors que la Thaïlande l'a moins montrée du fait du métissage sino-thaï. Au Myanmar, on décèle la différence entre une culture affirmée et une culture tropicale plus récente et individualiste, ce qui souligne le réflexe quasi-tribal de l'Asie du Sud-Est depuis longtemps sous l'influence des voisins du nord (et de l'Inde). Toujours est-il que l'ultranationalisme de l'armée est une instrumentalisation commode de la xénophobie populaire pour en tirer un semblant de légitimité au prix de la violence. Quant à cette dernière, elle s'est portée contre les monastères bouddhiques et elle peut être extrême comme ce fut le cas des Khmers rouges. Un individualisme sans morale ni barrière religieuse ou civique en est la source. Le nazisme n'est pas loin quand les barrières sautent, en particulier la barrière religieuse qui n'est qu'éthique en Allemagne alors qu'elle est structurée dans le monde catholique.

Les royaumes anciens parviennent parfois à juguler les militaires ou les forces idéologiques, ce qui montre que les régimes font face à peu de corps intermédiaires organisés en mesure d'appuyer un régime ou de jouer un rôle de contrepouvoir. L'individualisme est maximal en Asie du Sud-Est et la peur du chaos facilite l'autoritarisme musclé. Inversement, l'absence de corps intermédiaires est en lien avec une docilité sociale faite de paternalisme et d'individualisme. Les rois, dont les dynasties sont parfois étrangères du fait des brigues de palais, sont issus des sociétés sédentaires d'agriculteurs venus d'Inde ou de Chine, comme les commerçants plus tard. Aux alentours, les tribus restent forestières. Les tribus agricoles sont partiellement réglées et plus efficaces que les tribus locales, encore que le facteur démographique soit une explication à l'organisation sociale quand on sait que les deltas d'Asie du Sud-Est ont été colonisés et aménagés il y a quelques siècles seulement. Seules les tribus de la jungle parcouraient les territoires en contournant les plaines inondées. L'adhésion à la tribu est circonstancielle, peu identitaire ni exclusive malgré les razzias des uns sur les autres. Elles se situent dans le fond diffus tardif. L'individualisme y est plus marqué qu'au nord et le manque de confiance généralisé fait que personne ne croit à l'État et à peine plus au roi. Au-dessus de la tribu, il manque un imaginaire étatique de nature confucéenne, le seul à correspondre à l'imaginaire holiste. Comme la religion est inorganisée et individualiste, il n'existe pas de narration ni d'universalisme autre que la nature. J'approfondirai les sources culturelles de l'Asie dans la partie suivante plus axée sur les fondements sociopolitiques l'économie.

6. La liberté réglée en Europe

En 1776 dans la Déclaration d'Indépendance, les USA mettent en avant la liberté : *Life, Liberty and the pursuit of Happiness*. De l'autre côté de la frontière, le Canada opte pour l'ordre dans le British North America Act en 1867 (renommé Constitution Act) : *Peace, Order, and good Government*¹⁸². Ces deux pays analogues en matière de libéralisme ont commencé leur histoire par les deux options occidentales en tension permanente : l'ordre et la liberté, lesquelles résument une culture issue des

¹⁸¹ <https://www.cairn.info/revue-outrre-terre1-2009-1-page-259.htm>

¹⁸² <https://theconversation.com/canada-has-long-feared-the-chaos-of-us-politics-177208> La presse évoque aussi la « peur de la désintégration sociale » (https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/20/la-belgique-redoute-de-devenir-un-narco-etat_6142332_3210.html)

tribus, puis visible chez les Grecs anciens, reprise par le christianisme dans ses versions catholiques et protestantes avant de se matérialiser dans l'État de droit.

L'histoire peut être trompeuse. L'attention rivée sur une période, le spécialiste ouvre la perspective au moyen d'analogies à l'instar de la sous-discipline controversée de l'histoire mondiale. Une généralisation poussive à partir du local ne dévoile malheureusement pas les facteurs majeurs à une autre échelle et il ne suffit pas de multiplier les anecdotes pour y parvenir. En particulier, les facteurs sociopolitiques exigent une approche dédiée qui, de surcroît, doit identifier les contingences et les explications partielles. Par exemple, la « décadence carolingienne » était-elle si avancée pour que les villes et les riches monastères ne puissent se défendre des Vikings ? L'absence de murailles et de milices pose la question de la réalité de l'anomie des communautés. De son côté, l'empereur de cette époque s'accroche moins à un titre glorieux qu'à des institutions, lesquelles font durer le déclin, mais ne peuvent endiguer la division. Du chaos naissent des institutions issues des nouveaux rapports de force : les comtes (compagnons) qui recrutent les *miles* (qui donnera militaire) avant de devenir les chevaliers institutionnalisés. Pour mobiliser en cas de besoin, Charles le Chauve garantit à ses compagnons la faculté de léguer les terres à leur héritier par le capitulaire de Quierzy-sur-Oise du 16 juin 877. Le décret reste, mais la division perdure et il faudra cinq siècles aux Capétiens pour reformer la France. Il en fut de même de Jean Sans Terre qui avait promis à la noblesse des avantages qu'elle n'a cessé ultérieurement de revendiquer. En Europe, par la loyauté institutionnalisée ou par l'État de droit, les contrats engagent, dussent-ils mettre des siècles.

Les historiens doivent évaluer la crédibilité des sources historiques qui exagéraient la menace pour des raisons politiciennes alors même que les données pour ces époques troublées sont rares. On doit aussi replacer les Vikings sur la vaste échelle post-invasions et post-déclin de l'empire romain. L'horizon lointain de temps et d'espace montre des sociétés fragiles soumises à des tensions internes quand la stabilité chinoise est frappante même lors du changement épisodique de dynastie. Aussi les Bretons s'allièrent-ils aux Vikings pour battre les Francs, les Vikings étant un facteur instrumentalisé dans une division structurelle. La seule construction d'un pont fortifié obligeait les raiders à réaliser de longs contournements. Or, empêcher ou détruire ces ponts ne semble pas avoir été facile. Alors que les centralisations renforcent la paix et les efficacités organisationnelles, toutes les époques ne sont pas mûres pour la concentration du pouvoir. Toute culture, selon le niveau de sa démographie ou l'état de son optimisme, est sujette à des faiblesses qui peuvent devenir plus tard des atouts. Une série de vidéos historiques disponibles sur le site Internet Hérodote montre alliances et retournements de conjoncture au sein des cycles de centralisations et de « décadences », deux échelles en lien avec les rapports militaires nécessaires pour asseoir un pouvoir et sécuriser une stabilisation¹⁸³. Cycles et retournements conjoncturels rendent banales les époques de décentralisation ponctuées de troubles. La « fragilité » n'est pas nécessairement une « décadence » et seule l'histoire des siècles et des millénaires conduit à identifier la nature des organisations sociopolitiques. Les Vikings qui ont effrayé les populations riveraines des côtes et des fleuves, tout comme les Huns d'ailleurs, révèlent avant tout la division qui elle-même s'inscrit dans une logique dont une part est à rechercher dans la culture sociopolitique de liberté et d'ordre et dans le potentiel des efficacités organisationnelles.

La « décadence » carolingienne tout comme les « hauts faits » de Charles Martel et de Charlemagne sont des jugements. L'histoire n'a pas à décréter les faibles capacités des rois déchus, qu'ils fussent fainéants ou qu'ils aient été décapités. Les « décompositions » sociales existent mais elles doivent être interprétées objectivement, politiquement devrait-on dire selon les rapports de force du moment et, au-delà, selon la capacité sociopolitique de résilience entre acteurs qui coopèrent. L'empire puis les

¹⁸³ <https://www.youtube.com/watch?v=XTZeC4a1y8o>

divisions sont banales à l'exception chinoise près, ce qui conduit à se pencher en permanence sur la Chine. Les indices sociopolitiques sont repérables derrière la banalité débarrassée du conformisme académique. Quand les Vikings lancent leurs raids, les villes sont peu fortifiées, ce qui signale moins un déclin qu'une période où la muraille était inutile car on croyait encore à la force de l'empire. Mais l'empire se disloque au bénéfice d'une aristocratie de seigneurs de guerre qui aspirent à l'autonomie et se combattent. On a parlé de guerre civile si tant est que ce mot ait une signification à une époque où les loyautés étaient changeantes et les nationalités peu solides. Les raids vikings étaient opportuns et les pirates pratiquaient peu de sièges et de batailles rangées. Toujours est-il qu'ils signalent la fin d'une époque et le début de la féodalité du chacun pour soi. Mais ce chacun pour soi n'est pas un aventurisme car les liens de vassalité reconnaissent les dépendances, en particulier la fides garantie par l'institution papale. Les féodaux ne sont ni des seigneurs de guerre ni des aventuriers.

La désunion celte, l'unité romaine, l'éclatement face aux Germains puis aux Sarrasins, Maghiars et Vikings et la centralisation progressive tendent l'histoire de l'Europe. Dans ces cycles, on note l'impossibilité de revenir aux empires, pour des raisons à élucider, et la mise en place de l'État de droit avec plus tard les démocraties et l'Union européenne. Dans ce chaos contingent, voyons si la tension entre ordre et liberté, sans que l'un prenne le pas sur l'autre, est explicative des contingences cycliques et des invariants culturels.

Grèce

La tension entre ordre et liberté relève du régime communautaire à la fois réglé et d'égaux, même si un roi ou une caste de guerriers en prend la tête en temps de guerre. Si le régime communautaire est fait d'égaux en droit et peut avoir à sa tête un roi, l'important est la légitimité : légitimité de l'inégalité de fait et légitimité du leader. L'Occident a connu des dictatures et des chefs de guerre, mais le soubassement culturel au-delà des contingences historiques est la communauté. Ce régime diffère de l'holisme asiatique autoritaire et conservateur où le village est moins une communauté qu'un habitat partagé. Et pour comprendre la communauté, il n'y a rien de mieux que la Grèce ou les Germains. La Grèce fut un empire commercial comme les États-Unis aujourd'hui, la Grèce n'ayant pas suffisamment de population métropolitaine pour coloniser et les États-Unis étant sous l'emprise du concert des Nations qu'il domine. Il ne s'agit donc pas d'un empire qui domine des tribus d'autant plus qu'elle a gardé les traits communautaires d'origine au-delà des régimes tyranniques, royaux ou démocratiques qui se sont succédés. Rappelons que les rois sont loin d'être tout-puissants et les différences entre le *wanax* et le *basileus* sont importantes : en Crète et à Mycènes le *wanax* est le plus grand propriétaire, celui qui aide le plus la religion¹⁸⁴. Il en va de même des guerriers francs qui élisaient un chef militaire nommé « roi des Francs » (*rex francorum*) dont le pouvoir s'exerçait dans l'unité clanique. En Grèce, la géographie compte car il s'agit d'une presque île montagneuse peu peuplée mais difficile à attaquer et propice à l'expansionnisme commercial, ici comme l'empire britannique et Singapour et ce qu'aurait pu devenir le Japon – la langue grecque s'est imposée comme l'anglais pour les mêmes motifs commerciaux. Des liens avec la Crète et Troie montrent qu'elle est précocement tournée vers la mer. Il en va de même des Phéniciens qui, sans protection vis-à-vis des empires voisins, disparaissent au profit de Carthage qui en est plus éloigné. Quelques tribus précocement consolidées cherchent alors à contrôler la Méditerranée avec des comptoirs parfois associés à des colonies. La situation stratégique de la Sicile sert plusieurs fois de casus belli jusqu'à la troisième guerre punique. Les tensions autour de la Méditerranée s'aiguisent et l'insécurité montante conduit à la disparition des premières villes¹⁸⁵.

Au sein d'expansionnismes commerciaux peu propices à l'empire dans l'antiquité (ce sera différent avec les empires coloniaux), l'intérêt que manifestent les Grecs pour les arts, la spéculation

¹⁸⁴ Annie Schapp-Gourbeillon. Une histoire des civilisations, op. cit.

¹⁸⁵ Des palais abandonnés sans violence posent toutefois question : Annie Schapp-Gourbeillon, op.cit.

scientifique et philosophique, le secteur médical, la géographie et l'histoire débarrassée des oripeaux mythiques et religieux est singulier. Il faut attendre le renouveau médiéval européen pour réactiver cet ethos et plusieurs siècles supplémentaires pour renouer avec une spéculation libérée. Athènes, Sparte et d'autres cités-Etats concrétisent des tribus organisées en communauté avant que l'isonomie de Clisthène les modernise en dèmes administratifs égaux. L'ascendance indoeuropéenne est discutée mais n'est pas obligatoire¹⁸⁶. Le sentiment grec imprègne la péninsule et ses colonies malgré les divisions internes. Mythes, mémoire des guerres contre les empires, intérêts dans la défense de la péninsule, langue et institutions sont partagés par les tribus et les cités. Les différents jeux panhelléniques ou la Pythie rappellent la forêt des Carnutes où se réunissaient les druides gaulois ou encore le sanctuaire confédéral (*fanum*) des villes Etrusques¹⁸⁷. La démocratie fait partie du fond commun en tant qu'héritière de la citoyenneté d'égaux, même si elle connaît des vicissitudes et qu'elle est imposée par le peuple au titre de sa défense de la cité. N'ayant pas envahi et étant peu militarisée pour attaquer, la Grèce a conservé l'esprit communautaire dans ses institutions. Aristocrates et citoyens ont des droits semblables dans les assemblées où le peuple peut sanctionner, via l'ostracisme par exemple. La démocratie n'est pas exempte de clientélisme et les sophistes démagogues font basculer les assemblées dans un sens ou un autre. Toujours est-il que les règles sont respectées et que les institutions évoluent selon les rapports de pouvoir et les circonstances. Population méditerranéenne, la Grèce a su aussi réguler les vendettas que René Girard a cru déceler dans les mythes.

La géographie a préservé les Grecs des invasions durant quelques siècles jusqu'à ce que les tribus macédoniennes prennent le pouvoir. Ce laps de temps a préservé ses institutions tribales et renforcé son influence chez ses voisins. L'ordre associé à la liberté qui a fondé la prospérité a, à son tour, procuré le temps libre, l'*oitium*, aux aristocrates pour pratiquer la communauté idéale. On y débattait des arts, de la philosophie et de la politique. Le polythéisme satisfaisait tout le monde, chaque minorité voyant ses dieux incorporés dans la saga olympienne. Les rivalités entre familles royales deviennent des mythes et les affaires de la famille divine sont rafistolées par les mythographes, comme Homère, qui rassemblent les dieux poliades (des villes) pour tisser une mythologie commune. Cette dernière varie d'un conteur à un autre et les emprunts mutuels dans les veillées participatives polissent le capital commun. Même les plus difformes (Pan) et les plus assoiffés (Dionysos) ont leur dieu qui vient parfois de contrées lointaines. Chacun y trouve son compte et la magie d'un dieu personnel enrichit les rites familiaux alors que les rites civiques font davantage le lien entre les dieux dominants et les institutions originelles. Quant à la spiritualité, on la trouve dans les religions à mystères, l'initiation étant plus collective qu'individuelle. Les stylites et les premiers ermites chrétiens jouent d'ailleurs un rôle de moralistes par l'édification du public. Les écoles autour d'un philosophe font florès et l'ascétisme de Diogène a fait autant pour sa renommée que son sens de la répartie. L'Asie et l'Inde sont éloignées de ce type de religion du fait d'une approche seulement individuelle, même si elle est réglée comme le taoïsme ou le shintoïsme. Bien avant les monothéistes minutieusement réglés qui arrivent plus tard, l'hénothéisme d'un dieu principal, l'existence de l'âme et la critique du polythéisme montrent la réflexion libérée des conservatismes familial et public. Le procès de Socrate, avec sans doute une connotation politique, montre toutefois les limites à ne pas dépasser comme le signalent les chefs d'accusation : « ne pas reconnaître les mêmes dieux que l'État », « introduire des divinités nouvelles » et « corrompre la jeunesse ». Les 501 juges décident la mort à trois voix près. On note que les sanctions, ostracisme ou mort, étaient lourdes dans une société communautaire aux règles de laquelle il fallait adhérer aveuglément avant de philosopher.

¹⁸⁶ Jean-Paul Demoule. Une histoire des civilisations, op. cit. Le problème archéologique indo-européen

¹⁸⁷ Dominique Garcia. Une histoire des civilisations, op. cit. Origine et extension des... Egalement : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Gaulois_\(peuples\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Gaulois_(peuples))

La Grèce n'échappe pas au virilisme méditerranéen à une époque de combat. La violence est permanente et la famille est sous les ordres du patriarche. La religion est sans clergé, la morale est peu réglée au-delà des commandements universels appliqués d'ailleurs aux égaux, la famille est centrale et la loi communautaire est dure envers les puissants. Le conservatisme est une réalité sociale malgré la démocratie et la liberté de penser. Les changements politiques visent avant tout l'adaptation aux menaces. Comme toute société avant le rouleau compresseur monothéiste, la Grèce est diverse par ses mœurs et chaque cité conserve son particularisme. On pense bien sûr à Sparte et Athènes, mais chaque cité a ses coutumes. La pédérastie fait partie moins d'un art de vivre que de particularités issues des âges obscurs : « c'est la Grèce dorienne qui, sur ce point, détient la palme, avec ses concours de beauté et de baisers entre garçons¹⁸⁸ ». Les sexualités étaient diverses dans le monde antique, mais l'avance institutionnelle de la Grèce a pu conduire une société libre et réglée à organiser, et accepter publiquement, la pédérastie qui, faut-il le rappeler, était soumise à des règles strictes. Il en va de même de l'attrait pour le sport et la beauté. Les mythes sont à la fois en accord avec cette société (les dieux sont immoraux ou au contraire rongés par la morale comme Œdipe) et un idéal de puissance. On imagine des tribus errantes avec leurs règles chamaniques qui se fixent au cours des vagues migratoires post-mycéniennes et s'installent à Sparte ou Athènes en évacuant progressivement les Pélasges ou les bergers Saracatsanes. Chaque cité a eu le temps d'accentuer son particularisme sans entraves en le réglant avant de trouver intérêt à envahir les autres. Les ligues n'étaient pas permanentes et les plus durables répondaient surtout au besoin de protection mutuelle.

La Grèce n'a pas le monopole du commerce, mais, si elle incarne le développement antique, c'est contre les empires d'une part et contre les commerçants familiaux d'autre part, déjà nombreux à l'époque (avec plus tard les marchands arabes) qui ne pouvaient s'appuyer sur une logistique gouvernementale. Le commerce grec est bien sûr familial mais il s'appuie sur un gouvernement et une armée citoyenne. Il est florissant car il dépasse le stade familial ou ethnique au sein des empires qui ne s'y prêtent que marginalement, la paix impériale étant le seul atout au commerce au sein d'un empire. Les ligues commerçantes en Europe au Moyen-âge sont un cran au-dessus, mais la Grèce se situe au stade gouvernemental du fait des appuis conjoints au commerce, à la colonisation et à la guerre. Au-delà des faits bruts, on retrouve les fondements du commerce : ordre pour les contrats et liberté pour la prise de risque.

Si l'Europe en a fait une source d'inspiration, la démocratie est une variante de l'égalité de droit et d'une liberté sous un ordre que consolide la légitimité de la cohabitation des pauvres avec les riches. La démocratie n'est pas arrivée par un coup du sort ou une volonté collective, pas davantage par le seul poids du peuple : elle incarne la référence partagée des anciennes assemblées d'égaux, guerriers en temps de guerre et producteurs en temps de paix, qui faisaient les communautés et ont structuré les migrations. Cette égalité en puissance, que les contingences ont parfois marginalisée, se retrouve dans la liberté des mythes qui donnent la parole à chacun. Mais que pouvait une enclave devenue un empire commercial contre les empires tribaux qu'ils fussent macédoniens, romains ou ottomans ? La communauté n'est un destin intrinsèque qu'avec une protection durable face aux empires. Restait l'héritage grec que l'Occident, plus que le Moyen-Orient ou les steppes pourtant imprégnés de culture grecque, a repris à son compte parce qu'il correspondait à la sociopolitique européenne.

La différence avec l'empire romain saute aux yeux. Déjà peuples italiques et Etrusques sont peu portés à la spéculation même si les artisans sont de valeur. Le sentiment provincial par rapport à la prééminence grecque n'est pas la raison qui mine l'innovation car cette dernière n'est essentielle ni à l'époque communautaire ni a fortiori durant l'empire. Dans cette périphérie culturellement dominée, la tribu italique est en guerre avec ses voisines et avec les gaulois cisalpins. La péninsule demeure

¹⁸⁸ https://www.persee.fr/docAsPDF/reg_0035-2039_1980_num_93_442_4293.pdf

encore tribale même si elle possède des cités face à l'unité culturelle de la Grèce. La singularité de la Grèce est d'avoir préservé plus longtemps l'esprit de communauté qu'on retrouve plus tard ou ailleurs dans les cités états européennes. Les empires avec leurs succès militaires ont fait diverger les communautés européennes. L'Italie aurait pu avoir le destin de la Grèce si elle n'avait pas eu des gaulois querelleurs et divisés au nord et des Carthaginois concurrents au sud et à l'ouest.

La Grèce communautaire n'est pas loin de la communauté des Germains préservée de l'empire par les forêts allemandes. La culture anglo-saxonne actuelle évoque davantage la *community* que la laïcité ou l'intérêt public, ceci au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis. L'idéal communautaire a parfois basculé dans une vision romantique voire totalitaire chez les Nazis pour se défendre de l'égalité soviétique jamais loin de sombrer dans le nihilisme et pour se défendre des Lumières avec son libéralisme politique et ses égalités et libertés trop marquées et pas assez communautaires. En Allemagne, l'égalité est grecque car elle ne concerne que la communauté qui est source d'ordre par la morale plus que par le droit. Le destin de l'Europe se joue entre la liberté et l'ordre ou la peur du chaos.

Communauté celte

Les Gaulois n'ont pas eu de difficultés à s'insérer dans l'empire romain et leurs tribus disparurent à jamais avec toute identité ou réflexe tribal. Chez les Germains, c'est presque pareil avec quelques différences. L'ordre romain suppléait aux instabilités tribales. Il était aussi congruent avec la communauté gauloise faite de liberté et de règles. Les tribus germaniques sont très divisées, peut-être davantage que les Gaulois qui avaient des institutions intertribales, et elles le sont restées après leur victoire. Mais les Germains étaient sous la pression des infiltrations venues de l'est et ils étaient perpétuellement en mouvement. Quand les invasions déstabilisent l'empire romain, les Germains restent divisés et les rois ethniques rassemblent quelques tribus alliées. Ils mettent du temps à contrôler la France du fait des guerres intestines permanentes. D'un autre côté, ils réinsufflent dans les lois romaines le sens de la communauté et de la hiérarchie légitime qui se dénouera plus tard dans le protestantisme. Les tribus disparaîtront, mais le soubassement communautaire d'égaux en droit fut préservé jusqu'à la *community* anglo-saxonne et le sens de la négociation allemande actuels.

Selon cette perspective, la communauté traverse l'histoire depuis les tribus. Peu peuplées, elles sont en guerre et l'unité nationale est absente. Le terme *deutsch* signifie peuples ou, selon la racine indo-européenne, tribus. Les frères (signification latine de Germains) celtes des Gaulois sont encore plus divisés que ces derniers. Peut-être devrait-on distinguer deux étapes dans les tribus occidentales : celle de la communauté de paysan-guerrier et celle d'une caste de guerriers séparée et dominante. Lors de la première étape, le petit paysan des forêts germaniques cohabitait avec le guerrier, l'un pouvant devenir l'autre. Dans ce cadre, les érudits qui ont appelé *männerbund* l'initiation guerrière des jeunes hommes estiment que l'institution serait de nature indoeuropéenne. Pourtant, on la retrouve à peu près partout¹⁸⁹. C'est pourquoi la seconde étape des tribus avec une caste de guerriers, issus d'une invasion et servant à l'occasion de mercenaires, est nécessaire. Il faudrait bien sûr disposer des pratiques en contexte pour caractériser la forme européenne de l'initiation, cette dernière se retrouvant dans la cryptie spartiate, l'éphébie athénienne, chez les guerriers loups vikings voire en Afrique. Toujours est-il que la forme réglée de l'initiation est spécifique sans qu'on puisse distinguer l'influence indoeuropéenne. Aussi le *ver sacrum* (printemps sacré) romain montre-t-il son caractère institutionnalisé : il ne s'agissait pas de bandits sans foi ni loi, mais de conduire une initiation doublée d'un apprentissage au service du groupe moins pour rendre libres que pour soumettre les jeunes au groupe. Ils devenaient alors citoyens et, comme guerriers, ils étaient soumis au groupe pour défendre la communauté, pour attaquer un clan, peut-être pour le rapt et pour installer parfois une

¹⁸⁹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Männerbund>

nouvelle colonie. La liberté dans une société réglée doit sans cesse être régulée. A Sparte ou chez les guerriers loups, la dérive militaire conduisait à tuer lors de l'initiation, en particulier les hilotes à Sparte. Toujours est-il que la cohésion romaine et athénienne, moins affirmée que le déshonneur spartiate, ont fait le succès de la phalange et de la légion. Ces dernières doivent autant à l'apprentissage qu'à la citoyenneté.

La croissance démographique conduit les tribus à se répandre vers la Gaule et l'Angleterre, moins vers le nord. La paix et la prospérité gallo-romaine ont accentué l'attrait migratoire même si l'ébranlement issu de la Chine, des steppes asiatiques (avec la direction possible de Constantinople) et des Germains après les Avars et autres tribus nomades est un facteur déclenchant. Les migrations de tribus existèrent sous les Romains jusqu'au bas Moyen-âge, tels les Burgondes en Savoie. Bien plus tôt, les Celtes avaient migré au-delà du Danube en Turquie après que les Eduens gaulois se fussent installés en Italie du nord.

Les légions décimées par les Germains montrent la difficulté à parcourir la forêt boréale. Le limes romain était avant tout une limite géographique avec les tribus forestières dont les Francs avec d'autres groupes occupaient les marches. Les Francs, qui servaient de troupes auxiliaires aux Romains, acquièrent une connaissance qui en fit un allié inconstant avant de devenir un ennemi redoutable. Avec la démographie, les crises frumentaires (le Rhin gèle deux ans de suite) et la poussée venue de l'est, les tribus divisées finissent par se déverser et submerger l'empire et l'Afrique du nord. Montesquieu insiste sur l'esprit ordonné et libre, autrement dit communautaire, des Germains. Leur division empêche l'établissement d'un nouvel empire (ils n'ont eu aucun Tamerlan ou Gengis Khan) mais réinsufflé la liberté tout en garantissant le droit dans l'empire franc. Plus tribaux et moins communautaires, les Wisigoths et les Vandales se sont faits, de leur côté, plus inquisiteurs ou carrément dictatoriaux. Si le métissage du droit impérial et de la tradition germanique a réactivé l'esprit d'ordre et de liberté, plusieurs siècles furent nécessaires avant de retrouver la stabilité et la spéculation nécessaire aux arts et à l'innovation. La division booste aussi les arts militaires et techniques qu'enrichissent les croisades. La culture musulmane est alors en plein essor avant son arrêt brutal d'un bout à l'autre de son emprise. Alors que les empires entretiennent patiemment le conservatisme, l'Europe divisée, libre et ordonnée renouvelait le pacte grec, revendiquant à son usage exclusif cet héritage devenu un viatique.

La culture des steppes s'est hybridée précocement avec l'Occident, comme en témoignent la lignée génétique de Yamna proto-indo-européenne, la famille des langues indoeuropéennes, le cheval et le cuivre. Si les invasions ont bien eu lieu de l'est vers l'ouest, la densification de population avec parfois une certaine efficacité organisationnelle venue de l'Occident ont permis au Rus' de Kiev de dominer la Russie et aux Polonais de s'imposer provisoirement avant des démembrements successifs entre empires ottoman, russe, autrichien et prussien. Auparavant, les tribus mobiles et violentes sans empire durable à religion chamanique ont donné les Goths qui devaient défaire de leur côté les légions romaines. Le monde des steppes donnera les Turcs, les Huns et les Mongols, ces derniers se stabilisant dans l'empire russe. Les empires perses et arabes, que soude une religion unitaire et guerrière, sont également sous la pression des steppes. L'Occident demeure sous l'emprise de l'ordre rigide du Moyen-Orient et de la liberté des steppes, l'un et l'autre forgeant un ensemble original par la tension entre les deux qu'a permis la communauté.

Rome

Marc-Aurèle fait partie des princes philosophes. Le stoïcisme de ses Pensées pour Soi illustre admirablement l'ethos romain même si la vision d'un empereur respectueux des dieux, du régime politique et des maîtres est nécessairement convenue : « De Catule [...] j'ai appris à se soucier du bien parler de ses maîtres. A Severus mon frère [...] je lui dois la conception d'un Etat fondé sur l'égalité des

droits civils et le même droit à l'expression ». Marc-Aurèle défend l'homme qui sait ce qu'il veut, qui se défend des opinions tranchées et qui évite les spéculations. La tradition du bien et du juste sont les piliers d'un credo qui évite l'hubris et invite à se conduire en homme responsable. En fait, une vie est peu de chose quand tout est relatif : « Il faut désormais te rendre compte du monde dont tu n'es qu'une partie [...] ; que tu te rendes compte de la limite de temps qui t'a été impartie ». L'homme responsable est certes libre de choisir, mais à la manière de Saint-Augustin : il doit se couler dans un ordre. Il en conclut qu'il faut rendre grâce à la providence divine (qui nous échappe) et aux lois de la nature (qui ne nous laisse que la possibilité de faire le bien ou le mal). L'idéal stoïcien serait saint-augustinien si Saint-Augustin n'était pas aussi pessimiste sur la nature de l'homme et plus enclin à le soumettre. Marc-Aurèle est romain au sens d'individus libres parce que responsable mais soumis à un ordre qui a montré ses capacités. L'ordre existe et il est bon, aucune spéculation n'est nécessaire à son encontre. Dans ce cadre, l'homme peut faire le bien, doit être compréhensif (et paternel) et être porteur de bienveillance. C'est le Romain sous la forme d'une élite humble qui est visé : « A chaque instant préoccupe-toi en tant qu'homme, en tant que Romain, de faire ce que tu dois faire en usant avec précision et sans affectation de gravité, de tendresse, de liberté et de justice ».

Rome n'a pas failli par ses institutions même si la citoyenneté initiale s'est délayée au cours des siècles jusqu'à ce que les armées ne fussent plus citoyennes et que les citoyens ne soient plus romains. Quant aux Romains de l'Urbs, ils s'enfonçaient dans la décadence et le clientélisme. Si Rome a préservé la puissance de ses légions, elle n'a pas résisté à la démographie de ses marges et sa résilience (sécurité alimentaire, qualité des armées) a fini par être débordée jusqu'à l'effondrement, qui s'étala sur plusieurs siècles. Dans l'empire, les renseignements sur les ennemis étaient négligés à cause de la foi dans les légions et d'un empire peu propice au soft power. L'hypothèse d'institutions efficaces tant au niveau originel des tribus qu'au niveau de l'empire, comme si un changement d'échelle n'avait pas obéré la nature des institutions, est plausible. Le régime impérial et militarisé devenu ritualisé, conservateur donc, respectait les hommes sans privilégier ni la société ni le totalitarisme, militaires inclus. L'atout institutionnel est-il de même nature que celui de la Chine ou du regain contemporain de foi dans l'islam ? La Chine s'est maintenue par des institutions, des rites, une élite et un peuple homogène et soucieux d'ordre. Le conservatisme lui allait bien et cette cohérence n'a été remise en question ni par les révoltes paysannes ni par les dynasties étrangères. Rome bénéficie sans doute de cette force cohésive mais ses institutions équilibrées et motivantes sont au centre de sa résilience alors que le conservatisme n'est qu'impérial (il n'est pas dans la nature des peuples). Comme la Chine dans une certaine mesure, l'islam fournit une cohérence sociale, religieuse et politique qui en fait sa force. L'individu (homme et femme) est inséré dans un ensemble serré d'institutions, de religion et de pratiques (partages des espaces privés et publics, refus de l'occidentalisation après l'échec du panarabisme) qui sécurise l'individu dans la famille et dans la société, cette dernière fut-elle peu apte à la modernisation comme la Chine ou le Japon (du fait de leur élite et de leur centralisation)¹⁹⁰. La seule force de l'institution à Rome mérite l'attention.

Institutions... le ver sacrum et la question gauloise

Les origines de Rome sont mal connues. Les mythes sont nombreux, mais la réalité n'est accessible qu'avec les institutions durables ainsi que l'esprit qui les produit dans le temps. Aussi l'institution militaire de nature citoyenne qui offre une reconnaissance au légionnaire témoigne-t-elle d'une éducation communautaire. Elle est le contraire de l'armée hétéroclite, mal reconnue et recrutée de force comme dans c'est la norme dans les empires, Chine incluse (mais Japon exclus). On retrouve l'institutionnalisation éducative, également à but militaire et initiatique, des bandes de jeunes dont la violence est canalisée au bénéfice du groupe, mais aussi au bénéfice de valeurs générales. On a vu les

¹⁹⁰ <https://theconversation.com/por-que-el-velo-de-las-mujeres-esta-en-el-centro-del-proyecto-de-los-islamistas-177958>

différences entre le *ver sacrum* et le *Männerbund* german. Le *ver sacrum* relève du sacré et plus particulièrement d'un vœu collectif suite à une crise. Le caractère sacré engage le collectif à sacrifier ce qui naît au printemps, y compris les enfants qui seront expulsés, une fois jeunes adultes, pour créer une colonie, cité ou tribu¹⁹¹. Ce qui lie les dimensions militaires et printanières (renouveau symbolique) est une réalisation sous l'auspice du Dieu Mars. A Rome, la religion adaptée du monde indoeuropéen et grec s'inscrit vaguement dans les trois ordres dont l'intérêt est moins d'être distinctif (on retrouve ces trois ordres ailleurs) qu'institutionnel : la reconnaissance publique de l'inégalité scelle le contrat républicain et fonde des institutions légitimes. Les guerriers sous la coupe de la communauté procurent une légitimité aux jeunes et à la communauté. Le caractère tripartite est aussi la reconnaissance des trois classes d'âge. Là encore, les classes d'âge sont reconnues en Afrique où, cependant, elles ne relèvent pas de la société, ne sont pas sous son signe et sont peu institutionnalisées. L'initiation en Afrique est organique : elle introduit mécaniquement le jeune dans la société sans les rendre redevables.

Romulus aurait mis en place les curies et les centenies qui allaient traverser les régimes politiques. A l'origine, les trente curies reflètent la répartition ethnique de Rome¹⁹². Ces assemblées n'ont pas tous les pouvoirs, loin de là, et c'est le partage des pouvoirs, respecté et non dénué de tensions¹⁹³, qui est l'élément le plus notable des institutions romaines. Les assemblées ne sont pas non plus égalitaires quand la plèbe ou les aristocrates prennent le dessus en évitant le plus longtemps possible une révolution. La guerre civile qui débute par les demandes des frères Gracchus produit des dictateurs issus des rangs de l'armée. A Rome, l'apogée de la lutte entre aristocrates (*optimates*) et peuple (*populares*) met fin à la République. Quant aux centuries, elles gèrent l'armée alors que les comices calates, les plus curieux et dont on sait peu de choses si ce n'est qu'ils reposent aussi sur les trente curies, décident des affaires religieuses.

La zizanie est circonscrite à la ville de Rome car la répression sévit ailleurs, laquelle n'est pas si fréquente comme c'est le cas en Gaule toujours divisée où le peuple soutient les élites tribales elles-mêmes favorisées par Rome. La révolte fiscale des aristocrates Eduens et Trévire est localisée et celle circonscrite aux Bataves et leurs alliés est moins dirigée contre l'empire que contre l'empereur. S'il est exact que la paix gallo-romaine est associée à la prospérité, n'oublions pas aussi le respect des règles et des autorités dans les sociétés réglées et libres, l'empereur étant honoré autant que le chef tribal. Toujours est-il que l'empire prend son origine avec la république au sein de laquelle les tensions internes s'aiguisent et sont tranchées par les militaires, qui gagnent des territoires par ailleurs. L'empereur qui dépend des armées et des généraux construit sa légitimité par un statut, des symboles et des rites (rituels qui sclérosent la religion et favorisent la survenue de messies comme le Christ) privilégiant l'unité dans la diversité. Chef militaire le plus souvent, il prend la tête des troupes, quitte à mourir sur le champ de bataille. Plus tard, les généraux se défient pour devenir empereur et affaiblissent la dimension sacrée de la tête de l'empire. Mais ces faiblesses sont encore dépassées par la surenchère militaire qui finit, telle l'URSS, par affaiblir l'empire. Si, d'un côté, l'efficacité des légions (et des urbanistes qui contribuent au soft power) affaiblit politiquement les empereurs, cette efficacité, d'un autre côté, porte à bout de bras l'empire. Cette efficacité n'est plus celle motivée par la défense citoyenne, mais celle entretenue par l'apprentissage, la logistique, le respect des chefs et le respect accordé au légionnaire, c'est-à-dire tous les vieux restes de l'esprit citoyen qui ont permis les longs sursauts avant la chute, elle-même lente du fait des loyautés militaires.

Que Rome ait triomphé au Latium, il n'y a rien d'extraordinaire dans un milieu divisé : une tribu a saisi opportunément sa chance avec, peut-être, une démographie avantageuse. Mais l'efficacité italique

¹⁹¹ <https://www.jstor.org/stable/41520546>

¹⁹² Ce nombre varie selon les moments et les sources historiques.

¹⁹³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Sécessions_de_la_plèbe

n'a cessé d'imprégner les organisations romaines jusqu'à la formation de l'empire. On le verra avec la fides qui sert de ferment de loyauté avant l'application d'un droit légitime et strict. Le sacré sert de référence, mais ce n'est pas suffisant quand la liberté et l'individualisme se jouent des normes, ceci d'autant plus avec des mythologies faites plus de gloire que de morale. Les patriciens luttent pour leur pouvoir, mais composent aussi avec le peuple, tous percevant le bien commun. A l'origine, il n'y a pas d'empires contre qui se défendre, seulement des tribus, et c'est l'épreuve de Carthage qui affermit l'unité, les organisations et l'idée de bien commun. Quant aux mythes, ils créent la mémoire des faits héroïques tout en voilant ce qui n'était que vengeance ou rapt de femmes : la vertu peut être glorifiée et, au-delà, la loyauté.

Les Etrusques étaient bien placés sur la ligne de départ avec leur culture avancée et le commerce méditerranéen du sel, du blé et de produits miniers en compétition avec les Grecs du sud de l'Italie. Sur le plan culturel, les Etrusques étaient redevables du panache grec. Sur le plan politique, ils étaient divisés et les institutions communes, tel le fanum confédéral, étaient insuffisantes à l'image des tentatives avortées d'union gauloise. En vainquant les Etrusques, Rome accroissait considérablement sa prospérité. Rome a devancé aussi d'autres confédérations possibles telles que les tribus gauloises de la vallée du Pô, les Grecs du sud de l'Italie, les Ibères ou les Ligures qui partageaient l'esprit des institutions romaines : auraient-elles pu prendre la place des Romains ? Les Gaulois avaient envahi l'Italie du nord et pénétré jusqu'à Rome. Il n'y avait pas de ressources particulières propres à la péninsule italique. Le régime politique qui a varié n'est pas l'élément le plus essentiel (roi, république ou empereur) tant qu'on n'a pas examiné les relations entre les citoyens et leurs institutions.

Le potentiel fédéral des Etrusques a joué un rôle clé par ses réseaux, sa richesse et même ses institutions dans l'épopée romaine, qui a également profité de la division gauloise. Une vertu un peu plus spartiate et une citoyenneté presque protestante mieux réglées ont servi Rome qui a absorbé successivement le Latium, les Etrusques et les Gaulois. Une plus grande unité par la religion ou une identité supra-tribale aurait été fatale aux Romains. Mais ni la nation étrusque ni la gauloise existaient politiquement dans les cœurs. La tribu était la référence pour ses membres qui faisaient corps avec leurs élites. Les grandes tribus avec leurs alliées minoritaires étaient de force égale et aucun liant unitaire ou trahison notoire n'a donné un empire ni même une confédération gauloise. Les druides n'étaient pas assez puissants ou, au contraire, constituaient un contrepouvoir efficace aux élites guerrières. La force de Rome fut peut-être son retard au sein du Latium alors couverts de petits villages. Chacun reconnaissait les siens et seuls les Volsques étaient confédérés. L'Etrurie ne semble pas avoir été tentée par le pouvoir militaire, à la fois trop puissante et tournée sur elle-même¹⁹⁴. Rome a profité de sa militarisation communautaire qui n'est pas le diktat spartiate (dont le particularisme s'explique dans la péninsule grecque par des invasions), mais ressemble au militarisme aztèque toute chose égale par ailleurs. Rome et Tenochtitlan, bourgs malmenés par leurs voisins, ont développé une culture militaire et imposé leur ordre. Rome bénéficiait de son efficacité communautaire qu'on retrouve tôt dans l'histoire en partie mythique des premiers rois de Rome. L'Europe doit énormément à cette communauté originelle qui a dépassé les divisions qui prévalaient et prévalent encore aujourd'hui.

Plèbe

Toute société viable doit gérer ses pauvres, voire donner une légitimité aux riches et aux institutions. On a vu le respect dû aux vétérans, mais les pauvres, principalement en période de crise, sont en mesure de se révolter. A Rome, les tensions furent permanentes au point de mener des réformes agraires et des migrations avec distribution foncière, ceci sans compter avec la distribution fréquente de nourriture. La légitimité que les pauvres accordent au système sociopolitique tient non seulement

¹⁹⁴ Michel Gras : Les Etrusques – identité et circulations. In : Demoule et alii. Ed. op.cit.

aux revendications satisfaites, mais aussi aux institutions communautaires qui fondent en droit et légitimité les revendications.

La plèbe n'est pas composée que de pauvres mais elle ajoute à ces derniers une force substantielle de combat social. Les plébéiens sont les citoyens qui n'appartiennent pas à la gens originelle des patriciens (les *gentes*). Avec les patriciens, elle forme le *populus* communautaire que la devise SPQR *Senatus populusque Romanus* (« Le Sénat et le peuple romain ») a gravé dans le marbre de l'histoire. Si elle est une partie du tout social et un pilier de la société, les régimes politiques et leurs élites choisissent de l'intéresser, de l'amadouer ou de la vaincre, les trois options se complétant selon les opportunités. Toujours est-il que les crises internes, par exemple entre les grands propriétaires et la plèbe, sont des moments clés dans la viabilité d'une organisation. Le déclin de Rome a parfois été attribué à la plèbe, mais les interprétations ont aussi désigné la citoyenneté généralisée (et affaiblie) ou encore le christianisme. En fait, la géométrie de l'empire explique la fin de Rome avec des limites indépassables (forêts, steppes, déserts). Les meilleures institutions, dont l'armée, ne pouvaient rien contre cette géographie quantitative. D'abord, la plèbe a occupé une part grandissante avec l'arrivée à Rome des peuples vaincus avec des esclaves devenant majoritaires. Ensuite, les citoyens sans terre revendiquent une place politique au moment d'une guerre, comme en Grèce qui avaient besoin de marins, profitant de celle-ci pour réduire leur endettement. La plèbe est sans doute à l'origine des lois écrites (la loi des douze tables) qui visent à réduire le pouvoir religieux des pontifes. Si l'isonomie des Athéniens a servi de modèle, des Grecs ayant participé à leur écriture, les historiens ont aussi avancé le rôle des révoltes. Quoi qu'il en soit, l'esprit communautaire du *populus* patricien et plébéien a joué un rôle dans les attentes des uns vis-à-vis des autres. Car si ce n'était qu'une question de révoltes ou d'imitation juridique, bien des sociétés auraient suivi les traces de Rome.

Plus tard, les aristocrates se sont attachés les citoyens dans un clientélisme vénal qui facilitait, dit-on, une élection. A l'instar des syndicalistes du monde libre, la plèbe n'a cessé de revendiquer, comme ce fut le cas des frères Gracchus, pourtant des aristocrates, qui exigeaient la réforme agraire au nom de la citoyenneté et de l'armée. Les sénateurs s'y opposaient car une telle loi contrevenait au clientélisme. De plus, la distribution des terres tombait dans les mains de la famille Sempronius (Gracchus) et de ses clients. Cet exemple montre combien les enjeux étaient troubles tant la plèbe pouvait soutenir un dictateur en puissance. Les Gracchus n'ont d'ailleurs pas hésité à transgresser la loi avec l'appui de la plèbe, ce qui a conduit les patriciens à les éliminer physiquement avec 300 de leurs clients.

Une structure sociale où une classe peu légitime détient le pouvoir peut être renversée. Pour consolider un pouvoir, cette classe dispose d'expédients comme porter la guerre à l'extérieur ou mettre en scène la terreur à l'intérieur. En fait, tous les répertoires ne sont pas possibles longtemps quand une population partage des valeurs, soit de manière culturelle, soit quand, par exemple, les classes doivent coopérer entre elles pour se défendre d'un tiers. Il est délicat de distinguer ce qui tient d'une culture partagée (valeurs républicaines ou nationalisme par exemple) de ce qui tient des contingences militaires. Quoi qu'il en soit, moins une classe est légitime du fait de ces valeurs, plus elle sera conservatrice selon l'idée qu'elle doit utiliser des subterfuges pour maintenir un équilibre social en sa faveur. L'équilibre bascule quand un roi se rapproche politiquement et économiquement du peuple ou d'une bourgeoisie turbulente pour se débarrasser d'une aristocratie menaçante ou inutile.

Les Romains de l'empire, pas seulement à Rome, étaient fortement inégaux. En pays conquis, ils s'appuyaient sur les élites locales contrôlées par les légions et influencées par la culture du vainqueur. L'évergétisme est ainsi une pratique ostentatoire qui, si elle est peu comprise, est un acte d'allégeance. Les édifices magnifiques et les spectacles grandioses servaient le nom de leur promoteur. L'usage était parfois individuel pour embellir la ville, plus souvent collectif dans le cas d'un aménagement pour les spectacles. Il ne s'agit aucunement de charité ou d'apaiser les pauvres, mais

de se plier à un rite de dépense à l'image de l'empereur qui en avait le monopole dans la ville de Rome. Les Grecs avaient une disposition analogue appelée « liturgie » à but militaire (armer une trière, l'armement pouvant relever d'un groupe *-symmorie*), religieux et de divertissement. Peut-être était-ce pour combler le trésor public qui servait à autre chose, peut-être s'agissait-il de se conformer pour se faire bien voir de l'empereur et de la cité, peut-être que l'évergète matérialisait ainsi des dons quotidiens de nature plus clientéliste. Toujours est-il que le riche faisait partie non seulement de l'empire, mais aussi de la communauté et devait se conformer aux rites. En Grèce, il arrivait que la liturgie se faisait de mauvais gré : la pression sociale institutionnalisée sous la forme de l'*antidosis* (échange de fortunes en cas de dénonciation) obligeait le riche à procéder à la dépense. A Rome, l'évergétisme est libre et moins soumis, semble-t-il, aux contraintes sociales. Il s'agit juste d'une prétention pour des raisons politiques sans égard pour les pauvres. L'orientation communautaire demeure discutable. Les dépenses somptuaires montrent clairement qui est le riche et sont un signe manifeste d'inégalité. Comme je l'ai dit, elles peuvent faire partie d'un clientélisme moins visible à moins d'envisager un improbable cynisme envers la plèbe. Les pauvres sont les pauvres et ils doivent se débrouiller avec les dons librement consentis, avec les aides publiques en cas de crise et avec l'économie, quitte à se faire employer comme métayer sur une terre. On était loin de l'état-providence et des revendications pour éradiquer les riches. Aristote fournit une autre explication : « Pour les magistratures les plus importantes [...], il faut leur attacher des dépenses publiques, pour que le peuple accepte de n'y point participer et ait même de l'indulgence pour les magistrats du fait qu'ils doivent payer leurs magistratures d'une somme aussi importante¹⁹⁵».

Les liens entre patriciens et plèbe et plus généralement entre riches et pauvres (du moins les pauvres qui comptent tels les nécessiteux résidents à Rome, esclaves inclus car ils pouvaient se soulever) sont variés. Ils sont à la fois le fruit de l'histoire communautaire, comme la Grèce antique le montre, et de bricolages pour légitimer ou apaiser. L'empire chinois est très différent tout comme celui du Moyen-Orient où tout le monde est paysan et personne n'est citoyen. Le conservatisme romain est social comme dans les empires, mais il est marqué par la culture communautaire. Il faut rappeler aussi le climat de violence et de déni de justice qui limitaient les révoltes. Cette violence pouvait être institutionnalisée dans le cadre communautaire. Pour forcer les riches et les pauvres à se conformer à la demande publique, les sanctions étaient immensément lourdes : antidosis comme on vient de le voir ou ostracisme. Plus tard, ce sera le jugement de Dieu. L'antidosis n'a sans doute jamais été appliquée car, justement, la lourdeur de la peine obligeait les riches à se conformer. La religion romaine ou chinoise est rituelle et traduit le même objectif : chacun doit occuper une place préétablie afin que l'harmonie règne : le conservatisme est nécessaire. Les empires sont plutôt ouverts en matière de religion, par pragmatisme, mais toujours dans le sens du rite. La spiritualité est écartée car elle est individualiste (comme en Inde) ou encline à l'émotion et donc à la rébellion. Il arrive qu'un empereur soit ouvert à l'expérience religieuse comme en Egypte ou en Perse, mais jamais longtemps. Le ritualisme devient alors le terreau des nouvelles religions plus spirituelles tel le christianisme dont l'idéal originel fut l'amour et la transcendance. Les martyrs ont bouleversé l'empire.

Conservatisme

Alors que la Grèce se montre innovante dans les idées et flexible dans les institutions, Rome semble précocement conservatrice. Il ne s'agit pas de la culture au sens artistique car tous les empires ont développé un théâtre et des œuvres majeures, encore que la diversité et la profondeur exploratrice de la Grèce mérite une mention. Après la République rustique, l'empire urbain accentue le penchant conservateur et rejoint la Chine et le Moyen-Orient. Le conservatisme tient à une élite qui couronne la pyramide sociale et qui a trouvé, hors violence ou totalitarisme, un *modus vivendi* avec les attentes de la population. Cette population est celle de la ville de Rome alors que les tribus dominées

¹⁹⁵ [https://fr.wikipedia.org/wiki/Liturgie_\(Grèce_antique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liturgie_(Grèce_antique))

raffermissent leur développement économique et engagent une recomposition politique, deux dimensions qui auront des répercussions culturelles inédites. Mais Rome elle-même est conservatrice du fait de l'esprit militaire et de la structure sociale d'une ville turbulente. Tout concourt au conservatisme et la religion rituelle autant publique que privée sert le même but. C'est d'autant plus marqué que l'empereur a besoin de symboles face aux légions victorieuses dans les colonies. Les cultes à mystère et les initiations secrètes ne parviennent pas à bousculer l'ordre social d'autant que ce sont justement les légionnaires qui reviennent d'Orient avec ces cultes qui servent la fraternité virile¹⁹⁶.

Durabilité byzantine

La plus grande durée de l'empire à Constantinople éclaire-t-elle la chute de Rome ? L'empire romain s'est séparé en deux à plusieurs reprises pour se reformer jusqu'à ce que Rome disparaisse alors que Constantinople résistait. Elle a même cru pouvoir recréer un empire jusqu'à l'attaque fatale des Turcs, d'ailleurs au bénéfice d'un nouvel empire. On peut bien sûr invoquer pour l'une comme pour l'autre la puissance des conquérants. Mais la division de ces derniers suggère une faiblesse inhérente d'un empire qui ne peut pas compter sur ses colonies. La Gaule par exemple était tentée de défendre une indépendance autour de généraux gaulois. Il en fut de même pour Constantinople qui n'a jamais recréé une véritable puissance.

L'historien Edward Luttwak¹⁹⁷ a proposé un "code opérationnel" pour résumer les principes suivis par l'Empire Romain d'Orient. Des sept points proposés, retenons les trois premiers : éviter la guerre par tous les moyens tout en s'y préparant (entraînement des recrues, exercices, approvisionnements) ; rassembler l'information possible sur l'ennemi et sa mentalité, espionner, etc. ; et conduire une campagne avec vigueur à l'offensive comme à la défensive en attaquant avec de petites unités¹⁹⁸. On conviendra qu'une telle stratégie convient aux armées faibles. Est-ce le cas ? Les historiens ont montré des campagnes difficiles sur tous les fronts. Il semble donc que Constantinople n'ait guère compté sur des armées fiables à quelques exceptions près, tel Bélisaire sous Justinien. On le voit avec le gouverneur Solomon qui bat difficilement les Maures sans jamais les mater. On le voit avec l'invasion arabe du Maghreb sur laquelle s'ajoute la division religieuse entre chrétiens (voir plus loin).

L'empire Romain d'Orient a exploité les faiblesses de l'ennemi car il n'a jamais détenu la puissance de Rome. Faute de citoyenneté, d'union et d'institutions de confiance, il est comparable aux empires du Moyen-Orient. Il ne s'agit pas de légions romaines, qui auraient été anachroniques, mais de l'esprit qui a présidé aux légions et donc de l'adaptation des armées aux enjeux du moment, les empereurs dussent-ils privilégier la défense avec des armées et des alliés loyaux. L'empire est fragile et la citoyenneté est incapable de soutenir une pression permanente sur les plans tant internes qu'externes. Il est vrai que l'empire est entouré d'ennemis alors que Rome était excentrée avec des flancs ouest et sud moins exposés une fois la Gaule, l'Espagne et l'Afrique du nord sous contrôle. L'empire d'Orient a rejoint la culture orientale sous l'emprise des tribus méfiantes et versatiles qui s'inclinent momentanément devant la force brute, ce que la guerre mal étayée de la Russie contre l'Ukraine a confirmé en 2022.

¹⁹⁶ Selon les archéologues de Toulouse, moins de 10% des pierres tombales spécifiant Mithra viennent des légionnaires. Ce culte attire aussi des agents des douanes (qui voyagent) et des artisans, deux classes sociales qui à l'époque faisaient sans doute partie d'une bourgeoisie moyenne aspirant à faire partie de l'élite. On ignore si le culte ritualisé relevait plus de l'initiation et des solidarités franc-maçonniques ou de la spiritualité. Les femmes en étaient exclues. Toujours est-il qu'on ne cachait pas alors son penchant vers un culte initiatique, montrant un effet de « communauté » transparente comme chez les protestants actuels.

¹⁹⁷ La grande stratégie des Byzantins

¹⁹⁸ <https://www.leconflit.com/2018/04/strategie-d-empire-le-cas-byzantin-empire-romain-d-orient.html>

Constantinople a résisté aux Goths des steppes mieux que Rome. Il est possible que la presqu'île de Constantinople fut plus favorable car les Goths après avoir défait Valens ont buté sur ses murailles. Mais il est difficile de déclarer qu'un site de défense, même disposant du feu grégeois, explique dix siècles supplémentaires d'empire. Il est possible aussi que Constantinople attaque un par un les « barbares » divisés qui s'étaient partagés l'empire d'Occident en ruines. En fait, Rome ne contrôlait plus grand-chose et les légions s'attaquaient mutuellement en même temps que l'empereur luttait contre les barbares au point de les installer sur les terres d'empire comme le fit Théodose 1^{er} après la défaite de Valens. Si Byzance put reconquérir une partie des territoires, ce fut provisoire car les peuplades ne sont plus des tribus mais des royaumes organisés justement à la mode romaine. Et quand Héraclius vainc la Perse, les tribus arabes envahissent le Moyen-Orient avec, de toute évidence, l'appui des populations qui ont trouvé une religion dans le goût tribal.

Le médiéviste Michel Kaplan suggère, par comparaison avec la citoyenneté romaine, de retrouver la force de l'empire dans « les petits propriétaires terriens qui paient l'impôt et qui sont mobilisables rapidement en cas de conflit¹⁹⁹ » sous la poigne du stratège (gouverneur). Malheureusement, on peut voir dans cette classe une faiblesse si on ne prend pas en compte le contexte. L'empereur sacré et l'administration tatillonne peuvent être des atouts dans la gestion quotidienne mais le conservatisme est inadapté face aux enjeux du temps qui perdurent jusqu'à la dernière dynastie des Comnènes. Déjà sous Justinien, les aristocrates s'étaient rebellés à Constantinople et l'empereur dépêcha l'armée qui les décima avec 30 000 morts à l'hippodrome. Dans la foulée, l'historien Procope ne se retrouve pas dans les usages de la nouvelle aristocratie et on est loin des institutions originelles de Rome²⁰⁰.

Les stratèges ne sont pas tous des satrapes sans foi ni loi (les gouverneurs romains n'étaient pas non plus des saints, encore qu'ils étaient sous le coup de procès), mais l'un d'eux, Kékauménos, souligne les faiblesses auxquelles est exposé l'empire : « le responsable byzantin ne doit pas châtier trop vite ceux qui manifestent quelque insolence à son égard, car il risque de voir éclater des troubles difficiles à maîtriser ». On note que le recours au châtement est la règle plus que la motivation. Il en va de même en matière fiscale, la modification des impôts provinciaux devant s'effectuer avec prudence avec les provinces (thèmes) frontalières. Kékauménos signale les mécaniques impériales auxquelles Rome n'avait pas été confrontée de manière aussi nette. Ces zones en effet étaient soumises au risque permanent de voir la population mécontente passer à l'adversaire²⁰¹. De même, l'empereur refuse des territoires et leurs forteresses par manque d'argent et de logistique. Les Romains occidentaux n'ont pas subi ce type de problème car les légions restaient offensives au-delà du limes. L'aristocratie divisée des villes périphériques présentait également un danger quand l'opposition pouvait capitaliser sur un mécontentement. Cette aristocratie provinciale, théoriquement soumise au centralisme militaire et administratif, n'était dans les faits ni loyale ni stabilisée. Le colosse oriental a les pieds d'argile et se distingue des aristocrates gaulois qui gardent la main sur leur peuple et s'intègrent dans l'empire avec peu de défection. En Orient, les villes ont des milices locales peu fiables et une garnison d'étrangers.

« Les principales raisons qui poussèrent telle province ou telle ethnie à repousser l'autorité centrale sont au nombre de quatre : les modifications de la fiscalité, la conscience ethnique, la répercussion locale d'un conflit constantinopolitain pour le contrôle du pouvoir et enfin le sentiment d'abandon des populations mal ou peu défendues face à un envahisseur²⁰² ». Or la conscience ethnique est exacerbée par une autre source de division : la religion. La faiblesse, on va le voir, n'est pas anecdotique, mais ce

¹⁹⁹ <https://medium.com/quelle-histoire/cest-byzance-86bdabdda6c9>

²⁰⁰ <https://www.cairn.info/revue-de-philologie-litterature-et-histoire-anciennes-2015-2-page-7.htm>

²⁰¹ <https://books.openedition.org/psorbonne/3861?lang=fr>

²⁰² Jean-Claude Cheynet. Pouvoir et contestations à Byzance (963-1210). Publications de la Sorbonne, 2016. 523 pages

n'est ni le christianisme ni même les hérésies qui affaiblissent l'empire, mais le fait que les groupes se radicalisent au point de s'affronter violemment. Un puissant clergé et une religion ritualisée appuient l'empereur, mais ce qui est une source d'unité devient un problème dans un empire qui doit être tolérant, davantage au Moyen-Orient soumis à l'individualisme tribal. Les églises syrienne, arménienne et latine renforcent l'identité de leurs membres et devient une source de sécession ethnique au nom d'une entité plus vaste. Dans un monde de méfiance, tout le monde est hérétique aux yeux de Constantinople.

Le bouillonnement théologique est intense quand, aux VI^e et VII^e siècles, il faut définir le christianisme afin de l'organiser une fois la lutte terminée et son institutionnalisation admise. La tension principale oppose les supporteurs de Chalcédoine (le Christ possède deux natures divine et humaine unies sans confusion) et les tenants du monophysisme (une seule nature du Christ). L'égalité du père et du fils n'est pas purement théologique et intellectuelle quand elle heurte les anthropologies autoritaires²⁰³. L'empereur Héraclius, qui désire une solution de compromis, a le malheur de vouloir l'imposer en 638 (c'est le monothélisme d'un Christ qui possède une seule volonté). Le pape Jean IV condamne cette profession de foi (Ekthésis) et des clergés s'y opposent. Dans l'exarchat de Carthage, imprégné d'autoritarisme tribal depuis le donatisme et fidèle à tout credo autoritaire, les populations berbères s'indignent derrière Grégoire le Patrice qui cherche à s'autonomiser des oukases centraux en termes de pression fiscale alors que Constantinople ne parvient pas à endiguer la pression arabe²⁰⁴.

L'empire fut vaincu par d'autres empires tribaux mus par une religion guerrière sans mystère ni spiritualité, à l'instar de la religion romaine. Car les Arabes ont gagné non seulement la guerre mais aussi le peuple à leur cause parce qu'ils ont fédéré des mentalités tribales lassées d'un byzantinisme confit. Les Berbères indépendants ont été subjugués de la même manière. La règle chrétienne issue de l'Occident était trop théorique et il en va de même de la liberté quand les peuples individualistes cherchaient un ordre sans fioritures. Ils ont eu l'ordre jusqu'à ce que les divisions l'emportent à nouveau, renforçant leur méfiance et l'aspiration à un ordre toujours idéalisé qui se concrétise dans les dictatures et les juntas militaires (mais jamais communistes). Ce fond culturel est sous-estimé par les historiens²⁰⁵ ou, quand il l'est comme dans le Choc des Civilisations, c'est de manière essentialiste sans explication des mécanismes. L'historien spécialisé Gabriel Camps pense seulement aux facteurs de division sur quelques décennies en oubliant les motifs culturels de la mobilisation arabe²⁰⁶. Sa perplexité ressort dans sa comparaison avec les Coptes qui ont préservé le christianisme à la différence des Berbères : « La vision dominante est que l'Église à cette époque ne possédait pas la fermeté d'une tradition monastique et souffrait encore des suites d'hérésies, y compris de l'hérésie dite donatiste, et cela a contribué à l'effacement précoce de l'Église au Maghreb. Certains historiens le contrastent avec la forte tradition monastique en Égypte copte, qui est crédité comme un facteur qui a permis à l'Église copte de rester la foi majoritaire dans ce pays jusqu'aux environs du XIV^e siècle, malgré de nombreuses persécutions ». Que les traditions religieuses aient pu avoir un effet sur le maintien d'une religion est possible, mais ne pas prendre en compte la culture du Moyen-Orient (où les Coptes font partie des exceptions) laisse le lecteur perplexe : on attend mieux de l'histoire. Quant à l'empire byzantin, ses faiblesses lui ont permis de dévier les coups sur d'autres jusqu'à ce que l'économie des dons et des tributs s'effondre.

²⁰³ <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010080708>

²⁰⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Grégoire_le_Patrice

²⁰⁵ Quand ces derniers ne rejettent pas purement et simplement la notion même d'Orient en confondant constructions sociales en Occident et fake news (<https://theconversation.com/serie-video-quand-l-art-cree-la-femme-orientale-186527>)

²⁰⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Conquête_musulmane_du_Maghreb

Pour terminer, Pascal Dayez-Burgeon²⁰⁷ propose une différence culturelle entre les religions catholique et orthodoxe. Il ne s'agit pas de l'iconoclasme lui-même, mais des significations sous-jacentes. Dès la guerre des images au VIII^e siècle, la rupture avec Rome est consommée même si le grand schisme entre orthodoxes et catholiques n'a lieu officiellement qu'en 1054. « Alors que l'Orient reste fasciné par le mystère de l'Incarnation et de la Résurrection, qui explique le triomphe des images (on parle d'*iconocratie*), l'Occident privilégie la Passion et le Jugement dernier », ce qui pour Dayez-Burgeon signe la différence entre un mysticisme qui confine à l'aveuglement du rituel et la morale occidentale plus libre. En 1204, la Constantinople chrétienne (« dont la foi hyperbolique semble contaminée par les infidèles ») sera ravagée par les croisés.

La confiance chez les Grecs et les Romains

Bien avant le droit, lequel est appliqué seulement dans les États de droit, quelles sont les sources sociétales de l'État de droit ? La confiance devait être sous une forme institutionnalisée, tout comme la loyauté qui permet d'anticiper les réactions d'un partenaire. Chez les Grecs, c'est la *pistis* qui n'a néanmoins pas la même portée que la *fides* romaine²⁰⁸. Si les deux notions proviennent bien de l'indoeuropéen, la tradition grecque plus indulgente compte sur la bonne volonté de chacun alors que les Romains sont exigeants comme l'anecdote suivante le rapporte : « Les Étoliens... décidèrent de laisser Glabrio totalement juge de leur sort, en *s'en remettant à la foi* des Romains. Ils ignoraient le sens exact de ces termes et, par une mauvaise interprétation du mot *foi*, ils comptaient s'assurer de cette façon un pardon plus complet. Or, chez les Romains, la formule *s'en remettre à la foi* du vainqueur signifie seulement qu'on se rend à discrétion²⁰⁹ ». Les Étoliens connaissaient bien sûr le niveau d'exigence de la *fides* romaine sans en apprécier toutes les conséquences. Les Étoliens s'en rapportent à une tradition de manœuvres et de serments moins tenus et plus négociés. La confiance est moindre d'où les sanctions plus élevées comme l'ostracisme et les déportations massives, ce que veulent ou peuvent éviter les Romains. La confiance moins rigoureuse devient une imposition quand Sparte, extrémiste, triomphe. Ces postures extrêmes viennent de l'individualisme pour qui tout est négociation, personnalisation et jeux avec les règles. Elles entraînent un manque de régulation et exigent des mesures radicales. Pour les Romains mieux organisés, la confiance envers le vainqueur signifie que le vainqueur a confiance dans le vaincu. On accepte les clauses qui sont aussi un accueil à s'intégrer dans l'empire. La confiance est réciproque, on attend non seulement l'absence de révolte, mais aussi une alliance. Grecs et Romains partagent une certaine culture, mais les niveaux d'exigence diffèrent. Il y a aussi une économie de la guerre qui permet aux Romains de compter sur les vaincus qui deviennent des partenaires même s'ils sont contraints. Cette confiance s'inscrit dans la *foi* ou *fides* qui organise les relations sociales.

Ce rapport interculturel ne relève pas seulement du stéréotype car le témoignage vient du grec Polybe qui connaît le monde romain du II^e siècle avant notre ère. Mais ce positionnement n'est pas totalement objectif car les Romains se sont toujours méfiés des Grecs : « Du point de vue romain, les

²⁰⁷ Byzance la secrète, Perrin, 2017 p.102.

²⁰⁸ https://www.persee.fr/doc/bude_1247-6862_1964_num_23_4_4217

²⁰⁹ Freyburger Gérard. *Fides et potestas : πίστις et ἐπιτροπή*. In: *Ktèma : civilisations de l'Orient, de la Grèce et de Rome antiques*, N°7, 1982. pp. 177-185. « En effet, Phaeneas, stratège des Étoliens, ayant exposé au consul la décision de son peuple, se vit signifier des conditions draconiennes : interdiction à tout Étolien de se rendre en Asie et obligation pour la nation de livrer un certain nombre de personnes, instigatrices de la défection. Phaeneas répliqua, l'interrompant, que ces exigences n'étaient ni justes ni conformes aux usages des Grecs. Glabrio lui rétorqua brutalement : « vous vous réclamez encore de votre qualité d'Hellènes et vous discourez sur le bon droit et sur les convenances, alors que vous vous en êtes remis à notre foi ? Mais je puis, si je le juge bon, vous faire arrêter et mettre aux fers ». Il commença même de mettre sa menace à exécution : on passa des chaînes et des carcans de fer à chacun des Étoliens présents. Alors ils comprirent la nécessité à laquelle ils se trouvaient réduits ».

Grecs apparaissent comme des individus qui ne peuvent se faire confiance : dans les tribunaux grecs, la maîtrise de l'art oratoire l'emporterait sur le souci du vrai. Ce jugement explique que la formule proverbiale *Graeca fides*, 'la confiance des Grecs', soit utilisée par les Romains comme synonyme de *nulla fides*, 'aucune confiance' : un climat de défiance serait censé régner en Grèce, en particulier dans le domaine commercial²¹⁰. Une formule analogue court pour les Carthaginois, mais au-delà des jugements, les Romains dévoilent un profond attachement à la fides.

Pour Nicolas Siron, le fonctionnement des tribunaux romains repose sur la confiance accordée au témoin : « Le lien du témoin à la vérité est double : le témoin est celui qui confirme la vérité d'un fait au tribunal mais aussi celui qui doit attester la véracité de son discours ». L'historien résume la scène juridique de la manière suivante : Les Grecs se sont-ils crus ?²¹¹ En effet, il ne s'agit pas seulement de procédures, mais d'un esprit : si personne n'a confiance en personne, tout est affaire de contexte. En revanche, si la confiance règne, la vérité n'est plus une parabole. Il est bien sûr difficile de saisir l'esprit d'une époque ou d'une culture, sans compter les stéréotypes qui s'y agrègent, mais le seul fait de poser la question montre des différences substantielles entre les esprits grecs et romains.

Les Romains ont construit un empire à une époque où les empires incarnaient l'agrégation des tribus sur le modèle de la boule de neige : les premières tribus fédérées agrégeaient les tribus isolées. La particularité romaine est un « esprit » ou un « style » communautaire. Le régime politique a de grandes chances d'être royal puisqu'il repose sur la conquête et des guerriers dont le roi est le chef. Il passe par la case « République » parce qu'il est de nature communautaire avant de sombrer dans l'expansionnisme militaire qui gagne. Le militaire impérial brouille les cartes sociopolitiques de nouveau car ce modèle se trouve partout parfois avec des rois ou bien des seigneurs de guerre unifiés au gré des circonstances. Mais même sous l'uniforme, l'empire montre pendant plusieurs siècles des talents d'efficacité malgré les divisions internes. Plus tard, les invasions ne font pas seulement disparaître l'empire momentanément, elles l'enterrent définitivement car l'empire ne réapparaît plus. Les tribus également sont enterrées sous le rouleau compresseur de la démographie et de l'organisation qui ne relèvent pas seulement de l'agrégation impériale. Va naître une féodalité européenne à la fois tribale et royale qui se signale par son institutionnalisation, la loyauté précédant les règles formelles qui elles-mêmes donneront l'État de droit. Les tribus germaniques vont également disparaître alors que la division communautaire et réglée prévaut. La notion « d'empire féodal » mérite l'examen d'autant qu'on la retrouve au Japon également très réglé mais tribal. Le fief carolingien n'est pas sans lien avec la fides et la féodalité est l'ultime division avant la réorganisation, qui sera sanglante comme si la violence avait pour seul atout non pas d'imposer un ordre mais de le rendre durable : « Lorsqu'on a assez de puissance pour faire figure dans les affaires générales, on est appelé souverain ou potentat » (Leibnitz).

L'Europe

Après l'empire romain, le fait incroyable qui distingue l'Europe fut la division permanente et ce, malgré les tentatives répétées de restauration impériale. On peut avancer l'effet des tribus germaniques divisées qui ne s'alliaient que pour des raisons défensives ou bien l'effet du partage successoral égalitaire parmi les élites, même si l'égalitarisme fut modifié pour préserver les propriétés aristocratiques ou à l'occasion de circonstances qui ont eu droit à des dérogations opportunes (comme la loi salique qui interdisait aux femmes de prétendre au trône ou de transmettre la couronne à leur fils aîné). Derrière des explications valables, n'y a-t-il pas un principe sociopolitique à creuser ? La succession égale n'est pas un fait culturel anodin. Un autre fait qui n'est pas anodin est la

²¹⁰ Témoigner et convaincre: Le dispositif de vérité dans les discours judiciaires de l'Athènes classique. Éditions de la Sorbonne, 2020. 384 pages

²¹¹ Siron, op. cit.

séparation des charges sacerdotales et religieuses, pourtant porteuse de disputes comme l'illustre la querelle des Investitures. Augustin d'Hippone n'aurait pas connu autant le succès si le public européen n'avait pas trouvé dans la Cité de Dieu l'écho de la culture occidentale. Un pape indépendant fut alors un élément supplémentaire de la division, division qui a exacerbé la concurrence entre les pays et bridé le conservatisme étroit. Le protestantisme (sur une base culturelle) n'a fait qu'accentuer la désunion. Une division permanente a perpétué la division tribale avec des alliances provisoires, qui devaient néanmoins être loyales et confiantes, pour contrer un hégémon. Le contre-pouvoir papal ou anglais ou d'une autre nature entretenait la zizanie sans que l'ordre réglé ne soit remis en cause. Il est vrai que, au XXe siècle, l'Europe a eu besoin des États-Unis pour rétablir la division des pays déséquilibrés par le développement différentiel, les nationalismes et le militarisme, mais l'Europe par nature divisée eut probablement échappé à l'empire allemand comme ce fut le cas après Charlemagne et Napoléon.

L'égalité citoyenne (en droit) et la liberté sont deux traits communautaires qui ont traversé l'histoire de l'Europe. L'égalité en droit suppose justement un droit, fut-il non écrit et moral, qui garantisse le statut de citoyen. La communauté locale en a été le germe avant que, par changement d'échelle à mesure que les royaumes devenaient plus vastes, ses institutions diffusent et s'adaptent par le droit de *common law* ou le droit écrit. Cette égalité de droit est elle-même le ferment de la confiance et des solidarités, lesquelles peuvent être de nature commerciale. Le droit a une histoire sociopolitique et l'Europe pré-État de droit en est l'illustration.

Féodalité

La disparition de l'empire romain a toujours déchainé les controverses sur les causes du déclin. Pour certains, l'expansion géographique devait rencontrer un plafond indépassable ; pour d'autres, les dissensions internes furent décisives sans compter le christianisme ou d'autres explications plus anecdotiques. J'ai insisté ici sur la singularité d'une durabilité qui est, à la base, institutionnelle et qui s'est transmise dans le champ militaire. Puis les royaumes barbares se sont partagés l'empire sur le socle de la division. Un nouvel ordre guerrier s'est imposé à la mode de Pancho Vila qui fut un bandit adoubé au nom de la cause révolutionnaire. Mais en Europe, les Pancho Vila sont partis en croisade et ont maillé la structure sociale autant par le fait que chacun a besoin des autres que selon une logique de règles en mesure d'ordonner les rapports du seigneur aux communautés et entre les seigneurs. L'ordre militaire s'est civilisé sur la base culturelle de la communauté originelle même si la communauté a pu être royale quand les guerriers prenaient le pouvoir.

Dans le chaos qui suit l'écroulement des structures impériales, les tribus germaniques sont confrontées à des challenges inédits. Elles doivent s'appuyer sur l'ossature intellectuelle et administrative des évêques catholiques alors que les Germains sont des chrétiens de confession arienne (Arius avait christianisé une partie de la Germanie au nom de la subordination du fils au père dans la lignée byzantine). Les chefs se convertissent progressivement au christianisme romain. Charles Martel et Charlemagne fédèrent les tribus tant que les guerriers sont récompensés en terre et en hommes. La fidélité est alors vénale car la division sous-jacente reprend avec le butin qui s'épuise. Les historiens ont du mal à expliquer la vassalité ultérieure ainsi que la fidélité limitée au temps de Charlemagne. Toujours est-il que l'empereur n'est reconnu ni comme romain ni comme germanique car c'est un Franc d'une lignée particulière, la carolingienne. Le manque de légitimité produit la division qui va reconstruire des règles et une légitimité, fussent-elles d'échelle locale. On définit de nos jours le féodalisme comme « l'ensemble des institutions et usages contractuels entre suzerains et vassaux²¹² » (concession de fief et protection contre aide et conseil) sous le signe de la foi et de l'hommage. Foi et hommage montrent l'importance du contrat (et des règles) qui est l'écho direct de

²¹² <https://fr.wikipedia.org/wiki/Féodalité>

la fides romaine d'échelle impériale dont la loyauté germanique, d'essence tribale, est une pâle expression. Par extension, la féodalité désigne « une société caractérisée par la hiérarchie des terres et des personnes » où le morcellement de l'autorité repose sur la confiance. Le seigneur féodal est tout sauf un seigneur de guerre libre de ces mouvements et chevauchant sur la violence. On pourrait presque dire que le degré zéro de la sociopolitique européenne n'est pas anémique car il lui faut des règles par l'attente généralisée de confiance. J'ignore si des historiens ont sondé cette attente et ses fondations sociopolitiques.

Les grands tentent de se détacher d'un empire qui n'est pas le leur d'autant que leur statut de fonctionnaires amovibles, à l'image des *missi dominici* ou des fonctionnaires romains, ne convient pas au pouvoir dont ils disposent. Suivant leur intérêt, ils s'attachent au roi, à un de ses successeurs, à un maître du palais ou à un héritier présomptif défendu par la régente, comme le fut Judith de Bavière, seconde épouse de Louis le Pieux. De son côté, l'empereur transforme les hauts fonctionnaires en dignitaires avec charge héréditaire, ceci sans pouvoir se les attacher tant la force d'émancipation est puissante. Les tribus germaniques avec plaids et tradition communautaire (qui peut être pesante) restent la référence pour les hommes et les solidarités pendant un certain temps, mais l'individualisme et l'intérêt les poussent à s'émanciper. Comme l'attente de confiance demeure et comme elle ne peut s'exercer au niveau ni de la tribu ni de l'empereur, elle monte en généralité et s'exprime au niveau des royaumes : « la *potestas* (le pouvoir légitime) se parcellise, mais ne disparaît pas²¹³».

La première étape de l'institutionnalisation est la moralisation des conduites par l'Église. Certaines congrégations sont restées des lieux de haute sacralité, ce à quoi s'ajoute la peur de l'au-delà. Les croisades détournent la pression guerrière tout en l'organisant avec les ordres de moines soldats. L'Église médiatise toujours les relations des militaires avec le peuple par l'organisation de ce dernier et l'octroi d'une certaine protection. L'autre étape de l'institutionnalisation concerne les relations entre les professionnels de la guerre. « Qui t'a fait comte ? » rappelle que les descendants doivent être adoubés par le roi dont ils restent le vassal. Il ne s'agit ni d'un reste de l'empire romain, ni de l'héritage des coutumes germaniques : c'est l'expression de l'attente culturelle d'organisation en lien, en Occident, avec la liberté. Si guerriers, églises, peuple et commerçants sont bien sûr organiquement liés par des rapports de complémentarité économique et sociale, le lien sociopolitique matérialise des attentes mutuelles. La disparition de l'autorité et l'insécurité exigent des mesures coordonnées d'autant plus que les initiatives locales sont limitées comme le montrent les difficultés pour les villes et les monastères à s'organiser face aux Vikings. En effet, forte est l'attente des grands non par fatalisme ou besoin d'autoritarisme, mais par un paternalisme qui, s'il n'est pas aussi fort qu'en Asie, fait partie des liens qui unissent le seigneur et le peuple.

Le choc des invasions extérieures a produit des famines et des crises à répétition. La caste des guerriers professionnels n'existe pas à proprement parler à l'époque mérovingienne et les relations se font d'homme à homme. L'hybridation des coutumes germaniques et romaines, sous le sceau commun de l'institutionnalisation d'un ordre de liberté, se fait tant bien que mal. La féodalité, qui en est le fruit, va alors se dissoudre dans la puissance royale qui se légitime et s'institutionnalise avec l'Etat et l'Église, ceci sans compter les attentes du peuple et de la bourgeoisie. L'ordre et la liberté sont nécessaires quand on a besoin d'argent, même quand sévit la guerre. Les Etats généraux, qui traduisent la forme institutionnelle des liens communautaires, se tiennent sous Philippe le Bel où la noblesse, le clergé et les villes sont représentés. Ils sont nécessaires pour légitimer la levée des impôts, terres d'Église incluses, et rassembler la nation contre le pape qui ne peut accepter ces taxes et proclame la primauté du spirituel sur le temporel. Au sein du royaume d'Angleterre, la féodalité a

²¹³ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Féodalité>

été introduite avec la conquête normande. Elle s'y implante difficilement et prend fin avec la dynastie des Tudors à la Renaissance anglaise au XVI^e siècle. Le régime seigneurial a subsisté en Écosse jusqu'en 2001 et resta en vigueur sur l'île de Sercq jusqu'au 4 octobre 2006. Les empereurs germaniques s'appuyaient sur des réseaux de fidélité entretenus par l'expansion géographique dont les terres récompensent les fonctionnaires royaux. Le système carolingien dont la nature est celle de la boule de neige qui agrège les vaincus et les incorporent se grippe à partir du moment où il se heurte à des États qui résistent. Il se grippe aussi parce que les vaincus incorporés ne ressentent qu'une légitimité à court terme de s'allier avec l'empereur.

Saint-Empire

En l'absence de guerre, l'État n'est pas assez riche pour entretenir les vassaux, disent les historiens. Pourtant, la logique militaire a fonctionné ailleurs, d'abord sous les Romains. A la différence de ces derniers, les Francs n'ont pas créé de loyautés durables et l'empire s'est dissout rapidement. Pour retarder l'agonie, Louis le Pieux concède des propriétés et non pas l'usufruit viager pour récupérer les terres à la mort du vassal²¹⁴. Quand l'empereur partage les terres entre ses fils selon la coutume communautaire, l'empire se morcelle. Là encore, la faiblesse impériale conduit les fils en conflits à faire de la surenchère pour s'attacher les loyautés et c'est ainsi que Charles le Chauve garantit aux seigneurs en 877 la faculté de léguer leurs terres. Les principautés se multiplient quand manque une légitimité ou fait défaut tout intérêt pour rester soudées. A l'est de l'empire d'Occident, le Saint-Empire romain fonctionne selon la coutume germanique. L'empereur est élu et n'a guère de pouvoir sur les princes. Le titre est même un facteur de conflit quand les héritiers s'en revendiquent. Les échanges commerciaux s'écroulent tout comme la production artistique : « Il faut attendre le Xe siècle pour que se recréent sous l'impulsion des Ottoniens des États puissants et pérennes en Europe ».

L'empire carolingien se forme et décline tout aussi rapidement avec les divisions de type clanique, citoyen et tribal qu'amplifie l'égalitarisme successoral (cf. infra). On reconnaît les faiblesses, qui feront ultérieurement sa force, de la communauté d'origine en Europe. Le problème est que chaque seigneur suit l'alliance qui lui convient selon une loyauté dérégulée. Le manque de légitimité de l'empereur est la vraie raison du déclin car la division communautaire ne fait qu'accentuer le défaut de légitimité d'une lignée franque parmi d'autres. Aussi le « Souviens-toi du vase de Soissons ! » de Clovis, qui se venge sur le soldat qui avait revendiqué un vase lors de la distribution du butin, rappelle-t-il division et manque de légitimité. Le seigneur de guerre vaut pour ce qu'il est à la différence du général romain à la légitimité en dehors de tout soupçon de la République naissante. Plus tard l'empire germanique, devenu Saint-Empire sous Barberousse, est une confédération qui perdure jusqu'au XIX^e siècle. Au moment de la guerre en 1916, l'homme politique Gabriel Hanotaux rappelait ce qu'étaient les « libertés germaniques » : « Remontant aux traditions du Moyen Age, on admettait que l'Empire n'était qu'une très haute personne morale planant, en quelque sorte, au-dessus de la souveraineté d'un grand nombre d'États faibles. En fait, la prérogative impériale était et devait être presque uniquement d'honneur. Les États, - 350 environ, reçurent 'le libre exercice de la supériorité territoriale, tant dans les choses ecclésiastiques que dans les politiques' ». Aussi, « le voyageur qui parcourait l'Allemagne centrale, avant 1866, s'amusait fort de voir, toutes les heures ou toutes les deux heures, aux changements dans l'uniforme des soldats et à la couleur des barrières du chemin de fer, qu'il venait de passer de l'un de ces royaumes en miniature dans l'autre²¹⁵ ». L'égalité

²¹⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Empire_carolingien

²¹⁵ Voir la note 218. La citation continue ainsi : « Il eût été surpris et embarrassé bien davantage un siècle auparavant, alors qu'au lieu des vingt-neuf divisions actuelles, il y avait, des Alpes à la Baltique, trois cents petites principautés, ayant chacune ses lois particulières, sa cour particulière (où l'on copiait, quoique imparfaitement, le pompeux cérémonial de Versailles), sa petite armée, sa monnaie spéciale, ses péages et ses douanes à la frontière, une foule de fonctionnaires pédantesques et touchant à tout. [...] S'ils observaient, dans cette

communautaire qui attise la division dans les identités régionales n'autorise qu'un empire faible jusqu'à ce qu'une identité défensive puis offensive se fasse jour, la prise de conscience survenant avec la dévastation du Palatinat sous Louis XIV. Mais avant, aucune force n'est supérieure à une autre : qu'une tête dépasse et les autres se liguent contre elle.

De 962 à 1806, le Saint-Empire avec ses institutions impériales est faible. La limitation relève moins de la méfiance que de l'indépendance quand la communauté réglée règne partout. La liberté est le lien qui unit l'empire faible et l'impossibilité de s'autonomiser totalement. Si la Diète d'Empire élit l'empereur, elle s'avère impuissante à briser les entêtements régionaux et chaque avancée demandent un temps considérable pour négocier. La moindre crise devient un problème sérieux et les crises furent nombreuses. Aussi la religion fut-elle le motif d'une guerre civile sanglante. Si l'empereur peut coaliser une armée, le moindre revers fait s'écrouler le château de cartes qui devient une marionnette aux mains des nations centralisées voisines, Suède, France ou Autriche. A l'origine, les féodaux sont coalisés mais l'Etat fait défaut du fait peut-être d'une mentalité de communauté tribale, ce qui les distingue de l'Angleterre et de la France qui ont reconstruit des institutions centrales. La querelle des Investitures montre la faiblesse de l'empereur qui a besoin de la sacralité et de la légitimité papale. Les Français voisins s'imposent par le mariage, le droit écrit, le centralisme, le prestige et les subsides (Savoie). Du côté germanique, le pouvoir central est en échec du fait de la citoyenneté tribale. La violence en Sicile et ailleurs accentue le défaut de légitimité. Le déclin est rapide et se concrétise autour de deux clans qui s'opposent en Italie : Gibelins et Guelfes. Les premiers soutiennent l'Empire, les seconds la papauté. Le conflit déchire les villes italiennes jusqu'à la fin du XVe siècle car les communes italiennes sont elle-même en concurrence commerciales et diplomatiques.

Après l'assassinat de Philippe de Souabe en 1208, Otton accède à la dignité impériale, mais six ans plus tard, la défaite de Bouvines contre le roi de France Philippe-Auguste marque le début du déclin de la prédominance seigneuriale²¹⁶. Alors que Jean sans Terre attaquait conjointement depuis la Saintonge, la défaite le conduit à se retirer. L'acceptation du traité de Chinon permet aux barons anglais de lui imposer la Grande Charte qui aura une importance déterminante dans la vie politique et économique de l'Angleterre. Contraint de fuir, Otton IV est déposé.

L'empire des Habsbourg qui fait son apparition au cours de la seconde moitié du XVIIIe siècle est un Etat centralisé permis par la mainmise militaire sur les territoires quasi-tribaux alentours et les alliances matrimoniales. La force de ses dirigeants fut « non seulement d'avoir conscience de la diversité de leurs peuples, mais de l'intégrer dans leurs pratiques de gouvernement. Ils firent notamment preuve d'une grande inventivité dans l'usage des langues. Ainsi, dans l'armée austro-hongroise de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, la langue de commandement pour les ordres les plus usuels était l'allemand mais, dès lors que 20 % des soldats d'un régiment parlaient une des langues officielles de l'empire, cette langue devenait l'une des langues officielles du régiment²¹⁷ ». Pour ces groupes disparates, l'empire fut le moyen de leur émancipation par l'accès à la modernité et par le renforcement identitaire de la langue. Aussi « la capacité à amalgamer des populations diverses sombra-t-elle avec l'instauration des Etats qui lui succédèrent » alors que le nationalisme n'était ni pensé ni souhaité.

Pour l'observateur avisé qu'est Gabriel Hanotaux, la Prusse en 1870 et 1914 reproduit l'empire carolingien avec ses forces centrifuges et centripètes sous l'ordre et la liberté communautaires.

constitution fédérative, quelque chose d'irrégulier, ils vantaient son haut caractère amphictyonique qu'ils comparaient à celui de la confédération hellénique au temps d'Agamemnon et de la guerre de Troie ».

²¹⁶ https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_Bouvines

²¹⁷ https://www.lemonde.fr/livres/article/2021/10/14/l-empire-des-habsbourg-de-pieter-m-judson-gouvernants-et-gouvernes_6098370_3260.html

Cherchant les faiblesses germaniques dans les villes, il dénonce alors la confusion « entre le patriotisme libérateur et le militarisme dominateur ». Il cite le culturalisme de Treitschke : « C'est la Prusse seule qui a fait l'unité germanique, moins encore par l'action réfléchie de ses gouvernants que par la force intérieure de ses institutions, ou, ce qui revient au même, par l'esprit qui a présidé à son évolution politique ». Dans la même veine : « Les succès de Bismarck l'accréditèrent comme le messie des hobereaux prussiens. L'unité allemande se fit, non par l'application du principe des nationalités avec ses corollaires de liberté et d'unité européennes, mais par la suprématie d'une dynastie et d'une caste conquérante²¹⁸ ». On retrouve ici la formation originelle des empires qui peut donc avoir lieu en Europe bien après les Romains, mais qui est plus un nationalisme qu'un empire. Si son rapprochement entre hobereaux et institutions est incorrect, Hanotaux montre que la suprématie conjoncturelle a permis la création d'un empire autoritaire.

Les Européens se moquaient gentiment de la pompe des petits états germaniques, qui n'est pas celle de Byzance. Dans l'empire byzantin centralisé, être chef permettait d'acquérir une reconnaissance mais pas comme le costume du douanier germanique. A Byzance, le pouvoir absolu organise les fonctions et les titres au prix d'une libéralité qui achète les consciences. Si on enlève le motif de l'intérêt servile, que reste-t-il ? La culture sociopolitique, suis-je tenté de dire. Autrement dit, l'individualisme et la méfiance priment à Byzance alors que l'autonomie au sein de l'empire allemand (qui peut être autoritaire) est en lien avec la culture de la communauté originelle d'égaux en droit et de citoyens libres sous les règles légitimes du groupe. L'uniforme du douanier germanique manifeste l'appartenance à la communauté et la considération apportée au travail officiel d'un de leurs, à l'identique de la reconnaissance apportée aux légionnaires romains, alors que l'apparat du Moyen-Orient et la profusion d'opérette des grades administratifs et militaires²¹⁹ n'ont rien de communautaire. Faute de règles claires dans un absolutisme mal réglé, l'empereur doit déjà procurer un statut à ses enfants « porphyrogénètes » tant il vit dans une bulle sacrée (une « chrysobulle » pourrait-on dire) à la mode chinoise. La différence n'est pas dans la division politique et un régime différent, mais entre la culture germanique et moyen-orientale.

Conclusion

La confiance

La confiance entre les membres d'un groupe est générale mais inégale dans les cultures. Banale entre membres d'une famille, la confiance dans les institutions est, par changement d'échelle, plus contrastée selon les cultures. Si on lie confiance et développement économique et social, les cultures ne sont pas égales. Les règles dans le groupe, à condition d'être adossées à une légitimité et appliquées également, garantissent la confiance car l'élite doit alors être exemplaire, même si l'exemplarité diffère entre l'Asie et l'Europe. Le changement d'échelle de la confiance via les institutions a conditionné le développement précoce en Europe, précocité qui semble être en lien historique avec la tension entre liberté et ordre réglé.

En comparaison, la confiance en Afrique semble plus limitée ou du moins elle ne suit pas les mêmes voies, en particulier celle du changement d'échelle. Elle peut être forte au niveau du ménage ou du groupe initiatique, parfois au prix de l'institutionnalisation de la violence en cas de transgression des règles du groupe, mais l'est-elle au niveau du lignage, de l'ethnie et du pays ? Il faudrait des enquêtes jamais faciles à conduire (cf. plus bas) et, en attendant, le plus simple est d'évaluer les résultats

²¹⁸ <https://www.jstor.org/stable/pdf/44824853.pdf>

²¹⁹ « César, nobilissime, patricienne à ceinture, hypathos et anthypatos, comte des largesses sacrées, protostator, parakimomène, grand logothète et logothète du drome, curopalate, proèdre, silencieux, mandator, protovestiaire et vestarque, spathaire et spatharocandidat, orphanothrope, sacellaire, grand papias, mysticos, hypogrammatos ». In : Dayez-Burgeon op.cit.

collectifs comme les contrats commerciaux avec leur validité pratique, la gouvernance des actions publiques et le développement. L'atout de l'Afrique est la solidarité fondamentale ou organique qui est indiscutée, fondatrice et hégémonique même si des tensions perdurent, par exemple entre l'ayant-droit et le chef de terre dans le lignage. Il semble que les sociétés réglées aient perdu ce type de solidarités quand tout se discute librement et quand l'identité accentuée du groupe réglé accroît les partitions. Des examens poussés permettraient d'évaluer combien les solidarités organiques se sont émoussées en Eurasie ou quelle part l'organique joue dans les solidarités familiales ou les corporations. Les mafias familiales et clientélistes peuvent aussi présenter, par la violence dans ce cas, une certaine organicité.

Alors que les règles légitimes qu'appliquent les membres du groupe excluent jusqu'à fomenter la division, la haine et la violence, elles sont aussi propices au commerce, au développement, à l'innovation et même à la démocratie quand la bourgeoisie doit composer avec les autres classes sociales pour perpétuer et partager les fruits de la prospérité. L'Afrique présente d'autres voies pour arriver à la démocratie, mais le chemin est long quand on voit le parti sud-africain ANC s'enfoncer depuis 2008 dans le favoritisme. En 1991, un économiste évoquait une Afrique en réserve et pas en panne²²⁰, mais on explorait pas alors les fondements sociopolitiques du développement. Quoi qu'il en soit, la littérature sur la confiance fait l'impasse sur l'Afrique et son renouveau actuel en France doit beaucoup à la perplexité des spécialistes face à la postmodernité ainsi qu'aux crises médiatisées. Prenons l'exemple des enquêtes de valeur qui mettraient la France à égalité, dans la confiance dans ses institutions, avec le Mexique ou la Turquie, deux pays à faible État de droit selon deux économistes²²¹. Les chiffres bruts ne valent rien en dehors du contexte des pays en développement. Ces économistes ne perçoivent pas davantage la signification que les enquêtés accordent aux enquêtes car une ambiance de revendication peut conduire à répercuter le malaise sociétal dans les questions du genre : quelle confiance accordez-vous à telle institution (un parti politique, un syndicat ou le Parlement) ? Il devient difficile de comparer les résultats entre pays quand le contexte revendicatif n'est pas le même. C'est l'idée qu'exprimait Humberto Ecco sur les analyses d'opinion à partir du paroissien au confessionnal : « M. le curé, puis-je prier en fumant ? - Oui. Puis-je fumer en priant ? - Non ».

Les économistes évoquent souvent la confiance sans jamais pouvoir la quantifier : « force à la fois discrète et mystérieuse » ; « ingrédient indispensable de la vie sociale » ; « institution invisible ». Cette panacée sous la forme d'une amulette ne dépasse souvent pas l'évidence : « Sans la confiance des hommes les uns envers les autres, la société tout entière se disloquerait » écrivait le sociologue Georg Simmel. L'économiste Eloi Laurent écrit benoîtement : « La confiance n'est pas en crise, elle est en transition²²² ». Dans la période actuelle où les certitudes s'effondrent, un autre assène : « La méfiance est un sentiment toxique, mais la vigilance est une attitude positive », ce qui correspond au « consommateur » qui, sous la critique de l'agrobusiness, traduirait un esprit ouvert et responsable. La journaliste Anne Chemin²²³ évoque la nécessité de restaurer la confiance qui passe par « l'expérience quotidienne des institutions qui cesse de nourrir l'injustice et le ressentiment ». Comme si les injustices passées et le ressentiment antérieurs avaient mis à bas l'État de droit. Selon elle, « la confiance de proximité qui régissait jadis les communautés fermées » (sic) s'oppose aux « sociétés ouvertes et mondialisées où la confiance est plus abstraite dans les institutions ». La « métamorphose nourrit, notamment en France, un fort sentiment d'inquiétude ». « La confiance est d'ailleurs placée depuis des siècles au cœur du contrat social avec la fides romaine représentée, sur les monnaies, par

²²⁰ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-06/010010270.pdf

²²¹ La Société de défiance, Yann Algan et Pierre Cahuc

²²² L'Économie de la confiance. La Découverte, 2012

²²³ https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/22/la-confiance-une-denree-en-voie-de-disparition_6020082_3232.html

deux mains jointes, symbole de l'accord passé entre deux individus ». La confiance pose question à notre époque postmoderne mais elle est normative, opportune et mal définie. Peut-être que la brochette de chercheurs cités par la journaliste lie vaguement la confiance aux cultures mais ceci sans le dire tout en avançant des mesures décontextualisées. Retenons l'importance de la notion de confiance et les difficultés pour que les sciences sociales la prennent en compte.

Plus que la perplexité des penseurs, la mise en scène de la confiance montre que cette notion est importante en creux. La mécanique juridique et la structure politique, voire le cadre moral et religieux, semblent en effet incapables de contrecarrer le pessimisme et relancer les valeurs du projet républicain. Le pessimisme semble emporter avec lui les institutions voire l'ordre et finalement la liberté qui permet de tout dire, ceci quand les penseurs ne savent pas d'où vient le pessimisme et s'y abandonnent. N'importe quelle affaire de corruption montre comment bascule un ethos car toute affaire a un double effet : elle peut suggérer que les institutions se délitent alors que, en même temps, le procès médiatisé confirme la confiance qu'on peut avoir dans les institutions. La perplexité des penseurs actuels semble un appel à la confiance dans une époque où le doute s'insinue de nombreux endroits et devient alors instrumentalisé par les révolutionnaires²²⁴. L'histoire des pays occidentaux doit se lire à l'aune de cette confiance omniprésente. Elle n'est bien sûr pas particulièrement visible avec les guerres, les trahisons sans nombre et la corruption, mais derrière ces apparences « humaines » pourrait-on dire transparait un socle populaire qui érige la citoyenneté en idéal et qui rend la loi effective par simple performativité. En effet, quand tout le monde aspire à la loi, elle finit par être appliquée de manière égale dans une communauté ou un Etat. La confiance est possible sous un ordre qui lui-même ne peut être trop strict car on rencontre rarement la confiance dans une société autoritaire (à l'exception peut-être du Japon de l'ère Meiji). Le laxisme se solde, quant à lui, au retour aux juntes militaires, comme le montrent les pays latino-américains peu régulés. La confiance est par conséquent le fruit de la tension entre liberté et ordre.

La notion de fides, entre égaux, diffère sensiblement de la *bandaka* perse. Faite de principes steppiques et moyen-orientaux, cette dernière implique soumission et fidélité, c'est-à-dire la répression impitoyable en cas de trahison. Dans l'empire perse, la hiérarchie royale est en relation avec une aristocratie tribale qui lui doit tout (satrapie) au point de former une sorte de caste avec culture, langue, religion et éducation partagées qui ne s'étendent pas aux peuples conquis. Le système s'est révélé durable face aux divisions et aux empires voisins (Gupta, Romains, Byzantins), ceci jusqu'à la chute devant les invasions arabes²²⁵. Les jeunes aristocrates dans les provinces viennent faire une longue éducation au palais royal. La notion phare de cette dernière, qui remonte aux Achéménides, est le culte de la vérité érigée en principe soumis à des sanctions sévères en cas de transgression, parfois par la mort²²⁶. La vérité érigée en dogme est une force collective qui favorise le commerce et la gestion administrative, mais la sanction est telle qu'elle porte à l'hypocrisie et au conservatisme. Cet atout est donc provisoire et il ne concerne qu'une élite séparée du peuple.

Le libéralisme

Mais le libéralisme est-il lié à la confiance et préférentiellement à la sociopolitique européenne ? Le libéralisme (ou le capitalisme) a fait l'objet de tant de réflexions qu'on ne sait plus vraiment de quoi on parle. Je vais donc expliquer comment je perçois le libéralisme, le néolibéralisme (ou ultralibéralisme) et le capitalisme en tentant de distinguer l'activisme politique (révolutionnaire) et les réalités

²²⁴ Le référendum largement demandé par le peuple au Chili serait, d'après les sondages préliminaires en 2022, voué à l'échec du fait de la radicalisation des demandes : <https://theconversation.com/le-chili-a-un-tournant-de-son-histoire-188479>

²²⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Achéménides#L'aristocratie_perse

²²⁶ https://en.wikipedia.org/wiki/Achaemenid_Empire#Causes_of_decline

multidimensionnelles des sociétés. Il faut aussi distinguer le libéralisme politique de l'économique et seule l'histoire, sous la déconstruction des envies révolutionnaires, permet d'y voir un peu plus claire.

Le libéralisme est le fait de pratiquer le commerce et de faire appel au marché quand deux personnes au moins veulent échanger des produits. Si l'échange est trop taxé, il ne sera plus libre (libéral) et chacun vivra pour soi éventuellement sous un Etat qui pourvoira à tout, dont les échanges. Dans cet ouvrage, le commerce est le propre de l'homme et je ne serai pas surpris que les singes voire d'autres animaux fassent des échanges sous la forme de troc. Les humains ont inventé des normes qui universalisent les échanges, sous la forme d'une monnaie (souvent un objet rare comme le cauri ou l'or). Alors que l'échange trop taxé lui enlève de l'intérêt (au vendeur, à l'acheteur et à l'intermédiaire appelé commerçant ou marchand), l'absence de taxes et d'Etat (qui souvent finance les routes et sécurise les régions) peut être problématique si tout le monde profite du collectif sans en payer le prix. De plus, l'inégalité et la concurrence effrénée des uns avec les autres accentuent l'inégalité, qui peut conduire aux révolutions. L'ultralibéralisme est une absence de régulation économique qui favorise les plus forts jusqu'à ce que des révoltes les ramènent à la réalité. L'économie, le politique (Etat) et le social (inégalité) sont donc au centre des échanges, les trois devant être équilibrés en permanence. La légitimité de l'inégalité (que certains appellent le servage volontaire) dépend des régimes et des cultures sociopolitiques.

Venons-en au capitalisme. L'échange libre sur un marché exige des capitaux pour acheter et éventuellement spéculer. L'Etat est ici nécessaire (mais aussi les peuples qui se rebellent) car les spéculateurs peuvent affamer une population jusqu'à ce que le prix des grains augmente. Les marchands ont donc été surveillés de près depuis longtemps et même certains empereurs de Chine les ont amoindris au point de réduire les échanges. Le marché est aussi une mise en compétition des vendeurs et des acheteurs pour que le prix final, s'il est libre (sans monopole ou ententes litigieuses), soit légitime et accepté. Diminuer le prix favorise les acheteurs et finalement le vendeur qui bénéficie provisoirement d'une aubaine. Le marché sert donc à l'innovation, laquelle peut être ce paysan corrézien qui cultive des pommes de terre quand il sait qu'il pourra les écouler avec la construction du train²²⁷. Alors que le marché et l'échange sont à la confluence des deux facteurs que sont le capital et la concurrence, des penseurs allemands au XIXe siècle l'ont simplifié en créant le mot capitalisme pour fustiger les inégalités et surtout les plus riches. Le marxisme n'était pas réformateur mais révolutionnaire et cette supercherie intellectuelle était doublement trompeuse : elle a produit des totalitarismes (avec des guerres) et elle a sous-estimé (ou occulté) la capacité d'une société à se réformer, en particulier par le peuple et par les syndicats, plus tard par la démocratie. Le capitalisme est donc une supercherie dont le but politique (limiter les inégalités) était louable mais dont les adeptes sont responsables à la fois socialement et intellectuellement des errements sociaux. Je ne suis pas spécialement réformiste si une cause juste a épuisé les options, mais la révolution marxiste n'est pas tenable.

Une fois précisées les définitions et opéré le tri dans les penseurs, revenons à la question de la culture : le libéralisme est-il culturel ? Le Canada français est nettement plus libéral que la France. Le modèle est clairement américain avec peu de manifestations sociales, peu de syndicats, un Etat réduit ainsi que des impôts. Tous les pays de l'Occident sont développés dans l'absolu, ce à quoi on peut ajouter l'Asie de l'est (dans l'hémisphère nord) et, de manière relative là où les peuplements européens, chinois et japonais se sont implantés (telle dans le sud de l'Amérique latine ou en Afrique du Sud et en Afrique du Nord). Il existe des exceptions mais le clivage entre pays développés et non développés reste net. Les pays du nord de l'Europe, en partie protestants, montrent à la fois un bon niveau de développement et une culture communautaire encore affirmée. Le libéralisme tempéré

²²⁷ Des grives aux loups, roman de Claude Michelet, 1979.

(même si le Royaume-Uni et les Etats-Unis sont plus libéraux que tempérés) est historiquement une réalité en Europe où la règle garantit la liberté et la confiance. La culture sociopolitique semble propice à l'Europe et aux pays qui s'en sont inspirés.

Pour terminer, le Canada français est devenu très libéral : habitat anglo-saxon, organisation communautaire du déneigement, privatisation, dénonciation au nom des règles communes, etc. Beaucoup y ont vu l'influence de l'efficacité anglo-saxonne. On peut y voir aussi l'importance du retour à la communauté là où le froid exclut fatalement et dont les Français ne se sont jamais départis malgré des siècles de centralisme.

7. Le conservatisme sur 5 continents

Défier le conservatisme

L'Occident

La croissance démographique est le moteur qui conduit le fond diffus aux tribus territorialisées. Localement des concrétisations institutionnelles précoces ont pu se matérialiser sous la forme de cités, qui n'étaient pas nécessairement le signe d'une grande efficacité organisationnelle puisque des primo-cités ont disparu. Puis la contiguïté des tribus construit les empires autour de la plus efficace en termes organisationnels aux aléas près des contingences historiques ou de la plus dense parmi elles. Le destin de l'empire tribal est scellé par les tensions internes dont la résolution doit beaucoup aux institutions originelles, plus tard à la géométrie du territoire et la localisation des ressources. Aussi la Chine ne conquiert-elle pas le nord de la Grande Muraille. Elle n'a pas non plus cessé de connaître des problèmes dans le désert occidental et ne s'est nullement intéressée aux montagnes tropicales. On constate que la concentration de population grâce à la riziculture pourrait avoir fixé précocement les migrants obligés de quitter leur territoire du fait des peuples cavaliers des steppes environnantes. L'Europe est moins peuplée mais l'écart avec le nord de l'Europe, relativement peuplé (très peuplé de nos jours), est bien moindre qu'en Asie, ceci comme si la Chine avait vidé de sa population les steppes. Le Vietnam a évolué sur le modèle chinois de manière indépendante et la péninsule est restée aux mains de roitelets qui payaient un tribut à l'empire du milieu jusqu'à ce qu'un empereur l'unifie sans empiéter sur les jungles et ses tribus.

La Chine et le Vietnam n'ont pas cherché le dépassement géographique coûte que coûte comme les Romains imprégnés d'universalisme (préchrétien) quand bien même leurs spéculations intellectuelles étaient moindres qu'en Grèce. Butin et militarisme ont motivé Alexandre, Charlemagne et Napoléon, mais l'ethos universaliste a pu procéder du ferment spéculatif. De son côté, la Chine a péché par excès de conservatisme. La mécanique politico-démographique s'est greffée sur la différenciation des cultures dont les règles s'échelonnent du sud vers le nord. A l'aléa de l'efficacité organisationnelle près, la sociopolitique tribale imprime les trajectoires de plus en plus spécifiques, dont la Chine et l'Europe sont deux variantes. L'Afrique qui a connu un démarrage démographique lent pour des raisons parasitaires expérimente un décalage de trajectoire, laquelle est marquée par des règles et des solidarités moins strictes.

L'empire est tolérant et despotique par nécessité, traditionnel par constitution. Le plus souvent, il délègue le pouvoir territorial aux gouverneurs d'une « ethno-classe » (d'une tribu) proche du pouvoir central dont la compétence majeure est la loyauté. Toutefois, les différences sont notables entre la fides romaine, la religion chez les Arabes, le *bandaka* du Moyen-Orient, les mandarins chinois et toutes les formes morales et religieuses possibles et imaginables dans les confédérations (qui sont moins que des empires). Au Moyen-Orient, la loyauté est soumission et violence et l'efficacité du satrape sur les plans du fisc, de l'enrôlement et même de l'expansionnisme est limitée à long terme. Le satrape qui joue sa tête se rattrape sur les dominés dont la résistance est pour lui insupportable. Il

ne s'agit pas de totalitarisme au sens où aucune idéologie n'est inculquée mais de simple terreur. Le despotisme a cours dans les mauvaises armées sous la surveillance de gardes prétoriennes, de troupes d'élite ou de commissaires du peuple, telles les 10000 Immortels de Cyrus le Grand, les Janissaires et les Mamelouks.

La Chine s'est préservée des satrapes grâce à un mandarinat qui, s'il est corrompu, est structuré par le confucianisme au service du bien public, en fait de la communauté. La structure mandarinale est en accord avec les valeurs individualistes du peuple conservateur et bénéficie d'une légitimité qui a été le gage de la longévité de l'empire. En 1901, Albert de Pouvourville, administrateur en Asie, a écrit *La Chine des Mandarins*²²⁸. Il montre que l'empereur châtie cruellement et ne sert finalement pas à grand-chose : « son inutilité vient de ce qu'il plane au-dessus des fonctions utiles ; il personnalise la Tradition. [...] Il est son résumé vivant ». L'empereur couronne la tradition qui est, par définition, le conservatisme. De son côté, le peuple s'accommode des mandarins locaux qui sont d'ailleurs élus : « Le peuple est donc point esclave d'autre chose que de son passé. [...] On ne saurait voir là un asservissement, puisque à chaque instant le peuple approuve et contrôle les lois de sa servitude ». Ces mandarins qui disposent de grands pouvoirs ont peur d'être révoqués et leur principale préoccupation est d'éviter le conflit et de suivre la tradition dans une sorte d'harmonie où rien ne bouge. L'histoire du mandarinat remonte haut dans l'histoire et ses origines sont mal connues. Dans le fonctionnement quotidien des tribus, fonctionnement plutôt tranquille ou « inerte » selon l'auteur, on peut imaginer des communautés assez grandes ou de petits royaumes qui, pour réduire la corruption, éviter les frictions entre familles puissantes et réduire le pouvoir des guerriers (le mandarin en charge des choses militaires est de rang inférieur), autrement dit pour préserver une certaine égalité par le bas, ont donné le pouvoir à des fonctionnaires élus, peut-être issus d'autres communautés comme pour les podestats italiens. Le fonctionnaire en charge de l'eau (qui est un « juge » de l'eau en Amérique latine) a pu recevoir plus de pouvoirs d'arbitrage et de police. On fit de même pour la justice, le fonctionnaire étant révocable à la majorité du peuple. Cette « administration communautaire » au service de tous confirmerait l'importance de la communauté d'égaux qu'on pourrait appeler des citoyens si la liberté était celle connue en Europe. On ignore le niveau de sa liberté, mais elle était moins nécessaire en cas d'absence d'invasions ou de migrations tribales pour une petite paysannerie respectueuse des droits de l'eau et de la terre. L'efficacité du système (efficacité quotidienne des tours d'eau d'irrigation et de la justice, efficacité en cas de crises avec des silos à grains, mais inefficacité en cas de guerre et pour l'innovation) a plu aux premiers empereurs qui, avec l'extension de l'empire, ont pu compléter le système administratif avec des mandarins nommés après une formation longue et une sélection par les examens impériaux. Les empereurs auraient alors maintenu le mandarinat élu car on les imagine mal le créer. L'empire chinois se serait structuré sur un fonctionnement communautaire alors que la communauté initiale a disparu après des siècles d'encadrement central, mais l'esprit communautaire se perpétue dans les coopérations de quartier et les valeurs égalitaristes et d'ordre dans la population.

L'empire en général se signale par le conservatisme et la division qui sont deux explications majeures du déclin inéluctable. La Chine s'avère particulière pour la division, mais c'est au prix d'un conservatisme tatillon. D'autres facteurs contrecarrent l'inéluctabilité. Aussi les Romains ont-ils succombé à la division plus qu'au conservatisme encore que ce dernier le caractérisait aussi. Mais comme les empires voisins n'avaient pas déployé d'innovations conséquentes, ce n'est pas par ce côté que Rome a péri. La Chine s'est maintenue par conservatisme tout en réduisant les divisions. Ses ennemis extérieurs, peu nombreux en l'occurrence, se sont coulés dans les habits de l'empereur jusqu'à ce que le conservatisme se heurte à l'Europe militairement et économiquement innovatrice. A partir de là, la Chine et ses voisins de l'est ont montré une surprenante capacité à se défaire des

²²⁸ Schleicher Frères, 167 pages

traditions grâce à une élite dont le peuple attend beaucoup. Au Japon, l'attente populaire est de type paternaliste alors que, en Chine, l'individualisme s'attache facilement au leader qui garantit contre le désordre.

L'empire n'est pas propice à l'innovation alors qu'il peut en avoir les moyens au moment d'âges d'or. L'empire arabe et celui de Charlemagne ont connu des avancées fugaces. Mais l'empire de bric et de broc est volatile par instabilité politique, laquelle entretient la quête compulsive de stabilité à tout prix. Le conservatisme ne signifie pas qu'il n'y a pas d'innovations, il engage à l'absence de toutes innovations de rupture qui supposent une remise en cause des représentations préalables. Les inventions chinoises sont ainsi restées sans lendemain. Il manque une éducation généralisée (présente néanmoins en Chine), une liberté intellectuelle et une culture du risque pour que des têtes-brûlées peu conformistes testent l'invention avant que des intérêts la fassent fructifier, ceci dans le domaine intellectuel, technologique ou matériel. Les Juifs, les Mayas et l'Égypte ont innové dans la religion, l'art, les mathématiques et l'astronomie mais immédiatement pour scléroser ces champs qui portaient la contradiction dans les croyances établies et dans l'ordre social. Chez les Perses, Mani fut un prophète d'abord écouté puis décapité. L'artisanat, le commerce et l'armée sont trois champs propices à l'innovation, mais si le conservatisme l'emporte, les inventions fortuites ne dépasseront pas le stade de l'usage immédiat, comme les flèches à poudre coréennes qui restent en bambou.

Alors que le conservatisme caractérise les empires, peut-on envisager un lien entre la faiblesse post-romaine des empires européens (l'empire romain était mécaniquement tribal et institutionnellement durable) et le développement précoce de l'Europe, même si le décollage eut lieu mille ans après l'empire romain ? Comment expliquer la fin du conservatisme au Japon et en Chine contemporaines ? Pour l'Europe, on pourrait démarrer par l'art pariétal attribué à Homo sapiens même si l'euro péen Neandertal est parfois cité. Une compétence précocement aboutie rend perplexes les observateurs et a remis en cause l'idée d'une progressivité dans la maîtrise artistique. Mais cet aboutissement semble social car toutes les cultures n'ont pas les mêmes dispositions. Quelles que soient les motivations des artistes, cet art devait être populaire car les peintures à l'air libre ont disparu. Il est difficile de croire que cette perfection ou les thèmes traités aient été une exception qu'il fallait cacher. Le mystère reste entier car cette peinture aboutie est quasi-monothématique et l'art mobilier, comme les Vénus, n'a pas la finesse des peintures. Le thème animalier, avec des animaux choisis d'ailleurs, et les mains pré-sentiennes sont les sujets principaux. Sur le plan sociopolitique, l'art, avec l'artisanat plus quotidien, était commun et la volonté des artistes de créer des œuvres dans les grottes montrent une liberté au sein des tribus, qui étaient conservatrices mais moins qu'ailleurs. Peut-être une certaine tolérance était-elle admise. De plus, on a du mal à imaginer que l'attrait quotidien pour le beau puisse avoir lieu dans une société de barbarie et de crises. L'art abouti est une société d'abondance qui dure et je ne peux pas imaginer que cet art n'aille pas sans une forme morale précoce. Il ne s'agit pas de dire que les mains et le bestiaire expriment une morale, ce qui n'est pas le cas, mais que l'existence d'un art abouti, quels que soient les thèmes de prédilection, est l'expression de l'amour du beau et d'une tolérance sociale, quand bien même il dût se cacher. Cet amour du beau exprime une liberté (surveillée) et une morale, autrement dit l'existence d'un ordre social réglé et d'une liberté.

L'Europe, puis les Etats-Unis (mais pas l'Amérique latine), puis le Japon, la Corée et la Chine (et moins l'Asie du Sud-Est) se sont développés de manière inattendue. La prospérité a entraîné des désordres multiples avec l'inégalité, le militarisme, le colonialisme et la dégradation de l'environnement, apportant aussi des avantages tirés de la richesse et des innovations, dont l'amélioration de la santé et la fin des famines en Occident. Tout comme la violence n'a pas disparu avec l'humanisation, tous les maux n'ont pas disparu avec la richesse. Les dominations sont présentes, ainsi que la violence, deux fléaux qui seraient même passés à la vitesse supérieure avec les armes de destruction massive. Ebaucher dans cet ouvrage un modèle de développement pour cerner les exigences du

développement (qui pourrait commencer par la mitigation des dérives néfastes dans les pays riches) doit expliquer le jeu de la liberté, de l'ordre et de la légitimité avant que d'autres pays ne les rejoignent. Il faut donc comparer.

On connaît mal les druides en Gaule et pas davantage les peuplades germaniques sauf leurs divisions. On connaît en revanche les Grecs dont l'art et la démocratie furent un style de vie qui, même de courte durée, devint un idéal principalement pour l'Occident. La communauté grecque partage des traits avec ses homologues européens encore que les différences avec les Romains semblent situer la Grèce entre Occident et Moyen-Orient. Sur cette base comparative, se greffent les contingences historiques qui retardent le décollage européen, dont les divisions qui entravent l'État de droit qui émerge finalement au Moyen-âge. A cette époque, l'Europe renoue avec la spéculation intellectuelle et artistique même si ce n'est pas la seule à le faire, puisque d'autres cours impériales avaient brisé le conservatisme un temps. Mais l'imagination leur avait montré la fragilité politique et le retour au conservatisme autoritaire fut sans concession. Au-delà des contingences, on peut presque affirmer que la spéculation n'a jamais vraiment disparu d'Europe depuis les peintures paléolithiques et on doit interroger son lien avec la prospérité ultérieure. Plus tard, la technologie qui décuple l'économie marchande et militaire modifie en profondeur les sociétés sans toutefois rompre avec la spéculation et la communauté de citoyens. On peut aussi se demander si l'héritage grec est aussi important au-delà de la récupération de circonstances au Moyen-âge car le Moyen-Orient ou les Arabes pouvaient aussi revendiquer l'héritage. Mais l'autoritarisme rendait la récupération délicate. Quoi qu'il en soit, les penseurs ont fait du patrimoine grec une évidence européenne sans interroger le substrat sociopolitique. Tout au plus peut-on montrer que les Grecs avaient à la fois une prospérité commerciale, un engagement citoyen et une mythologie relativement libre, toutes choses qui, curieusement, ont disparu à jamais semble-t-il (mais il n'est pas ici le lieu d'envisager les causes de cette dissolution).

Admettons que l'Europe ait depuis longtemps témoigné de l'intérêt pour la spéculation au niveau de l'élite, même si cette disposition fut marginalisée par les troubles liés aux invasions et à la féodalité. Plus tard, les guerres de dynasties et de religion ont secondairement réduit la spéculation alors que les îles britanniques protégées militairement et propices au commerce (culture communautaire, aristocratie ouverte aux affaires et détenant le pouvoir politique) ont pris de l'avance sur le continent tant en spéculation intellectuelle qu'en innovations dont la matérialisation s'est matérialisée jusque dans la littérature²²⁹. La religion exprime à sa manière une culture qui s'en trouve affermie, ceci si on prend la peine de remarquer les schismes qui, dans toutes les religions, opposent les cultures. Il en va de même de la renommée de Saint Augustin en Europe qui est redevable de la dissociation de Dieu et de César²³⁰. Saint Augustin a aussi permis de réintroduire l'ordre parmi les Gaulois séduits alors par le moine breton Pélage dont l'ascétisme prônait la liberté. Augustin d'Hippone a préservé une liberté minimale et s'est érigé contre le fatalisme et le conservatisme, mais sa liberté est surveillée par un ordre clérical qui s'appuie au besoin sur la puissance séculière.

On ne dispose pas d'éléments suffisants sur les druides qui, à la différence des moines bouddhistes ou du clergé slave²³¹, occupent une place institutionnelle et détiennent un pouvoir de type communautaire qui n'est ni dominant comme dans une théocratie ni dominé par les guerriers. Le savoir circule entre pairs et il ne relève pas de la sorcellerie privée comme ce peut être le cas en Afrique. Le druide est peut-être le signe d'une communauté d'égaux, ce qui n'élimine pas la hiérarchie

²²⁹ Il ne s'agit pas de Shakespeare qui, comme Cervantès et Rabelais, a démocratisé la tragédie antique en l'hybridant avec le fabliau et le conte.

²³⁰ L'expression fut reprise trois fois dans les Evangiles et elle marquait une rupture avec la culture juive.

²³¹ https://www.lemonde.fr/le-monde-des-religions/article/2022/08/28/quelle-etait-la-religion-des-slaves-avant-leur-conversion-au-christianisme_6139271_6038514.html

sociale car il s'agit d'une égalité en droit largement inégale dans les faits, mais dont la spécificité est qu'il détient une légitimité. Le paternalisme nippon est légitime dans une société militarisée et inégale dès lors que le seigneur travaille pour le bonheur de la tribu. La Thaïlande est du même tonneau et le peuple chinois attend que ses leaders suivent les rites et le protègent. Dans le cas de l'Europe, les druides sont une source de l'État de droit au-delà des aléas du passé pour atteindre ce dernier.

L'empire romain, plutôt conservateur avec peu d'avancées spéculatives, aurait-il pu évoluer vers le conservatisme strict de la Chine et de l'Égypte ? Ou bien au contraire vers une instabilité permanente ? L'histoire a suivi une autre trajectoire en rapport avec la géographie qui a dépassé le facteur communautaire d'origine et qu'a renouvelé la communauté germanique d'égaux libres et réglés. L'immixtion de cette dernière a redynamisé dans l'empire sclérosé par l'armée même s'il a fallu des siècles de division et le féodalisme avant que ne se consolident l'État de droit. L'Europe occidentale est en effet le seul lieu où a émergé l'État de droit qui matérialise les valeurs communautaires au bénéfice d'un Etat réglé et d'une liberté surveillée. Le citoyen qui suit les règles de la communauté est libre : pour commercer, pour penser et pour choisir (collectivement) une religion adaptée à sa culture. La spéculation même étroitement surveillée mais jamais impossible prendra de l'ampleur avant l'État de droit, avant la compréhension de l'univers et avant le défi vis-à-vis des conservatismes religieux et politique. L'égalité n'est pas de ce monde mais l'inégalité, souvent excessive, est contrôlée par des moyens qui ne bénéficient pas d'une légitimité, l'option du clientélisme en Europe étant restreint au sud. On note d'ailleurs que Rome est située au milieu de la péninsule italique : ni trop divisée à la gauloise, ni trop grecque sans compter la protection et la projection qu'accorde cette *mittel-place*²³². Avec Rome on pense clientélisme mais il ne faut pas établir trop vite de relations à travers le temps sur une pratique qui dépend non seulement de la culture sociopolitique mais aussi du régime politique, qui change avec le temps. Rome fut aussi démocrate quand le « candidat » était nommé ainsi parce qu'il revêtait une toge blanche (*candida*). Se déplaçant d'un côté et de l'autre (*ambire*) pour attirer les votants, il est à l'origine du mot « ambition ». Ces pratiques sont propres à Rome, clientélisme chamarré inclus, mais l'origine est clairement communautaire.

Alors que les Grecs ne pouvaient lutter contre les empires voisins, la petite Macédoine l'emportant finalement, les tribus germaniques divisées mais aguerries et romanisées jusque dans la fides à travers le *fœdus* (ou pacte qui fédère) ont vaincu et démembré l'empire avec les Parthes, les Perses et les Goths. Les Germains étaient christianisés sous le patronage d'Arius mais le paganisme restait vivant. Quel était le sens sociopolitique du christianisme germanique ? Outre la mystique de l'amour et le renouvellement d'une spiritualité au-delà des rites païens, ce type de christianisme respectait l'autorité du père guerrier. L'arianisme faisait aussi écho au fond égalitaire des Germains dont les tribus demeuraient attachées au machisme et à la violence, fussent-ils communautaires et institutionnalisés dans les banquets. Arius qui défendait le Père trinitaire au-dessus du Fils plaisait aux régimes patriarcaux alors que le christianisme plaisait à tous. Une certaine égalité de genres (ultérieurement démentie dans les faits) et le fait d'accorder une possible égalité d'âme aux esclaves étaient rassembleur. En terres conquises, les codes germains se sont hybridés aux mœurs gallo-romaines grâce aux évêques catholiques dont l'organisation était en mesure de seconder

²³² Robert Putnam a forgé la notion de capital social en comparant les Italie du nord (plus civique, plus en réseau) et du sud. https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1997_num_47_2_395169. Plus précis, les économistes politiques inquiets des faiblesses structurelles de l'économie italienne soulignent « l'absence de méritocratie comme principale cause du problème de productivité en Italie ». Le modèle des firmes italiennes est fondé sur la loyauté plutôt que sur le mérite (<https://theconversation.com/leconomie-italienne-est-aussi-malade-de-ses-elites-185520>).

l'administration naissante. Ces mêmes évêques furent suffisamment persuasifs pour les convertir à un catholicisme plus égal sur le plan théologique, bien organisé et souvent soutenu par les princesses.

Le droit actuel en France s'appuie largement sur l'ancien droit germanique. Pour étayer la théorie de séparation des pouvoirs qui visait à limiter l'absolutisme, Locke et Montesquieu s'appuyaient sur la comparaison des droits. Le juriste d'alors considérait le roi comme celui qui doit protection et justice, cette dernière passant par l'accomplissement de la vengeance privée (*faida*) quand l'Etat ni la police n'existaient. Il devait veiller au partage du butin ainsi qu'à la tenue de l'assemblée des hommes libres réunie une fois par an (« champ de mars » ou « champ de mai »). Les historiens s'appuient sur les époques les plus récentes pour affirmer que seuls les dignitaires participaient à la discussion, mais ils oublient le fondement communautaire de ces sociétés. Le roi s'arrogera de plus en plus de prérogatives et s'épargnera les assemblées (sauf la réunion exceptionnelle des Etats généraux) pour gouverner avec les Grands. Mais qu'arriverait-il si le roi ne garantissait pas les assemblées et la protection ? Il perdrait sa légitimité et tomberait sous le coup d'une sédition. Il risquait gros et c'est tardivement que l'absolutisme s'est imposé en France où la concurrence entre pays européens était vive et l'Etat absolu une nécessité, d'ailleurs associé à l'Etat de droit naissant. Le lien personnel mis en avant par les historiens joue dans les deux sens, mais il se distingue du clientélisme au sens où le serment garantit les loyautés qui sont plus des solidarités communautaires dont la transgression est passible d'une sanction légitime.

S'ils négligent l'interprétation sociopolitique, les historiens sont prolixes avec les us et coutumes qui, au-delà de du folklore, soulignent à l'occasion l'ancrage dans la communauté européenne. Aussi le droit scandinave imprégné de droit germanique mettait-il en avant des spécialistes qui disaient le droit au cours de l'*Althing*, l'assemblée des citoyens libres d'Islande qui pourrait être le plus ancien Parlement du monde²³³ : « presque autant qu'à Rome, le droit imprégnait la culture des hommes libres²³⁴ ». Le droit tribal était loin d'être pacifique, mais il endiguait le cycle des vendettas qui brisaient la paix sociale. Créer des institutions signifie qu'un peuple –les puissants inclus- y adhère malgré les inconvénients tout en rendant justice aux accusés et aux familles des victimes. La force des institutions est plus élevée dans les tribus réglées du nord qu'autour de la Méditerranée plus laxiste. La Corse par exemple est toujours sous le coup des vendettas alors que la Grèce antique ne l'est plus depuis longtemps. *Faida*, serment de fidélité (*leudesamio*), *plaid*, etc. sont ces institutions qu'a inventées la solidarité clanique (ou *Sippe*, qui est l'ensemble des alliés mobilisables). L'exercice de la royauté est alors soumis à un rapport personnalisé où le « roi des Francs », qui n'est pas encore le « roi de France », est acclamé et élevé sur le pavois. Fidélité et rapports d'autorité personnalisés s'incarnent autour du serment du dépendant (*leude*) prêté auprès du puissant²³⁵, car la solidarité n'est jamais acquise et elle a force de loi quand elle est publique et sacrée.

Les spécialistes du droit illustrent également la tendance (fâcheuse) à signaler les forces et les faiblesses des régimes et du roi tout puissant. Cette conception patrimoniale du pouvoir palatin minimise l'autorité publique instituée, expliquerait une administration labile et perçoit l'autorité monarchique comme structurellement fragile « qui va causer l'effondrement de la dynastie mérovingienne à partir du VII^e siècle ». Si elles sont réelles, ces faiblesses ont été antérieurement des forces et elles le redeviendront plus tard. C'est moins le roi ou l'empereur qui est en cause que la transition vers la féodalité associée à la compétition entre royaumes et clans. Le souci d'institutionnaliser toujours présent n'est pas lié au seul droit romain car il plonge dans les organisations germaniques et plus généralement européennes. Aussi remplace-t-on la vengeance

²³³ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Althing>

²³⁴ Kalifa S. Note sur la nature de la cojuration dans la Frise du Moyen Age. A propos d'ouvrages récents. L'Année sociologique 9 (1957-58) : 417-426. Presses Universitaires de France

²³⁵ https://cours.unjf.fr/repository/coursefilearea/file.php/154/Cours/03_item/index10.htm

privée (*faida*) par une somme d'argent (*wergeld* ou « prix de l'homme »). En 476 est rédigée la « Loi des Wisigoths », ou « Code d'Euric ». En 502, le roi burgonde Gondebaud ordonne la rédaction de la « Loi des Burgondes » ou « loi Gombette ». Plus tard, Clovis renouvelle la « Loi salique » sur la base d'un texte rédigé par les officiers impériaux en 350. Vers 630, Dagobert, le roi des Francs ripuaires (sur les bords du Rhin), couche par écrit la « Loi ripuaire ».

Une fois démembré, l'empire ne se recréera pas car chaque tribu garde sa souveraineté et, si l'une a pu s'imposer (Wisigoth, Goth, Vandales, Francs, etc.), aucune n'est en mesure de rassembler durablement. Les forces tribales deviennent une faiblesse au gré d'alliances éphémères et des querelles dynastiques. Ce n'est pas nouveau, mais l'appât du gain (c'est-à-dire l'appât que constituait l'empire) par des tribus divisées a permis de les souder jusqu'à ce que la division revienne. De surcroît, les royaumes plus institutionnalisés rigidifient la flexibilité tribale et accentuent les rancœurs. L'empire réapparaît fugitivement sous Charlemagne mais les armées s'affrontent et l'empire ne parvient même pas à arrêter les Vikings. Dans ce chaos, les royaumes fondent pourtant l'État de droit. Dès qu'une certaine stabilité est acquise, obtenue par le plus fort, les échanges commerciaux reprennent. La concurrence des royaumes deviendra aussi une force pour inciter à l'innovation. La force stabilisant les royaumes favorise leur institutionnalisation et il en va de même avec une forme de paix interne même si les marges sont régulièrement bousculées. Un autre facteur de diversité en mesure de contrer l'unité impériale est l'indépendance du pape dont chaque roi a besoin pour devenir légitime, ceci quitte à le manipuler ou à l'intimider. Le pape se sert de la diversité pour survivre sur les étés pontificaux et il l'entretient. Bien plus tard, le royaume anglais qui ne peut gagner des territoires continentaux aura la même stratégie : éviter tout empire et provoquer la désunion. Les possibilités ultérieures de créer un empire seront battues en brèche par les difficultés que mettent les Français sous François 1^{er} pour contrecarrer l'union allemande ou des alliés contre Louis XIV ou Napoléon qui battent tout le monde avant d'être battu par une alliance.

Les guerres portées à l'extérieur affectent le commerce et l'enrichissement par le prélèvement fiscal et les recrues. Mais l'agriculture et l'industrie artisanale se développent avec l'aide de l'Etat quand les rois créent des bourgs et favorisent des marchés. Le fisc des péages et des prélèvements pour les seigneurs et les églises amoindrit les enrichissements, les motivations et les investissements au bénéfice du luxe, de la religion et de la guerre. En Egypte, c'était au bénéfice de la construction des pyramides. Faute d'emploi et d'un marché lucratif, il maintient la population pauvre qui ne peut accroître sa productivité et entrave l'augmentation de la demande et des prix. Les banquiers italiens et la ligue hanséatique étendent et sécurisent les premiers réseaux de confiance après les invasions. La circulation monétaire augmente avec l'or et l'argent américains qui favorisent la France et l'Angleterre plus que l'Espagne et le Portugal. Les régimes autoritaires se stabilisent et s'institutionnalisent. L'État de droit naissant, qui ne produit pas encore de légitimité populaire tant le peuple est soumis à un certain arbitraire, favorise le droit du commerce et les affaires. Une fois stabilisé, le conservatisme est moins nécessaire d'autant que le roi cherche à réduire la puissance des nobles et de l'église tout en s'appuyant sur la bourgeoisie qui alimente le fisc. La concurrence entre pays conduit à protéger les artistes, artisans et ingénieurs qui sont autant de forces en mesure de défier le conservatisme. Parallèlement, les grands voyages d'exploration avant d'être des entreprises commerciales, scientifiques et missionnaires ébranlent les certitudes d'un christianisme déjà perclus de tensions qui se logent dans la Bible et dans le libre-arbitre augustinien (qui s'accorde avec la liberté communautaire). Même absolu, le pouvoir royal est soumis au droit et les rois sont éduqués sous la férule d'une religion qui hésite en permanence entre ordre et libre-arbitre. La négociation sociale est à l'avenant avec les Parlements bourgeois, la foule urbaine sensible au prix des farines et les jacqueries des campagnes. Le roi est en constant calcul d'équilibres sociaux et géostratégiques.

Si le clergé est enclin au conservatisme par son appui à l'ordre monarchique (au régime républicain à Genève), les clercs osent réfléchir depuis le Moyen-âge. Les manuscrits circulent y compris dans les pays musulmans ouverts à la culture et au savoir. La coupure avec le Moyen-Orient est toutefois rapide : conservatisme religieux et impérial chez les Musulmans et État de droit agrémenté de liberté à l'Occident. La religion crée alors des tensions entre les sous-cultures européennes. Un pape non choisi, un clergé aux ordres des souverains et des restrictions à la liberté de penser conduisent les hérétiques (qui existent dès le premier siècle du christianisme) puis les Luthériens et d'autres à défier le clergé en prenant appui sur n'importe quelle dérive : indulgences, nicolaïsme et simonisme. Les hommes d'église sont dans le peuple l'objet de moqueries et servent de bouc-émissaires dans le but de critiquer le régime. La France catholique et les pays protestants n'ont jamais cessé, pour des raisons politiques, de stigmatiser la légende noire espagnole et l'Inquisition²³⁶. Les guerres éclatent alors jusqu'à ce que de nouveaux équilibres de pouvoirs stabilisent les positions internes et externes des royaumes, ceci au prix de millions de morts. La reprise en main par la religion produit de nouvelles institutions et légitimités. Surtout en dehors des pays centralisés, les communautés mènent la chasse aux sorcières avec l'appui de la religion et du pouvoir séculier. Le changement ne se fait pas sans crimes dans les pays institutionnalisés, mais le changement est absent dans les pays autoritaires au prix d'une violence aussi élevée.

Pendant ce temps, l'économie prospère. L'agriculture se développe, exporte laine, vins et céréales et alimente les industries naissantes dont le coton et les épices importés. La réforme agraire évince les paysans désormais libres depuis la disparition de la servitude au profit des *gentlemen farmers*, les exclus partant aux Amériques ou alimentant le prolétariat. Dans les pays moins libéraux, plus protectionnistes ou ayant réalisé une révolution comme en France, le changement social est alors moins douloureux mais l'inégalité persiste sous d'autres formes qui n'aident pas le développement. Alors que la bourgeoisie est l'alliée précoce de l'aristocratie anglaise avec un roi de paille, ailleurs elle s'allie au peuple par nécessité : d'abord, pour évincer les aristocrates, puis pour apaiser le peuple autour du vote démocratique et l'Etat-Providence.

Avec des frontières stabilisées qui préservent les économies nationales, la prospérité naissante s'emballe alors en Europe désormais confrontée à des ajustements sociaux souvent violents. Le droit de grève et les syndicats sont institutionnalisés, ce qui permet des négociations qui, si elles sont tendues et permanentes, favorisent le partage social, apaisent et perpétuent le développement. Comme, parallèlement, les avancées technologiques explosent, elles élargissent l'offre qui fait face désormais à une demande interne à laquelle s'ajoutent les pays voisins et les pays lointains. L'incitation à gagner du prestige et de l'argent dans un monde concurrentiel favorise l'innovation, accroît la productivité, aiguise la concurrence et amplifie le décalage avec les pays sous-développés. A l'origine, la machine à vapeur est une invention empirique issue de forgerons et d'entreprises de métallurgie sollicités pour réduire la main d'œuvre. Mais son usage dans les mines et le transport crée une rupture technologique. Au savoir artisanal se greffe un savoir intellectuel qui accompagne la technologie et élargit les perspectives d'usage. L'électricité dans les salons bourgeois et aristocratiques est aussi à l'origine d'une autre rupture à partir du moment où on la dompte et que son utilité se matérialise dans des champs insoupçonnés. Edison et Marconi se situent justement à l'interface entre technologie, science et demande. Les découvertes s'enchaînent et s'emballent avec la radio, la radioactivité, Internet. La santé en profite tout comme l'agriculture et les pays qui innovent font de la science un mythe d'espoir : c'est la modernité. Des espoirs en partie réalisés dans la santé et le travail pénible servent indéniablement la légitimité de la période moderne. En même temps, les tensions sociales structurent les sociétés devenues « capitalistes », nom qui au nom de l'inégalité déconsidère la montée en puissance du commerce sous un État de droit favorable aux affaires. Quoi

²³⁶ <https://theconversation.com/que-es-la-leyenda-negra-espanola-187563>

qu'il en soit, l'État de droit est la matérialisation culturelle des règles et de la liberté communautaire qui débouchent plus tard sur la révolution scientifique, la démocratie et l'Etat-Providence. Dans le libéralisme concurrentiel, la communauté permet d'intégrer les classes sociales qui trouvent intérêt à en faire partie.

Et l'Asie ?

L'Europe est la première culture à se développer sur les plans économique ET technologique. La technologie a pu servir des empires sur le plan militaire avant d'être copiée et les empires n'en ont pas profité économiquement. En Europe, le libéralisme s'est débarrassé des entraves au commerce qui n'a eu qu'à utiliser les avancées technologiques en cascade. Le substrat gagnant est le droit et la liberté communautaire qui s'institutionnalisent aux échelles nationales. Le conservatisme omniprésent est repoussé par sauts et la liberté s'imisce dans les interstices d'un substrat poreux. De leur côté, les règles accentuent l'identité à laquelle les citoyens s'identifient avec des excès d'exclusivité. Quant à la liberté, elle suscite la division politique, religieuse et identitaire qui, à son tour, favorise la concurrence technologique et l'efficacité des institutions. Bien plus tard, le relativisme postmoderne accouche d'un doute omniprésent sur la notion même de savoir avec des effets sur la confiance dans les institutions. L'État de droit associé à la liberté du commerce sous régime de concurrence fut terriblement efficace au point de dominer la planète. Plus tard, la colonisation s'effondre après les guerres européennes, une possible réflexivité intellectuelle issue de la liberté de penser et la montée des nationalismes dans le monde. Réflexivité, charité et universalisme intellectuel canalisent les aides vers les pays pauvres avec la création du développement volontaire vers le Sud (voir plus loin).

S'ajoute sur le terrain culturel la culpabilité judéo-chrétienne qui soumet l'individu au groupe, l'individu restant relativement libre. Le mot « judéo-chrétienne » se prête à donner à cette culpabilité une origine exogène, ce qui reste à démontrer tant qu'on n'a pas identifié une préexistence dans l'Europe préchrétienne. L'image des Gaulois et des Germains divisés à l'extrême ne semble pas prêter à imaginer l'individu soumis au groupe. Pourtant, cet individualisme doit être replacé dans le tribalisme et il faudrait comparer les individualismes tribaux, par exemple avec les tribus berbères toujours d'actualité. Il paraît curieux de vouloir comparer des Gaulois et des Berbères, mais des indices sont donnés : Donat chez les Berbères et Pélage chez les Gaulois, du moins selon un semi-pélagianisme qui montre son caractère tempéré, c'est-à-dire régulé. Mais il est impossible d'aller plus loin ici, d'autant que Saint-Augustin a mis tout le monde d'accord en attaquant autant Pélage que Donat. La culpabilité judéo-chrétienne se manifeste aussi dans la charité qui mériterait aussi une comparaison des dispositifs dans les différentes cultures. En particulier, la charité doublée de culpabilité coloniale a donné les dispositifs de développement vers les Suds. Ou bien s'agit-il d'universalisme ? Quoi qu'il en soit, la charité ou des formes de solidarité se retrouvent partout dans le monde souvent, d'ailleurs, en lien avec l'hospitalité. L'Islam et les religions en Asie ont institutionnalisé cette charité plus qu'ailleurs avec des dons, des associations et des monastères. L'hospitalité est sans doute plus forte dans ces pays, Afrique incluse, qu'en Europe où on délègue l'hospitalité et la charité aux collectifs qu'on suppose bien organisés. Les pauvres pratiquent également le don et se sentent riche dans une communauté oblige à partager. Toutefois, la nature peccamineuse de l'être humain a pour corollaire la nécessité d'obtenir le pardon. Dans certaines cultures, ce pardon passe par la purification individuelle et l'observance des rites, davantage si un sentiment obsidional soude le groupe.

Les sociétés réglées ont besoin de rabaisser l'orgueil individuel, familial ou clanique, qui peut affecter la paix sociale à l'échelle infranationale. L'individu et sa superbe doivent s'incliner devant le collectif, lequel est resté tribal chez les Juifs. La soumission passe par l'obéissance : respect des rites, de la morale (les Dix Commandements) et de la loi fut-elle religieuse comme en Israël. Le Yom-kippour traduit « l'obsession » rituelle et la soumission à Dieu, autrement dit à la loi et au groupe. Sans aller

jusqu'à la « haine de soi » qui *psychologise* une histoire peu banale, on peut retenir l'affaiblissement du moi au nom du groupe. Avec leurs mots, les psychologues traduisent l'internalisation des règles avec les tensions qui s'ensuivent dans les consciences individuelles. On peut citer la notion de surmoi qui « apparaît comme intériorisation de l'instance sociale, de la répression pulsionnelle exigée par la vie en commun. D'être introduit en dernier, le surmoi n'en est pas moins essentiel et, dans les ouvrages à portée anthropologique, s'avère constitutif de la culture. Très grossièrement parlant : le ça est amoral, le surmoi impose la moralité ou reproche les manquements, dissuade ou accuse, le moi s'efforce de satisfaire le ça en demeurant moral. On peut contester le bien-fondé de la tripartition freudienne. Reste un fait : elle n'aurait pas rencontré le succès qu'on lui connaît si elle ne correspondait pas à une façon générale qu'ont les humains d'aujourd'hui, dans les parties du monde que nous habitons, d'appréhender leur propre expérience²³⁷ ». L'intériorisation de règles visant à neutraliser les envies d'émancipation provoque une culpabilité qui a trouvé un écho dans une autre culture : l'Europe. Israël et les peuples sémites partagent d'ailleurs le même allant commercial selon une logique analogue. Rabaisser l'individu sert l'application des règles sociales qui, à son tour, accroît la confiance, le commerce et le développement. Les commerçants sémites avaient en effet besoin de se fier aux contrats commerciaux extra-familiaux. L'institutionnalisation en Europe a permis de changer l'échelle de la confiance alors qu'elle était limitée dans un groupe tribal, plus encore s'il dépendait d'un empire.

Rabaisser l'individu et sa superbe n'existait pas formellement dans les tribus celtes dont les règles laissaient libre cours à l'individualisme guerrier. Ces règles alors associées à la religion druidique un peu mieux organisée que le chamanisme se prêtaient à accueillir la religion romaine plus stricte, même si elle était rituelle, et surtout le christianisme à l'ordre affirmé qui contraint l'individu en préservant une forme de liberté. L'arianisme et le pélagianisme furent des tentatives sans lendemain l'un pour davantage d'autorité, l'autre pour plus de liberté, mais le mystère trinitaire a triomphé pour matérialiser l'équilibre entre liberté et ordre. La culture européenne ouverte à l'égalité en droit n'a jamais remis en cause le christianisme depuis lors car le peuple, au-delà du lien de plus en plus étroit entre princes et clergé et pas seulement sa frange urbaine, s'y retrouvait.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, les pays asiatiques de l'est ont brisé avec succès le conservatisme impérial et tribal avec le libéralisme économique et parfois politique. Du fait du paternalisme, la force de travail a confiance dans ses élites devenues volontaristes après avoir été conservatrices. L'éducation classique et des règles strictes rendaient le revirement possible. Un retour à l'autoritarisme traditionnel est possible à tout moment avec une élite sans garde-fou et un peuple individualiste effrayé du désordre, d'autant plus que l'équilibre entre ordre strict et liberté minimale est instable culturellement et qu'une liberté minimale est requise pour préserver l'innovation concurrentielle. Dans les pays d'industrie ancienne comme l'Inde, la difficulté est accrue. Son artisanat est ancien mais le tissu économique fut détruit par l'efficacité occidentale. Avec l'Indépendance, l'économie a redémarré en trombe sous un régime d'ailleurs démocratique. Mais les élites sont moins légitimes, la religion plus individualiste et l'éducation plus récente. Les poussées nationalistes actuelles peuvent être interprétées comme une contingence du fait de la géopolitique régionale et des difficultés économiques, mais elles peuvent aussi traduire un individualisme plus tragique et le souhait de règles plus strictes qui pourraient déboucher sur un autoritarisme bien moins légitime que celui qu'on voit en Chine. Les efforts du pays pour préserver l'État de droit et la démocratie parlementaire méritent d'être soutenus mais l'Inde est différente de la Chine et se rapproche par bien des égards du Moyen-Orient.

²³⁷ https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/943631/filename/Rey_Le_surmoi_n_a_jamais_A_tA_aussi_jeune.pdf

Le premier pays asiatique à décoller économiquement, le Japon, est une île qui n'est même pas un pays de commerce. Le libéralisme est donc une aventure pour lui. Féodal, il fut fermé aux étrangers pendant des siècles momifiant une culture, consolidant son identité et réduisant toute velléité commerciale. Sauf la culture, rien ne prédisposait le pays au développement. Obligé par les traités inégaux, le Japon décolle dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le catalyseur est bien sûr l'Europe sur laquelle s'appuie un empereur qui retrouve ses prérogatives après l'éviction du shogun. Il se lie à une bourgeoisie sécurisée politiquement pour l'aventure industrielle. La technologie et l'éducation sont au cœur du projet alors peu adossé à la science tout en préservant la paysannerie et renforçant l'armée. L'empereur doit protéger une population très à cheval sur les rites et la sécurité. Le communisme est honni : si des intellectuels suivent de près les avancées du marxisme et créent un syndicat et un parti autour de 1920²³⁸, la répression n'explique pas à elle seule une ligne politique avortée comme le montrent les limites dans la critique de la part de syndicats modérés par peur de se couper des masses²³⁹.

L'ouverture libérale ne fait disparaître ni la militarisation ni l'attachement de la population à ses élites. Le Japon veut préserver son indépendance, se prémunir contre la corruption et booster le marché militaire. Après sa victoire sur la flotte russe, le Japon envisage de coloniser les pays voisins et attaque les Etats-Unis en 1940 aux côtés de l'Allemagne. La docilité a conduit à une démocratie molle incapable de s'opposer au fanatisme. Après-guerre, le retour à la même démocratie molle a lieu sous la coupe des vainqueurs. Avec des produits industriels de qualité à l'image des produits allemands, qui sont une preuve du sérieux des personnels, le pays est présent sur les marchés occidentaux et mondiaux. La Corée du Sud suit une trajectoire analogue sans la militarisation après une guerre catastrophique. La Chine enfin s'est invitée dans le peloton de tête du libéralisme mais en préservant l'autoritarisme traditionnel. Une élite qui garantit légitimité (auprès du peuple) et confiance (dans les contrats) est la clé du succès dans les pays réglés même si la liberté est réduite et même si l'élite dépend avant tout du parti autoritaire comme elle dépendait autrefois de l'empereur.

La Corée avait été anéantie par les invasions et les guerres. Aujourd'hui, l'État de droit y est peut-être plus rigoureux que dans les pays occidentaux qui peinent toujours à jeter en prison les présidents coupables de délits. A décharge, on peut interpréter cette souplesse comme une forme de respect pour le bien commun ou de responsabilité face à une charge publique grevée de traditions et de pièges (d'autres la nomment laxisme ou favoritisme) alors que l'application minutieuse de la loi du côté coréen pourrait laisser penser à une administration trop puissante voire despotique. Les différences de régulation au sein des États de droit mériteraient des développements comparatifs, mais déjà peut-on constater que l'application de la loi en Occident n'est pas purement administrative pour éviter le despotisme bureaucratique. L'expérience historique de ces nations démocratiques est une explication plausible, une culture où liberté et ordre sont en tension en serait une autre²⁴⁰. Au

²³⁸ <https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-1987-2-page-9.htm>

²³⁹ <https://journals.openedition.org/lrf/4522?lang=fr>

²⁴⁰ La notion de tension entre ordre et liberté est vive chez les penseurs radicaux. Julius Evola écrivait en 1953 (*Les Hommes au milieu des ruines*) : « Le principe selon lequel les hommes sont tous libres par nature et possèdent tous des droits égaux est une véritable absurdité puisque par nature les hommes ne sont pas égaux. Quand on a dépassé le stade simplement naturaliste, être une personne n'est pas une qualité uniformément distribuée, elle ne peut constituer une dignité égale pour tous et dérivant de la simple appartenance d'un individu à l'espèce biologique "homme" ». Obnubilé par la décadence qu'il fait remonter au christianisme et aux Francs-maçons, il dénonce la perte de traditions, l'effondrement des valeurs viriles et le triomphe de la féminité. Il défend les structures hiérarchisées contre l'égalitarisme qui expliquerait l'individualisme moderne : « l'homme régresse du plan personnel dans l'anonymat, le troupeau, la quantité pure, chaotique, inorganique ». Alexandre Douguine y ajoute l'empire « eurasiste » qui semble inspirer le président russe Poutine dans la guerre contre l'Ukraine (https://fr.wikipedia.org/wiki/Julius_Evola). Evidemment, la notion de société « organique » (hiérarchisée) n'a rien à voir avec les solidarités organiques (automatiques) dont je parle dans cet ouvrage.

sein même des pays européens, on distingue des sous-cultures en fonction selon la rigueur et de la transparence morale. Aussi les pays protestants (qui n'évitent bien sûr pas les délits et la corruption) différent-ils du laxisme supposé des pays catholiques. En Asie, après les 4 dragons, ce fut au tour des 4 tigres de s'envoler. Toutefois, les pays tropicaux semblent traditionnellement moins portés sur la culture éducative et recourent facilement à l'autoritarisme avec l'appui des masses pour contrecarrer toute idée de laxisme. Toutefois, la légitimité des autorités y est moindre faute de règles et d'éducation. En Asie du Sud-est, le paternalisme asiatique est présent, mais le contexte est individualiste parce que moins réglé. Aussi l'enseignement moderne en pâtit-il quand les élèves reprochent au maître de donner à lire des documents hors programme au nom du père qui doit prendre soin de ses enfants. Il en va de même des universitaires qui prétendent vouloir le bonheur des paysans (ou *louk rai* qui signifie les enfants de la terre). La philosophie n'est pas enseignée car elle pourrait s'avérer critique. Une telle attitude conservatrice privilégie l'action à la réflexion, elle privilégie alors les mandarins universitaires sans leur accorder de légitimité particulière, ceci à la différence de la rigueur universitaire du Japon, de la Corée et maintenant de la Chine.

Coûts réduits, docilité sociale et régimes stables et ouverts (la fermeture du Vietnam limitant le commerce) forment la trame du décollage. En Thaïlande, la docilité qui est surtout une adaptabilité (car les tensions existent) se manifeste dans le boom du maraîchage qui peut être considéré comme le résultat de la complémentarité entre des suiveurs thaïs et les donneurs d'ordre protecteurs que sont les commerçants sino-thaïs. Pour accepter la domination financière des Occidentaux, l'élite doit l'accepter provisoirement tout en évitant de piller le pays. La dynastie Chakri a à la fois fermé puis ouvert la Thaïlande dans les siècles passés et garanti le ruissellement économique en évitant la rapacité des plus riches alors que la Birmanie voisine aux prises avec des usuriers peu scrupuleux s'enfonçait dans les régimes militaires. Toutefois, le rapport paternaliste de l'élite avec le peuple diffère en Asie du Sud-est par l'individualisme que ne tempère pas la légitimité envers les élites. Certains rois de Thaïlande ont bénéficié d'une grande renommée et ont permis de contrôler l'armée dans une structure sociale et gouvernementale insuffisamment régulée et légitime. Mais la tension entre ordre social (Philippines, Cambodge et Singapour) et liberté bourgeoise (commerciale, éducative, artistique et scientifique) reste d'actualité.

D'une certaine manière, la Chine est moins un empire qu'un immense pays unifié sous la bannière d'une culture dominante dont la vaste périphérie se réduit aux populations peu nombreuses des Ouïghours et aux innombrables ethnies du sud. A part la récupération de Taiwan et la sécurisation des chaînes de valeur mondialisées dont elle est un pilier, ni elle ne souhaite ni elle ne peut envisager une extension territoriale. Pour préciser la sociopolitique de l'empire, il faut revenir un instant à l'exception septentrionale de l'empire russe dont la permanence dans le passé et les réflexes actuels (voir plus loin) sont assimilables au Moyen-Orient plus qu'à l'Asie ou à l'Europe. Entre la Chine et la Russie se situent les peuples du Xinjiang et de Mongolie issus des nomades. Ils sont étrangers à la culture Han qui s'en est défendue en construisant la muraille de Chine. Voltaire disait encore des Cosaques en 1731 qu'ils sont « amoureux à l'excès d'un bien préférable à tout, la liberté » ; autrement dit ils ne suivaient aucune règle civilisée dans le cadre des tribus relativement réglées qui leur servaient de références. De son côté, la Russie était dans l'incapacité de construire une telle muraille et la Russie a été marquée par la biogéographie steppique des invasions contre lesquelles il était difficile de se défendre. La violence et la vulnérabilité ont créé dans une société éprise de règles le besoin d'une autorité forte. L'autoritarisme moyen-oriental est lié de la même manière à un individualisme qui conduit à préférer un ordre fort avec les complications qui l'accompagnent. En Russie, c'est la violence omniprésente plus que l'individualisme qui exige le recours à l'autoritarisme

sécuritaire et à l'empire. Ici la Russie s'avère une exception au modèle du climat qui stipule que la progression de l'humanité vers le nord exige des solidarités réglées, que l'empire garantit mal. Dans le cas russe, les steppes sont soumises aux migrations violentes venues de l'est. De l'esclavage a résulté une forme de vulnérabilité permanente qui fut dépassée, après l'apogée et le déclin de la Horde d'Or, par l'empire moscovite. Ce dernier fut sans doute le seul régime en mesure d'assurer l'ordre au sein de la culture steppique, ordre plus mal que bien géré par le tsarisme, le communisme et l'illibéralisme poutinien. Le tsarisme et l'URSS aux nationalités multiples furent des empires qui devaient s'étendre pour prévenir des attaques meurtrières et protéger une vulnérabilité à la fois militaire et culturelle. Alors que les observateurs soulignaient la faible légitimité des élites impériales, ils oubliaient l'aspiration populaire à une sécurité quasi-militaire et à l'obligation d'accepter des autoritarismes sans possibilité d'y déroger, ceci dans un milieu hostile en particulier en hiver. Le nihilisme russe exprime la tension sur des aspirations au modernisme politique impossibles à satisfaire. La blague à l'ère soviétique le traduit d'une certaine manière : « Ils font semblant de nous payer, on fait semblant de travailler ».

Les observateurs de la guerre qu'a lancée la Russie contre l'Ukraine en 2022 reprennent la propagande officielle d'une nation russe encerclée qui doit se défendre préventivement. L'explication valable dans le passé est partielle car elle omet l'appui de la population au président Vladimir Poutine²⁴¹ pour une guerre qui défend certes les populations russophones du Donbass, mais qui s'étend aussi à l'Ukraine. Je ne reviens pas sur l'argument, démenti par les historiens, qui prétend que l'Ukraine est une nation russe. Derrière une propagande obsidionale exagérée, Poutine incarne l'invariant autoritariste qui conditionne l'ordre, alors même que la population préférerait éviter l'autocratie et bien sûr la guerre²⁴². La peur du chaos explique le penchant sécuritaire d'autant plus que le libéralisme du président Eltsine a laissé le goût amer des dévaluations successives et de l'émergence des mafias. La peur de l'individualisme, comme au Moyen-Orient, conduit à préférer une autorité forte qui garantisse l'ordre intérieur au prix de l'héritage impérial d'envahir les voisins. Un autre facteur de rapprochement de la Russie avec le Moyen-Orient est le manque de confiance libérale où la richesse du pays repose principalement sur le pétrole, le gaz et les ressources minières. La Russie n'est pas capable de se mesurer avec le libéralisme y compris dans les biens d'équipement²⁴³. Soulignons toutefois la capacité soviétique d'hier et russe d'aujourd'hui à organiser des industries lourdes avec ses propres moyens, ce qui la distingue du Moyen-Orient.

La Chine est une civilisation de culture sous le joug d'un régime autoritaire et conservateur qui a joui d'une légitimité certaine tant qu'il garantissait la sécurité et protégeait contre la famine. L'autoritarisme reproduit le culte des ancêtres, le respect envers les anciens et les communautés ordonnées soumises aux rites et à la tradition. Le parti communiste malgré une histoire terrible a endossé les habits de l'empereur avec de nouveaux rites (et une purge sanglante). Le conservatisme a été le garant de l'ordre en Asie de l'est auquel s'ajoute, en Chine, l'égalité par le bas et par la tradition. La liberté n'y est pas une priorité quand le groupe et la tradition prédominent. L'Asie du Sud-Est demeure tribale avec le même fond paternaliste ; elle pâtit d'une faible éducation critique aux racines populaires plus que par manque d'infrastructures ; les lacunes sont plus nettes encore pour l'État de

²⁴¹ <https://theconversation.com/why-vladimir-putin-still-has-widespread-support-in-russia-189211>

²⁴² Un commentateur anonyme explique : "This is a categorical distrust deep entrenched in people's psych, not only limited to Putin. [...] Russia's population is a divided nation with strong antiestablishment sentiments that are more scared of foreigners than domestic evil. Besides, they have a far higher tolerance of economic pain and despair than Western nations. The poorer they are, the more fatalistic they feel". On retrouve aussi la fatalité moyen-orientale.

²⁴³ https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_l%27URSS#Le_commerce_international

droit. Autrement dit l'individualisme n'est borné que par les attentes d'un patron (clientélisme paternaliste). Au Cambodge, l'individu est plus libre encore et il n'était rien sous les Khmers rouges.

La fin de la période maoïste qui laisse la Chine dans un grand état de délabrement social et économique montre un redressement rapide, d'abord par les seules forces du pays. Le développement économique rend le gouvernement riche alors que les Chinois se contentent alors du minimum pour vivre. Le pays s'ouvre aux capitaux étrangers qu'attire, à la suite de l'Asie du Sud-Est, une main-d'œuvre bon marché et docile alors que les contrats commerciaux donnent accès aux marchés des pays riches. Les capitaux étrangers affluent sans que le pays dérive. Les investisseurs croient suffisamment au pays pour envisager d'avoir accès au milliard de consommateurs chinois. Cette promesse d'un marché infini a de tout temps attiré les Occidentaux comme le montre le roman Monsieur le Consul. Pourtant, ce marché est un leurre car, déjà à l'époque de la jeunesse de Lucien Bodard, le pays sera en guerre et, de nos jours, les entreprises chinoises ont pris le leadership et acquis la technologie qu'ils développent désormais eux-mêmes. La concurrence occidentale considère pourtant qu'il faut être présent précocement sur un marché pour toucher les bénéfices futurs. Cette promesse d'Eldorado financier fera de la Chine l'atelier du monde au profit des Chinois. Les salaires augmentent peu et le pays en profite pour disposer rapidement d'une épargne pharaonique. Les villes sont modernisées à grande vitesse sans se préoccuper du patrimoine bâti et l'argent continue à affluer. Le gouvernement communiste veille à éviter les erreurs financières de la Thaïlande (crise du baht) ainsi que toute révolte de la bourgeoisie qui, payant ses impôts, estime devoir participer au gouvernement. Même corrompu, le PCC (Parti Communiste Chinois) contrôle tout avec l'appui de la population des quartiers, des villages et des usines. Parallèlement, le président lutte contre la corruption pour établir un État de droit sécurisant, mais il doit éviter de se mettre à dos les dignitaires. D'où la question : l'État de droit occidental est-il possible dans une population individualiste qui s'effraie des libertés synonymes de chaos et d'atteintes aux traditions ? Le changement est-il réaliste dans une population qui sait gérer ses liens personnalisés avec les administrations et ne fait confiance qu'à la famille ? Je ne réponds pas à ces questions ici, mais si le président peut réduire un peu la corruption, le passage à un véritable État de droit est une autre histoire.

Si l'élite parvient à éviter les deux erreurs classiques des révoltes bourgeoises et des bulles spéculatives déstabilisantes (liées au manque de régulation dans les affaires –origine de la crise du baht en Thaïlande par exemple), le surplus financier permet de moderniser, d'organiser et d'améliorer le développement dans un environnement compétitif. La recherche scientifique est une priorité une fois l'ouverture commerciale consolidée. La défense de l'environnement, la participation sociale (limitée), la défense des femmes et les aspirations qui touchent désormais toutes les populations du monde contribuent même à garantir la modernité du pays qui signent plus volontiers les conventions internationales. La lutte contre le réchauffement climatique est même devenue une priorité tant pour réduire les pollutions atmosphériques que pour conforter l'aspiration géopolitique de leader de la Chine. Si la démographie fut contrôlée de manière musclée par la politique de l'enfant unique ou si encore la liberté des ouvriers et des campagnards est toujours restreinte avec le *hukou* rural, la population en général se partage les fruits de la croissance alors que la liberté n'est pas son credo et que la génération antérieure a connu les famines de 1959 et 1961 et les troubles de la Révolution culturelle menée par Mao entre 1966 et 1976. La communauté d'égaux supervisée par les élites s'est révélée durant la pandémie de Covid-19 au cours de laquelle la surveillance était moins celle de l'Etat que communautaire. Comme partout, les Chinois se plaignent de la corruption au nom d'un idéal d'égalité, mais on la pratique tous les jours. Si personne n'apprécie une élite peu soucieuse du bien public, chacun apprécie la sécurité du système.

L'État de droit n'est, contre toute attente, pas une condition du développement économique et de la sécurisation des contrats commerciaux. La corruption est une source de perplexité chez les

universitaires : comment garantir un contrat quand la corruption est pharaonique ? Les tribunaux semblent fonctionner tout comme les administrations, moins peut-être pour les étrangers qui s'en plaignent. L'explication semble résider dans la corruption elle-même : une mafia corrompue au sein du PCC rackette les entreprises, mais comme elle est institutionnalisée (comme les mafias japonaises mais à la différence des mafias européennes), elle impose une protection contre un partenariat. A cette condition, les contrats sont tenus et la qualité des produits à l'exportation, surveillée par les acheteurs, est suffisante (sans atteindre la qualité des produits coréens et japonais). En revanche, la qualité des infrastructures exportées (barrages, routes et édifices en Afrique) pose problème car les entreprises chinoises sont mal contrôlées à l'étranger.

Mais sous le libéralisme, les accès d'autorité se laissent entrevoir tant du côté des fonctionnaires et du PCC que des grands patrons quand ils ne disparaissent pas. Inversement, les universités produisent désormais une recherche de pointe inédite avec peu de barrières morales dans un pays matérialiste peu porté à l'idéalisme et aux débats, comme dans le cas de la bioéthique rapportée à un simple technicisme. La pauvreté a disparu, ceci bien plus que dans la démocratie indienne. Le peuple se contente de légitimer l'autoritarisme redistributif et n'évoque aucunement les droits de l'homme, tel celui Ouighours même si la nouvelle bourgeoisie au pouvoir aspire à partager le pouvoir. Le christianisme en Chine, qui remonte au nestorianisme entre le VIe et la IXe siècle, est un cas intéressant, tout comme les Tibétains et les millions d'adeptes persécutés pour pratique du Falun Gong d'essence bouddhiste. Du côté du gouvernement conservateur en matière d'unité sociale, c'est une atteinte aux valeurs chinoises et une manifestation étrangère inutile. Jésus fut un subversif qui contrevenait aux règles et qui devait être châtié. L'empire est en Chine peu respectueux de la liberté religieuse, rompant avec la nécessité de la convivialité dans d'autres empires. L'explication ici est l'unification culturelle précoce même si le durcissement actuel est une réaction aux aspirations multiformes de la société. D'ailleurs, la réaction officielle concerne moins la croyance que le potentiel de subversion des piliers culturels et politiques de la Chine immémoriale. Outre la nécessité de laisser libre les religions qui ne contreviennent pas à l'ordre public, une autre ambiguïté touche l'élite : les empereurs qui connaissent les astres (guides des vies, des saisons et des labours) sont dépassés par le savoir occidental transmis par les Jésuites. De leur côté, les lettrés percevaient surtout une menace culturelle. Pour le peuple, c'est plus compliqué encore car, d'un côté, la mort sur la croix, l'égalité liturgique entre hommes et femmes, l'amour en général (et pas seulement la piété filiale) et la liberté attirent des millions de fidèles. Pour les autres, les valeurs chrétiennes s'opposent à la valeur cardinale du respect dû aux ancêtres. Les Occidentaux ne manifestent pas de culte aux ancêtres et, de surcroît, l'importance qu'ils accordent à l'âme est incompatible avec le matérialisme qui conduit à vouer un saint respect aux dépouilles physiques²⁴⁴.

La modernité plonge la Chine dans des tensions que le gouvernement autoritaire a jusqu'à aujourd'hui en 2022 géré de manière satisfaisante. Comme souvent, la religion traduit une part des aspirations nouvelles. Les aspirations de la génération actuelle sont encore conservatrices mais déjà pointent des tendances à potentiel subversif dont l'Occident est coutumier : bourgeoisie, ouvriers, *lumpenprolétariat* (qui a cassé des dynasties en Chine), mouvement associatif et spiritualité. La sagesse chinoise sera-t-elle à la hauteur ? Toujours est-il que la Chine a montré, durant quelques décennies au moins, la possibilité d'un développement clientéliste et autoritaire dès lors que l'élite, légitime, a saisi les avantages du libéralisme. Reste l'éventualité d'une guerre qui reste un artifice commode pour préserver l'union et bafouer les divergences.

²⁴⁴ <https://asialyst.com/fr/2018/01/02/chine-christianisme-jesus-crucifie-histoire-symbole-problematique/> La traduction de *shen* en âme (et non esprit) est débattu. L'âme si elle existe n'est pas immortelle et une morale de l'action (bienveillance et « rationalisme pratique ») est au cœur de la pensée chinoise : <https://www.cairn.info/revue-diogene-2006-3-page-77.htm>

Le développement peut donc se faire en dehors des conditions culturelles, sociales et politiques propres à l'Occident. On parlait alors de trois mondes : l'Occident développé, les économies semi-développées soviétiques et les pays pauvres. Le soviétisme a disparu même si l'empire russe reste une option quand l'État de droit s'affaiblit. C'est le cas des ex pays de l'est et de la Russie culturellement ancrés dans l'autoritarisme comme moyen de brider l'individualisme sans entraves qu'on perçoit dans les mafias violentes²⁴⁵. De nos jours, un autre premier monde a émergé en Asie de l'est sous la forme culturelle de l'autoritarisme central paternaliste. Le groupe soumet l'individu avec, en Chine, un individualisme qui exige l'autoritarisme. Le retour à l'autoritarisme est donc possible de manière durable et non de manière divisée comme en Europe. Les aspirations traditionnelles d'ordre et communautaires d'égalité demeurent des ressorts alors que la docilité sociale s'accommode du libéralisme tant que la sécurité est garantie. Le matérialisme fondateur s'oppose à l'idéalisme occidental. La Chine se particularise par une communauté plus ordonnée que libre qui s'accommode d'une autorité même corrompue. Le paternalisme du Japon est sans doute plus prononcé encore puisqu'il inclut le sacrifice militaire. L'histoire ne sert pas seulement à édifier : elle souligne des invariants que les contingences ont provisoirement effacés.

Leçons pour le développement

Sous le régime d'une liberté ordonnée, l'Occident fut la première culture à se présenter sur la scène du libéralisme. Plus exactement, le Moyen-âge fut la mise en place des conditions favorisant le commerce même si les bourgeois étaient alors cantonnés au rôle de pourvoyeur d'impôts et de prêts aux princes. Les deux facteurs issus de la culture communautaire furent la liberté (commerciale, intellectuelle, artistique), même si elle était surveillée, et l'État de droit issu de l'ordre des égaux. L'histoire de l'Europe fut celle d'un balancier qui oscillait entre liberté et ordre sans que l'un ne prit le dessus sur l'autre de manière permanente. L'oscillation mettait en branle des sentiments viscéraux et son origine est culturelle. Avec le Japon d'abord puis avec la Chine, on sait que le modèle occidental de développement n'est pas exclusif. D'ailleurs il suffit de voir les tensions qui ne cessent de parcourir l'Occident au point qu'on annonce régulièrement son déclin. La division y est en effet culturelle et l'empire romain ne fut que le moment du passage des tribus aux pays divisés qui parvenaient à s'ordonner. Une liberté qui flirte avec l'anarchie et l'émotion en dehors de la raison est une autre faiblesse qui, savamment instrumentalisée, commence à être mise à profit par un adversaire en embuscade, comme on l'a vu avec les ingérences russes, chinoises et nord-coréennes via internet lors des élections dans différents pays occidentaux. La France avec un centralisme ordonné monolithique incarne le mieux l'esprit rebelle avec une liberté disputée de manière incessante encore que la liberté affaiblit plus l'Italie que la France. Avant-guerre, le doute s'est incarné dans le pacifisme et, de nos jours, l'esprit critique a fait place au doute populiste qui ne fait confiance ni aux institutions ni aux élites.

La division est à la fois une faiblesse et une force, qu'il faut donc préserver. En 2022 les Etats-Unis défendent à contretemps la démocratie comme facteur de paix et de développement alors que de nombreux pays sont tentés par l'illibéralisme et l'autoritarisme. Pourtant, ces pays parfois des ennemis de l'Occident ont les yeux rivés sur l'idéal de justice et sur la prospérité. Ce n'est ni le coca-cola ou la musique des Beatles qui attirent, c'est l'amalgame de droit et de liberté. La confiance, déléguée au droit, est au centre des valeurs occidentales même si elle n'apparaît pas déterminante au premier abord. Les institutions sont le bras armé de la confiance mais elles peuvent être sa faiblesse quand elles sont combattues au nom de causes toujours bonnes for les règles collectives. Les

²⁴⁵ En Chine, l'explication du développement de l'URSS « plus fort que celui de l'Occident » et de son déclin (à cause des États-Unis) permet la reconnaissance des « erreurs » du passé en lien avec la perte de contrôle des médias : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/04/15/la-chute-de-l-urss-continue-de-hanter-la-chine_6122270_3232.html

communistes les ont attaquées au XXe siècle pour les avoir conçues comme l'émanation des règles bourgeoises sans identifier la part de celles qui n'étaient que communautaires. L'expression des antagonismes, si elle est réglée, est plus qu'une soupape sociale car elle est source d'idées et de renouvellement. Si elle est mal réglée, la bien-pensance peut, de force, devenir une faiblesse quand l'éducation favorise la liberté à l'ordre qui lui a permis de l'exprimer. La guerre est toujours une possibilité et l'Occident n'a nul besoin d'un ennemi pour être divisé comme aux temps des tribus gauloises et germaines.

Tacite et César comparaient les lois, mais ce qui compte est autant le résultat de leur examen que l'existence de commentaires et l'idée partagée de l'importance qu'ils accordent aux lois. L'art est également le fruit de la règle et de la liberté. Les Grecs appréciaient une esthétique aboutie qui traduisait le travail bien fait et les rapprochait du peuple. L'art signale des valeurs partagées et donc une élite intégrée à la communauté. Qui dit valeurs partagées dit morale et règles communes. L'art est une esthétique de la transgression à l'image du développement dont les censures furent épisodiquement vaincues. A l'opposé, l'Afrique se situe dans le conservatisme organique d'abord parce que le changement social fut réduit par l'absence de croît démographique et ensuite parce que le « retard » (osons le mot) conduit les pays riches à continuer à imposer le lest des normes occidentales avec l'appui des élites et des bénéficiaires. Aussi les acteurs du développement, à l'image des armées occidentales dans le Sahel qui cherchent un statu quo inopérant, empêchent-ils l'Afrique de trouver sa voie sociopolitique.

Conclusion : L'histoire du développement libéral

L'histoire du développement libéral est avant tout la lutte contre les conservatismes. Le libéralisme a dû lever les obstacles millénaires pour progressivement autoriser l'innovation dans un monde concurrentiel. Les améliorations induites entraînent des effets non maîtrisés que les conservateurs assimilent à l'absence de régulation. Ce n'est pas parce que l'homme ne maîtrise pas son futur que ce futur sera anarchique : le passé montre le contraire, du moins pour les pays occidentaux en paix. Nul jugement de valeur ici si ce n'est le constat historique de la capacité d'une société à un dépassement souhaité et jamais volontaire sauf à la marge et provisoirement.

La culture au sens sociopolitique des réflexes d'une population qui a confiance est un facteur essentiel des organisations. Souvent traitées de manière tangentielle, les cultures sont au centre de la problématique du développement libéral car elles exigent de traquer le détail dans les institutions pour identifier des invariants de l'histoire, ceci sans compter les aprioris contre toute forme de culturalisme de la part des intellectuels. Il ne s'agit pas nécessairement des institutions au sein d'organigrammes formels, mais plutôt de leur fonctionnement effectif à travers les pratiques des acteurs en interaction, il s'agit autrement dit des significations que prête une société à certaines institutions. Aussi les pays du Sud et l'ex-URSS ont-ils ou avaient-ils de magnifiques institutions... sur le papier.

Le schématisme à tonalité culturaliste de cet ouvrage, culturalisme au sens sociopolitique et non pas essentialiste, suggère les pistes suivantes :

- L'Europe occidentale est la première à se développer de manière libérale. L'Anatolie, les centres agricoles anciens, les métallurgies et le commerce ont été inventés ailleurs, mais le passage à l'échelle nationale de la confiance avec le maintien de la liberté a eu lieu d'abord en Europe. Cette Europe est d'ailleurs plurielle car l'Europe du sud et celle du nord se distinguent par les institutions, les religions et peut-être les niveaux de confiance en lien avec l'État de droit et l'adhésion au groupe.
- L'Afrique et les pays musulmans sont les plus en retard. Les obstacles à surmonter ne sont d'ailleurs pas les mêmes avec un individualisme organique en Afrique et un individualisme

insuffisamment réglé au Moyen-Orient. Faute de confiance, les populations aspirent à l'autoritarisme.

- Une Amérique latine en demi-teinte montre qu'elle est structurellement à mi-chemin de la démocratie, de l'État de droit et du développement. Plus l'Amérique est européenne (comme au sud du Brésil), plus le développement et parfois l'État de droit (Chili, Uruguay) sont avancés.
- L'Europe de l'Est est attirée par l'Europe, mais elle fait partie des peuples steppiques avec des règles, mais aussi un très fort individualisme et une violence impériale proches du Moyen-Orient. Le développement dépasse le seul niveau des ressources, mais il reste très inférieur à l'Occident.
- L'Inde est également proche du Moyen-Orient par l'individualisme non tempéré et un fonctionnement impérial qui a été, néanmoins, fortement réglé par une hiérarchie de castes propice au conservatisme.
- L'Asie de l'Est s'est développée récemment après sa victoire sur le conservatisme mais avec une liberté qui semble lui peser. Elle pourrait détrôner l'Occident perclus de tensions inhérentes au développement libre. Son atout est l'autoritarisme paternaliste qui se concrétise par un parti impérial au service du peuple ou par des patrons, anciennement les seigneurs, qui ont la confiance du personnel.

L'explication sociopolitique, simpliste elle-même, ne reprend pas le simplisme marxiste d'explications non prouvées comme l'effet de la colonisation ou des seules dominations qui dépendent du contexte et qui sont loin d'être des facteurs exclusifs. L'analyse par les classes sociales ou par un type de domination fixé a priori sert le militantisme et le changement social, beaucoup moins la science des sociétés. La conscience de classe issue de la réflexion intellectuelle ne résume ni l'histoire par les classes ni les dominations. Il suffit d'examiner dans toutes leurs dimensions les conflits qui font l'histoire depuis les hérésies jusqu'aux conflits environnementaux.

Partie 2 Un plafond de verre culturel ?

La première partie de l'ouvrage a cherché à détecter le fond sociopolitique de la confiance dans les interactions entre les personnes et dans leurs rapports avec l'élite, les groupes et les institutions. La seconde partie de la théorie culturaliste du développement examine le versant économique de l'aptitude libérale initiée par l'Europe. Afin de comparer les trajectoires qui ont abouti aujourd'hui aux degrés contrastés de développement, je commence avec l'Europe pour terminer avec l'Afrique. L'originalité européenne de la tension entre liberté et règle a débouché sur la spécificité de l'État de droit qui raffermi la confiance communautaire. Développés ou pas, les autres pays de la planète ne bénéficient ni de la même confiance ni d'un État de droit ni d'une démocratie de même nature.

Le conservatisme en question

Les guerres, omniprésentes dans le temps et les cultures, jouent un rôle ambivalent dans le développement puisqu'elles contribuent à instaurer un ordre (pas nécessairement conservateur) à travers une domination (quand c'est possible et sous des modalités variées). Inversement, l'état d'insécurité peut contribuer à améliorer les technologies comme la métallurgie nécessaire à l'artillerie ou les « orgues de Staline » de la Corée médiévale où des faisceaux de flèches étaient propulsés par la poudre dans des canons de bambous. L'insécurité doit être tout au plus une inquiétude qui ne remette pas en cause la stabilité politique, cette dernière étant nécessaire pour que fonctionnent un État, une élite et le commerce. L'Europe s'est développée politiquement puis économiquement dans un état de guerre permanent. Le facteur clé est la stabilité intérieure et des armées qui se portent aux frontières ou au-delà. Autre paradoxe : les frontières sont parfois les plus productives du pays comme les flamande et alsacienne pour la France ou la frontière catalane pour l'Espagne. Les militaires

n'animent pas seuls les changements car ils sont plutôt conservateurs. Leurs ingénieurs cherchent plus l'amélioration de détail issue de la recherche appliquée que le changement de paradigme. Ils n'ont inventé ni l'avion ni les fusées et les Coréens du Moyen-âge en sont restés aux orgues de bambou. Galilée a changé le paradigme de l'artillerie en dénonçant les croyances des artilleurs. Des orgues coréens à la bombe atomique, les nouveautés de rupture ne viennent pas des militaires, mais de savoirs issus d'une société curieuse. Il en va de même du développement commercial : les idées nécessaires à l'innovation reposent sur la remise en cause du conservatisme et c'est la concurrence, la liberté et l'ordre qui animent autant le changement militaire que commercial.

Le conservatisme est une résistance active, non seulement de la part des corps constitués qui profitent de la rente garantie par un régime mais aussi par la volonté des élites. UN roi peut être conservateur ou ne pas l'être. S'il est dans une situation incertaine avec ses voisins, il défendra les innovations militaires ; s'il a besoin des impôts de la bourgeoisie, il favorisera cette dernière au détriment des aristocrates. Un empereur est plus souvent un conservateur car il est garant des rites et son statut dépend de sa place entre le ciel et la terre. En Chine, l'impériale suffisance l'a conduit à rabaisser les prétentions des commerçants par des taxes et des mesures vexatoires. Les innovations ont touché à la marge l'art, les sciences et la religion à condition que rien ne soit remis en cause. Les empereurs chinois et le roi du Siam étaient ouverts à l'astronomie européenne ; l'empereur perse, indien ou égyptien fut attentif aux prophètes ; les califes furent sensibles à l'héritage grec, mais de manière temporaire. L'empereur du Japon et le roi du Siam ont fermé leur pays à l'influence étrangère pendant des siècles. Pour le peuple, l'innovation ne fait pas de doute car elle est économiquement motivée. Aussi les agriculteurs ne cessent jamais d'innover, ce dont témoignent les encyclopédies chinoises ou européennes. L'innovation est fortuite ou le fruit d'une compétence dans un milieu concurrentiel ou plus généralement le fruit de l'adaptation à un environnement évolutif, mais dans ces cas, elle reste anecdotique quand la rente de situation exclut l'inventeur au nom de la tradition, d'un savoir-faire indépassable ou des dieux. En Europe, les savoirs sur l'électricité ont été propulsés par les entrepreneurs qui les ont sortis des foires et des salons dont ils furent les attractions pendant un siècle. Inversement, la poudre à canon en Europe a conduit à développer la métallurgie, ce qui ne fut pas le cas ailleurs. La Chine qui a inventé la boussole a peu exprimé un intérêt pour l'exploration maritime. Même Taiwan qu'elle revendique aujourd'hui ne l'intéressait nullement²⁴⁶. Alors que les marchands chinois devaient porter la natte et n'avaient pas le droit de s'asseoir sur une charrette à certaines époques, la Chine a porté l'industrie de la soie au plus niveau du raffinement technologique et artistique : sous l'égide directe des empereurs, l'industrie est restée secrète sous le sceau de la mythologie divine (comme le feu ou l'écriture) quand la jeune impératrice Leizu de quatorze ans est devenue la déesse de la soie.

La séquence libérale

Se défaire des conservatismes à chaque étape du libéralisme européen fut une longue histoire parsemée de contingences et de guerres. Les entrepreneurs en libre concurrence innoveront, mais leur réflexe est, paradoxalement, de sécuriser une rente à travers une guilde, laquelle fixe un conservatisme et exclut. Un changement d'échelle doit avoir lieu qui dépasse la corporation. La séquence qu'a suivie le monde occidental montre donc les conservatismes à vaincre, qu'ils soient liés aux acteurs sociaux ou propres au régime politique. En même temps, les victoires consécutives suggèrent une force supérieure à l'œuvre comme s'il existait un déterminisme sous-jacent sous la forme d'un consensus partagé dans la société. Pour passer chaque étape avec succès²⁴⁷, il a fallu non

²⁴⁶ <https://theconversation.com/le-casse-tete-chinois-de-ta-wan-189085>

²⁴⁷ L'analogie avec l'évolution du vivant est flagrante : le hasard explique les lignées du vivant, mais la sélection naturelle avec adaptation à un milieu et concurrence sur ses ressources a opéré une sélection adaptative : <https://theconversation.com/cuanto-de-azar-tiene-la-evolucion-187178>

pas de la persévérance, car personne n'avait en tête le résultat final, mais le support d'une poignée de principes qui animaient une culture, tels que la liberté et l'ordre.

Les contradictions historiques qui ont été dépassées sont l'objet de la discipline académique de l'économie du développement. Les spécialistes croient avoir trouvé la pierre philosophale dans un certain nombre d'institutions de type *deus ex machina* sans interroger la source d'institutions ad hoc et sans imaginer un plafond de verre selon les cultures. L'approche sociopolitique donne un sens aux institutions qui construisent les trajectoires socioéconomiques²⁴⁸.

Toutes les civilisations pratiquent l'échange que ce soit par le troc de gré à gré ou, de manière plus réglée, avec du numéraire. A la différence de l'or qui est rare, le cuivre, l'argent, les billets, les fèves de cacao ou les cauris sont tellement utiles que tout le monde a intérêt d'avoir confiance. Leur nombre doit être limité et la contrefaçon difficile pour supporter la confiance. La confiance est du même type que celle requise pour circuler à droite sur la route ou avoir foi dans les feux de circulation : le *free rider* est immédiatement sanctionné et il n'y en a pas (encore faut-il des sanctions, qui n'existent guère là où sévit une moindre règle appliquée du fait de la corruption). Les halles ou le marché urbain où l'on échange des biens contre du numéraire constituent le niveau minimal de confiance collective. Le petit commerce est soumis aux fournisseurs, mais les quantités échangées ne relèvent pas d'un niveau de confiance élevé. Il en va différemment des négociants, de leurs prêteurs et des contrats garantis entre eux et garantis aussi contre l'appétit de plus puissant qu'eux, tels les seigneurs. Les commerçants ethniques, tels les Dioulas ou les Syriens, pouvaient s'appuyer mutuellement mais ils investissaient leur propre capital et se déplaçaient eux-mêmes. Les ligues de commerçants (familiales, ethniques –tels les Lombards- ou de renommée comme la ligue hanséatique) honoraient lettres de créances et lettres de change sous la garantie communautaire (morale et physique) de l'application des contrats entre fournisseurs. Le clergé et l'ordre du Temple partageaient les mêmes atouts et contraintes jusqu'à ce que l'Etat édifie des codes et sanctionne les fautifs devant les tribunaux. La première juridiction de nature consulaire est établie à Lyon en 1419 avant Toulouse, Rouen et Paris. En 1563, le chancelier Michel de l'Hospital édicte que chaque ville pourra en créer une.

L'arbitraire étant suspendu, de nouveaux commerçants peuvent chercher des affaires en affrétant un navire au long cours de risque élevé, mais au gain substantiel. Le roi a besoin d'argent pour mettre au pas les aristocrates et conduire des guerres. En attaquant le Temple, le roi n'a pas vu sa confiance retirée, ce qui n'est plus le cas s'il fait un mauvais coup aux banquiers juifs ou lombards. Non seulement il se verrait retirer toute confiance pour longtemps, mais il serait contraint ultérieurement de rembourser les dettes anciennes. Le roi a intérêt à sécuriser les affaires par la police et les tribunaux tout en soumettant les aristocrates trop indépendants. La violence d'Etat qui contraint le commerce sert aussi de garantie à ce dernier. De tels arrangements pour une confiance minimale se retrouvent à peu près partout à toutes les époques, comme dans les caravansérails. Seule l'Europe ira jusqu'à l'État de droit.

Tôt soumise à l'État de droit, l'Europe voit les professions en quête de protection sous la forme d'organisations strictes qui miment le fonctionnement communautaire ou républicain. En charge de la formation, les corporations exercent le contrôle sur la qualité d'ouvrage, sur le respect de la tradition et sur le quota de membres (qui définit le niveau de concurrence). Les romans historiques documentés offrent un aperçu vivant des innovations de nature économique (roman agricole de Claude Michelet²⁴⁹) et plus sociale au sein des guildes d'artisans du fait des résistances et des intérêts existants (comme dans Les Piliers de la Terre de Ken Follett). Il a fallu le poids des financiers privés et

²⁴⁸ <https://theconversation.com/industrial-policy-paved-the-way-for-dangotes-empire-why-it-didnt-deliver-for-all-nigerians-170581>

²⁴⁹ Op.cit.

conventuels, autrement dit l'élite, pour imposer les nouveautés architecturales. La guilde qui est l'étape institutionnalisée ne se prêtait guère à l'innovation. Elle ne la favorisait que si l'élite la favorisait ou si la concurrence dans le commerce ou l'agriculture était surdéterminante. Sur le plan de l'intérêt pour ses membres, la guilde sécurise autant une rente que les contrats entre fournisseurs et clients, tous ne payant pas rubis sur l'ongle. Elle limite la concurrence alors que l'innovation n'est pas recherchée. La guilde définit autoritairement la norme d'un métier spécialisé et exclut pour circonscrire la concurrence. La guilde sécurise les contrats et les prêts sans l'âme du capitalisme. Une guilde des métiers est un réflexe pour le commerçant et le prince, mais la confiance qu'elle instaure réduit la concurrence, l'innovation et l'enrichissement. L'ordre des égaux y est plus souverain que la liberté. Autrement dit, elle contribue au conservatisme. Elle n'est alors qu'une étape institutionnalisée après l'extension des réseaux familiaux ou ethniques informels. La guilde réunit les professionnels pour appliquer des sanctions sans parvenir à élargir la confiance au niveau d'un espace national et d'un Etat. L'étape après l'ordre institutionnalisé sera la liberté capitaliste avec l'innovation en milieu concurrentiel et les investissements à risque. Mais l'étape précédente était nécessaire faute de quoi, le rejet du risque et l'anarchie auraient empêché le développement.

Si on pousse l'examen, toutes les armées innovent au sein du paradigme général. Les ingénieurs concentrent des moyens sur une arme prometteuse pour laquelle l'innovation appliquée (et non pas de rupture) reflète la nature de la société. Un cran au-dessus, une charrue ou un type de navire peuvent davantage être des innovations de rupture. En effet, le commerce et l'agriculture se situent dans des domaines plus économiques et concurrentiels (donc libres), mais les savoirs restent empiriques et peu élaborés même si des penseurs peuvent les théoriser sans vraiment les dépasser. L'église et les élites conservatrices ont les moyens de l'innovation de rupture dans la religion et dans l'art, c'est-à-dire ce qui touche peu au progrès général. Pour passer à l'innovation de rupture supérieure telle que la machine à vapeur ou Galilée face à aux croyances balistiques, il a fallu d'autres structures sociales. Mais déjà la grande capacité des navires montre une prise de risque et des contrats singuliers dans le monde des affaires. Après la guilde, l'étape suivante du capitalisme reposera sur le nec plus ultra de la confiance qu'incarne l'Etat et des corps constitués garants du droit : ce sera l'État de droit en Europe dont les guildes furent une étape.

Le XVII^{ème} siècle est connu à la fois pour ses longues guerres et le boom commercial qui inclut les destinations lointaines après l'exploration et la colonisation naissante. La France centralisée et moins libérale que l'Angleterre s'appuie sur le mercantilisme qui vise à augmenter les entrées d'argent et les impôts. A partir de 1665, Colbert promeut les guildes qu'il double avec les manufactures d'Etat. Il vend des monopoles commerciaux et augmente les taxes aux frontières. La monarchie absolue qui monnaye les privilèges empêche de remettre en cause la taille et la dîme et contribue à verrouiller une dose de conservatisme : le système portait en lui ses limites. Les machines menacent alors les guildes et leurs privilèges. En Angleterre, les puritains refusent au roi la vente des monopoles pour des raisons à la fois religieuses et politiques ; on peut y voir aussi l'esprit communautaire jaloux de ce qui nuit à la liberté des égaux. Dans cet État de droit à la morale sourcilleuse, le libre-échange se fait autant par défaut de corps intermédiaires que pour sa capacité adaptative. C'est toutefois sur l'efficacité économique que les penseurs anglais et les physiocrates français se rejoignent pour critiquer les guildes. Locke et Hume théorisent un commerce qui n'est pas un jeu à somme nulle car l'enrichissement accroît les investissements qui enrichissent davantage. Les guildes et le protectionnisme s'affaiblissent sans jamais être éliminés du fait des intérêts ligués, élites incluses.

Le libre-échange pour horizon, la concurrence comme cadre et les machines comme moyens, les entreprises créent des emplois qui, à leur tour, élargissent le marché intérieur. Les banques se renforcent et les prêts amplifient le développement. Toute affaire peut devenir une grande entreprise. L'innovation devient une quête permanente alors que la mécanisation des tâches, si elle accroît la

productivité avec un effet d'aubaine limité sur les revenus du fait de la concurrence générale, n'empêche pas l'essor d'emplois ouvriers de plus en plus diversifiés. Le développement libéral qui explose est le fruit de la concurrence et des contrats garantis par l'État de droit préexistant.

L'entreprise n'est pas l'extension à l'échelle supérieure de l'artisanat. Elle n'est même pas congruente avec le commerce. Organiquement, une PME peut devenir une firme industrielle, mais la notion de firme exige bien plus qu'un accroissement de taille puisqu'il faut un régime de confiance. L'entreprise est soumise comme le commerce aux fournisseurs et aux contrats, mais elle fournit aussi des emplois qui alimentent une demande de biens. Quant au marché de ces biens, il est intrinsèquement lié à l'innovation du fait d'une concurrence maximale. Tout au plus pouvons-nous dire que les conditions d'existence des grands marchands et banquiers au-delà des réseaux familiaux sont identiques aux conditions d'existence des grandes entreprises. L'État de droit est la condition permise par le changement d'échelle de la confiance dans une sorte d'universalisme de la confiance, comme l'attestent les développements occidentaux et asiatiques. Rapporter le capitalisme à l'inégalité qui elle-même se résume aux classes opposées est une ineptie scientifique (mais pas militante). Les critiques portées au néo-libéralisme sans prendre en compte l'État de droit et la concurrence est également une impasse intellectuelle. Le système est parcouru de contradictions, ne serait-ce que celle entre ordre et liberté au détriment de l'égalité réelle. Les économistes qui cherchent la pierre philosophale du développement sans voir le plafond de verre sociopolitique tout en détaillant une contradiction parmi d'autres sont dans l'erreur²⁵⁰.

Sociopolitique de l'innovation

Les obstacles au conservatisme furent dépassés par saut dans les pays occidentaux faute de connaître les conditions du développement. Les reculades furent fréquentes, mais le commerce et la liberté furent deux aiguillons puissants dans un monde à la fois concurrentiel et ordonné. Le commerce au long cours a pris son envol au Portugal et en Espagne au-delà de la mer Méditerranée. Les vertus du libéralisme comme la richesse ont largement bénéficié du polycentrisme anglais ou communautaire des Pays-Bas. Ailleurs, il a fallu accorder les vertus libérales au jacobinisme, à la division (en Allemagne et en Italie) et au conservatisme religieux (en Espagne), programmes malaisés dans la mesure où chaque société avait construit des équilibres sociaux faits de légitimité et d'intimidation. L'élite et les majorités devaient y trouver leur compte pour éviter les rebellions d'ailleurs fréquentes. Mais l'avance anglaise et écossaise ne pouvait pas leur être abandonnée car elle entraînait un déséquilibre. Napoléon a imaginé une invasion, mais les luttes européennes l'en ont empêché. De leur côté, les penseurs théorisaient l'avance anglaise comme Voltaire. Sa trajectoire intellectuelle sinueuse montre que rien n'était acquis. Alors que ses lettres philosophiques célébraient la liberté économique de l'Angleterre, il s'est cabré contre les physiocrates qui avait évoqué l'idée de « despotisme légal » avant de se rétracter benoîtement²⁵¹. Aussi vantait-il le commerce des grains avec une époque de retard : « Je fus commerçant, j'étais même très fier quand je recevais des lettres de Porto-Bello et de Buenos-Ayres. J'y ai perdu 40.000 écus. J'ai mieux réussi dans la profession de laboureur ; on risque moins, et on est moralement sûr d'être utile ». Le libéralisme économique est assimilé à un excès de liberté, ce qui en Europe fut critiqué avant que le libéralisme s'impose par la force des choses.

La science est également née de la liberté surveillée dans les interstices d'un ordre social que manifestent les prémisses de l'État de droit. Richesse et liberté ont déclenché une dynamique vertueuse aux conséquences considérables. L'avance en liberté et opulence a favorisé l'Angleterre à travers les machines et le libre commerce pour dépasser les guildes, le mercantilisme, l'agriculture

²⁵⁰ <https://theconversation.com/industrial-policy-paved-the-way-for-dangotes-empire-why-it-didnt-deliver-for-all-nigerians-170581>

²⁵¹ <https://www.institutcoppet.org/voltaire-et-leconomie-politique/>

physiocratique et les privilèges. L'État de droit était nécessaire mais sans entraves et d'où tout a découlé : l'État de droit résume la tension entre droit appliqué et liberté revendiquée.

Alors que le quidam d'un pays du Sud peut être soumis à la malveillance d'un commerçant ou d'un président de coopérative qui part avec la caisse, indécatesse impunie qui voit le retour du délinquant dans la communauté avec l'appui des siens, l'entrepreneur occidental a précocement rendu des comptes et sécurisé les contrats avec ses associés, ses fournisseurs et ses clients. Honorer un contrat peut s'inscrire dans la renommée ou la morale communautaire dont la portée était limitée. C'est en dehors du milieu des affaires que l'Occident a trouvé la solution. Pour dépasser ligues, guildes professionnelles et réseaux familiaux, la justice au niveau de l'Etat fut la garante objective des contrats, même si cette justice fut entachée d'arbitraire au profit des puissants. Les lettres de cachet visaient peu les négociants et davantage ceux qui déplaisaient car le roi ou une république avaient besoin des affaires. On a évoqué plus haut comment la justice commerciale s'est institutionnalisée et a permis à la confiance de changer d'échelle. L'État de droit dont les rois et les commerçants avaient besoin est issue de la culture d'égaux qui espèrent que chacun, chaque « citoyen » qui est membre de la communauté, applique les règles. Attendre de l'autre l'application des règles devient performative avec un minimum de sanctions dès lors que la sanction existe. L'application de la peine n'est que la poursuite de l'application de la règle.

La communauté d'égaux en droit n'exclut pas un caractère fortement inégalitaire et hiérarchisé. Les historiens insistent sur la hiérarchisation des sociétés européennes comme si tout s'y réduisaient et qu'un tel résumé rende superflu le besoin d'examiner ses pratiques et les invariants sociopolitiques²⁵². La hiérarchisation vient sans surprise des dominations tribales ou royales quand les guerriers constituaient une caste, qui n'était pas nécessairement permanente. Sous cette superstructure politique, la culture communautaire couvait et elle a servi de terreau pour consolider la confiance. Les trajectoires anglaises et françaises, mais aussi ibériques, aux Amériques illustrent les sous-cultures européennes même si les démographies et les contingences migratoires furent déterminantes. Aussi le régime seigneurial semi-féodal de la Nouvelle-France était-il clairement de nature communautaire sous l'égide d'un « seigneur » qui organisait les corvées et les concessions (sans propriété toutefois) dans un groupe solidaire. « Le régime seigneurial a été un élément structurant très important de la société canadienne²⁵³ » car les colons ont recréé une communauté qui, d'ailleurs, semble plus vivante de nos jours qu'en France. Ce régime différait de la colonisation anglaise plus tardive dont la base individualiste était les concessions carrées²⁵⁴.

Si les règles créent la communauté, elles construisent aussi une identité d'autant plus forte que les règles sont précises et appliquées légitimement. La communauté devient excluante selon l'idée que la non application des règles exclut de facto. Non seulement la confiance est retirée aux étrangers, mais l'identité crée des dérives comme le racisme. Quid de l'inégalité : s'agit-il d'un bricolage, d'un fait de violence, d'une inégalité rendue légitime ou encore de principes culturels partagés ? Les principes culturels ne peuvent être écartés quand l'Allemagne contemporaine se prête à la négociation plus que tout autre pays européen. Ce pays est d'ailleurs, depuis l'insertion de la loi germanique dans l'empire romain, un modèle communautaire avec ses avantages pour le bien commun et ses désavantages pour l'identité.

L'enrichissement différentiel oppose la bourgeoisie au peuple. Même si l'ensemble partage des valeurs culturelles, les attentes sociales sont à vif quand le ruissellement est perçu comme injuste. La

²⁵² Benoît Grenier, Brève histoire du régime seigneurial, Montréal, Boréal, 2012, 246 p

²⁵³ <https://unhistoriendanslacite.historiamati.ca/2020/11/11/le-concept-de-resistance-et-ses-manifestations-dans-le-regime-seigneurial-canadien/>

²⁵⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Régime_seigneurial_de_la_Nouvelle-France

communauté d'origine est inégale du fait d'une égalité seulement en droit sans compter les non-citoyens que sont femmes, esclaves, étrangers et enfants. L'inégalité économique est la norme alors que l'enjeu politique est l'acceptation de la différence, différence que la Boétie appelait « servitude volontaire » dans un mémoire de jeunesse oublié pendant des siècles et remis au goût du jour au XIXe siècle. Par exemple, l'inégalité est mieux acceptée sous l'idéologie du travail personnel que soutiennent les entrepreneurs et les communautés inégales. L'enrichissement légitime exclut donc les héritiers et les privilégiés sauf s'ils s'y soumettent. Avec le travail personnel, le but est de faire adhérer les pauvres à la narration avec la bénédiction de l'église dès lors qu'ils bénéficient d'un emploi correctement rémunéré (le clientélisme joue ce rôle d'apaisement dans le contexte ni communautaire ni d'État de droit). Inversement, la conscience de classe qu'ont théorisée des penseurs variés a connu un grand succès dans le nouveau mouvement ouvrier du XIXe siècle qui commençait à s'organiser. La concentration et souvent la misère imposée par la grande industrie ont permis de dépasser les limites des nombreux prophètes qui avaient tenté de mobiliser les masses sous l'ancien régime. La révolte des Canuts à Lyon est arrivée trop tôt car elle s'inscrivait dans les innombrables révoltes locales et sans lendemain d'ailleurs implacablement châtiées. La légitimité de l'inégalité tient à des facteurs variés : culturels (comme l'acceptation d'une autorité légitime), religieux, moraux (par le travail par exemple), économiques (par la redistribution, la charité ou le clientélisme) sans compter le totalitarisme et la violence. Appartenir à une communauté permettait au pauvre de bénéficier de droits de pâture et de glanage, ainsi que de formes de solidarité personnalisées qui, même peu substantielle, facilitent l'acceptation. Mais l'arbitraire, l'arrogance ou la condescendance sont des repoussoirs propices à la révolte. L'aristocratie européenne a fini par en faire les frais car elle condescendait à une redistribution minimale. La forme communautaire, par rapport à l'empire tribal, partage un fond culturel fait de règles qui sont associées, au nord de l'Europe, à la transparence.

Au XIXe siècle, l'industrialisation qui accentue les tensions au sein des pays en crée de nouvelles du fait de la perception différentielle de la culture communautaire entre les pays. Alors que « l'ancienne aristocratie n'avait pas à faire la démonstration de son autorité parce qu'elle s'inscrivait dans la banalité des relations ordinaires d'assistance, de protection et de présence²⁵⁵ », tout est à réinventer en rendant explicite les nouvelles dominations. Les hiérarchies guerrières secondées par le roi suivaient les codes de la civilité extrême pour montrer l'exemple quand cette valeur cachait la distance sociale et la domination policière et politique. Durant la Troisième République, les notables à la campagne utilisaient un registre clientélaire plus personnalisé. Aussi les épouses assurent-elles la charité privée aux côtés de l'Eglise même si les préjugés de classe conduisent à exclure les mères célibataires et les enfants illégitimes. En 1882, les dames patronnesses de Lille perdent les subventions municipales pour persévérer dans un refus qui souligne combien le discours moral est le reflet moins de l'intérêt collectif, pourtant affirmé, que des normes sociales. Néanmoins, discours et dons enchantent le paysage conservateur tout en fractionnant la protestation en faveur d'une plus grande égalité. A l'époque, les bourgeois se défaussent de l'appui aux pauvres sur le château. L'adoption surprise du suffrage universel en 1848 ravive la crainte que le peuple épouse les intérêts de la classe dirigeante suite aux premières élections où le vote communautaire ritualisé, ou vote « comme un seul homme », a lieu en procession derrière le curé et le notable. Mais le suffrage universel parvient à enrayer la machine huilée à l'eau bénite, au discours onctueux et à la menace contre les dépendants (tels les métayers). Il met en compétition les notables après la consolidation des républicains aux élections de 1877. En conséquence, il faut redistribuer plus d'argent de manière visible. La discrétion de bon aloi s'écaille et l'enchantement se dissout. La hausse des dépenses démontre le calcul et dénonce la componction. Le discours de charité privé étant discret, les notables sont en situation de faiblesse face aux républicains et aux gouvernements qui, désormais, prennent en charge

²⁵⁵ « Vote et clientélisme sous la IIIème République » in Jean-Louis Briquet, Frédéric Sawicki (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998.

ostensiblement les défavorisés. Le vote a contribué à mettre un terme à la charité privée à laquelle se substitue l'Etat. Le XIXème siècle voit l'Etat conquérir les anciens domaines de légitimation à travers la technocratie saint-simonienne, l'hygiénisme, l'éducation et l'appui aux pauvres. Les notables cèdent le terrain aux professionnels montrant que l'enchantement antérieur et son clientélisme feutré étaient deux effets de l'absence d'alternatives pour les dominés.

Le conservatisme est omniprésent en Occident, mais la dynamique sociale qu'a amorcée l'État de droit s'est poursuivie avec des acteurs politiques en équilibre permanent, plus tard avec la démocratie. Celle-ci est l'aboutissement d'une société réglée et prospère qui rend nécessaire l'alliance entre la bourgeoisie et le peuple d'abord en lutte ensemble contre la religion et les aristocrates et ensuite pour l'apaisement social dans une configuration *win win* dont le défaut affecterait la société tout entière. Le résultat logique de l'équilibre démocratique et des luttes syndicales réglées est l'Etat-Providence, ceci dans un monde où l'Occident domine la planète. Ailleurs, le conservatisme systémique a pour conséquence de restreindre le commerce et les richesses tout en préservant l'inégalité et l'illégitimité des classes dirigeantes. Réduisant l'investissement, le conservatisme bloque l'innovation tant du côté de l'invention que de sa diffusion, ainsi que la nature concurrentielle des entreprises. La présence simultanée des ingrédients requis pour le développement est certes en lien avec les hasards de l'histoire, elle est aussi sous-tendue par les caractéristiques culturelles qui favorisent la confiance, les contrats et l'innovation. La culture précocement favorable est celle qui accorde de la légitimité à la liberté et à l'ordre ainsi que, plus tard, à l'enrichissement inégal. La démocratie a montré quelques avantages en la matière, mais ce n'est pas le seul régime favorable dès lors que les cultures autoritaires reposent sur des règles de surveillance des dirigeants par le peuple ou sur une morale secondée par la possibilité d'une rébellion. Investisseurs et inventeurs doivent croire dans l'avenir, qui n'est pas seulement un gage de stabilité, mais aussi la chance de ne pas finir sur le bûcher. La légitimité de la richesse est l'acceptation d'une forme d'autorité légitime qui garantit l'ordre, la sécurité et les valeurs de la société. Les pauvres doivent percevoir les retombées de la richesse par les emplois ou la redistribution. Sous l'ordre a percé la liberté en Europe. Il faudra se demander si l'autoritarisme asiatique pourrait se passer de liberté. En attendant, des facteurs de développement surviennent dans des configurations fugaces, comme dans la Grèce antique, car les retours en arrière sont inévitables par les conservatismes et les concurrences. Les troubles civils sont en effet plus graves que les guerres qui respectent les affaires.

Les invariants sociopolitiques de l'Europe

D'un côté, l'Europe de l'Ouest présente les mêmes maux que le reste du monde. Comme partout, elle a des pauvres et ils furent même nombreux par le passé. Elle a eu son *lumpen* prolétariat, des mafias et des bandes de jeunes désœuvrés. L'Angleterre a évincé ses pauvres sans scrupules, les poussant à l'exil vers les États-Unis alors que l'Angleterre faisait partie des pays les plus riches. L'Europe connaît depuis longtemps des controverses religieuses, des guerres et une violence qui a atteint le stade industriel. La corruption de haut vol, comme ce fut le cas des fabricants de voitures en Allemagne, existe. L'Europe est à l'image du monde, voire davantage pourrait-on dire, du fait que tout y est exacerbé par les avancées techniques et les crispations identitaires. Elle a pourtant survécu et, malgré des accusations permanentes, elle surnage.

D'un autre côté, la trajectoire européenne en matière de développement libéral présente une avance historique significative. Le décalage conduit d'ailleurs à manipuler prudemment les comparaisons avec d'autres pays qui pourraient suivre une trajectoire analogue et qui ont au même instant des traits différents. La comparaison doit donc être historique et porter sur les invariants. Deux exemples : première zone industrialisée au monde, l'Europe a réussi en partie à protéger l'environnement qui est de meilleure qualité qu'ailleurs. L'état des rivières dans les pays faiblement industrialisés est désastreux puisqu'elles servent d'exutoires aux effluents domestiques. L'Europe a fourni un effort

vigoureux qui, pour le moment, lui est propre. Un autre exemple est le racisme. Il est prégnant à haute dose en Europe, mais les voyages ou la presse internationale montrent que le racisme est sans fard ni apprêts ailleurs dans le monde. La communauté de citoyens libres a su faire face et pu imposer une morale grâce aux règles sociales. Selon la perspective d'une société réglée affectée par les contingences, l'Europe présente donc une singularité mondiale. Je compare ici le développement de l'Europe avec des trajectoires d'avancement de degré identique ou de degré n-1 pour alimenter la réflexion. L'objectif demeure moins de trouver des solutions de développement que d'identifier les plafonds culturels du développement dans le monde. J'applique à chaque espace culturel un plan analogue : les sources sociopolitiques (avec le rappel de la partie précédente), les comparaisons, la situation actuelle et les invariants sociopolitiques. Je commence par l'Europe pour terminer par l'Afrique, la plus difficile à comprendre. La dimension socioéconomique est privilégiée, à savoir les rapports entre le développement économique et la redistribution sociale, laquelle n'est que le résultat des rapports interindividuels qui incluent les rapports entre autorités et peuple. Car à l'origine, tout relève des rapports entre individus dans le groupe de base.

Les sources sociopolitiques

Contradictoirement, l'Europe idéalise son histoire selon le modèle de la Grèce antique et elle minimise ses particularités culturelles, ceci en cherchant à imposer son modèle sociopolitique. Allez y comprendre quelque chose. L'empire romain fut avant tout militaire et son expansion doit beaucoup à la faiblesse organisationnelle et à la division des ennemis. La tribu originelle était suffisamment efficace pour battre successivement les villages voisins puis, par agrégation, les tribus et les empires éloignés insuffisamment unifiés. On a attribué un génie aux romains en supposant le trouver dans l'ingénierie urbaine (aqueducs, route, ports, etc.). Mais les innovations et la spéculation n'étaient pas propices dans un monde agricole devenu militaire où les rites religieux étaient à accomplir à la lettre. La spiritualité s'est immiscée dans un état d'esprit matérialiste depuis les cultes orientaux jusqu'à ce que le christianisme s'impose.

En revanche, la capacité de la tribu originelle à intégrer les tribus vaincues (et pas seulement à les dominer pour les exploiter) en partageant les fruits du commerce et des guerres ultérieures (et non pas des rapines) lui permet d'envisager de se défendre contre plus fort qu'elle, voire l'attaquer. Il ne s'agit pas d'une alliance opportune, ni du résultat hasardeux d'un leader extralucide en matière de stratégie, mais d'une capacité inscrite dans les institutions. Le résultat des premiers regroupements de tribus est une « sphère partagée de prospérité ». L'expression, qui est fréquente comme dans la propagande des militaristes japonais avant la guerre avec la Chine en 1930, renvoie à une communauté d'intérêts de type *Commonwealth* avant la lettre. Le citoyen romain, à l'image du Grec et du Germain, appartenait à une cité ou un groupe dont il était l'étendard. Plus que la *virtus* (courage) et la *pietas* (piété) banales dans les tribus, ses valeurs étaient la *fides* comme on l'a vu plus haut. La confiance dans la parole donnée précéda la loi romaine des contrats. Le terme *creditor* « créancier » vient de *credere* qui signifie « donner son cœur » ou ajouter foi à la déclaration d'autrui. Dans le domaine lettré, Cicéron expliquait que *fides* viendrait de *fieri* (être fait) et *dicere* (dire) : être fidèle, c'est faire ce qu'on a dit et tenir parole ; obtenir du crédit, c'est être cru²⁵⁶. L'empire romain n'est pas un état de droit faute d'Etat et faute de droit, faute donc d'une justice accessible à tous. La confiance entre égaux est sous le signe des dieux, elle est même déifiée sous les traits de la déesse Fides. Si elle est bafouée, la confiance est perdue entre les individus et dans la communauté. Cette

²⁵⁶ Jean-Robert Armogathe, 2007. Fides : Notes de droit romain. *Communio*, XXXII, 3

dernière est garante de la confiance avec l'appui de l'opinion publique et des mœurs. Le défaut du respect de la bonne foi peut être sanctionné légitimement selon les règles de la justice privée²⁵⁷.

Alors que le substrat communautaire repose sur la confiance entre égaux, qui entraîne celle accordée aux institutions, ces deux confiances sont propices au commerce au-delà du cercle familial. L'empire s'est agrandi sur la base du respect entre citoyens romains et, dans une certaine mesure, de l'alliance avec les élites locales. Ces dernières cependant n'étaient pas toutes des communautés et, quand elles l'étaient, leurs institutions n'étaient pas toujours suivies d'effets. Même si l'empire a su s'étendre et durer, sa vulnérabilité s'accroissait avec l'immensité géométrique, des périphéries difficiles à maîtriser (forêts, nomadisme, etc.), le manque d'un soft power actif, les institutions sociopolitiques des tribus et royaumes incorporés, voire des cultures rétives au luxe ou à l'arrogance. Périphéries, identités et jalousie n'ont cessé de donner du fil à retordre à Rome, ceci sans compter les divisions internes entre généraux car le peuple « acheté » était pacifié et les clans à Rome s'opposaient mais les légions décidaient. La force majeure fut la citoyenneté originelle étendue au-delà des mers. Les légions moins citoyennes et plus divisées continrent les périphéries avec les *fædi* (loyauté contractuelles étendue aux alliés) engageant les peuples des *limes* et des marches qui, plus tard, finirent par submerger l'empire, de manière dispersée d'ailleurs : barbares à l'ouest, Goths et Perses à l'est. L'approvisionnement des armées garanti par l'Afrique du Nord, la Sicile et l'Égypte s'est alors effondré avec les invasions, dont celle des Vandales.

Si l'empire s'achève de manière classique, moins banale est l'impossibilité de recréer un empire durable en Europe. Les tribus germaniques sont désunies et chacune veut s'emparer d'une partie de l'empire dépecée avant de se battre avec les autres. Malgré les divisions, l'esprit communautaire dans les tribus va pourtant revivifier un empire sclérosé par la centralisation et le conservatisme. Les Germains renouvellent la citoyenneté avec un ordre moral et la liberté qui débouchent plus tard sur les États de droit. Il faudra tout de même attendre plusieurs siècles avant que poigne l'amorce de la centralisation, cette fois avec des pays stabilisés. La concurrence est désormais institutionnalisée et réglée même si le substrat est individualiste et que la désunion règne : l'Europe devient précocement un ensemble de pays d'égaux même si les plus faibles font les frais des invasions et doivent s'unifier. On retrouve l'esprit des cités grecques où aucune ne parvenait à obtenir durablement l'hégémon avant de sombrer devant les « barbares » macédoniens.

Après les invasions, les royaumes se renforcent au gré des guerres dynastiques. Surtout, les guerres se diversifient sur le registre religieux qui reflète les sous-cultures européennes : les catholiques apprécient une certaine forme d'autorité centrale alors que les protestants n'ont jamais oublié le sens de la communauté. Peu à peu, la stabilité interne des premiers pays organisés déplace le centre de gravité des guerres vers les pays en retard ou moins unifiés. La division des Germains et des peuples italiens en fait les frais. Mais on ne retrouve plus la logique impériale qui conduisait une tribu précoce à construire un empire. Les contre-alliances face à l'hégémon ainsi que les clivages irréductibles agissent avec l'appui de l'autorité indépendante du pape. L'organisation interne s'appuie aussi sur les États de droit qui est à la fois défendu par les rois et qui les soumet aussi à la négociation avec les acteurs sociaux du pays. Dans ce cadre institutionnalisé, demeurent, pour assurer la compétition entre pays, des bribes de liberté qui créent des interstices où s'engouffrent les premières universités devenues des corps constitués. Le même processus se produit dans les califats avant la reprise en main religieuse. Au Moyen-Orient, la *mano dura* s'impose pour des siècles sans demi-mesure car l'autoritarisme est le fait culturel des anciens empires avec l'appui des populations. Du côté chrétien, le monde se divise entre les orthodoxes qui se maintiennent à l'est sur les empires et les catholiques des tribus communautaires et des cités républicaines. Les orthodoxes sont plus fidèles aux rites avec

²⁵⁷ Elise Charpentier, 1996. Le rôle de la bonne foi dans l'élaboration de la théorie du contrat.

https://www.usherbrooke.ca/droit/fileadmin/sites/droit/documents/RDUS/volume_26/26-2-charpentier.pdf

une approche conservatrice comme le montre la place actuelle des femmes. Seul le moindre centralisme, que lui dispute le patriarcat de Moscou, permet curieusement aux intellectuels orthodoxes de défendre des positions modernistes, comme l'environnement. On retrouve le modèle Est steppique-Ouest communautaire que complète l'opposition du sud moins réglé au nord très communautaire.

Dans les royaumes consolidés, le conservatisme est entier aux interstices de liberté près. La monarchie et la religion, séparées mais œuvrant main dans la main, n'ont guère d'intérêts au progressisme qui peut toujours remettre en cause un statut privilégié. Il en va de même des privilèges accordés aux guildes. Les rois ne sont pas loin de la théocratie mais le pape veille d'autant plus que les évêques dotés du pouvoir pastoral sont proches du peuple. Les rois sont tout de même soumis à un État de droit qui, bien que non consolidé, oblige au devoir d'exemplarité. En effet, les rois qui ont mis en place l'État de droit ne sauraient revenir à l'arbitraire sans s'exposer à voir un patient édifice être bousculé. En France, le pouvoir est absolu alors que, dans les îles britanniques, la monarchie parlementaire est soumise au contre-pouvoir des aristocrates commerçants. Ces derniers cohabitent avec une bourgeoisie montante devenue nécessaire pour payer les impôts et lever des armées. Impôts et armées forgent ainsi les nations bourgeoises face auxquelles les monarques sont de plus en plus redevables. Le peuple n'est pas absent et la violence d'État (en plus de la malnutrition et des famines) touche les plus pauvres. De son côté, la bourgeoisie préserve ses intérêts et la petite bourgeoisie n'est pas foncièrement révolutionnaire. Alors que le conservatisme pourrait régner en maître, c'est le contraire qui se produit. Une fois les royaumes consolidés, la bourgeoisie prend de l'ampleur et une émancipation qui tarde se solde par des révolutions. Là où l'aristocratie prend les devants, les monarchies deviennent parlementaires ; là où elle tarde, les monarchies s'exposent aux révolutions. La puissance est tenue par les bourgeois qui, en étant conservateurs, sont aussi ouverts aux nouvelles idées qui les démarquent des castes antérieures. L'innovation, le capital et la science sapent les conservatismes qu'incarnent les puissants alors que le monde concurrentiel des affaires a besoin d'efficacité. Le libéralisme prospère avec l'État de droit, les bourgeois enrichissent le pays, la science bouscule les conservatismes, la modernité naît par nécessité.

Pays précocement centralisés, le Royaume-Uni et la France forment les noyaux du progressisme même si l'Italie, l'Espagne impériale, la Hollande et l'Allemagne (divisée) se développent simultanément. Le commerce puis l'industrie prospèrent, principalement dans les pays du nord de l'Europe où la transparence communautaire permet de ne pas s'offusquer devant Dieu des inégalités et des exclusions. Le crédit et la confiance y font bonne mesure et rien n'entrave le libéralisme, même pas la centralisation ou les impôts. Les pays qui ne suivent pas le rythme effréné des innovations sont largués. La colonisation du monde devient possible en même temps que les tensions entre pays européens s'aiguisent.

Comparaison avec les États-Unis

Si les peuples colonisés ont chèrement payé leur indépendance, une soumission extrême peut les marginaliser à jamais. C'est le cas des autochtones d'Australie, d'Afrique du Sud avec l'apartheid, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis même si, depuis peu, une vague de remise en cause est en cours sous la forme d'un wokisme et d'une repentance sans barrières, d'ailleurs nés non pas de la population autochtone, mais des descendants d'esclaves. Plus loin, je distinguerai les colonisations latino-américaines et états-uniennes, mais déjà peut-on repérer le facteur culturel qui a imposé le

libéralisme réglé aux États-Unis. On y retrouve la confiance et l'État de droit européens avec le sens de la communauté anglo-saxonne²⁵⁸.

A elle seule, la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb révèle la concurrence entre les pays européens ainsi qu'une curiosité royale peu conventionnelle. Cette curiosité est souvent assimilée à l'ambiance pré-Renaissance mais elle doit aussi aux rares espaces de libre-pensée. La curiosité souligne en effet l'envie d'en découdre avec le conservatisme religieux dans une sorte d'émancipation qui défie le dogme biblique. La curiosité doit aussi beaucoup à la concurrence. Les résultats des expéditions ne furent pas les mêmes que ceux de la Chine qui n'a armé qu'une seule flotte d'exploration. On a évoqué l'avidité des Européens, mais l'appât du gain n'est-elle pas aussi la quête d'aventure qu'on retrouve dans les romans chevaleresques et, plus loin, dans la liberté idéalisée ? La compétition reposait sur des enjeux peut-être de prestige, surtout de commerce et de concurrence militaire. Du commerce ou de la curiosité, j'ignore ce qui fut le facteur décisif, mais l'ébranlement des croyances figées eut des répercussions inouïes.

Les pays comme l'Angleterre qui expulsaient, sauf la force de travail nécessaire aux grandes industries naissantes, ont fourni les colons européens rejoints par ceux venant de pays pauvres. Aux États-Unis, les colons souvent livrés au désordre du Far West ont trouvé l'ordre moral dans la Bible et l'ordre réglé dans le puritanisme protestant. L'aspiration à l'ordre d'un côté et l'absence de privilèges de l'autre ont mis sur le devant de la scène la bourgeoisie foncière, commerciale et industrielle en mesure d'imposer l'État de droit constitutionnel et la démocratie libérale favorables à l'entreprise. Le succès fut si considérable qu'il a fallu édicter les lois anti-monopoles. Inversement, les crises épisodiques de la financiarisation outrancière ont conduit le libéralisme à emprunter aux politiques des grands travaux, lesquelles ne dérogent pas trop à l'entreprise individualiste comme le ferait une politique d'État-Providence. La morale de transparence, de travail et d'exclusion était en mesure de garantir les contrats et les investissements sans se préoccuper des religions et des nationalités du melting-pot. Les Wasps (*White Anglo-Saxon Protestant*) ont exercé leur domination culturelle, politique et financière au-dessus de la mêlée qui s'y est associée en toute légitimité. Le nationalisme aidant, les Wasps à l'image d'une aristocratie éclairée ont su pratiquer une redistribution clairvoyante par la philanthropie universitaire et par les terres allouées.

Le succès planétaire du libéralisme s'affirme à la fin du XIXe siècle en Europe de l'Ouest. Mais il faut deux guerres mondiales pour l'imposer d'abord après rétrogradation de l'Europe derrière les États-Unis après la Grande Guerre et ensuite en évinçant les régimes autoritaires à l'origine de la Seconde Guerre mondiale. Des innovations majeures sont issues du monde de l'entreprise (tel Edison), des inventeurs privés et de l'université publique et privée. La lutte contre ce qui résistait au libéralisme fut une constante dont le marxisme fut l'acmé bien avant la lutte contre l'autoritarisme européen. Puis la prospérité mondiale associée à des tensions plus locales est largement redevable au libéralisme américain secondé par les Européens. L'URSS ayant disparu, le Japon suivra la voie américaine avec son appui et des ingrédients analogues. On a largement évoqué l'importance de l'État de droit et de la démocratie pour expliquer le succès singulier du libéralisme, ceci jusqu'à l'avènement de la Chine qui dispute à l'Occident non seulement le leadership économique, mais aussi le modèle de libéralisme économique associé non pas à la liberté mais au contrôle par un parti unique. Le succès chinois aussi inédit que celui du libéralisme occidental en son temps repose donc sur une confiance qui n'est ni

²⁵⁸ On peut voir dans le presbytérianisme écossais qui élit ses pasteurs un archaïsme communautaire ou le souci de distinction de l'anglicanisme dominateur (système de patronage). C'est le problème posé à l'analyse sociopolitique qui doit embrasser les faits dans leur ensemble pour dépasser les explications spécialisées. Car il est notable que les pratiques communautaires se retrouvent en Europe du Nord.

garantie par l'État de droit ni légitimée par la démocratie. Encore faut-il préciser la nature des démocraties.

Aux États-Unis, la démocratie s'impose en Nouvelle-Angleterre dès l'origine. La communauté délibère sous le sceau de l'intérêt commun. Toutefois, c'est au nom de la religion qu'on met à l'écart les marginaux sans se soucier s'ils sont condamnés dans une nature hostile. Outre le contrôle des mœurs, les puritains créent les premiers collèges et universités comme Harvard en 1636²⁵⁹. Chacune des treize colonies est dotée d'une constitution avec une assemblée de colons qui vote les impôts et un gouverneur qui exerce le pouvoir exécutif. La démocratie sous le régime monarchique anglais est à l'image de l'Europe, pas seulement de l'Angleterre, mais aussi des cités-Etats et des petites républiques. Les contrepouvoirs étaient présents dans la monarchie anglaise du fait du parlement où siégeaient aristocrates et bourgeois, plus tard hommes et femmes sans restriction. Le passage révolutionnaire au parlementarisme en France fut suivi par de nombreux pays du fait du décalage entre l'enrichissement des artisans et des commerçants avec un régime casté obsolète. La France postrévolutionnaire est également un cas éloquent. Après la Terreur, la Révolution est reprise par un autocrate (Napoléon) avant le retour de la monarchie absolue qui dut abandonner le trône au profit d'un monarque parlementaire. Chaque changement de régime porté par la bourgeoisie avec l'appui du peuple s'est manifesté sous la forme de crises violentes. La bourgeoisie n'était alors nullement intéressée par la démocratie car une dictature éclairée lui convenait, comme sous Napoléon III. C'est la déposition de ce dernier en conséquence de la défaite en 1870 qui a conduit le parlement à voter la république, ceci à une voix près. La démocratie de nature censitaire était alors partielle. Si la démocratie est une valeur partagée dans une culture et si elle fournit une dose de légitimité aux dirigeants, elle n'est jamais gagnée même en culture communautaire. En effet, les tiraillements et les incertitudes aiguissent les tensions sur la base, mais pas que, des intérêts divergents. Elle n'est un gage ni de développement ni de stabilité, sauf justement dans les État de droit où les gouvernants sont astreints à suivre les lois. Dans les pays en développement, on est loin de cet idéal et les autoritarismes éclairés sont parfois mieux en mesure de lancer le développement à condition que la bourgeoisie et l'Etat fournissent des gages de légitimité. La régulation contre les extrêmes et la légitimité des autorités, élues ou autoritaires, ne passent pas nécessairement par l'État de droit dès lors que l'autorité est paternaliste et passible de révoltes.

Le développement lancé par l'Occident est moins redevable de la démocratie que de l'État de droit, même si la démocratie incarne la liberté. Une loi appliquée à tous permet à l'entrepreneur de compter sur le respect des règles de la part des fournisseurs, clients et concurrents. La démocratie est plus une manière d'apaiser les citoyens afin de stabiliser un régime.

Aujourd'hui

L'activité industrielle repose sur l'embauche d'ouvriers compétitifs avec la mécanisation des tâches et la délocalisation des unités de production (qui viendra plus tard). Une fois conscientisés, ils se syndicalisent pour renforcer leur pouvoir de négociation tant pour le salaire que pour accroître le nombre d'emplois. Le droit de grève fut accordé pour éviter l'anarchie et préserver l'État de droit. Le suffrage universel va dans le même sens et, de nos jours, le régime libéral (car les entreprises ont une grande latitude d'actions hormis le droit du travail et les normes de qualité) peut être considéré comme bourgeois en équilibre avec la participation populaire. L'organisation syndicale révolutionnaire attirait les ouvriers découragés lors des négociations salariales qui débouchaient sur les licenciements et la violence policière. Inversement, le dogme marxiste de la dictature du prolétariat a engendré des mouvements radicalement opposés sous la forme des idéologies fascistes et nationalistes-socialistes à l'origine de la Seconde Guerre mondiale. On constate d'ailleurs que les sociétés russes peu tempérées

²⁵⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_des_États-Unis#Naissance_des_colonies_britanniques

suivaient un communisme créateur d'ordre et d'égalité alors que la périphérie du libéralisme récemment unifiée (Allemagne et Italie) se radicalisait autour de l'ordre communautaire sans égalité. Dans les deux cas, la liberté était sacrifiée à la différence du noyau états-unien, français et anglais qui défendaient l'ordre libéral et la liberté. Le noyau fut l'objet de la guerre du fait des alliances et du ressentiment du libéralisme périphérique. Puis les décolonisations, l'Etat-providence et la diminution de la classe ouvrière par la robotisation et les délocalisations ont fractionné les tensions nationales et planétaires. Le libéralisme a donc passé avec succès une fois de plus l'épreuve du feu, y compris en Allemagne et au Japon pourtant attirés par l'autoritarisme et rejetant le bolchevisme. Tout était prêt pour amorcer l'émancipation postmoderne du sujet à partir des années 1970 puisque les tensions politiques diminuaient (c'était la Fin de l'Histoire pour Francis Fukuyama) et que les disettes et les épidémies mortifères permettaient de passer au post-matérialisme (Ronald Ingleheart).

L'idéalisme d'une société participative et inclusive sert désormais d'ethos aux sociétés occidentales. Mais l'idéalisme se nourrit des dénonciations multiples du système. Si ces dénonciations se neutralisent mutuellement en empêchant l'unification des causes défendues, elles présentent le désavantage de remettre en cause des institutions longuement négociées dans l'histoire et donc de l'État de droit qu'elles supportent. Les « idéalistes » polarisent de nouveau les sociétés occidentales, après le communisme du XXe siècle, car ils font réagir les « réalistes » qui résistent de manière véhémement en défendant l'État de droit. Le vieux souhait de l'émancipation qui traverse l'histoire et qui n'a jamais abouti du fait des pouvoirs en place a donc fini par se réaliser dans la postmodernité qui exacerbent les ressentis, les émotions et les morales. Des sociologues ont forgé les expressions, vite abandonnées d'ailleurs, de « dictature de l'émotion », de « féminisation » des sociétés et de « tribalisation ». L'émancipation postmoderne est une épreuve inédite pour les vieux États de droit mâtinés de démocratie. La morale répétée à l'envi contre les lois, tout comme le bolchévisme jadis fustigeaient les lois bourgeoises, secrète l'illibéralisme et la droitisation, droitisation qui ne doit pas tout aux migrants²⁶⁰. L'individualisme général non seulement clive mais aussi accentue l'indécision et la crise démocratique.

Depuis 1980, la postmodernité est passée par les phases hédonistes (multiplication des associations microscopiques selon Gilles Lipovetski), individualistes (inflation des egos et éclatement des divisions), morales (dénonciation du mal environnemental ou des dominations contre le bien inclusif et le bien individualiste du *care*) et fragmentées (les activistes de gauche s'opposent entre eux). Pour les démocraties occidentales, l'illibéralisme guette par la recherche d'un ordre que la droite politique incarne malgré ses propres divisions. Toutefois, les réflexes civiques et républicains ancrés dans une culture faire d'ordre et de liberté devraient théoriquement permettre de rectifier le tir encore que cet optimisme semble être hors propos à une époque devenue pessimiste.

Les invariants

L'État de droit a conditionné l'envolée commerciale, la démocratie à contre-pouvoirs et l'Etat-Providence. Quant à la liberté, elle a produit la science au-delà des avancées astronomiques qui ne remettaient pas en cause les croyances. Pour que les bourgeoisies s'enrichissent et paient un impôt juste, il fallait une stabilité sociale obtenue sous des régimes variés jusqu'à la démocratie qui rend solidaire la bourgeoisie et le peuple. Cet équilibrisme agonistique n'est pas indemne, bien au contraire, d'après négociations sous la menace de désordres sociaux.

La caractéristique de l'Occident est sans nul doute l'État de droit initié dans la division et la concurrence du Moyen-âge. Héritier de la communauté libre et réglée, il est le prolongement national,

²⁶⁰ La droitisation extrême du Brésil, des Philippines, de l'ex-Europe de l'Est, de la Russie et même des États-Unis doit peu aux migrants. Voir la note 240 sur Alexandre Douguine.

par changement d'échelle, de la confiance entre égaux en droit. Mais comme on vient de le voir ci-dessus, rien n'est acquis pour l'éternité tant l'Occident jongle pour assurer la légitimité des institutions. Par exemple, face à un délit commis par une majorité de citoyens, la société n'a d'autres recours que l'artifice d'édicter une loi permissive, laquelle perpétue la performativité (ici fictionnelle) de l'État de droit. Comme l'État de droit fait de chacun un égal devant la loi, il devait aboutir en toute logique à la démocratie où chaque citoyen de droit peut élire ses représentants. La démocratie est donc un produit de l'histoire culturelle dont l'amorce fut un calcul politique pour consolider la bourgeoisie et légitimer l'inégalité de fait. Plus tard, les acquis sociaux sont le fruit de l'Etat-providence issue de la démocratie et des luttes dans le cadre des négociations avec la bourgeoisie. La démocratie est certes une valeur que les sociétés défendent avec vigueur, mais elle est aussi culturellement et historiquement déterminée, ce qui limite la prétention à l'imposer dans d'autres cultures.

Un autre invariant est la liberté entretenue dans les interstices des pouvoirs antagonistes qui défendent le conservatisme. La concurrence entre les pays européens contribue aussi à préserver une liberté minimale d'invention, d'expression et d'enseignement. Une avance technologique décisive a entraîné des dominations aux multiples visages depuis la colonisation (les élites locales étant parfois acquises à l'occidentalisme) jusqu'au soft power culturel en passant par le FMI et la Banque mondiale. Le libéralisme fut une arme de domination massive par la diminution des prix qui précipite la chute des productions locales et démocratise l'usage des nouveautés. La concurrence entre pays industriels provoquant l'amélioration constante des efficacités et la multiplication des nouveautés, les pays en retard sont déclassés. Aussi l'Asie a-t-elle utilisé à son profit les armes du libéralisme sous la forme d'une compétition à base de bas salaires et de délocalisation des emplois.

Je préfère le terme de libéralisme à celui de capitalisme et je n'oublie pas l'ultralibéralisme. Le capitalisme n'est pas un concept scientifique mais une notion militante qui fustige l'inégalité. L'égalité entre les hommes ou dans le vivant n'a jamais existé. Le génie politique de Marx et Engels fut de rendre l'enrichissement libéral et l'inégalité relative insupportables. Ils ne pouvaient attaquer l'efficacité du libéralisme qu'à travers des défauts qu'ils lui attribuèrent en exclusivité. Les écologistes radicaux dénoncent de la même manière le libéralisme alors que les pays libéraux sont ceux qui protègent le mieux l'environnement (ou le moins mal). Tous oublient que le libéralisme a de multiples avantages tels que la concurrence des entreprises, la création d'emplois, l'accroissement de la santé et du niveau de vie alors que ces vrais défauts sont la financiarisation douteuse, les fluctuations épisodiques mais dangereuses, un rythme parfois inhumain, la surconsommation et la survie darwinienne des entreprises les plus aptes. L'effet du libéralisme sur les salariés est ambivalent car, les emplois sont plus attractifs qu'à la campagne avec un niveau de vie qui augmente (ce n'est pas toujours le cas), ils sont en concurrence entre eux et avec les machines. Alors que l'efficacité productive fait diminuer les prix et démocratise l'usage des produits, Marx a insisté sur l'inégalité et la violence. Il a sélectionné une partie de l'équation libérale en évacuant aussi la démocratie et ce qui se rapporte au politique. Par la conscience de classe, l'objectif visait à fédérer les prolétaires sur la promesse d'un salut sous la forme de la dictature du prolétariat.

Alors que le libéralisme est la possibilité de faire du commerce, ce que toute société connaît depuis la nuit des temps, l'ultralibéralisme (voir tome 1) est une politique qui est le fruit du manque de régulation au profit de quelques bourgeoisies dominantes avec l'appui intellectuel d'une science économique à courte vue. L'absence d'entrave favorise les pays et les entreprises gagnantes qui ont alors pignon sur rue, mais la dérégulation plonge le reste du monde dans la pauvreté. Les gagnants perdent des clients et sont soumis à des risques financiers insoupçonnés. Pour les défenseurs de la doctrine d'un laisser-faire sans frein, l'Etat est même érigé en ennemi à abattre comme si l'Etat n'était pas le moyen de l'inclusion sociale et la condition de l'application du droit commercial. En résumé, le libéralisme économique demeure la source du développement dans les pays réglés. Un libéralisme

régulé par la démocratie ou l'éthique est bénéfique à tous les pays alors que la dérégulation économique crée des incertitudes et des marchés perdus y compris pour les gagnants. L'Occident **politiquement réglé** peut basculer dans la liberté et dans la dérégulation économique. Il diffère des pays du Sud de **moins de réglementation politique** avec les *bandazos* (voir plus loin) et le clientélisme qui témoignent d'une élite ne rendant pas de compte à la société. Mais avant d'examiner ces sociétés, voyons la trajectoire libérale en Asie de l'Est.

Japon Corée Taiwan

Avec le développement le plus rapide après une guerre destructrice dans les années 1950, la Corée du Sud incarne le modèle asiatique de l'est, Chine exclue. La Corée fut longtemps la proie des influences chinoises et des appétits japonais. Après-guerre, l'URSS et les États-Unis partagent la péninsule désormais scindée en deux pays. La Corée du Nord communiste dispose alors d'une industrie lourde et de militaires aguerris alors que la Corée du Sud est traversée par les pénuries et subit les poussées communistes. L'âpre guerre de Corée avec ses millions de morts, dont l'issue confirme la ligne de démarcation, sert de point de départ à la divergence économique, la Corée du Nord s'enfonçant de son côté dans la dictature et la misère.

Au Sud, les débuts sont éprouvants avec les dictateurs et les coups d'Etat successifs. Les partis sont supprimés et des purges répriment l'opposition dans l'administration, l'armée et la presse. Les dictateurs se font réélire en brandissant la crainte d'invasion et le départ de l'allié américain. Bien que réprimés, les opposants ne faiblissent pas et les étudiants demandent la démocratie. Une longue transition met en place l'État de droit et l'opposition jusqu'à l'établissement de la démocratie en 1983. En 1987, un civil soutenu par les militaires est élu. La reconstruction occupe le pays jusqu'à la fin des années 1950. L'aide américaine (30 % du budget de l'Etat) à partir de 1960 stabilise l'économie. Le Parti libéral du premier dictateur, le président Rhee, soutient la fondation de puissants *Chaebol* (LG Electronics, Hyundai Motor Co) qui sont des conglomérats d'entreprises à l'image des *Zaibatsu* du Japon des années 1920. Le PIB décolle dans les années 1960 et s'envole avant la démocratisation de 1988. Les jeunes se forment aux États-Unis avant de revenir dans les administrations et les entreprises. Une élite coordonnée a suffi à amorcer le processus pour que le peuple suive, ceci après la paix et le redémarrage avec les capitaux américains.

Les liens de confiance entre gouvernements et bourgeoisie incluent des facilités de crédit, la restriction des importations et l'importation de matières premières et de technologie. Le marché interne est sacrifié et l'épargne encouragée. Séoul est alors une métropole chère et polluée. L'appui financier des États-Unis et du Japon a permis de lancer des firmes stratégiques dans l'aciérie, l'électricité, les télécommunications, les réseaux de transports, la banque, etc. La corruption est alors énorme. Il en va de même de l'endettement qui place le pays à la quatrième place des pays les plus endettés au monde dans les années 1980. La Corée est alors traitée par les capitaux étrangers comme une start-up dont on attend beaucoup même si, parallèlement, elle fait partie d'une stratégie anti-communiste. Les économistes décrètent que les aides, la dictature et la démocratie sont la martingale gagnante. Dans les faits, la comparaison avec le Japon et Taiwan montre que le fait culturel est essentiel. Examinons si l'attitude de « ne pas faire perdre la face » est la voie asiatique de la *fides* romaine, les deux approches illustrant deux visions de l'ordre et des règles sociales.

Les invariants sociopolitiques

En Corée, l'idée de justice, ancienne, a été marquée par le confucianisme : « Les premières structures judiciaires et les premiers textes de droit apparaissent pendant la période des Trois Royaumes (du I^{er} siècle avant J.-C. au VII^e siècle), puis celle du royaume de Goryeo (918-1392), dominée par le bouddhisme. Mais c'est pendant la période de Choseon (1392-1897), marquée par le confucianisme et son organisation sociale très hiérarchisée, que '*le pays se dote de codes élaborés*' ». Pour Christophe

Duvert, « une puissante culture et organisation administratives » se matérialise par « des lois instituant la Corée au rang d'Etat de droit²⁶¹». Parler d'État de droit quand la corruption est probablement élevée semble abusif, mais l'idée directrice est l'ordre réglé. L'objectif, pour ce spécialiste du droit, est « de préserver la **stricte hiérarchie** sociale sanctionnant les crimes contre les parents ou les membres des classes supérieures²⁶²». Il précise tout de même que les codes sont « un abrégé des mesures conçues pour remplir l'**agenda moral** néoconfucéen ». La morale concerne autant le riche que le pauvre et elle structure les valeurs paternalistes d'une société dans un rapport d'attentes mutuelles. Si les codes écrits préservent la hiérarchie sociale, la morale structure la vie quotidienne. Les codes écrits limitent l'arbitraire et rendent légitime (partiellement au moins) la hiérarchie en précisant les droits et devoirs de chacun. Le code vise les dirigeants et sans doute le peuple encore que la maxime populaire « riche innocent, pauvre coupable » exprime une réalité moins idéale de justice, mais l'ordre est présent et l'arbitraire est conditionné à des règles. Un peuple individualiste et réglé, plus exigeant que l'esprit communautaire de l'Europe, s'effraie du chaos faute de confiance dans ses semblables. Il délègue les codes aux élites à la condition que ces dernières soient paternalistes. La sanction est la révolte et la perte de la face. L'anarchie du fait de l'individualisme que ne parvient pas à canaliser la seule morale alimente la peur et l'attachement des Coréens à la hiérarchie et à la tradition. De nos jours, les Coréens du Sud déplorent le manque d'humanité du monde judiciaire où les procédures sont essentielles et impartiales au point de ne pas tenir compte des circonstances, une absence de compassion et une verticalité trop importante. On a vu une ex-présidente condamnée indépendamment de ses apports au pays : « La Cour suprême a confirmé, ce jeudi, la peine de 20 ans de prison contre l'ancienne présidente de Corée du Sud accusée de corruption et d'abus de pouvoir » ainsi que la fille d'un magnat : « Une histoire de cacahuètes mène une riche héritière sud-coréenne en prison » quand le peuple attend de la rigueur et un modèle de la part de ses élites.

Les sources sociopolitiques

Les auteurs qui lient confucianisme et développement se contentent d'une approche formelle qui n'explique pas les mécanismes en jeu. Cet essentialisme relève souvent de visées nationalistes qui magnifient une histoire. D'autres²⁶³ estiment que la construction de l'État de droit à l'ère Meiji au Japon est une évidence dès lors que les lois sont « bonnes », à l'image de ceux qui estiment que la Corée s'est développée seulement parce qu'elle a suivi de « bonnes politiques » économiques. Pourtant, ces deux pays sont des exceptions parmi les pays qui ont tenté de construire une économie moderne et un état de droit. Car il ne suffit pas de monter un dispositif institutionnel, encore faut-il le faire fonctionner selon les principes escomptés. On peut donc avancer que des éléments culturels ont joué, en particulier selon des liens sociopolitiques entre dominants et dominés. Il faut bien sûr rejeter toute conception de la culture considérée comme une essence ou comme un tout. Dans l'idiosyncrasie d'une société, tout ne se vaut pas et on peut évincer les nombreux rites et croyances particulières qui n'entretiennent aucun rapport avec la configuration sociopolitique. Tout au plus un rite ne vaut que dans un système de pratiques et de pensées qui peut être une entrée en matière pour la sociopolitique comparative.

La sortie d'Afrique et plus tard la progression vers le nord ont permis aux Sapiens d'acquérir des formes communautaires à la fois solides et exclusives. En revanche, la géographie n'explique nullement la différenciation culturelle en Eurasie et il faut imaginer que la trajectoire paternaliste en Asie, isolée par des déserts et des jungles, soit le résultat des migrants initiaux, peu nombreux,

²⁶¹ Christophe Duvert, 2021. Les voies de la justice en Corée du Sud: significations, histoire et représentations. L'Atelier des cahiers 357p.

²⁶² https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/09/24/les-voies-de-la-justice-en-coree-du-sud-une-histoire-de-la-bipolarite-sud-coreenne-entre-confucianisme-et-modernite_6095881_3232.html

²⁶³ Eric Seizelet https://www.persee.fr/doc/ridc_0035-3337_1991_num_43_2_2227

confrontés à des bouleversements sociaux et organisés selon un type efficace de solidarités, lesquelles s'exprimeraient plus tard dans le confucianisme et les grands travaux hydrauliques. La thèse de Karl Wittfogel sur l'usage de la terreur pour faire fonctionner ces sociétés hydrauliques a largement été critiquée pour ne pas y revenir ici, encore qu'elle continue à plaire épisodiquement à certains. L'ordre tribal était non seulement réglé mais il était autoritaire dans une communauté de d'égaux respectueux des rites familiaux. L'acceptation d'un chef a soudé précocement ces rivaux qui sont restés individualistes en Chine. L'hiver rude donne à l'exclusion fatale d'un membre de la communauté une puissance incommensurable. On imagine alors que les survivants aient gardé une haine contre leur communauté d'origine au point d'entretenir les frictions et les vendettas que, ici encore, dépassait l'acceptation de la tutelle supra-communautaire. Le dépassement nécessaire de l'individualisme a pu contribuer à la mise en place d'un empire et une unification précoces. Le conflit inévitable dans les tribus et entre elles est considéré non seulement comme banal par les spécialistes, mais aussi constitutifs des mythes et des règles comme l'a signalé René Girard. Plus de force que de force, l'individu et sa famille doivent adhérer aux règles de la communauté. Ce ne sont pas des rapports de production au sens marxiste, ce ne sont pas non plus des règles imposées unilatéralement par les dominants car ces derniers peuvent être exclus quand ils n'ont pas protégé la communauté. Aussi la règle asiatique de ne pas faire perdre la face à un tiers traduit-elle l'impossibilité morale d'un dominant à dégrader un dominé, ce qui n'empêche pas sévices et tortures pour les fautifs. D'une certaine manière, ne pas perdre la face serait l'équivalent asiatique de la *fides* romaine entre égaux. Alors que l'Asie ne reconnaît nullement l'égalité car elle a besoin de dirigeants, l'autorité y est tempérée par une éthique de liens personnels alors que la *fides* respecte davantage la communauté d'égaux. On pourrait approfondir la notion d'égalité en Asie car le fond communautaire existe, non pas au sens de la juxtaposition de familles, mais de règles partagées dont font partie la morale et le principe de la face. Mais l'égalité originelle est occultée par l'individualisme réglé par un empire précoce.

La question sur la nature du lien social conduit à examiner la nature de la communauté en Asie. Des anthropologues ont admiré l'entraide agricole, par exemple pour le repiquage du riz ou la gestion de l'eau agricole. Mais l'économie du travail ne crée pas nécessairement des solidarités contractuelles. La mécanisation de la riziculture a ainsi annihilé l'entraide et ramené les bourgs à de simples voisinages de familles centrées sur elles-mêmes que même les lieux de culte ne rassemblaient pas²⁶⁴. Ceci en Asie du Sud-Est car il est probable que la Chine ait davantage de coutumes communautaires sans qu'il s'agisse de citoyens solidaires. La communauté pourrait être rapprochée de la tribu hiérarchisée où les liens sont plus verticaux et les rapports de voisinage limités à l'économie paysanne. D'autres anthropologues se sont également trompés quand ils ont comparé le douar marocain et le village balinais (où l'irrigation organise l'économie villageoise) alors que le village n'est parfois qu'un agglomérat de familles sans idée de citoyenneté. Les liens verticaux sont souvent prépondérants sous la forme d'un paternalisme que légitime l'équilibre entre protection et services dans le cadre de valeurs culturelles acceptées avec le paternalisme et la valorisation du travail par exemple. Dans le cadre de rapports verticaux personnalisés soumis à une morale générale (qui renvoie elle-même aux règles sociales dans des sociétés de solidarité nécessaire), on ne peut pas parler d'individualisme au sens strict, individualisme qui verrait des individus agir à leur guise sous la seule soumission à une domination sociale ou à des règles non légitimes. De même, on ne peut pas évoquer l'individualisme européen sans évoquer le respect des règles collectives qui a pris la forme de l'État de droit ou de la puissance de la morale communautaire. Il en va de même du paternalisme qui est économique en Amérique latine alors qu'il est culturel en Asie. Le paternalisme culturel repose sur la légitimité des

²⁶⁴ Voir Tome 2. En Thaïlande (delta), les premiers anthropologues confondaient entraide villageoise et lien communautaire jusqu'à ce que plus perspicaces qu'eux nient l'automatisme du rapport entre village et communauté sur la base de liens sociaux verticaux (d'une famille avec l'élite) et non pas horizontaux.

leaders qui suppose une action pour le bien d'une communauté particulière ou pour la nation. Le conservatisme serait alors la conséquence d'une société hiérarchisée (communautaire sous la tutelle d'un chef nécessaire –c'est-à-dire pas seulement imposé par les lois de la domination guerrière- ou impériale) où l'individu n'est reconnu que par la place qu'il occupe au sein du collectif.

Si l'évocation du paternalisme, de l'individualisme ou du légalisme dans une société lambda doit prendre en compte la force des pratiques, des croyances et donc de la légitimité sociopolitique, l'idéalisme et le matérialisme semblent également distinguer l'Asie de l'Europe à condition, là encore, d'une mise en contexte. Partout existe l'intérêt immédiat pour l'argent ou pour diminuer la pénibilité du travail, mais collectivement, la démocratie, la citoyenneté et la légitimité relèvent d'une forme d'idéalisme partagé. Cet idéalisme devient d'ailleurs performatif quand le fait de croire que la loi ou l'institution est juste conduit à son application générale. Inversement, la méfiance entre familles sans lien organique ou transcendant au-delà des vertus individuelles favoriserait le conservatisme. Le Japon dispose de plusieurs mots pour désigner la famille, pluralité qui, déjà, élimine toute prépondérance de la famille de type occidental. Une acception renvoie à la famille patriarcale qui s'étend jusqu'à l'Empereur. Un autre mot fait écho à une conception « familialiste » de refus de l'individualisme²⁶⁵. Les controverses ont fusé à l'époque Meiji quand le Japon a cherché à se doter d'un code civil à l'occidental. Ce code ne reconnaissait plus la polygamie mais continuait à reconnaître la prostitution et les enfants naturels ainsi que les liens verticaux avec les dominants. Le code reconnaissait en revanche la place de la bonne épouse et de la bonne mère avec l'introduction indirecte de la notion d'amour (et de liberté) en lieu et place des mariages arrangés.

Non pas que la polygamie ait un sens sociopolitique univoque, mais le renforcement institutionnel de la famille a entraîné l'égalité de droit, un ordre plus rigide, la reconnaissance du droit et du respect pour l'individu et même la liberté du choix de l'époux. Ce nouvel ordre a fonctionné parce qu'il ne contrevenait ni à l'ordre réglé demandé dans la société ni à l'élite. L'égalité était un mieux pour les femmes et les hommes sans que ce soit pour eux une exigence. Seuls les corps intermédiaires, tels les samouraïs, ont pu ne pas y trouver leur compte, mais ils étaient exclus de l'ordre moderne qui, parallèlement, renforçait le paternalisme impérial et ne remettait pas en cause les relations verticales qui s'expriment dans la loyauté à vie du salarié envers un patron²⁶⁶.

Finalement avec l'Etat moderne, un Etat de droit institutionnalisé jusque dans les rapports familiaux s'est mis en place. Le droit écrit s'est imposé toutefois sans remettre en cause les rapports verticaux entre les individus et les principes moraux du travail et de la bienveillance. Le droit récupéré chez les Occidentaux a boosté le commerce et les entreprises, d'autant plus que la bourgeoisie était proche des instances étatiques et que le peuple était non pas docile mais inscrit dans un tissu de légitimités sociales. Le peuple suivait les changements qui allaient dans le sens de l'intérêt collectif sans remise en cause de la hiérarchie. Concernant la perception de la corruption, le Japon et la Corée aujourd'hui ont des indices qui se situent respectivement à la 19^e et 33^e places mondiales au même niveau que de nombreux pays européens.

Comparaison avec Taiwan et la Chine

De population aborigène puis chinoise, Taiwan a vu son décollage facilité par l'aide étrangère comme la Corée. Plus tôt, le pays fut l'objet d'une colonisation ancienne par les Japonais avant l'arrivée massive des Chinois continentaux vaincus par les armées maoïstes. Dès 1949, les nationalistes traitent d'une main de fer les émeutes dans l'île avec l'appui des États-Unis anticommuniste. La loi martiale est levée seulement en 1987 et le suffrage universel instauré en 1996.

²⁶⁵ <https://www.jstor.org/stable/26250687>

²⁶⁶ La loyauté s'exprimait aussi dans le *rōnin* (samouraï inemployé) qui, du côté des perdants (bataille de Sekigahara en 1600 ou au siège d'Osaka), s'exilait souvent.

Entre 1953 et 1959, la dictature adopte une politique de substitution aux importations pour réduire la dépendance du pays et la priorité est donnée à l'agriculture. Jusqu'en 1979 sous la loi martiale, l'encouragement aux exportations privilégie les textiles avant que les plans décennaux visent l'industrialisation dans la haute technologie. Taiwan réussit son développement en bridant l'opposition avec l'appui d'une population « docile » et en attirant les capitaux américains dans les zones spéciales Kaohsiung, Taichung et Nanzo. Les investissements étrangers affluent et donnent accès automatiquement aux marchés occidentaux. Fin 1985, ils représentaient le double de ceux investis en Corée. La proximité des trajectoires avec la Corée et plus tard avec l'Asie du Sud-Est est évidente. En même temps, Taiwan demeurait un pays de PME et d'agriculture minifundiaire qui préserve « l'individualisme et la créativité des entrepreneurs chinois » sous la puissance de l'intervention étatique en faveur du libéralisme²⁶⁷.

Aujourd'hui

La Corée, dont la navigation entre libre-échange et protectionnisme²⁶⁸ est semblable à Taiwan, s'inscrit à la perfection dans le modèle géographique des cultures sociopolitiques en lien avec les latitudes. Alors que Taiwan hybride les modèles chinois et d'Asie du Sud-Est, la Corée est proche du Japon. De nos jours, la Corée et le Japon sont clairement des États de droit, des démocraties, des économies qui rivalisent avec les Occidentaux et des pays dotés d'universités performantes. Les choix politiques et économiques, « sans erreur » pourrait-on dire et originellement sous la coupe de l'autoritarisme, sont redevables d'un fond culturel similaire. La corruption préexistante a été réduite avec l'institutionnalisation et l'État de droit. La légitimité traditionnelle que le peuple accorde à ses élites s'est renforcée avec le boom et la redistribution économique, éventuellement avec la démocratie et un État de droit dont l'apport à la légitimité est néanmoins moindre. Si l'appui des États-Unis fut important, la culture sociopolitique fut décisive. La preuve en est donnée par la Chine qui n'a pas bénéficié de l'appui états-unien sur les plans politiques (appui aux dictatures puis aux démocraties) et financiers.

La Corée du Sud actuelle est ouverte à la liberté tout en respectant le droit, ceci à un niveau inédit dans le monde. Concernant la liberté, la Cour Suprême a statué sur l'autorisation de publication de l'œuvre sulfureuse du marquis de Sade. Ses attendus furent particulièrement clairs : l'ouvrage incriminé est moins un mauvais exemple ou un appel à la transgression que le droit d'explorer les côtés obscurs de l'individu et de la société. Peut-être que le christianisme, la principale religion du pays, a inspiré les juges selon la parole : « Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre ». Quant à l'État de droit, on a vu un président, toujours en Corée, jugé et inculpé pour corruption alors que les présidents occidentaux sont rarement inquiétés, la justice attendant leur décès. Selon le point de vue, on peut relever le manque de flexibilité dans l'application de la loi ou au contraire un niveau élevé d'État de droit. Ici, aucune théorie politique n'est en mesure de signaler ce que serait le niveau optimal d'État de droit dès lors qu'on évite les deux excès de l'anomie et du despotisme administratif. Les lois traduisent un esprit et leur application réglée doit tenir compte du bien collectif, comme la paix sociale, mais aussi des valeurs partagées dans une société, telles que la liberté. La société coréenne éprise d'ordre est sensible à la sanction des fautifs sans toujours se rendre compte du pouvoir de l'émotion, de l'opinion publique et par conséquent des instrumentalisation politiques dans ce type de décision. L'État de droit n'est jamais exempt de dérives que seule une éducation critique peut révéler. Il en va de même de l'histoire de l'État de droit qui doit établir la part de ce qui est l'institutionnalisation du plus fort –comme sous la féodalité européenne, la part qui revient au respect d'un ordre conditionné au bien collectif et la part qui relève de la manipulation partisane.

²⁶⁷ <https://www.cairn.info/revue-entreprises-et-histoire-2018-1-page-6.htm>

²⁶⁸ <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2007-3-page-189.htm>

Le shintoïsme révèle également les invariants sociopolitiques du Japon quand l'absence de religion institutionnalisée suggère la primauté de l'individualisme. La Chine centralisée ou les grands ensembles politiques de l'Inde n'ont pas davantage de religions organisées à grande échelle et le Japon suit le principe asiatique d'un ordre social qui n'interfère pas avec les pratiques individuelles. La famille ou le clan sont les entités que chapeaute politiquement un régime. L'individualisme devient matérialisme faute de questionnement sur une transcendance portée par l'élite et reprise par une communauté en quête de réponse aux émotions populaires. En Asie, l'émotion reste circonscrite à la sphère individuelle et la dévotion est ancrée dans le rituel familial sous la tutelle acceptée de l'hégémonie du groupe. En Inde, les pratiques ascétiques sont individuelles et dévoilent une spiritualité, liée à des spéculations sur la vie et la société, sans que l'élite ne parvienne à s'immiscer dans les pratiques quotidiennes. La morale est tribale et locale, le conservatisme est maximal. L'individualisme confine au chauvinisme après l'Indépendance dont la non-violence exprime sur le plan sociopolitique une difficulté à se fédérer. L'Inde est alors figée dans les castes après avoir été colonisée par l'islam, les Français et les Anglais. Au Japon, le shintoïsme est une pratique individuelle dont les manques collectifs sont comblés par d'autres courants. Dénommé la « voie des dieux », ce système polythéiste demeure animiste avec les milliers de *kamis* qui sont autant de divinités de la nature comme le soleil, la mer, l'eau et le riz, lesquelles représentent principalement les ressources utiles. L'amorce de l'unification surnaturelle se perçoit dans trois divinités principales héritées des cultes agraires ou liées à un bodhisattva ou à un homme divinisé (en charge des lettrés). Ni bonnes ni mauvaises, les forces tutélaires, les esprits ou les énergies peuvent devenir irascibles. Les offrandes facilitent la réalisation d'un souhait, ceci en frappant dans les mains pour attirer son attention car le kami n'est pas omniprésent. Cette matérialité sonore souligne l'absence de transcendance et le matérialisme religieux est confirmé par le dicton *komattatoki kamidanomi* : « on sollicite les dieux uniquement en cas de difficultés ».

Le polythéisme et l'animisme font bon ménage avec le culte des ancêtres qui glorifie la famille, mais s'avère peu efficace pour entendre la demande de spiritualité. De son côté, le bouddhisme donne l'espoir d'atteindre l'Eveil et porte une eschatologie morale et transcendante. La cohabitation des traditions religieuses s'est toutefois délitée quand le shintô devint religion d'État à l'ère Meiji pour qui le bouddhisme était d'origine étrangère. L'empereur soucieux d'imiter les pays occidentaux a institutionnalisé les pratiques individuelles et officialisé un clergé. De nos jours, les sanctuaires shintô servent les cérémonies rituelles liées aux grandes étapes de la vie (naissances, mariages) ou à la prospérité (réussite financière, amour, carrière) alors que les temples bouddhistes se prêtent aux funérailles et à la piété personnelle.

L'absence de religion organisée a nécessairement ouvert l'espace religieux aux courants qui proposent de répondre aux inquiétudes existentielles des croyants abandonnés à eux-mêmes. L'animisme présente des qualités immanentes mais ses lacunes d'explication sur les conditions d'une vie meilleure, d'une morale et d'un réconfort face au mal, que compenserait par exemple l'au-delà, devaient être complétées. Une tradition basée sur les rites dans un contexte conservateur n'a pas produit une réflexion théologique et l'origine de l'homme n'est pas établie dans une cosmogonie²⁶⁹. L'absence de spéculation sur les causes premières et dernières consolident les pratiques individuelles et le conservatisme. La soumission au groupe n'est toutefois pas un fatalisme et le zen bouddhiste demeure une voie pour l'amélioration individuelle²⁷⁰.

²⁶⁹ Des théologies et même un monothéisme ont existé dans les différentes écoles du XIII^e siècle qui tentaient d'inclure les avancées du néoconfucianisme (souffle) et du bouddhisme ésotérique ou pour renforcer le shintoïsme lui-même <https://amis-musee-cernuschi.org/les-metamorphoses-du-shinto/>

²⁷⁰ <https://www.institut-jacquescartier.fr/?s=shintoisme&searchsubmit&pdf=357>

L'art japonais ancien souligne lui aussi les limites de l'innovation dans l'expression collective. S'il a changé dans le passé et s'est perfectionné dans la sobriété à l'image de l'ouverture ponctuée du syncrétisme religieux, il reste un artisanat diversifié et raffiné qui n'est revendiqué que très récemment par une contre-culture. L'ordre social de nature militaire appuyé par la population fige la société malgré l'éducation de la population. Sous les prérogatives de l'élite, cet ordre ne pouvait être dépassé que par une institutionnalisation plus grande qui fut en effet obtenue. Mais l'ordre figé par les relations verticales selon une symétrie d'attentes réciproques oriente le changement. Au sein de la valeur partagée d'ordre social, le besoin de moderniser et d'entrer dans le monde planétaire a produit des initiatives et une institutionnalisation que l'art et la science au Japon incarnent de nos jours.

Les invariants

Malgré les crises du libéralisme, qui exigent un surcroît de solidité institutionnelle et de solidarité entre bourgeoisie et peuple, on constate que l'Asie de l'est a passé les épreuves avec brio au point de faire partie des pays les plus développés de la planète. De fait, la portée des revendications sociales y est limitée avec une foi élevée dans les dirigeants au point de créer des nationalismes excessifs. Pour l'heure, la liberté et la démocratie y sont implantées, peut-être acquises, après la lutte virulente contre les dictatures. On ne peut pas parler ici de *bandazos*, ces coups de barre inopinés dans les stratégies politiques comme en Amérique latine. En effet, les dictatures ont été des moments douloureux mais l'ouverture ultérieure est durable. La modernisation politique montre l'engagement des leaders à ne pas outrepasser l'intérêt public qui est l'acmé de l'opinion publique. Peut-être que les régimes forts eussent-ils pu être évités dans la transition à la démocratie et au développement, mais l'ordre imposé a accéléré la mise en place de l'État de droit et le démarrage économique tout en renforçant la démocratie acquise dans la rue. Peut-être que les régimes forts ont reflété la transition nécessaire entre le conservatisme millénaire d'une tradition réglée et la pluralité moderne tout aussi réglée.

L'ordre traditionnel avait pris la forme d'un conservatisme à la fois politique, social, religieux, moral et scientifique. Au sein de cet ordre, il n'y avait aucune place pour la liberté artistique, la connaissance et le commerce (d'ailleurs limité par la piraterie qu'il faudrait analyser en termes sociopolitiques et pas seulement comme cause d'un commerce en berne). L'individualisme, le matérialisme et l'égalitarisme par le bas résultaient du paternalisme figé. Il fallait un ébranlement externe pour mettre en mouvement ces sociétés réglées. Avec les institutions et l'État de droit, l'ordre paternaliste demeure toutefois avec davantage d'égalité formelle et de liberté individualiste qui s'expriment encore par le matérialisme. C'est un cocktail gagnant pour le développement libéral.

Les scénarios sociopolitiques

Etant donné la similarité des degrés de développement en Occident et en Asie de l'est après le rattrapage explosif de cette dernière, il serait présomptueux d'imaginer un scénario à appliquer à l'un ou à l'autre. Les politiques socioéconomiques prennent ici le relais de l'approche sociopolitique à condition de noter que les mesures strictement économiques se révèlent insuffisantes tant dans les pays riches que dans les pays du sud. Ceci d'autant plus que le développement récent dévoile des faiblesses insoupçonnées si on oublie les cultures sociopolitiques : retour légitimé à l'autoritarisme en Chine ; incapacité occidentale de traiter les dénonciations permanentes à l'âge de la postmodernité ; léthargie démocratique inquiétante au Japon. Tout au plus peut-on prendre chez l'un ou l'autre des actions moins sous la forme de bonnes pratiques (difficiles à appliquer dans des contextes différents) que d'idées à ausculter pour en connaître l'esprit avant de les ajuster. Insistons une fois de plus sur les dispositions différentes de l'idéalisme culturel contre le paternalisme culturel. L'Europe a su la première briser le carcan du conservatisme pour libérer le commerce et la science. Mais une fois ce premier pas établi et après des péripéties douloureuses, l'élite en Asie a su imiter puis égaler la science et le commerce. Cette imitation héroïque est d'ailleurs notable car l'Europe ne pourrait pas la

produire du fait de la méfiance envers les élites et des pulsions libertaires, nationalistes et liberticides. Cette imitation montre l'importance d'élites légitimes et matérialistes : elles réfléchissent au bien commun sans s'attendrir sur des traditions inadaptées même si, bien sûr, la littérature sur le génie de ces pays ou l'explication volontariste des miracles asiatiques dit le contraire. Le Japon a porté haut la capacité de l'élite à opérer un changement, qui a entraîné l'élite des pays voisins.

L'Europe fut la première à briser les conservatismes par un individualisme à la fois réglé et idéaliste. Le commerce en a profité au-delà des ligues et des familles de marchands. Les règles passant à l'échelle supérieure, l'État de droit prolonge et complète la communauté d'égaux pour généraliser la confiance mutuelle désormais sanctionnée par les institutions. Parallèlement, la discussion permanente, sous la forme du débat moins éclairé que musclé n'en déplaise aux philosophes focalisés sur les Grecs, a été possible sous régimes autoritaires ou la démocratie représentative même si elle était surveillée par des princes et par une religion non théocratique. Aussi ténus que fussent les contrepouvoirs, les monarques en concurrence entre eux et avec le pape puis avec les bourgeois et les universitaires ont peu à peu relâché la surveillance des idées. Résistances, retours en arrière et crises n'ont jamais cessé, mais l'État de droit s'est imposé, avant la démocratie, autant parce les princes y avaient intérêt que parce qu'il correspondait aux attentes sociales.

Chine

D'une certaine manière, la Chine est coutumière des *bandazos* : après le conservatisme impérial, l'essor républicain, le retour à la violence autoritaire sous Mao, la libéralisation de Deng Xiaoping, survient de nos jours l'intention de revenir à des formes autoritaires et peu libérales sous Xi Jinping fauteur de purges sous le mantra : « la loyauté absolue, la pureté absolue, la fiabilité absolue²⁷¹ ». La différence avec l'Amérique latine tient au succès insolent du libéralisme chinois alors qu'un pays comme l'Argentine hyper-libérale prise en otage entre des grands propriétaires, les libéraux et les syndicats est endettée et en cessation permanente de paiements (que cachent les prêts internationaux). La raison : « Durant 50 ans les Argentins ont été incapables de se mettre d'accord sur un modèle de croissance économique et les régimes populistes ont alterné avec les régimes militaires²⁷² ».

La Chine est le dernier membre du cercle encore select du développement de degré trois²⁷³. Peu d'auteurs s'aventuraient à en prévoir le développement encore qu'il faille évoquer « Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera » d'Alain Peyrefitte. En pleine Révolution culturelle et après un séjour de quelques semaines, l'homme politique publie l'ouvrage en 1973. D'un côté, c'est le digne continuateur des dirigeants antérieurs qui, depuis plus d'un siècle, voient la Chine comme un marché infini dont ils espèrent l'ouverture. Même teintée de peur du « péril jaune », la promesse de la taille démographique se potentialisera « dès qu'elle maîtrisera une technologie suffisante²⁷⁴ ». D'un autre côté, l'essai prend de court les sinologues spécialisés qui lui reprochent de ne pas avoir suffisamment

²⁷¹ https://www.lemonde.fr/international/article/2021/10/05/le-president-chinois-xi-jinping-poursuit-sa-campagne-de-purges_6097178_3210.html

²⁷² <https://books.openedition.org/iheid/2818?lang=fr>

²⁷³ L'ex-URSS avait atteint un degré inédit de développement non libéral à partir d'une planification dictatoriale. Le vaste marché intérieur a permis le décollage communiste. Mais des consommateurs qui restent pauvres, des ouvriers peu productifs, l'absence de motivation et de liberté, l'ostracisme des économies libérales et surtout l'absence de régulation au sein de l'élite ont été les sources multiples du déclin. On retrouve le déclin de Sparte malgré ses victoires militaires, déclin (avec Athènes fondée sur le commerce et la démocratie) qui éclaire sur les limites de ce type de développement. La défaite finale militaire des phalanges spartiates face à un meilleur stratège caractérise un système rude où une aristocratie en déclin contrôlait tout. Elle fut incapable de contenir la corruption quand l'argent vint à abonder et son système n'a jamais pu être imposé aux autres cités grecques. Faute d'avoir construit un empire, la chute de Sparte était prévisible.

²⁷⁴ https://fr.wikipedia.org/wiki/Quand_la_Chine_s%27%C3%A9veillera%E2%80%A6_le_monde_tremblera

pris en compte les purges par dizaines de millions. L'attaque est mesquine car l'auteur en a parlé et son objectif est la futurologie à la lumière d'un passé brillant. On se demande s'il ne voulait pas aussi couper l'herbe sous les pieds des maoïstes occidentaux. Avec le raccourci technologique, on note que l'auteur ne maîtrisait pas les tenants du développement qui, plus tard, devaient passer par l'ouverture économique réalisée par la sphère politique. Si la culture et la taille du marché ont joué, les lecteurs restent sur leur faim pour trouver dans la littérature tant chinoise qu'étrangère des éléments fondamentaux d'une sociopolitique qui ne soit pas étroitement culturaliste.

Les invariants sociopolitiques

Les sources sociopolitiques de la socio-économie

Confucius n'est bien sûr pas à l'origine du respect dû au père, aux ancêtres, au travail et aux autorités. Lui-même reconnaissait avoir mis des principes préexistants en règles morales, hors droit écrit, ce qui renvoie aux Dix Commandements et aux innombrables tentatives pour institutionnaliser une morale aux époques où la demande de justice opposait les familles et fissurait les tribus. Certaines morales au-delà du cercle de l'éducation familiale ont connu un succès durable. En Chine, le succès est l'effet de la magnification des préceptes entérinés par les gouvernements. Comme avec la religion, Confucius peut être considéré comme un *proxy* de la culture chinoise à condition, une fois de plus, de ne pas faire de cette dernière un tout hégémonique. Ce proxy permet de percer la carapace des apparences collectives pour éclairer l'individualisme et le matérialisme sous-jacents. Autrement dit, il faut débusquer la tribu et la communauté sous les dispositifs impériaux et communistes, tels ceux mis en pratiques durant la pandémie de covid-19 quand les quartiers, sans lien avec le parti communiste chinois, se sont organisés pour informer, surveiller et aider.

La notion de communauté en Chine apparaît tangentiellement, principalement dans la littérature anglo-saxonne déjà sensible à ce qui relève de la *community* sans toutefois en préciser la signification. Le lien entre l'empire ou le communisme avec la communauté fonctionnelle a été effacé par les structures politiques sans le faire disparaître. La notion de communauté n'est pas celle des anthropologues qui s'appuient sur l'entraide villageoise, pour le repiquage du riz par exemple, sans identifier les solidarités réglées. Toujours est-il que la communauté chinoise n'est pas faite de citoyens égaux en droits et libres quand la soumission au groupe est une manière d'imposer l'égalité, ceci sous le régime des règles paternalistes. Quant à la liberté, elle se réduit à la révolte massive lors des crises et à la révolte locale contre ce qui est conçu comme une usurpation légale. Dans sa comparaison avec la France, la romancière Chunyan Li²⁷⁵ évoque une communauté vivante : « Dans la Chine contemporaine, le communisme renvoie surtout au sens du sacrifice au profit de la communauté ».

La difficulté en Chine est d'identifier les relations horizontales et verticales dans une communauté. Les liens verticaux de nature paternaliste ne sont pas toujours bien décrits tant le paternalisme des dominants est peu commun en Occident. C'est d'ailleurs la comparaison avec les cas singuliers du Japon et d'Asie du Sud-Est qu'on parvient non sans mal à les caractériser. L'empire a tellement marqué les esprits que les observateurs, Alain Peyrefitte vu plus haut ou les sinologues, sont obnubilés par l'empereur divinisé qui, comme au Japon, occupe le sommet de la pyramide et qui, à la différence du Japon, légitime l'ensemble de l'appareil administratif. Les mandarins sont alors perçus comme des médiateurs voire ses serviteurs sans qu'on comprenne leur corruption ni leurs liens avec les communautés. Au Japon, la différence est éclairante quand le groupe local demeure important sous un régime paternaliste qui donne, par changement d'échelle, le nationalisme. Quand bien même le confucianisme impérial imprègne ces sociétés, les solidarités des acteurs restent mal connues alors qu'elles sont essentielles.

²⁷⁵ Cyrano, Confucius et moi. Une chinoise à Paris. Archipel.

De leur côté, les penseurs chinois sont captivés par le peuple considéré sous l'angle d'une essence plus que sous celui des pratiques sociales. Pour eux, la volonté du peuple s'identifie à la volonté céleste. Le Livre de l'Histoire, ouvrage classique en Chine, proclame : « Le Ciel voit ce que le peuple voit ; le ciel entend ce que le peuple entend. Le ciel est plein de compassion pour le peuple. Ce que le peuple désire, le ciel le lui donnera ». C'est une manière subtile de rappeler à l'empereur ses devoirs de père. Mencius (372-289 avant J.-C.), un disciple de Confucius, proclamait que le gouvernement doit se conformer à la volonté du peuple : « Le peuple est le premier en importance, l'État est d'une importance moindre, le souverain est d'une importance minimale ». Se préoccuper des intérêts de son peuple est un devoir envers le ciel. Avec des accents furieusement monothéistes, le même déclare : « Le Ciel aime le peuple et le souverain doit obéir au Ciel ». La notion paternaliste de bonheur, qu'on retrouve dans les pays voisins, apparaît sous la plume des penseurs qui estiment que, si le souverain ne règne plus pour le bonheur de ses sujets, ceux-ci ont le droit de le détrôner²⁷⁶.

La notion confucéenne de *ren* traverse l'Asie. L'harmonie sociale repose sur le « sens de l'humain » fait de respect et de bienveillance. Cette notion ne comporte aucune transcendance, seulement la volonté positive pour tout le monde de contribuer au bien collectif à partir de la famille. Le succès du précepte doit beaucoup à une attente sociale qui permet de stigmatiser les attitudes qui contreviennent à l'harmonie. Pour Confucius, toute la pyramide des liens verticaux est en cause : les hommes de l'Antiquité « qui voulaient organiser l'État réglaient leur cercle familial ; ceux qui voulaient régler leur cercle familial visaient d'abord à développer leur propre personnalité ; ceux qui voulaient développer leur propre personnalité rendaient d'abord leur cœur noble ; ceux qui voulaient ennoblir leur cœur rendaient d'abord leur pensée digne de foi ; ceux qui voulaient rendre leur pensée digne de foi perfectionnaient d'abord leur savoir²⁷⁷».

Certains estiment que Confucius aurait à lui seul marqué la Chine conservatrice au point d'associer la « sinitude²⁷⁸ » avec la pyramide administrative. Il semble plus prudent de considérer le succès du confucianisme dans la population comme la satisfaction du besoin à la fois d'harmonie sociale (depuis les enfants manifestant leur piété filiale) et d'individualisme où règles, conservatisme et soumission égalitaire évitent le chaos. Le souci d'égalité par la base (même si l'égalité sociale n'y existe pas) serait alors le résultat à la fois de la communauté originelle d'égaux théoriques (avec un code inégalitaire comme je viens de le dire) et de la soumission à une organisation acceptée dès lors qu'elle garantit l'harmonie et l'égalité par le bas. Rabaisser les marchands par des vexations fut le souci de quelques empereurs autant pour éviter la liberté que pour traduire démagogiquement un nivellement par le bas. De même, le communisme a incarné le dogme collectif quand le Japon, aussi paternaliste que la Chine mais de nature tribale par le shintoïsme polythéiste, développait l'État de droit et l'économie de marché dans les pas de son élite. Le Japon est aussi plus militariste moins parce qu'il est plus nationaliste avec des règles fortes que parce que le peuple est attaché à ses règles et aux élites qu'elles incarnent, même si ces élites restent imprégnées d'esprit féodal. Dans le même ordre d'idées, la diaspora chinoise ou la Corée du Sud, qui ont échappé à l'ordre pyramidal (qui commence par la surveillance des uns et des autres sans esprit marqué de solidarité) est illustrative de l'individualisme patriarcal et conservateur, ceci dans des bourgeoisies plus libres. Alors que l'attachement solide aux règles, plus que le conservatisme, explique le nationalisme, surtout au Japon, le souhait d'ordre se manifeste aussi dans le maintien du patriarcat traditionnel.

²⁷⁶ <https://fr.unesco.org/courier/2018-4/approche-confucéenne-droits-lhomme>

²⁷⁷ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Confucianisme>

²⁷⁸ « La sinitude [...] transcende les répertoires en termes d'ancrage (l'ethnicité), d'appartenance corporelle (l'ethnie) ou de corporéité (la société) dans sa double acception : sociale et politique » : https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2012-2-page-7.htm?try_download=1

Pour ces deux pays longtemps fermés et conservateurs, la taille continentale et l'histoire de l'empire du milieu sont également deux sources de différence avec un Japon plus nationaliste, organisé, légitime et guerrier. Pour développer le Japon, l'élite avait pour priorité son institutionnalisation alors que la Chine avait besoin d'un parti unificateur sous peine d'éclatement et de délitement suite à l'individualisme marqué et le paternalisme moindre. L'individualisme au Japon est tempéré par le paternalisme personnalisé alors que, en Chine, le manque de confiance entre individus et envers les institutions, ainsi qu'une corruption généralisée, peut avoir de fâcheuses conséquences sur la durabilité du boom économique actuel. La corruption n'est d'ailleurs pas liée au seul parti communiste puisque les mandarins étaient corrompus et qu'aucun lien social personnalisé ou communautaire ne garantit une confiance minimale. Au Japon, la loyauté est essentielle.

Avec le confucianisme, le taoïsme joue un rôle de premier plan depuis les écrits, avant Confucius, qui ont institutionnalisé l'animisme et les arts de la divination. L'institutionnalisation gravait alors dans le marbre un ensemble de croyances dont la durabilité tient au socle des croyances individualistes en Chine. De manière schématique, on peut l'assimiler au shintoïsme par le non dualisme qui voit des esprits dans la nature utile, ceci chez les Japonais, alors que le taoïsme chinois est polymorphe. L'immense somme des connaissances ésotériques dans un pays de la taille d'un continent n'a cessé d'être classée par les lettrés qui ont probablement expurgé les chamanismes les plus mystiques pour préserver une rationalité compatible avec le matérialisme chinoise. L'autre point commun avec le shintoïsme est l'individualisme, ici sur le plan sociopolitique. Aussi y trouve-t-on des techniques personnelles de type mystique, médical, alchimique et rituel, le tout associé à des enseignements pratiques propres au corps et à l'esprit : interdictions diverses, végétarisme, respiration, gymnastiques, sexualité ainsi que morale et exorcisme en lien avec le panthéon. La divination est de nature matérialiste car les Chinois d'hier et d'aujourd'hui veulent profiter d'un sort favorable.

Si les confucéens défendent l'harmonie sociale qui vient du cœur comme on l'a vu plus haut : « ... ceux qui voulaient développer leur propre personnalité rendaient d'abord leur cœur noble... », la quête taoïste vise l'harmonie dans la voie du cœur et de l'esprit. La nature, considérée comme l'authenticité primordiale et le moyen de se libérer des contraintes sociales et psychiques pour « chevaucher les nuages », justifie en Chine la passivité à l'image, supposée, de la nature. La libération des codes sociaux passe par la spontanéité, la liberté et la communion avec le cosmos, voire avec l'insouciance qui semble du Henry David Thoreau dans le texte²⁷⁹. Le Chinois insouciant n'est pas la première impression que l'étranger retire de la Chine, qui serait peut-être sa vivacité, mais la référence à la nature sert, pour des penseurs souvent à la marge, à instiller un antidote au confucianisme corseté pour lequel l'ordre social est avant tout un ordre civilisationnel qui distingue l'homme de la bête²⁸⁰. La quête de la sagesse individuelle conduit à « suivre la Voie » et à réfléchir aux paradoxes de la « Plénitude du vide » et du Non-agir. Un arbre tordu inapte à faire des planches vivra sa vie au bord du chemin tandis qu'un arbre bien droit sera coupé en planches et vendu. Inutilité rime avec sérénité, ce qui est en gros l'inverse du confucianisme. Alors que ce dernier propose un cadre sécurisant, la plénitude individuelle du taoïsme s'accorde à l'individualisme où chacun construit librement son salut. L'éthique de l'harmonie ajoute l'équilibre des contraires de type yin et yang alors que les rites magico-mystiques empreint de naturalisme vise l'immortalité individuelle²⁸¹. Ces préceptes pratiques pour la société et pour soi s'opposent à la transcendance, aux mystères (comme la foi) et à l'idéalisme qui se sont unis en Europe sous le sceau du monothéisme. La liberté y rompt le fatalisme de la « fourmilière » qui est une image fréquente chez les voyageurs comme chez le poète Henri Michaux parfois ambivalent : « Le Chinois est sensible à la nature ; non comme l'Allemand ou l'Anglais, mais

²⁷⁹ « Walden ou la vie dans les bois » est aussi un pamphlet

²⁸⁰ <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010080708>

²⁸¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Tao%C3%AFsme#Suivre_la_Voie

comme le hareng ou la fourmi. Le Blanc s'entoure d'un jardin, mais il n'est pas dans l'esprit de la nature. Le Chinois, au contraire, 'est de la Nature', plein de contradictions, de règles aussi, de compromis et toujours florissant²⁸²».

Les contradictions entre les courants du taoïsme exigent des clarifications de la part des lettrés. Aussi l'individualisme libertaire est-il contrebalancé par un pragmatisme mystique de nature transcendante et le respect dû aux lettrés. Quant à la morale, un auteur se sent obligé de rappeler que « ceux qui n'accomplissent pas d'actes de vertu et se contentent de pratiquer les procédés magiques n'obtiendront jamais la Vie Éternelle ». Comme dans le shintoïsme, la nature est présente de multiples manières et tout est bon à prendre, très peu d'enseignements étant rejetés. Le buissonnement des enseignements du Tao témoigne d'un esprit à la fois pratique et ouvert à ce qui peut contribuer au bien-être de l'individu²⁸³. La critique est absente, tout comme la théorie unitaire. Les lettrés incarnent le savoir en mesure d'apaiser, de moraliser et de suivre la coutume.

Les tensions au sein du taoïsme et entre ce dernier et le confucianisme sont-elles similaires aux tensions occidentales entre liberté et ordre ? Très certainement, mais pas sur le plan de la liberté sur laquelle l'Occident ne transige pas, du moins chez ses penseurs. L'harmonie de l'égalité par le bas et l'individualisme en Chine marginalisent la notion de groupe : l'individu a sa place dans le grand tout qu'est l'empire. La morale est celle de l'intérêt commun car, si la communauté existe, elle reste secondaire.

Le troisième pilier des croyances, le bouddhisme, propose une approche plus spirituelle. La voie adoptée par la Chine, de type mahayana ou compassionnel, n'a rien de surprenant dans un pays réglé. Contrairement à la discipline personnelle du « petit véhicule » présent en Asie du sud et du sud-est, le « Grand Véhicule » propose la compassion avec l'intercession des sages bodhisattvas exemplaires. La dimension collective repose sur le mantra du bien fait aux autres et, comme au Japon, la recette du bonheur individuel est assujettie au salut des proches. La complémentarité fonctionnelle des trois piliers se prête aux sociétés d'ordre et de règles sans remise en question du culte des ancêtres et de l'animisme primordiaux. Le complément sous la forme du polythéisme et du bouddhisme comble les manques antérieurs pour former trois couches historiquement déposées, ceci sans que ces adjonctions bousculent les règles originelles. La géologie de cette sédimentation dévoile dans les premières couches la sociopolitique communautaire faite d'individualisme et de matérialisme que la trajectoire ultérieure n'a pas remise en cause, sortant même confortée par le conservatisme politique qui s'y est surimposé et l'a fossilisée. On est loin des religions du livre qui, avant de devenir l'outil tout-en-un tel le couteau suisse du croyant, ont dû construire des morales en butte avec celles d'autres tribus, d'autant plus que le point de départ, en Europe du moins, est plus communautaire, libre et idéaliste²⁸⁴. En Chine, une religion peu marquée par une vérité révélée et plus pratique a permis aux instances gouvernantes de ne pas contrôler ni d'interférer dans le choix des trois croyances tant que ces dernières ne constituent pas une menace. Les religions organisées du livre, qui attirent les croyants par la mystique chrétienne ou le droit islamique, sont combattues en Chine par la peur d'une remise en cause de l'édifice social. Le christianisme est en effet porteur d'émotions facilement subversives sur le plan collectif et l'islam fournit un cadre unitaire alliant ordre, rite et mystique, les deux étant accessibles à chacun par la réflexion suite à la lecture de la Bible et du Coran.

²⁸² Un Barbare en Asie

²⁸³ On retrouve l'acceptation de la pluralité humaine dans la mythologie grecque où les boiteux, les sexualités les vierges volontaires les aveugles et tous les dieux locaux sans exception font partie du même panthéon sans interdictions, chacun y trouvant sa place dans un panhellénisme idéalisé.

²⁸⁴ Les Mormons qui étendent le salut aux morts baptisés post mortem, lesquels sont identifiés dans les généalogies, montrent cet intérêt pour les seuls proches sans bénéfice ni transcendance pour le collectif.

Le besoin d'ordre n'est bien sûr pas le souhait des seules autorités ou des lettrés, c'est le besoin populaire exalté dans les sociétés réglées peu confiantes et soucieuses face à la perte des repères collectifs. Les dérives des dirigeants effraient autant que l'impunité dont bénéficierait un voisin, qui n'est pas qu'inégalité ou jalousie. Dans le cas chinois, l'ordre existe indubitablement et il est même durable, mais il ne suffit pas à apaiser l'anxiété d'une société matérialiste et individualiste qui nourrit la méfiance et, par conséquent, l'aspiration à un ordre jamais suffisant. Les mandarins précocement et le communisme plus tard avaient l'appui de la population car ces régimes organisaient l'ordre sur la base de la tradition. L'individu était surveillé par sa communauté sans créer de solidarités et sans amoindrir l'individualisme. La religion entretenait le matérialisme dont l'individualisme s'accordait avec la corruption car cette dernière était le moindre mal à supporter pour garantir la pyramide sociale. Le système psychosocial secrétait la méfiance ainsi que le nivellement par le bas au prix de la liberté. En Chine, des éléments libertaires existent mais il est difficile d'aller contre une tradition qui associe l'ordre social, la spiritualité bouddhiste et le respect des croyances individualistes. Peut-être peut-on les percevoir dans les interstices de la religion, chez les ermites par exemple, mais toute critique d'une « fourmilière » aussi bien construite est difficile. Le prix payé à l'édifice était la liberté.

L'autre prix à payer des règles sociales est la corruption. Tout le monde y trouve son intérêt, ceci au détriment du bien collectif. Une société stabilisée qui repose sur l'individualisme et un matérialisme jamais transcendant s'adapte à cette pratique qui serait, ailleurs, un frein puissant au développement. La Chine actuelle essaie de lutter contre la corruption parce qu'elle pressent que c'est un obstacle à long terme. Il est vrai aussi que cette lutte se double d'une purge politique qui discrédite le souhait de mettre en place l'État de droit. Les pays en développement qui ont lutté contre la corruption ont pu obtenir des succès partiels mais jamais totaux tel le Mexique qui avait réduit vers 1990 une administration devenue incontrôlable.

Comparaison avec le Japon

L'absence de transcendance est plus marquée en Chine qu'au Japon. Le peuple chinois demande, par défaut faute d'avoir voix au chapitre, à ses élites royales, impériales et communistes du concret, comme les sécurités alimentaire et divine. Les élites n'ont pas manqué, par couches, d'institutionnaliser le tao, de pratiquer le confucianisme et d'autoriser le bouddhisme d'essence à peine moins individualiste. Tout le monde y trouvant son compte, le conservatisme est bien plus ancré en Chine où le ciel couronne les médiations pyramidales quand, au Japon, le soleil, qui n'est pas que le soleil levant, n'a aucune entité au-dessus de lui. Les religions solaires, et cela mériterait d'être confirmé, verrouillent l'autoritarisme d'autant plus qu'elles ne sont pas transcendantes et sont fermées au débat sous des formes de totalitarisme plus ou moins appuyées par la population. Toutefois, le Japon tribal n'est pas communautaire au sens de citoyens égaux, mais paternaliste au sens d'une pyramide sociale qui joue dans les deux sens. Aussi l'élite avec l'appui populaire a-t-il engagé le pays dans le développement à la période Meiji, dans le militarisme nationaliste dans des guerres, dans la démocratie parlementaire et de nouveau dans l'industrialisation, toute voie étant a priori prometteuse. En Chine, la pyramide impériale fonctionne dans un sens plus que dans l'autre même si, au cours de l'histoire, les empereurs et les mandarins s'adaptaient au besoin d'une population indisciplinée au bord de la révolte mais parcourue de valeurs d'ordre. Les niveaux de corruption y sont totalement différents. La Corée qui a basculé dans l'État de droit ou le Vietnam confucéen et encore d'économie communiste sont confrontés à d'autres problèmes.

Aujourd'hui

La Chine contemporaine est le premier pays à combiner avec succès libéralisme économique (avec bourses de valeurs, crédits bancaires et milliardaires) et parti unique. L'URSS en son temps avait donné le change, mais le totalitarisme d'une élite sans lien avec le peuple fut fatal. Le parti chinois, s'il était d'extrême-droite comme dans un Japon militariste, serait aussi compatible avec la quête d'ordre

social à tout prix et avec la xénophobie. Ce qui semble paradoxal est que le parti est communiste mais, derrière la façade, l'ordre est la véritable aspiration populaire. Le pragmatisme gouvernemental suffit pour être proche d'un peuple matérialiste. Quoi qu'il en soit, la combinaison est un succès économique et social, politique aussi car le parti communiste peu questionné (ce qui pose des questions sur l'engagement communiste des Chinois) cohabite avec une bourgeoisie dépendante. On a pointé des faiblesses comme le haut niveau de corruption. Les milliardaires demeurent également sous la coupe du parti et il est arrivé qu'ils disparaissent. En 2021, la cinquième entreprise du pays, dans l'immobilier, se trouvait dans une situation désespérée du fait d'un endettement qui pouvait entraîner la faillite des banques. Le risque est que la chute chinoise entraîne l'économie mondiale par la logique des dominos si les cautions bancaires sont assises sur du vent comme en Thaïlande en 1997 quand a commencé la crise du baht. En effet, on ignore à quel point les banques sont rigoureuses, mais là encore, la faiblesse est perçue et, pour le moment, contrecarrée par les instances dirigeantes²⁸⁵. Il y a tout lieu de croire que le libéralisme sous contrôle conduira le gouvernement à sauver l'économie en cas de problèmes. Il sera secondé par les banques étrangères qui y ont intérêt tant l'économie et la finance sont devenues planétaires.

Si la Chine a réussi son libéralisme sans implosion de la bulle spéculative ni révolte populaire ou bourgeoise, la révolte bourgeoise est la plus plausible à court terme, qu'elle ait lieu sans avis préalable ou bien lors d'une crise ou d'une guerre. La prospérité que construit une bourgeoisie qui paie des impôts conduit celle-ci à souhaiter le pouvoir. Mais la bourgeoisie est d'abord inquiète pour ses intérêts et l'histoire dans le monde a montré qu'elle privilégie la stabilité, fut-elle autoritaire, aux incertitudes nées de la démocratie. Au XIX^{ème} siècle, les bourgeoisies européennes ont opté par force pour la démocratie afin de se concilier un peuple organisé suite à la révolution industrielle. Elles se seraient contentées d'une monarchie parlementaire et leurs intérêts les poussent à soutenir au besoin une junte militaire. La bourgeoisie chinoise n'est pas différente. La Chine est de nos jours un « cygne noir » au sens d'une configuration inédite elle-même soumise à des incertitudes et des tensions mal connues. La Chine n'est pas communiste par nature car elle est avant tout autoritaire et paternaliste, le paternalisme impérial et lointain laissant toute latitude à l'individualisme et à la méfiance. Dans ce cadre fixé, tout dépend de l'équilibrisme permanent entre ordre général et liberté d'entreprise que le gouvernement accorde aux entrepreneurs. Si l'impôt est juste, si l'innovation est permise dans un milieu concurrentiel et si la population est partie prenante de la prospérité par les emplois et le niveau de vie, le parti unique peut durer un certain temps. Mais un équilibrisme n'est pas infini quand même il respecterait les aspirations populaires. Les chausse-trappes sont nombreuses et les régulations difficiles à mettre en place dans un monde turbulent impossible à anticiper. La démocratie européenne des citoyens a dû passer de nombreuses épreuves mais elle a tenu bon parce qu'elle a garanti la prospérité tout en préservant les valeurs de confiance, de liberté et d'ordre. Rien n'est gagné bien sûr car l'équilibrisme européen est de pondérer les idéalismes. L'égalité et l'État de droit ont permis d'obtenir cette prospérité, une certaine paix sociale et une légitimité accordée plus au système sociopolitique qu'aux élites et au régime qu'elles représentent. La différence entre la Chine et l'Europe tient donc à la nature des arbitrages pour des équilibres majeurs : pour la Chine, l'arbitre est un gouvernement qui, légitime pour le moment, est un atout pour la cohérence, moins pour l'anticipation (sauf par la répression des minorités et avant-gardes) ; pour l'Europe, le concert des nations et la liberté d'expression affaiblissent la cohérence, mais préservent la légitimité.

Les invariants

Même si l'ordre est imposé par les structures dominantes, il coïncide avec le souhait d'une population à la fois réglée et individualiste. Le paternalisme n'est pas aussi tangible qu'au Japon et rapproche la

²⁸⁵ https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/04/30/la-chine-mesure-la-vulnerabilite-de-son-systeme-financier_6124252_3232.html

Chine de l'Asie du Sud-Est dont le bouddhisme relève d'un individualisme dont rend compte le petit véhicule au salut peu compassionnel. La Chine fait face pourtant à une taille démesurée et sa durabilité est étonnante. Cette singularité tient autant à l'unité ethnique et politique qu'à une construction sur la base des valeurs chinoises. La religion a ainsi vu la superposition des animismes et du bouddhisme où chacun trouve ce dont il a besoin sans clergé unitaire ni foi transcendante, l'hérésie n'y étant jamais aussi développée qu'en Europe. Le mandarinat qui gère et n'élève pas, du fait de la corruption, a depuis longtemps épuisé son potentiel de légitimité, mais le système s'est maintenu sur des millénaires car le savoir mandarinal était purement formel. La légitimité est par défaut pour préserver le pays du chaos quand la méfiance est de mise. Outre l'ordre, le peuple demande de manger à sa faim, ne pas crouler sous les impôts, ne pas partir à la guerre et un certain égalitarisme. Tout manquement était sanctionné par les rebellions paysannes qui ravageaient le pays et conduisaient, sur demande populaire, au brutal retour à l'ordre et à la tradition. Tout au plus donnait-on à manger et multipliait-on les rites. Les classes sociales n'étaient remises en cause par personne et l'ordre de l'empire reposait sur des conditions matérielles et des liens sociaux inamovibles.

L'ordre en Chine n'est qu'une apparence du fait d'une autorité surplombante qui arbitre le quotidien et les tensions surmontables. Le communisme s'est diffusé rapidement par la terreur à l'image des révoltes paysannes du passé (pour la violence). La peur d'une inégalité trop visible et du désordre social fut expliquée de manière erronée par le manque de respect envers les rites ou une trop grande liberté. En fait, la Chine doit aujourd'hui encore gérer la transition sous peine de la menace d'un déclin rapide dans un pays méfiant. La chute du dernier empereur doit autant aux étrangers qu'aux républicains trop libres et pas assez respectueux de la tradition. Seul un autoritarisme rigoureux préserve le pays et le communisme fait face à l'enjeu inédit de perdurer dans un pays riche.

Les scénarios sociopolitiques

Bien sûr, ce scénario du pire ne surviendra pas si les gouvernements sont capables de préserver indéfiniment les équilibres sociaux. Mais se pose la question de la méfiance souterraine des uns envers les autres : s'applique-t-elle aussi aux gouvernements ? La Chine a rarement brillé dans les guerres même en situation défensive et tout le monde se demande si une nouvelle guerre connaîtra le même sort. Une guerre gagnée affirmerait sans aucun doute possible la crédibilité d'un gouvernement, mais une défaite confirmerait la méfiance. Construire une confiance durable entre les gens et avec les institutions peut être un scénario satisfaisant par l'instauration d'un État de droit à l'occidentale. Il a fallu à l'Europe le lien communautaire au nord ou citoyen au sud pour prolonger la confiance au-delà des crises. Car sans la liberté, l'État de droit est une dictature sous le joug de l'administration. En Chine, la lutte contre la corruption a mal commencé ces dernières années car elle avait pour but d'éliminer les dignitaires qui étaient plus critiques que corrompus. La lutte en cours a dévoilé les clivages au sein de l'élite et la solution peu avenante de sa fermeture sur elle-même. L'État de droit a besoin d'une certaine liberté qui semble ne pas exister encore sauf pour les affaires. Mais ici, les faillites de plus en plus inquiétantes soulignent une autre limite au changement par le haut.

La Chine a habilement copié le libéralisme économique comme l'avait fait de manière plus rigoureuse encore le Japon qui y a ajouté l'État de droit et la démocratie. Le gouvernement a respecté les valeurs chinoises envers l'autoritarisme même si on peut penser aussi que le gouvernement autoritaire a pensé à ses propres intérêts. Toujours est-il que la Chine a su négocier le tournant libéral sous le sceau de l'ordre autoritaire. Les bas salaires étaient en mesure d'attirer les investissements étrangers et l'ouverture des frontières donnait accès aux marchés des pays riches. En Chine, l'éducation anciennement valorisée a incorporé l'étude des technologies. Plus tard, elle a fait entrer le pays dans la science mondiale sans difficulté. Les traditions politiques ont été préservées du fait du pragmatisme gouvernemental dont la légitimité n'a pas été remise en cause du fait d'un contrôle social étroit

qu'appuie le contrôle communautaire des uns par les autres. Le décollage et l'éradication de la pauvreté a aidé cette légitimité, mais la prospérité n'en est pas le seul facteur.

Imiter le libéralisme sans État de droit est un tour de force qui défie les penseurs occidentaux. Ainsi, le libéralisme n'aurait besoin que du concours d'une élite stable pour honorer les contrats commerciaux. Même la corruption n'est pas rédhibitoire quand les membres du parti communiste en cheville avec une entreprise sont en mesure d'éviter les tracasseries et de protéger les contrats. Il ne faut pas ester en justice car les incertitudes subsistent, mais le parti est une confrérie suffisamment forte pour éviter des déboires. Il ne s'agit pas seulement du gouvernement, mais bien des dignitaires du parti unique qui sont la plaque tournante du système : ils garantissent l'ordre général et ils sécurisent les contrats particuliers. Si le parti s'effondre, l'économie chinoise suivra. Pour les contrats, ils font penser à la mafia institutionnalisée des yakusas japonais.

Le confucianisme rapproche de la Chine le Japon et la Corée du Sud. Mais les différences existent aussi. Par exemple, les États-Unis ont aidé ces deux pays alors que la Chine a acquis des capacités financières suffisantes pour orienter ses politiques économiques. La Chine montre donc que l'appui des USA n'était pas si nécessaire dès lors que les marchés occidentaux étaient accessibles. La Chine a aussi subi le maoïsme quand la Corée a mûri son État de droit sous la dictature de droite. L'État de droit n'est pas inatteignable en Chine ni, plus tard, la démocratie. En fait, le parti communiste chinois, encore que ce point mériterait un examen rigoureux, a mis en place des dispositifs analogues aux *chaebols* coréens qui sont des alliances entre État et entreprises. La différence est que la dictature coréenne a éradiqué toute tendance au communisme pour laisser la place au seul libéralisme bourgeois comme au Japon. Au début, la bourgeoisie coréenne se préoccupait peu de paternalisme (à la différence du Japon), mais la démocratie gagnée par la rue a conduit les élus à mieux prendre en compte le bien public avec des institutions étatiques et une corruption moindre, renouant avec le paternalisme culturel. Là encore, un niveau exemplaire de corruption montre partiellement l'effet de la démocratie, mais aussi d'attentes également proches du Japon. Quant à la pauvreté, les emplois et l'État-Providence l'ont réduite alors que l'individualisme de type chinois ne fournissait aucun guide pour les solidarités communautaires (comme l'auraient été des corps intermédiaires en mesure d'animer des revendications sociales). Dans les trois pays, une société réglée a profité de l'envol économique menée par l'élite, mais l'individualisme chinois anime une trajectoire différente du paternalisme japonais et coréen.

La Corée a vécu des régimes militaires qui ont marqué les premières générations et démarré l'économie libérale. Plus tard, la rigueur de la justice et de l'administration a instauré un régime de droit. Il semble qu'une corruption amoindrie rapproche la Corée du Japon et l'oppose à celle du PCC. L'explication est peut-être sociopolitique du fait de sociétés moralement engagées. Il est vrai que la Corée se positionne dans un entre-deux culturel entre le Japon tribal et la Chine impériale. Mais des facteurs historiques sont également explicatifs. En effet, le recrutement populaire du PCC, non pas bourgeois, peut expliquer la corruption, ceci sans compter un PCC peu légitime qui perpétue l'individualisme, réduit la responsabilité collective et entretient une nomenklatura tissée de protections mutuelles dans le système. Le régime militaire en Corée a pu être soucieux de la corruption (à la différence des militaires en Afrique ou en Amérique latine). Le modèle japonais d'essence militariste lui aussi prétend à une morale élevée, qui n'est pas le cas du PCC.

La Chine peut s'inspirer de ses voisins, mais l'invariant « libertaire » (individualisme matérialiste) accentué par la particularité communiste suggère un obstacle consubstantiel à une trajectoire analogue. Un État proche d'une bourgeoisie libre serait plus légitime qu'un PCC insuffisamment redevable de ses actions. Si le PCC prenait le pouvoir dans l'État (pour l'heure, le président dispose de pouvoirs suffisants pour contrôler le parti même s'il en est issu), il briderait davantage la bourgeoisie et serait peu préparé à passer avec succès les crises économiques et sociales. Quant à la démocratie

en Chine, par volonté de l'opinion publique ou par pragmatisme bourgeois, elle semble incompatible avec le fonds culturel de méfiance sans compter les crises du libéralisme à surpasser avant qu'il ne s'impose. On voit mal la démocratie ou l'État de droit dans un pays gangréné par la corruption où l'individualisme, la méfiance et la peur du chaos entretiennent des formes fortes d'autorité, communistes, impériales ou militaires. La limite du militarisme est l'absence de confiance dans les leaders et la faible régulation des élites. Le juste milieu est une autorité éclairée mais la culture chinoise n'est pas la culture japonaise. S'ajoute le fait que l'atelier du monde conduit les pays tiers à préserver l'économie chinoise par intérêt, même si, d'un autre côté, une diminution de sa puissance militaire est souhaitée. La question est l'efficacité de la lutte contre la corruption, la possibilité d'un état arbitre durable, la place de la bourgeoisie dans un régime communiste et la résilience d'un régime en cas de troubles sociaux. La légitimité du PCC et du gouvernement n'est pas acquise. On revient inlassablement au gouvernement équilibré dans la durée, ce qui est possible mais peu probable. La résilience de la Chine repose sur un autoritarisme éclairé dont l'histoire récente est le parangon. Il en va de même de l'Asie de l'est qui, anticommuniste et paternaliste, pourrait alterner les régimes militaires et démocratiques à l'image de l'Amérique latine.

Asie du Sud-Est

Alors que le Vietnam et la Birmanie restent fermés aux investissements étrangers, l'Asie du Sud-Est libérale a connu un essor remarquable à partir des années 1960. Le PIB de la Thaïlande était à l'époque celui du Cameroun et le décollage lui permet de faire partie des pays émergents. Selon mon critère, l'Asie du Sud-Est bénéficie d'un degré de développement 2, c'est-à-dire moins que le niveau 3 des pays en tête de peloton mais supérieur à l'Amérique latine de degré 1. Plusieurs obstacles empêchent d'atteindre le degré 3, que je teste dans les scénarios sociopolitiques. Pour les saisir, j'insiste sur la crise du baht de 1997 qui a affecté l'économie régionale ainsi que sur les juntes militaires, deux témoins qui montrent les défis à relever et éclairent le substrat sociopolitique de la région.

Les invariants sociopolitiques

Alors que le tome 2 examinait les sources de l'agriculture d'exportation en Thaïlande, je soulignais entre autres facteurs l'importance de l'ouverture commerciale, que facilitait alors l'absence d'une bourgeoisie en mesure de préférer la substitution aux importations. L'ouverture commerciale à la fois attire les investissements, fussent-ils sous la forme d'usines tournevis, et permet d'accéder aux marchés des pays riches pour vendre les produits manufacturés sur place d'une production à bas coût. Sur la base de salaires performants et d'une société « docile », la bourgeoisie locale se développe et le boom économique produit des emplois qui accroissent la redistribution. Alors que les banques s'enrichissent, les difficultés s'accumulent jusqu'à ce que l'économie atteigne différents plafonds de verre en lien avec les difficultés du « ruissellement » économique.

Les sources sociopolitiques

En Asie du Sud-Est, la Thaïlande est représentative depuis plusieurs décennies des succès intermédiaires de développement. En effet, le pays manquait d'une classe commerciale ancienne du fait de la fermeture volontaire des frontières pendant des siècles qui a privilégié les aristocrates rentiers. La Malaisie la surclasse par son 2^{ème} rang dans l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est) hors Brunei mais loin derrière Singapour. Le PIB par habitant y est 1,5 fois celui de la Thaïlande²⁸⁶ et 2,5 fois celui de l'Indonésie. Or, l'échelle de corruption est parallèle aux rangs économiques : 62^{ème} rang sur 180 pour la Malaisie, 96^{ème} pour l'Indonésie à égalité avec la Thaïlande.

²⁸⁶ La différence avec la Thaïlande est en partie due aux revenus pétroliers qui, en Malaisie, comptent pour 30% des revenus publics et 8% du PIB.

De type illibéral, le régime autoritaire de Singapour met la cité-Etat au 6^{ème} rang mondial (Transparency International 2017).

La corruption est-elle culturelle ?

La corruption, qui est un indicateur pour statuer sur l'aptitude au développement, mérite une discussion sur le fait qu'elle pourrait avoir une base culturelle, ceci toujours au sens non pas d'une essence, mais d'un système sociopolitique qui transcende les régimes politiques. Par exemple, la corruption existe en Occident, mais la médiatisation des affaires est telle qu'elle conduit à des sanctions dissuasives. La loi, appliquée, est sévère car elle contrevient à l'État de droit toujours vulnérable, à l'esprit des affaires et aussi à la communauté d'égaux que traduit l'opinion publique. Dans les faits néanmoins, la corruption affecte moins l'image des entreprises que celle des cadres qui la pratiquent comme l'a illustré le *dieseltgate* chez le constructeur automobile Volkswagen. En effet, l'opinion publique sait contextualiser le monde impitoyable des affaires alors que le gendarme ou le fonctionnaire pris en flagrant délit sera mal vu en plus d'être sanctionné. Les occidentaux hors de leur pays se sentent moins astreints à appliquer la loi, ce qui montre que la valeur accordée à l'État de droit est relative à la sanction encourue et au contexte. On ignore si, dans le passé, l'Europe était immune à la corruption, mais les notions de piston, népotisme, concussion, etc. à tous les étages sociaux montrent que sa pratique existait même si elle était sanctionnée et si elle suscitait une forme de rejet populaire. La corruption est omniprésente dans le monde mais les sanctions, d'une part, et les attentes populaires, d'autre part, deux éléments liés, distinguent les pays occidentaux des pays où elle est quotidienne. Autrement dit, la corruption est le fruit de la loi rigoureusement appliquée qui est un fait de culture encore que la corruption relève aussi d'attentes morales plus fortes ici que là.

La Chine est particulièrement corrompue, corruption qu'on retrouve chez les Chinois non communistes de Hongkong, de Singapour et de Taiwan. Toutefois, le régime politique, autoritaire ou démocratique, joue un rôle non négligeable et les Chinois y sont évalués plus favorablement. L'autoritarisme à Singapour et la démocratie adossée à l'État de droit à Hongkong (avant la rétrocession en 1997) et Taiwan montre donc que la corruption est soluble et amendable non pas par la volonté de bonne gouvernance, mais par la conjonction d'intérêts partagés et d'un régime qui traduise ces intérêts. En Thaïlande, les descendants de Chinois, appelés les Sino-Thaïs, présentent les deux facettes : corruption des élites et confiance des producteurs thaïs envers les *middlemen*. Il semble donc que, selon la place dans la pyramide sociale et selon le régime politique, les descendants de Chinois, qui restent sinisés culturellement, exercent une responsabilité morale variable. Il est clair que l'intérêt économique est en jeu ainsi que la possibilité d'une sanction. En effet, l'image locale d'un middleman et les sanctions légales qu'il encourt contribuent à sa stratégie et il en va de même, à un autre niveau, des banquiers et des grands négociants sino-thaïs. Si la culture joue de manière indirecte, elle joue aussi un rôle par imitation du voisinage même s'il existe dans tous les pays des hommes et des femmes intègres. Ces derniers sont soumis aussi au voisinage quand il est difficile voire imprudent de ne pas accepter un pot-de-vin tant la norme est partagée dans une région. Elle peut aller jusqu'au meurtre car la personne intègre semble déroger aux normes locales et donner des leçons de morale aux voisins. Si la corruption est un repoussoir pour les uns et si elle prend en compte les normes d'une région ou d'un pays, elle dépend aussi d'une culture dans la mesure où l'Asie du Sud-Est présente globalement, diasporas chinoises, indienne et musulmane incluses, un indice dégradé de perception de la corruption. Les bourgeoisies et leur lien avec les régimes politiques sont au cœur de la problématique et de la perception qu'en a le peuple.

Alors que les Chinois chez eux se distinguent de la diaspora, tout comme les Européens dans le sens inverse (les Européens sont chez eux allergiques à la corruption), qu'en disent les universitaires ? En fait, l'ambiguïté règne car, s'il y a rejet du culturalisme par le monde académique, c'est fonction plus d'une idéologie que des faits comme l'illustrent deux d'entre eux en Afrique et en Chine. Il est vrai que

les faits de terrain, quand ils sont décontextualisés, restent ouverts à toutes les interprétations et ambiguïtés à l'exemple des Sino-Thaïs de l'élite et des négociants locaux. Aussi des données peu solides incitent-elles les auteurs à privilégier une opinion plus qu'à œuvrer pour la connaissance : « des études anthropologiques au niveau micro portant sur les comportements de corruption conduisent inconsciemment à alimenter les thèses culturalistes du monde du développement. L'insistance de certains observateurs sur les structures communautaires, dont les qualités redistributrices sont considérées comme des vecteurs de corruption, participe du propos qui relègue les sociétés africaines aux marges du politique²⁸⁷ ». Distribuer les mauvais points permet à l'auteur de renforcer sa thèse, qui se résume à défendre la norme d'une discipline qui réfute l'idée de culture. Si on ne peut qu'adopter l'analyse « des phénomènes de pouvoir qui influencent considérablement les attitudes d'acceptation des malversations en Afrique », le lecteur est plus perplexe encore face aux contradictions entre l'histoire ancienne de la corruption et le refus de la culture tant l'auteur, contre les faits du passé qu'il produit, cherche à accuser l'histoire coloniale associée à la haute corruption internationale. En effet, l'histoire qu'il prétend défendre montre clairement la corruption précoloniale entre africains : « la corruption était inhérente au fonctionnement des royaumes africains, au sein desquels les systèmes tributaires tenaient une place essentielle. Ces mécanismes du pouvoir ont été communs à la plupart des Etats précoloniaux d'Afrique de l'Ouest ». La corruption s'est perpétuée avec les empires coloniaux, puis dans les régimes postcoloniaux, sous le libéralisme et enfin avec le développement à la mode occidentale. Il renverse alors la preuve : « Les politiques de lutte contre la corruption de la Banque mondiale n'ont été jusqu'à présent que rhétoriques, car elles n'ont ciblé que quelques PME des pays du Sud et ne se sont pas encore attaquées aux firmes internationales, pourtant à l'origine de nombreuses malversations ». Le développement serait à la fois culturaliste et responsable de la corruption : « Les idées culturalistes pour expliquer le caractère généralisé de la corruption, largement répandues dans les milieux du développement, semblent intenable lorsque l'on se penche sur les structures de la corruption en Afrique ». L'explication tiendrait dans une longue liste de facteurs qui fait l'effet inverse à celui escompté, à savoir qu'une telle liste d'explications a nécessairement un lien avec une culture : « la négociabilité permanente des règles, les logiques de marchandage, de courtage et de cadeau, l'autorité prédatrice, et enfin l'accumulation redistributrice. A ces facteurs déterminants s'ajoutent des « facilitateurs » qui ont un effet entraînant sur la corruption », ainsi qu'une pression sociale que la comparaison avec la Corse prouverait : « Même si le degré de violence entre ces lois du silence n'est pas comparable, elles répondent à des types de pression sociale tout à fait similaires ». La Corse est une culture à part et là encore, l'effet produit par l'auteur est contraire à ce qu'il escompte.

D'un article représentatif des difficultés à comprendre autant la corruption que la culture, ressortent deux idées utiles. La première est que la corruption repose sur un jeu à somme nulle propre au « système factionnel » quand une famille n'a pas ce qu'une autre prend. Avec raison, l'auteur signale l'absence d'institutions supra-familiales en mesure d'imposer l'intérêt collectif. Répétant que « la corruption sera désenchantée (sic) de la culture pour être restituée dans les systèmes politiques », l'auteur avance la seconde idée que les rois et les commerçants tiraient un profit commun de la corruption. On peut y voir du racket de la part d'une mafia, mais ne serait-ce pas un semblant d'organisation collective quand le commerçant partage ses gains sous la forme d'un impôt qui sert au roi à le protéger grâce à une distribution clientéliste « en damiers » ? Mafia, racket, protection et impôts seraient alors le signe d'une organisation primitive non institutionnalisée. Pour l'auteur, les gouvernements postcoloniaux et le libéralisme n'auraient rien changé.

²⁸⁷ Tarik Dahou. Déculturaliser la corruption. « Les Temps Modernes » 002/4 n° 620-621:289-311

Un spécialiste de la Chine suit la même approche du contrepied quand les interprétations sont multiples²⁸⁸. Aussi fustige-t-il ceux qui ne voit que l'aspect moral ou bien contreproductif ou encore prédateur de la corruption sans la mettre en perspective avec le système : « Il est essentiel de mettre en balance l'aspect prédateur de la corruption avec son pendant redistributeur. En effet, ce qui est frappant dans le cas chinois c'est l'importance des canaux de recyclage des fruits de la corruption. Dans les entreprises, les directeurs reversent en primes une partie des produits des malversations tandis qu'une autre partie est souvent dépensée collectivement : construction de nouveaux bâtiments d'habitation, organisation de banquets, etc. Les bureaucrates n'oublient pas leur clientèle ni leur patron. Les membres de la famille, les alliés, les subordonnés, tous doivent recevoir les dividendes des activités illégales ». Si personne ne conteste les avantages d'une bonne redistribution, fut-elle illégale (la mafia fait de même), le problème est l'oubli de l'arbitraire quand l'auteur cite les voitures de luxe dans des zones déshéritées. La notion de communauté qu'il met en avant, elle-même opportune, montre une méfiance accentuée des uns envers les autres. En effet, l'auteur entend la communauté comme le réseau d'interconnaissances guanxi où les solidarités mal définies et l'arbitraire renvoie plus à la mafia qu'il réfute : « Dans ce cadre où les solidarités sont à la fois concrètes - la connaissance - et abstraites - non bornées par des institutions - on ne peut plus parler de « mafiaisation » de la société chinoise. De par la multitude de leurs connexions, les individus ont d'importantes marges de manœuvre ». Il reconnaît d'ailleurs que « La signification de la redistribution repose en réalité sur la façon dont on définit la 'communauté' ».

Il y a bien sûr de la révolte au nom de la justice sociale mais est-ce la même que celle en Occident ? « Lorsque des milliers de paysans, d'ouvriers ou d'entrepreneurs privés se révoltent », est-ce contre un fonctionnaire ou contre une ponction fiscale injustifiée ? Sa perplexité s'accroît quand il reprend les concepts occidentaux. Aussi l'auteur estime-t-il qu'« on ne peut parler de 'société civile' tant les forces d'opposition sont atomisées ». La justice est elle-même arbitraire : « La peine est souvent inversement proportionnelle au grade administratif de l'accusé. En revanche, bien peu de lampistes échappent au châtement suprême », pour un détournement de fonds par exemple. L'auteur montre toutefois que l'inégalité de traitement confirme la méfiance dans le système ainsi que des individus livrés à l'arbitraire et donc ouverts à la corruption, ceci alors que leur idéal serait plutôt l'intégrité. Parallèlement, aucune morale ni loi ne semble retenir les profiteurs du système. On voit que la culture est contredite par le mauvais exemple que donne le système. Pour ce dernier, l'inégalité de justice suit une certaine logique dans l'organisation pyramidale : faire peur aux petits avec des châtements exagérés et forcer la loyauté des fonctionnaires par la peur des châtements non pas en cas de malversation mais de déloyauté. La conclusion de l'auteur laisse perplexe : « Mais les récentes affaires de corruption qui se sont multipliées en Europe incitent à considérer que les références communautaires restent, quel que soit le système politique, une des composantes du pouvoir ». La Chine n'aurait pas le monopole de la corruption, mais elle a pourtant un système inique. Rien n'est dit de la diaspora.

La méfiance des hommes entre eux est grande depuis l'Afrique jusqu'en Chine en passant par l'Europe. Même si une grande part de la population est confiante, quelques expériences malheureuses suffisent pour que la confiance devienne méfiance. Curieusement, de mauvaises expériences au sein de la famille peuvent ne pas altérer la confiance car cette dernière est une économie de ressources cognitives et émotionnelles. Quoi qu'il en soit, il est probable que la confiance ait été plus forte sous les tribus quand la horde ou la bande armée chassait ou se battait de concert. Puis la division du travail et les dominations qui rendent les uns dépendants des autres ont eu raison de la confiance originelle. A son tour, la méfiance génère individualisme et corruption eux-mêmes omniprésents dans le monde. La loyauté, l'État de droit ou un régime politico-religieux peut réguler l'individualisme, la corruption et

²⁸⁸ La corruption et la communauté. Contre une analyse culturaliste de l'économie chinoise. Jean-Louis Rocca

même la violence car toute société efficace a besoin d'un minimum de confiance alors que l'individu, comme on l'a évoqué plus haut, préfère la confiance par économie de moyens, mais la corruption demeure élevée. Alors que le monde entier aimerait bénéficier de la confiance, la culture sociopolitique est un atout là où préexistent les plus hautes attentes de confiance. Le régime politique peut de son côté exacerber ou réguler la corruption, mais la culture accorde un potentiel inégal d'attentes. La corruption relève du régime politique tout en étant sous-tendue par les relations propres à chaque culture qui lie les hommes de manière spécifique.

Le facteur sociopolitique est d'ailleurs difficile à évaluer tant la corruption dépend non seulement du régime politique mais aussi de la prospérité économique. Mais comme la prospérité et les régimes politiques sont également en lien avec le substrat culturel, c'est l'ensemble du faisceau de facteurs qui doit être évalué afin d'entrevoir le substrat. Si la corruption n'est pas une fatalité, certaines cultures se prêtent plus à la régulation dès que ces cultures découvrent le régime qui favorise le potentiel culturel. Autrement dit, la méfiance sociopolitique en Asie du Sud-Est favorise la corruption alors les faits révèlent une grande variété en la matière : Singapour est peu corrompu ; la Malaisie marchande l'est moins que la Thaïlande ; et la corruption en Thaïlande touche peu les relations verticales entre producteurs agricoles et commerçants (sino-thaïs). Ce dernier cas illustre le paternalisme au sein duquel les louk raï se plaçaient librement sous la protection d'un aristocrate devenu de nos jours le marchand chinois. Le commerçant est responsabilisé car son image locale est en jeu sans compter l'idéalisme que la diaspora peut se forger de la Chine. Une telle confiance ne s'applique pas à toutes les relations, en particulier les situations où le marchand devient dépendant (lien avec des entrepreneurs, les banques, les politiciens, les institutions ou les fonctionnaires). Il est difficile d'identifier la source du paternalisme personnalisé rare chez les commerçants ailleurs dans le monde. Les observateurs mettent en avant la « docilité » d'un peuple peu soucieux de se révolter même en temps de crise par une aptitude moindre aux revendications corporatistes, que peuvent expliquer l'individualisme et les attentes paternalistes.

Comme dans l'Asie de l'est, l'Asie du Sud-Est dévoile un matérialisme individualiste et des relations sociales verticales comme au Japon ou en Chine dans une société moins réglée avec des attentes réduites de cohésion sociale. La méfiance est de règle dans les villages du delta où les installations humaines remontent à quelques siècles au plus, bien moins dans les anciennes jungles périphériques. Une famille entretient peu de liens de voisinage et elle associe son sort à un homme riche extérieur au village. La pagode qui sert souvent de lieu d'école est un lieu de sociabilité limitée. La philosophie du travail est d'essence individualiste même si l'entraide était plus fréquente jadis. Dans la vision locale, le travail explique l'inégalité sociale par le courage de chacun. Mais le paternalisme avec quête d'un protecteur crée des relations de confiance locales. Si chacun joue son rôle dans les dyades ainsi créées, la revendication est réduite même si le dominé tente d'obtenir toujours plus du patron. La revendication collective correspond mal aux rapports personnalisés qui ne posent guère de problèmes existentiels tant l'absence d'égalité est acceptée. Les villages du Nord-Est de la Thaïlande, plus soudés même si chacun cherche un patron, sont plus revendicatifs et il n'est pas rare de les voir à Bangkok exprimer leurs besoins.

Parler d'individualisme sans définir le contexte est peu productif du point de vue de la connaissance sociale. En Asie, un individualisme parfois marqué s'inscrit dans des relations verticales. L'individualisme européen est assujéti aux devoirs qu'imposent les lois, lesquelles fondent la puissance collective et généralisent la confiance. En Asie du Sud-Est, les marchands sino-thaïs occupent la place de patron qui était jadis celle de la noblesse. Le servage était alors volontaire et pouvait être remboursé quand il s'agissait d'un endettement. Le « patron » ne doit pas faire perdre la face en public. Cet individualisme, enchâssé dans des relations verticales qui ne relèvent pas d'un clan ou d'une ethnie et restent locales et libres, coïncide avec les valeurs du bouddhisme qui n'est pas

compassionnel. Ce bouddhisme originaire du Sri Lanka est la version tropicale du bouddhisme comme s'il était taillé pour les sociétés moins réglées sans hiver. Chacun est libre de respecter les rites et ces rites servent la personne qui les pratiquent. En période de prospérité, les pagodes neuves se multiplient dans les villages et les bourgs. Quand un chef spirituel organise une collecte pour rassembler des dons, des riches achètent les dix mille statuettes de Bouddha pour leur propre usage sans prêter attention aux autres.

Dans les royaumes ouverts au commerce, la bourgeoisie se concentrait sur le littoral. Elle était souvent islamisée par attrait de la rigueur du droit et de la morale islamique face à l'individualisme asiatique. L'individualisme dans les pays peu réglés peut en effet se traduire par un excès d'autoritarisme, de codes et de sanctions pour instaurer une confiance minimale, ceci au détriment de la liberté. Les familles de commerçants malais et indiens ont aussi contracté des mariages avec leurs alter ego musulmans dont la prospérité était aussi redevable des voyages au Moyen-Orient quand les locaux se contentaient de pratiquer la piraterie. Le poids politique de la bourgeoisie fut variable selon la singularité ethnique et l'ouverture du pays. L'Indonésie a connu l'antagonisme contre les Chinois. La finance sino-thaïe a joué le rôle des banquiers flamands, italiens et juifs en Europe par proximité des princes, mais ses incursions dans le champ politique furent contraintes. Les épisodes démocratiques ont permis aux réseaux de commerçants et de banquiers de créer des partis, d'obtenir des postes de premier ministre et de moderniser le pays au prix d'un clientélisme tapageur. La monarchie a parfois protégée la finance sino-thaïe mais les militaires ont fermé ses ambitions politiques avec l'appui de la noblesse, de l'armée et de la petite bourgeoisie. L'éloignement politique de la bourgeoisie crée des tensions, avec la jeunesse par exemple qui souhaite la modernisation du pays.

Pris en tenaille entre bourgeoisie et conservateurs, l'Etat en Asie du Sud-Est échappe seulement au peuple enserré dans des liens verticaux, plutôt individualiste, peu éduqué et soumis aux rites et aux tabous. Aussi le roi de Thaïlande demeure-t-il d'essence divine. Les juntes militaires, fréquentes au XXe siècle comme en Amérique latine, se poursuivent au XXIe siècle avec le soutien d'un peuple en faveur d'un ordre de plus en plus nationaliste pour contrecarrer les dérives modernistes et individualistes de la démocratie libérale. La Birmanie ne parvient pas à se moderniser politiquement et économiquement ; la Thaïlande est empêtrée dans le clivage social et la junte militaire ; et le Vietnam reste collé à l'ordre sans adhérer aux élites communistes.

Comparaison avec la Malaisie

L'Asie du Sud-Est se distingue de la Chine, de la Corée et du Japon en termes de confiance : confiance des individus entre eux, avec leur élite et avec les institutions. La prédisposition sociopolitique à la confiance peut amorcer le cercle vertueux de la prospérité sous différentes conditions dont l'attitude des élites. Alors qu'une redistribution par l'Etat de droit (la loi est appliquée aux riches), les emplois, le clientélisme (fréquent en Amérique latine) ou l'Etat-Providence apporte un surcroît de légitimité aux élites, l'individualisme de ces dernières peut décevoir les attentes sociales, nourrir le ressentiment, animer la révolte et in fine produire un retour à l'ordre autoritaire. Toutefois, l'autoritarisme dictatorial qui en résulte ne connaît pas le même sort selon le régime politique : il fut bénéfique au démarrage des Corée du Sud, Japon et Chine ; il est délétère en Birmanie et au Vietnam²⁸⁹ ; il est clivant en Thaïlande et en Indonésie aux bourgeoisies d'ascendance chinoise.

²⁸⁹ Le confucianisme vietnamien diffère dans la pratique politique de celui ayant cours en Chine. Ainsi, il ne fut guère populaire et fut plutôt excluant (<https://books.openedition.org/irasec/1401>). Malgré des différences reconnues, les chercheurs privilégient la proximité culturelle des deux pays (« Il s'est alors comporté comme une réplique, en plus petit, de ce dernier » in : <https://journals.openedition.org/com/6250>) alors que le Vietnam semble avoir vu le paternalisme et la confiance décliner en descendant dans le sud en même temps qu'augmentait le besoin d'ordre comme le traduit la permanence du parti communiste au Vietnam.

Avant de comparer l'Asie du Sud-Est à la Chine, examinons le cas malais : les performances de la Malaisie sont-elles redevables du paternalisme asiatique ou seulement des politiques économiques et sociales sans se soucier du lien sociopolitique entre les acteurs ? La péninsule malaise a 300 000 habitants en 1835 et le colonisateur anglais favorise l'immigration des Indiens et des Chinois. A l'Indépendance, le gouvernement avance les rivalités ethniques pour imposer en 1969 une discrimination positive pour les Malais alors qu'une infime minorité de Chinois et d'Indiens est riche. Toujours est-il que le pouvoir autoritaire bénéficie d'une bonne légitimité auprès tant de la population malaise que des riches négociants des autres ethnies. Le pays ouvre son commerce en lançant conjointement une économie d'Etat avant les privatisations des années 1990. La conséquence sociale est l'exclusion des Chinois et des Indiens pauvres.

L'ouverture économique et les Plans d'ajustement structurel n'éliminent pas l'Etat fort qui conduit le pays à rejeter les normes occidentales. La récession qu'a entraînée la crise du baht de 1997 conduit à refuser les conseils du FMI qui l'enjoignait « d'annuler les grands projets, de laisser flotter la monnaie nationale et de laisser libre cours à la circulation des capitaux²⁹⁰ ». Le gouvernement refuse l'ultralibéralisme, maintient le contrôle monétaire et restreint les mouvements de capitaux. Il faut dire que le nationalisme est devenu pointilleux quand, avant la crise du baht, le gouvernement défendait l'essence familiale du capitalisme chinois alors que l'absence de transparence et un *reporting* inadéquat enflèrent les prêts, firent vaciller quelques banques et entraînèrent la déflagration régionale.

Le développement sans démocratie comme en Chine atteste les limites des approches économiques qui expliquent les miracles asiatiques selon l'unique perspective de l'ouverture commerciale (World Bank 1993). L'image du « vol d'oies sauvages » suggère un enchaînement de décollages erratiques qui a conduit le prix Nobel Paul Krugman (1994) à qualifier les Tigres asiatiques de « Tigres de papier » tant il doutait des capacités de résilience face aux crises. Les économistes spécialisés ne sont jamais loin de l'idéologie quand ils ignorent les dimensions sociales du développement, a fortiori les ressorts culturels des décollages et des résiliences. Il suffisait aussi de voir les pays qui se sont ouverts au marché et ont échoué ne serait-ce que par les concurrences chinoise pour les biens manufacturés ou thaïlandaise pour les produits agricoles. De plus, des fenêtres d'opportunité dans le flux des contingences historique montrent que la temporalité de l'ouverture est à prendre en compte car rater le coche dans la concurrence internationale a placé l'Amérique latine dans une orbite basse et la Birmanie en orbite zéro. L'économie académique a montré son efficacité en termes gestionnaires, voire politiques quand elle sert de garde-fou aux pays qui ne parviennent pas à réguler leurs acteurs sociaux. Il faut remonter à l'économie politique du début du XIXe siècle pour trouver un questionnement sur les sources du développement. Quant à l'Asie du Sud-Est, les pays ouverts à la mondialisation auraient évité plusieurs crises s'ils avaient appliqué un contrôle de gestion au lieu de s'enfermer dans l'idéologie culturaliste (non sociopolitique) qui voyait des avantages à l'opacité du capitalisme local. En Malaisie, le caractère multiethnique a montré un gouvernement superficiellement paternaliste qui n'hésite pas à évincer les pauvres indiens et chinois.

Aujourd'hui, la bourgeoisie malaisienne (d'ethnie chinoise et malaise) est un milieu fermé proche du parti unique. La collusion et la concentration des affaires se traduisent par le favoritisme (*crony capitalism*) et l'absence de transparence. Pour le moment, l'autorité gouvernementale assure une redistribution suffisante qui pérennise la paix sociale, ceci au prix de la fraude au découpage électoral et aux élections, ainsi qu'au contrôle des partis « quand ce n'est pas l'emprisonnement des opposants, le contrôle de la presse, la corruption et le clientélisme²⁹¹ ».

²⁹⁰ <https://journals.openedition.org/regulation/10055>

²⁹¹ <https://books.openedition.org/enseditions/4924>

Les invariants

La Malaisie a su mettre à profit la mondialisation au moyen d'un gouvernement qui, à la différence de la Corée du Sud, est resté autoritaire sans atteindre le niveau des juntes birmane et thaïlandaise. La Corée avait basculé à la démocratie après les luttes étudiantes. En Malaisie, le paternalisme est de nature clientéliste au sens où les règles sont peu affirmées et que la population demande aux élites d'être attentives à ses besoins, ceci de manière personnalisée et non collective. Aussi les élèves demandent-ils aux professeurs de ne pas être interrogés sur des livres en dehors des programmes au nom de la confiance qu'ils ont dans le savoir du maître. Les parents d'élèves n'hésitent pas à faire pression sur ce dernier qui doit donc se conformer aux demandes multiples plus sous le ton du paternalisme que de la menace. Dans un système qui ne vise pas l'excellence, l'éducation scolaire et universitaire est un maillon faible. Un autre maillon faible est le parti unique qui doit concilier les attentes de prospérité mais aussi d'ordre dans une population prête à sacrifier sa liberté. En Thaïlande, l'éducation est également de bas niveau et seuls les professeurs formés à l'étranger montrent un bagage suffisant tout en étant très spécialisé. Aussi les universitaires connaissent-ils mal leur pays et sont peu préparés à dépasser leur spécialisation. En Asie du Sud-Est, les relations verticales n'ont pas les mêmes bénéfices qu'au Japon où les règles sont strictes et le clientélisme peu présent.

Il est possible que le « laxisme » des pays tropicaux, qui est une moindre exigence du peuple vis-à-vis des règles, des institutions et des élites avec plus de pragmatisme et de personnalisation, soit lié à des solidarités moins réglées. Un autre facteur du « laxisme » tropical tient à une démographie humaine plus affectée par le parasitisme que l'adaptation génétique ne parvient pas à dépasser. Quant aux approches qui fustigent l'abondance de ressources et un moindre intérêt pour le travail, elles ignorent la pénibilité et la grande quantité de travail nécessaire à l'agriculture tropicale, par exemple pour ériger à la main les buttes pour les ignames dans toute la ceinture tropicale de l'ancien monde. Les solidarités résultent à la fois des règles, qui conditionnent la confiance et les attentes sociales, et de la démographie, qui commande les organisations. La propension à personnaliser les relations verticales accroît la confiance verticale et réduit la confiance interindividuelle (horizontale). Mais cette personnalisation qui est le contraire d'un universalisme décroît aussi la confiance envers les institutions et les autorités, phénomène marqué dans les sociétés moins réglées. L'égalité théorique à la chinoise (nivellement par le bas) ou à l'europpéenne (citoyenneté de droit) n'est pas une option alors que le favoritisme est banal et accepté. Faute d'un régime d'équilibre et de redistribution, la société aspire à l'ordre social fut-il autoritaire. Comme les règles et la confiance sont limitées, la population délègue une maigre confiance aux leaders et à l'autoritarisme sans pour autant croire dans la loi et les institutions : il s'agit d'une délégation non pas citoyenne mais par défaut. Dans ce cadre, la bourgeoisie, récente, joue le rôle de protecteurs de la population et bénéficie, sous un gouvernement équilibré, d'une certaine légitimité. C'est un atout et une faiblesse pour le développement.

Une économie florissante renforce la fierté nationale et l'autoritarisme. On note ici la trajectoire divergente avec une Corée du Sud aussi nationaliste où la prospérité avait conduit aux émeutes et à la victoire de la démocratie. L'Asie du Sud-Est est certes multiethnique mais, surtout, le pragmatisme et la débrouille individuelle dans une société permissive où la confiance se loge seulement dans les relations verticales génèrent une docilité différente de celle en vigueur en Asie septentrionale. Les tensions ethniques ne sont pas à sous-estimer du fait des ethnies minoritaires ou pas et des religions qu'instrumentalise le pouvoir comme l'illustre le séparatisme frontalier au sud de la Thaïlande. Il n'en demeure pas moins un laxisme qui fait de l'Asie du Sud-Est un havre de liberté individuelle avec des normes sociales moins rigides tel l'islam moins rigoureux et le bouddhisme moins compassionnel. Une moindre rigueur sert les bourgeoisies jusqu'à ce que la corruption conduit une bonne part de la société à appuyer un régime autoritaire. Le nationalisme renforce aujourd'hui des cultures

matérialistes et individualistes aux solidarités limitées. Quant aux Chinois qui résident en Asie du Sud-Est, la culture ancestrale les rassemble sans les unifier du fait de solidarités limitées.

Les scénarios sociopolitiques (Chine, Japon, Europe)

La Malaisie confirme l'importance d'un régime bourgeois pour dépasser l'individualisme et le matérialisme conservateur de l'élite et de la population. Dans le monde, ce n'est pas un hasard si les commerçants ont souvent été des étrangers : arabes, indiens, chinois et européens. Mais ce n'est pas suffisant car il faut que l'enrichissement profite autant à l'élite du pays qu'au peuple. En Thaïlande, la bourgeoisie sino-thaïe est proche du pouvoir même sous le régime de la junte militaire d'ethnie thaïe qui, si elle ne la bride, en profite pour elle-même. Pour qu'il y ait développement, une certaine confiance est nécessaire : de la bourgeoisie dans le pays d'accueil bien sûr et du peuple dans la légitimité des autorités. Les financiers et les grands commerçants étrangers se soumettent provisoirement à l'élite dirigeante dont ils savent qu'elle a besoin d'eux. L'aristocratie locale sait pouvoir faire pression sur la caste marchande en contrôlant, en lâchant si besoin, le peuple. Outre une certaine liberté des marchands, le développement libéral requiert la paix sociale qui passe par une redistribution légitime (légale par les subventions et illégales par le clientélisme) et la lutte contre le banditisme. Faute de communautés d'égaux et d'État de droit, les relations verticales ou paternalistes entre l'élite et le peuple contribuent à une redistribution personnalisée minimale dans des pays qui, s'ils se révoltent au nom du marxisme, du nationalisme ou d'une religion, se syndicalisent peu. La Malaisie a écarté les Chinois et les Indiens des aides pour être moins aptes à la rébellion et plus susceptibles de s'engager dans le petit commerce alors que la bourgeoisie en Thaïlande est clivée entre les conservateurs et les Sino-Thaïs, le roi préservant un équilibre sauf exception. La Birmanie proche du monde indien est marquée par les solidarités moins verticales et encore plus empreintes d'individualisme que renforce une spiritualité minimalement institutionnalisée. Les usuriers sans le filet d'une régulation par l'empathie ou le droit ont marqué l'Inde et la Birmanie avant et sous la Colonie²⁹².

En Asie du Sud-Est, la démocratie n'est pas mûre du fait d'un État de droit peu présent et donc peu apte à réguler les intérêts opposés et à procurer une légitimité citoyenne. Si elle existe, elle sert avant tout les familles kleptocrates sous la surveillance des armées. Comme les banques sont aux mains des étrangers (entre qui existe une certaine confiance), le nationalisme est l'épée de Damoclès suspendue sur ces familles qui, par conséquent, ne peuvent pas investir tous leurs avoirs dans le pays, poussant même si besoin était les étrangers à se conformer à leur culture d'origine. Une démocratie sans contre-pouvoir ni État de droit est soumise en permanence à la tentation de l'ordre quand la démocratie apporte du désordre. Par exemple, les Sino-Thaïs au pouvoir ont pratiqué une corruption et un clientélisme qui n'étaient du goût ni des conservateurs ni du peuple effrayé par le désordre. De la même manière, l'Europe de l'Est est revenue désillusionnée d'une démocratie fautive de tensions et d'inégalités face auxquelles la population s'est trouvée désemparée. De surcroît, il ne fait pas de doute que la démocratie postmoderne des dénonciations permanentes a contribué au retour volontaire à l'illibéralisme. Un gouvernement moderne fait déjà face à des équilibres exigeants pour préserver les valeurs républicaines. D'un côté, la démocratie (ou tout parlementarisme) est un idéal communautaire depuis la nuit des temps et elle résout parfois les dérives dictatoriales. D'un autre côté, le despote est aussi une voie plausible s'il montre son attachement à l'intérêt public. Une partie du peuple est toujours encline à sacrifier la liberté et la démocratie au nom de l'ordre. Autrement dit, une démocratie stabilisée est un exercice d'équilibrisme permanent qu'il est impossible de pratiquer longtemps sans une histoire de confiance minimale. La démocratie occidentale à contre-pouvoirs et État de droit est soumise au même jeu mais elle bénéficie du socle performatif des valeurs républicaines. La mémoire des exactions passées et de la violence institutionnelle entretient la

²⁹² <https://www.cairn.info/journal-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2007-4-page-52.htm>

méfiance. Même les bénéficiaires éhontés du clientélisme ressentent une culpabilité qui, toutefois, est vite oubliée en accusant le système et les élites. Les valeurs dans la société comptent et la démocratie, si elle est une aspiration universelle, peut être refusée au nom du conservatisme ou de la peur du chaos quand la confiance fait défaut. Il faut en effet une force puissante pour combiner les valeurs d'égalité et l'inégalité de fait. Les liens du type « je t'aime moi non plus » tissés entre Etat et bourgeoisie d'une part, avec le peuple d'autre part sont soumis au crible d'une confiance mise à l'épreuve. Des valeurs communes entre les trois strates sociales sont bien sûr un point de départ favorable même si de nombreuses épreuves historiques défient en permanence un échafaudage faits de valeurs et d'institutions.

Les Philippines confirme l'interprétation sociopolitique de la démocratie illibérale²⁹³. Trente-six ans après la révolution qui a expulsé le dictateur Ferdinand Marcos, son fils, marié à la fille du président illibéral actuel Rodrigo Duterte, est élu en 2022. Il incarne l'ordre pour la population quand la démocratie insuffisamment régulée est devenue le terrain de jeu des clans qui prennent la loi et le peuple en otage. Dans le cas philippin, la bourgeoisie est locale et les quelques familles tiennent le pouvoir politique par la dictature ou les urnes. Ce libéralisme borné est sans doute le produit de la colonisation américaine qui avait exproprié les terres catholiques au bénéfice des familles qui devinrent les alliées du colonisateur. La bourgeoisie nationale diffère donc de la Malaisie et de la Thaïlande, avec moins de contrepouvoirs pourrait-on dire puisque ces familles ont l'argent, le pouvoir et même l'armée. Leur épée de Damoclès est seulement la révolte populaire ou militaire, incertitude qui réduit l'investissement dans le pays. Mais le fonds du problème est inhérent à l'Asie du Sud-Est. En effet, si le régime sociopolitique (quel groupe gouverne et avec quels moyens ?) en lien avec le substrat régional exaspère les difficultés ou sécurise les atouts durant les époques de stabilité, on retrouve des règles mal appliquées, un paternalisme faible, peu de légitimité et une demande d'ordre qui passe nécessairement par le clientélisme sans jamais construire la confiance. Deux remarques mériteraient un approfondissement. D'abord, une île tropicale n'est pas un atout pour le commerce (Philippines, Madagascar et Caraïbes) à la différence des îles tempérées (îles britanniques, Japon). Ensuite, les points communs des Philippines avec l'Amérique latine du XIXe siècle conduiront à examiner la différence entre l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine dans la partie suivante.

La trajectoire coréenne avec démocratie et État de droit est-elle possible en Asie du Sud-Est ? Paradoxalement, l'attachement coréen à un ordre strict a produit des despotes et une bourgeoisie nationale confiante en l'Etat même si les despotes ont suscité la résistance de la rue et précédé la démocratie. Le Japon impérial s'est moulé dans la démocratie sans renier son nationalisme après la défaite de 1945. Le boom économique et la surveillance des Etats-Unis ont contribué à légitimer une démocratie qui reste molle et non dénuée de contradictions. Là où l'individu est peu de choses face au collectif, l'épuration politique est soutenue par les partisans de l'ordre et elle bénéficie d'une certaine légitimité à condition que l'ordre bénéficie au groupe. Les leaders sont alors suivis. La Corée et le Japon ont des bourgeoisies nationales. De surcroît, les attentes du peuple sont satisfaites par des leaders attentifs. On peut donc douter que l'Asie du Sud-Est suive une trajectoire politique et économique à l'image de l'Asie de l'est.

Dans les pays d'empire au Moyen-Orient, en Inde et dans l'ancien bloc soviétique, l'État de droit est réduit alors que les relations paternalistes font défaut. L'individualisme y est maximal et les leaders démocrates ou autoritaires ne bénéficient d'aucune légitimité durable. Quand la confiance manque, l'autoritarisme « éclairé » est une solution soit par un gouvernement lui-même éclairé (dont l'histoire montre l'inexistence), soit par les relations sociales inscrites dans une culture ou une morale partagée. Les cultures d'empire et intertribales sont des cultures de défiance peu compatibles avec la

²⁹³ <https://theconversation.com/a-member-of-the-marcos-family-is-returning-to-power-heres-what-it-means-for-democracy-in-the-philippines-182503>

démocratie et le développement sauf avec des gouvernements très équilibrés et selon toute probabilité autoritaires. Le modèle chinois est pour le moment un modèle d'autoritarisme éclairé. Inversement, le communisme totalitaire sans motivation individuelle et les autoritarismes sans lien social reposent sur la défiance. En Asie, le conservatisme a été dépassé par des relations verticales de paternalisme culturel (qui n'est pas le paternalisme économique d'Amérique latine).

L'Asie du Sud-Est était peu peuplée à l'exception de la singularité démographique que constitue l'île de Java. Même les deltas peuplés du Vietnam étaient vides il y a quelques siècles. La Malaisie tribale fut colonisée par les Chinois pauvres (coolies) et des Indiens commerçants. L'exception javanaise est-elle en lien avec la culture sociopolitique ? L'île est entourée d'archipels vides où l'essartage pour un riz pluvial ou le millet est possible. Les voyageurs ont avancé deux explications : la fertilité des sols, oubliant celle des îles voisines, et les villes marchandes, tant l'Indonésie exportait de nombreuses épices. Olivier Sevin²⁹⁴ ajoute la politique ancienne, qu'a accentuée la colonisation hollandaise, d'attacher le paysan au sol. La mobilité réduite l'obligeait à intensifier la riziculture et à aménager les rizières. Il n'est pas impossible que les descendants de Chinois venus jadis et restés en lien avec la Chine par les tributs, expéditions et ambassades aient inculqué des valeurs chinoises même si la culture javanaise reste hindoue-bouddhiste même après la colonisation et l'islamisation. Par exemple, les marches collectives pour honorer les ancêtres pourraient être en rapport avec la Chine, traditions auxquelles on peut ajouter la notion d'harmonie²⁹⁵. Java serait alors l'équivalent tropical de l'Inde où les règles auraient infusé des régions du nord : Ariens en Inde et Chinois à Java. L'écrivain Pramoedya Ananta Toer résumait le javanisme de la manière suivante : « c'est d'être loyal et obéissant envers vos patrons. Sous le javanisme, l'Indonésie n'est pas régie par la loi, la justice ou la vérité ».

Outre une bourgeoisie étrangère et un déficit de peuplement originel, l'Asie du Sud-Est reste marquée par des liens verticaux où l'individualisme aspire à l'ordre et est tempéré par le paternalisme culturel. L'instabilité y est plus grande qu'en Asie au nord faute d'un ordre strict et de relations verticales stables. Par exemple, les anciens aristocrates ont abandonné la tradition protectrice reprise ultérieurement par les commerçants sino-thaïs. Le décollage économique est permis quand les bourgeoisies s'entendent avec l'Etat mais il manque une éducation stricte et un niveau élevé de confiance comme le montre la comparaison avec la Chine. L'Asie du Sud-Est est moins efficiente que la Chine même là où les Chinois contrôlent l'économie alors qu'ils y sont plus libres. Mais la suspicion nationaliste demeure envers un groupe ethnique trop fier de ses traditions. De son côté, la Chine ne brille pas par une solidarité communautaire ou verticale après des millénaires d'empire qui confortait l'individualisme. Seul l'ordre étatique de type sécuritaire (dont l'alimentation qui était une prérogative impériale) et conservateur couronnait cet individualisme. L'empereur devait assumer les rites pour que la terre continuât à tourner. L'empire et l'individualisme, qui se conjuguent à une aspiration forte à l'ordre dans une société réglée aux attentes précises envers ses dirigeants, ont préservé un ordre plus strict qu'en Malaisie. La Chine a aussi dépassé la Malaisie sur le plan économique par des atouts spécifiques qui, une fois le développement lancé, ont réduit les sources du développement de l'Asie du Sud-Est.

Outre un régime autoritaire légitime, la masse du marché chinois attire les investissements étrangers et les technologies étrangères qui y sont négociées favorablement. Il n'y a pas que des usines de montage (usines tournevis) facilement délocalisables et les entreprises se nourrissent des clusters qui incluent la recherche scientifique. N'est-ce qu'un effet de taille ? La docilité sociale face à l'autoritarisme légitime et stable est un atout, mais la taille du pays n'est pas un facteur négligeable. En effet, les Chinois demeurent individualistes et matérialistes sans relations verticales marquées. En revanche, la peur du désordre qui entretenait le conservatisme devient un atout avec ce dernier tant

²⁹⁴ https://www.persee.fr/docAsPDF/bagf_0004-5322_1992_num_69_4_1639.pdf

²⁹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Religion_traditionnelle_javanaise

que les dérives nationalistes et ultra-conservatrices ne deviennent trop exclusives. Dans ce système, la corruption demeure élevée faute de contrecarrer la dérive clientéliste de l'individualisme culturel. La culture chinoise semble avoir perdu en partie son sens des solidarités comme dans une communauté ou sous une religion de bienveillance suite aux régimes impériaux. Sous l'empire, chacun vaquait à ses occupations sans aides publiques sauf pour construire des équipements gigantesques, pour faire face aux crises alimentaires et pour éviter les dominations envers les usuriers. Le régime communiste a renforcé l'égalité jusqu'au libéralisme économique. La question est de savoir s'il existe une solidarité culturelle ou si l'individualisme est tellement ancré qu'il sera toujours favorable au besoin d'un ordre surplombant.

La Chine, plus organisée par le haut que par le bas, a préservé toutefois l'esprit de la communauté qui inclut la surveillance mais pas que. La communauté conjugue la surveillance mutuelle (comme lors de la pandémie de covid-19), les rites collectifs (maisons collectives des rites) et une solidarité minimale. Aussi la solidarité n'est-elle pas une vertu mise en avant par les penseurs classiques. L'un d'eux en a parlé ainsi : « Aimez votre prochain comme vous-même pour votre plus grand profit mutuel²⁹⁶ ». La notion de profit partagé dénote une éthique matérialiste éloignée du bien collectif. La solidarité universelle est difficile à cerner car elle est toujours mise en scène par l'Etat dans des « kermesses » solidaires²⁹⁷. Quant à la solidarité des migrants villageois abandonnés par l'Etat, des anthropologues évoquent un « code relationnel » (*renqing*) qui préconise « le don, les échanges gratuits, la confiance et le respect ». Ce code est nécessaire pour gagner la confiance et il exclut « tout acte qui pourrait faire *perdre la face à l'autre*²⁹⁸ ». Cette sociabilité de type « médiante », ou de rang intermédiaire avant le bien public, est construite sur la durée alors que la fiabilité « immédiate » peut « rapidement se dégrader ». On retrouve ici une solidarité plus économique que culturelle qui souligne l'individualisme et le besoin d'une autorité surplombante.

L'individualisme sans paternalisme réglé a conduit la Chine à développer un paternalisme autoritaire sous l'égide de l'Etat. L'Etat actuel incarne un gouvernement équilibré qui n'existait pas sous l'empire qui était plutôt une structure certes légitime mais surplombante et peu impliquée dans les affaires courantes. Il est délicat d'affirmer ou d'infirmer la durabilité de ce type d'équilibre. Toujours est-il qu'on peut, théoriquement, examiner si l'Asie du Sud-Est pourrait envisager un saut du degré de développement 2 au degré 3 qu'incarne la Chine ou la Corée.

L'Asie du Sud-Est a protégé sa bourgeoisie naissante, celle d'origine étrangère incluse, devenue une médiatrice entre la sphère politique et le peuple. La proximité avec les gouvernements passe par le financement d'un parti alors que la proximité avec les producteurs agricoles et les PME se traduit par le fait d'investir les relations personnalisées. Alors que la démocratie est un signe de modernité, l'autoritarisme est un réflexe, lequel met aussi en sourdine le pluralisme et l'égalité de droit. De son côté, la modernité défend encore moins l'État de droit dont les exigences n'en font pas une référence commune comme le montrent les niveaux élevés de corruption à tous les niveaux (même si la corruption est l'objet de plaintes et anime les révoltes épisodiques contre un parti ou un dirigeant qui aurait exagéré). Aussi une monarchie interventionniste, une junte temporaire ou un parti unique couronnent-ils des attentes dans une société qui refuse le chaos et accepte par défaut la violence. Les valeurs sociopolitiques et le régime du moment fixent le niveau de confiance pour le commerce et les investissements. La bourgeoisie locale doit contribuer à ouvrir le pays, d'abord en accordant aux étrangers des garanties contractuelles (même s'il ne s'agit que d'usines tournevis) et ensuite en dépassant le niveau d'une bourgeoisie purement commerçante de *compradores*. Les salaires initialement bas (que rendent possibles le prix du riz local et les rentrées de devises avec le pétrole)

²⁹⁶ https://www.persee.fr/docAsPDF/bmsap_0037-8984_1906_num_7_1_8161.pdf

²⁹⁷ <https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2009-2-page-11.htm>

²⁹⁸ <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2006-4-page-33.htm>

garantissent une compétitivité jusqu'aux nouvelles exigences salariales. Alors que la Chine a un marché intérieur qui garantit la longévité du développement par le biais de l'attractivité, les pays d'Asie du Sud-Est finissent par être bloqués dans leur développement d'autant plus que des crises politiques ou financières et la concurrence chinoise plafonnent le développement.

Les salaires bas ont une fin. En Chine, un marché intérieur vaste et protégé (fermeture du pays aux entreprises du GAFAM²⁹⁹) a évité les crises sans baisse tangible d'attractivité. Dans les années 2010, les observateurs envisageaient la délocalisation des entreprises chinoises alors que la Chine a finalement peu délocalisé (seulement pour accéder aux marchés occidentaux) en optant pour les marges intérieures du pays. Il n'est pas impossible que le gouvernement ait également bloqué les délocalisations à la différence du laissez-faire libéral. La Chine privilégie de plus en plus la consommation interne alors que l'éducation sert pour produire des innovations de manière autonome. L'État de droit n'y est pas développé, mais l'autoritarisme fixe les règles appliquées aux contrats. Une méritocratie effective permet à la population de croire à l'éducation et garantit la maîtrise des entreprises par une bourgeoisie nationale. La Corée est allée plus loin avec les chaebols et l'éducation. L'Asie du Sud-Est a ses milliardaires et des multinationales, mais l'éducation reste trop clientéliste pour envisager l'accès aux technologies de pointe. L'État de droit incertain ne permet pas de dépasser le niveau d'usines tournevis alors que les crises réduisent les investissements.

D'un côté, l'autoritarisme montre des limites quand les gouvernants rendent peu de compte à la société ; de l'autre, la démocratie n'a pas montré des qualités d'adhésion massive quand elle libère le clientélisme, l'inégalité et la violence politique qui sont autant de signaux du chaos. Entre ces deux écueils, des gouvernements attentifs, des contrats garantis, une éducation de meilleure qualité et la prise en compte des dépendances verticales, qui peuvent être un atout comme au Japon, rendent le développement atteignable dans la durée. Les nouveaux équilibres sociopolitiques seront ponctués de crises d'autant que les attentes sociales passent par la revalorisation des salaires et même la modernité démocratique. L'Asie du Sud-Est a-t-elle épuisé la ressource d'une ouverture commerciale ou bien sa bourgeoisie est-elle suffisamment solide pour dépasser les obstacles ? Plus simplement le maintien de bas salaires dans une société docile, si les leaders sont habiles, est le gage de son avenir.

Amérique latine

Les invariants sociopolitiques

Qu'arrive-t-il à une entité culturelle constituée sur l'inégalité ? Cas d'espèce, l'Amérique latine incarne l'inégalité fondatrice entre Européens et Amérindiens même si une inégalité aussi extrême a dû avoir lieu dans l'Inde védique ou en Russie il y a moins longtemps. Toujours est-il que la rencontre a produit un métissage rapide qui a gommé la revendication ethnique. Mais la caste aristocratique devenue une bourgeoisie désormais métissée est « totale » au sens où une minorité a détenu le pays dans son intégralité. La caste sociale de moins en moins soumise à sa métropole européenne a construit un Etat empreint d'arbitraire qu'elle a jalousement gardé pendant des siècles. L'inégalité actuelle qui n'est plus de caste mais aussi dérégulée entre pauvres et milliardaires que par le passé est un invariant de l'histoire et constitue un plafond culturel pour les politiques économiques.

Les sources sociopolitiques

Les dirigeants exploitaient la population avec le servage alors que, aujourd'hui, les pauvres encore nombreux sont contrôlés par le clientélisme ou la distribution inégale des terres. Ce régime polarise la société et généralise la méfiance. Loin du paternalisme culturel de l'Asie, le paternalisme des propriétaires envers les péons est une alternative économique à la violence, laquelle est endémique

²⁹⁹ Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

dans les régions peu accessibles. En Amérique latine, la violence légitime d'une population sans espoir accentue la méfiance et l'État, mal étayé dès son origine féodale, a glissé vers l'État de droit minimal devenu, avec la méfiance, l'invariant du continent.

Parallèlement, un peuple de pauvres interdit le développement du marché intérieur. L'économie forcément extravertie est soumise aux aléas du marché international et de la surproduction. Le risque commercial, avec la violence et un État de droit réduit, conduit l'entrepreneur à renforcer sa sécurité économique par le truchement de garanties foncières et la délocalisation des capitaux. Le conservatisme foncier pèse d'autant plus sur les économies extraverties. Les indépendances, en éloignant les quelques régulations venues de la Métropole, accentuent les luttes pour le contrôle du pouvoir. Les guerres opposent les propriétaires féodaux et les libéraux, ces derniers étant aussi des conservateurs par protectionnisme et la propriété foncière nécessaire. La faiblesse de l'État et les fractures bourgeoises facilitent l'intromission des puissances étrangères et la dépendance économique et culturelle : l'Amérique latine est devenue l'Extrême-Occident.

Comparaison avec les États-Unis

De colonisation similaire, les États-Unis connaissent un destin différent de l'Amérique latine. En 1776, les représentants des treize colonies votent la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique. Cette indépendance précoce souligne déjà l'organisation des classes moyennes qui paient des impôts. La citoyenneté active tranche avec l'Amérique latine où l'indépendance plus tardive est l'effet des guerres napoléoniennes et l'affaiblissement des métropoles espagnoles et portugaises.

La comparaison met en relief une différence sur la nature des bourgeoisies, des systèmes sociopolitiques et des niveaux d'État de droit. Les États-Unis se particularisent avec des migrants européens sous la coupe d'une bourgeoisie foncière devenue industrielle qui infuse la morale protestante et l'État de droit jusqu'aux fronts pionniers du Far-West. Le métissage n'a pas lieu car les indiens, peu nombreux, sont exterminés et mis en réserve. Il est d'ailleurs probable que le métissage eut été limité tant l'identité anglo-saxonne est soucieuse du qu'en-dira-t-on communautaire. Les petits colons de culture européenne forment alors un melting-pot soumis à la norme protestante qui sert l'unité. Cette norme s'inspire elle-même symboliquement des puritains et d'une narration de réussite par le travail qui inclut self-made man, Thanksgiving, etc. La narration était la Constitution des pères fondateurs alors que la liberté (dont la liberté religieuse et du port d'armes) sert de paravent au libéralisme. La bourgeoisie Wasp qui connaît un succès inouï sur le plan économique et sert de guide politique met en avant les vertus du travail, de la communauté et de la liberté. En opposition à la royauté britannique, les pères fondateurs défendent la démocratie et l'égalité citoyenne pour incarner l'idéal de la communauté grecque, celte et européenne. Alors que la destinée états-unienne est inédite, l'Amérique latine rate successivement la révolution industrielle, l'ouverture commerciale et la concurrence mondialisée. Engoncée dans des contradictions politiques, sociales et économiques, la bourgeoisie terrienne et difficilement commerciale et industrielle conserve les réflexes des privilégiés qui doivent circonscrire un peuple relégué dans un carcan. Quand la force de travail est suffisante plus tard (et toujours gratuite car elle produit ses aliments), elle bride la mécanisation et amoindrit la productivité agricole. L'ouverture commerciale de la fin du XIX^{ème} siècle amorce un développement, mais la force de travail peu chère retarde la mécanisation et contraint la demande intérieure.

L'Espagne et le Portugal n'avaient jamais reposé, comme le protestantisme froid qui a la confiance des citoyens, sur le grand commerce. Le conservatisme d'Amérique latine favorise aussi le protectionnisme et empêche la concurrence. Plus tard le retard concurrentiel dans le commerce mondial accentue le protectionnisme qui devient la seule option possible. Les PME qui auraient pu prendre des risques, fournir des innovations et alimenter une force progressiste sont inexistantes. Le

servage qui sert une agriculture extensive (voir tome 1) peu rentable et traversée par les crises ne permet pas de moderniser l'agriculture et l'industrie à bas salaires.

L'échec social d'une ouverture commerciale à succès

Les guerres mobilisent le peuple religieux, ainsi que les brigands qui ne le sont pas moins, réuni à la bourgeoisie pour lutter pour l'Indépendance. Mais la bourgeoisie ne cède rien, continue à se déchirer et rate l'industrialisation par protectionnisme sans se prémunir des crises à répétition. L'inclusion sociale est impossible sans remise en cause et la méfiance redouble au sein d'une bourgeoisie clivée. La violence sert les caudillos dont certains parviennent au pouvoir suprême. Des envies séparatistes sont, au Mexique, bridées par le centralisme hérité de l'Europe. Au pouvoir, Porfirio Diaz est l'autocrate incarné durant la seconde moitié du XIXe siècle. La paix intérieure assurée, ce libéral impose à la bourgeoisie l'ouverture aux investisseurs étrangers et au commerce. Le pays se développe et les finances publiques, qui se rétablissent malgré la baisse de moitié du cours de l'argent métal, permettent de renégocier la dette extérieure. Mais sans avancées sociales du fait d'une polarisation sociale excessive, les ouvriers peu nombreux et une frange de péons engagent la révolution en 1910 elle-même issue des fractures au sein de la bourgeoisie dont une partie est sensible à la modernité sociale. De nombreux pays d'Amérique latine ont cherché à refondre un système sclérosé, que ce soit avec les technocrates *científicos* au Mexique ou par l'attrait du positivisme comtien au Brésil. Les autres pays restent aux mains des grands propriétaires.

A la fin du XIXe siècle, l'ouverture commerciale a également fait décoller le Japon avant l'envol d'autres « oies sauvages ». Elle a fonctionné en Amérique latine avec la reconnaissance d'un retard par une frange progressiste et grâce à une autocratie en mesure de dépasser les intérêts à court terme de la caste bourgeoise. Inversement, l'absence de bourgeoisie et le conservatisme ont bloqué l'ouverture commerciale de la Thaïlande à qui elle fut imposée en 1860. En Amérique latine, le succès économique fut de son côté remis en cause par l'inégalité et les retards sociaux qui ont produit des révolutions. Les contre-révolutions montrent également une autre facette du peuple qui n'est pas unitaire et sur laquelle je reviendrai. L'autre question est de savoir pourquoi le parti unique, les juntes ou les bourgeoisies latino-américaines issus des révolutions n'ont pas pu faire fructifier le legs libéral du XIXe siècle comme s'il existait un plafond de verre qui bloque encore aujourd'hui l'Amérique latine.

La différence avec l'ouverture commerciale des années 1880 au Japon, 1960 en Asie du Sud-Est (la Thaïlande décolle un siècle après l'ouverture commerciale) et 1970 en Corée est notoire. Les pays asiatiques se caractérisaient par des petits producteurs indépendants et l'habitude du salariat³⁰⁰. L'esclavage pour dette était réversible et souvent de nature paternaliste. Les bas salaires ont attiré l'investissement étranger qui s'est concentré au Japon comme tête de pont pour conquérir l'Asie, les gouvernements nationalistes reconnaissant leur retard. La bourgeoisie peu développée et soumise aux gouvernements traditionnels n'a pas demandé le protectionnisme. Quant à la docilité sociale en général et des salariés en particulier, elle est sous le sceau du paternalisme où le patron doit protection au client. Les relations personnalisées ont réduit la violence sociale car plus équilibrées et soucieuses des pauvres même si le marxisme (ainsi que l'antimarxisme) a touché autant l'Amérique latine que l'Asie. Des génocides ont été perpétrés au Cambodge et en Chine au nom d'un maoïsme plus égalitaire dès que la bourgeoisie et les élites traditionnelles furent érigées en bouc-émissaire et exterminées. En dehors de ces folies qui ont touché aussi l'Europe et les autres continents, le lien personnalisé entre les élites et les travailleurs contribue à la stabilité politique, voire économique quand l'élite est bourgeoise quel que soit le régime. Le régime autoritaire endosse d'ailleurs le rôle de

³⁰⁰ « Le rôle de l'État, par exemple, à travers des réformes radicales de l'agriculture et du régime de la propriété foncière en Corée du Sud et à Taiwan dans les années 1950-1960 » op.cit. <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2007-3-page-189.htm>

protecteur comme en Chine. Dans ces pays, la stabilité tient davantage aux relations verticales personnalisées qu'à l'État de droit.

L'ouverture des frontières fut la condition du démarrage des investissements étrangers. Ces derniers se sont portés toutefois sur les pays stables politiquement (que le régime soit autoritaire ou démocratique) et économiquement (routes et services fonctionnels). L'Asie du nord et la Malaisie ont assorti l'ouverture à un protectionnisme tempéré, ce qui était moins nécessaire en Thaïlande grâce à l'énorme productivité de la riziculture qui a permis à l'Etat de fixer une taxe premium à l'exportation (ultérieurement abolie). L'essor du Japon ne relève pas du même type d'ouverture et il faut remonter à la période Edo de fermeture séculaire du Japon pour comprendre les ferments des dynamiques ultérieures : Meiji puis post-1945. La fermeture du Japon, choisissant les Hollandais pour assurer les liens avec l'Occident, n'a pas empêché l'urbanisation, le trafic maritime des marchandises et l'expansion des produits nationaux dont l'artisanat. Facilités bancaires et associations de commerçants agissent comme au temps des ligues médiévales en Occident avec une supervision par les autorités qui n'est pas que fiscale. Le développement est faible mais autonome. La fermeture a préparé les esprits à l'occidentalisation d'autant plus que le peuple n'exerce pas son esprit critique contre les élites au nom du collectif qui est une valeur partagée. Au Japon, la culture intensive du riz reste très productive par unité de travail et de petites surfaces permettent non seulement la survie paysanne, mais aussi le prélèvement de l'impôt en nature qui s'élève à 40 % de la récolte³⁰¹. Le Japon apprend les techniques occidentales appelées *rangaku* (« études hollandaises »). Avant l'ouverture au commerce et à l'occidentalisation de l'ère Meiji, le Japon développe un secteur textile (coton et soie) dans les ateliers familiaux au point de concurrencer les produits industriels y compris à l'exportation. Les jeunes femmes reversent leur salaire à leur père. Ignorant l'énergie hydraulique, les moulins fonctionnent à la vapeur et crée une demande pour le charbon³⁰².

L'ère Edo de fermeture régulée lègue au pays un commerce dynamique, une élite instruite, une bureaucratie et des systèmes financiers opérationnels. Sur cette base autoportée avec non pas des investissements mais des prêts étrangers, l'ère Meiji bâtira un appareil industriel également autonome. L'industrialisation privée se fait avec le gouvernement qui alloue des ressources. Une société ordonnée et nationaliste appliquera rapidement les résultats du développement pour la militarisation et l'expansionnisme impérial. La différence de la fermeture culturelle et protectionniste puis de l'ouverture commerciale et culturelle à outrance distingue nettement le Japon de ses voisins asiatiques et davantage de l'Amérique latine.

Aujourd'hui

En Amérique latine, les contre-révolutions religieuses, bourgeoises ou militaires montrent l'opposition toujours vive entre le peuple et les classes dirigeantes. Il n'existe pas de valeurs unitaires autour du droit comme en Occident ou du paternalisme comme en Asie de l'est. Le manque de régulation politique et économique par des contrepouvoirs d'une nature ou d'une autre ne peut éviter les bandazos qui sont des changements inopinés de politiques. La méfiance est totale, que ce soit contre les institutions ou entre les gens, même au sein du peuple qui profite d'un clientélisme qui le divise davantage. Le monde universitaire illustre à la fois la liberté et la radicalisation dont témoigne un marxisme académique révolutionnaire et populaire. Seule la liberté moindre dans les universités du Moyen-Orient empêche la même radicalisation par le contrôle étroit des autorités laïques ou religieuses. La seule valeur partagée par tous est la confiance au sein des familles soudées même si elles sont traditionnelles et tentent, chacune de leur côté, de profiter du système en plaçant des incompetents à la tête d'une entreprise ou d'un département administratif.

³⁰¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_%C3%A9conomique_du_Japon#%C3%89poque_d'Edo

³⁰² Op.cit. https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_%C3%A9conomique_du_Japon#%C3%89poque_d'Edo

Alors que le XIXe siècle se solda par une série d'occasions manquées pour l'Amérique latine sur fond de luttes au sein de la bourgeoisie, le peuple se liant à cette dernière seulement pour l'Indépendance (avec l'appui de la religion) ou pour évincer un dictateur, les peuples libérés au XXe siècle s'invitent dans le champ politique. Mais la litanie des problèmes n'était pas terminée car les juntes militaires ou les partis uniques formèrent des nomenklaturas fermées à la démocratie et incapables de fomenter la confiance dans la bourgeoisie. Les pays de grandes propriétés foncières sont demeurés pauvres par l'exploitation des travailleurs qui, parfois, basculent les régimes dans un marxisme tout aussi noir, les dictatures sanguinaires affligeant Haïti et l'Amérique centrale. En Argentine, le manque de main-d'œuvre imposa la mécanisation, la colonisation européenne arrivant trop tard. Dans ce pays agraire, les intérêts à court terme des propriétaires lièrent le pays aux marchés étrangers et à la dictature. Sur cette base peu amène, s'immisçait les États-Unis avec la doctrine Monroe, les entreprises bananières et l'anticommunisme qui attisent les clivages avec, parfois, des actions militaires pour promouvoir leurs intérêts sous couvert de libéralisme. La démocratie ne s'ancre jamais durablement du fait de la méfiance et seuls quelques pays d'ascendance européenne s'engagent dans un État de droit de meilleure qualité comme au Chili ou en Uruguay qui, s'ils connaissent la dictature, sont culturellement distincts du fait d'une faible population amérindienne et une pauvreté moins marquée à l'image des États-Unis du XIXe siècle. Au Brésil une bourgeoisie moins féodale et plus commerciale a pu se développer du fait d'un immense territoire et un vaste marché intérieur. Mais faute d'Etats légitimes et de confiance en mesure de réguler des intérêts contradictoires, l'Amérique latine alterne les régimes autoritaires et la dérégulation laxiste sans ingérence nécessaire des États-Unis. Les gouvernements de tous les bords politiques apaisent le peuple par des réformes agraires (factices quand la redistribution concerne des mauvaises terres), par une démocratie déséquilibrée (qui n'est pas celle de l'Occident) et par le clientélisme. L'avantage des réformes agraires effectives est d'écarter du pouvoir les franges les plus conservatrices. Quant au clientélisme, il existe sous parti unique comme sous la démocratie avec les excès coutumiers des régimes mal régulés. Les dérives laxistes et l'impunité ambiante déclenchent les pronunciamientos. Les rappels à l'ordre budgétaire du FMI permettent de réguler l'économie sans coups d'Etat, mais les mesures sont toujours sous le coup d'une révolte d'un acteur ou d'un autre.

Contrôlé par une bourgeoisie élargie, l'Etat de droit limité ne parvient pas à instaurer la confiance dans les institutions. Il est d'ailleurs absurde de penser qu'il peut le faire par une combinaison d'institutions puisque la méfiance est enchâssée dans la société. Il faudrait au minimum que les dirigeants appliquent la loi et servent de modèle pour, peut-être, initier une trajectoire vers un plus haut niveau d'Etat de droit (voir tome 1). Sous la démocratie, le peuple vote à droite quand la sécurité, l'emploi ou l'ordre sont en jeu. Mais les gauches et les droites aussi populistes et clientélistes les unes que les autres entretiennent la méfiance. Le clientélisme, qui apaise les conflits (et aide à la réélection), souffre du défaut de l'arbitraire : il mine la confiance dans l'Etat et accentue les crises quand les ressources à redistribuer sont rares. Les crises récurrentes font partie du paysage latino et réduisent l'attrait des investisseurs d'autant plus que les crises sociales entraînent la hausse des salaires et des dépenses publiques. Malgré des administrations compétentes, l'Etat ne parvient pas à être crédible. D'ailleurs, l'administration est plutôt un gage d'ordre et de rigueur dans un monde politique sous le signe de la compromission nécessaire. Dans un cadre de liberté à ordre limité, les attaques permanentes des intellectuels de gauche qui accusent le parti-pris néolibéral systématique contribuent à polariser la société. Plus l'Etat est riche, plus il apaise les demandes sociales jusqu'à ce qu'une crise aggravée par manque de redistribution clientéliste sape sa crédibilité.

Dans les épisodes, de prospérité, l'emploi administratif gonfle exagérément par souci de redistribution et dégonfle lors des purges économiques avec l'appui du FMI. L'Amérique latine est coutumière du basculement des politiques du fait des dérives d'un Etat et d'une vie politique sous le contrôle de partis et d'un parlementarisme inconséquents. C'est une des raisons pour lesquelles le Mexique, peu

régulé, est le bon élève du FMI qui, politiquement, sert épisodiquement d'arbitre aux partis et de bouc-émissaire des maux du pays. L'Amérique latine se distingue du Moyen-Orient où l'administration est une nécessité faute d'emplois privés et d'une bourgeoisie en mesure de les créer.

Les invariants

En Amérique latine, la polarisation induite par la caste aristocratique des possédants s'est effacée au profit d'une certaine perméabilité entre classes sociales. Tout en restant élevée, l'inégalité a diminué et se rapproche des autres pays qui se développent de manière aussi inégale. L'Amérique latine comme ailleurs a, d'un côté, 50% de pauvres (ouvriers, paysans de zones déshéritées, petits métiers urbains) et, de l'autre, les milliardaires qui ont profité de la privatisation des télécommunications et des secteurs détenus par l'Etat. Une classe moyenne s'est mise en place mais elle est sacrifiée à la moindre crise en jouant sur ses avoirs ou la convertibilité de la devise nationale. Elle paie relativement peu d'impôts, ni systématiquement ses factures d'électricité ou d'eau par la corruption des services publics ou privés. La petite bourgeoisie s'exprime de manière démocratique par les urnes, parfois par les manifestations sociales et surtout par les doléances clientélistes auprès des élus locaux. La diversité parlementaire s'est élargie, mais le parti qui parvient au pouvoir est puissant et détient l'arme du clientélisme dont il abuse faute de contre-pouvoir effectif durant le mandat. Aussi la méfiance envers les autres et les institutions demeure-t-elle inchangée, ceci sans empêcher la modernité des classes urbaines en matière artistique, sociale et environnementale. Le principal goulot d'étranglement est l'incapacité de l'Etat à appliquer les lois décidées dans un Parlement piloté par le régime présidentiel.

La méfiance qui continue à contrarier le commerce conduit la bourgeoisie à affectionner la sécurité de l'immobilier, à prendre des parts dans les multinationales ou à déposer ses avoirs à l'étranger. Elle innove parfois, mais le risque conduit à des pertes substantielles à l'image de la bourgeoisie rurale en mal d'investissement qui s'engage dans le maraîchage d'exportation sans comprendre la volatilité de cours. Il en va de même des PME du secteur informel en marge de la loi. La moindre crise sociale, économique, fiscale ou financière accentue la méfiance et son anticipation conduit les épargnants à exiler les capitaux. Les crises s'intensifient faute de confiance dans l'Etat, les lois, la police et l'armée. La pauvreté récurrente de l'Amérique centrale produit les gangs *maras* dont la violence inouïe se retrouve chez les cartels de la drogue du Mexique. Au Brésil la dépendance envers les exportations et récemment de la Chine a fragilisé la redistribution sociale et ramené l'autoritarisme au pouvoir. Inversement, le Mexique a bien jugulé la crise néo-zapatiste du Chiapas sans recours à la force, le pays y ayant moins recours jusqu'en 2006 une fois que le gouvernement fut pris dans l'engrenage de la lutte sans merci contre les *narcos*. Le Mexique a aussi géré de manière satisfaisante la rébellion des petites et moyennes entreprises endettées, rébellion dite du *barzón*. A la différence de la Corée dictatoriale ou du Japon parlementaire post-Meiji qui a vu la montée en puissance de l'armée en mesure d'éliminer les communistes, de défaire les gouvernements et de prendre le pouvoir, l'autoritarisme en Amérique latine n'a pas conduit à un déchainement de violence à la même échelle, y compris au Chili d'Augusto Pinochet où l'Etat de droit sert la bourgeoisie. L'Amérique latine vit au gré de la domination d'une faction bourgeoise sur une autre avec l'appui populaire ou bien du peuple qui perd le pouvoir acquis par une révolution au bénéfice d'un parti unique qui s'embourgeoise ou d'un marxisme qui appauvrit. La population en quête d'ordre face au laxisme ou à la brutalité d'un dictateur se méfie des institutions quel que soit le régime et la croissance économique est réduite, voire nulle.

Le progrès économique de l'Amérique latine n'a pas intégré les pauvres que les gouvernements divisent par les mesures clientélistes. La perméabilité sociale existe avec des PME qui s'enrichissent mais la bourgeoisie méfiante demeure incapable de fournir les emplois en nombre suffisant alors que les gouvernements dont elle est proche n'améliorent pas la redistribution sociale par une fiscalité

efficace avant même d'être juste. C'est en effet moins l'argent que les emplois qui manquent comme le montrent les pays pétroliers qui, en Amérique latine, ne parviennent pas à réduire durablement la pauvreté y compris sous des gouvernements de gauche qui recourent, eux aussi, à la redistribution clientéliste. L'invariant historique est moins l'inégalité fondatrice que la méfiance généralisée qui aliène toute possibilité de développer les PME et le commerce. Les crises accentuent la méfiance, laquelle réduit l'économie qui reste vulnérable aux crises. L'invariant est le plafond de verre de politiques qui visent plus à maintenir un équilibre social³⁰³ que de lancer le pays dans le développement à la mode asiatique. Ce plafond fut visible au moment du passage du protectionnisme modéré des années 1990 à l'ultralibéralisme et à la privatisation des Plans d'ajustement structurel. Le PIB d'un pays comme le Mexique n'a guère progressé car il dépend d'abord des Etats-Unis avec le pétrole, les mandats de migrants, le tourisme et les *maquiladoras* établies principalement à la frontière. Le PIB du Brésil a été affecté du fait de ses rapports déséquilibrés avec la Chine. Il faut reconnaître que les différents accords de libre-échange signés entre pays n'ont pas été à la hauteur des espérances du fait de l'émergence de la Chine qui produit moins cher dans les activités non seulement intensives en main d'œuvre, mais aussi hautement technicisées. Du fait de demandes sociales sur fond de méfiance, les salaires et les services (eau, électricité) demeurent un obstacle dans des pays non seulement de faible État de droit (comme tous les pays du Sud) mais aussi d'État en « apesanteur » du fait de l'incapacité à générer de la stabilité dans le monde des affaires. Le second obstacle est une bourgeoisie en recherche de sécurité plus que d'aventures du fait d'un risque déjà élevé.

Les scénarios sociopolitiques

L'invariant sociopolitique de la méfiance en Amérique latine s'enracine dans l'inégalité historique. Sans la proximité des États-Unis, le PIB du Mexique serait ramené à la portion congrue et seuls les États du cône sud (qui correspond approximativement au Mercosur) ont une bourgeoisie plus autonome. L'État de droit légèrement plus marqué et une population plus homogène y sont des facteurs de développement alors qu'ils restent marqués par l'inégalité fondatrice et que leur dépendance aux marchés de matières premières est élevée. La volatilité économique et sociale est la raison majeure qui explique que l'Amérique latine dans son ensemble ne dépasse pas le degré de développement égal à 1, même si des pays sont au degré 0 et d'autres approchent le niveau 2. Je précise ici la nature du plafond de verre avant d'envisager les voies suivies dans les autres blocs culturels.

Plafond de verre

Malgré l'inégalité fondatrice, le métissage précoce des Européens et Amérindiens a aplati la question ethnique. Mais le contrôle de l'État par une seule classe sociale (militaires, bourgeois, 'peuple', technocrates, parti unique populiste) montre la marginalisation des autres acteurs. Aussi la maxime : « il n'y a pas de racisme, mais du 'classisme' » est ingénue car le racisme existe et, en même temps, vraie du fait de l'existence d'une classe hégémonique.

Au XXe siècle, les pauvres libérés des haciendas dans de nombreux pays sont l'objet de mesures personnalisées (subventions, réforme agraire) qui permettent à la classe politique, à gauche comme à droite, de maintenir le contrôle de l'appareil d'État. Tout n'est pas institutionnalisé quand le clientélisme, par définition illégal et arbitraire, ne peut pas être transparent. L'apaisement social produit alors une prospérité modérée (un invariant économique) du fait d'un État incomplètement fonctionnel par la nécessité du clientélisme et les crises qui surajoutent de la méfiance. Les régions de

³⁰³ Certains avancent que les politiques visent avant tout à préserver les avantages économiques et les acquis sociaux, mais l'interprétation est discutable car les PME bourgeoignent et une partie de la bourgeoisie financière a intérêt à la prospérité générale.

moins métissages et plus développées comme le nord du Mexique ou le sud du Brésil signalent une moindre méfiance sociopolitique, un moindre clientélisme et un colonat européen plus autonome (les *rancheros* du Mexique) et porteur d'une économie solvable. En général, le protectionnisme est de vigueur du fait des difficultés à être compétitif pour une bourgeoisie ancienne. L'ouverture commerciale est alors partielle comme pour les maquiladoras mexicaines localisées dans des enclaves pour éviter de concurrencer les activités nationales. La méfiance entre individus et dans les institutions est le problème de l'Amérique latine. Au vu d'équilibres socioéconomiques fragiles avec leur cortège de crises et d'autoritarismes, on ne peut pas imaginer pour l'Amérique latine la possibilité d'un gouvernement stable en mesure d'arbitrer les tensions et garantir la lutte contre la corruption, l'impunité et la mise en place de confiance. Avec un Etat peu fonctionnel qu'elle contrôle ou dont elle bénéficie des garanties, la bourgeoisie privilégie les investissements sûrs, comme l'immobilier dans les grandes villes. L'incertitude demeure toutefois du fait de capacités limitées à garantir la stabilité des affaires. Aussi à côté des maquiladoras voit-on les multinationales (y compris chinoises) s'installer dans les pays sans générer une appropriation locale de compétences comme ce fut le cas en Asie. Et s'il y a acquisition de compétences, elles sont peu valorisées.

Les nouveaux milliardaires ne sont pas que le reflet du favoritisme gouvernemental (surtout dans les pays pluripartistes) ou de l'inégalité généralisée. Ils peuvent aussi être une chance s'ils investissent dans le pays, mieux s'ils prennent des risques élevés (*bold risk takers*). Dans le cas contraire, les familles très aisées seraient des problèmes aux dires de la gauche encore que la population de gauche, plus réaliste que les penseurs, estime que les riches doivent participer dans une plus grande proportion au bien commun. La pauvreté associée à l'inégalité n'est donc pas seulement un défi, elle est aussi une solution par l'emploi potentiel. Ce dernier est conditionné par les bas salaires qui doivent être plus élevés que les revenus paysans et pas trop éloignés des salaires ouvriers en Asie. Ces conditions soutiennent le marché intérieur à condition que les biens de consommation soient pour partie produits sur place. L'emploi est la clé qui donne accès au gisement pour le développement que constitue l'inégalité avec la création conjointe de nouveaux consommateurs. Parallèlement, l'emploi réduit le clientélisme et augmente la confiance populaire dans les élus et les institutions. Certes, les maquiladoras créent des emplois, mais cette industrialisation produit un entraînement faible car il n'est que la manifestation d'un protectionnisme général. Leur rôle à moyen terme n'est pas à sous-estimer, mais les usines étrangères ne percent pas le plafond de verre sociopolitique qui exige des mesures progressives de mise en confiance. L'idéal serait bien sûr d'éviter de passer, comme dans les pays asiatiques, par les dictatures dont l'expérience fréquente en Amérique latine a montré l'inanité. En résumé, la grande et la petite bourgeoisie sont, avec la pauvreté, deux facteurs d'emploi et d'amélioration de la gouvernabilité.

Ce « ruissellement » par les emplois et la consommation intérieure repose sur une condition supplémentaire, à savoir l'ouverture à la concurrence libérale. Cette dernière a été la condition du décollage européen et du rattrapage asiatique. Cette concurrence est, pour le moment, la seule qui permette d'envisager à moyen terme l'apport extérieur de financement pour accéder aux innovations et au marché des pays riches.

On a vu que les penseurs radicaux vilipendent les milliardaires alors qu'ils sont le reflet du manque de régulation politique et économique et le témoin d'une économie potentielle. Ils fustigent pareillement les multinationales qui sont aussi le signe des espoirs que les étrangers ont dans un pays qui ne croit pas en lui. A peine dénoncent-ils le clientélisme qui, lui, signale la méfiance, que les penseurs attisent dans un cercle vicieux de défiance. Les dénonciations sans solutions réformatrices contribuent à barrer la route à la possibilité d'établir un gouvernement équilibré avec une vision à long terme de l'Etat arbitre. Ils oublient la petite bourgeoisie qui a besoin de confiance à la condition que l'Etat et les élus donnent l'exemple. Tout révolutionnaire devrait connaître l'histoire de l'Asie.

Finalement, le protectionnisme n'est pas une fatalité comme l'a montré l'ouverture commerciale sous Porfirio Diaz puis Salinas de Gortari au Mexique. Le premier a ouvert un pays sans salariés ni liberté jusqu'à déclencher le plafond de verre social ; l'autre, s'il a contribué à la chute du parti unique embourbé dans des contradictions innombrables (telle la fraude électorale et la corruption), a buté sur la méfiance et sur un État de droit incomplet. Le problème n'est pas l'ouverture commerciale qui a démontré ses avantages sous condition, mais la régulation : régulation des gouvernements tenus à rendre un minimum de comptes et régulation par le gouvernement contre les excès des autres acteurs. Reste un protectionnisme minimal nécessaire pour protéger l'agriculture et les PME des excès de l'ultralibéralisme.

Le problème majeur est finalement moins l'inégalité que la régulation des dérives au sein des gouvernements militaires, de parti unique ou démocratiques. J'ai évoqué l'idée du gouvernement arbitre qui est une impossibilité historique dès lors que n'existent pas les ressorts sociopolitiques en mesure de redresser les dérives ou de faire redémarrer un système en crise à partir d'un socle de valeurs partagées. Plus concrètement, donner confiance dans les institutions peut passer par l'attribution claire des responsabilités, en particulier chez les élus qui doivent prouver leur exemplarité par exemple sous la forme de sanctions appliquées et médiatisées sans la moindre ambiguïté. Les intellectuels indépendants des cliques pourraient exercer une certaine influence y compris auprès des militants d'un bord ou d'un autre. Hier soutiens des syndicats et aujourd'hui des ONG, les penseurs révolutionnaires alimentent malheureusement la méfiance, le populisme et le sous-développement. S'appuyant sur les hésitations gouvernementales et sur l'inégalité, ceci au nom d'un idéal auquel ils sont les seuls à croire, ils fustigent le système sociopolitique et accentuent la division. Autrement dit, l'ignorance est à l'origine de leur myopie alors qu'ils devraient prendre en compte les trajectoires longues et pratiquer le comparatisme international. L'aveuglement est tel qu'il empêche de voir le système dans son ensemble dont ses éléments positifs, les penseurs jugeant négativement la pauvreté, dont on a vu qu'elle est une source de développement, le clientélisme, qui est une nécessité pour apaiser la société de méfiance, la méfiance, qui se maintient par invariance mais qu'on peut limiter, l'ouverture commerciale régulée (je défends un minimum de protectionnisme), etc. L'idéologie anti-libérale et anti-multinationale se trompe de cible, qui devrait être les sources du sous-développement. Réguler le système sociopolitique et enrichir la démocratie avec des contrepouvoirs sont des possibilités dont les mécanismes exigent une recherche rigoureuse pour en préciser les modalités et les équilibres. Quant à l'administration fédérale, il ne s'agit pas de l'augmenter ou de la réduire selon des objectifs monétaires ou idéologiques, mais de la rendre moins dépendante du politique avant de la rendre efficace sans exagération. La technologie des multinationales peut être une source de développement à condition que la bourgeoisie soit tentée d'investir. Quant à l'éducation, elle reste d'un bas niveau en Amérique latine autant dans le secteur privé trop livré aux exigences des élèves fortunés que dans le secteur public privé de fonds et d'indépendance. Les intellectuels sont un exemple abouti d'une éducation peu critique et arrimée aux normes d'une corporation.

Confirmation des invariants

Avant de tester l'hypothèse du plafond de verre avec la voie asiatique, revenons sur les options socio-économiques dont l'opérationnalité dépend de la culture sociopolitique. La socio-économie est une métrique de taxes, de régimes de gouvernement a priori (dont les pratiques sont examinées superficiellement), de priorités sectorielles, d'investissements et d'équilibres macro dont on constate empiriquement les effets limités sur le développement. La socio-économie dépasse la dimension comptable avec l'examen des options compatibles sur les plans social et économique. Avant même d'envisager la faisabilité politique des actions à mener, l'incursion dans la dimension sociale présente l'avantage de réduire les normes académiques et les aprioris courants dans les disciplines spécialisées.

La pauvreté, par exemple, n'est plus seulement une fatalité quand elle devient une source de croissance du marché intérieur avec la création d'emplois. Je rappelle que cette socio-économie demeure assujettie au plafond de verre sociopolitique qui inclut les relations entre groupes sociaux et les valeurs partagées. Par exemple, il n'est pas aisé d'imaginer partout un État de droit ou une démocratie à contrepouvoirs et dotée d'une légitimité à l'occidentale.

Les différentes options s'organisent selon un double gradient. Le premier concerne la compréhension multidimensionnelle de l'action publique : économique, sociale, politique et sociopolitique (qui inclut les valeurs). Le second gradient concerne la facilité de leur mise à l'épreuve, étant donné qu'il n'y a pas une correspondance entière entre les deux gradients. Une mesure peut être facile à mettre en œuvre alors qu'elle touche différentes dimensions. Aussi peut-on identifier un protectionnisme régulé (régulation selon des mécanismes à imaginer selon les régimes sociopolitiques) ; la création d'emplois pour réduire la pauvreté ; un clientélisme non pas à éradiquer mais à formaliser selon les régimes ; une confiance dans les affaires associant bourgeoisie et peuple en accord avec des institutions qui leur sont propres, etc. En revanche, viser un type de régime, telle la démocratie brandie pour des raisons obscures tant par les ONG que par les gouvernements états-uniens, est certes un idéal, mais encore faut-il la distinguer des démocraties occidentales à contrepouvoirs et État de droit ou la confronter au souhait d'ordre social. Le cas chinois et les décollages taiwanais et coréens ainsi que les échecs en Irak, en Egypte après le printemps arabe et en Afghanistan montrent suffisamment l'impasse car l'option démocratique est au-delà du plafond de verre. Il est probable que la démocratie soit autant une lubie étatsunienne (faute de comprendre l'État de droit nécessaire à la démocratie libérale) qu'un repoussoir au marxisme chinois.

L'Amérique latine peut-elle s'inspirer des développements asiatiques ou européens ? Reprenons les situations de l'Asie du Sud-Est. En retard pendant des siècles, l'Asie du Sud-Est a connu le décollage libéral grâce au marché occidental dans les années 1960. Les bourgeoisies peu développées et souvent étrangères (chinoises ou indiennes) n'ont pas pesé lourds dans les décisions d'ouverture commerciale. L'ouverture fut parfois forcée par les Occidentaux en 1850 comme ce fut le cas de la Thaïlande indépendante. Les produits importés inondèrent les pays et anéantirent l'artisanat local. Une longue fermeture et l'ouverture précoce s'expliquent par la hiérarchie sociale en lien avec le peuple : si l'élite paternaliste montre un retard (en connaissances astronomiques qui règlent les rites agricoles ou sur le plan économique), le peuple peut la stigmatiser. L'ouverture n'a en revanche pas eu d'effets positifs sur la prospérité dans les pays à faibles ressources extractives. Les investissements et les marchés des pays riches ont lancé ces économies à partir de 1960 plus d'un siècle plus tard.

Seule l'agriculture a montré un essor précoce avec les plantations d'hévéa et le riz. La Birmanie qui fut le principal exportateur de riz dans le monde a nourri à bon marché les colonies africaines (sans qu'elles se développent davantage). Plus tard, la fin de la colonisation et la reprise économique d'après-guerre ont conduit les investisseurs à privilégier les pays à bas salaire où l'ordre régnait en termes politiques et où les services (eau, électricité, transports) étaient corrects. Les bourgeoisies inexistantes en dehors des importateurs (*compradores*) ont négocié avec les investisseurs occidentaux et asiatiques, lesquels prenaient des risques limités avec des usines de montage ou des conserveries (« usines tournevis ») à investissement réduit. La faiblesse des salaires et des coûts a amorcé la dynamique dans tous les secteurs, y compris dans l'agriculture d'exportation (palme, manioc, coton, légumes, riz, etc.) dont les filières étaient aux mains des commerçants nationaux.

Dans ces pays à faible État de droit où la justice est incertaine, les contrats commerciaux sont toutefois honorés. En Asie du Sud-Est, il n'y a ni yakuzas ni autoritarisme communiste en mesure de faire valoir les droits des étrangers. Seule la ligue des banquiers sino-thaïs, à l'image des diasporas marchandes dans le monde, a été assez puissante pour imposer aux entreprises locales des normes minimales de qualité des produits et de respect des obligations financières. Une contractualisation

sécurisée permit aux investisseurs d'accroître leurs engagements. Certains acheteurs occidentaux payaient à la réception des marchandises, abandonnant les transactions financières entre emprunteurs et banquiers à ces derniers. L'Etat a appuyé la contractualisation de ce type d'affaires sans que l'élite d'ethnie thaïe s'en mêla directement. Communisme vietnamien et fermeture birmane exclus, les régimes politiques variés en Asie du Sud-Est ont connu des succès parallèles, davantage en Malaisie comme on l'a vu plus haut. La Birmanie anciennement exportatrice de riz n'a pas profité du cercle vertueux à cause de dictatures militaires qui brisaient la bourgeoisie. Outre les guerres civiles et la fermeture du pays, la pauvreté est aussi en lien avec une oligarchie foncière et des usuriers aussi peu régulés qu'en Amérique centrale. Cette région est également très variée avec le Panama et le Costa-Rica en croissance équilibrée alors que, au nord, les pays se partagent entre autocratie révolutionnaire et conservateurs dans une série de luttes violentes.

Alors que le Panama bénéficie d'un canal international sous l'assistance insistante des États-Unis, le petit Costa-Rica tranche avec le reste de l'Amérique latine et particulièrement avec les dictatures centre-américaines. « L'exception suisse » de l'Amérique latine ou encore « l'oasis démocratique » qui fait partie des pays les plus heureux du continent se rapproche du Chili et de l'Uruguay³⁰⁴. Faut de mines et avec peu d'indigènes, elle fut jadis oubliée par l'Espagne ; et si elle n'échappe pas aux vicissitudes coloniales, la république traverse l'histoire jusqu'à aujourd'hui. L'histoire simplifiée et romantique de nature nationaliste (leaders charismatiques, colons individualistes et pauvres³⁰⁵) occulte l'autonomie vis-à-vis des métropoles de la petite république communautaire. Même les États-Unis et l'église catholique n'y ont pas toujours suivi les grands propriétaires ni appuyé les dictatures. Dès leur installation, les colons cohabitent avec les indiens et forment une communauté où les familles se connaissent. Devant se débrouiller par elles-mêmes, elles sont libérales, ne sont pas conservatrices ni arque-boutées sur des privilèges. La classe des grands propriétaires est peu nombreuse car la main-d'œuvre manque. L'autonomie et le manque de ressources ont conduit ces libéraux à organiser un gouvernement contrôlé par la petite bourgeoisie.

Les valeurs de travail, d'autonomie et de citoyenneté prévalent sans solidarités particulières. L'indépendance de l'Espagne tombe du ciel et le Costa Rica est épargné au sein d'une fédération qui s'autonomise du Mexique d'Iturbide avant d'éclater. Les présidents souvent libéraux se succèdent à la tête de la république et le caudillisme brille par son absence. La culture du café fournit les bases d'une richesse partagée au XIXe siècle. La bourgeoisie tient les rênes gouvernementales. Les paysans endettés peuvent se faire embaucher sur les plantations ou partent défricher la forêt. Les tensions naissent entre les familles agro-exportatrices et les propriétaires. La démocratie est inégale et une junte défaite confirme le retour du libéralisme après avoir éliminé l'oligarchie foncière. La classe moyenne est proche du pouvoir et réitère le sens de la communauté d'égaux. Le peuple est alors en position d'arbitre qui oblige à maintenir la démocratie. Un parti communiste fut créé mais le libéralisme tempéré a permis de dépasser les tensions. Des figures charismatiques consolident la démocratie libérale sous contrôle citoyen. Les compagnies bananières ne créent pas une bourgeoisie concurrente³⁰⁶ et seule la United Fruit appuie un temps l'oligarchie agricole. Mais le dictateur devenu impopulaire est abandonné de tous. Au XXe siècle, les crises s'enchaînent : régime dictatorial, montée du chômage en 1929, répression des *ligas campesinas*, combat des grands propriétaires, crise de la dette, contestation des élections, guerre civile avec plus de 2 000 morts, nouvelle crise de la dette. Une figure de la junte rédige alors une constitution avec suffrage universel, abolition de l'armée, lutte contre la corruption, réformes sociales, nationalisation, droit de vote aux femmes. L'esprit réformiste

³⁰⁴ <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/costa-rica-les-secrets-dun-pays-heureux>

³⁰⁵ José Abdulio Cordero : El ser de la nacionalidad costarricense

³⁰⁶ http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-561_fr.html

des libéraux impose un pays ouvert dont la prospérité économique et le régime politique tranchent sur le continent³⁰⁷.

Les contingences sociales de l'économie politique continuent à affecter les pays centre-américains immergés dans les révolutions et contre-révolutions avec l'ingérence des États-Unis. Le Costa-Rica comme les grands pays d'Amérique latine a su éviter ces pièges grâce à sa petite taille, les différentes fractions bourgeoises se neutralisant entre elles et avec les poussées populaires. Il se positionne à l'image des grands pays d'Amérique latine, comme le Mexique, grâce à quelques fées-marraines providentielles (*hadas madrinas*), qui sont autant les réformateurs issus de la junte que l'équilibre, chèrement acquis, entre les classes sociales.

Les vicissitudes postcoloniales des XIXe et XXe siècles qu'ont connu les grands pays d'Amérique latine semblent de nos jours en pause. Tout se passe comme si leur bourgeoisie précoce et individualiste avait démarré trop tôt leur développement pour s'embourber dans les conflits internes et être vulnérables aux marchés mondiaux. Cette conflictualité/vulnérabilité des bourgeoisies qui s'affrontaient au XIXe siècle est de même nature que celle qui animait le XXe siècle avec de surcroît un peuple émancipé comme si un invariant jamais résolu gâchait la fête : serait-ce l'appât individualiste du gain dans le cadre de gouvernements insuffisamment régulés ? De nos jours, l'intervention épisodique du FMI évite l'effondrement économique, atténue l'incertitude des bandazos et amortit le manque de régulation des partis au pouvoir. Faute de marché intérieur pendant longtemps, l'ouverture commerciale était un exercice imposé et les tensions d'une économie extravertie n'ont pu être résolues faute de valeurs partagées. L'extraversion avec une force de travail captée pour l'agriculture a parallèlement empêché les bourgeoisies, même celles adeptes du libéralisme, de se lancer dans l'industrie et la création d'emplois. A la différence de l'Asie qui n'avait pas de bourgeoisies anciennes, la mondialisation n'a pas davantage aidé l'Amérique latine du fait des réflexes protectionnistes. A son tour, la levée du protectionnisme, si elle a eu des effets bénéfiques, a attisé les tensions internes que seul le FMI parvient désormais à atténuer³⁰⁸.

Je classe l'Amérique latine en-dessous de l'Asie du Sud-Est et bien en-dessous de la Chine et de l'Asie de l'Est. Les perspectives de l'Asie du Sud-Est me semble meilleures que nombre de pays latinos y compris ceux du Mercosur. Si l'Asie du Sud-Est bénéficie d'un niveau d'État de droit juste satisfaisant pour les affaires, les salaires même à la hausse restent compétitifs. Le spectre des révolutions y semble jugulé sur le moyen terme alors que les pays périphériques, comme le Laos et le Cambodge, reçoivent des investissements croissants et que les investisseurs attendent beaucoup de l'ouverture du Vietnam. De plus, l'Asie du Sud-Est qui a décollé dans les années 1960 ne semblent pas s'essouffler face à ses nouveaux compétiteurs. Malgré les crises, le libéralisme y prospère sous régime autoritaire ou démocratique. La confiance est élevée et le clientélisme et l'administration³⁰⁹ y sont moindres qu'en Amérique latine. Relativement à la Chine et à l'Asie de l'est, l'Asie du Sud-Est est pénalisée par une éducation de moindre qualité où le paternalisme joue un rôle négatif sans compter l'absence historique de culture éducative. Les hommes d'affaires locaux sont engagés dans des usines tournevis et s'impliquent peu dans les grandes entreprises créatrices d'emploi, préférant des partenariats avec les multinationales. Le niveau scientifique de l'Asie du Sud-Est est comparable à l'Amérique latine et moindre que les autres pays asiatiques. Les liens entre entreprises et Etat ne sont pas aussi marqués. L'Asie est la grande gagnante de la mondialisation, bien davantage que l'Amérique latine partie plus

³⁰⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_Costa_Rica#Période_contemporaine

³⁰⁸ La théorie d'une bourgeoisie précocement jetée sur le marché mondial avec l'inégalité originelle des pays ne contrevient pas à la théorie sociopolitique dans la mesure où les Européens en Amérique latine ont dû composer avec les ressources locales et les métropoles. L'exemple du Costa Rica plus communautaire tend à le confirmer.

³⁰⁹ Dire que l'administration y est moindre ne relève pas de la doxa libérale, mais de l'approche sociopolitique de la régulation.

tôt. Comme tout pays en développement, la régulation par l'Etat est réduite avec des risques financiers élevés. La mondialisation a aussi affaibli l'Asie du Sud-Est, pourtant gagnante, à cause de la spéculation sur les prix agricoles, la crise du baht et les nouveaux concurrents. Mais les tigres et dragons semblent tenir le choc et leur vulnérabilité autant financière que sociale est réduite. La crise du baht en juillet 1997 qui a touché le Japon et réduit la crédibilité de l'Asie du Sud-Est est propre au « capitalisme sino-thaï ». Les banques opéraient en toute opacité et la bulle spéculative les rendait vulnérable dans des Etats qui n'ont pas réagi vite et fort pour endiguer l'effet domino.

Examinons les formes (limitées) d'Etat de droit et les politiques d'ouverture commerciale en Asie pour évaluer en quoi elles pourraient être utiles à l'Amérique latine. L'ouverture commerciale, on l'a vu, fut positive à la fin du XIXe siècle tant au Japon qu'en Amérique latine. Mais en Amérique latine, le développement n'a pas servi l'ensemble de la société et l'ouverture a débouché sur les révolutions, les ajustements critiques et les juntes militaires. A la différence de l'Asie, les juntes latinos ont rarement été bénéfiques à l'économie, sauf au Costa-Rica et, curieusement, au Chili d'Augusto Pinochet (malgré une dictature dramatique). Les périodes militaires en Amérique latine se situent approximativement entre le développement nul à la Birmane et le maintien de l'acquis thaïlandais (la comparaison mériterait une analyse approfondie). Les désordres sociaux en Amérique latine provoquent de rudes retours à l'ordre qui ne s'accompagnent pas d'une nouvelle confiance, laquelle demeure inexistante. La méfiance latino peut s'exalter comme en Asie dans un marxisme violent mais sans génocide à la Mao ou à la Pol Pot. La réaction rapide des États-Unis y est pour quelque chose alors que la communauté internationale n'était pas intervenue en Chine et au Cambodge. La méfiance populaire, qui n'est jamais loin de la violence permanente (les narcos et les maras montrent une violence inouïe ; les intellectuels sont radicaux dans les discours ; les lynchages dans les quartiers déshérités sont monnaie courante), empêche tout appui massif du peuple au profit de l'ordre. On revient au soubassement sociopolitique des liens entre bourgeoisie, peuple et Etat.

L'industrie détaxée de montage (maquiladoras) est un dispositif d'ouverture partielle qui souligne le réflexe protectionniste des bourgeoisies locales. Ce sont bien sûr des usines-tournevis, mais la différence avec l'Asie du Sud-Est est que ce dernier a pratiqué une ouverture totale. La bourgeoisie latino qui est ancienne, structurée et liée au peuple par la démocratie et le clientélisme se protège. Une ouverture commerciale plus marquée comme en Asie du Sud-Est y est-elle plausible sans déclencher l'Armageddon social ? Oui en théorie à la condition de gouvernements habiles dans les arbitrages et les équilibres, ce qui, en pratique, revient à dire non. Car l'Amérique latine est sujette aux bandazos qui témoignent justement d'un déficit de régulation politique. La régulation des excès est clairement en défaut quand les bandazos économiques (et sociaux quand l'épargne des classes moyennes est sacrifiée) et les révolutions indiquent le contraire. Nous revenons au plafond de verre culturel de la méfiance et de l'individualisme que ni un Etat strict ni le paternalisme culturel ne vient tempérer.

L'ouverture commerciale devrait être tempérée comme en Corée, à Taiwan et au Japon. On a vu ce protectionnisme éclairé dans le tome 1 (Grand développement) au Mexique avant l'ultralibéralisme des Plans d'Ajustement structurel. Son objectif est de renforcer les bourgeoisies pour protéger et créer les emplois. Sans le filet protectionniste, seul le clientélisme et les accords de branche évitent les troubles sociaux et l'excès d'endettement. L'ouverture commerciale bien conçue peut s'accommoder d'un Etat de droit limité et une confiance ténue. En effet, l'Amérique latine montre que l'Etat de droit s'applique par secteurs, peu au niveau de l'individu, à peine plus dans l'entre soi des états ou provinces et davantage au niveau fédéral où s'applique le droit des affaires. La méfiance du peuple peut toutefois entraîner des demandes irréalistes et des crises dans des pays aux équilibres précaires où le clientélisme est systémique. Ces limites dont il faut prendre la mesure avant toute réforme peuvent être déplacées en transformant le clientélisme opaque en subventions négociées de manière

transparente. Développer les emplois est un objectif à plus long terme pour que, devenus consommateurs, les salariés accroissent le marché intérieur et la richesse nationale. La pauvreté, le clientélisme et la confiance augmenteront sous condition de légitimité. D'un côté, les salariés doivent bénéficier de salaires corrects mais compétitifs avec le reste du monde. De l'autre, la grande bourgeoisie en partie protégée doit créer les emplois, négocier les salaires et prendre des risques sur les technologies étrangères. Des filières automobiles ont été créées en Inde et au Mexique, mais l'échec signifie moins une faillite inéluctable que l'exigence d'en tirer les leçons. Le libéralisme est une liberté pour tenter, il est une liberté aussi pour échouer. La bourgeoisie avec la confiance de l'Etat et du peuple peut dépasser le stade des usines tournevis et des partenariats avec l'étranger, ceci pour élargir la bourgeoisie existante à partir de pépinières d'entreprises et de PME. Elle ne peut pas que s'enrichir pour bénéficier d'une rente car les politiques économiques lui donnent autant des capacités d'agir que des devoirs. Dans une société sans la morale du bien commun, c'est-à-dire dans une société que ne régule ni le paternalisme culturel ni l'autoritarisme éclairé ni le droit, la bourgeoisie devient un frein au développement. On l'a vu avec les vieilles bourgeoisies latino-américaines qui cherchaient à préserver une rente quand l'incertitude est la règle. Une bourgeoisie protégée et un peuple rassuré peuvent réduire la méfiance sociopolitique des uns envers les autres. Encore faut-il que les gouvernements depuis le fonctionnaire de base jusqu'au président en passant par les élus donnent l'exemple de règles appliquées. Cela signifie des sanctions réelles, pas exagérées mais incitatives pour réduire un régime de passe-droit où la corruption est générale. Quant au protectionnisme, il ne peut être une barrière derrière laquelle on se protège sans rendre de compte. Sous ces conditions, le clientélisme se régulera de lui-même, sans disparaître toutefois, du fait des emplois créés et d'un droit mieux appliqué.

L'éducation en Amérique latine comme en Asie du Sud-Est est faible. La méfiance qui accroit l'individualisme et entretient le « malinchisme » conduit à ne pas croire à l'éducation et à attendre beaucoup de l'étranger. Le malinchisme, du nom de l'épouse indienne d'Hernán Cortés, est le contraire du chauvinisme : comme *la Malinche*, l'Amérique latine dénigre ses origines. Et au manque de confiance s'ajoute la dépendance de l'étranger. Aussi les moyens alloués à l'université publique sont-ils faibles alors que les universités privées accueillent les enfants de la bourgeoisie dont ils prendront la place. De plus, le mandarinat, exacerbé par le suivisme des normes étrangères, fige la diversité, bloque la créativité et entrave la critique constructive. Dans les sciences sociales, l'idéologie marquée accuse le manque de pluralisme. Les sciences sociales en Europe également idéologisées sont partiales, mais la pluralité des opinions neutralise les extrêmes. En Amérique latine, l'université exacerbe le manque de régulation alors que les sciences sociales en Asie matérialiste et/ou autoritaire sont quasiment absentes, du moins dans leur forme critique. La philosophie y est réduite voire absente quand les gouvernements et la société dans son ensemble se méfient de l'esprit critique qui est synonyme d'individualisme. Le mandarinat est fort en Asie de l'Est et en Chine dans les matières académiques utiles. Toutefois, des valeurs éducatives anciennes ont fait de cette partie du monde un nouveau pôle scientifique. Le mandarinat n'est pas en soi un révélateur : il se décline avec différentes pratiques qui dévoilent les soubassements sociopolitiques.

Concernant le monde des affaires, il demeure mal sécurisé en Amérique latine par la méfiance issue de l'inégalité originelle et entretenue par le clientélisme et les crises. Le défaut de légitimité des institutions et des autorités ne date pas d'hier comme le rappelle de manière péjorative l'idée d'une armée mexicaine qui aurait plus de colonels que de soldats. A la différence de l'Asie du Sud-Est où la bourgeoisie ethnique ne se confond pas avec le gouvernement, la bourgeoisie latino est non seulement proche des partis (droite, populiste ou gauche, voire extrême-gauche), mais elle oriente nettement les politiques. Ce devrait être un atout, mais le balancier entre libéralisme débridé et politiques sociales crée de l'incertitude. Les deux cas : protectionnisme trop protecteur et libéralisme trop libéral génèrent des tensions sociales faute de régulation. Si l'ouverture commerciale imposée

par les Plans d'Ajustement structurel des années 1980 a été un moyen de relancer la machine libérale en réduisant les inefficacités et en donnant des garanties à la bourgeoisie sans trop de frictions sociales, dispositif souvent associés à des traités commerciaux comme l'ALENA au Mexique³¹⁰, les objectifs n'ont pas totalement été remplis du fait de la concurrence chinoise devenue hégémonique au même moment. Plus fondamentalement, un peuple méfiant et une bourgeoisie peu aventureuse sont en cause. Le retard dans la compétition internationale, la capture de l'Etat, les coûts de la fonction publique, un clientélisme et les hausses de salaire nécessaires pour lubrifier les relations entre riches et pauvres et les crises expliquent ce protectionnisme et ces coûts. L'investissement incertain conduisait la bourgeoisie à expatrier ses capitaux et aujourd'hui à investir dans les placements les plus sûrs. Quant à la proximité Etat-bourgeoisie comme en Asie de l'Est et en Chine, elle n'est pas solide faute de confiance. A court terme pour les affaires et à long terme pour l'éducation, l'Amérique latine est piégée dans une culture de la défiance. D'une certaine manière, elle a suivi la trajectoire millénaire de l'Inde castée dès l'origine.

Le piège peut être contourné par la pluralité éducative d'un côté et la création d'emplois de l'autre à condition d'un protectionnisme et d'un clientélisme éclairés. La bourgeoisie et les PME, qui doivent être l'objet d'une régulation elles-mêmes, doivent bénéficier d'un environnement sécurisé. L'Europe peut-elle être un modèle pour l'Amérique latine ? L'Europe est un cas d'espèce par son Etat de droit et le bénéfice qu'elle tire de sa place de pionnier dans le développement libéral qui lui donne encore une certaine prépondérance. Les avantages militaires hier et financiers, technologiques et culturels aujourd'hui que lui octroie ce leadership la place encore en position dominante. Mais rien n'est gagné comme l'ont démontré d'abord les États-Unis en mesure de défier l'Europe, puis les challengers asiatiques qui ont suivi la voie de l'ouverture commerciale jusqu'à la Chine qui a profité de la mondialisation libérale imposée principalement par les États-Unis. Ce qui a fait la force de l'Occident est en train de se retourner contre lui par une régulation économique faible (alors que la régulation politique est forte) et une pluralité d'opinions désormais propices à la dénonciation populiste des institutions.

L'Europe est très éloignée des autres pays pour leur être comparée, y compris la Corée et le Japon qui doivent autant à leur structure paternaliste qu'au soutien américain. L'Etat de droit signifie que les lois sont mieux appliquées, y compris aux gouvernants, et que les institutions sont fonctionnelles, d'abord parce qu'on a envie d'y croire et ensuite parce qu'elles sont légitimes. L'Etat de droit, qui remonte au minimum aux monarchies absolues et aux quelques républiques communautaires médiévales, n'a cessé de s'améliorer. Il fut à l'origine à la fois du développement commercial au-delà des familles, des banquiers des diasporas ou des commerçants de la Hanse et garant des libertés nécessaires pour ébranler les conservatismes. La religion n'a jamais pu ôter cette marge de liberté qui s'immisçait dans ses propres interstices pour questionner ses contradictions à la limite du blasphème. D'où l'importance du lanceur d'alerte dans la culture occidentale à condition que chacun n'en devienne pas un, chose qui n'était pas possible au temps des bûchers.

L'Etat de droit en Europe remonte aux communautés préromaines d'égaux (partie 1). L'Etat de droit est fondé en valeurs avant que la culture ne l'impose après avoir passé l'épreuve des contingences historiques. L'Amérique latine, d'élite européenne à l'origine, s'en est éloignée par l'inégalité constitutive. On peut y améliorer le niveau d'Etat de droit ainsi que la démocratie avec des contre-pouvoirs, mais le plafond de verre est la méfiance. Outre que le développement ne peut pas faire comme si cette méfiance était soluble, réduire cette dernière sera progressif. Les syndicats ouvriers qui ont joué en Europe le rôle de contre-pouvoir aux temps modernes ne sont pas une option évidente dans les pays qui en ont fait des marionnettes corrompues et qui, depuis, sont

³¹⁰ Accord de libre-échange nord-américain fondé en 1994

excessivement mal vus par la population, pauvres inclus. Il en va de même de la participation sociale, comme les anthropologues et les sociologues l'affirment, alors que la négociation ouverte a montré des limites qui ne sont pas qu'affaire de contexte ou de mauvaise préparation³¹¹. De plus, l'imitation de l'Occident a produit plus de difficultés que d'avancées au point que je préconise le divorce avec les normes occidentales³¹². Viser la transparence et nourrir les contrepouvoirs sont des possibilités limitées, mais les marges pour faire progresser la confiance existent et elles sont cumulatives sur le temps long. A l'Amérique latine de réfléchir sur ses fondamentaux pour concevoir des trajectoires au sein d'un substrat sociopolitique qui restera personnalisé et peu institutionnalisé, ce qui d'ailleurs présente des avantages : l'État de droit peu institutionnalisé en Asie du Sud-Est n'a pas empêché un plus haut degré de développement et un faible État de droit en Amérique latine est un moyen pour apaiser les conflits.

En conclusion, l'ouverture commerciale à l'asiatique n'est pas conseillée à l'Amérique latine du fait des retards concurrentiels, d'une bourgeoisie peu encline à redistribuer autrement que par le clientélisme et d'une méfiance viscérale. L'invariant de la méfiance s'auto-entretient par les mécanismes mis en place comme le clientélisme, les désordres sociaux et une éducation normative.

Moyen-Orient

Comme l'art, les croyances et les pratiques, le champ sémantique est un marqueur sociopolitique, ceci bien sûr à condition de le croiser avec les autres champs du réel. Aussi traduire le terme *entrepreneur* au sens d'une entité indépendante qui assume la responsabilité du risque encouru n'est pas chose aisée. Un proxy sera souvent « celui qui parle » ou négocie³¹³. Bref, traduire entrepreneur par négociant est une perte de sens car le terme n'est pas seulement un mot pris dans l'écheveau linguistique, mais une réalité saisie dans une culture.

Aussi les points de vue sur le Moyen-Orient ne sont-ils jamais dénués de jugement. Certains évoquent le clientélisme des notables tribaux au moment des élections en Algérie³¹⁴ quand d'autres associent le clientélisme à la prédation simple en lien avec les hommes d'affaires³¹⁵. « Émiques » ou « étiques » (émis par la société ou issus d'une observation externe), on retrouve la même propension au dénigrement en fonction de l'idéologie du locuteur. Quant aux entrepreneurs arabes, qui d'ailleurs le déplorent, ils mettent l'accent sur la fusion des affaires avec des aspects variés de la vie sociale : vie personnelle, jugements des proches, népotisme, aide qu'il convient d'apporter à la famille élargie, médiation que l'on est prié d'exercer ou que l'on doit demander à ses connexions personnelles afin de rendre ou d'obtenir un service, allégeance aux leaders, etc. D'autres encore insistent sur l'absence de confiance « au jour le jour entre les gouvernements et leurs peuples, qui produit des alternances de scepticisme passif et d'explosions de crédulité ». La corruption ne serait pas seulement "endémique" mais "planifiée". Pour couronner le tout, la bureaucratie privilégierait l'apparence à la réalité et les arrangements privés au développement national³¹⁶. On retrouve le guanxi chinois, le piston français et les termes qui dénoncent mais dont les pratiques sociopolitiques que ces termes sont supposés signifier revêtent des réalités multiples pour le développement.

En Tunisie, les élus locaux servent d'intermédiaires entre l'appareil étatique et leur clientèle locale, distribuant les ressources et donnant accès aux services publics. Dans ces circonstances, les partis

³¹¹ <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010047894>

³¹² <https://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010080709>

³¹³ <https://theconversation.com/un-wiktionnaire-semantic-pour-les-sciences-humaines-et-sociales-186969>

³¹⁴ <https://journals.openedition.org/lectures/14433?lang=fr>

³¹⁵ https://theconversation.com/bouteflika-ruled-for-two-decades-his-legacy-will-haunt-algerians-for-many-years-to-come-169045#comment_2621594

³¹⁶ <https://www.jstor.org/stable/pdf/1601088.pdf>

d'opposition n'ont d'autre choix que de reproduire le modèle pour répondre aux attentes des électeurs³¹⁷. Démocratique ou de parti unique, le clientélisme apaise les tensions, soumet les volontés et donne un semblant de légitimité au pouvoir sous couvert de redistribution. On retrouve la redistribution discrétionnaire des ressources aux segments de la société qu'on veut amadouer comme on l'a vu au Mexique ainsi qu'au Japon via les députés. Les formes de la redistribution sont nombreuses et l'objet est de particulariser celle de chaque culture. Ce phénomène planétaire présente-t-il un relief inédit au Moyen-Orient³¹⁸ ?

Les invariants sociopolitiques

J'accorde le degré zéro du développement libéral aux pays du Moyen-Orient qui inclut l'Afrique du Nord. C'est le même niveau que pour l'Afrique au sud du Sahara. Le degré zéro n'est pas exagéré au Moyen-Orient si on remarque que le PIB national ou le PIB par habitant caractérise une richesse faite moins d'hommes que de ressources, comme le pétrole. Examinons la trajectoire chaotique des cinq pays d'Afrique du Nord alors que, en termes géographiques, ils bénéficient du « pont » méditerranéen et de l'accès aux marchés européens. La région n'a pas non plus à s'inquiéter des guerres avec le sud désertique quand le Moyen-Orient est un carrefour aux influences multiples. En termes religieux, l'islam s'est imposé et prospère dans des sociétés de nature impériale et tribale (l'islam n'a pas empêché la Malaisie ou l'Indonésie de se développer).

J'ai inclus l'Inde dans la sociopolitique moyen-orientale et il faut que je m'explique. Ses milliardaires profitent de la taille du pays qui le hausse artificiellement à un degré intermédiaire de développement. Surtout, l'individualisme méfiant empêche le commerce, sauf quand il est proche du pouvoir, de gagner en envergure et explique que les milliardaires doivent plus à leur protection politique qu'à leur progression dans le vivier économique du pays. L'Inde demeure un pays rural avec une très forte densité de population ainsi que des villes tentaculaires aussi pauvres que les campagnes. L'abondance de population rurale est loin d'être résorbée par des emplois et renforce l'hypothèse sociopolitique d'un individualisme et d'une méfiance peu différents du Moyen-Orient. Il est vrai que le pays ne vit pas seulement de ses ressources minières. Quant au PIB et surtout le PIB par habitant, il est délicat à interpréter quand une densité de population aussi élevée avec autant de pauvres ne permet pas de le comparer directement. La densité moyenne est de l'ordre de 345 habitants par km² contre 136 hab./km² en Chine (avec il est vrai des déserts importants) et 113 hab./km² en France. La Belgique et les Pays-Bas ont une densité qui dépasse 300 hab./km², mais leur taille est sans commune mesure avec celle de l'Inde. En résumé, le PIB de l'Inde doit beaucoup à la taille d'un pays dont la sociopolitique individualiste et mal régulée est proche de celle du Moyen-Orient.

Pourtant, le pays ne semble pas obnubilé par le réflexe autoritaire du fait d'une démocratie qui dure depuis l'Indépendance acquise en 1947. Il y a ici une différence notoire avec les pays musulmans du Moyen-Orient, Pakistan inclus. La démocratie indienne serait-elle en sursis au vu des pays voisins, ce que les observateurs sont prêts à croire quand ils évoquent le legs de l'Angleterre, ou bien révèle-t-elle une particularité sociopolitique ? Il n'est plus temps d'approfondir le thème, mais je suis enclin à

³¹⁷ https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/40080/3/Cournoyer_Paquin_Bruno_2020_th%C3%A8se.pdf

³¹⁸ La thèse défendue ici concerne l'aspiration à l'ordre dans un contexte tribal (Afghanistan) ou impérial (Iran) de méfiance interindividuelle. Dès lors qu'une partie de la population appuie l'ordre autoritaire pour des raisons contingentes, cet ordre devient réalité. Cet ordre fut à l'époque apporté par l'islam rigoriste avec lecture littérale qui reprend par définition les faits culturels de l'Arabie préislamique. Le port rigoureux de la burqa de nos jours et plus généralement le sort peu envieux de la femme sont deux manifestations particulières de la lecture intégriste et de l'aspiration à l'ordre autoritaire. Les interprétations romanesques (frustration des hommes à la Kamel Daoud, attirance sexuelle à la Tarik Ramadan) sont peut-être vraies, mais elles ne font pas partie de ma thèse.

penser que la démocratie perdure car les élites divisées y trouvent encore leur intérêt. Même les guerres avec le Pakistan et les souffrances des provinces limitrophes n'ont pas conduit à l'autoritarisme qui, toutefois, pourrait venir du nationalisme hindouiste actuellement au pouvoir. La perplexité est de mise, qu'a résumée l'ambassadeur et économiste américain John Kenneth Galbraith : « L'Inde est une anarchie qui fonctionne ».

Revenons au PIB indien avec une comparaison avec le Pakistan voisin³¹⁹ dont la densité de population est de 225 hab./km². Les deux pays sont indépendants depuis l'après-guerre et une guerre inaugurale les a scindés dès 1947. Le PIB indien est plus élevé que celui du Pakistan, mais ce dernier a connu une croissance libérale plus soutenue pendant 40 ans jusqu'en 1990. Certains estiment que les deux autoritarismes sont similaires mais que le Pakistan connaît plus d'instabilité politique. Les services de mauvaise qualité entravent les investissements étrangers au Pakistan. De plus, le pays compte deux familles kleptocrates qui se partagent le pays alternativement. En comparaison, l'Inde serait démocrate avec une bourgeoisie plus diversifiée. La bourgeoisie indienne aurait poussé les gouvernements successifs à pratiquer le protectionnisme, limitant alors la croissance du pays. Au Pakistan, l'aide américaine aurait boosté artificiellement la croissance du PIB quand l'Inde était protectionniste. Mais le Pakistan est moins libéral car la méfiance sociétale est grande comme au Moyen-Orient. La peur du chaos produit un autoritarisme avec nivellement par le bas. Quand l'Inde a accepté de se libéraliser, la bourgeoisie avait moins peur de l'ouverture des frontières et le PIB a décollé alors que le Pakistan, ouvert depuis longtemps, n'a pas profité des investissements étrangers. Au Pakistan, l'autoritarisme volontaire, comme la servitude volontaire, se double d'un fatalisme vis-à-vis des quelques familles riches. En Inde, l'ouverture d'une bourgeoisie renforcée a bénéficié au pays. La taille du pays a aussi joué et c'est la bourgeoisie proche du pouvoir qui en a profité. L'individualisme indien et des règles d'État de droit limitées à l'héritage anglais entravent le pays du point de vue sociopolitique. L'Inde pourrait toutefois se distinguer du Moyen-Orient par une moindre peur de l'inégalité et du chaos avec peu de rébellions et sans relations verticales. L'individualisme est en effet une anarchie qui fonctionne pour le moment³²⁰.

De son côté, la Lybie urbanisée et moderne est revenue, après les dépositions du roi Idriss et du potentat Kadhafi, aux tribus quand la violence pousse chacun à trouver des protections parmi ses semblables. Même si l'urbanisation et la modernité conduisent à oublier le substrat tribal, ce dernier revient par nécessité quand chacun est tenu à prendre position : si tu n'es pas de ma tribu, tu es un ennemi. De plus, comme le tribalisme ne connaît que le rapport de force, il considère a priori la négociation comme une trahison. La défiance tribale n'est d'ailleurs qu'un individualisme où le seul cadre de confiance est la famille. Au-delà, chacun se sent libre de léser son prochain sous un droit, une morale et un clergé minimaliste. Le résultat de la défiance est délétère pour le commerce, les institutions et la vie en société en période de crise. De nombreuses années après la mort de Kadhafi, la

³¹⁹ <https://theconversation.com/indias-economy-has-outpaced-pakistans-handily-since-partition-in-1947-politics-explains-why-187053>

³²⁰ L'individualisme en Inde n'est régulé ni par l'État de droit, ni par des relations verticales, ni par l'holisme. Il est fréquemment cité : avec le nationalisme chez les informaticiens aux États-Unis (https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00669182/file/Volume4_TT_Couv.pdf) ; dans le « subalternisme », ou études postcoloniales, indien (<https://books.openedition.org/editionsehess/22602>) ; dans le cinéma (<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2005-5-page-4.html>) ; dans la spiritualité contre le matérialisme européen (https://www.persee.fr/docAsPDF/ahess_0395-2649_1982_num_37_4_282877.pdf) ; par les touristes (<https://www.bonnieandklyde.ch/post/2019/10/08/de-toutes-les-couleurs-ou-L'Inde-Pour-les-Nuls-de-Jean-Joseph-Boillot,-2014>) ; avec l'occidentalisation dans la mode (<https://archipel.uqam.ca/1479/1/M10585.pdf>) ; etc. Quant aux philosophes indiens, ils fustigent l'individualisme de la consommation, Descartes et les Lumières pour ne pas questionner leur culture (<https://www.lemonde.fr/blog/fredericjoignot/2020/02/06/quand-un-philosophe-indien-critique-descartes-et-nos-dangereux-reves-de-liberte-et-de-dependance/>).

Lybie est loin de la stabilisation quand le pétrole est la manne qui alimente le budget public et les armées en lice.

Le Maroc a montré une nature sociopolitique analogue à la fin du protectorat français en 1956. Alors que les partenaires sociaux pouvaient envisager une monarchie parlementaire (les syndicalistes tentés par le communisme avaient une vision nationaliste de bon aloi), c'était sans compter sur l'alliance entre l'armée et le nouveau roi qui visaient le retour à la monarchie absolue et au parlementarisme croupion. Le gros de l'armée issu des rangs de la coloniale rêvait d'ordre, mais certains généraux et le roi ostensiblement corrompus représentaient le pire de ce que peut attendre un pays sous-développé. La corruption a provoqué plusieurs tentatives de putsch, un attentat étant manqué de peu du fait du respect traditionnel accordé au statut sacré du roi. Sous une élite malsaine, le peuple demeure ancré dans des valeurs traditionnelles dont l'ordre est un mantra et la bourgeoisie est trop dépendante de la famille royale pour que les investissements soient risqués. L'administration compétente ne peut agir ni pour une gestion équilibrée ni comme contrepouvoir.

Seule la Tunisie s'est approchée de la modernité après deux longues dérives autocrates suite à l'acquisition non violente de l'Indépendance. L'explication commune serait sa proximité avec la Sicile et une modernité revendiquée. Après le printemps arabe de 2011, les islamistes revendiquant la laïcité et refusant toute califat, châtiments corporels et excision (avec des voix divergentes) ont été élus à travers le parti Ennahdha. Mais un haut niveau de corruption, des divisions internes, des meurtres non revendiqués et la volonté d'affaiblir la classe moyenne jugée trop moderne les a éloignés de la population jusqu'à ce que le président dissolve l'assemblée pour revenir à une forme d'autoritarisme avec l'appui de la population. La corruption de ce parti n'est pas liée au fait que ses membres sont musulmans ou conservateurs, elle est davantage liée au recrutement d'un parti issu d'un peuple individualiste. L'invariant de liberté qui conduit à l'ordre strict existait déjà au temps de Saint Augustin qui luttait contre Donat, un évêque idéaliste qui prônait la violence pour imposer ses convictions à l'aide des bandes d'ouvriers agricoles (*circoncellions*). On ne sait pas s'il s'agissait de tribus, mais déjà la méfiance et l'exploitation des uns envers les autres ne disposaient pas au développement. Curieusement, les ressources existaient quand la Tunisie était considéré comme un grenier céréalier de Rome, mais ce rôle n'est plus cité sous l'emprise des Arabes puis des Ottomans jusqu'au retour des colons français qui, eux, disposaient des moyens d'une agriculture moderne. Quant à la bourgeoisie presque absente, elle est nécessairement proche du pouvoir despotique et participe à la corruption générale. Sur de telles bases sociopolitiques, la démocratie fragile bénéficie des deux petites forces que sont les attentes d'une société moderne, attentes souvent exagérées alors que tout le monde reste méfiant, et l'organisation de syndicats de travailleurs prêts à contribuer positivement au régime (comme au Maroc). Malgré des régimes politiques contrastés, les trois exemples d'Afrique du nord sont loin de prêter à l'optimisme.

Les sources sociopolitiques

Après l'euphorie de l'indépendance, la Tunisie est dirigée par des autocrates qui, s'ils couronnent un système de manière fortuite au sens où l'histoire les a appelés et s'ils y défendent leurs intérêts ainsi que ceux de leur classe, n'ont pas confiance dans la société. Comme au Maroc, ils ne parviennent pas à lancer l'économie. La bourgeoisie naissante dépend du bon vouloir du dirigeant et on est loin de l'autocrate Porfirio Diaz qui, en ouvrant le Mexique au commerce et au développement, avait donné carte blanche à la bourgeoisie et aux investisseurs étrangers au prix d'une inégalité sociale jamais résorbée. Quand bien même l'autocrate est intègre, il ne parvient pas à brider le népotisme de son entourage. Proliférant au plus haut niveau, la corruption souligne un individualisme où la confiance est circonscrite à la famille qui n'hésite pas à voir le pays comme une ressource à exploiter pour ses intérêts. Faute d'emplois et de bourgeoisie, l'Etat autoritaire s'endette par manque de régulation et de contrepouvoirs selon un cadre vulnérable qui consacre le conservatisme. Les tensions accumulées

dans la modernité perdue et le ressentiment qu'aurait dépassé la création massive d'emplois trouvent leur détonateur dans la figure d'un jeune marchand de rue qui s'immole à Sidi Bouzid, une ville de province, après la saisie de sa marchandise par les autorités en 2010. En Tunisie, le président n'est pas une personnalité sacrée, il n'y a pas de parti unique comme en Algérie et les tribus sont marginales dans ce carrefour des cultures dont l'élite est tentée depuis longtemps par la modernité. Le peuple renverse l'autocrate et met en place une démocratie que consacre le terme de printemps arabe. Mais l'espérance ne comble pas le manque d'emplois et les dérives renaissent avec la démocratie dont on avait trop vite fait une panacée. Face à des aspirations non satisfaites, des gouvernements « droits dans leurs bottes » qui incarnent l'aspiration à l'ordre préfèrent l'intégrité et l'ordre social au clientélisme. Alors que l'intégrité stricte est un manque d'expérience, elle souligne aussi l'aspiration culturelle à l'ordre dans une société individualiste insuffisamment réglée. A la suite du rejet populaire de la corruption du gouvernement islamiste, le président Kaïs Saïed a établi en 2021 un pouvoir fort face auquel les observateurs se perdaient en conjoncture : possible voie coréenne ou taiwanaise d'autoritarisme éclairé en mesure de lancer l'économie ou retour à l'autocratie moyen-orientale ? La voie asiatique serait une erreur car la Tunisie n'a pas le même niveau de confiance envers ses leaders faute de paternalisme culturel. Il aurait fallu évaluer les voies latino et d'Asie du Sud-Est (voir plus loin).

Les empires antiques ont été à la pointe des inventions. Dopées à la sortie d'Afrique par une moindre pression parasitaire et confinées dans les vallées du croissant fertile, les tribus du Moyen-Orient sont passées les unes après les autres sous la domination de l'une d'elles qui se renforçait jusqu'à ce que l'empire butte sur aussi fort que lui. La confédération d'égaux n'était pas une option car les solidarités n'y étaient pas nécessaires. La tribu dominante était également soumise aux tensions autour de la famille régnante. L'inégalité était immense quand les solidarités furent tardivement institutionnalisées par l'islam. Les villes précoces n'ont pas éclipsé le facteur tribal qui est étonnamment vivace encore de nos jours comme en Afghanistan, dans la Lybie urbanisée ou au Maroc où le sultan avant la colonisation négociait les tributs et jouait les tribus les unes contre les autres dans un empire aux frontières et aux alliances jamais fixées. Les Berbères restent insoumis et les tensions sont incessantes dans le Rif marocain. Elles apparaissent dans le mouvement *hirak* algérien né en 2019 contre la cinquième candidature d'un président puis contre les caciques du système, mouvement où apparaissent la Kabylie et le drapeau berbère. Inversement, les tribus n'ont pas joué dans le démantèlement contemporain de la Yougoslavie qui a pourtant éclaté selon des lignes de fracture ethniques et religieuses.

La dynamique impériale et tribale continue à caractériser le Moyen-Orient contemporain. Dans un empire, la pluralité se maintenait quand le centre ne pouvait pas forcer le changement de religion. Les essais d'imposition ont d'ailleurs échoué jusqu'à ce que les administrations soient suffisamment fortes pour imposer un point de vue. D'un autre côté, les sectes tolérées montraient l'aspiration populaire à dépasser les vieilles croyances sclérosées. La population pouvait se soumettre à une nouvelle religion comme ce fut le cas un peu avec la religion juive, davantage avec le christianisme et surtout avec l'islam dont l'autoritarisme, en plus du caractère guerrier et revendicatif, était un gage d'ordre social et même de conservatisme. Les religions du livre prosélytes et universalistes ont unifié les valeurs et se sont imposées sans éliminer les tensions sociales. La périphérie reste une source d'autonomisme en mesure de se vendre au plus offrant alors que le centre est un nœud de vipères marqué par les guerres fratricides. Le conservatisme est le gage d'un ordre légitimé par la tradition alors que l'individualisme entretient la corruption et la violence tribale. Dans les cultures d'empire qui servent de substrat encore aux pays moyen-orientaux, la bourgeoisie est circonscrite aux proches du pouvoir central et les investissements restent limités faute de garantie.

Comparaison avec le Guatemala et le Cambodge

La royauté du Maroc est similaire à la royauté cambodgienne, mais les comparaisons habituelles portent plus sur les dimensions politiques et économiques que sur la sociopolitique. Dans les deux pays, le roi n'a pas démarré l'économie nationale avec, au Cambodge, le basculement vers une des plus grandes tragédies du XXe siècle. On peut lui faire correspondre le massacre planifié du génocide arménien dont la base ethnique, en Turquie, est clairement identifiable. Après l'épisode Pol Pot, le Cambodge repris par les Khmers de la mouvance vietnamienne a mis en place des zones économiques spéciales réglées par un droit du travail minimaliste et traversées de nombreuses grèves. Dans une économie agricole, les désordres sont mal perçus d'autant plus que le pays veut dépasser la tragédie récente. Mais la culture du Cambodge n'est ni celle de la Thaïlande paternaliste ni celle du Vietnam confucéen : société à la fois plus spontanée et plus exigeante envers les autorités, moins docile donc, elle est de nature impériale ou latino à la manière du Guatemala. De nos jours, le pays connaît une forte croissance du PIB avec les investissements étrangers, en particulier chinois à la recherche de bas salaires, associée à une grande pauvreté. L'organisation sociale qui est individualiste et donc demandeuse d'un ordre strict a aussi peur de l'histoire : le besoin d'ordre s'accorde avec les élites corrompues. Le manque de confiance circonscrit la bourgeoisie à l'entourage des dirigeants comme au Maroc.

L'individualisme mâtiné de matérialisme culturel (il ne s'agit pas ici du matérialisme marxiste) devient sanglant quand il confine à la haine de masse. Le sentiment de supériorité qui confine à la haine chez les Khmers Rouges fait écho au mépris de la cour du roi Sihanouk, ceci dans le cadre commun d'une peur réflexe du Vietnam, de l'appui de la Chine maoïste et de l'indifférence occidentale. La période 1975-1979 continue à faire l'objet d'interprétations où la relecture politique de l'histoire insiste sur l'influence délétère du protectorat français dans la mobilisation nationaliste ou au contraire sur les autoritarismes successifs du roi, du régime khmer rouge et du « *surgeon hun senien*³²¹ » (Hun Sen est le Premier ministre du Cambodge). Le même auteur voit des analogies en Russie, Chine, Iran voire en Algérie, Tunisie, Egypte et Indonésie dans la constitution d'une classe « tenante de l'Etat et de l'économie » issue d'une lutte de libération. L'auteur s'interroge aussi sur la « culture » ou les « répertoires culturels de l'action politique ou économique », mais l'analyse s'en tient au registre des alliances récentes sans évoquer l'histoire longue. Alors que les services de sécurité structurent l'Etat cambodgien jusque dans la résolution des différends agraires, cette économie politique identifie la « légitimation culturaliste » qui traverse les régimes jusqu'à la capture de la démocratie.

Le communisme n'a pas fonctionné longtemps dans les pays islamiques attirés précocement par l'ordre et tardivement le nationalisme. L'aspiration à l'ordre a trouvé une solution dans l'attachement viscéral à la religion. Le refus du débat par une majorité de la population a permis aux fondamentalistes de rejeter les Lumières et la modernité et d'enraciner comme jamais le conservatisme. Si ce type d'attachement à la religion pose des questions non résolues aux observateurs, sa conséquence est qu'il n'y avait nullement besoin de la foi communiste. Comme l'industrie fait défaut, il manquait aussi une classe ouvrière dans des pays à la fois agraires et urbains de petits métiers. Il en va de même du nazisme fait de nationalisme, de retour à la nature, de communauté ordonnée et sans contrepouvoir religieux puisque l'islam conservateur occupe les esprits et les idéologies. Ici, l'économie politique est surplombée par une sociopolitique de la méfiance et de l'ordre. Dans de nombreux pays, la démocratie est apparente quand elle sert de manière léonine une classe sociale quand le communisme a été éliminé avec l'aide des États-Unis. Toutefois, le communisme, comme à Cuba, n'a pas atteint le niveau du génocide cambodgien. Au Guatemala, on retrouve la mafia d'entreprises avec privatisation outrancière, capture de l'Etat, droit du travail virtuel, impunité, électricité chère par désintérêt pour le peuple. Le socle amérindien est toujours méprisé

³²¹ http://www.fasopo.org/sites/default/files/cambodge_jfb_1204.pdf

même si la bourgeoisie est métissée depuis longtemps. Les conservateurs fonciers ou libéraux ne pratiquent aucun paternalisme culturel.

Maroc, Cambodge et Guatemala présentent une socio-économie analogue où le peuple est pris en otage selon des arguments différents : arriéré, méprisé ou révolutionnaire. La socio-économie n'est elle-même pas simple si on en croit l'auteur qui a écrit que « la prise en compte de la rationalité politique permet de comprendre les comportements a priori irrationnels sur le plan économique³²² ». Quant à la sociopolitique, on se demande pourquoi le peuple est plus haï ici que là et pourquoi il parvient si difficilement à s'organiser en période de paix. Un vécu construit autour d'une méfiance généralisée sans paternalisme ni moyens pour adoucir l'individualisme bourgeois et populaire est une explication à prendre en compte. L'autoritarisme reflète la peur réflexe du laxisme quand prévaut un individualisme insuffisamment réglé.

L'échec social d'une ouverture commerciale à succès

Ses frontières ouvertes au commerce international, la Tunisie voit affluer les marques étrangères qui investissent dans l'industrie textile. Inversement, l'orange maltaise pour laquelle le pays exerce un quasi-monopole montre les difficultés à vaincre pour être compétitif. En effet, la bourgeoisie forme une ligue proche du pouvoir qui est la seule manière de sécuriser les investissements, ceux-ci se portant dans l'export-import et l'immobilier. Elle se distingue de la Turquie dont la socio-économie³²³ et la sociopolitique diffèrent significativement, la culture turque étant autoritaire dans le cadre de la communauté nomade et de la confiance tribale³²⁴. Faute de marge de manœuvre et d'options, le moindre problème que pose le libéralisme économique renvoie la Tunisie au conservatisme. En Tunisie, seule une frange moderne défend l'ouverture commerciale alors que la corruption et l'incertitude augmentent le risque des importations sans augmentation des exportations. Au Moyen-Orient, un Etat inadapté, un peuple fataliste et des jeunes au chômage vouent à l'échec les politiques économiques successives.

Moins conservatrice que les pays voisins, moins tribale et aussi urbaine que l'Algérie, la Tunisie s'est engouffrée dans la démocratie en 2011 sous la pression de la rue excédée par les injustices policières et le « clan quasi-mafieux » des Ben Ali-Trabelsi. Des avancées politiques ont été enregistrées et certaines difficultés ont été dépassées. Mais la méfiance, surtout après les dérives d'un parti populaire (incarné par l'islamisme), a annihilé récemment l'aspiration à la liberté. La corruption sans redistribution a conduit à soutenir l'ordre et l'autorité comme au Maroc et en Algérie. Des intellectuels ne cessent de se demander si l'islam est compatible avec la démocratie tant les problèmes multiples y font obstacle. En fait, c'est moins une question de démocratie que de développement, moins l'islam que le problème récurrent des empires moyen-orientaux qui, en adoptant l'islam, ont adapté une religion à la méfiance et à l'individualisme tribal soucieux d'ordre, fut-il conservateur. La question est donc davantage de savoir dans quelle mesure les pays issus des empires moyen-orientaux peuvent faire confiance à leur élite, en démocratie ou sous la férule autoritaire. Pour que l'autorité dispose d'une certaine légitimité, il faut au moins une bourgeoisie et une redistribution.

Au Cambodge, personne ne prétend être meilleur que son voisin à l'exception rarissime mais violente d'un principe transcendant comme le communisme ou le nationalisme. Le communautarisme semble opérer dans une sorte de citoyenneté sans égalité car cette dernière n'existe pas dans l'esprit des Cambodgiens qui conçoivent leur vie politique sous la coupe d'une autorité qui assume un ordre. La différence avec les empires du Moyen-Orient est que l'individualisme tribal ne s'accommode que de la

³²² <https://journals.openedition.org/anatoli/476>

³²³ Op.cit.

³²⁴ https://www.persee.fr/doc/rural_0014-2182_1966_num_22_1_1291

tutelle impériale lointaine quand le Berbère ou le Kurde a du mal à s'entendre avec son voisin, son village et la tribu d'à-côté. Le règlement difficile des litiges sur l'eau d'irrigation dans l'Atlas montre l'investive collective et la méfiance qui contrastent avec les communautés réglées en Asie. L'individualisme du Moyen-Orient n'est-il pas alors le fruit aussi d'une éducation familiale rigide en son sein et laxiste en dehors alors que la réserve asiatique rabaisse l'individu aux besoins du groupe ? Un individualisme non tempéré par le droit, le paternalisme culturel ou une aspiration morale qui privilégie le collectif se matérialise par la méfiance interindividuelle qui prescrit à son tour la quête d'ordre et d'autoritarisme (lequel réplique l'autorité du père de famille). La méfiance devient problématique quand l'ego est sur-affirmé, trait qu'on retrouve en Amérique latine qui a toutefois atteint le degré un du développement libéral du fait de l'ancienne bourgeoisie proche du gouvernement.

Les invariants

Sous domination ottomane puis européenne, le Moyen-Orient aujourd'hui se voit ébranlé par les guerres. Avec le pétrole, il est devenu le jeu des grandes puissances actuelles qui profitent de ses faiblesses congénitales tant politiques qu'économiques. Israël joue aussi un jeu dangereux, mais le fond de l'affaire renvoie aux divisions du monde arabe qui ne se réduisent pas à la lutte d'influence entre Chiites et Sunnites. Le nationalisme et l'islamisme ont surajouté à la confusion avec des rancœurs amplifiées par des leaders qui disposent tout de même d'une légitimité dans la population. Là où la confusion est moindre, comme au Maghreb, on constate un développement qui reste faible avec une bourgeoisie qui ne dépasse pas le cercle du pouvoir. Comme l'économie ne parvient pas à donner des emplois, le chômage des jeunes alimente les tensions captées par l'islamisme car le clientélisme vise les pères de famille. De confidentiel, l'islam radical est devenu grâce aux milliards d'euros issus des pays pétroliers une option concrète de rejet tous azimuts. Malheureusement, la fierté identitaire s'incarne dans un conservatisme qui n'éradique pas la pauvreté.

Le nassérisme avait procuré une fierté nationaliste aux jeunes avant l'islamisme. Le premier était un espoir alors que l'islamisme est l'amère reconnaissance du besoin de conservatisme face au chaos. Le premier croyait au développement qui s'est dérobé dans les deux cas. La fatalité du Moyen-Orient, qu'a repris l'islam, est l'image de cette inquiétude née de la méfiance. Alors que la langue arabe, la culture et l'islam unissent des milliards de gens qui y trouvent un sens, l'Occident retient la lutte d'une poignée de radicaux pris au piège d'une modernité dont ils sont absents. Il faut dire que ces radicaux sont diablement efficaces. Le piège est-il inéluctable ?

Avant d'aborder les options réalisables pour une configuration sociopolitique jusqu'ici récalcitrante, je rappelle les invariants concernant le bloc moyen-oriental. Peut-être parce qu'ils furent les premiers à s'installer en Eurasie, les groupes humains n'ont pas eu à développer de règles strictes de survie ni de solidarités marquées. L'individu exclus pouvait s'éloigner, survivre et créer un groupe qui, à l'occasion, capitalisait sur la haine du groupe racine. Dans des groupes autonomes, les membres étaient réglés selon une morale tribale ou royale avec des solidarités qui ne dépassaient pas le niveau familial. Avec la croissance démographique, les empires ont couronné de manière lâche les tribus qui gardent leur indépendance et négocient en permanence, sans obligation de loyauté, leur adhésion. L'empire qui se contente de surimposer une domination à géométrie variable maintenait l'individualisme, le conservatisme et la méfiance. L'islam qui contribue au souhait d'un ordre social strict n'a enlevé ni la corruption ni l'individualisme et il s'est coulé dans les empires. L'islam asiatique a suivi une trajectoire différente tout en apportant aux tribus plus paternalistes un ordre civilisationnel avec écriture, transcendance et droit commercial.

La méfiance et l'individualisme dans des sociétés peu solidaires et sommairement hiérarchisés conduisent la population à aspirer à un ordre social strict. On pense à la Chine où le paternalisme et

les communautés se sont affadis à cause d'un empire millénaire, encore que celui-ci a duré et a conservé des traits originels, ou chez les Gaulois romanisés au sens communautaire émoussé. L'invariant du Moyen-Orient est l'individualisme où l'autoritarisme tribal et impérial est parvenu à souder une population avec des règles sans solidarités. En contrepoint, l'Afrique noire n'a ni les règles de solidarité ni une confiance minimale pour un autoritarisme durable. De son côté, la Tunisie a du mal à construire une bourgeoisie qui ne soit pas dominée par l'ordre étatique. L'ordre social à tout prix ôte jusqu'à l'option du clientélisme, non pas qu'il n'existe pas, mais parce qu'il est moins visible qu'en Amérique latine. La méfiance borne la bourgeoisie aux investissements limités et aux partenariats qui la rendent dépendante de l'étranger, lequel incarne non seulement la modernité mais aussi la confiance. La fonction publique devient un pourvoyeur majeur d'emplois qui exacerbent l'endettement, les crises cycliques, le désordre et donc la demande d'ordre. En dehors des pays figés dans le conservatisme, les aspirations à la modernité sont remises en cause. L'islam n'y échappe pas non par nature mais par ses pratiques : l'islam ouvert aux idées a pris fin, en Espagne médiévale, sous la coupe d'un calife issu des tribus berbères.

Les scénarios sociopolitiques

Plafond de verre

Du côté défensif, les politiques économiques ramènent l'orthodoxie dans les dérives dépensières (subventions, appareil et fonction publique). Du côté offensif, les scénarios visent le développement (privatisation, ouverture commerciale, hausse des salaires, etc.). Le problème récurrent est qu'elles ne prennent pas en compte le contexte sociopolitique par ignorance ou plutôt par arrogance d'une discipline spécialisée que flattent les hommes politiques. Car produire des politiques comme si les structures sociales ou la méfiance culturelle n'existaient pas, autrement dit comme si le plafond de verre était si transparent qu'il empêche de fixer une limite au développement et à l'efficacité des actions publiques bien conçues, relève de la magie. La conséquence d'une politique qui accentue la pauvreté temporairement au nom d'investissements qui deviendront productifs plus tard est de servir durablement l'objectif des dépenses sans atteindre le développement.

Voies à tester

Le Moyen-Orient n'est pas développé à l'exception notable d'Israël ainsi que de l'Inde traitée précédemment. L'exception israélienne pourrait s'expliquer par la diaspora en contact avec l'Occident, l'afflux de capitaux de cette dernière, un capital humain exceptionnel ou mieux encore en transformant « un handicap – des dépenses militaires importantes – en un atout pour le développement de son industrie et de son commerce extérieur³²⁵ ». Les pays riverains doivent être bien peinés et jaloux de ne pas l'intelligence israélienne. En fait, c'est plutôt la règle portée à incandescence déjà par des tribus et le refus plus tard de se plier aux injonctions impériales qui l'expliquent. Le pays n'a pas de ressources particulières, il est confronté à la guerre précocement mais son agriculture exportatrice rappelle le caractère marchand de cette société. Si on creuse un peu, on décèle une organisation précoce avec un Etat bienveillant et le « gros syndicat Histradout³²⁶ ». Quoi qu'il en soit, elle a échappé au degré 0 du développement alors que les antiques tribus commerçantes du littoral méditerranéen ne l'ont pas évité.

Le degré zéro du développement de la plus grande part du Moyen-Orient amène à tester les options qui ont permis le décollage des pays de degré supérieur. Mais l'exercice bute vite sur des impossibilités ou des conditions jamais observées au Moyen-Orient. Il faudrait en effet que la

³²⁵ <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-1-page-37.htm>

³²⁶ <https://www.ledevoir.com/monde/moyen-orient/189968/histoire-d-un-pays-raconte-par-son-developpement-economique-la-ressource-premiere-d-israel-est-le-capital-humain>

bourgeoisie, le peuple et l'Etat trouvent un terrain d'entente en accord avec les attentes de chacun. On a vu plus haut que la trajectoire coréenne « serait sans doute une erreur car la Tunisie n'a pas le même rapport de confiance avec ses leaders faute de paternalisme culturel ». Autrement dit, l'autoritarisme fut bénéfique à la Corée et il ne l'a pas été jusqu'à maintenant au Moyen-Orient faute d'une forme de légitimité entre peuple et dirigeants. Les voies latino ou d'Asie du Sud-Est sont-elles plausibles ?

La voie latino à tester est moins celle de l'inégalité fondatrice que la trajectoire d'une méfiance qui affecte la bourgeoisie (ancienne en Amérique latine). Les liens de la bourgeoisie avec l'Etat furent variés depuis le Guatemala, où la bourgeoisie foncière s'est maintenue au prix du sacrifice économique et social (avec la variante communiste au Nicaragua) jusqu'aux bourgeoisies mexicaine et brésilienne qui s'adaptent aux changements de régimes politiques. Dans presque tous les cas, elles sont proches de l'Etat, voire l'ont capturé mais sans s'y appuyer solidement pour envisager des partenariats comme en Asie de l'est. En effet, les clans soupçonneux se neutralisent et ne sont pas imprudents au point de tout investir dans leur pays.

A la méfiance mutuelle entre bourgeoisie et Etat, s'ajoute un peuple soupçonneux par nature sociopolitique et facilement complotiste quand il vit dans l'incertitude des crises qu'il attribue invariablement à la connivence des élites. Passer d'une bourgeoisie paternaliste à une bourgeoisie libérale n'est pas chose aisée avec une telle dose de méfiance. Il s'ensuit l'aspiration à l'ordre et la propension au conservatisme qui, toutefois, ne sont pas de même nature en Asie ou au Moyen-Orient. L'ordre conservateur a sans doute la préférence de la majorité, mais pas au détriment de la liberté et du changement. Dans cet ordre social, chacun veut rester libre, y compris libre de *chingar* c'est-à-dire libre de se jouer des autres et du système. Comme chacun préserve son intérêt personnel, il rend difficile le renforcement du tissu de confiance et la densification de la bourgeoisie. Paradoxalement, la pratique du clientélisme latino pourrait être utile au Moyen-Orient. Le clientélisme capte un électorat local et apaise les turbulences. Il peut être mal vu dans un pays soucieux d'ordre, mais le clientélisme présente des pratiques variées selon une gamme qui s'étire depuis le clientélisme romain jusqu'au clientélisme des notables de la IIIe République en France. Pour son acceptation, il doit s'appuyer sur la distribution, certes inéquitable, d'équipements publics sous couvert de justice sociale ou d'un argument moral. Evidemment, l' élu discrétionnaire doit être secondé et surveillé par l'administration dans une sorte de clientélisme bureaucratique, ce qui là encore peut poser problème pour une administration stricte « droite dans ses bottes » comme on en trouve dans les administrations techniques. Tout est question de doigté car un conflit, par exemple, peut conduire à le résoudre avec un petit barrage pour le village qui a été lésé par l'appropriation illégale de l'eau à l'amont alors même que la construction de nouveaux barrages est interdite par la loi. Autrement dit, la loi doit prévoir des options de sauvegarde clientéliste selon une argumentation qui, bien sûr, ne doit pas employer le mot de clientèle. Cela ne devrait pas être un problème rédhibitoire à condition de n'offusquer ni les bonnes volontés ni l'administration qui, quand elle est juste, sert de modèle à la population (à la différence du monde politique). Il faut que l' élu trouve son intérêt à aider sa juridiction. L'exercice de ce clientélisme tempéré, s'il est soumis à des conditions faciles à remplir, est une possibilité dans un pays qui n'est pas attaché de manière atavique à l'ordre. L'islam a montré dans l'histoire qu'il peut être une religion de tolérance. L'engouement traditionnel pour cette religion fut la réponse qu'il apportait aux dérives individuelles par le droit. Quant à l'islamisme exalté, il est moins un problème depuis que les frères ou les partis musulmans au pouvoir ont montré la même propension au manquement au bien collectif. Comme l'ont montré la Tunisie en 2021 et l'Iran en 2022 (manifestations des femmes contre le port du tchador), le parti islamiste est lui aussi sous le coup du possible rejet populaire.

La comparaison avec l'Amérique latine montre que l'autoritarisme semble enraciné au Moyen-Orient pour des raisons structurelles ou culturelles (sociopolitique) qui ne favorisent ni la bourgeoisie ni l'emploi. Quant au clientélisme pour le développement, la réflexion mérite des approfondissements.

Confirmation des invariants

Il est finalement assez normal de constater la difficulté du bloc moyen-oriental à dépasser le développement 0. Les nombreuses politiques socioéconomiques ont échoué. Des propositions qui respectent la culture sociopolitique comme le clientélisme conditionné s'avèrent délicates à mettre en œuvre. Les gens ne sont pas en cause puisque les commerçants musulmans sont connus depuis longtemps et que la diaspora syrienne s'étend de l'Afrique à l'Amérique latine. Les régimes politiques ne sont pas non plus le problème puisque le Moyen-Orient a connu empire, califat, royaume, junte militaire et même démocratie. En revanche, les rapports entre bourgeoisie, peuple et Etat conforment un plafond de verre fixé par la méfiance et l'autoritarisme. Le manque de concurrence entre négociants joue sur les prix, accentue l'inégalité sociale et entretient le développement en berne³²⁷. La méfiance générale et le besoin catégorique d'ordre sont deux éléments qui méritent l'attention des élus et des bailleurs de fonds. L'image d'espoir est celle de Zinedine Zidane d'origine berbère, champion de foot et cadre hors pair : il a montré un talent personnel, mais aussi un esprit d'équipe avec un caractère affirmé. Ce personnage issu de la légende sportive montre que le bloc culturel du Moyen-Orient manque seulement de confiance collective, qu'il reste à développer.

Afrique

« All institutions meant to serve the people in most African countries have been compromised³²⁸ ». De la part d'un chercheur africain, l'affirmation suggère des démocraties fantômes (*shadow democracy*) capté par un réseau limité de familles, de négociants et de militaires. Au Kenya, le diagnostic est posé de manière analogue par d'autres africains³²⁹, posture qui tranche avec l'idéologie postcoloniale des anthropologues qui minimisent népotisme et patrimonialisme (confusion des patrimoines collectif et privé)³³⁰. Plus que d'autres blocs culturels, l'Afrique est l'objet d'attaques et de défenses à la fois passionnées et peu convaincantes. Chez les Occidentaux, c'est la lutte simpliste entre un racisme rampant et l'antiracisme monomaniacque, le fossé s'élargissant quand les analyses sont centrées sur la seule Afrique en dehors de toute comparaison internationale. Restent les faits : l'incapacité jusqu'à aujourd'hui à développer une bourgeoisie nationale, les commerçants étant les femmes, les familles dioulas ou une diaspora non africaine.

Il y a quelques années, l'Afrique du Sud postapartheid apparaissait comme un fleuron qui pratiquerait l'État de droit et aurait amorcé le développement. Mais le pays prometteur désormais dirigé par l'ANC semble s'enfoncer dans une corruption généralisée qui, parallèlement, fait le jeu d'une opposition aux appels ouvertement violents contre les blancs et l'ANC³³¹. Rien de bien différent des autres pays, dirait-on, mais est-ce le cas ? Les dénonciations violentes répliquent la situation des islamistes tunisiens issus de classes populaires peu confiantes et habitués de la corruption. Il faudrait un examen approfondi pour identifier l'ampleur des dérives quand d'autres Sud-Africains sont loués pour leur

³²⁷ <https://theconversation.com/enforcing-competition-would-ease-food-price-hikes-in-east-and-southern-africa-182879>

³²⁸ <https://theconversation.com/shadow-states-are-the-biggest-threat-to-democracy-in-africa-fresh-reports-detail-how-167724>

³²⁹ <https://theconversation.com/kenyas-next-election-is-in-view-the-struggle-between-elites-and-rule-of-law-is-intensifying-167378>

³³⁰ Olivier de Sardan J.-P. 2021, La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà, Paris, Karthala.

³³¹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/09/27/c-est-simple-ils-pillent-en-afrique-du-sud-l-anc-dans-le-viseur-de-la-gauche-radical_6096151_3212.html

intégrité. Un problème mineur concerne des intellectuels africains qui se complaisent dans la revendication postcoloniale alors que les chercheurs africains de terrain commencent à produire des analyses originales dès lors qu'ils s'écartent du cadrage des scientifiques occidentaux. Peut-être faut-il s'écarter du modèle sud-africain avec son colonialisme britannique qui s'essouffle quand se multiplient les succès. Aussi vit-on le modèle du président Rawlings au Ghana où la participation populaire a flirté avec le communisme ainsi que la récupération de l'économie ivoirienne après la guerre civile, deux pays qui s'entendent désormais pour soutenir le prix mondial du cacao. De son côté, la démocratie kényane est devenue une référence additionnelle dans la gouvernance libérale.

Les invariants sociopolitiques

Les sources sociopolitiques

Un flot continu de piétons emprunte quotidiennement le sentier surélevé qui traverse un vaste bas-fonds inondé en saison des pluies. Au sud du Burkina Faso, les grandes parcelles d'un riz peu dense sont la preuve d'une maîtrise toute relative de l'eau, ce qui n'a rien d'inédit quand le riz importé casse les prix et rend les aménagements pour l'intensification rizicole non rentables. La haute digue piétonne est coupée pour laisser circuler l'eau. Nous butons alors sur une passerelle détruite et, au bord de l'eau, les collègues interviewent in situ les producteurs agricoles sur la conception et l'usage d'aménagements conçus pour la riziculture extensive. De mon côté, le sentier sur la digue en bon état coupé par une passerelle détruite depuis des années attirent mon attention : Qui l'a construit ? Et surtout, pourquoi la passerelle, avec un tel trafic de familles et de cyclistes qui descendent de la digue pour patauger dans la boue avec enfants et sacs de riz, n'a-t-elle pas été reconstruite ? Quelques poutres de bois suffiraient à lui redonner vie. Le pont a été construit sous les ordres d'un chef de village et l'administration n'a pas pris le temps de le reconstruire. Il est vrai que peu de fonctionnaires s'aventurent sur un sentier dans la brousse marécageuse. Au Burkina, une ONG mobilise sans problème la force de travail des villages avec quelques repas pour la motiver. Pourquoi faut-il une autorité extérieure ? Il s'agit d'une carence non pas de moyens ou de capacité organisationnelle, mais de confiance. L'ONG, l'administration ou le chef est un gage de sérieux pour mobiliser jusqu'à ce que l'équipement soit terminé. Rien de sacré ou de mystique ici, seulement de la sociopolitique car les Africains n'ont pas confiance entre eux.

Dans la première partie, j'ai proposé que l'Afrique n'a pas eu besoin d'édicter des règles strictes de solidarité pour qu'Homo sapiens survive. Des règles réduites favorisaient la liberté individuelle, ce qui limitait de facto la confiance et, plus tard, l'enrichissement collectif. En ont résulté une plus grande égalité (mais il n'y avait guère à partager) et une solidarité minimale qui ne sont ni le fruit d'une volonté ni un principe social : l'Afrique est le monde des solidarités plus organiques que contractuelles. La notion d'empire y est restée limitée, d'ailleurs en lien avec l'islam importé même si ont existé des empires forestiers tel celui des Ashantis en mesure de conduire des guerres contre les anglais au Ghana. L'absence d'administration, d'écriture et de grands édifices culturels a réduit le sens d'une appartenance, laquelle ne s'exprimait que lorsqu'il fallait se défendre des tribus voisines. Il est probable que des conflits d'ampleur aient opposé de tous temps les usagers des territoires de chasse, d'élevage et de cultures ou des ethnies qui ne partageaient pas une langue et un héritage migratoire. Les ethnies acéphales montrent le désintéret envers des organisations fortes, ces ethnies étant refoulées vers les terres inhospitalières ou bien affublées d'une violence intrinsèque ou de pouvoirs magiques qui rendaient hésitants les assaillants.

Des règles moins nécessaires ne signifient pas l'absence de structures sociales : parenté, rites, groupes, dominations, alliances, clans, langues, etc. Au contraire, ces structures éminemment variées n'ont souffert d'aucune sorte d'unification. Dès qu'il a disposé des moyens cognitifs et communicationnels performants, l'homme a développé les rites, les croyances et les liens sociaux

dans une pré-culture associant hominisation et éthologie. Ce berceau africain des sociabilités a engendré des cultures africaines très diversifiées dont certaines ont permis les grandes migrations, dont celles vers l'Eurasie. Car le continent de naissance d'Homo sapiens présente une étonnante variété sociale au même titre que la génétique. La liberté inaugurale a marqué la variété sociale au sein de laquelle chaque groupe a évolué indépendamment, certains se fossilisant quand d'autres bourgeonnaient en taillis selon les principes darwiniens du hasard et de l'efficacité organisationnelle³³². L'invariant africain de cette évolution buissonnante est une solidarité et des règles minimales tel l'arbre à palabres qui évoque la communauté d'égaux, mais sans les droits et devoirs afférents. La gérontocratie empêche les jeunes, les femmes et les migrants de s'exprimer en contrôlant la terre et les ressources. La médiocrité des ressources n'est pas explicative car les villes modernes n'ont pas réussi à créer des grands services collectifs et des entreprises privées fiables. La densité réduite de population liée aux maladies endémiques a contribué à l'individualisme par ailleurs peu soumis aux contraintes environnementales quand un ménage ou un petit groupe pouvait s'installer dans la brousse, comme en témoigne la création récente de villages. Les anthropologues accordent une grande importance aux lignages, aux rites et aux structures sociales pour expliquer les phénomènes de société. En fait, les preuves manquent dans cette discipline marginale qui a épuisé ses modes descriptifs et explicatifs. Faute d'incorporer les domaines techniques, sociologiques et économiques dans ses analyses, elle conteste les expertises en économie, droit ou autres qui, de leur côté, ne se sentent nullement obligées de faire appel aux savoirs de l'anthropologue. On peut le regretter pour toutes les disciplines, mais la position de l'anthropologie est devenue archaïque. Les anthropologues devraient expliquer la diversité sociale et prendre le risque de se débarrasser d'une ethnographie pointilleuse et d'une philosophie hors sol, deux obstacles qui favorisent l'idéologie, afin de caractériser les invariants d'individualisme et de solidarités organiques dans les trajectoires sociales.

Car l'Afrique présente des caractères inédits : diversité sociale, faible tissu démographique, disjonction de l'élevage et de l'agriculture, sorcellerie, etc. La sorcellerie africaine n'est pas un folklore, elle terrorise effectivement par l'omniprésence du surnaturel³³³ et elle empoisonne matériellement en toute impunité. Même les familles intégrées en Europe continuent à pratiquer les sortilèges qui montrent qu'on croit moins au talent qu'aux forces surnaturelles³³⁴. A ce titre, le sorcier est un puissant régulateur social car vecteur d'égalité et de conservatisme. La croyance dans les esprits renforce le fatalisme et les commanditaires d'empoisonnement demeurent impunis. Avec les fétiches, la sorcellerie est aussi une révélation en mesure de canaliser l'énergie des jeunes : ces derniers peuvent se venger collectivement alors que l'initiation les intègre dans le schéma conservateur du réel et du surnaturel. Certains évoquent une ontologie ou une cosmopolitique³³⁵ qui n'est qu'une construction discursive qui évite de comprendre les tenants et les aboutissants de la structure

³³² Il ne s'agit pas ici de sociobiologie, laquelle repose, pour les systèmes de parenté, sur le principe de la maximisation de l'avantage reproductif (https://www.persee.fr/doc/AsPDF/hom_0439-4216_1981_num_21_4_368242.pdf). Il est d'ailleurs amusant de repérer les inconsistances (les « apories ») de l'anthropologie dans le résumé établi par Philippe Descola sur les critiques de la sociobiologie écrites par Marshall Sahlins. Aussi Descola établit-il un parallèle entre l'écologie culturelle et la sociobiologie pour mieux faire ressortir l'arbitraire du fait social qui autonomise un champ scientifique innocemment révélé comme une croyance : « Si le plaidoyer pro domo de Sahlins est tout à la fois méritoire et justifié, il ne révèle rien de nouveau aux ethnologues, convaincus depuis longtemps que la parenté est un fait social ».

³³³ Crainte à Madagascar : https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1972_num_12_3_367290

³³⁴ <https://www.nouvelobs.com/idees/20220902.OBS62670/le-maraboutage-dans-le-foot-est-un-secret-de-polichinelle.html> Ne pas croire à ses talents montre une modestie peu banale, laquelle s'explique peut-être par l'individualisme propre à l'Afrique que renforce celui des banlieues et que ne parviennent pas à compenser les groupes initiatiques.

³³⁵ Philippe Descola : Par-delà nature et culture, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 2005, 640p

sociopolitique. L'individualisme peu réglé a deux effets : le premier est l'attrait pour les religions révélées qui produisent un ordre : guerrier plus que le droit avec l'islam et mystico-organisationnel avec le christianisme³³⁶ ; le second effet est le simple vernis que constitue l'attirance religieuse sans changer l'ordre, l'animisme, le niveau de solidarité ou les structures sociopolitiques³³⁷. Les prosélytes, les observateurs et les scientifiques ont tendance à estimer que les Africains ont une structure de croyance limitée qu'une religion, une économie ou des structures politiques suffiraient à amender. Les Africains eux-mêmes et leurs penseurs ne sont jamais loin de ce type d'affirmation. Pourtant, des siècles de religion importée, de colonialisme, de développement et d'intégration dans des sociétés étrangères montrent qu'il n'en est rien. Tous peuvent dénoncer l'excision des fillettes ou la chasse aux albinos, mais ces structures, qui peuvent bien sûr évoluer vers plus d'humanité, demeurent un soubassement qu'il faut identifier (ambition qui dépasse le but assigné à cet ouvrage). On pourrait presque évoquer l'invariant de l'adaptabilité africaine en mesure de reprendre les normes étrangères sans renier le soubassement sociopolitique. La traque humaine contre ce qui relève d'un surnaturel extraordinaire, comme les albinos, souligne les matérialismes et les individualismes à faible morale collective envers les minorités. L'amitié lie les individus, mais ces derniers dépendent de l'accès à la terre qui, s'il exprime une solidarité organique, reste inégal dans les lignages. Chacun a des droits mais ils sont inégalement satisfaits. Nombre d'individus sont isolés dans leur groupe et auprès de leurs parents avunculaires ou biologiques qui pourvoient une affection et une éducation parfois lointaine. Une progéniture abandonnée à elle-même entraîne haine et violence ou bien une soif communautaire démesurée, ceci faute de régulation et d'assujettissement de l'individu au groupe que même les religions ne parviennent pas à établir.

Cette approche n'est pas sombre car, d'une part, elle souligne nos ignorances et, d'autre part, elle cerne des potentialités au-delà des réalités multiples du quotidien. Aussi la majorité des enfants montrent-ils un bonheur qui est d'autant plus grand qu'il ne repose pas sur la concurrence comme celle inhérente aux autres cultures. Mais une minorité vulnérable et une sorcellerie qui ne doit de comptes à personne entretiennent le complot, la méfiance et la haine. Si les sorciers avaient le soin du bien public, ils ne seraient que le bras séculier des solidarités. Mais l'absence de régulation produit une déviance qui maintient l'individualisme. Encore faut-il définir ce que sont la solidarité et l'individualisme. L'individu a des droits dans le lignage et il sait pouvoir quémander des subsides à un parent qui détient la gestion des ressources, que ce soit un chef de terre, un fonctionnaire ou un entrepreneur. Alors que la solidarité n'est pas un vain mot, elle est « excluante » : celui qui ne la pratique pas est exclu du lignage et, sans filet de protection, lui et sa famille peuvent être confrontés à des problèmes en situation de crise et même être la cible d'un sorcier sans que personne n'intervienne en leur faveur ou demande des comptes. Le sentiment de manquement à la solidarité est-il justifié ? Difficile à dire mais il pourrait expliquer le poids d'une culture imprégnée de surnaturel et de solidarités organiques. Outre la sorcellerie, il faut donc ajouter des solidarités qui limitent la vulnérabilité physique mais brident la capitalisation requise pour les entreprises. De leur côté, les

³³⁶ Comme l'illustre l'Harrisme qui, suite à la révélation du prophète William Wade Harris en 1910, prêche la lutte contre le fétichisme et la sorcellerie, la condamnation du mensonge, du vol, de l'adultère et de l'alcoolisme, l'incitation au travail et l'observation stricte du dimanche. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_02-03/01123.pdf Le succès touche aussi le Kimbanguisme, le Matswanisme, le Mpadisme, les Bougistes jusqu'aux Mau-Mau violents du Kenya qui formèrent une organisation politique secrète pour reprendre des terres cédées aux colons anglais. L'intérêt pour l'Esprit Saint et les Commandements permet l'organisation des foules, unification qui manque en Afrique et qui passe par le surnaturel.

³³⁷ Achille Mbembé évoque l'indiscipline des Africains pour expliquer l'échec du christianisme en Afrique. Autant on tombe d'accord sur la flexibilité et la résilience des croyances africaines (avec le corollaire du « divorce » avec les normes occidentales), autant on peut douter d'une « ruse » qui évite l'analyse des aspirations et des possibilités des classes sociales durant les transitions vers la modernité.

crises sont fréquentes par la méfiance qui perpétue la structure sociopolitique. Les anthropologues ont tort de refuser les ethnies au nom de la possibilité, attestée, de changer d'ethnie. Mais abusés par la paix coloniale, ils oublient les crises et les temps de guerre qui resserrent les liens et renvoient chacun à son groupe qui est le seul en mesure de lui procurer une protection. On ne peut pas parler d'individualisme total, comme c'est le cas dans les autres blocs culturels (individualisme sous État de droit en Occident, individualisme paternaliste en Orient, familial ailleurs). En Afrique, l'individualisme se conjugue avec l'autonomie de l'individu, y compris dans les choix sexuels, mais aussi avec une vulnérabilité et peut-être une solitude au sein d'un lignage dont chacun est le vague rejeton. Paradoxalement, seuls les réseaux lâches du lignage, de l'ethnie ou du groupe d'âge fixent une position sociale. S'il a peu de droits, l'individu a peu de devoirs, ce qui n'est guère un problème tant qu'il reste pauvre.

Les réseaux où l'individu est livré à lui-même fournissent des règles minimales de conduite. Des sanctions faibles qui frisent de surcroît l'arbitraire avec la sorcellerie ne sont guère inquiétantes. L'exclusion des solidarités au sein du lignage ne constituait pas davantage une sanction quand les territoires peu peuplés étaient ouverts au défrichement, quitte d'ailleurs à changer d'ethnie et être accueilli dans un autre lignage. Ces sanctions sont à mille lieux de l'ostracisme légitimé de la Grèce antique ou de l'ordalie, ou Jugement de Dieu, réglée du Moyen-âge occidental. Ces sanctions accompagnées d'une éducation marginale engendraient un respect inégal envers les aînés et les institutions, expliquant de nos jours l'importance accordée à l'éducation laïque ou religieuse qui rappelle les devoirs dus à la cité et aux traditions. Des règles de conduite pour le bien collectif canalisent les comportements et permettent de prévoir l'attitude des autres. Leur absence produit une anomie dommageable tant pour l'individu que pour le collectif. Il ne s'agit pas de juger, mais simplement de constater un système social qui a ses avantages et ses inconvénients. Les liens nombreux existent au sein des groupes d'âge et des familles, mais la nature des attaches n'est pas d'une grande aide pour monter une entreprise. Ces liaisons faibles qui peuvent produire des individus moins soucieux du bien commun s'avèrent problématiques pour gouverner. Si on retrouve des despotes et la violence sous toutes les latitudes, l'Europe n'ayant pas à donner la moindre leçon, certains dirigeants africains ont gagné la réputation de champions du néo-patrimonialisme³³⁸. En Afrique, la violence dispose de peu de barrières quand priment le bon vouloir, l'affection et le respect de la tradition. Une plus grande richesse ne change rien comme on le voit au Nigéria et en Afrique du Sud qui cumule les défis et exacerbe l'individualisme organique.

La faiblesse d'encadrement des individus par défaut de règles collectives nourrit l'incertitude et l'individualisme, ce qui n'est déjà pas favorable à la confiance et au commerce. Avec le patrimonialisme des gouvernants (le néo-patrimonialisme est le maintien du patrimonialisme dans un Etat moderne), l'essor économique s'éloigne davantage du fait de l'arbitraire vécu à chaque niveau politique et administratif. Il ne suffit pas que 90% de la population soit ou veuille être intègre quand les 10% restants imposent l'individualisme et forgent le système. J'ignore s'il y a 90% de gens intègres (je n'en serai pas surpris et cela mériterait des enquêtes qui ne soient pas que de valeurs³³⁹), mais si c'est le cas, une piste de dépassement serait l'inclusion précoce de tous les enfants dans des réseaux structurés afin de briser la sorcellerie et réduire les sources de violence et d'arbitraire³⁴⁰. Revenant à la méfiance, la bourgeoisie subsiste dans la seule cour de ceux qui capturent l'Etat. On retrouve la difficulté vue au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est de sécuriser le commerce

³³⁸ Ce que reconnaissent des anthropologues sauf l'anomie dans son acception radicale de chaos : <https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a08bbe40f0b64974000d38/APPP-Discpaper5-fr.pdf>

³³⁹ Car les valeurs reflètent un vécu. Poser la question théorique : que faites-vous d'un portefeuille trouvé sur la voie publique ? conduit à répondre en fonction de ce que l'interviewé pense de l'intégrité des policiers.

³⁴⁰ Ce n'est pas la sorcellerie en elle-même qui pose le défi le plus grand, mais l'absence de régulation des sorciers. On est loin des yakusas ou du PCC qui peuvent illégalement sécuriser le commerce.

comme pépinière de la bourgeoisie. Par défaut, l'investissement a lieu dans les activités les moins menacées. La recherche d'ordre existe, mais la sagesse des individus est insuffisante pour endiguer des malfrats qu'anime une foi ou la haine ou simplement des acteurs, comme les sorciers, qui perpétuent une tradition individualiste.

A ce niveau, peut-on parler de la déstructuration des traditions et des liens sociaux par les colonisations arabes et européennes ? D'un côté, les universitaires, penseurs et politiciens (au nom de la morale ou du jeu politique) privilégie l'effet négatif du fait des réseaux ténus qui enserrant l'individu dans des collectifs variés (lignage, groupe d'âge, ethnie, sorcellerie) et où la tradition était un gage de stabilité. Malheureusement, on ne connaît quasiment rien du fonctionnement des sociétés précoloniales d'autant plus que les anthropologues évitent l'approche culturaliste (l'essentiel vient du monde précolonial - note 338) alors que, en même temps, ils vitupèrent contre la colonisation. D'un autre, les Africains se colonisaient, s'asservissaient et s'expulsaient entre eux à l'instar des Dogons qui, repoussés sur des terres stériles, ont fait preuve d'inventivité technique. Cette mobilité africaine, un « nomadisme » plus contraint que libre, est théorisée par Achille Mbembé sous la forme de son « éthique du passant ». Son projet est d'abattre les frontières tout en préservant les racines territoriales. Sauf que j'assimile l'Afrique à un « monde de bohème³⁴¹ » où la liberté n'est pas un choix libertaire mais une « damnation » au sens non pas d'un châtement mais d'un invariant avec lequel il faut composer. Dans tous les cas, il n'y aurait plus lieu de moraliser sur le seul impact colonial quand les structures sociales élastiques mais solides ont résisté aux turpitudes et se perpétuent dans les pays occidentaux parmi les migrants. Pour répondre à la question sociopolitique, il faut bien sûr des recherches moins académiques.

Les empires ont existé mais à la manière d'un réseau de dépendances sur la base du contrôle des ressources comme l'or, le karité et les esclaves. Les empires ont été défaits par les colonisateurs, mais les mouvements unifiés de résistance sont restés limités par la nature décentralisée et conflictuelle des structures sociopolitiques, comme ce fut le cas des Baoulés au centre de la Côte-d'Ivoire. Les rois traditionnels avaient peu de pouvoir, étaient peu riches et leur domination était limitée par la pauvreté des économies de subsistance. Déjà les concentrations urbaines étaient limitées par l'accès aux subsistances sauf dans les régions rizicoles. Aujourd'hui, les Etats modernes conduisent les élites à ne pas toujours prendre en compte le bien public car l'individualisme et la méfiance se nourrissent encore des réflexes remontant à l'époque des règles sociales réduites.

Comparaison avec l'Afrique du Sud et la Côte-d'Ivoire

Les économies africaines sont contrastées depuis les bourgades étendues que sont Ouagadougou, Bouaké et les banlieues des capitales jusqu'aux métropoles modernes comme Abidjan. Des observateurs avaient même cru percevoir que « l'Afrique était partie » en reconnaissant la persistance de faiblesses sociopolitiques³⁴². Malgré cette variété qui n'est pas aussi large que celle des structures sociales, ces économies relèvent toutes du degré zéro du développement. Elles doivent en effet leur démarrage à la géographie quand l'industrie et les services sont à la traîne. Ainsi en témoignent des économies dépendantes des climats (sahéliens, soudaniens et guinéens), du degré d'enclavement qui rend dépendant d'un pays étranger et du pétrole. En dernier ressort, les politiques agricoles jouent un rôle secondaire selon les dispositions du pays en bas-fonds inondables comme au Mali et au Burkina-Faso qui privilégient respectivement la production et l'importation de riz.

Une ressource forestière illimitée rapidement remplacée par les plantations paysannes a alimenté la rente de l'ouest africain. Au café et au cacao plantés dans les traces des pistes d'exploitation

³⁴¹ <https://www.cairn.info/politiques-de-l-inimitie--9782348040825-page-197.htm>

³⁴² Chabal Patrick et Daloz Jean-Pascal, 1999, L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique, Paris, Economica, Collection Analyse politique, 196 p.

forestière, se sont ajoutés l'hévéa, le palmier à huile, l'ananas, la noix de cajou et les fleurs. Le manque de force de travail a été dépassé par les migrants venus des pays du nord et du centre du pays que les autorités coloniales puis indépendantes autorisaient à délimiter quelques ha de forêt pour la défricher et la planter en préservant un lopin aux cultures autoconsommées. Les plantations conduites de manière extensive avec peu d'engrais ont été pour partie renouvelée et pour partie diversifiée du fait de planteurs attentifs aux prix espérés. Le souci d'accroître la productivité fut satisfait avec l'accès aux moyens techniques des grandes plantations et une force de travail familiale accrue. Même si la productivité demeure faible, l'immense espace planté a fondé les économies nationales. Mais l'afflux d'argent n'a pas créé une bourgeoisie aussi puissante qu'on aurait pu s'attendre. Aussi la « bourgeoisie des planteurs » fut un mythe : la petite bourgeoisie fut alimentée par des petites entreprises de transport et de commerce à peu de risques alors que les catégories moyennes et supérieures le furent à base de cadres du public, de l'armée et du privé³⁴³. Les bourgeoisies urbaines ont simplement profité de la rente des plantations au même titre que si elle fut tirée du pétrole. Leurs investissements se sont aussi limités à l'aubaine d'une diversification peu risquée dans l'agriculture.

Comme partout, le commerce de base inclut les marchés et les ligues de négociants à base ethnique ou familiale. La confiance n'est pas une nécessité avec le troc ou l'usage d'argent. Les prêts sont absents chez les grands négociants qui s'appuient sur leur famille et des achats sans crédit. Aussi les lettres de créances sont-elles absentes. La bourgeoisie minimale se contente d'investissements certains (foncier, immobilier) ou bien elle place les capitaux à l'étranger. La sécurisation des investissements s'appuie sur les affaires opportunément apportées par l'administration et la sphère politique. Ces appuis ne sont pas que des opportunités : ils sont stratégiques pour sécuriser les investissements. Plus la bourgeoisie a des capitaux, plus elle a besoin d'appuis dans l'Etat avec la conséquence de monopoles avec des prix élevés qui obèrent le développement. Avant la consolidation de l'Etat, les commerçants en gros reposaient sur les diasporas libanaise, indienne, chinoise (Madagascar) ou ethnique (nigériane ou malienne). Une solidarité plus locale qu'ethnique, la renommée familiale et la capacité d'exclusion des fraudeurs entretenaient le cercle de la confiance minimale qui évitait le recours à une justice officielle peu fiable. Un Libanais exclus de la communauté ne sera plus en mesure d'avoir accès aux solidarités de la diaspora. La chance de se refaire tiendra à son bagout et ses appuis dans le gouvernement quitte à profiter d'une opportunité mafieuse avec, en conséquence, des retombées négatives sur la renommée de la diaspora dans son entier. La solidarité repose non seulement sur la confiance mais aussi sur des sanctions hors cadre juridique. En Côte-d'Ivoire, la bourgeoisie nationale s'est mise en place sous la coupe du leader tout-puissant Félix Houphouët-Boigny. Plus tard, elle se scinda pour des raisons nationalistes (« l'ivoirité ») qui accordaient la préférence aux ethnies nationales. Loin de renforcer la bourgeoisie, les querelles qu'on retrouve analogues au Ghana affaiblissent ces pays en accentuant l'incertitude.

L'agriculture de plantation et le pétrole ont entraîné une croissance limitée de la bourgeoisie en Afrique comme au Moyen-Orient. Les écarts entre pays sont liés aux ressources qui relèvent d'une économie rentière fondée sur l'extractivisme. Les Etats y prélèvent leur dîme pour favoriser la bourgeoisie commerciale et les fonctionnaires, mais le climat de confiance dans les institutions et entre individus demeure nuageux.

L'ouverture commerciale ?

Faute d'une bourgeoisie confiante, les pays africains sont soumis aux diktats internationaux et ils pâtissent plus qu'ils profitent de l'ouverture au commerce mondial. En effet, la productivité reste faible et le commerce inconsistant. Les banques nationales se protègent face aux impayés et le crédit bancaire n'a guère modernisé le commerce et les entreprises. Le bitcoin et les crypto-monnaies que

³⁴³ https://www.persee.fr/docAsPDF/cea_0008-0055_1983_num_23_89_2266_t1_0210_0000_2.pdf

quelques gouvernements et ONG défendent selon l'idée que les banques sont un frein à l'investissement et à la consommation sont bien sûr des leurres car la frilosité bancaire est une conséquence, et pas la cause, de la méfiance et de l'impunité. La pauvreté en ressources endette alors que l'abondance incite à l'endettement, les deux options se terminant invariablement dans la dépendance des prêteurs. Ces derniers forcent l'ouverture ultra-libérale avec moins d'Etat et de protectionnisme, rendant impossible une relance par la consommation (importée mais garante de la paix sociale) et exposant l'économie nationale à la concurrence inégale et aux crises. Le manque de liquidités pour les équipements publics ou pour le traitement des fonctionnaires les rend dépendants des banques internationales sans que les leaders ne rendent davantage de comptes quand ils privilégient le prestige ou les symboles peu rassembleurs. On pense à la magnifique cathédrale d'Abidjan ou à la capitale vide de Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire. L'ouverture commerciale sert alors à importer des céréales pour nourrir les villes à bon marché au détriment de la production locale. Ouverts aux quatre vents du commerce mondial, seuls les pays qui bénéficient d'une rente s'en sortent un peu mieux, l'élite étant privilégiée. La conséquence de l'ouverture dérégulée est l'impossibilité de fournir des prix suffisants aux agriculteurs non compétitifs et de garantir la sécurité alimentaire³⁴⁴. Faute de rentabilité agricole, sont voués à l'inutilité les équipements d'irrigation, les aménagements de bas-fonds ou l'accompagnement des filières avec des millions d'euros perdus alors que, mutualisés, ils permettraient de soutenir les prix agricoles. Les deux tomes précédents ont montré l'importance à accorder à un protectionnisme minimal et des crédits adaptés aux petites exploitations. L'ouverture commerciale qui convient aux citoyens et aux élites n'est donc pas si forcée qu'on veut le dire. Elle ne profite nullement des effets positifs vus en Asie du Sud-Est. Les petites entreprises aidées démarrent et s'arrêtent alors que les aides aux salariés, comme en Afrique du Sud, sont en échec car les emplois n'augmentent pas. Un économiste affirmait il y a quelques décennies que « l'Afrique n'était pas en panne, mais en réserve ». En fait, l'Afrique voit non seulement les investissements des pays riches se diriger vers l'Asie, mais elle fait douter de cet optimisme prudent du fait de l'absence du moindre succès qui ne soit pas redevable d'une rente.

Au-delà des régimes et des politiques économiques, le plafond de verre des crises et de la dépendance de l'Etat contraint les bourgeoisies à la prudence. Les solidarités organiques sont également un lest quand la parenté lignagère demande des aides aux plus riches de ses membres. Pour se prémunir des défauts de paiements, les banques exigent des taux d'intérêt exorbitants. Les tontines et le micro-crédit opèrent tant que le remboursement est honoré, mais les sommes sont dérisoires. Pour installer une usine de montage ou un atelier textile en Afrique, l'investisseur doit sécuriser des appuis dans le gouvernement et compter sur les services des eaux, de télécommunication, d'électricité et de transport, autant de paramètres qui présentent des difficultés. Il faut aussi des travailleurs stables avec des salaires compétitifs mondialement, ce qui devient un enjeu dans une solidarité organique qui permet au salarié de revenir cultiver la terre de son lignage. Finalement, la méfiance interne conduit à privilégier des devises surévaluées qui accroissent les rentrées de devises pour les exportations mais réduisent la compétitivité du pays et l'obligent à l'ouverture. La méfiance a donc un coût élevé et l'argent produit entretient la fonction publique dans des villes au chômage comme en Tunisie et au Moyen-Orient.

Aujourd'hui

De nos jours, l'économie de plantation et l'économie pétrolière sont florissantes même si les cours mondiaux sont volatiles. Mais l'argent entretient les villes plus que les campagnes et ne parvient pas à développer le pays. Quant au Sahel, il dépend totalement des prêts et des dons alors qu'il devrait privilégier un protectionnisme éclairé. La perception de l'Afrique est d'ailleurs paradoxale et souligne chez les observateurs avertis une perplexité vue à maintes reprises dans les pages précédents (telle la

³⁴⁴ Les prix agricoles de modernisation et d'autonomie sont discutés dans les deux premiers tomes.

controverse entre le culturalisme et la dénonciation coloniale ou encore la résistance aux religions importées). Hier, la densité de population expliquait le caractère extensif de l'agriculture, justifiant alors une mécanisation qui a échoué pour de multiples raisons. Ce caractère extensif avec peu d'intrants achetés, peu de travail incorporé et des rendements bas est en accord avec une force de travail limitée. La conduite extensive concernait autant l'arachide au Sénégal, le coton au Sahel et les plantations forestières. Aujourd'hui, la transition démographique n'étant toujours pas engagée au Sahel, l'Europe assimile sa peur des migrants à une surpopulation assimilée à la fécondité toujours élevée des femmes. Pourtant, les économies agricoles sont toujours pauvres en main d'œuvre et l'agriculture est à peine plus intensive qu'hier. Une partie de la population part en ville, mais le reste se maintient sur place et occupe les espaces vides. On peut donc avancer que la population africaine est encore peu dense malgré des villes immodérées. Quoi qu'il en soit, l'accroissement de population n'est pas occupé par de nouveaux emplois à l'exception du secteur informel. La campagne absorbe aussi le surplus en occupant les espaces disponibles. Que ce soit pour l'agriculture ou en ville, l'intensification productive semble donc malaisée. Et on ne voit aucune entreprise internationale profiter des bas salaires potentiels. L'absence d'emplois industriels est en lien avec l'absence de bourgeoisie. La démographie étend les zones cultivées sans intensification et enfle les villes sans création massive d'emplois. Les pauvres en villes deviennent à leur tour un problème politique : les dirigeants doivent privilégier la population urbaine en important des aliments bon marché. L'effet sur l'économie est négatif car le problème des bourgeoisies limitées demeure entier même si des poches de prospérité desserre un temps l'étau. La balance des paiements est déficitaire du fait de la classe citadine. Tout serait encore possible (en réserve) si les salaires étaient bas et les services fiables.

Doté du second plus grand port d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal se démarque des économies sahéliennes. La pêche y est prospère, l'agriculture profite du fleuve et aucun enclavement géographique n'entrave l'économie. Le pays a été ausculté aux premières années des Indépendances pour évaluer le potentiel des bourgeoisies nationales. La théorie de la dépendance était alors hégémonique sans que les chercheurs soient tous des marxistes. La théorie ne pouvait alors être réfutée car aucun tigre asiatique n'avait émergé et personne ne pensait à le faire sous peine de cautionner la colonisation à peine trépassée. Malgré des limites conceptuelles évidentes, les données empiriques sur la bourgeoisie demeurent intéressantes. Aussi faut-il distinguer les données historiques des généralisations et des angles morts de la théorie de la dépendance dont le chantre était Samir Amin. D'un côté, il a identifié avec raison la disparition des commerçants sénégalais qui tiraient leur prospérité de l'or et de la gomme. La bourgeoisie précoloniale a été progressivement déplacée par les crises économiques (crack de la gomme en 1900, crise mondiale de 1930) et par la « domination du colonisateur ». Le colonisateur était alors constitué par les grandes maisons de commerce avant 1914 suivies des Libanais bien moins riches en 1920. Aussi les 500 commerçants sénégalais qui payaient une patente vers 1900 n'étaient plus que 100 en 1920. L'auteur concluait que les fils de la grande bourgeoisie se sont orientés vers la fonction publique³⁴⁵.

D'un autre côté, la bourgeoisie locale ne s'est pas reconstituée après la colonisation et, soixante ans après l'Indépendance, elle n'existe toujours pas quand d'autres continents colonisés ont vu l'émergence et la consolidation de leur bourgeoisie : l'explication anticoloniale est donc insuffisante. Dans les années 1970 et 1980, les économistes distinguaient plusieurs noyaux de petits entrepreneurs : ceux issus des hiérarchies maraboutiques (voir plus loin) ; des cadres politiques ou syndicaux issus des groupes de lutte contre le colonisateur et insérés dans les secteurs contrôlés par l'Etat ; une bureaucratie dite « affairiste » issue des employés de bureau qui cherchaient des revenus additionnels par la concussion et les placements spéculatifs ; les technocrates ; enfin les hommes

³⁴⁵ Structures sociales et développement économique - Contribution à l'étude de la formation du capital au Sénégal. Orstom Dakar 1974

d'affaires sénégalais. Pour ces économistes, la limite de la bourgeoisie émergente est l'exiguïté des marchés intérieurs dont le développement devait lui donner un rôle prépondérant.

Mais les Etats concernés ont-ils la capacité de provoquer la transformation attendue ? s'interrogent-ils naïvement. La réponse tenait déjà dans ce qu'énonçait en 1965 le président de la Chambre Syndicale du Patronat sénégalais avec la double allégeance (c'est-à-dire sa « double volonté de dialogue ») aux pouvoirs publics et aux hommes d'affaires étrangers. Les économistes décelaient dans ce double objectif des germes d'entente (illégale peut-être) et de conflits. La réalité est plus simple : la bourgeoisie d'hier et d'aujourd'hui doit composer avec l'Etat pas seulement pour les opportunités d'affaires, mais pour sécuriser des investissements. En Afrique, la vulnérabilité est élevée et les risques trop nombreux quand l'Etat est peu fiable, les partenaires peu loyaux, la population circonspecte et la famille aux aguets : la méfiance est le maître-mot, pas seulement dans le domaine socioéconomique mais dans le champ plus général de la sociopolitique.

Après 61 ans d'indépendance³⁴⁶, le Nigéria est confronté au même plafond de verre. Des analystes insistent sur les acquis alors que d'autres interrogent les limites de la démocratie dans le développement, qui reste désespérément atone malgré (ou à cause, pour d'autres) du pétrole. Il en va de même du Kenya et de l'Afrique du Sud ces dernières années comme on l'a vu plus haut. Le plafond de verre sociopolitique est sérieux et le problème est moins la démocratie ou un autre régime ou les politiques économiques que la méfiance étendue jusqu'à la famille.

Les invariants

Revenir sur l'égalité et les solidarités organiques au sein des communautés africaines précise la thèse sociopolitique. J'ai avancé plus haut que l'égalité était non pas l'objet d'un principe social, mais le résultat de la méfiance, de l'individualisme et de la solidarité organique. Comment interpréter alors ce qui relève de l'égalitarisme avancé dans certaines sociétés ? S'agit-il d'une apparence au sein de populations pauvres qui ne sont guère en mesure d'amasser des biens ? Des ethnies seraient égalitaires par leurs institutions alors qu'égalité et institutions fortes sont rares en Afrique. Au Sénégal, les chercheurs ont examiné deux égalitarismes selon l'idée, assez curieuse, d'estimer leur compatibilité avec le socialisme ou le capitalisme. L'égalitarisme relève d'un « mécanisme par lequel il est impossible pour un individu de cumuler des biens à son seul profit ». L'individu est obligé de reverser le surplus de ses activités à une « unité d'accumulation » où le capital sert des besoins collectifs. Le premier cas est celui des Serers au Sénégal où le ménage producteur verse le surplus à des unités supra-familiales, matrilineaires ici, où l'accumulation sous forme d'or ou de cheptel sert pour les dots ou tout autre besoin des membres du lignage. L'égalité lie intimement l'individu à son lignage et renforce la solidarité organique dans un système de parenté particulier.

Un autre mécanisme de redistribution, celui-ci dans l'ethnie voisine des Wolofs, est lié aux grands marabouts (saints hommes³⁴⁷) qui « confisquent » (confiscation n'étant pas extorsion) le surplus économique des membres de la confrérie pour en thésauriser une partie et en redistribuer une autre à quelques disciples sous la forme de dons ou pour des œuvres de charité. Les offrandes sont données en échange de la « baraka » et l'aumône est censée garantir contre le malheur. Les mendiants deviennent indispensables dans ce dispositif de circulation des dons³⁴⁸. Pour les économistes mentionnés plus hauts, la question était de savoir si la confrérie mouride répondait aux "lois de

³⁴⁶ <https://theconversation.com/nigeria-at-61-a-giant-with-challenging-crises-amid-opportunities-168794>

³⁴⁷ Le grand marabout se distingue du jeteur de sort et du propriétaire d'école coranique à qui les familles pauvres confient leurs enfants (*talibés*, élèves) avec des dérives anciennes et inquiétantes. Aussi a-t-on vu lors de la pandémie du covid en 2021 le marabout Mame Thierno Fall the King arriver avec son garde du corps au volant d'une voiture américaine pour expliquer vouloir partager ce que Dieu lui a donné.

³⁴⁸ <https://www.cairn.info/revue-annales-2014-2-page-469.htm>

l'accumulation capitaliste" (ou « reproduction élargie du système » avec production des moyens de production). Mais l'assimilation des grands marabouts à des "entrepreneurs" fait courir le risque de confondre entreprenariat à risque et investissements sûrs³⁴⁹.

« Ainsi apparaît la spécificité de l'économie mouride : la production pour le marché n'est plus laissée aux soins des seuls chefs d'exploitation » comme chez les Serers. L'égalité qui entrave généralement le progrès collectif est dépassée par les grands marabouts qui soutiennent les défrichements, les déplacements de population et l'intensification de la production. L'interprétation des économistes est alors nette. D'abord, ils remettent en cause les anthropologues obnubilés par les parentés car matrilinearité et virilocalité que partagent Serer et Ashanti se traduisent par des résultats économiques aux antipodes. Surtout, ils estiment improbable d'envisager un capitalisme agraire sur ces bases et qu'il s'agit d'une "société figée". L'égalitarisme se maintient parce que l'Afrique est clouée au plancher du développement par la méfiance, ceci même si l'individualisme est soumis à une organisation supra-individuelle qui reste traditionnelle et qui relève de la tontine structurée.

La grande diversité sociale des peuples d'Afrique noire ne sort pas du cadre fixé par une poignée d'invariants sociopolitiques résilients. A la différence d'autres continents, les sociétés africaines n'ont pas eu à changer en profondeur leurs relations sociales lors des premiers pas de l'humanité. Les règles précises de parenté servent seulement à donner un statut à chaque individu pour préciser ses droits. En effet, l'Afrique repose sur une solidarité organique qui libère l'individu mais l'isole au sein des réseaux lâches des groupements sociaux. L'égalité par le bas et la méfiance sont deux conséquences du monde des solidarités organiques. Les ethnies acéphales, des empires peu durables ou encore l'égalitarisme (réglé au Sénégal) en sont les témoins. L'égalitarisme et l'acéphalisme sont des singularités qui se sont perpétuées. Leur conservation souligne le caractère figé non pas des structures sociales qui s'adaptent, innovent en permanence et expliquent la grande diversité sociale, mais des invariants que sont la méfiance et l'individualisme. Les christianismes singuliers font partie des multiples témoins de l'adaptabilité alors que les invariants demeurent rebelles au développement tant que le continent n'a pas découvert le moyen de les reconnaître pour les dépasser, les contourner ou en faire une arme du combat économique.

Avec le sentiment de la solitude, les individus éprouvent la difficulté à se lier loyalement même au sein des lignages où prévalent l'envie et les tracasseries. Il est facile pour les réprochés minoritaires à rejoindre le camp de la haine qui, à son tour, mine les organisations et entretient la méfiance. Cette dernière se reproduit dans le commerce et au niveau de l'Etat d'autant que les crises minent la crédibilité des élites. La coopération existe, mais elle est instable tant que l'individu se sent vulnérable.

Les scénarios sociopolitiques

Plafond de verre et possibilités de voies

Alors que l'Afrique noire et le Moyen-Orient partagent le degré zéro du développement libéral, les deux entités diffèrent à de nombreux points de vue. Sur une base commune de méfiance, le Moyen-Orient tente de l'amender par l'autoritarisme alors que l'Afrique noire avec des règles collectives peu contraignantes se maintient dans une anomie favorable à l'indifférence populaire dont profitent les dirigeants avec le patrimonialisme.

L'Afrique peut-elle s'inspirer des voies suivies par le Moyen-Orient, l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est ou l'Asie de l'Est ? Avant d'examiner ces voies, je rappelle que le degré 1 peut être atteint avec le Grand développement vu dans les tomes 1 et 2 à travers le soutien des prix (par la mutualisation des

³⁴⁹ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/pt5/travaux_d/00389.pdf

dons philanthropiques) et un crédit adapté aux producteurs pauvres dont la difficulté majeure est de prendre le risque de l'intensification culturale.

Voies

La Côte-d'Ivoire doit son PIB à une dotation en forêt comme la plupart des pays africains ayant la chance de bénéficier d'une ressource. Elle a aussi eu la chance de l'exploiter sans la contrainte climatique actuelle. Depuis, le pays s'efforce de maximiser le revenu national avec des appuis au secteur agricole et un entrisme international pour soutenir les prix du café et du cacao. Mais une partie de la bourgeoisie est étrangère et l'emploi privé se limite aux entreprises du secteur informel. A l'instar du président de la chambre Syndicale du Patronat qui évoquait au Sénégal les deux fées-marraines qu'étaient le pouvoir public et les hommes d'affaires étrangers, l'économie nationale ne parvient pas à créer des emplois³⁵⁰. En effet, le risque commercial est lié à un État de droit limité (une banalité hors pays occidental) ainsi qu'à une force de travail relevant de « l'éthique du passant » quand la solidarité organique autorise la survie sur une portion de terre cultivée. Le plafond de verre est donc double en Afrique noire du fait des libertés vis-à-vis des règles et des emplois. Il ne s'agit pas de points négatifs, seulement de particularités que les Africains doivent reconnaître. La liberté conduit à privilégier les intérêts à court terme, comme l'illustrent une trop grande ouverture commerciale et le suivisme des normes occidentales (en termes d'économie orthodoxe ou de développement). La pauvreté peut difficilement ici être conçue comme un potentiel d'emplois et de marché intérieur du fait d'une force de travail « passante » et du manque général d'emplois. L'ouverture commerciale raisonnable est recommandée pour les pays disposant de ressources alors que c'est discutable pour les pays les plus pauvres. Sur le plan financier, le franc CFA est un garde-fou contre les dérives et les crises alors que la surévaluation de la devise est discutable pour les pays exportateurs comme le montrent les résultats parallèles de la Côte-d'Ivoire et du Ghana. Là encore, les penseurs africains portent la responsabilité de choisir les vrais thèmes porteurs de développement.

La Tunisie incarne le Moyen-Orient des empires par la difficulté à créer des emplois, par une fonction publique rentière et par le réflexe de l'ordre quand la population estime qu'il y a des risques de chaos social. Elle n'est pas tribale du fait du mélange ancien des populations qui explique probablement, en 2011, l'espoir de modernité politique qu'a suscité le printemps arabe. La Tunisie est devenue le miroir des attentes démocratiques comme l'Afrique du Sud, mais aussi le Ghana, le Kenya, la Côte-d'Ivoire et le Sénégal même si ces pays sont épisodiquement soumis à des tensions. Toutefois, la voie moyen-orientale n'est guère une option en Afrique parce que le développement fait défaut par manque d'État de droit (ou son équivalent paternaliste) et de bourgeoisie et parce que l'ouverture commerciale a déjà cours en Afrique. Quant à la voie latino-américaine de bourgeoisie ancienne, il faudrait d'abord créer une bourgeoisie pour envisager cette voie. Elle n'élimine pas la pauvreté, mais la bourgeoisie contrôlée par l'Etat (et réciproquement) et un peuple méfiant parviennent au degré 1 du développement. S'ajoute le problème irrésolu des ethnies en Afrique avec des divisions au moindre soupçon de tension, parfois avec l'appui d'une puissance étrangère. La banalisation des armes lourdes et le renforcement des identités religieuses exacerbent aujourd'hui ces tensions. Les équilibres ténus montrent l'irrésolution des problèmes chroniques, tels les rapports entre éleveurs et agriculteurs. Faut-il reconnaître les ethnies ou au contraire faire comme si elles n'existaient pas ? L'institutionnalisation des ethnies peut aviver les problèmes comme au Liban ou en Ethiopie affectée par le sécessionnisme et des guerres régulières. Le problème ethnique est bien sûr en lien avec le

³⁵⁰ Les commerces en Afrique montrent la permanence des opportunités relationnelles en marge de la légalité avec une très faible institutionnalisation comme l'accès aux banques : https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/b_fdi_03_05/40022.pdf

développement, mais il sort du cadre de cet ouvrage. Tout au plus est-il un facteur supplémentaire parmi les obstacles à la mise en place de la paix et d'une bourgeoisie africaine.

L'Asie du Sud-Est se rapproche de l'Afrique pour ne pas avoir d'État de droit ni de bourgeoisie originelle. Les économistes y décelaient l'atout de l'ouverture commerciale sans entrave et des salaires bas quand la population est abondante. La comparaison est toutefois incomplète et on peut s'en assurer en imaginant son application à l'Afrique. En effet, trois différences méritent l'attention. La première et sans doute la plus importante est le paternalisme qui lie élite et petits paysans. Ce paternalisme culturel sert non seulement à lier deux éléments clés de la chaîne de production et à passer les crises sans trop de dommages pour le paysan, mais aussi à apaiser les revendications du fait de l'individualisme dans un pays libéral et individualiste (de religion theravada) où chacun survit comme il peut sans solidarités horizontales. Les organisations horizontales sont formelles et peu nombreuses, telles les associations et les syndicats, et les solidarités plus réduites que dans les lignages africains. Cet ensemble forme la base culturelle de la « docilité » qui, bien sûr, n'en est pas une au sens propre. Outre le paternalisme culturel, la deuxième différence est cette « docilité horizontale » qui réduit les revendications et qui place l'individu en situation de vulnérabilité plus grande qu'en Afrique. La troisième est le riz qui supporte une densité de population importante (moins élevée qu'au Vietnam ou à Java) dont la mécanisation libère la force de travail désormais sans solidarité. Quant à la bourgeoisie d'Asie du Sud-Est, elle ne prend pas de risque inconsidéré et les banques, contrôlés par une ethnie soumise à ses propres critères (confiance familiale sino-thaïe), favorisent les entreprises immobilières et les partenariats avec l'étranger. Enfin, le besoin partagé d'ordre, qui soutient les juntes militaires quand la démocratie est corrompue ou pour une cause nationaliste, garantit les investissements simples tels que les usines tournevis.

Les usines tournevis sont-elles hors d'atteinte en Afrique ? Le cours élevé de certaines devises pourrait être en cause mais les trajectoires économiques en Afrique suggèrent que ce facteur ne peut pas prétendre être majeur. Doit-on revenir à l'idée pour l'Afrique d'un État de droit trop lacunaire et une force de travail trop libre ? Je n'ai pas de réponses, mais la piste des enclaves hors taxes et des usines tournevis mériterait un examen. Il faut aussi des services opérationnels (énergie, port comme Dakar et Abidjan, administration de service), ce qui pose des problèmes quand l'administration, à la différence de celle mieux réglée au Moyen-Orient, est un assemblage de rentes personnelles sans régulation comme le montre le mépris palpable de certains guichetiers envers les usagers et les contribuables qui laisse à penser, faussement, que tout Africain est un despote potentiel. Il faut aussi un approvisionnement fiable en produits agricoles qui est possible dès que les prix sont attractifs, ce qui est le cas du coton ou du manioc périurbain même s'ils sont cycliques. L'individualisme sans ordre est un facteur de liberté, mais aussi d'incertitude permanente. L'Asie du Sud-Est donne des pistes même si elle montre en même temps des différences incommensurables. L'Asie de l'Est a décollé sous des régimes dirigistes avec apaisement social incluant le recours à la force (qui est allé jusqu'à l'élimination physique des opposants, ce qui n'est bien sûr ni nécessaire ni acceptable). Mais l'autoritarisme y a facilité les partenariats entre bourgeoisie et État avec l'accord du peuple sous le sceau du paternalisme culturel et du besoin d'ordre. L'Amérique latine tentée par l'entreprise publique a connu l'échec faute d'une gestion concurrentielle et à cause d'une « aristocratie ouvrière » appelée vainement syndicats alors que ces derniers étaient noyautés par les gouvernements et les partis uniques. Les essais d'entreprise publique en Afrique, dans les raffineries de sucre par exemple, n'ont pas montré de bons résultats faute de compétitivité et d'une gestion correcte. Reste le partenariat public-privé au plus haut niveau. Le problème en Afrique est que l'État est faible moins par manque d'argent que par une administration et des leaders corrompus. Quand l'intérêt collectif n'est pas une idée prioritaire, c'est là que les efforts doivent être produits selon des scénarios qui ne viendront ni de la Banque mondiale ni des ONG, ni des chercheurs spécialisés. Ces efforts ne peuvent venir que des

acteurs socioéconomiques africains s'ils parviennent à briser le carcan intellectuel et financier tant africain qu'étranger.

Quant au modèle chinois, l'autoritarisme communautaire permet d'imposer des règles adaptées à un pays corrompu tout en exerçant une pression sur les salaires. Le problème est que l'autoritarisme a mal fonctionné en Afrique et il faudrait que cet autoritarisme soit éclairé pour que le peuple ne se rebelle pas. La simple évocation des ethnies pose immédiatement question sauf à imaginer un accord entre elles, ce qui signifie des organisations ethniques représentatives : on en est loin.

Confirmation des invariants

De la comparaison précédente, il ressort que l'Afrique peut booster le développement sous État de droit limité. La condition est de fomentier des partenariats Etat-bourgeoisie qui suppose un gouvernement fiable. Si ce dernier est dirigiste, ce qui n'est pas original en Afrique, il devra exposer son engagement pour le développement afin de prétendre à une légitimité minimale. Il devra aussi être ethniquement inclusif comme preuve de sa bonne volonté. Plus que l'enclave à maquiladoras, le modèle de l'Asie du Sud-Est avec des usines tournevis à faible capitalisation et haute flexibilité est un objectif envisageable. L'ouverture pondérée des frontières est nécessaire et l'administration devra également s'avérer fiable. La fiabilité des principaux acteurs, qui est essentielle, exige un engagement sincère et contractuel. C'est le peuple qui soulève le plus d'interrogations : il doit être compétitif ; il peut être rebelle ; et il doit s'engager. Des salaires compétitifs exigent une agriculture compétitive, ce qui n'est pas le cas de l'Afrique sauf à se nourrir de café et de cacao. Mais l'importation de riz bon marché sous des contrats à longue durée contourne la difficulté à condition qu'elle ne pénalise pas les producteurs nationaux, ce qui exige des équilibres stabilisés. L'Afrique n'est pas socialement rebelle, mais le défaut d'organisation qui peut devenir un problème aurait intérêt à s'inspirer du corporatisme latino-américain dans ce qu'il a eu de positif en évitant les points négatifs. Quant à l'engagement des salariés, la force de travail est un enjeu en soi car les entreprises ont besoin non pas de jeunes désœuvrés (qu'il ne faudra pas abandonner comme on l'a vu plus haut), mais d'adultes en quête de travail.

La revue des voies à explorer confirme les invariants et les relativise en même temps. Elle écarte l'essentialisation, les stéréotypes et les idéologies qui plombent les analyses. Les scénarios issus des comparaisons méritent d'être testés pour préciser les obstacles et les atouts sociopolitiques. Car deux obstacles supplémentaires sont apparus. Le premier est l'administration personnalisée et dérégulée qui sera longtemps incapable d'assurer un État de droit minimum comme en Asie du Sud-Est. Elle sert toutefois à maintenir une classe moyenne, elle peut inspecter les usages et s'assurer de l'application des normes et sa corruption doit être placée sous une certaine surveillance (sans prétendre éliminer la corruption). Faute d'un droit omniprésent, l'Afrique peut s'inspirer des privatisations qui fonctionnent parfois mieux que l'Etat si le contexte s'y prête³⁵¹. Il ne s'agit aucunement de tout privatiser mais de ne pas refuser cette possibilité. Autrement dit, il faudra passer outre les penseurs arc boutés contre la privatisation au nom de l'incantation participative qui n'a jamais montré son efficacité³⁵². Les mêmes penseurs exècrent aussi le corporatisme car ils n'en ont analysés que les dérives. Quant à la force de travail, elle doit être adaptée aux besoins de l'entreprise. On peut toujours brandir l'éducation, mais la première étape est de fournir les ateliers en main-d'œuvre non qualifiée stabilisée. La jeunesse est plus un problème qu'un potentiel alors qu'il faudrait des ménages installés et stables pour fiabiliser l'offre de travail. Des salaires attractifs et compétitifs pourraient être une clé à condition d'évaluer le plafond de verre car une politique sans prendre en compte la sociopolitique est vouée à l'échec. Bref,

³⁵¹ Seguridad de las Fuentes frente al Cambio Climático. ¿Debemos alarmarnos? Présentation de l'auteur en 2013 disponible sur demande.

³⁵² https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers16-09/010047893.pdf

l'Afrique ne doit s'inspirer ni de l'Occident ni de la Chine, mais doit se comparer avec chaque culture du monde sans imaginer l'imitation des bonnes pratiques. L'idée est de comprendre les raisons de quelques succès pour en déduire les conditions d'application à l'Afrique.

L'Afrique est le continent de tous les défis. L'approche sociopolitique y renouvelle les questions et envisage des pistes de solution même si la grille de lecture du développement reste encore à préciser. Peuple, Etat et Bourgeoisie sont à considérer avant d'envisager les politiques économiques. Peuple, Etat et Bourgeoisie rendent également obsolètes les études académiques et les normes des ONG.

Conclusion générale

L'ambition d'une méthode

Si elle semblait téméraire à l'orée de cet essai, l'ambition d'une théorie du développement apparaît accessible au terme de ce troisième tome. La thèse sociopolitique du développement libéral devra définir les concepts entrelacés d'individualisme, de conservatisme, de confiance, de paternalisme, ainsi que le plafond de verre. Ce plafond n'en est d'ailleurs un qu'à cause des approches strictement politiques (bonne gouvernance, normes démocratiques) ou strictement économiques qui échouent faute de s'attaquer aux obstacles de la dernière dimension. Aussi le plafond ne doit-il pas être regardé comme un obstacle car les cultures sociopolitiques sont chacune porteuse d'un potentiel dès lors qu'on identifie la source des difficultés. Et ce qui est un obstacle aujourd'hui sera un atout demain selon la manière dont on s'y prend pour agir sur une société. Gardons le terme de plafond par commodité sans le figer. Le vrai obstacle est le conservatisme qui commande l'immobilisme de manière volontaire. Le lecteur aura compris que le deuxième obstacle vient des penseurs, chercheurs et ONG de bonne volonté (tome 4). La notion de bloc culturel, qui repose sur la régulation sociopolitique de la méfiance et de l'individualisme, s'avère un bon estimateur du degré de développement atteint de nos jours. Ce niveau est lui-même un proxy de l'aptitude à construire une bourgeoisie et des emplois, à créer de la richesse et à la redistribuer massivement.

A l'ambition théorique s'ajoute la témérité d'une application des résultats préliminaires alors que des avancées dans les comparaisons sont requises. Derrière les apparences sociales, nous avons traqué des signes convergents dans la génétique, l'archéologie, la religion, la culture, les instances politiques, l'art, la littérature, etc. pour détecter des invariants sociopolitiques et expliquer les faits de développement. Il ne s'agit donc nullement de compiler les idées d'hier sans esprit critique et sans travail préalable sur les réalités de terrain, lesquelles sont un point de départ indépassable (tome 1 et 2). Alors que le développement est possible sur tous les continents à condition de dépasser les plafonds construits par notre mépris des faits, l'obnubilation pour les idées (comme si elles avaient systématiquement un effet sur le cours de l'histoire et n'étaient pas la rançon d'une époque en quête d'elle-même³⁵³) et les spécialisations disciplinaires, la condition est de prendre en compte la culture sociopolitique. La méthode doit aussi être prudente avec les faits qui se cachent dans les idéologies si aisément acceptées. Par exemple, la perception de la méfiance par des enquêtes internationales de valeurs est sujette au biais populiste au sein des vieilles démocraties quand ces dernières sont ébranlées par les crises, attirées par le prophétisme collapsologique et prêtes à oublier les acquis républicains. Dans ce cas, les valeurs relevées dans la population interrogée ne sont pas immédiatement comparables entre pays et j'imagine qu'il faudrait trouver des critères robustes sur le long terme pour opérer des comparaisons sociopolitiques³⁵⁴. La comparaison sociopolitique doit aussi

³⁵³ Op. cit. : 2020, Une autre histoire de la nature : la pensée environnementale et ses acteurs.

https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers20-12/010080708.pdf

³⁵⁴ Les comparaisons globales (*World Values Surveys* de Ronald Inglehart confirmés par d'autres sources du même type) classent les pays de manière satisfaisante. Les baromètres nationaux, comme l'Eurobaromètre, sont à prendre avec précautions car la personne enquêtée répond également à toutes les questions même à celles

prendre en compte les cas particuliers des pays qui exploitent une ressource ou insuffisamment peuplés. Les sociétés peu denses historiquement n'ont pas atteint le seuil d'interactions sociales pour construire une analyse sociopolitique. De plus, elles sont contrastées depuis les Bédouins saoudiens au sens aigu des affaires jusqu'aux tribus amazoniennes que les anthropologues gardent sous cloche en passant par les Amérindiens du Canada socialement déstructurés.

Définir le développement libéral

Disons-le tout net : je n'ai pas pris en compte l'environnement ni les droits de l'homme. Je m'en suis tenu au simple développement qui a été marginalisé à la conférence de Rio de Janeiro en 1992 alors que les organisations intergouvernementales avançaient le « développement durable » pour amadouer les ONG les plus ouvertes. Trente après, le bilan du développement est sombre, non seulement pour l'environnement et la pauvreté, mais aussi pour les économies nationales. S'il doit évidemment prendre en compte les dimensions humanistes, le développement volontaire doit reconnaître une génération perdue de développement à cause d'échecs permanents qui sonnent le glas au tout-faire et tout-de-suite. Le bilan que j'ai établi au Mexique montre, par exemple, les obstacles non résolus de la prise en compte de l'environnement³⁵⁵. Des priorités doivent être fixées dans les objets et dans le temps ; la réflexion doit précéder l'action, fut-elle considérée comme urgente.

L'objectif est de créer de la richesse tout en envisageant son partage légitime comme ce fut le cas en Europe (sous la forme de révolutions, de la démocratie et de l'État-providence) et en Asie (Est, Chine, Asie du Sud-Est). Le décollage a conduit des portions complètes de la population à demeurer provisoirement dans la pauvreté. Personnellement, je ne crois pas à la redistribution prioritaire à la production car le leurre égalitariste conduit à la pauvreté de tous. Inversement, ne pas se soucier de la légitimité de l'inégalité connaît le même sort. Les pays occidentaux et asiatiques montrent que la production et la redistribution avancent de conserve mais de manière décalées. Par ailleurs, le décollage économique sans redistribution doit conduire les observateurs à identifier les causes de l'inégalité persistante, que les freins soient liés à un système lent à changer ou que des acteurs bloquent le processus. Il en va de même du conservatisme : le non-développement doit conduire à identifier les mêmes freins au développement : système ou acteurs ou les deux. La lutte contre la pauvreté est nécessaire car un décollage ne touche pas tout le monde et il accroît les inégalités, lesquelles sont plus ou moins acceptées selon la période et la culture sociopolitique en fonction de la confiance accordée aux riches, aux élites et aux institutions. Mais le soulagement des souffrances devra durer si le système ne produit pas assez. L'Europe signale le chemin parcouru par la redistribution depuis le capitalisme sauvage (aux yeux des écrivains engagés du XIXe siècle) jusqu'à l'État-providence et scandé par les crises et les tentatives de le remettre en cause à l'occasion. Pour faire court, l'Europe a fondé son développement sur l'État de droit (et non sur la démocratie) alors que la redistribution doit beaucoup à la démocratie (mais pas tout). La démocratie n'étant pas le fond de la thèse de ce tome, j'abandonne à d'autres le soin d'approfondir les niveaux de redistribution en les invitant à éviter les raccourcis de nature idéologique.

Le développement est une succession d'épreuves auxquelles fait face une société. On a vu le changement d'échelle de la confiance qui, de familiale, est passée au niveau de l'État. L'émergence et la prospérité de la bourgeoisie fondent le développement libéral. Les marchands et les entrepreneurs sont les premiers à profiter des affaires, mais les emplois créés entraînent non seulement leur richesse

qui sont secondaires voire sans objet pour elle alors qu'elles revêtent une grande importance pour d'autres personnes.

³⁵⁵ Op. cit. 2020, Une autre histoire de l'environnement : pour le divorce du Nord et du Sud : https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers20-12/010080709.pdf

mais aussi celle du collectif par le renforcement du marché intérieur. La bourgeoisie n'est pas que le cercle le plus riche de la société comme le font croire les idéologues. C'est le tissu vivant qui inclut tous les entrepreneurs jusqu'aux petits paysans (les tomes 1 et 2 ont montré l'intérêt à les aider). Ces derniers créent peu d'emplois directs au-delà du cercle familial, mais leur contribution à l'emploi national se matérialise dans les chaînes de valeur « depuis le champ jusqu'à l'assiette ». Les bourgeoisies sont diverses et toutes ne sont pas riches. Certaines redeviennent pauvres avec les faillites. Mais qu'une petite bourgeoisie commence à créer des emplois et tout l'édifice se met en branle. La condition est que le changement d'échelle qui conduit les premiers entrepreneurs à s'enrichir continue à produire de la confiance et de la légitimité.

Les épreuves que comporte le changement d'échelle du niveau familial au national reposent sur une double méfiance : celle propre aux affaires et la méfiance propre au bloc culturel. Sur un continent, les deux sont liées car l'Etat n'est pas fiable parce que composé d'individus qui ne le sont pas. L'objectif visé est de gravir les degrés (et les différentes natures) de la confiance qu'incarne au sommet la multinationale Amazon qui perd de l'argent et qui continue à se développer en attirant les capitaux³⁵⁶. Les capitaux sont risqués, mais le jeu en vaut la chandelle car les règles sont appliquées : il y a peu de chances qu'un dirigeant parte avec la caisse ou que le système s'écroule. L'investissement est un jeu dont les règles sont appliquées. La fiabilité des règles issue d'une histoire, d'une culture et de valeurs partagées (la justice, la police, l'administration et les gouvernements garantissent l'application des règles) permet in fine de pratiquer le jeu de hasard qu'est l'investissement capitaliste : la roulette du bonheur est soumise aux règles quand d'autres civilisations se contentent de la roue de la fortune. Le premier risque auquel sont confrontées les bourgeoisies est l'inapplication des règles.

La sociopolitique dans l'histoire

On peut m'accuser d'ethnocentrisme au sens où j'applique l'éthique protestante au développement de pays qui n'ont pas d'État de droit. Il me semble pourtant que l'analyse sociopolitique de la confiance s'appuie plus sur les faits que sur les théories. Je ne nie pas une part d'ethnocentrisme encore que je l'ai réduite en faisant appel à l'Asie développée. En revanche, revenons sur les théories qui, réfutées l'une après l'autre, permettent d'introduire une philosophie de l'histoire dans laquelle doivent trouver leur place le développement libéral et le développement volontaire.

La théorie de la dépendance a fait long feu et le marxisme académique a disparu après la Chute du Mur de Berlin. L'effondrement des régimes communistes doit autant à la compétition libérale qu'à la gestion impossible des tensions internes. La disparition concomitante de la théorie marxiste et l'effondrement soviétique suggère entre les deux des liens plus militants que scientifiques. En fait, la théorie marxiste, si elle n'est pas dénuée de concepts intéressants, relevait plus d'une théologie au sens où elle mettait en avant non pas Dieu mais un sens biaisé de l'histoire sur lequel rationalisait des penseurs forts d'une hégémonie. Aujourd'hui, le communisme chinois se porte bien mais quel intellectuel le défend ? L'Allemagne aurait gagné la dernière guerre que, peut-être, l'Europe serait de nos jours sous un régime autoritaire, non plus le nazisme mais un ordo-libéralisme enclin comme les autres régimes aux dérives. Ces dérives incluent l'ultralibéralisme imposé par l'hégémon américain et ses pulsions suicidaires. En fait, l'Europe occidentale s'enflamme épisodiquement autour de causes perdues d'avance même si elles affectent la génération qui les vit. L'Europe est généralement pondérée grâce à des oppositions structurées et des contrepouvoirs qui évitent les coups de roulis. Elle est aussi ouverte aux revendications les plus extrémistes qui est le prix à payer pour sa pondération par les revendications de toutes natures. Si les dénonciations permanentes se

³⁵⁶ Ceci dit indépendamment de ce que je peux penser de l'intérêt social d'Amazon.

neutralisent entre elles et pondèrent le système en temps de paix, elles deviennent incontrôlables en temps de doute. Tout dépend alors de la légitimité des dirigeants : Churchill ou Hitler.

Autrement dit, les théories sociales deviennent insignifiantes sur la longue durée car elles rationalisent des crispations sociales opportunément instrumentalisées par une minorité. Là où le bât blesse, c'est que ces théories reposent justement sur une minorité. La théorie en sciences sociales³⁵⁷ a toujours été une idéologie dont les visées politiques ne s'encombrent ni de controverses ni des réalités foisonnantes. L'idéologie rationalisée ou la théorie activiste peut réussir sur le moyen terme, jamais sur le long terme. Le seul invariant implacable des derniers siècles a été la richesse entrepreneuriale qui a pris le pas sur les tribus et les logiques d'empire. Si l'invariant est l'efficacité organisationnelle : tribus, empires puis libéralisme, la philosophie de l'histoire ne laisse pas de place à long terme aux minorités dont la faible efficacité organisationnelle dans un monde compétitif ne gagne aucune légitimité additionnelle. Les contingences peuvent être longues et le potentiel de développement a pris un millénaire pour amorcer le décollage de l'Europe, plusieurs millénaires en Asie. Toujours est-il que, aujourd'hui, le commerce, l'innovation et la richesse conformeront la source de tous les pouvoirs (soft-power inclus). Le temps long souligne les convergences socio-économiques après la prolifération des spécificités tribales. La longue durée présente aussi l'avantage de révéler les invariants sociopolitiques. Comment les prendre en compte pour le développement volontaire ? Autrement dit, ce dernier peut-il briser les structures sociopolitiques ? La culture sociopolitique est une structure dans la mesure où des rapports invariants gèrent les acteurs moins en termes de domination que d'attentes réciproques et de confiance générale. La réponse est : oui car savoir que la sociopolitique est un frein culturel au développement libéral et un obstacle au développement volontaire peut amener à reconnaître l'idée comme importante. Une fois la reconnaissance de l'idée acquise, si on teste des solutions efficaces, on peut briser ou du moins assouplir la rigueur de la philosophie de l'histoire.

Les comparaisons entre pays étayaient la thèse sociopolitique sans prétendre à la démonstration absolue. La toile de fond reste le choix d'une philosophie de l'histoire, laquelle a toujours oscillé entre le libre-arbitre et le poids des structures. Si les théologies ont pris parti, fixant comme Saint-Augustin le curseur du côté des structures assimilées au collectif pour rabattre l'hubris individuel, les philosophes continuent à être pris entre l'enclume des réalités sociopolitiques et le marteau des idées éthérées. A l'image de la théodicée qui bute éternellement sur l'incapacité à théoriser le mal, ce qui aurait dû conduire à poser le problème d'une autre façon (alors que le changement de paradigme est impossible puisque le mal est par définition rejeté par toutes les cultures), ils s'interrogent sans jamais dialectiser la contradiction entre action volontaire et absurdité du monde. Le monde de l'action a besoin de narrations qui canalisent le mal et justifient de manière autoréférentielle l'action quand bien même ces deux arguments ne sont pas logiques. Tout ceci est connu et je n'entre pas dans ce débat, ni dans celui de l'ethnocentrisme qui écartent des données dont on dispose parce qu'ils se prêtent trop aux aprioris et à la récupération idéologique.

La reconnaissance du fait sociopolitique présente également un avantage pour les politiques socio-économiques de moyen terme. Tout le monde sauf les hyper-libéraux s'efforce de réduire la pauvreté au nom de la morale ou de la paix sociale. Le Grand développement fait partie de la boîte des outils efficaces. Connaître le plafond de verre rend modestes les ambitions des politiques socioéconomiques, non pas en réduisant les montants alloués car la reconnaissance sociopolitique

³⁵⁷ C'est toute la différence entre un Foucault et un Bourdieu : le premier éclairait des logiques sociales quand les méthodes du second reposaient sur une conception de la société qui relevait du projet politique. On aura beau jeu de rétorquer que Michel Foucault suivait l'idéologie libérale, mais l'argument est l'anathème construit par les marxistes pour discréditer, au nom des ennemis de classes, tous ceux qui cherchent à comprendre le fonctionnement d'une société sous tous les régimes.

peut les augmenter si nécessaire, mais en évitant d'en faire la panacée. Cette reconnaissance peut aussi modifier les formes du développement traditionnel en optant pour le don ou le prêt qui évite les programmes à l'argumentation faussement sophistiquée. Il ne faut pas sous-estimer la force des politiques (car certaines fonctionnent) à moyen terme. Chacun aura noté la puissance des politiques ultralibérales ou communistes sur la vie des individus et des pays. Les actions contre la pauvreté sont prisées par les pauvres pour lesquels quelques euros quotidiens font la différence. Mais cette efficacité se heurte à une contradiction : pourquoi en même temps de nombreuses politiques sociales et économiques, même bien argumentées, ou encore les actions contre la violence et contre la péjoration climatique ne fonctionnent pas ? Sont-elles liées à un système manquant de marge de manœuvre ou sont-elles le fruit de la domination machiavélique d'acteurs kleptomanes ou sociopathes ? Prendre en compte le fait sociopolitique n'est pas suffisant. Le monde socioéconomique à moyen terme est lui-même géré par des efficacités inégales qui font le succès ou l'échec des politiques socioéconomiques indépendamment des acteurs qui en tirent profit. Ici une minorité qui s'appuie sur un système provisoirement efficace (comme l'ultralibéralisme pour la richesse ou le communisme pour la légitimité) peut l'emporter avec un peu d'adresse. Les penseurs pensent trop en termes de domination et, s'ils ont sans cesse le mot de matérialité à la bouche, jamais ils n'explicitent les efficacités organisationnelles qui en font partie. L'efficacité a son mot à dire et elle peut imposer la domination d'une minorité, pas le contraire. A moyen terme, les puissants (issus de la minorité) ont pour eux une efficacité qui se traduit non seulement par la richesse mais aussi une meilleure santé, un cadre de vie plaisant, une démocratie, un meilleur environnement, etc. Si l'approche sociopolitique renouvelle les interprétations et les pistes de solution, elle ne doit pas oublier d'analyser la matérialité socioéconomique. Il n'est pas réaliste de passer à côté d'efficacités qui font l'histoire à moyen terme, mais il faut aussi se protéger des aspects négatifs des efficacités économiques. L'ultralibéralisme et le communisme sont à éviter pareillement, l'autoritarisme à discuter. Je suis personnellement contre l'ultralibéralisme qui produit plus de problèmes qu'il n'en résout car même les gagnants de la mondialisation en deviennent les victimes. En revanche, je n'ai pas trouvé de faits contre le libéralisme tempéré et légitime qui signifie la possibilité d'un protectionnisme lui aussi tempéré.

Retour en Afrique

Les principes sociopolitiques qui organisent les sociétés humaines depuis la nuit des temps servent de matrice aux peuples actuels. L'aptitude au changement qui en découle oriente encore un peu leur régime politique préféré et beaucoup leur développement. Ne pas le prendre en compte a été une erreur. Mais comment faire ? L'exemple de l'Afrique sub-saharienne conclut ce tome.

L'Afrique rencontre des difficultés majuscules pour développer une bourgeoisie au-delà des ligues et des confréries commerçantes. Et ce n'est pas parce que ces dernières incluent le succès des *Lady markets* et *Nanas Benz* qu'il faut aider les femmes en priorité. En effet, leur relative indépendance leur permet d'élaborer des réseaux qui sont plus de connaissances que de confiance comme on l'a vu précédemment. Toujours est-il que l'engrenage escompté des aides accordées aux PME (*spill-over*) échoue chroniquement, échecs prévisibles car il n'y a pas une différence de nature entre PME et paysannerie. Prenant acte de cette répétition, la théorie sociopolitique du développement insiste dans cet ouvrage sur l'excès de méfiance et d'individualisme qui entrave la montée en généralité de la confiance depuis la famille jusqu'à l'Etat. Il ne faut pas alors être grand clerc pour prophétiser l'échec des programmes futurs tant qu'on n'aura pas testé un moyen pour dépasser le plafond de verre. En attendant, les dons sous la forme de versements directs aux bénéficiaires ou par le truchement de prêts aux pays valent mieux que d'ériger des schémas conditionnels de développement. Le soutien des prix et des crédits à la production est l'étape suivante comme on l'a vu avec le Grand développement. La pauvreté reculera et le marché local s'accroîtra un peu. Cela n'empêchera pas de construire des routes et des barrages, mais pas les aménagements de bas-fonds ou les programmes

de promotion de l'agroécologie tant que les prix ne sont pas incitatifs. Après l'étape du don direct aux bénéficiaires et celui du Grand développement (tomes 1 et 2), il faut envisager de crever le plafond de verre pour mettre un terme à la vanité d'énormes sommes d'argent dépensées en pure perte.

Crever le plafond de verre de la méfiance et de l'individualisme passe par un train de mesures qui touchent ensemble à l'exemplarité des dirigeants (avec sanctions réelles), aux gouvernements d'équilibre pour que le développement n'aiguise pas les tensions et, pourquoi pas, à une dose d'autoritarisme légitime. Il ne s'agit pas d'imiter la Chine ou l'Occident, mais d'identifier dans chaque culture, comme on l'a vu dans cet ouvrage, les sources du succès, ceci moins pour le reproduire que comme source d'inspiration pour l'adapter. Il faut comprendre à la fois ce qu'est l'Afrique et ce qu'est le pays d'où on tire l'exemple à comprendre. Les Africains sont les mieux placés pour le faire, sous plusieurs conditions qui terminent cet ouvrage.

Car on voit immédiatement que les penseurs occidentaux vont ruer dans les brancards académiques en fustigeant la privatisation au nom de l'inégalité et de la participation sociale (discutée plus haut), en avançant l'urgence ou en dénonçant la colonisation pour en faire la coupable de tout dont on continue à attendre tout sous la forme de nouvelles aides. La question est : où sont leurs données ? Il faut se débarrasser des ONG et des organisations internationales qui cadrent de la même manière les réalités avec des normes dont l'unique but est de canaliser le peu de moyens disponibles (tome 4). Il faut réduire les plans économiques de relance conditionnés à de vains enjeux de gouvernance, d'environnement, d'égalité de genre ou autres. Les chercheurs africains doivent se méfier autant des penseurs étrangers que des Africains captivés par les « pensées complexes qui ont éclos dans les Suds, qu'il s'agisse des études dites postcoloniales, des études subalternes (qui s'intéressent aux catégories sociales à la base de la société) ou encore des enseignements invitant à décoloniser les sciences³⁵⁸», pensées complexes qui brillent par leur simplisme. En effet, l'histoire n'a pas la couleur de la peau de l'historien qui la formule et une histoire sans faits n'est pas de l'histoire. En revanche, de nombreux chercheurs africains proposent déjà des moyens originaux d'agir sur le réel en tenant compte de la corruption, la religion, les crypto-monnaies ou la politique. Il leur reste à s'abstraire des normes inutiles et à comprendre la nature de l'Afrique, sans la juger, avant de l'améliorer. Ils contribueront à approfondir les comparaisons sociopolitiques sur la base des faits. Quant au plafond de verre, ils le verront non comme un obstacle absolu mais comme un indicateur à dépasser avec des solutions réfléchies. Il s'agit en effet d'identifier les voies d'amélioration collective adaptées à la méfiance, à l'État de droit limité et à l'individualisme en s'inspirant de la comparaison. Il ne faudra pas s'engager dans une voie qui ne soit pas spécifiquement africaine, ce qu'autorise la grille de lecture sociopolitique. Le frein académique est aussi fort que le conservatisme. Même sans ses dérives actuelles, le wokisme et la lutte politiquement correcte des mots en n (mots « en haine » ou *N-word* aussi hypocrites que *l'Afrique sub-saharienne* pour Afrique noire) rappellent une histoire douloureuse qui doit être dépassée car le pardon seul permet de rebondir. Ni « sanglot de l'homme blanc » ni conservatisme anthropologique ni victimisation car les dénonciations interdisent l'étude sans peur des sociétés³⁵⁹.

o O o

³⁵⁸ <https://theconversation.com/lhumanite-nest-pas-une-simple-juxtaposition-de-tribus-184499>

³⁵⁹ « African studies have long wrestled with how to represent the phenomena of witchcraft, magic and spirits in cultural life across Africa. Scholars fear that writing about these topics encourages stereotypes about African superstition, yet many recognise the occult is an unavoidable part of the lives of those about whom they are writing ». <https://theconversation.com/how-ivorian-cyber-scammers-help-us-to-understand-the-magic-of-the-internet-183930>